

4^e édition

L'apogée de l'Europe

1871-1918

Christian Ambrosi

MASSON

Collection Histoire Contemporaine Générale

Collection Histoire Contemporaine Générale

L'apogée de l'Europe 1871-1918

par
Christian Ambrosi

Professeur honoraire de Première Supérieure
au Lycée Louis-le-Grand

4^e édition

MASSON

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE	1. La pensée et l'art	5
CHAPITRE	2. Le christianisme et le monde moderne	23
CHAPITRE	3. Évolution et fluctuations économiques	35
CHAPITRE	4. Les mouvements socialistes	52
CHAPITRE	5. La condition ouvrière et le mouvement syndical	64
CHAPITRE	6. L'installation de la Troisième République en France (1870-1875)	76
CHAPITRE	7. La République opportuniste (1875-1897)	88
CHAPITRE	8. La République radicale (1897-1914)	100
CHAPITRE	9. L'économie française entre 1871 et 1914	111
CHAPITRE	10. Le Royaume-Uni (1866-1914)	121
CHAPITRE	11. L'Empire allemand (1871-1914)	133
CHAPITRE	12. L'Autriche-Hongrie (1867-1914)	148
CHAPITRE	13. L'Italie et l'Espagne après 1870	159
CHAPITRE	14. La Russie après Alexandre II (1881-1914)	169
CHAPITRE	15. Les États-Unis après la guerre de Sécession	182
CHAPITRE	16. L'impérialisme colonial	196
CHAPITRE	17. Les relations internationales (1871-1914)	209
CHAPITRE	18. La Première Guerre mondiale (1914-1918)	228

1 La pensée et l'art

Grâce à sa limitation dans l'espace et dans le temps la guerre franco-allemande de 1870-1871 ne semble pas, à première vue, avoir eu l'influence notable sur le reste du monde ; la véritable coupure économique se situe aux environs de 1880-1882, quand se confirme le ralentissement qui se poursuit ensuite jusqu'en 1896 ; le monde des sciences, des lettres et des arts laisse apparaître une évolution continue qui n'est pas troublée par l'événement européen ; c'est seulement vers 1890 qu'une mutation spirituelle intervient. En réalité cette guerre, par l'effet moral qu'elle a eu, par le déplacement territorial qu'elle a entraîné aux dépens de la France, par l'unité allemande dont elle est la responsable immédiate, marque un point de rupture dans l'équilibre européen ; désormais l'Allemagne est l'arbitre de l'Europe, et l'Europe elle-même va parvenir au début du XX^e siècle au sommet de sa puissance internationale ; la moindre de ses luttes internes a aussitôt un retentissement mondial ; elle achève de conquérir les terres encore libres et domine le monde par ses capitaux et ses colonies ; la deuxième révolution industrielle, qui précipite les transformations apportées dans les échanges par l'extension des communications et le raccourcissement des distances, semble fortifier la position des vieilles puissances industrielles, capitalistes et coloniales.

En fait, l'Europe, divisée par ses rivalités internes et externes, entraînant le monde dans ses vieilles querelles, est menacée par la montée de puissances nouvelles, le Japon, qui la concurrence sur les marchés d'Extrême-Orient, et qui a fait subir aux blancs, en 1905, leur première défaite devant un peuple de couleur, et les États-Unis, qui passent dès 1900 au premier rang des puissances économiques. Pourtant l'Europe garde encore toute sa prééminence sur les plans scientifique, intellectuel et artistique.

I - La recherche scientifique

A. La recherche scientifique poursuit l'essor qu'elle avait déjà connu dans la période précédente et parvient au niveau où les synthèses deviennent possibles ; non seulement les savants atteignent la découverte, mais encore ils entreprennent de saisir une branche entière dans son aspect global, et s'efforcent même de juger la signification totale de la science prise dans son intégralité. D'autre part, une union beaucoup plus étroite encore est établie entre la recherche fondamentale et la recherche industrielle ; les entreprises Bell, Kodak, ou Du Pont de Nemours aux États-Unis, Bayer ou Hoechst en Allemagne disposent de moyens de recherche jusqu'alors inconnus ; en Amérique, Carnegie multiplie les fondations entre 1896 et 1913, Rockefeller crée en 1901 un Institut pour les recherches médicales et leur vulgarisation immédiate ; le Suédois Nobel consacre par testament en 1896 sa fortune à la création des prix qui portent son nom.

B. Les mathématiques apparaissent de plus en plus comme la science fondamentale, fermée au grand public, placée au départ des découvertes dans les autres branches. L'Anglais Heaviside (1850-1925) se consacre au calcul vectoriel ; en France, C. Jordan

(1838-1922) prolonge les travaux d'Ev. Galois sur les équations et les courbes et poursuit les travaux du Russe G. Cantor († 1918), qui avait élaboré la théorie des ensembles. Le meilleur exemple de ce contact entre les mathématiques et les autres sciences est fourni par H. Poincaré (1854-1912), qui applique les résultats qu'il avait obtenus en analyse mathématique à la mécanique, la physique et l'astronomie ; savant et philosophe méditant sur la *Valeur de la science* (1906), il s'attache au calcul des probabilités. Les travaux d'Einstein sur le mouvement brownien et sur la théorie des quanta, énoncée par Planck en 1899, commencent à être publiés dans les *Annalen der Physik* à partir de 1905 et ouvrent la voie aux recherches sur la relativité.

C. C'est ainsi la physique qui bénéficie au mieux des progrès des mathématiques dans deux domaines principalement, l'électricité et la *structure de la matière*. Les travaux de l'Anglais Maxwell († 1879) et de l'Allemand Hertz (à partir de 1888) sur les ondes électromagnétiques, conduisent à la démonstration faite par ce dernier de l'identité des ondes électriques et lumineuses ; après eux le Russe Popov réalise en 1895 la première radiocommunication, Branly en France obtient la réception des signaux envoyés par T.S.F., ce qui permet à l'Italien Marconi de relier en 1902 l'Irlande au Labrador. L'année suivante l'Anglais J.A. Fleming invente la diode, ou valve à oscillations, capable de détecter les ondes électriques. Le téléphone est réalisé en 1876 par l'Américain Graham Bell, professeur de physiologie vocale à Boston, et amélioré ensuite par Gray. Aux États-Unis encore Michelson mesure en 1881 la vitesse de la lumière et établit en 1894 la dimension du mètre en longueur d'onde lumineuse ; le Russe Joffe fait en 1906 l'étude de l'effet photo-électrique et son compatriote Lebedev étudie le magnétisme terrestre, tandis que Heaviside découvre la couche ionisée de l'atmosphère. L'Anglais Crookes imagine en 1878 les tubes cathodiques qui portent son nom et permettront en 1895 à l'Allemand Röntgen de découvrir les rayons X.

Les recherches sur l'électricité conduisent à la remise en question du problème de la matière. En effet les travaux de Crookes sur l'atome imposaient d'abandonner définitivement les certitudes des anciens sur l'insécabilité des atomes et aboutissaient à la théorie générale exposée d'abord par J. Perrin en 1901, puis le Néo-Zélandais Rutherford en 1911 : l'atome est représenté comme un système planétaire formé d'un noyau chargé d'électricité positive et entouré d'électrons ou particules chargées d'électricité négative possédant une charge inverse de celle du noyau. Ces recherches sont liées à celles qui concernent la radioactivité ; H. Becquerel avait découvert en 1896 la radioactivité des sels d'uranium et analysé les rayons qu'ils émettent ; dès lors Pierre et Marie Curie se consacrent à l'étude de ces phénomènes et réussissent à isoler le polonium en 1898 ; en 1910, après la mort accidentelle de son mari, survenue en 1906, Marie Curie isole le radium. De son côté, Rutherford avait découvert en 1899 la radioactivité du thorium et mesuré en 1908 l'énergie libérée par les transformations radioactives, en liaison avec Geiger, qui invente en 1913 le compteur à particules. En 1912-1914, les Anglais Thomson et Soddy établissaient les premiers caractères de l'isotopie sur des éléments de même comportement chimique, mais différents dans leur radioactivité et leur poids atomique.

Les mathématiques sont, aussi fortement, à la base de l'*astronomie*. Les Américains Newcomb et Lowell étudient la lune et les planètes. Leur compatriote Pickering dresse en 1890 le catalogue spectral des étoiles ; en Angleterre Jeans, mathématicien et physicien, établit une nouvelle théorie sur la constitution du système solaire.

D. En chimie, Liebig († 1873) et Berthelot sont les créateurs de la chimie organique ; ce dernier, après avoir réussi la synthèse de nombreux corps, réunit dans *La synthèse chimi-*

que les principes d'où va sortir la fabrication des corps gras, des parfums, des colorants, etc. Après lui c'est en Allemagne que cette branche de la chimie prend son plus grand essor, la fabrication industrielle de l'aspirine est assurée par les usines Bayer à partir de 1899 ; Haber et Bosch réalisent dans les laboratoires de la Badische Anilin la synthèse de l'ammoniac en 1913 ; E. Fischer avait réussi en 1900 la synthèse des essences et confirmé les liens de la chimie et de la biologie.

Pasteur (1822-1895) est le type de ces chimistes qui sont en même temps biologistes ; il illustre aussi parfaitement les contacts entre la science fondamentale et ses applications pratiques ; partant des recherches sur la fermentation, il démontre qu'elle est due à des micro-organismes, condamne en 1862 l'erreur de la génération spontanée, et parvient à faire admettre le rôle des microbes dans la propagation des maladies infectieuses ; puis, après avoir trouvé le remède contre la pébrine, maladie du ver à soie, il met au point, après 1870, la pasteurisation, à l'occasion de ses recherches sur la bière ; il découvre vers 1879 le principe scientifique de la vaccination, étudie les maladies du mouton et du porc, avant de mettre au point en 1885 le vaccin contre la rage. En 1888 l'Institut Pasteur est créé par souscription internationale. A la suite de ces travaux les Allemands Eberth et Koch isolent le bacille de la typhoïde (1880) et du choléra (1894), le Français Yersin celui de la peste (1894) et contribue avec Roux à préparer le sérum antidiphthérique. A partir de 1900 la chimiothérapie et l'utilisation des techniques industrielles permettent de vulgariser l'emploi des médicaments. Le Russe Pavlov, appliquant les principes de recherche exposés par Claude Bernard dans son *Introduction à l'étude de la médecine expérimentale* (1865), avait entrepris en 1889 ses travaux sur la digestion, qui le conduisaient à partir de 1903 à *La psychologie et la psychopathologie expérimentales sur les animaux*, c'est-à-dire à l'étude des « réflexes conditionnés ». L'Anglais Hopkins isole en 1912 plusieurs vitamines. Les lois sur l'hérédité, découvertes déjà en 1865 par le religieux autrichien Mendel, sont retrouvées par Bateson à partir de 1885 et conduisent à la théorie chromosomique de l'Américain Morgan, qui sera exprimée en 1919 dans *Les bases physiques de l'hérédité*.

II - La philosophie et les sciences humaines

A. **Jusqu'en 1890** : La richesse des découvertes scientifiques, succédant à celle qui avait déjà marqué la période antérieure à 1870, ne pouvait pas manquer d'avoir une répercussion sur la vision du monde, de l'homme et de Dieu. Le dernier quart du XIX^e siècle est en effet une période d'explosion intellectuelle où les directions fondamentales sont difficiles à cerner ; chaque système, à peine élaboré, est aussitôt remis en question. On peut cependant y déceler quelques lignes directrices : d'une part la notion du devenir, issue de la pensée de Saint-Simon ou de Hegel, condamnant le simple matérialisme mécaniste, et que l'on retrouve dans des synthèses aussi éloignées que le transformisme de Darwin, *L'évolution créatrice* de Bergson (1907), ou la sociologie de Durkheim ; d'autre part l'influence dominante, tout au moins dans les années qui suivent 1870, de l'attitude positiviste d'Auguste Comte († 1857), qui se refuse à chercher les causes premières, pour ne s'attacher qu'aux causes secondes en partant de l'analyse des faits. Dans l'état positif l'esprit humain, reconnaissant l'impossibilité d'obtenir des notions absolues, renonce à chercher l'origine et la destination de l'univers et à connaître les causes intimes des phénomènes, « pour s'attacher uniquement à découvrir... leurs lois effectives, c'est-à-dire leurs relations invariables de succession et de similitude ». La pensée d'A. Comte inspire

toutes les lois scolaires françaises et les programmes établis pour l'enseignement primaire.

a) *La confiance dans les progrès indéfinis* de la science est exprimée dans les romans de vulgarisation ou d'avant-garde avec lesquels Jules Verne passionne plusieurs générations (*Vingt mille lieues sous les mers*, 1870). Le spiritualisme de Lachelier (*Du fondement de l'induction*, 1871) ou de Boutroux maintient, certes, le caractère spécifique et la primauté de la pensée dans un néo-criticisme kantien, et rejette le déterminisme scientifique. Mais la plupart des doctrines sont matérialistes, fondées sur la science, et expulsent la métaphysique. De Darwin (*De l'origine des espèces par voie de sélection naturelle*, 1859) et de Herbert Spencer (*Premiers principes*, 1862) à Thomas Huxley (*Place de l'homme dans la nature*, 1891), les penseurs adhèrent en général à l'évolutionnisme qui ne laisse pas de place à la création dans la continuité de l'évolution et qui exclut la finalité. L'étude de l'homme rejette le recours à une métaphysique ou à une religion, mais elle conduit à rechercher, pour le problème qu'il pose, une solution positive, et, d'une façon générale, pour les mutations des espèces, une explication rationnelle reposant sur l'influence du milieu donné, avec survivance de l'espèce la mieux adaptée. H. Spencer affermit la position « scientifique » en déduisant toute forme du mouvement et en définissant l'évolution universelle comme une opération « durant laquelle la matière passe d'une homogénéité indéfinie et incohérente à une hétérogénéité définie et cohérente ». Il supprime de la philosophie tout élément transcendant, pour rechercher simplement l'idéal d'une connaissance scientifique exacte, indépendante à l'égard de toute métaphysique. Il cherche en définitive à enfermer la transformation biologique de l'homme, son évolution morale, psychologique ou sociale, dans un système où n'entrent en ligne de compte que des phénomènes mécaniques. La morale se réduit à une appropriation aussi parfaite que possible au milieu, de sorte que le bien absolu coïncide avec l'adaptation complète aux lois naturelles ; parvenu à ce terme de son évolution, l'homme n'a plus qu'à se laisser porter par ces lois, et sa conscience même, en tant qu'outil de choix, n'a plus d'utilité.

b) *Le naturalisme spencérien*, qui s'adapte parfaitement au transformisme, a séduit la génération qui est née dans la première moitié du XIX^e siècle. En France Littré (1801-1881) fait reposer la philosophie positive sur « le monde spéculatif limité » et sur « l'immutabilité des lois naturelles ». Taine (*De l'intelligence*, 1870) fait de l'homme un animal supérieur déterminé par la race et le milieu, ramène tous les phénomènes mentaux à la sensation, et la sensation au mouvement ; Renan exprime sa confiance dans *l'Avenir de la Science*, écrit en 1848, publié seulement en 1890 : « Seule la science donnera à l'humanité ce sans quoi elle ne peut vivre, un symbole et une loi. » En Allemagne L. Büchner (*L'homme et sa place dans la nature*, 1889), développe un système à tendance matérialiste ne s'inspirant que de l'expérience.

c) *La sociologie* étudie les sociétés humaines suivant les méthodes de la physique ou des sciences naturelles. E. Durkheim (1858-1917) cherche l'origine des règles sociales qui s'imposent à l'individu ; elles ne proviennent pas d'impératifs catégoriques mais de traditions sociales héritées des sociétés primitives ; le sociologue ne s'efforce pas de découvrir la loi fondamentale de l'évolution de l'humanité, sa finalité, mais il recherche, par les moyens habituels du raisonnement scientifique et de l'expérience, les lois qui relient entre eux les phénomènes sociaux ; la morale n'est plus que la science des mœurs et les obligations morales ne relèvent que des interdictions primitives.

d) Au milieu de ce culte de la science *une place à part doit être réservée à Nietzsche*, dont l'éthique et l'esthétique font un peu la jonction entre le début et la fin du siècle ; admet-

tant les bases du pessimisme de Schopenhauer, il cherche à échapper à la tentation du nihilisme qui doit en être la conséquence ; il croit d'abord avoir trouvé la raison du « vouloir-vivre » dans la mission libératrice de l'art ; mais ce salut par l'art n'est qu'illusion ; après avoir glorifié la connaissance il en arrive dans son œuvre maîtresse (*Ainsi parlait Zarathoustra*, 1883-1885) au dépassement véritable du pessimisme par le culte de l'énergie vitale, l'effort personnel de volonté pour découvrir en soi toutes les qualités de l'homme ; s'il fonde son éthique sur la « volonté de puissance » pour réaliser le « sur-homme », ce n'est pas, à la façon dont sa pensée a été exploitée par la suite par les idéologies de la violence, en célébrant la force brutale et conquérante, mais en invoquant un dépassement incessant de soi par la volonté héroïque et l'ascèse.

B. Après 1890 : C'est autour de l'année 1890 que s'opère la mutation ; non que s'affaiblisse le culte de la science, cette même année Renan publie *l'Avenir de la science*, écrit quarante ans plus tôt ; les études sociologiques prennent une ampleur nouvelle avec Lévy-Bruhl (*La morale et la science des mœurs*, 1903) ; mais on commence à sentir une sorte d'insuffisance de la connaissance fondée sur la seule recherche des lois de la nature. H. Poincaré s'interroge en 1906 sur la Valeur de la science ; certains vont jusqu'à considérer les propriétés attribuées à l'espace et au temps comme de simples conventions établies par l'homme pour relier entre eux les phénomènes ; la seule recherche de la causalité ne suffit plus à satisfaire la curiosité intellectuelle ; le déterminisme apparaît comme une hypothèse utile qui ne permet pas d'aller au fond de la réalité. La tendance est nette en Allemagne, où Nietzsche est devenu le maître à penser ; le « mouvement de la jeunesse » y naît vers 1900 à Berlin et, par réaction contre la sclérose d'un monde bourgeois, revient à l'idéalisme romantique par sa recherche d'une fusion panthéiste dans la nature ; on découvre les limites du positivisme, qui ne parvient pas à embrasser toute la réalité ; l'observation expérimentale est incapable de répondre aux besoins de l'imagination et l'on retrouve les voies d'un spiritualisme néo-kantien.

En Angleterre Bradley revient à une forme d'idéalisme qui lui fait soupçonner l'existence d'une réalité absolue derrière la réalité empirique, qui est la seule à pouvoir être appréhendée.

Spaventa contribue à réintroduire en Italie l'idéalisme hégélien et le néo-kantisme, qui sera repris par Benedetto Croce (*Matérialisme historique et économie marxiste*, 1900). Avec Bergson (1859-1941) c'est toute la certitude scientiste qui est atteinte ; dans sa thèse, soutenue en 1889 (*Essai sur les données immédiates de la conscience*), il rejette l'illusion de l'intelligence à saisir la totalité du réel ; de même il veut répondre au pessimisme de la critique kantienne qui ne donnait à la conscience que la possibilité d'atteindre « le fantôme d'une insaisissable chose en soi... ». L'intuition bergsonienne permet de saisir cette réalité des choses où « l'immédiat » n'est pas encore déformé par une science qui ne peut que fournir à l'homme les moyens d'agir sur les choses. « La philosophie n'est qu'un retour conscient et réfléchi aux données de l'intuition » (*Matière et Mémoire*, 1896). L'influence de la philosophie bergsonienne se fait sentir aussi bien chez Georges Sorel pour guider toute pensée politique et sociale orientée vers l'action que chez Péguy et chez les nationalistes, qui, faisant appel à l'instinct plus qu'à la raison, s'opposent au rationalisme, à l'intellectualisme, en plaçant l'action avant toute discussion.

Pour Bergson comme pour Freud le rêve fait surgir le « moi » le plus profond ; mais, tandis que pour Bergson il correspond à la libération de souvenirs refoulés jusque-là par la nécessité de l'action, il est pour Freud le moyen d'exploration de l'inconscient où sont enfouis les tendances et les désirs condamnés comme fautes par la morale commune et qui réagissent sur le comportement du moi conscient ; la psychanalyse se présente

comme une thérapeutique soignant les névroses par le retour à la conscience du choc originel qui les a inconsciemment provoquées.

La méthode scientifique donne aux sciences humaines une rigueur que les écrivains de la génération précédente avaient déjà voulu donner à l'histoire. Michelet († 1874), romantique d'inspiration et savant dans ses œuvres, directeur des Archives, avait cherché la « résurrection de la vie intégrale » ; ses successeurs sont aussi scrupuleux à l'égard des faits, étudient les textes, font la chasse au document, accumulent une érudition remarquable, tout en cherchant à opérer des synthèses et à trouver des lois en histoire. Entrée dans le domaine de la science, l'histoire est encore du domaine littéraire par la pureté de style des écrivains qui s'y consacrent. Taine (*Les origines de la France contemporaine*, 1875-1893) scrute le passé national pour y découvrir les faits qui déterminent le présent. Fustel de Coulanges qualifie comme le meilleur historien celui « qui se tient le plus près des textes, qui les interprète avec le plus de justesse, qui n'écrit même et ne pense que d'après eux ». Camille Jullian se consacre à une érudite *Histoire de la Gaule* (1907-1928). En Allemagne Mommsen, à la suite de Ranke et de Savigny, renouvelle l'histoire romaine et dirige à partir de 1874 les *Monumenta Germaniae Historica*. Devant la nécessité de semblables recherches l'effort d'un seul ne suffit plus ; Ernest Lavisse inaugure le travail en équipe dans la publication de la monumentale *Histoire de France*, dont les dix tomes paraissent entre 1900 et 1912, de même que Jaurès dirige la publication de l'*Histoire socialiste* parue entre 1901 et 1908.

La géographie ne se borne plus à décrire les paysages ; sous la forte impulsion de Vidal de La Blache, créateur des *Annales de Géographie* en 1891, et auteur du *Tableau de la Géographie de la France* qui ouvre l'*Histoire de France* de Lavisse, elle étudie les rapports entre la nature et l'homme, l'interréaction des phénomènes naturels et humains, l'adaptation de l'activité humaine à son milieu physique, la transformation du paysage par l'homme et l'action des facteurs physiques sur la vie des sociétés.

III - L'expression littéraire

En simplifiant grossièrement les apparences, on peut retrouver dans les genres littéraires une évolution semblable à celle de la philosophie : une tendance au réalisme d'abord, puis une insatisfaction qui entraîne le retour à l'expression sensible, ou bien la naissance de genres nouveaux dans lesquels la poésie reprend tous ses droits.

A. Une étonnante floraison littéraire en France

a) *La poésie en lutte contre le positivisme* : La guerre de 1870 et la Commune ont fini d'effacer le romantisme. La poésie obéit encore aux règles du Parnasse, qui se prolonge dans *Les Trophées* d'Hérédia (1893) ; poésie impersonnelle où l'auteur refuse d'étaler ses sentiments et fait appel aux connaissances archéologiques, scientifiques, dans une érudition où la forme n'abandonne jamais le culte de la beauté plastique. Mais en même temps la nouvelle génération se lasse, vers 1880, des beaux vers déclamés qui ne touchent pas la sensibilité ; Sully Prudhomme dans *Les solitudes* (1869) exprimait déjà l'appréhension du poète devant la science moderne, et les beautés douloureuses de l'inquiétude intime. Le Baudelaire des *Correspondances* inspire une invocation poétique qui rompt avec le déroulement du temps pour retrouver dans la nature les « symboles ».

Le terme de symbolisme est introduit par J. Moréas en 1886, mais Verlaine avait déjà publié les *Poèmes Saturniens* en 1866 et les *Fêtes Galantes* en 1869, puis, enrichi par son aventure avec Rimbaud depuis 1871, les *Romances sans paroles* (1874) ; Rimbaud compose le *Bateau ivre* vers 1871 et les poèmes en prose formant *Une saison en enfer* en 1873. Mallarmé, qui se voulait créateur d'une poétique nouvelle où il cherche à peindre « non la chose, mais l'effet qu'elle produit » dans une intention semblable à celle des peintres impressionnistes, s'exprime en des vers hermétiques qui font de lui, à partir de 1884, le maître de l'École symboliste où se pressent de jeunes poètes comme Claudel et Valéry. Au tournant du siècle la lutte contre « les intellectuels de la Sorbonne » est menée par Péguy, disciple de Bergson, qui crée en 1900 les *Cahiers de la Quinzaine* ; son mysticisme poétique, religieux, nationaliste, non contradictoire avec un « socialisme péguyste », marque le mieux le revirement d'une génération que la science ne satisfait plus. Dans les années qui précèdent la guerre le lyrisme et l'irrationnel triomphent avec Guillaume Apollinaire, qui libère la poésie de ses contraintes formelles ; il conduit au « mouvement dada », qui naît en 1916 d'une exaspération contre le conformisme, et au surréalisme de l'immédiat après-guerre.

b) *Le théâtre entre le naturalisme et le symbolisme* : Émile Augier et Dumas fils posent dans leurs « pièces à thèse » des problèmes moraux ou sociaux (divorce, émancipation de la femme) ; puis le théâtre devient plus brutal, il touche au naturalisme avec Henri Becque (*Les Corbeaux*, 1882) ; en 1887 Antoine fonde le « Théâtre libre » où il joue les pièces de jeunes auteurs tels que Curot, Courteline, présentant la vie de tous les jours. On retrouve toute la légèreté pétillante d'esprit de la comédie de mœurs dans les pièces écrites par De Flers et Caillavet, et le romantisme n'est pas absent grâce à Edmond Rostand, qui fait représenter *Cyrano* en 1897, *L'Aiglon* en 1900 ; Claudel marque le retour du théâtre à l'expression sensible, en unissant le symbolisme et l'inspiration de la foi religieuse, qu'il a retrouvée en 1886, dans *Le Partage de Midi*, écrit en 1905, ou *L'Annonce faite à Marie*, représentée en 1912.

c) *Le roman naturaliste* : Flaubert inspire l'École naturaliste, dont Émile Zola est le maître ; les vingt volumes des *Rougon-Macquart* forment « l'histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire » ; Zola applique les méthodes d'analyse scientifique vulgarisées par Taine aux éléments apparemment dissemblables d'une famille, unis entre eux par les lois de l'hérédité ; mais, en écrivain engagé dans la lutte politique et sociale, il dresse en même temps une fresque dramatique de la société impériale. Guy de Maupassant participe en 1880 à la publication des *Soirées de Médan*, ensemble de six nouvelles écrites par des auteurs différents, dont Zola, qui voudraient en faire une sorte de manifeste du naturalisme. Alphonse Daudet lui-même délaisse parfois ses talents de conteur aimable inspiré par la verve provençale (*Contes du Lundi*, 1873) et participe au penchant général pour l'étude des mœurs (*Sapho*, 1884).

d) *La réaction contre le naturalisme* : Elle est lancée en 1887, à la suite de la publication de *La Terre* de Zola, par *Le Manifeste des Cinq*, anciens disciples du maître de Médan, qui lui reprochent son caractère morbide, son manque d'idéal et de noblesse (J.H. Rosny, L. Descaves, P. Margueritte, P. Bonnetain, G. Guiches). On revient à l'analyse psychologique avec P. Bourget et Anatole France, qui traduit, avec une pureté de langue parfaite, les opinions d'un épicurien raffiné dans *L'Histoire contemporaine*, mais on passe rapidement à la nostalgie romantique avec Pierre Loti (*Pêcheur d'Islande*, 1886), à l'individualisme intellectuel de Barrès dans *Le Culte du Moi* (1889-1891), à l'apologie de la morale traditionnelle avec Henri Bordeaux (*La Peur de vivre*, 1902). L'évolution est

plus nette encore avec J.K. Huysmans, qui se sépare du naturalisme en 1884 (*A rebours*), et, après de multiples crises de conscience, aboutit au catholicisme en 1892 (*En route*, 1895) ; le chemin suivi est le même chez Villiers de l'Isle-Adam ou chez Léon Bloy (*La Femme pauvre*, 1897), qui rejoignent Péguy et Psichari (*Le Voyage du centurion*, 1916) dans la même recherche d'un idéal mystique qui aboutit à la foi religieuse la plus profonde.

e) *Le roman personnel* : en contraste avec la tendance de son temps, tout en conservant l'allure lyrique qu'il avait mise dans *Les Cahiers d'André Walter*, André Gide ouvre dans *Les Nourritures Terrestres* la voie à la libération de l'être, affranchi des contraintes morales et prenant contact avec la vie ; il marquera surtout la génération d'après guerre. Marcel Proust commence à écrire *A la recherche du Temps Perdu* en 1906, mais ne trouvera d'éditeur pour le premier volume, *Du côté de chez Swann*, qu'en 1913 ; il apporte toute l'observation des choses communes traduites par la réflexion de l'esprit pour éterniser le temps perdu dans la permanence de l'expression artistique. C'est un peu à sa manière qu'Alain-Fournier met dans *Le Grand Meaulnes* en 1913 toute l'impuissance de la vie à effacer chez l'adulte le souvenir du paradis à demi estompé de l'adolescence.

B. L'anti-conformisme anglais : Kipling se plut à célébrer la grandeur de l'Empire (les deux *Livres de la jungle*, 1894) mais aussi la force morale et l'énergie virile (*Capitaines courageux*, 1897). C'est cependant l'aspect factice et le comportement figé dans un conservatisme étroit de la « Société » anglaise, qui a inspiré surtout les écrivains. L'attaque est lancée en 1872 par le savant encyclopédiste Samuel Butler, qui crée en *Erewhon* un pays imaginaire à la manière de Swift. J. Galsworthy publie en 1906 le premier des trois volumes formant *La Saga des Forsyte*.

Au théâtre, l'Irlandais B. Shaw s'attaque avec la même verve à toutes les formes de préjugés sociaux (*Trois pièces pour Puritains*, 1901). Le même refus d'une morale conformiste porte Oscar Wilde à soutenir avec ostentation et jusqu'au scandale le dilettantisme de l'art pour l'art, Herbert Lawrence à défendre l'élan vital et l'instinct jusqu'à l'apologie de la liberté sexuelle (*Le Maraudeur*, 1912, *L'Arc en Ciel*, 1915), J. Joyce à repousser tout son passé d'Irlandais religieux dans le récit de ses aventures de jeunesse (*Dedalus*, 1916).

C. Naturalisme et mysticisme en Allemagne : La littérature d'expression allemande se plaît aussi à dénoncer les vices d'une société où la misère cotoie l'opulence. Gerhart Hauptmann fait dans *Les Tisserands* (1892) une peinture sociale où la foule anonyme des misérables ouvriers de Silésie est l'acteur principal, puis il revient au symbolisme avec *La Cloche engloutie* (1896). Stefan George subit l'influence du symbolisme français avec ses premières poésies, puis abandonne l'attitude détachée du poète pour se consacrer à la recherche plus humaine. L'Autrichien Hofmannstahl se tourne, lui, vers l'inspiration antique ; Autrichien aussi, Rainer Maria Rilke, l'un des poètes les plus mystiques du début du xx^e siècle, témoigne dans le *Livre d'Heures* (1905-1907) d'une anxiété métaphysique qui le pousse à s'interroger sur la finalité de l'univers.

Après 1900 les romanciers posent de plus en plus la question de leur temps ; Thomas Mann est aussitôt célèbre en 1901 par la description sans passion de la décadence d'une famille commerçante (*Les Buddenbrooks*), puis évolue vers un nationalisme qui le portera à accepter la guerre, tandis que son frère Heinrich, dont *Le Sujet* est interdit en 1914, se fait au contraire le virulent critique de la société allemande et de la politique impériale. Dans les années qui précèdent la guerre les écrivains allemands se lancent de

plus en plus dans l'expressionnisme, dans une *Weltanschauung*, une vision du monde dominé par l'irrationnel et d'où le bonheur est absent. A Prague Franz Kafka, Tchèque de langue allemande, exprime dans ses œuvres qui ne seront publiées qu'après sa mort (1924), son impuissance à s'affranchir d'un rêve qui n'est que cauchemar, et d'une réalité qui n'est que le monde de l'absurde.

D. Dans le reste de l'Europe occidentale : *L'Italie* n'offre pas seulement le verbe sonore et la sensualité agressive de D'Annunzio, qui commence à se tourner vers le nationalisme, mais aussi, surtout après 1900, des écrivains philosophes, politiques, critiques, Croce, Pareto, Papini, Prezzolini, parfois aussi interprètes, comme Papini, de leur conversion spirituelle. Les pays scandinaves conservent une grande vitalité. En *Norvège* Ibsen continue à mettre en scène des problèmes humains, politiques, ou sociaux (*Maison de Poupée*, 1879) ; l'indépendance, acquise sur la Suède en 1905, voit fleurir une brillante génération d'écrivains où se détache Sigrid Undset, dont les premiers romans expriment le destin de la femme que la réussite sociale ne peut satisfaire, si elle n'est épouse et mère. En *Suède* Selma Lagerlöf, reprenant avec une imagination pleine de sensibilité féminine de vieilles légendes, teint de fantastique le folklore national. La défaite de *l'Espagne* devant les États-Unis en 1898 inspire la littérature nationale de la « génération de 1898 » et contribue à colorer l'œuvre de Miguel Unamuno de tonalités dramatiques.

E. La naissance d'une littérature américaine : La guerre de Sécession provoque une mutation dans l'expression littéraire ; le lyrisme disparaît pour faire place à une inspiration plus dure, adaptée à une société qui est partie à la conquête de la « frontière ». Les écrivains travaillent sur une matière première locale qui leur est fournie par l'histoire des États-Unis, l'aventure économique et sociale, sans se soucier d'école, ou bien ils traduisent le fait religieux, qui marque si fortement la vie américaine. Mark Twain (Samuel Clemens), ancien pilote du Mississippi, méprisant envers l'Europe, retrace les combats des pionniers (*Les aventures de Tom Sawyer*, 1876).

Quand disparaît la « frontière », vers 1896, ceux qui en ont vécu l'aventure l'évoquent dans un regret nostalgique, tels Garland (*Vie d'enfant dans la prairie*, 1899) ou Willa Cather (*Mon Antonia*, 1918) ; mais les écrivains sont surtout attirés par les combats que se livrent les trusts et par les conditions misérables d'un prolétariat exploité. *La Jungle*, d'Upton Sinclair (1906), décrivant la détresse des immigrants lituaniens employés aux abattoirs de Chicago, est un réquisitoire contre le capitalisme ; Jack London écrit lui aussi, à côté d'œuvres traitant de la vie des animaux (*Croc Blanc*, 1907), ou de l'existence des chercheurs d'or en Alaska, des romans emplis d'un esprit de révolte. F. Norris raconte dans *La Pieuvre* (1901) la lutte des fermiers d'une vallée de Californie contre la Compagnie de chemin de fer. On commence cependant à se détacher de l'inspiration strictement américaine pour s'élever à l'étude de l'homme lui-même dans une sorte de maturation de la pensée littéraire, où se forment les grands écrivains de la « génération perdue » de la période d'après guerre, T.S. Eliot, J. Dos Passos, Faulkner, Hemingway, nés entre 1888 et 1900.

F. Une littérature documentaire en Russie : La littérature russe est plus spécifiquement encore nationale ; c'est la grande période de la prose ; le réalisme domine, fondé sur l'observation exacte, l'analyse psychologique, la peinture des mœurs. Tourguéniev, installé à Paris après 1870, donne encore des descriptions poétiques de paysages russes, imprégnés de pessimisme, mais, coupé de la Russie, il n'a plus la même inspiration. Dostoïevski, malade, nous offre dans *Les Possédés* (1870) l'un des meilleurs témoignages sur le vertige qui a saisi l'intelligentsia russe sombrant dans le nihilisme ; avec

son dernier ouvrage, *Les Frères Karamazov*, l'auteur lègue comme un témoignage messianique sa conviction de l'incapacité où sont les hommes de comprendre le message du Christ (voir la Légende du Grand Inquisiteur).

Tolstoï est d'une tout autre origine sociale ; riche et regrettant de l'être, saisi dans une contradiction intime entre le désir du retour à un christianisme dépouillé et sa propre impuissance à abandonner ses biens matériels, il est de plus en plus poursuivi par la certitude de l'absurdité de la vie. Il laisse apparaître ses problèmes de conscience dans *Anna Karénine* (1876-1877), exprime ses angoisses religieuses dans *Confession* (1882), se libère de sa lâcheté dans *Résurrection* (1898), dont le héros distribue ses biens et finit par goûter les joies du renoncement. Tchekov n'a pas les mêmes angoisses métaphysiques ; son théâtre est celui des scènes quotidiennes, il décrit dans des pièces d'atmosphère la monotonie de la vie provinciale où paraissent des individus médiocres ; il traduit la décadence des anciens hobereaux, la montée d'une bourgeoisie d'affaires qui supprime les vieilles familles. Après l'échec de *La Mouette* (1906), il écrit ses meilleures pièces entre 1897 et 1903 (*Oncle Vania*, *Les Trois sœurs*, *La Cerisaie*).

Les premières œuvres de Tchekov, dit Maxime Gorki (L'Américain) tranchent sur cette grisaille à travers laquelle transpire tout l'ennui qui écrase la société russe ; autodidacte révolutionnaire, il s'insurge dans un néo-romantisme contre les injustices de la société (*Les Bas-Fonds*, *Les Petits-Bourgeois*, 1902) ; exilé pour ses attaches avec les marxistes, il écrit *La Mère* en 1907, puis retrouve sa première fraîcheur dans le récit de sa dure vie d'enfant (*L'Enfance*, 1913) : type de la littérature engagée, où la sensibilité de l'homme est partout présente. A la veille de la guerre, la littérature, en pleine évolution, adopte les formes et l'inspiration de l'expressionnisme à l'âme russe, prête à tous les chocs psychologiques.

IV - Le mouvement artistique

A. Une architecture fonctionnelle : L'architecture n'est plus seulement l'occasion offerte aux artistes d'exercer leur talent, mais elle s'efforce de répondre à une utilité plus directe.

a) *En France*, après les restaurations opérées par Viollet-le-Duc, on construit peu d'églises. La Basilique du Sacré-Cœur à Paris, édifiée sur les plans d'Abadie entre 1875 et 1910, est construite dans un style byzantin sur la colline de Montmartre où avaient eu lieu les premiers martyres et les premières exécutions en 1871. L'inspiration est peu originale ; les édifices religieux rappellent le Moyen Age, la Renaissance, dans un style néo-gothique. Le talent des architectes s'attache plutôt à la construction des gares, grands magasins, banques, édifices publics, dans lesquels se répand l'emploi du fer. A Lyon sont édifiés le théâtre des Célestins et la fontaine des Jacobins, à Paris le Comptoir d'Escompte, les magasins du Printemps, le Trocadéro, où Davioud introduit un faux air oriental, la Samaritaine. Le fer triomphe à l'exposition de 1889 avec la Tour Eiffel, puis le métal devient plus discret en 1900 dans la construction du Grand et du Petit Palais de Deglane et Giraud. Un nouveau style se développe autour de 1900, style néo-baroque, *Modern Style*, qui, en réaction contre les lignes sobres du passé, multiplie l'enchevêtrement des lignes et des volutes en cherchant son inspiration dans l'univers aquatique ; on retrouve la même exubérance dans le mobilier et jusque dans la décoration des stations de métro, dont la première ligne est construite à l'occasion de l'exposition de 1900.

Cependant on tend à revenir à des formes plus rectilignes avec l'utilisation du ciment armé et du béton, qui permettent l'ouverture de larges baies.

b) *L'Allemagne* traduit sa victoire de 1871 et son expansion économique dans le goût pour le « colossal » ; les gares sont souvent du genre néo-gothique ; on imite les styles de l'époque romane ou de la Renaissance dans de vastes constructions aux lignes verticales. Les villes s'étendent suivant des plans grandioses, mais respectent toujours les fonctions rationnelles, ornées de monuments d'une majesté hautaine. Vers 1900 les constructeurs s'adonnent au *Jugendstil*, analogue au moderne style français, qui emprunte au baroque allemand, mais ils s'y attardent moins longtemps qu'en France.

c) *En Grande Bretagne* les constructions de l'époque victorienne s'inspirent de la Renaissance italienne, puis imitent tous les genres étrangers, le style arabe comme le style byzantin. A la fin du siècle on commence à utiliser le ciment armé recouvert d'une couche de pierre et les édifices religieux retrouvent le style proprement anglais du Moyen Age.

B. Une sculpture dynamique : La sculpture française est encore teintée d'académisme avec Carpeaux dans *Les Quatre Parties du Monde* (1872). Mais elle se renouvelle très vite avec Rodin, plus remarquable encore comme fondateur de bronze ; ses œuvres, tout imprégnées d'un puissant naturalisme, expriment l'exaltation vitale ou l'angoisse intime dans des volumes torturés par l'effort ou la force des sentiments (*Les Bourgeois de Calais*, 1885-1895 ; *Le Penseur*, 1904). Bourdelle, son élève, cherche à exprimer la même puissance physique dans *l'Héraklès bandant son arc* (1908). Dalou, exilé à Londres après la Commune, y fait école dans l'inspiration naturaliste de ses petits sujets ; rentré en 1879, il travaille jusqu'en 1899 au *Triomphe de la République*, place de la Nation. Au tournant du siècle, Maillol, qui a subi l'influence de Gauguin, donne à ses céramiques puis à ses sculptures une harmonie plus calme dans l'observation attentive du mouvement. L'inspiration s'adoucit encore parfois jusqu'à la mièvrerie avec Joseph Bernard (*Jeune Fille à la cruche*, 1910).

C. Une peinture française révolutionnaire : La diversité des tendances est traduite par la multiplicité des Salons : le Salon officiel, devenu annuel depuis 1870, le Salon des Indépendants, inauguré en 1884, le Salon d'Automne en 1903... La technique change avec une génération de jeunes peintres qui sont enthousiasmés par les œuvres d'Édouard Manet. En 1874 le terme d'impressionnistes est employé dans *Le Charivari* à l'occasion de la première exposition chez Nadar ; la nouvelle école sera également présentée à la galerie Durand-Ruel à partir de 1876.

a) *L'impressionnisme* : Les impressionnistes ne cherchent pas à rendre l'exactitude des paysages, mais l'impression faite par le paysage au moment où il est vu ; ils peignent avec peu de couleurs, en des tons clairs et nets, sans demi-teintes ; le dessin compte peu, le noir est absent, même pour les ombres, tout est dans l'opposition des teintes crues dont les contrastes suggèrent les formes ; peinture sensible, non intellectuelle, où la vision colorée est indifférente aux volumes.

L'Anglais Sisley représente le mieux, dans ses frais paysages de l'Ile-de-France où l'eau et l'air s'associent en de subtiles nuances, cette peinture vaporeuse empreinte d'une délicate sensualité. Pissarro est plus ferme dans les contours ; Degas dans ses peintures de danseuses et Renoir dans ses nus (*Les Baigneuses*, 1883-1885) donnent plus d'importance au dessin, mais restent impressionnistes par la vivacité des couleurs ; Berthe Morisot s'inspire de sujets familiers. Gauguin a d'abord appartenu à l'école sous l'influence

de Pissarro, puis il s'en détache quand il s'installe en 1886 à Pont-Aven, en Bretagne, où avec Émile Bernard il apparaît comme le chef de file d'une nouvelle tendance pour laquelle la sensation provoquée par la couleur ne suffit pas ; il évolue vers une peinture plus synthétique où le symbolisme, qui marque la tendance littéraire du moment, se retrouve dans les tableaux qu'il apporte de ses voyages aux Tropiques. Toulouse-Lautrec ne s'apparente à l'école qu'à ses débuts ; il rappelle Degas par ses peintures de danseuses et de scènes de café-concert, mais s'oriente très vite vers le dessin sous forme d'affiches où il fixe dans leur attitude de scène les vedettes du temps.

En Hollande apparaît vers 1880 un ensemble de jeunes artistes qui veulent dépasser la simple beauté d'un paysage pour y insérer une émotion personnelle ; du groupe se détache Vincent Van Gogh, qui vient à Paris en 1886 où il découvre les impressionnistes ; ses tableaux vont dès lors devenir de plus en plus clairs, dans une explosion de lumière qui traduit une intensité dramatique de la vie intérieure ; près d'Arles d'abord, puis en 1890 à Auvers-sur-Oise chez le docteur Gachet, Van Gogh accumule les toiles, paysages et autoportraits, éclairés par les ocres, les bleus et surtout les jaunes ; il s'y suicide quelques mois plus tard.

Dans cette explosion étonnante de la peinture française, qui attire tant d'étrangers à Paris, une place particulière doit être faite à Cézanne, qui a sans doute servi de modèle au Claude Lantier de Zola dans *l'Œuvre* (1886) ; familier d'Auvers-sur-Oise, puis retiré en Provence, Cézanne demeure impressionniste par la chaleur des tons (*Les joueurs de cartes*, 1890) mais il veut concilier la forme et la couleur ; aussi, à mesure qu'il avançait dans la recherche des volumes, son dessin se précisait, en contraste avec les incertitudes lumineuses des autres impressionnistes. L'exposition de ses œuvres organisée chez Volard en 1895 ne séduisit que quelques jeunes peintres ; la deuxième exposition, présentée l'année qui suivit sa mort, en 1907, acheva d'emporter la conviction. Son expérience contenait les deux courants qui s'épanouissent après 1900, le fauvisme et le cubisme.

b) *Le fauvisme* : La nouvelle tendance, préparée vers 1890 par les *nabis*, qui se donnaient le nom des prophètes inspirés de la Bible, est représentée entre autres par Matisse, Dufy, Vlaminck, Derain, Othon Friez ; le critique L. Vauxcelles, présentant le Salon d'Automne de 1905, fut frappé par ce qu'il appela « la cage aux fauves ». L'objet ne compte plus ; il n'est que le créateur du choc émotif qui traduit par des couleurs agressives les sentiments éprouvés par l'artiste. C'est vers cette époque que les fauves découvraient l'art nègre en des sculptures primitives, dans lesquelles l'artiste africain avait su représenter les corps par des méthodes plus naturelles que celles de l'art affecté légué par la Renaissance.

c) *Le cubisme* : Peut-être y a-t-il une influence de cette découverte dans le cubisme, en particulier dans *Les Demoiselles d'Avignon* de Picasso (1906-1907), inspiré plus sûrement encore par l'art catalan.

Le problème que le peintre s'attachait à résoudre était celui de la reproduction d'un relief sur un plan. Il y parvient d'abord par l'emploi des figures géométriques, sphères, cylindres, ou simplement des plans qui se recoupent ; dès 1907 il est rejoint par Braque ; ils trouvent l'appui d'un marchand de tableaux allemand, Kahnweiler, et l'encouragement d'Apollinaire, qui publiera en 1913 son étude *Les peintres cubistes, méditations esthétiques*.

En 1910 enfin les deux peintres parviennent à la peinture analytique par l'éclatement des volumes en une multitude de facettes qui reçoivent chacune un éclairage différent. L'œil ne perçoit plus l'objet, mais l'esprit le décompose et le reconstruit ; le modèle n'est plus

nécessaire, la peinture devient purement conceptuelle ; la perspective classique disparaît dans le désir de suggérer la totalité de la vision intellectuelle de l'objet ; celle-ci permet d'éviter l'opacité naturelle des choses et de percevoir ce qu'elles cachaient, mais qui est connu par l'esprit ; le cubisme est désormais célèbre et il fait école chez Juan Gris, Delaunay, Fernand Léger, Lhote, De la Fresnaye, tout en revenant à une représentation plus compréhensible des formes.

d) *Un non-conformisme forcené* : Dans le même temps l'écrivain italien Marinetti lançait en 1909 *Le Manifeste du Futurisme*, qui voulait rompre avec toutes les règles. Pendant la guerre le *dadaïsme* se présente aussi comme une réaction contre toute forme traditionnelle, une protestation contre le monde de l'absurde ; touchant à la littérature et à l'art avec Tristan Tzara et Picabia, il prépare la voie au surréalisme, qui avait été amorcé par Apollinaire, et dont le *Manifeste* sera publié en 1924 par André Breton.

V - La musique

Il est plus difficile encore de distinguer une tendance commune de la composition musicale. La musique exprime le caractère propre à chaque peuple.

a) *La victoire de l'Allemagne* en 1871 est en même temps le triomphe de Wagner et la défaite de l'art français, intellectuel et léger. Une souscription mondiale permet de construire à Bayreuth un théâtre spécial où Wagner peut, en 1876, inaugurer les festivals par la représentation intégrale de la *Tétralogie* ; en 1882, un an avant sa mort, il fait représenter au même endroit sa dernière œuvre, *Parsifal*. La musique reste ensuite dominée par son souvenir écrasant dans les poèmes symphoniques de Richard Strauss.

b) *En France* son influence, sensible jusqu'en 1870, s'estompe assez vite sous une inspiration plus nationale ; après la société des concerts Padeloup, créée en 1861, les concerts Colonne donnés au Châtelet depuis 1874, les concerts Lamoureux en 1880, la Schola Cantorum, créée en 1894 pour rénover la musique religieuse puis ouverte à la musique profane, mettent les œuvres à la portée du public. L'opéra comique est encore vivant avec Bizet (*L'Arlésienne*, 1872) et Massenet (*Manon*, 1884). En 1900, G. Charpentier fait représenter un roman musical, *Louise*, qui dépeint avec lyrisme la vie des ouvriers parisiens ; en 1888 Lalo donne *le Roi d'Ys*, d'après une légende bretonne ; Chabrier met beaucoup d'exubérance dans *Espana*, rhapsodie présentée aux concerts Lamoureux en 1883. César Franck fait école en plaçant ses pièces et compositions symphoniques sous la double inspiration de Bach et de Beethoven. Saint-Saëns se dit lui-même éclectique et touche à tous les genres (*Samson et Dalila*, opéra, 1877). Gabriel Fauré, wagnérien d'abord, revient ensuite à une musique plus intellectuelle et symboliste dans ses œuvres instrumentales. Claude Debussy représente la synthèse de la peinture, de la poésie et de la musique, impressionniste et symboliste par sa façon de rendre en touches claires les poèmes qu'il met en musique ou les tableaux qui l'inspirent. En 1894, il emprunte à Mallarmé les thèmes de l'*Après-Midi d'un Faune* ; le drame musical de *Peléas et Mélisande* est tiré de Maeterlinck et représenté en 1902 ; de 1903 à 1905 il compose les trois pièces qui forment *La Mer*. Au même moment Maurice Ravel était déjà célèbre par ses œuvres pour piano et pour sa musique de chambre.

c) *En Italie* le « Bel Canto » continue à triompher avec Verdi dans *Aida* (1871), *Othello* (1887), avec Puccini, dont le sens du théâtre s'exprime dans *La Bohème* (1896) et surtout

La Tosca (1900), tirée d'un drame de Sardou ; Léoncavallo dans *Paillasse* (1892) et Mascagni dans *Cavalleria Rusticana* (1890) sont des représentants du « vérisme » c'est-à-dire du naturalisme propre à l'Italie.

L'Espagnol Manuel de Falla, établi en 1907 à Paris, où il travaille avec Ravel et Debussy, ne rentre en Espagne qu'à la guerre ; en Hongrie Bela Bartok se consacre depuis 1904 au folklore national, roumain et slovaque. La musique est aussi, pour les nationalités dépendant de l'Autriche et de la Russie, un élément du réveil national. En Bohême, Smetana produit jusqu'en 1882 des opéras et opéras-comiques qui s'inspirent des chansons populaires et des danses tchèques. Dvorak, directeur du Conservatoire de Prague, emprunte le thème de ses symphonies au folklore slave. Le Conservatoire d'Helsinki était animé par nombre de compositeurs finlandais, dont Sibélius ne fut que le plus célèbre.

d) *La musique russe* est l'une des plus originales, en s'alimentant surtout au terroir sous l'influence du « Groupe des Cinq », formé par Balakirev, César Cui, Borodine (*Dans les steppes de l'Asie Centrale*, 1880, *Le Prince Igor*, 1890), Moussorgski (*Boris Godounov*, 1868-1872), Rimski-Korsakov (*La Grande Pâque russe*, 1888). Tchaïkovski, professeur au Conservatoire de Moscou, a une production variée, plus personnelle et plus légère, poèmes, opéras, symphonies, ballets (*Cendrillon*, *Casse-noisettes*, 1892).

Beaucoup de ces œuvres sont des ballets, dont l'esthétique est renouvelée à Saint-Petersbourg par un Français, Marius Petipa ; le ballet n'est plus un genre chorégraphique de second ordre, mais un art moderne qui fait appel aux meilleurs musiciens et décorateurs. Les « ballets russes » trouvent leur organisateur en Serge de Diaghilev et leurs interprètes, Fokine, Nijinski.

e) *La musique américaine*, pauvre sur le plan de la composition classique, est par contre très riche en créations folkloriques empruntant aux chants indiens, aux mélodies africaines transmises par les Noirs, et aux cantiques chrétiens ; on arrive au jazz, qui trouve d'abord son atmosphère particulière à La Nouvelle-Orléans, aux alentours de 1900, puis qui gagne le Nord des États-Unis à partir de 1914.

Bibliographie

La documentation de base reste fournie par la collection « Peuples et Civilisations » (P.U.F.), notamment les tomes XVII-XVIII et XIX. Si l'on souhaite avoir une perception d'ensemble de l'histoire de l'Europe on pourra lire avec profit J. B. DUROSELLE, *L'Europe de 1815 à nos jours* (Nouvelle Clio, A. Colin, 1970) ; R. REMOND, *Introduction à l'histoire de notre temps*, tome II, *Le XIX^e siècle 1815-1914* (Éd. du Seuil, 1974) ; G. LIVET et R. MOUSNIER (sous la direction de), *Histoire générale de l'Europe*, tome III, *De 1789 à nos jours*, par F. G. DREYFUS, R. MARX, R. POIDEVIN (P.U.F., 1980).

Pour l'histoire des sciences au XIX^e siècle on se reportera à P. ROUSSEAU, *Histoire de la science* (Fayard, 1945) ; M. DAUMAS, *Histoire de la science* (Gallimard, 1957) ; et surtout l'*Histoire générale des sciences* publiée sous la direction de R. TATON, tome III, *La Science contemporaine* (P.U.F.).

Sur la pensée philosophique : E. BREHIER, *Histoire de la philosophie*, tome II, *Le XIX^e siècle après 1850 - Le XX^e siècle* (Alcan, 1932) ; A. RIVAUD, *Histoire de la Philosophie* (P.U.F.) ; Encyclopédie de la Pléiade, *Histoire de la Philosophie*, tome III, par Y. BELAVAL.

Il n'est pas d'autre moyen, pour connaître un auteur, que de lire ses œuvres maîtresses. Pour ceux qui souhaiteraient avoir une vue plus continue de l'évolution littéraire, ils consulteront avec profit l'*Histoire des Littératures*, Encyclopédie de la Pléiade, tomes II et III sous la direction de R. QUENEAU (Gallimard), où l'on trouvera une bibliographie détaillée. Il sera sans doute utile de consulter le *Dictionnaire des Œuvres* et le *Dictionnaire des Auteurs*, publiés par Bompiani sous différentes éditions.

Les ouvrages sur l'art sont naturellement fort nombreux : *Histoire de l'Art*, publiée sous la direction d'A. MICHEL, tome VIII, *L'Art en Europe et en Amérique au XIX^e siècle et au début du XX^e siècle*, 3 vol. (Paris, 1925) ; J. LEYMARIE, *L'Impressionnisme*, 2 vol. (Skira, 1959) ; M. SERULLAZ, *Les peintres impressionnistes* (Tisné, 1960) ; G. HABASQUE, *Le Cubisme* (Skira, 1959), ainsi que tous les volumes consacrés aux peintres par les éditions Skira ; Gallimard a publié en 1962-1969 une *Histoire de l'Art* en 4 volumes ; A. HAUSER, *Histoire sociale de l'Art et de la Littérature*, tome IV, *Époque contemporaine* (Éd. du Sycomore, 1982).

Sur la musique : M. HONEGGER (sous la direction de), *Dictionnaire de la Musique*, 2 vol. (Bordas, 1970) ; R. de CANDÉ, *Dictionnaire des Musiciens* (Éd. du Seuil, 1964) ; Encyclopédie de la Pléiade, *Histoire de la Musique*, tome II, par ROLAND-MANUEL.

Lectures

Le philosophe vu par Paul Bourget

Dans *Le Disciple* (1889), Paul Bourget incarne en deux personnages, Adrien Sixte et Robert Greslou, son disciple, la psychologie positiviste qu'avait déjà illustrée avec éclat Diderot ou Taine. Pour Adrien Sixte la sensibilité humaine n'est pas plus libre que le réflexe animal ; le système théorique des causes et des effets qui commandent le cœur humain sera mis en pratique par son disciple R. Greslou sur la jeune Charlotte, qu'il conduira de la sorte au suicide.

A cette date Bourget, s'éloignant du positivisme, condamne cette conception déterministe de l'homme.

« ... Il employa ainsi dix années à se perfectionner dans l'étude des philosophies anglaises et allemandes, dans les Sciences Naturelles et particulièrement dans la physiologie du cerveau, dans les Sciences Mathématiques ; enfin il se donna, comme l'a dit de lui-même un des grands écrivains de notre époque, cette « violente encéphalite », cette espèce d'apoplexie de connaissances positives qui fut le procédé d'éducation de Carlyle et de Mill, de M. Taine et de M. Renan, de presque tous les maîtres de la philosophie moderne. En 1868, le fils du petit horloger de Nancy, âgé alors de vingt-neuf ans, publia un gros volume de 500 pages intitulé : *Psychologie de Dieu*, qu'il n'envoya pas à plus de quinze personnes, mais qui eut la fortune inattendue d'un scandaleux retentissement. Ce livre, écrit dans la solitude de la pensée la plus intègre, présentait ce double caractère d'une analyse critique, aiguë jusqu'à la cruauté et d'une ardeur dans la négation exaltée jusqu'au fanatisme.

« ... La thèse de l'auteur consistait à démontrer la production nécessaire de l'« hypothèse-Dieu » par le fonctionnement de quelques lois psychologiques, rattachées elles-mêmes à quelques modifications cérébrales d'un ordre tout physique. Cette thèse était établie, appuyée, développée avec une âpreté d'athéisme qui rappelait les fureurs de Lucrèce contre les croyances de son temps.

« On n'avait pas rencontré depuis des années une pareille puissance d'idées générales mariée à une telle ampleur d'érudition, ni une si riche abondance de points de vue unie à un si audacieux nihilisme. Mais, tandis que le nom de l'écrivain devenait célèbre à Paris, ses parents, ceux qui vivaient auprès de lui sans le connaître, ceux qui l'avaient élevé, demeuraient atterrés de son succès. Quelques articles de journaux catholiques désespéraient Madame Sixte. Le vieil horloger tremblait de perdre sa clientèle dans l'aristocratie nantaise... »

P. Bourget, fils d'un mathématicien et attiré lui-même par les études médicales, revient après *Le Disciple* à la constatation de l'insuffisance de l'explication physiologique dans le comportement humain ; il contribue à la fin du siècle à la création des Instituts Populaires qui font partie du réveil de la démocratie chrétienne contemporaine du *Sillon*.

La Valeur de la Science

« Si nous voulons de plus en plus affranchir l'homme des soucis matériels, c'est pour qu'il puisse employer sa liberté reconquise à l'étude et à la contemplation de la vérité... Si nous ne devons pas avoir peur de la vérité morale, à plus forte raison il ne faut pas redouter la vérité scientifique. Et d'abord elle ne peut être en conflit avec la morale. La morale et la science ont leurs domaines propres, qui se touchent mais ne se pénètrent pas. L'une nous montre à quel but nous devons viser, l'autre, le but étant donné, nous fait connaître les moyens de l'atteindre. Mais, si l'on a peur de la science, c'est surtout parce qu'elle ne peut nous donner le bonheur... »

« ... Le fait scientifique est la traduction d'un fait brut dans un certain langage... Une réalité complètement indépendante de l'esprit qui la conçoit, la voit ou la sent, c'est une impossibilité. Un monde si extérieur que cela, même s'il existait, nous serait à jamais inaccessible. Mais ce que nous appelons la réalité objective c'est, en dernière analyse, ce qui est commun à plusieurs pensants ; cette partie commune... ce ne peut être que l'harmonie exprimée par des lois mathématiques. C'est donc cette harmonie qui est la seule réalité objective, la seule vérité que nous puissions atteindre ; et si j'ajoute que l'harmonie universelle du monde est la source de toute beauté, on comprendra quel prix nous devons attacher aux lents et pénibles progrès qui nous la font peu à peu mieux connaître... » HENRI POINCARÉ (1906).

Confiance dans le progrès

« Les sciences historiques et leurs auxiliaires, les sciences philosophiques, ont fait d'immenses conquêtes depuis que je les embrassai avec tant d'amour, il y a quarante ans. Mais on en voit le bout. Dans un siècle l'humanité saura à peu près ce qu'elle peut savoir sur son passé ; et alors il sera temps de s'arrêter... L'histoire des religions est éclaircie dans ses branches les plus importantes. Il est devenu clair, non par des raisons a priori, mais par la discussion même des prétendus témoignages, qu'il n'y a jamais eu, dans les siècles attingibles à l'homme, de révélation ni de fait surnaturel. Le processus de la civilisation est reconnu dans ses lois générales. L'inégalité des races est constatée. Les titres de chaque famille humaine à des mentions plus ou moins honorables dans l'histoire du progrès sont à peu près déterminés... » RENAN, *L'Avenir de la science*, Préface de 1890.

La poétique de Rimbaud

(Dans une lettre du 15 mai 1871 adressée à son ami Paul Demeny, et connue sous le nom de *Lettre du Voyant*, Arthur Rimbaud, qui n'a pas encore dix-sept ans, rejette toute poésie passée, pour annoncer la recherche d'une création poétique véritable.)

« ... Car JE est un autre. Si le cuivre s'éveille clairon, il n'y a rien de sa faute. Cela m'est évident : j'assiste à l'éclosion de ma pensée : je la regarde, je l'écoute : je lance un coup d'archet : la symphonie fait son remuement dans les profondeurs, on vient d'un bond sur la scène.

Si les vieux imbéciles n'avaient pas trouvé du MOI que la signification fausse, nous n'aurions pas à balayer ces millions de squelettes, qui, depuis un temps infini, ont accumulé les produits de leur intelligence borgnesse, en s'en clamant les auteurs !

En Grèce, ai-je dit, vers et lyres rythment l'Action. Après, musique et rimes sont jeux, délassements. L'étude de ce passé charme les curieux : plusieurs s'éjouissent à renouveler ces antiquités : c'est pour eux. L'intelligence universelle a toujours jeté ses idées naturellement ; les hommes ramassaient une partie de ces fruits du cerveau : on agissait par, on en écrivait des livres : telle allait la marche, l'homme ne se travaillant pas, n'étant pas encore éveillé, ou pas encore dans la plénitude du grand songe. Des fonctionnaires, des écrivains : auteur, créateur, poète, cet homme n'a jamais existé !

La première étude de l'homme qui veut être poète est sa propre connaissance, entière ; il cherche son âme, il l'inspecte, il la tente, l'apprend. Dès qu'il la sait, il doit la cultiver ! Cela semble simple : en tout cerveau s'accomplit un développement naturel ; tant d'égoïstes se proclament auteurs ; il en est bien d'autres qui s'attribuent leur progrès intellectuel ! — Mais il s'agit de faire l'âme monstrueuse : imaginez un homme s'implantant et se cultivant des verues sur le visage.

Je dis qu'il faut être *voyant*, se faire *voyant*.

Le poète se fait *voyant* par un long, immense et raisonné *dérèglement de tous les sens*. Toutes les formes d'amour, de souffrance, de folie ; il cherche lui-même, il épuise en lui tous les poisons, pour n'en garder que les quintessences. Ineffable torture où il a besoin de toute la foi, de toute la force surhumaine, où il devient entre tous le grand malade, le grand criminel, le grand maudit, — et le suprême Savant ! — Car il arrive à l'*inconnu* ! Puisqu'il a cultivé son âme, déjà riche, plus qu'aucun ! Il arrive à l'*inconnu*, et quand, affolé, il finirait par perdre l'intelligence de ses visions, il les a vues ! Qu'il crève dans son bondissement par les choses inouïes et innommables : viendront d'autres horribles travailleurs ; ils commenceront par les horizons où l'autre s'est affaissé !... » (*Œuvres complètes* d'Arthur RIMBAUD, coll. de la Pléiade, p. 270).

Il s'agit pour Rimbaud de réduire au silence la raison, pour découvrir, à la faveur du *dérèglement des sens*, un univers intérieur riche de symboles. Jusqu'ici, il ne fait que développer la leçon de Baudelaire. Puis, cherchant à pressentir le sens de ces découvertes futures, il y voit le contact avec une Vérité première qui s'est perdue à force de médiocrité, une rencontre avec le Soleil considéré comme vie et lumière essentielle ; et il veut en rapporter pour chacun une étincelle ; c'est ainsi qu'il veut rendre son ami Verlaine à sa vocation de fils du Soleil.

En effet l'entreprise de Rimbaud est humanitaire, et c'est parce qu'il doute du progrès élaboré par la politique ou par la science qu'il donne au poète ce rôle de voyant.

Reste à trouver un langage qui soit le véhicule, commun à tous, de ces découvertes fulgurantes chantées par les *Illuminations*. Mais Rimbaud constatera que son message ne peut être transmis, même par *l'alchimie du Verbe*, et que par ailleurs sa tentative n'est peut-être que l'imitation dérisoire de celle du Christ.

Il sort définitivement de la scène littéraire à vingt ans à peine.

Le roman naturaliste

« Je veux expliquer comment une famille, un petit groupe d'êtres, se comporte dans une société, en s'épanouissant pour donner naissance à dix ou vingt individus, qui paraissent au

premier coup d'œil profondément dissemblables, mais que l'analyse montre intimement liés les uns aux autres.» (ZOLA, 1871.)

« Le romancier est fait d'un observateur et d'un expérimentateur. L'observateur, chez lui, donne les faits tels qu'il les a observés, pose le point de départ, établit le terrain solide sur lequel vont marcher les personnages et se développer les phénomènes. Puis l'expérimentateur paraît et institue l'expérience, je veux dire fait mouvoir les personnages dans une histoire particulière pour y montrer que la succession des faits y sera telle que l'exige le déterminisme des phénomènes mis à l'étude. » (ZOLA, *Le roman expérimental*, 1880.)

« Mon œuvre me défendra. C'est une œuvre de vérité, le premier roman sur le peuple, qui ne mente pas et qui ait l'odeur du peuple. Et il ne faut point conclure que le peuple tout entier est mauvais, car mes personnages ne sont pas mauvais, ils ne sont qu'ignorants et gâtés par le milieu de rude besogne et de misère où ils vivent... Ah ! si l'on savait combien mes amis s'égaient de la légende stupéfiante dont on amuse la foule ! Si l'on savait combien le buveur de sang, le romancier féroce, est un digne bourgeois, un homme d'étude et d'art, vivant sagement dans son coin, et dont l'unique ambition est de laisser une œuvre aussi large et aussi vivante qu'il pourra... » (ZOLA, *Préface de L'Assommoir*, 1877.)

2 Le christianisme et le monde moderne

La pensée chrétienne est affectée au XIX^e siècle par trois influences, liées du reste entre elles : la Révolution française, les transformations économiques et le progrès des sciences, avec leurs conséquences philosophiques.

La Révolution a répandu le libéralisme, c'est-à-dire un système global, politique, économique, social, religieux, qui correspond à une philosophie mettant avant toute chose l'indépendance de l'individu. Le libéralisme est rationaliste, anticlérical, favorable à la liberté de conscience et au spiritualisme ; il ne voit dans la société qu'une collection d'individus et non une création providentielle où les individus ne prennent d'existence que par leur appartenance au tout.

La révolution économique du XIX^e siècle, en provoquant l'exode rural et l'urbanisation, un bouleversement dans les rapports entre le capital et le travail, la concentration ouvrière et en même temps l'isolement de l'ouvrier dans une société qui a rompu ses cadres, provoque la recherche d'une nouvelle communauté sociale créée par l'homme et non par Dieu.

Le progrès des sciences renverse les bases de la tradition et semble remettre en cause toutes les données transmises par la Bible ; la nouvelle critique des textes, l'exégèse, introduit le doute sur l'authenticité des livres sacrés ; les notions de causalité et de finalité disparaissent ou changent de sens ; la découverte des lois naturelles et du secret de la matière, l'analyse scientifique des réactions humaines condamnent l'irrationnel. Dans cette offensive du matérialisme le catholicisme et le protestantisme n'ont pas réagi de la même manière à la crise du *modernisme*.

I - Le catholicisme

Les trois papes qui se succèdent de 1870 à 1914 n'ont pas dévié de la doctrine constante que fut la condamnation des tendances nouvelles, mais ils l'ont fait avec plus ou moins de souplesse. Pie IX, qui meurt en 1878, a condamné catégoriquement en 1864 dans *Quanta Cura* et le *Syllabus* « les principales erreurs de notre temps, le naturalisme, l'indifférentisme, le rationalisme, le socialisme » ; pour compenser la perte de sa souveraineté temporelle, il a fait reconnaître en 1870 le dogme de l'infaillibilité pontificale. Le 20 septembre 1870 les Italiens ont occupé Rome. Désormais les papes se considèrent comme prisonniers dans Rome et ceci pèse à la fois sur les relations avec le reste du monde et sur l'attitude envers l'évolution de la société moderne.

A. **Le Pontificat de Léon XIII (1878-1903)** : Gioacchino Pecci fut aussi ferme sur le dogme et la discipline que l'avait été Pie IX, mais il témoigne de diplomatie dans les relations avec les puissances laïques ; il fut surtout celui qui contribua à élaborer la doctrine sociale de l'Église.

a) *Les affaires extérieures* : La rupture avec le gouvernement italien persiste et la lutte est vive, surtout dans la période 1887-1896 où Crispi est au pouvoir ; aussi Léon XIII main-

tient-il le « non expedit », l'interdiction faite aux catholiques de participer à la vie parlementaire. Son attitude est également dure envers l'Autriche, à laquelle il reproche de ne pas l'appuyer assez ; il semble avoir cherché à favoriser les éléments slaves de la Monarchie, en espérant les voir servir de trait d'union avec les Églises orientales. Par contre il renoue avec la Belgique, où il interdit aux catholiques d'attaquer la constitution libérale. En Allemagne, le dogme de l'infaillibilité avait provoqué le schisme des « vieux catholiques », et Bismarck les appuyait dans la lutte qu'il avait engagée contre le catholicisme, le *Kulturkampf* ; mais, à partir de 1873, les nécessités de la politique intérieure conduisent Bismarck à changer d'attitude. L'événement le plus important dans ce domaine des relations extérieures est le rapprochement avec le gouvernement de la République française ; le cardinal Lavignerie, au cours d'une réception donnée en l'honneur d'officiers de marine faisant escale à Alger, porte un « toast » en faveur d'une « adhésion sans arrière-pensée à la forme du gouvernement », puis, le 16 février 1892, l'encyclique *Au milieu des sollicitudes*, rédigée en français, recommande aux catholiques de France le « ralliement » au régime.

Envers les pays à majorité non catholique l'attitude est aussi des plus conciliantes. En Grande-Bretagne un rapprochement est amorcé en direction de l'Église anglicane ; Léon XIII souhaiterait pénétrer ce monde anglican, qui, à travers l'Empire britannique, lui permettrait d'atteindre l'Univers ; mais il faut pour cela rétablir les relations diplomatiques avec le Royaume-Uni ; c'est pourquoi il demande en 1881 à l'archevêque de Dublin de prêcher aux Irlandais la modération, le respect de la légalité. La lettre apostolique *Ad Anglos*, en 1895, s'adresse en termes conciliants aux « frères séparés » ; mais on bute sur la question des ordinations anglicanes. C'est un échec mais non une rupture.

Les relations sont également meilleures avec la Suisse, où le Conseil fédéral accepte que Mgr Mermillod, précédemment expulsé, rentre à Fribourg en 1884. Lors des attentats commis en Russie contre Alexandre II, Léon XIII envoie au tsar des messages de sympathie et prêche aux Polonais la soumission au prince ; il obtient en retour la libération de Mgr Borowski, évêque de Jitomir, de Mgr Felinski, évêque de Varsovie, puis enfin en 1895 le rétablissement des relations diplomatiques, rompues depuis 1877.

Aux États-Unis, où le nombre d'évêques est passé de 66 en 1876 à 93 en 1900, un représentant romain participe en 1892 aux fêtes du cinquantième centenaire de la découverte de l'Amérique, et en 1893 une délégation apostolique perpétuelle est établie à Washington.

Dans la plupart des cas, Léon XIII recommande aux catholiques la soumission à l'autorité. La doctrine est exprimée dans l'encyclique *Diuturnum* du 29 juin 1881 ; le pape ne se prononce pas sur la forme du gouvernement : « Ceux qui doivent gouverner peuvent, en certains cas, être choisis par la volonté et le jugement de la multitude, sans que la doctrine catholique y fasse obstacle... Tout pouvoir légitimement établi et justement exercé doit être considéré comme venant de Dieu... » Il confirme dans l'encyclique *Immortale Dei* de novembre 1885 sur la Constitution chrétienne des États : Dieu a divisé le gouvernement du genre humain entre deux puissances, l'une préposée aux choses divines, l'autre aux choses humaines, mais elles doivent être en accord.

b) *La philosophie moderne* : Dès sa première encyclique, *Incrustabili*, en 1878, Léon XIII a prononcé la condamnation du matérialisme et de la lutte des classes, et il la renouvelle la même année dans *Quod Apostolici*, au moment des attentats commis en Allemagne et en Russie. En 1884, *Humanum Genus* condamne la franc-maçonnerie, dont la branche française la plus importante, le Grand-Orient, vient de retirer de l'article I de sa Constitution la référence à l'existence de Dieu et à l'immortalité de l'âme. Dans *Arcanum* (1880), qui traite du mariage chrétien, il s'élève comme l'avait fait Pie IX contre la

conception naturaliste de la société humaine. Dans *Libertas* (1888) il étudie les rapports de la liberté avec les lois divines et humaines et montre l'erreur de ce que l'on appelle liberté de conscience ou des cultes. *Sapientiae Christianae* (1890) s'élève contre l'erreur du positivisme, qui veut faire de la société la fin de l'homme, alors que la proposition doit être renversée.

Contre cette attitude philosophique Léon XIII a senti le besoin de renouveler la pensée chrétienne en accord avec la science moderne et en faisant sa part à la raison. L'encyclique *Aeterni Patris* (1879) constatait le déclin de la scolastique et l'indigence de la formation des futurs prêtres ; le pape recommande aux séminaires l'enseignement du thomisme ; saint Thomas d'Aquin fut proclamé patron de toutes les universités et écoles catholiques ; une académie fut fondée à Rome pour répandre la doctrine, des revues furent créées ; en même temps un vigoureux effort était poursuivi pour développer les études historiques, patristiques, philosophiques. Ainsi devait-on tenter de concilier la raison et la foi.

c) *L'exégèse* : Dans la première moitié du XIX^e siècle, pendant que les chercheurs rationalistes s'efforçaient de mettre en contradiction la Bible avec la science (découverte du crâne de Néanderthal, 1856), les théologiens n'avaient répondu à l'attaque que par l'indifférence. L'exégèse fut poussée très loin dans le dernier quart du siècle, surtout en Allemagne, et l'on en vint à contester l'authenticité de la plus grande partie de l'Ancien et du Nouveau Testaments, pour n'en plus faire que des romans pieux, un ensemble de règles morales, ou l'expression des aspirations mythiques d'une société finissante. Le théologien luthérien Harnack, chef de l'école rationaliste, ne voyait l'essentiel de la foi que dans la piété envers Dieu ; le chrétien était libre de critiquer le dogme, qui n'était que l'expression intellectuelle d'une société affectée par la philosophie de Platon et d'Aristote. En France Alfred Loisy, professeur d'Écriture sainte à l'Institut Catholique, publia en 1890-92 dans la revue *L'Enseignement biblique* une série d'études sur les deux Testaments dans lesquelles il séparait le Christ historique du Christ de la croyance dogmatique ; après avoir été privé de sa chaire en 1893, il fit paraître en 1902 *l'Évangile et l'Église*, sous prétexte de réfuter les thèses présentées par Harnack dans *l'Essence du christianisme* (1900) ; en réalité il allait beaucoup plus loin que lui dans la démythification, et son livre fut condamné par le Saint-Office.

Contre cette forme plus directement dangereuse prise par le *modernisme*, Léon XIII adopta une position double : condamner, mais en même temps encourager les recherches sous le couvert de la hiérarchie. L'encyclique *Providentissimus Deus* (1893) reprenait les conclusions du Concile de Trente sur l'inspiration divine des livres sacrés et en excluait la possibilité d'erreur ; mais il admettait que l'interprétation d'un passage pût être contestée ; les auteurs inspirés n'ont pas voulu enseigner la science ni l'histoire, mais transmettre dans un langage populaire adapté à leur temps les vérités éternelles concernant l'ascension de l'homme et sa destinée supraterrrestre. Léon XIII donna donc des instructions sur l'enseignement de l'Écriture, en rappelant que seule l'Église avait pouvoir de l'interpréter ; il fit ouvrir à Jérusalem l'École des sciences bibliques Saint-Étienne et confia au Père Lagrange le soin de faire paraître en 1892 la *Revue Biblique*.

d) *La vie religieuse* : La propagation de la foi fut l'objet spécial de ses préoccupations ; il profita du Congrès eucharistique de Jérusalem (1893) pour lancer de nouvelles missions en Palestine, Syrie, Égypte, et y installer des ordres nouveaux, Pères Blancs, Dominicains, Trappistes, Bénédictins, ainsi que des établissements scolaires. En Inde il résout le schisme de Goa et organise le reste de la péninsule en y créant quatorze évêchés nouveaux. En Chine, il confirme la mission spéciale de la France comme protectrice des

catholiques, sauf sur le Chantoung, confié aux Allemands. La hiérarchie est établie au Japon (4 évêchés), et l'on s'occupe de la formation d'un clergé indigène ; un vicaire apostolique peut être établi en Corée après la défaite chinoise de 1895. En Afrique du Nord le siège archiepiscopal est rétabli pour le cardinal de Lavignerie ; le Sahara est pénétré par les missionnaires après la prise de Tombouctou (1894), parmi lesquels Charles de Foucauld. Les missions sont envoyées surtout en Afrique noire où elles profitent de la conquête européenne.

Les manifestations religieuses sont nombreuses. En 1881 se tient à Lille le premier des Congrès eucharistiques, qui seront désormais réguliers. Les pèlerinages à Jérusalem sont organisés par les Assomptionnistes. La dévotion est centrée sur la christologie et le culte marial ; le Comité du vœu national en France a fait poser en 1875 la première pierre de la basilique de Montmartre et organisé les archiconfréries du Sacré-Cœur, l'adoration perpétuelle et universelle. Léon XIII multiplie ensuite les encycliques jusqu'à la consécration du genre humain au Sacré-Cœur en mai 1899. Il donne également neuf encycliques sur la Vierge, établit les statuts des Confréries du Rosaire ; les congrès mariaux se tiennent aux lieux des apparitions, à Paris rue du Bac (Catherine Labouré, 1830), à la Salette (1846), à Lourdes surtout (Bernadette Soubirous, 1858), où des pèlerinages sont organisés tous les ans et particulièrement en 1883 et en 1901, date où est inaugurée l'église du Rosaire, un congrès marial est tenu à Lyon en 1900, dans la nouvelle église de Fourvière, construite sur l'ancien forum de Trajan où avaient eu lieu les premiers martyres chrétiens.

2) *La question sociale* : Le catholicisme social se dégageait lentement de la forme paternaliste qui avait été la sienne dans la première moitié du siècle ; en Allemagne Mgr von Ketteler, évêque de Mayence, avait dénoncé en 1864, dans *La question sociale et le christianisme*, l'état de misère des ouvriers, dû au déclin du sentiment religieux dans la bourgeoisie ; il préconisait l'intervention de l'Église dans l'organisation des coopératives de production, et ne craignait pas de susciter une intervention de l'État qui le rapprochait du socialisme lassallien. Le baron Vogelsang en Autriche critiquait le libéralisme et était à l'origine d'un « socialisme chrétien » qui exposait un programme hostile au capitalisme et favorable à une législation du travail ; le bourgmestre de Vienne K. Lueger créait en 1887 la « Ligue des chrétiens sociaux ». Les progrès du collectivisme en Belgique conduisent le clergé en 1886 à fonder un parti démocratique chrétien comportant un programme social ; en Angleterre le cardinal Manning avait prononcé en 1874 un discours retentissant sur la dignité des droits du travail. En France les Cercles catholiques d'ouvriers fondés par A. de Mun avaient échoué par excès de paternalisme, mais Léon Harmel, filateur champenois, développait en 1877, dans son *Manuel d'une corporation chrétienne*, l'idée d'une autonomie ouvrière, sans intervention imposée des élites sociales et inaugurait en 1891 le premier Cercle d'Études Sociales, animé par les ouvriers eux-mêmes. Ces expériences diverses étaient confrontées depuis 1884 sur le plan international par l'Union catholique d'Études sociales de Fribourg sous l'impulsion de Mgr Mermillod ; de là sortit une doctrine qui attaquait le capitalisme libéral, recommandait l'accès du prolétariat à la copropriété des instruments de travail, demandait une intervention de l'État et une action internationale pour humaniser les conditions de travail.

Léon XIII avait, de son côté, réuni à Rome une commission de théologiens chargée d'étudier la question économique et ses relations avec le travail et la doctrine catholique ; mais il suivit surtout avec attention les travaux de Fribourg, d'où il reçut un rapport en 1889. L'Encyclique *Rerum Novarum* de 1891 est le résultat de ces recherches ; Léon XIII y apporte pour la première fois un corps de doctrine complet sur les problèmes sociaux posés par les rapports entre le capital et travail.

Il s'interroge d'abord sur l'altération des rapports entre patrons et ouvriers, à laquelle il voit trois raisons : la concentration de la richesse, la conscience que les ouvriers ont prise de leur condition, et la force qu'ils ont acquise par leur union. Il faut donc « venir en aide aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont, pour la plupart, dans une situation d'infortune et de misère imméritée ». Le pape repousse ensuite les remèdes socialistes en ce qu'ils entraînent la suppression de la propriété privée, l'exagération des pouvoirs de l'État aux dépens de la famille, et la lutte des classes. Il propose enfin les remèdes chrétiens : accomplissement par chacun de ses devoirs envers l'autre ; intervention de l'État pour répartir équitablement les revenus et les charges en faisant observer les lois de la justice distributive (législation du travail) ; encouragement aux associations professionnelles ayant un but de conciliation et d'entraide.

Cet encouragement pontifical fit éclore partout un syndicalisme confessionnel, et conduisit souvent de jeunes prêtres et laïcs à passer du domaine social au domaine politique ; cela paraissait particulièrement aisé en Allemagne où existait déjà un parti, qui, tout en se déclarant non confessionnel s'appuyait sur l'Église : en 1891, le Zentrum publia un Manifeste dans lequel il revendiquait un juste salaire, la limitation de la journée de travail, la liberté d'association, une législation sur le travail des femmes et des enfants. En France, parallèlement aux Cercles d'études sociales, toujours animés par Léon Harmel, et qui tiennent des Congrès ouvriers entre 1893 et 1897, se développe la tendance nouvelle de la *Démocratie chrétienne*, soutenue par des ecclésiastiques issus des milieux paysans ou de la petite bourgeoisie (Naudet, Garnier, Trochu, Lemire), qui n'hésitent pas à se lancer dans l'action parlementaire, parfois contre des candidats conservateurs ; l'abbé Naudet en exposa le programme au Congrès de Liège en août 1893 : fortifier la famille en défendant la petite propriété, former des coopératives de production agricoles et ouvrières, créer des syndicats professionnels sans participation patronale, confier à l'État la mission d'assurer la protection des droits de l'individu, l'exercice de la justice dans les rapports capital-travail par une action législative et la création d'un ministère du Travail. Le mouvement s'étendit en même temps en Belgique et en Italie, mais se trouva vite devant la résistance des milieux conservateurs appuyés par la hiérarchie épiscopale, inquiète d'un mouvement qui se formait en dehors d'elle.

La démocratie chrétienne reçut à partir de 1898 une impulsion nouvelle du *Sillon*, mouvement créé en 1894 par Marc Sangnier pour favoriser les rencontres fraternelles entre les classes dans des Cercles ou Instituts populaires considérés comme centres d'éducation mutuelle (l'image en a été donnée par Paul Bourget dans *l'Étape*, 1902). Le Sillon prit presque aussitôt un aspect politique, provoquant des réunions contradictoires où il se faisait protéger par sa « jeune garde ». Léon XIII, effrayé par la confusion qui semblait s'introduire entre le politique et le religieux, donna en 1901, dans *Graves de Communi*, un coup de frein à la double action laïque et ecclésiastique : il y condamnait les expressions *socialisme chrétien* et *démocratie chrétienne*, en rappelant que l'Église est indifférente aux régimes, que l'action sociale est indépendante de la prise de position politique, et qu'elle doit se faire dans le respect et l'obéissance à l'égard des autorités sociales, civiles et religieuses ; il ne saurait donc y avoir de parti politique catholique.

B. Le pontificat de Pie X (1903-1914) : Giuseppe Sarto, canonisé en 1954, humble et profondément religieux, et son secrétaire d'État Merry del Val, orientèrent aussitôt la politique pontificale vers un affermissement de l'autorité. Dans la première encyclique, *E supremo apostolatus* (4 octobre 1903), le nouveau pape insiste sur la propagation de la foi, l'évangélisation, car le mal de notre temps est la négation de Dieu (*Instaurare omnia in Christo*) ; il manifeste sa méfiance envers les « manœuvres insidieuses d'une certaine

science nouvelle » — il confirme surtout l'autorité des évêques et le contrôle de la hiérarchie sur les laïcs, « car le droit de commander, d'enseigner, de diriger n'appartient dans l'Église à personne autre qu'à vous (les évêques), établis par l'Esprit Saint pour régir l'Église de Dieu ».

a) *En politique extérieure* il doit faire face à la rupture des relations diplomatiques avec la France en 1904, et l'année suivante à la dénonciation du Concordat. Les encycliques *Vehementer nos* et *Gravissimo officii munere* de 1906 condamnent cette séparation, qui fait disparaître la concorde entre les deux sociétés religieuse et civile.

b) *Le modernisme* a connu une nouvelle extension : en Angleterre George Tyrrell, jésuite, réduit la révélation à une source d'émotions pieuses ; il est exclu de la Compagnie en 1906. En Italie un groupe de jeunes laïcs publie en 1907 le *Rinnovamento* pour faire triompher le libéralisme politique et religieux ; il donne son nom au mouvement moderniste ; condamné par l'épiscopat italien, il disparaît en 1909. En France l'abbé Hébert considère le dogme comme un simple ensemble de symboles dépourvus de fondement historique ; il quitte l'Église en 1903 puis enseigne à l'université libre de Bruxelles. Le père Laberthonnière, oratorien, développe dans les *Essais de philosophie religieuse* (1903, mis à l'index en 1906) puis dans les *Annales de philosophie chrétienne*, qu'il dirige à partir de 1905, une doctrine de l'immanence qui situe la source et la finalité de l'Univers ni au dehors ni au-dessus de lui, mais en lui-même ; il se soumet en 1906. Le philosophe et mathématicien Edouard Le Roy souligne l'utilité, pour la religion, de suivre l'évolution du temps ; dans *Dogme et critique* il essaie de faire la synthèse entre philosophie, science et religion : il est condamné en 1907. Loisy, déjà condamné en 1903, continue à soutenir que la source du dogme n'est pas la révélation divine, mais la conscience collective, qui le crée peu à peu.

Le décret publié à Rome le 17 juillet 1907, *Lamentabili sane exitu*, est un catalogue de 65 propositions tirées des erreurs précédentes et contestées par le Saint-Office ; ce « nouveau Syllabus » condamne, sans donner de noms, la libre exégèse, le criticisme, le subjectivisme, l'évolutionnisme, confirme l'autorité du magistère de l'Église en matière biblique, l'inspiration et la valeur historique des livres saints. La même année l'encyclique *Pascendi dominici gregis* emploie le terme de *modernisme*, pour le condamner en ce qu'il conduit à l'agnosticisme et à l'immanence vitale. Loisy et Tyrrell, qui refusaient de se soumettre, sont excommuniés en 1908. Enfin en 1910 le Motu Proprio *Sacrorum Antistitum* exige de tous ceux qui ont une autorité religieuse un « serment antimoderniste » : la foi n'est pas un sentiment aveugle, mais l'adhésion intellectuelle aux vérités inspirées par Dieu. C'est pourquoi J. Maritain, défenseur du néo-thomisme, fit condamner la philosophie bergsonienne (1913).

Sur un autre plan, mais pour des motifs également philosophiques Pie X rédigea une condamnation de l'*Action Française* en janvier 1914, mais se réserva d'en fixer la date de la publication (1926, par Pie XI). En même temps, et pour lutter contre le modernisme, Pie X stimulait la poursuite des études bibliques par la Commission pontificale des Études bibliques (1907), l'Institut pontifical biblique (1907) et conseillait de développer l'enseignement du thomisme dans les séminaires (Motu Proprio *Doctoris Angelici*, 1914).

c) *La vie religieuse* : Pie X s'est attaché à la refonte du droit ecclésiastique, qui aboutira en 1917 à la publication du Code de droit canon. Il a généralisé la réforme de la vie liturgique entreprise un demi-siècle plus tôt par les bénédictins de Solesmes sous l'impulsion de dom Guéranger, officialisé le chant grégorien par le Motu Proprio de novembre 1903 et ouvert dans ce sens à Rome une École supérieure de musique sacrée. Il préside lui-

même à la rédaction d'un catéchisme officiel (1912), inspiré par le catéchisme du Concile de Trente. Il préconise la fréquente communion, et, pour les enfants, une première communion précoce, « dès qu'ils ont atteint l'âge de la discrétion, c'est-à-dire l'usage de la raison ».

Il réaffirme le culte marial en étendant en 1907 à l'Église universelle la fête de Notre-Dame de Lourdes qu'avait établie Léon XIII en 1891, et en faisant célébrer solennellement en 1908 le cinquantième des apparitions.

Le mouvement missionnaire est toujours aussi important : en 1909, 178 missionnaires sont morts en cours d'apostolat, dont 86 Français (26 membres des missions étrangères de Paris), 18 Espagnols, 15 Italiens, 9 Allemands, 9 Irlandais...

d) *La question sociale* : Dès décembre 1903, un Motu Proprio sur l'action populaire chrétienne justifie l'existence d'une hiérarchie sociale compensée par l'égalité spirituelle devant Dieu, affirme la nécessité de la propriété privée, établit la distinction entre justice et charité, met en garde la démocratie chrétienne contre la tentation politique. En conséquence la Ligue démocratique nationale formée par l'abbé Murri en Italie est condamnée en 1906 et son fondateur excommunié en 1909 pour modernisme. En France, Sangnier exalte la Révolution de 1789, tient en 1905 des réunions en faveur des insurgés russes, lance en 1907 le « Grand Sillon », ouvert à tous ceux, catholiques ou non, qui ont des préoccupations sociales, et ignore la hiérarchie ; en 1910 Pie X signe la *Lettre à l'épiscopat français*, où il condamne les erreurs du Sillon, qui fausse l'idée traditionnelle de la hiérarchie sociale, prêche le nivellement des conditions, déforme les idées d'obéissance et d'autorité ; et le pape renouvelle la mise en garde contre le danger d'inféoder la religion à une forme de gouvernement ; toutes les œuvres d'action catholique et sociale doivent être subordonnées à l'autorité des évêques. Marc Sangnier se soumit et le Sillon disparut. Pie X ne se départit pas de la « voie droite » qu'il s'était fixée en 1903.

II - Le Protestantisme

Le protestantisme a été renforcé par la victoire allemande de 1871, par la montée rapide des pays où il est majoritaire. Il est partagé en deux grandes familles, le luthéranisme, implanté surtout dans les pays germaniques et nordiques, le calvinisme, qui touche surtout l'Europe de l'Ouest, Suisse, France, Pays-Bas, Écosse ; à leur tour ces deux branches se subdivisent en une grande diversité d'Églises, en particulier aux États-Unis, congrégationalistes, baptistes, méthodistes, quakers, presbytériens, unitariens, moraves, divisés à leur tour en une poussière d'Églises locales autonomes. Parfois, la religion protestante est « établie », maintenant des liens particuliers avec l'État.

De par leur doctrine même les Églises protestantes étaient plus prêtes que le catholicisme à admettre le double libéralisme, politique et religieux, qui se développa surtout à partir du moment où le mouvement revivaliste (*le Réveil*), qui avait déjà touché la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle, se propagea dans les autres pays à la faveur de la secousse imposée à l'Europe par la tourmente révolutionnaire et impériale.

A. Trois tendances agitent les Églises protestantes :

a) *La tendance orthodoxe* : les pays luthériens, où la soumission à l'autorité a toujours été plus grande, restent en majorité conformes à l'orthodoxie, au traditionalisme. En

Allemagne, les « vieux luthériens » sont fidèles à la pensée de Harms et de Hengstenberg, plus rationalistes que piétistes, formant de petites chapelles de luthériens purs partisans de l'union de l'Église et de l'État. En France, où le nombre des luthériens a diminué depuis la perte de l'Alsace, la Fédération protestante de France a regroupé en 1907 la majorité des réformés (calvinistes) orthodoxes, en face de l'Union nationale des Églises réformées. Au Royaume-Uni la Haute Église (High Church), appuyée sur l'aristocratie et la haute bourgeoisie, correspond à une tendance de l'anglicanisme attachée à la hiérarchie et aux rites, proche de Rome, fidèle au dogme intégral.

b) *Le mouvement du Réveil*, à tendance piétiste, s'est développé surtout parmi les Églises calvinistes, dans un mouvement analogue au fidéisme qui a agité le catholicisme, mais avec plus d'ampleur, puisqu'il n'a pas eu à subir la même condamnation ; le Réveil mystique suscite souvent l'angoisse, il donne à la doctrine moins d'importance qu'à la foi, à la vie religieuse ; il implique l'adhésion du cœur, donne un caractère subjectif à la connaissance théologique, en la fondant sur le sentiment plus que sur la raison. En France, le professeur Auguste Sabatier a fondé en 1877 à Paris la Faculté de Théologie protestante après avoir été expulsé de celle de Strasbourg en 1873 ; en Prusse, l'*Exposition de la foi chrétienne* (1821) de Schleiermacher reste le fondement de la théologie moderne pour laquelle la foi est le sentiment de l'infini et de la dépendance à l'égard du divin, seules preuves véritables de l'existence de Dieu. Au Royaume-Uni ce sont surtout les non-conformistes qui ont été touchés, en particulier au Pays-de-Galles, où la prédication d'Evan Roberts, vers 1904, a trouvé un écho profond dans le monde ouvrier d'où il était issu ; la conversion morale accompagnait un rajeunissement de la foi dans un mouvement suivi par les pasteurs, mais non dirigé par eux ; dans l'Église anglicane également les couches sociales de la Low Church, proche du protestantisme, furent marquées par la tendance évangélique qui fondait la vie mystique sur la simplicité et la charité, avec une insertion plus directe dans les problèmes sociaux. En Suisse, Alexandre Vinet avait fondé en 1847 l'« Église de la multitude », où le croyant fait son salut seul dans un tête-à-tête direct avec Dieu.

c) *La tendance libérale* est souvent proche du Réveil ; prenant ses distances envers le dogme, elle réclame pour chacun la liberté des conceptions théologiques ; les libéraux voient dans le christianisme une règle de vie qui doit conduire l'âme à Dieu, et dans la Bible un ensemble de préceptes moraux ; la théologie passe du dogme, qui est démythifié, à l'expérience vécue. Cette tendance correspond dans l'anglicanisme à la Broad Church, l'Église large (latitudinaires), ouverte au rationalisme, indifférente aux moyens par lesquels le croyant parvient au salut, du moment qu'il l'atteint par la foi et la confiance au Christ, dans un détachement à l'égard des rites et de la hiérarchie.

Les États-Unis, où la Bible avait toujours été le fondement de la vie chrétienne, furent les premiers à appliquer un large libéralisme parfaitement adapté à la vie de pionnier et à l'aventure de la réussite sociale. En France, les milieux intellectuels libéraux, qui furent les organisateurs de l'enseignement primaire, ont publié le Manifeste du protestantisme libéral ; celui-ci apparaît comme un juste milieu entre le matérialisme et le dogmatisme vieux luthérien ou catholique, ce qui explique l'aisance avec laquelle il put s'adapter aux idées philosophiques nouvelles ; les libéraux cherchent à concilier la foi avec la raison et la science contemporaine, penchant vers une sorte de « positivisme protestant » qui tire sa force des succès remportés par le rayonnement anglo-saxon et germanique par rapport à la décadence des pays catholiques. L'Allemagne demeure le foyer le plus important de la recherche théologique avec ses écoles de Tübingen et de Heidelberg ; les textes bibliques y sont étudiés, depuis les recherches de Max Stirner et

des frères Bauer dans la première moitié du siècle, dans une libre exégèse qui applique les principes de la critique moderne. Adolf Harnack, professeur à Berlin, est le chef de cette École luthérienne rationaliste et critique ; dans *Histoire des dogmes* (1873) et surtout dans *L'Essence du christianisme* (*Das Wesen des Christentums*, 1900), il distingue le Christ et le christianisme, qui est une expérience propre à des sociétés diverses ayant chacune son mode de pensée susceptible d'évolution historique. L'essentiel de la foi réside dans la piété ; le dogme n'est qu'une interprétation de la pensée commune correspondant à la période de la naissance du christianisme, inspirée par la philosophie platonicienne et aristotélicienne, et, comme telle, soumise à l'évolution ; le chrétien est donc libre de critiquer le dogme, simple traduction intellectuelle et philosophique des Évangiles.

Le protestantisme allemand se disperse ainsi à travers 25 Églises évangéliques autonomes, outre l'Église de Prusse. Le courant unitaire a tenté en 1903 de créer la commission des Églises évangéliques d'Allemagne, mais a échoué devant la quantité de sectes dissidentes piétistes, surtout dans les Églises calvinistes.

B. Piétistes et libéraux réclamaient l'indépendance à l'égard des autorités établies, l'État et l'Église. En Allemagne, le mouvement se propagea à partir de Heidelberg, dans le but de donner aux Églises la liberté de choisir leurs pasteurs indépendamment de l'autorité publique, et leur liturgie. L'Union protestante (*Protestantenverein*) formée en 1863 pour développer l'esprit de liberté évangélique se heurta aux orthodoxes vieux luthériens ; Ernst Troeltsch, constatant la vitalité des groupes évangéliques, fit campagne pour donner aux Églises leur indépendance hiérarchique, se dégager de la bureaucratie prussienne, et favoriser la participation des laïques aux affaires ecclésiastiques, mais ces tentatives de libération envers l'État n'aboutirent pas. Par contre en Écosse se formèrent, à côté de l'Église presbytérienne établie, des Églises libres ; au pays de Galles où le Réveil avait été particulièrement puissant, la séparation fut accordée en 1911, et consommée après la guerre ; en Suisse les cantons de Genève et de Bâle l'appliquèrent en 1907 ; en France la loi de séparation des Églises et de l'État votée en 1905 fut préparée par un protestant, L. Méjan, et les réformés n'hésitèrent pas à former les cultuelles prévues par la loi.

C. L'action sociale est, pour les libéraux et les piétistes, l'expression la plus pure de la foi ; ils sont en France à l'origine d'un grand nombre d'œuvres charitables, orphelinats, sociétés de prévoyance et de secours mutuel, ou de sociétés coopératives de consommation et de production. En Allemagne, l'action sociale est développée après 1870 par A. Wagner, professeur à l'université de Berlin et A. Stöcker, prédicateur à la cour, qui créent le Mouvement évangélique social ; ils condamnent le capitalisme et rédigent un programme de réformes, mais ils sont en butte à l'hostilité de l'Église et de Bismarck, qui voient en eux des socialistes. Ce rapprochement avec les socialistes était plus net encore chez Frédéric Naumann ; les jeunes pasteurs se jetaient avec enthousiasme dans les Cercles d'études sociales et d'action. Mais Guillaume II, qui avait d'abord été favorable à l'action sociale des pasteurs, fit interdire en 1895 le mouvement social protestant : les pasteurs doivent s'occuper des âmes et cultiver la charité, mais laisser de côté la politique ; le mouvement sera continué par les laïcs. A partir de l'Angleterre se répandent les Y.M.C.A. (Young Men Christian Associations) créées en 1844 par G. Williams ; le pasteur W. Booth et sa femme Catherine, du Réveil méthodiste, créent en 1865 une organisation qui s'intéresse aux quartiers de l'Est de Londres ; en 1877, ils lui donnent son nom, *l'Armée du Salut*, et sa forme militaire, son uniforme, en 1880 ; elle essaime à New York et en France dès 1881. A son exemple, l'Église anglicane a formé la Church Army,

tandis que la Christian Society de Charles Kingsley évolue vers un socialisme chrétien qui participe au mouvement fabien.

D. **L'action missionnaire** est surtout le fait des Anglo-Saxons et des Allemands, bien que la Société des Missions évangéliques, créée en France en 1824, fasse un gros effort. Mais le morcellement des Églises entraîne à la fois dispersion et rivalités ; la Conférence générale des missions protestantes, tenue à Édimbourg en 1910, tenta une harmonisation qui fut arrêtée par la guerre.

Bibliographie

Pour le catholicisme, l'*Histoire de l'Église depuis les origines jusqu'à nos jours* publiée chez Bloud et Gay sous la direction de FLICHE et MARTIN peut être utile ; les grandes lignes seront vues d'abord dans les volumes de la collection Que sais-je ? : *Histoire du catholicisme*, de J.B. DUROSELLE et J.M. MAYEUR, 5^e éd., 1985 ; *La théologie catholique* de P. ADNÈS ; *La Papauté contemporaine* de H. MARC-BONNET. Pour une étude plus approfondie : DANIEL-ROPS, *Histoire de l'Église du Christ*, tome VI, *L'Église des Révolutions* (Fayard, 1960-1965) ; E. POULAT, *Histoire, Dogme et Critique dans la crise moderniste* (2^e éd., Casterman, 1979) ; H. GUITTON, *Encycliques et Messages sociaux* (Dalloz, 1966) ; sous la direction de L.J. ROGIER, R. AUBERT, M.D. KNOWLES, *Nouvelle Histoire de l'Église*, tome V, *L'Église et monde moderne, 1848 à nos jours*, par R. AUBERT (éd. du Seuil, 1975) ; Cl. TRESMONTANT, *La Crise moderniste* (éd. du Seuil, 1979) ; G. CHOLVY et autres, *Mouvements de jeunesse, Chrétiens et Juifs, 1799-1968* (éd. du Cerf, 1985).

Pour le protestantisme, l'ouvrage fondamental reste l'*Histoire générale du Protestantisme* de G. LÉONARD, tome III, *Déclin et Renouveau*, aux P.U.F., résumée dans le Que sais-je ? du même auteur ; dans la collection Que sais-je ? également, R. MEHL, *La Théologie protestante*. On se reportera pour plus de détails à chaque pays.

Petit glossaire

NATURALISME : doctrine qui exclut toute cause transcendante dans l'ordre naturel ; il en résulte que le principe d'organisation du monde lui est immanent ; quant à la société humaine, le naturalisme soutient qu'elle doit être constituée et gouvernée sans tenir compte de la religion (mariage civil à l'exclusion du mariage religieux).

RÉGALISME : soumission de l'Église à l'État — attitude qui consiste à soutenir que les décisions pontificales relatives à la religion et à l'Église ont besoin du consentement du pouvoir civil.

MODERNISME : ensemble des doctrines qui cherchent à remettre en cause l'authenticité des livres sacrés, la théologie, la doctrine politique et sociale de l'Église, pour les mettre en accord avec les formes nouvelles de la critique, de la philosophie et de la constitution des sociétés humaines.

EXÉGÈSE : analyse philologique, historique et interprétative des livres sacrés.

FIDÉISME : doctrine suivant laquelle la foi seule et non la raison peut conduire aux vérités premières.

THOMISME : doctrine exposée par saint Thomas d'Aquin dans la *Somme Théologique* (1266-1273) par laquelle l'auteur tente de concilier la pensée grecque (Aristote) et la foi chrétienne en donnant à la raison un rôle important dans la découverte de la « science théologique » ; le « néo-thomisme » adopte aux XIX-XX^e siècles une démarche analogue à l'égard de la science et de certaines philosophies modernes.

ENCYCLIQUE (circulaire) : lettre adressée par le pape à l'Église universelle ou à une Église nationale ; elle est désignée par les premiers mots latins qui la composent.

BULLE : décision pontificale particulièrement importante.

BREF : décision pontificale de moindre importance.

MOTU PROPRIO : simple lettre non scellée concernant la vie intérieure de l'Église, écrite par le pape « de son propre mouvement » (et non en réponse).

SECRETARIERIE D'ÉTAT : administration centrale de l'Église, dont le secrétaire d'État joue le rôle de Premier ministre.

Lecture

Extrait de « *Rerum Novarum* » (1891)

« ... Le but immédiat visé par le travailleur, c'est de conquérir un bien qu'il possédera en propre et comme lui appartenant... et il attend de son travail non seulement le droit au salaire, mais encore un droit strict et rigoureux d'en user comme bon lui semblera. Si donc en réduisant ses dépenses il est arrivé à faire quelques épargnes, et si, pour s'en assurer la conservation, il les a par exemple réalisées dans un champ, il est de toute évidence que ce champ n'est pas autre chose que le salaire transformé... la propriété privée et personnelle est pour l'homme de droit naturel... La force de ces raisonnements est d'une évidence telle, qu'il est permis de s'étonner comment certains tenants d'opinions surannées peuvent encore y contredire, en accordant sans doute à l'homme privé l'usage du sol et les fruits des champs, mais en lui refusant le droit de posséder en qualité de propriétaire ce sol... »

Le premier principe à mettre en relief, c'est que l'homme doit prendre en patience sa condition ; il est impossible que, dans la société civile, tout le monde soit élevé au même niveau. Sans doute, c'est là ce que poursuivent les socialistes, mais contre la nature tous les efforts sont vains... Cette inégalité, d'ailleurs, tourne au profit de tous, de la société comme des individus, car la vie sociale requiert un organisme très varié et des fonctions fort diverses... ; l'erreur capitale, dans la question présente, c'est de croire que les deux classes sont ennemies nées l'une de l'autre, comme si la nature avait armé les riches et les pauvres pour qu'ils se combattent mutuellement dans un duel obstiné... de même que dans le corps humain, les membres, malgré leur diversité, s'adaptent merveilleusement l'un à l'autre..., ainsi, dans la société, les deux classes sont destinées par la nature à s'unir harmonieusement et à se tenir mutuellement dans un parfait équilibre.

(*Pour empêcher le conflit, Léon XIII rappelle que les deux classes ont des devoirs mutuels*)... Parmi ces devoirs, voici ceux qui regardent le pauvre et l'ouvrier : il doit fournir intégralement et fidèlement le travail auquel il s'est engagé par contrat libre et conforme à l'équité ; il ne doit point léser son patron, ni dans ses biens ni dans sa personne ; ses revendications mêmes doivent être exemptes de violences et ne jamais revêtir la forme de séditions... Quant aux riches et aux patrons ils doivent ne point traiter l'ouvrier en esclave, respecter en lui la dignité de l'homme, relevée encore par celle du chrétien... Ce qui est honteux et inhumain, c'est d'user des hommes comme de vils instruments de lucre, et de ne les estimer qu'en proportion de la vigueur de leurs bras... Mais, parmi les devoirs principaux du patron, il faut mettre au premier rang celui de donner à chacun le salaire qui convient.

... Aux gouvernants il appartient de protéger la communauté et ses parties ;... si donc, soit les intérêts généraux, soit les intérêts d'une classe en particulier se trouvent lésés, ou simplement menacés..., il faudra de toute nécessité recourir à l'autorité publique. Que l'État se fasse donc, à un titre tout particulier, la providence des travailleurs, qui appartiennent à la classe pauvre en général... Il est une loi de justice, à savoir que le salaire ne doit pas être insuffisant à faire subsister l'ouvrier sobre et honnête. Mais, de peur que dans ce cas et d'autres analogues, comme en ce qui concerne la journée du travail et la santé des ouvriers, les pouvoirs publics n'interviennent pas importunément..., il sera préférable que la solution en soit réservée aux corporations ou aux syndicats, ou que l'on recoure à quelque autre moyen de sauvegarder les intérêts des ouvriers, même, si la cause le réclamait, avec le concours et l'appui de l'État. »

3 Évolution et fluctuations économiques

I - Évolution démographique

A. La population européenne continue à croître aussi vite que dans la période précédente, quoique d'une façon inégale suivant les pays ; sur les 10 millions de km² que couvre l'Europe jusqu'à l'Oural vivent environ 450 millions d'habitants, soit, pour 7 % de la surface terrestre, 26 % de la population totale avec une densité moyenne de 44 habitants au km². L'Asie, quatre fois plus étendue, n'a que deux fois plus d'habitants, l'Afrique, trois fois plus grande, n'en a pas le tiers, et l'Amérique, grande comme quatre fois et demi l'Europe, n'a pas 40 % de sa population. La France représente un cas particulier par la faiblesse de sa progression ; la Russie double le chiffre de sa population entre 1850 et 1900, l'Allemagne la voit augmenter de 60 %, les Iles britanniques gagnent 52 %. A vrai dire, l'Europe a passé depuis longtemps le cap de la première révolution démographique ; partout la natalité est en baisse, et d'autant plus fortement dans les pays où l'industrialisation et l'exode rural ont été le plus marqués ; le taux de natalité est pourtant encore de 30 à 35 ‰ en Allemagne et en Italie dans la période 1900-1910, de 34 ‰ en Espagne, de 27 ‰ au Royaume-Uni. La hausse du niveau de vie, les progrès de la médecine et de la chirurgie, la découverte des vaccins, de l'asepsie, de l'antisepsie ont fait baisser, et plus fortement encore dans les pays qui sont économiquement en retard, le taux de mortalité : il est de 25 en Espagne, 21 en Italie, 18,7 en Allemagne, 15,7 au Royaume-Uni ; l'espérance de vie est portée en Europe occidentale de 39 ans pour les hommes, 40 ans pour les femmes en 1860, à 48 ans et 52 ans en 1910-1913.

Répartition de la population active vers 1910 (%)

	<i>Agriculture</i>	<i>Mines Industrie</i>	<i>Commerce Transports</i>	<i>Services-Armée</i>
Royaume-Uni . . .	8	46	20	26
États-Unis	33	30	16	21
Allemagne	34	41	12	13
France	41	33	13	13
Italie	55	27	9	9
Autriche	56	25	8	11
Hongrie	62	21	4	13

Cette population abondante est aussi fortement utilisée, puisque la part de la population active dans l'ensemble de la population varie de 43 % pour l'Allemagne à 52 % pour la France. Il est intéressant surtout d'examiner la répartition de cette population par secteurs d'activité, afin de déterminer une hiérarchie parmi les pays plus ou moins évolués. Au Royaume-Uni, l'agriculture n'utilise que 8 % de la main-d'œuvre, alors que les mines

et l'industrie en absorbent 46 %, le commerce et les transports 20 % ; en Allemagne, le secteur agricole en occupe 34 %, à peu près autant qu'aux États-Unis ; en France par contre, bien que le secteur agricole soit descendu au-dessous de 50 %, l'évolution apparaît moins rapide ; l'Europe méridionale et centrale paraît à cet égard moins évoluée. La répartition des secteurs économiques laisse apparaître une Europe déjà hautement industrialisée, à forte productivité agricole, qui peut lutter avec les États-Unis, et une Europe en voie d'industrialisation, où l'agriculture, tout en gardant une place éminente, a commencé à transférer vers les autres activités une partie plus ou moins importante de sa population.

B. L'émigration européenne reste importante vers les régions tempérées du globe où le climat et la faiblesse du peuplement indigène attirent les immigrants ; les pulsations varient avec l'évolution économique, plus fortes pendant les périodes de prospérité américaine, plus faibles dans la période de crise générale (1880-1896). Depuis que la fin du siècle a vu le renversement de la conjoncture économique, l'Amérique, l'Australasie, l'Afrique du Sud ont bénéficié d'un afflux qu'elles n'avaient jamais connu auparavant.

Jusqu'en 1890, les îles Britanniques avaient formé le foyer le plus important, tandis que l'émigration allemande déclinait depuis 1881 jusqu'à ne plus donner que quelques milliers de départ par an. A partir de 1890, les pays d'Europe centrale et méridionale, régions faiblement industrialisées à croissance démographique trop rapide, fournissent les plus gros contingents, qui, grâce à la construction des voies ferrées, peuvent s'embarquer dans les ports méditerranéens ou en mer du Nord ; c'est le cas de l'Italie (près d'un million de départs en 1913), des minorités d'Autriche-Hongrie ou de Russie (Polonais, Baltes). Cette nouvelle « émigration de la misère », succédant à celle des travailleurs qualifiés qui partaient autrefois d'Allemagne et du Royaume-Uni, entasse dans les ports et les villes industrielles des États-Unis une population le plus souvent analphabète, ne connaissant pas la langue, se contentant de salaires inférieurs, qui refoule vers le Middle West et le Far West les immigrants de la génération précédente, contribuant indirectement au recul de la *frontière*.

Souvent, il est vrai, ces nouveaux immigrants ne songent qu'à réaliser rapidement quelques économies qui leur permettront de revenir au pays, sans chercher à s'intégrer : pour 3 255 000 Italiens qui ont émigré de 1906 à 1910, plus d'un million sont rentrés en Italie. Entre 1896 et 1914, parmi les 14,5 millions de personnes entrées aux États-Unis, 13 millions sont venues d'Europe, ce qui, compte tenu de 5 millions d'entre elles qui ont regagné leur pays d'origine, a laissé aux États-Unis un excédent net de 9,5 millions auxquels il faudrait ajouter les enfants nés de ces familles jeunes immigrées. La population de New York est passée de 1 400 000 habitants en 1870 à 4 700 000 en 1910, celle de Chicago de 300 000 à 2 200 000.

Origine des personnes vivant aux États-Unis et nées à l'étranger ou de parents étrangers (1910)

Allemagne	8,3 millions	Italie	2,1 millions
Irlande	4,5 —	Autriche-Hongrie	1,3 —
Russie	2,5 —	Divers	11 —
Grande-Bretagne	2,3 —	Total	32 —

Le Canada reçoit aussi des contingents importants, depuis que la pénurie de terres qui commence à se faire sentir aux États-Unis pousse les émigrants vers la prairie canadienne ou vers les chantiers des transcontinentaux ; le nombre d'immigrants passe de 100 000 en 1900 à 400 000 en 1912 ; de 1901 à 1914, le Canada a reçu 2,7 millions de personnes. L'amélioration des communications maritimes et le développement des réseaux ferrés nationaux permettent aux pays de l'hémisphère sud de ne pas rester à l'écart des mouvements migratoires. En Argentine, où le gouvernement favorise l'immigration, 4,3 millions de personnes sont entrées entre 1870 et 1914, dont plus de 3 millions depuis 1890, et le solde net est de 2,6 millions (47 % d'Italiens, 32 % d'Espagnols) ; au Brésil, l'immigration est attirée par la suppression de l'esclavage en 1888 : 3,2 millions de personnes y sont entrées, laissant un solde de 2,4 millions (Italiens, Espagnols, Allemands). En Australie, la construction du transcontinental attire en moyenne 40 000 immigrants par an entre 1890 et 1913 ; l'or du Transvaal découvert en 1880 provoque plusieurs ruées, puis le développement économique attire 160 000 personnes par an depuis 1905.

Ces grands mouvements humains contribuent à maintenir en Europe un certain équilibre démographique, en constituant une soupape de sûreté qui atténue les effets des crises cycliques, émousse l'acuité du problème social dans les régions sous-équipées, en même temps que les métropoles conservent outre-mer la clientèle de ces nationaux expatriés, mais par contre cette main-d'œuvre européenne favorise la croissance de nouvelles puissances économiques qui se présentent déjà en concurrents.

II - Les progrès techniques

A. Dans le domaine énergétique : la deuxième révolution industrielle est, comme la première, provoquée par l'augmentation de la production d'énergie.

a) Le charbon fournit encore, en 1913, 90 % de cette énergie, et l'amélioration du rendement des machines à vapeur grâce à l'invention de la turbine de Parsons (1884) oblige à une concentration accrue pour bénéficier au mieux de la puissance des machines. Les progrès accomplis dans la ventilation des mines et dans la remontée du charbon permettent aux puits de descendre à 1 200 mètres. Le rendement du mineur est porté aux États-Unis à 3,8 tonnes par jour en 1913 contre 1 200 kg en Allemagne, 1 100 en Grande-Bretagne, 900 en France. La production mondiale de houille est passée de 240 millions de tonnes en 1870 à 1 215 en 1913. L'importance du charbon est démontrée par sa coïncidence avec les pays les plus industrialisés, puisque 82 % sont fournis par les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Allemagne.

La supériorité européenne dans ce domaine a diminué par rapport à ce qu'elle était au milieu du XIX^e siècle ; en 1850, la part de l'Europe atteignait 88 % de la production mondiale, grâce à la Grande-Bretagne, qui, à elle seule, avec ses 64 millions de tonnes, représentait 70 % ; en 1911, la production européenne est montée à 600 millions de tonnes, mais elle n'est plus que la moitié du total mondial, à cause de l'importance prise par les États-Unis, et de l'apparition de nouveaux producteurs comme l'Australie, l'Inde anglaise, le Canada. Le danger pour l'Europe apparaît mieux encore si l'on compare les coûts de production ; 10 francs la tonne en Angleterre, 12 en Allemagne, 15 en France, contre 7 francs aux États-Unis, 5 aux Indes par suite de conditions naturelles plus défavorables en Europe ou d'une main-d'œuvre moins chère ailleurs. Pourtant l'Europe peut, non seulement par des échanges internes suffire à sa consommation, mais elle pos-

sède, grâce à l'Angleterre et à l'Allemagne, des surplus qui en font le premier exportateur du monde : pour 20 millions de tonnes vendues par les États-Unis, l'Angleterre en exporte 92 millions, et l'Allemagne 45 millions en 1913 ; le charbon britannique est encore nécessaire aux escales que l'Empire offre à tous les navires du monde. Il convient d'ajouter le lignite, dont l'importance s'est affirmée comme force motrice et comme matière première de l'industrie chimique. L'Allemagne, avec 73 millions de tonnes, l'Autriche-Hongrie avec 32 millions fournissent la presque totalité du lignite mondial.

b) Le charbon est concurrencé par deux nouvelles sources d'énergie, l'électricité et le pétrole. Gramme a ouvert l'ère de l'utilisation industrielle de l'électricité avec l'invention de la dynamo en 1870 ; puis Bergès, en France, utilise les chutes d'eau en 1873 et Deprez transporte le courant en 1883. L'éclairage électrique se répand à partir de la lampe à filament incandescent inventée par Edison en 1879 ; le courant électrique est utilisé pour le chauffage et la traction en 1900, pour l'électrolyse et la métallurgie.

Le moteur à explosion a été inventé entre 1860 et 1880 ; en 1886, la firme allemande Benz put produire le premier véhicule à essence, perfectionné par Daimler en Allemagne, Forest en France ; en 1897, l'ingénieur Diesel réussit, avec l'appui de Krupp, à utiliser les résidus de la distillation du pétrole dans les moteurs à huile lourde, qui sont utilisés dans la marine à partir de 1904. Le pétrole est transporté par oléoducs depuis 1875, par tankers depuis 1877 ; on peut prévoir que le pétrole, qui n'était employé jusqu'ici qu'en médecine et pour l'éclairage, va devenir une matière essentielle ; la consommation cependant en demeure encore faible : moins de 2 millions de tonnes en Angleterre en 1913, 1,5 en Allemagne ; la production mondiale est montée de 700 000 tonnes en 1871 à 20 millions en 1900, 52 en 1913, dont l'Europe ne fournit que 23 % ; seules la Russie, la Roumanie et l'Autriche ont une production appréciable ; l'Allemagne ne produit que 150 000 tonnes. C'est pourquoi les pays industriels se sont intéressés aux gisements d'Europe et d'ailleurs. Les pétroles russe et roumain (21 % de la production mondiale) sont exploités par un consortium franco-britannique. Les capitaux britanniques de la Shell se sont associés en 1907 pour 40 % aux capitaux hollandais de la Royal-Dutch pour les recherches en Insulinde et la société anglo-hollandaise a réussi d'autre part à pénétrer aux États-Unis à la faveur du différend entre la Standard américaine et la législation antitrust de Th. Roosevelt.

Les Anglais s'intéressent également au Proche-Orient, où l'un de leurs agents, Gulbenkian, a pu obtenu du sultan, après la révolution jeune turque de 1909, la formation d'un consortium anglo-turc de recherches ; ils risquaient de se heurter au consortium allemand conduit par la Deutsche Bank, qui avait obtenu de son côté la construction d'un vaste réseau de voies ferrées avec permis de recherches sur une bande de 40 km de large le long du futur Bagdad-Bahn ; à la veille de la guerre, les deux groupes se mirent d'accord en 1912, la Deutsche Bank cédant ses droits de prospection contre une participation de 25 % à la compagnie pétrolière. L'amirauté britannique a également acquis en 1914 la majorité des actions de l'Anglo-Persian créée en 1909, et construit la raffinerie d'Abadan dans le golfe Persique.

B. Dans le domaine industriel : l'industrie textile profite peu de transformations techniques, sinon dans l'utilisation des forces motrices et l'introduction du métier automatique en 1894. L'Europe est, dans ce domaine, moins bien placée que dans les autres, elle manque des produits les plus demandés, laine et coton, et même la soie grège lui manque depuis que la pébrine a ravagé les magnaneries. Cette branche industrielle, qui fournit longtemps à l'Europe la part la plus importante de ses exportations, se trouve devant des

industries jeunes et concurrentes ; seule la laine est encore une spécialité européenne ; la France, l'Allemagne et la Suisse sont toujours en tête pour les exportations de soieries, mais menacées par le Japon, la Chine et les États-Unis ; c'est plus net encore pour l'industrie des cotonnades, plus récente, se prêtant mieux que les autres textiles à la mécanisation, et mieux adaptée aux pays en voie de développement, qui peuvent y employer une main-d'œuvre non qualifiée ; les filatures britanniques ne traitent plus que le quart du coton mondial et sont dépassées par celles des États-Unis, plus modernes ; la part de l'Europe est tombée à 42 % ; ses positions sont menacées à la fois par l'apparition de pays comme l'Inde, qui était autrefois le plus gros importateur de cotonnades, et par l'apparition de la concurrence japonaise, qui lutte victorieusement sur les marchés d'Extrême-Orient.

L'industrie chimique connaît un essor remarquable aux États-Unis et surtout en Allemagne. Les matières plastiques ont fait leur apparition avec le celluloid obtenu par Hyatt en 1865 ; Nobel a inventé en 1867 la nitroglycérine ; Eastman fabrique en 1888 la pellicule photographique, dont l'invention du cinéma par les frères Lumière en 1895 va accroître la consommation. Le comte Hilaire de Chardonnet produit depuis 1889 des fibres à partir de la nitrocellulose ; désormais, les travaux de Berthelot sur la chimie organique et les produits de synthèse font du charbon et du pétrole les matières premières essentielles d'où sont tirés les corps gras, les parfums, les colorants ; la fabrication industrielle de l'aspirine est réalisée par Bayer en 1899 ; l'Allemagne possède, avec les gisements de Stassfurt et ceux de Haute Alsace découverts en 1904, les mines de potasse les plus importantes du monde ; sa production de superphosphates est presque égale aux productions anglaise et américaine réunies ; la synthèse de l'ammoniac et la fabrication des nitrates à partir de l'azote atmosphérique ont été inventées à Ludwigshafen entre 1908 et 1913 ; les 4/5 des colorants utilisés dans le monde sont dérivés de l'aniline produite en Allemagne ; il en est de même des produits pharmaceutiques, que le monde entier produit sous licence allemande.

On entre aussi dans l'« ère du métal », illustrée par le viaduc de Garabit en 1884, le pont du Firth of Forth en Écosse en 1888, la Tour Eiffel à l'Exposition universelle de 1889, avec l'utilisation du fer et de l'acier dans la construction des navires, le bâtiment, les ouvrages d'art, les chemins de fer, où le rail d'acier est introduit en 1880. Le procédé de décarburation de la fonte, inventé par Bessemer en 1856, a été amélioré par l'Allemand Siemens et le Français Martin, qui utilisent depuis 1863 des ferrailles dans les convertisseurs ; en 1878, les Anglais Thomas et Gilchrist ont mis au point un procédé pour utiliser les fontes phosphoreuses qui valorise le bassin lorrain, partagé entre la France et l'Allemagne, et qui est utilisé en Allemagne à partir de 1890, en France à partir de 1892 ; la production allemande de minerai de fer a pu ainsi monter à 28 millions de tonnes en 1913, et la production française à 22, les plaçant aux deuxième et troisième rangs derrière les États-Unis. La capacité moyenne des hauts-fourneaux est passée de 150 m³ en 1900 à 750 en 1900 ; la production mondiale d'acier monte de 500 000 tonnes en 1875 à 74 millions de tonnes en 1913, dont 43 % pour les États-Unis, 56 % pour l'Europe (22 % pour l'Allemagne), c'est dire que l'industrie sidérurgique mondiale est extrêmement concentrée. La métallurgie a pris la place du textile en tête des branches industrielles ; à partir de l'acier, la construction mécanique, et en particulier la mécanique de précision, donnent encore à l'Europe une certaine supériorité grâce à la présence d'une main-d'œuvre hautement qualifiée et de vieille tradition ; mais, dans la mesure où la construction s'adapte au travail à la chaîne, l'Europe est dépassée par les États-Unis ; ainsi pour les machines agricoles, qui viennent d'outre-Atlantique, et pour la construction automobile, née en Europe, mais qui a pris son essor aux États-Unis.

L'industrie des alliages plus résistants que l'acier est née ; le ferromanganèse est produit en 1875, le ferrochrome en 1877, le ferronickel en 1885. L'électrométallurgie est améliorée par le four électrique de Moissan en 1892 ; l'aluminium devient un métal industriel avec l'emploi du procédé électrolytique découvert simultanément par Héroult en France et par Ch. M. Hall aux États-Unis en 1886 ; la production mondiale d'aluminium monte de 13 tonnes en 1885 à 65 000 tonnes en 1913.

Stimulée par la prospérité économique des années 1900, l'industrie européenne peut encore se comparer à sa rivale américaine, plus puissante cependant que chacun des pays d'Europe pris isolément, grâce à l'unité économique du marché et à l'apport permanent de main-d'œuvre jeune en provenance d'Europe. Il apparaît que la révolution industrielle, qui a commencé en Grande-Bretagne à la fin du XVIII^e siècle, a traversé l'Europe occidentale entre 1830 et 1880, s'est étendue ensuite à l'Europe centrale et orientale, et atteint au début du XX^e siècle sa plus forte expansion en Allemagne, qui a dépassé la France et même l'Angleterre ; seule l'Europe méditerranéenne semble encore rester à l'écart du processus de transformation, accéléré à la fin du XIX^e siècle.

C. **L'agriculture** s'est également étendue et transformée : évolution agricole et évolution industrielle sont liées, la croissance industrielle attirant les agriculteurs venus des campagnes surpeuplées, ou chassés par le machinisme, et permettant en échange à l'agriculture d'utiliser des engrais et un matériel déjà complexe ; d'autre part, les besoins alimentaires des pays industrialisés ont considérablement augmenté, poussant à la construction des chemins de fer transaméricains qui ont permis le peuplement agricole des grandes plaines des États-Unis et du Canada. Les pays d'Europe les plus industrialisés sont également ceux où les conditions de culture ont le plus rapidement évolué, tandis que les régions méditerranéennes restent encore fidèles aux structures anciennes et aux méthodes archaïques qui entraînent de faibles rendements dans la culture du blé : 10 quintaux à l'hectare pour l'Italie, 8 pour l'Espagne ; ce sont des rendements analogues à ceux des pays neufs à culture extensive, comme les États-Unis, le Canada ou l'Argentine ; au contraire, la Belgique, les Pays-Bas, l'Angleterre et l'Allemagne, où les conditions physiques sont pourtant peu favorables, ont des rendements de 23 à 30, très supérieurs aux rendements français (15), hongrois (12) ; la Russie a le même rendement moyen que l'Australie (6).

C'est dire que l'Angleterre et l'Allemagne, pays les plus fortement industrialisés d'Europe, ont su, mieux que leurs voisins, abandonner l'économie de subsistance, et aboutir à une spécialisation des sols, qui laisse au blé les meilleurs sols cultivés en assolement avec les plantes fourragères ou industrielles ; les hauts rendements sont obtenus par l'utilisation massive d'engrais, superphosphates, nitrates, potasse ; néanmoins, la croissance de la population fait que la production des pays industrialisés d'Europe ne suffit plus à leur consommation ; l'Angleterre est la première importatrice de produits alimentaires ; l'Allemagne vient ensuite, mais la Belgique, les Pays-Bas, l'Italie, la Suisse doivent également acheter du blé, et la France elle-même n'exporte plus de froment depuis 1878, et importe au contraire régulièrement du blé (2 millions de tonnes en 1911). Il y a donc un fort courant d'échanges à partir de l'Europe centrale, Hongrie, Roumanie, Bulgarie ou Russie vers les pays occidentaux, sans que ce courant interne à l'Europe puisse couvrir plus de la moitié des besoins d'importation ; le déficit est couvert de plus en plus par le Canada, les États-Unis, l'Inde et l'Argentine.

Ce qui a été perdu par les cultures céréalières en Europe a été gagné par les cultures industrielles et par l'élevage ; la betterave sucrière est suffisamment acclimatée en Allemagne, France, Autriche-Hongrie ou même Russie pour que l'Europe produise autant

de sucre de betterave que le reste du monde produit de sucre de canne, 8 millions de tonnes ; la consommation du sucre n'est plus un luxe inaccessible pour la plupart des Européens occidentaux ; la production européenne n'est pourtant pas suffisante pour couvrir sa consommation, qui a doublé entre 1880 et 1910 ; celle-ci est en moyenne en Europe de 11 kg par habitant et par an, inférieure il est vrai à celle des Américains, 31 kg, mais elle atteint 36 kg en Angleterre, 30 au Danemark, 14 en France.

Les habitants des pays développés consomment aussi davantage de viande et de produits laitiers. Les prairies artificielles étendues dans toute l'Europe du Nord donnent à l'Europe un troupeau bovin de 80 millions de têtes, qui remplace progressivement le troupeau ovin, de plus en plus réservé aux régions sèches de l'hémisphère austral ; les grandes concentrations urbaines peuvent faire venir de très loin le lait que les moyens de communications plus rapides mettent à leur disposition : la population parisienne consomme près d'un million de litres de lait par jour.

La production de viande et de fromage ne couvre pas la consommation européenne ; depuis que les premiers frigorifiques ont été installés en Australie en 1861, et surtout depuis que les transports frigorifiques ont été mis au point vers 1880, la viande congelée peut supporter les 6 à 7 semaines de voyage que demande la distance de la Nouvelle-Zélande à l'Angleterre ; la France, l'Italie et l'Allemagne, bien que ne produisant pas assez de viande, se défendent par des droits contre les importations en provenance d'Argentine, d'Australie ou de Nouvelle-Zélande ; les Anglais par contre consomment les 9/10^e du million de tonnes de viande congelée exportées par les pays non européens.

On peut parler, à la fin du XIX^e siècle, de l'amorce d'une troisième révolution agricole (la première au XIII^e siècle, la seconde au XVIII^e), celle du moteur à explosion (alors que la machine à vapeur n'avait pas eu d'effet sur l'agriculture) et de la révolution biologique par la diffusion des engrais, l'amélioration des semences et des races, la spécialisation des sols, l'industrialisation de la production et des produits par l'industrie alimentaire.

III - Les formes nouvelles du travail et de la concentration

Les progrès du *machinisme* et la *rationalisation* des méthodes de travail accroissent le *rendement*, c'est-à-dire la quantité de produits obtenus pour la même quantité de matière première utilisée, et la *productivité*, c'est-à-dire la quantité de produits obtenue par travailleur. L'organisation scientifique du travail a été particulièrement mise au point aux États-Unis ; en 1878, l'ingénieur W. Taylor établit la première mesure du temps d'exécution du travail, puis fixe les normes de production et les salaires en proportion ; il expose le résultat de ses expériences dans *Shop Management*. Le taylorisme et le travail à la chaîne sont introduits aux abattoirs de Chicago, puis dans les usines de Ford à Détroit (1903). Le Français Fayol, directeur de la société Commentry-Fourchambault, lance la lutte contre le gaspillage, pour une organisation rationnelle et globale de l'entreprise ; dans l'*Administration générale et industrielle*, publiée en 1906, il analyse les six fonctions fondamentales de l'entreprise, fonctions administrative, technique, commerciale, financière, comptable, de sécurité. Il en résulte une augmentation de la production, une diminution du prix de revient et de vente des produits, la naissance d'une société de consommation, mais une extension de la division du travail, qui est de plus en plus dés-humanisé ; on est entré dans l'ère du management, où le véritable chef de l'entreprise n'est plus son propriétaire, l'actionnaire, mais le technicien de la gestion.

Cette forme de croissance industrielle et commerciale implique une organisation plus rationnelle des sociétés industrielles et des liquidités financières plus importantes, qui nécessitent un lien plus étroit avec le système bancaire. En effet, le prix élevé des investissements impose une utilisation maximum des machines que le progrès rend caduques à bref délai, et souvent leur élimination avant même d'avoir été amorties ; c'est ce que K. Marx appelait la baisse tendancielle du taux de profit, contradiction fondamentale du capitalisme et devant conduire à sa perte par une augmentation trop rapide du capital constant par rapport au capital variable ; la deuxième révolution industrielle conduisait en effet à une production de masse pour laquelle les sociétés avaient besoin de crédits bancaires à long terme, capables de soutenir les investissements, et de fonds à court terme pour financer l'écoulement des produits. L'importance des investissements a conduit à une *concentration* accrue capable de diminuer le prix de revient en abaissant les frais de gestion et de publicité, de donner les moyens de développer les branches les plus rentables, de disposer de moyens de recherche plus massifs. Cette concentration est *verticale* (intégration) quand elle unit des sociétés complémentaires, de telle façon qu'une firme utilise la production d'une firme dépendante (en amont) qui lui assure son ravitaillement, et transmettre son propre produit à une firme utilisatrice (en aval) qui assure ses débouchés ; elle est *horizontale* quand elle groupe des sociétés de même nature, soit temporairement pour une action isolée par la formation d'un « corner » ou d'un « agreement », soit pour une durée plus longue dans le « cartel » ou « pool », qui répartit les marchés et assure les prix. La concentration est plus étroite quand il y a échange d'actions et interpénétrations des postes de direction ; elle atteint une forme élevée dans le « trust », où les actionnaires remettent leurs titres à un petit groupe de « trustees » (= hommes de confiance) et reçoivent en échange des certificats de dépôt qui garantissent le versement des dividendes ; elle devient complète avec le « holding », société de capitaux ne produisant rien, mais contrôlant par ses participations des sociétés multiples, qui peuvent n'avoir entre elles aucun rapport de production.

Les meilleurs exemples de concentration sont donnés par les États-Unis, où le trust de Rockefeller, la Standard, dissous en 1892 en application de la loi Sherman, est reconstitué en 1894 sous forme de holding, la Standard oil of New Jersey (Esso) — ou la Pittsburgh Reduction de Mellon, qui devient holding en 1907 sous le nom d'Aluminium Cy Of America (Alcoa) — ou le Powder trust de Du Pont de Nemours qui devient holding en 1903, etc. L'industrie américaine est dominée par les deux groupes financiers de Rockefeller (National City Bank) et de Morgan (First National Bank).

En Europe, l'Allemagne est, de tous les pays, celui où la concentration a atteint le plus haut degré ; on retrouve souvent les mêmes hommes aux conseils d'administration des grandes affaires et à la tête des grands ensembles industriels, ce qui permet aux entreprises d'obtenir des banques de larges crédits sans les garanties que l'on exige en retour en France sous forme de dépôts de titres ou de lettres de change. Le plus souvent, les avances des banques sont remboursées par des actions au cours d'une émission ultérieure, de sorte que les établissements de crédit figurent au conseil d'administration des sociétés industrielles ; dans d'autres cas, les banques ont émis dans le public des obligations, dont le produit a été investi sous forme d'actions dans les entreprises anciennes ou nouvelles. Cette interpénétration permet aux sociétés allemandes de ne jamais manquer de moyens pour leurs investissements ou pour l'octroi de longs délais de paiement à leurs clients étrangers. L'intégration est réalisée dans les *Konzerns* (Krupp, Haniel, Thyssen, Stinnes) et la concentration horizontale dans les *syndicats*, tel le Comptoir charbonnier rhéno-westphalien créé en 1893 pour réglementer la production et assurer l'exportation à des prix de dumping — ou le syndicat de l'acier, Stahlwerksverband, formé en

1904 ; la concentration horizontale est plus forte encore dans les branches nouvelles comme la construction électrique (Allgemeine Elektrizität Gesellschaft fondée par Rathenau en 1887) ou l'industrie chimique avec ses trois grands ensembles Bayer, Hoechst, Engelhorn.

La concurrence allemande, dénoncée par le livre de Williams *Made in Germany* (1897), a conduit les Britanniques à tempérer les principes du libéralisme répandus par les économistes de Manchester et les a contraints, eux aussi, à une certaine concentration, qui est loin cependant d'atteindre le degré auquel elle est parvenue en Allemagne. Les *amalgamations* restent faibles dans les industries anciennes, mines, métallurgie, textile, plus fortes dans les secteurs nouveaux de la chimie (corps gras, pétrole). La France a connu moins encore que l'Angleterre ce phénomène de concentration, ce qui maintient le prix des objets manufacturés à un prix élevé. Par contre, la Russie, dont l'industrialisation est en cours, et dominée par le capital étranger, a bénéficié plus rapidement et plus fortement de la concentration.

IV - La monnaie et les banques

La concentration industrielle et commerciale implique une plus grande abondance de moyens de paiement en monnaie numéraire, fiduciaire et scripturale.

La période 1871-1914 est caractérisée par la stabilité ou la stabilisation monétaire des pays industrialisés ou en voie de développement. Le régime du bimétallisme a été progressivement abandonné, sauf par la plupart des pays de l'Extrême-Orient, qui restent fidèles à l'étalon argent : le système britannique du monométallisme or s'est imposé pour éviter les spéculations qu'entraînaient les variations des cours des deux métaux suivant le niveau de leur production. Il a pu être introduit en Allemagne en 1873 grâce à l'indemnité de guerre française, et Bismarck a fait adopter les règles d'émission de la Reichsbank, bien que celle-ci ne possède pas encore le monopole d'émission du billet ; l'Union latine (France, Italie, Suisse, Belgique) est encore en vigueur, mais elle a renoncé au bimétallisme en 1876-1878 en fait sinon en droit ; les quatre monnaies sont encore d'égale valeur. L'Autriche introduit l'étalon or par la réforme monétaire de 1892, la Russie et le Japon en 1897, les États-Unis en 1900, les Pays-Bas en 1901. Dans tous les cas, la Banque centrale, même si elle n'en a pas le monopole, règle la circulation fiduciaire sur une encaisse qui est constituée par de l'or, des devises, qui sont en général des livres sterling, et les effets escomptés ; elle est donc Institut d'émission et Banque des banques, du moins pour les banques de dépôts dont la finalité par rapport aux banques d'affaires n'est pas encore clairement définie en droit, mais s'affirme en fait.

Le *Royaume-Uni* reste le centre bancaire le plus important, et le sterling est utilisé, avec l'or, comme moyen de paiement international, celui que l'on retrouve sur toutes les places du monde. La Haute Banque y diminue d'importance devant les banques par actions, ou Joint Stocks Banks ; en 1880, on compte encore 250 banques particulières pour 120 Joint ; en 1913, les premières ne sont plus que 48, les secondes 43 ; un puissant mouvement de concentration s'est opéré depuis la crise de 1890, qui a vu la chute de la banque Baring, autour des cinq grands établissements auxquels on donnera en 1919 le surnom de Big Five, Barclays, Lloyds, Midlands, National Provincial, Westminster, liés entre eux par un système de clearing. En *Allemagne*, ce sont en général des banques d'affaires qui utilisent leur propre capital ou les dépôts de leurs clients pour investir

dans les entreprises ; les plus importantes sont les « quatre D », Diskonto, fondée en 1851, Darmstaedter en 1853, Deutsche Bank en 1870, Dresdner Bank en 1872, auxquelles s'est ajoutée la Berliner Handelsgesellschaft ; elles ont créé des établissements à l'étranger, notamment dans les trois plaques tournantes du commerce international, Londres, New York et Anvers, puis des filiales se sont installées partout où il y avait possibilité d'exporter des capitaux et des marchandises.

En France, la Haute Banque, c'est-à-dire les anciennes *Maisons*, celles qui portent encore le nom de leur fondateur, Rothschild, Mallet, Hottinguer, Neufville, etc., s'est d'abord spécialisée dans les fonds d'État et les chemins de fer ; puis elle s'est lancée dans les placements industriels et commerciaux ; les autres établissements montés par actions en sociétés anonymes suivant la loi de 1867 sont à la fois banques de dépôts et d'affaires avec prédominance suivant les cas de l'une ou l'autre activité ; tandis que le Crédit Lyonnais reste fidèle à la règle établie par H. Germain de se limiter aux opérations de banque et aux fonds d'État, la Société Générale et le Comptoir National d'Escompte de Paris sont plus audacieux dans les immobilisations de capitaux malgré la faillite du Crédit Mobilier des frères Péreire en 1867. Les véritables banques d'affaires naissent après 1870 : Banque de Paris et des Pays-Bas (Paribas) en 1872, Banque de l'Indochine (1875), Banque Française pour le Commerce et l'Industrie (B.F.C.I., 1901) et Banque de l'Union Parisienne, 1902.

Le système bancaire *américain* est moins puissant par suite de l'absence de Banque centrale, l'interdiction faite aux banques locales (State Banks) de dépasser leur État, et l'insuffisance des capitaux nationaux. Par contre, en Europe, en dehors des trois pays précédents, plusieurs banques jouent aussi un rôle international : la Société Générale de Belgique, devenue depuis 1850 entièrement libre envers l'État, participe hors de Belgique à la construction de chemins de fer, à la création d'entreprises sidérurgiques, et depuis 1906, elle s'est attachée, sur la demande de Léopold II, à la mise en valeur du Congo. A Vienne, la Kreditanstalt a été reconstituée après son Krach de 1873 et participe hors d'Autriche aux sociétés Putilov et Newski de Saint-Petersbourg, aux sociétés pétrolières du Caucase et aux emprunts chinois.

Les capitaux mobilisés par les banques sont utilisés soit au commerce et à l'investissement intérieurs, soit dans l'économie mondiale, en sorte que l'appareil bancaire européen apparaît comme le système régulateur de tout le commerce international. La City de Londres, par ses Bourses de valeurs et de marchandises, son marché de lettres de change, ses compagnies maritimes et d'assurances, détient une place telle que sans elle tout le commerce international serait dérégulé. Les banques européennes jouent aussi le rôle de distributeurs de capitaux à long terme, c'est-à-dire de moyens d'investissements, soit investissements de portefeuille, par l'achat d'actions ou d'obligations émises par les sociétés étrangères ou les États étrangers, soit investissements directs, qui donnent à l'organisme créancier un contrôle plus précis sur l'utilisation des fonds par l'installation de succursales et de filiales, par la création de sociétés en territoire étranger, ou même par le contrôle complet des banques centrales.

Les investissements peuvent avoir été utilisés comme une arme diplomatique, un moyen de pression dont la période 1871-1914 donne de multiples exemples ; en effet, les gouvernements nationaux sont souvent les maîtres de l'autorisation nécessaire pour l'introduction à la cote des valeurs étrangères ; et même à Londres, où cette obligation n'existe pas, le gouvernement intervient par des pressions directes sur la Banque d'Angleterre ou sur les banques privées. La grande bataille diplomatique des placements étrangers commence en 1887, quand la fermeture du marché de Berlin aux emprunts russes oriente ceux-ci vers Paris ; à la même date, la place allemande peut au contraire difficilement

s'opposer aux émissions de ses alliés autrichien et italien, tandis que Paris utilise l'arme financière sur l'Italie pour tenter de la détacher de la Triple Alliance. De même, au moment de la Conférence d'Algésiras en 1906, la France hâte la conclusion favorable de la rencontre par des pressions financières exercées sur l'Italie et la Russie ; ainsi encore pour la question du canal de Suez, dont le gouvernement britannique a pu acquérir une partie des actions en 1875, ou de la rivalité dans l'Empire Ottoman et sur le golfe Persique ; les rapprochements ou alliances sont souvent commandés par des raisons financières, et les zones d'influence coïncident avec les zones de placement des capitaux.

Le *Royaume-Uni* doit à l'avance qu'il a acquise sur ses concurrents européens de détenir la part la plus importante des investissements internationaux ; les revenus provenant de placements antérieurs lui permettent depuis 1900 d'augmenter les excédents de sa balance des comptes, qui passent de 50 à 200 millions de livres ; mais les Britanniques ont maintenant tendance à utiliser ces disponibilités pour investir chez eux ou dans l'Empire, de sorte que sur 3,7 milliards de livres (93 milliards de francs) placés au-dehors, 47 % le sont dans les possessions britanniques, et 41 % le sont aux États-Unis et en Amérique latine ; c'est dire qu'il y a peu d'investissements britanniques dans le reste du monde, en particulier en Europe (6 %).

L'*Allemagne* possède elle aussi, depuis 1900, des excédents de 400 à 600 millions de marks chaque année dans sa balance des comptes ; elle les a placés en Europe pour 53 %, le reste en Amérique et en Orient ; en 1913, son portefeuille atteignait 23 milliards de marks (29 milliards de francs).

La *France* enfin est devenue le principal investisseur à l'étranger et sa politique extérieure est directement liée à ses orientations financières ; en 1914, sur les 120 milliards de francs que représente sa fortune mobilière, 45 sont placés hors de France, mais leur localisation est intéressante, car 12,3 milliards sont en Russie, 3,3 en Turquie, 4,7 dans les Balkans et en Autriche-Hongrie, c'est-à-dire dans des pays qui ne seront plus solvables, ou qui répudieront leurs dettes après guerre, alors que 11 % seulement sont investis dans les colonies ; Poincaré voulait faire un choix parmi les bénéficiaires de ces placements en se limitant aux pays amis ; l'argument financier lui paraissait essentiel ; Caillaux au contraire était partisan d'une distribution internationale indifférente aux relations diplomatiques et soucieuse seulement de profits. Il faut observer en outre que ces fonds français ont été très peu utilisés par les bénéficiaires pour acheter des produits français, sinon parfois, comme dans le cas de la Serbie, à acheter du matériel militaire au Creusot ; la plus grande partie des fonds placés par les Français en Russie a servi à financer les achats russes de marchandises allemandes ; ce n'est pas le cas pour les deux autres principaux investisseurs, dont les placements à l'étranger ont servi à l'achat de produits britanniques ou allemands, constituant pour le Royaume-Uni et l'Allemagne des investissements différés.

Outre les sphères coloniales, qui sont naturellement des terrains réservés, les Européens obtiennent des avantages économiques dans les pays qui restent théoriquement indépendants, mais qui ont dû signer des « traités inégaux ». La Chine a dû s'engager en 1842 à ne pas imposer à l'entrée des marchandises des droits supérieurs à 5 % ; le Japon (jusqu'à l'obtention de l'autonomie douanière en 1911) ne devait pas dépasser le tarif maximum de 20 % ; l'Empire Ottoman avait droit à 8 % depuis 1862 (11 % en 1907). Les capitaux européens profitent de ces traités inégaux pour s'investir dans les concessions minières et dans la construction et l'exploitation des chemins de fer, en particulier dans trois régions.

En *Chine*, les capitaux ont d'abord été britanniques ; puis les Russes ont aidé la Chine à verser l'indemnité qu'elle devait au Japon après ses échecs de 1894, et a obtenu en

contrepartie, en juin 1896, une alliance défensive contre le Japon, complétée par l'accord de septembre 1896 qui permettait à la Banque russo-chinoise (créée en décembre 1895) de former la Compagnie du chemin de fer de l'Est chinois ; celle-ci devait construire en six ans la voie reliant le transsibérien à Vladivostock ; elle recevait le terrain gratuitement, ne paierait pas d'impôt, aurait un droit exclusif de recherche, d'administration, de protection et d'exploitation minière le long de la voie ; en juillet 1898, après la cession de Port-Arthur, un accord semblable fut conclu pour le sud-mandchourien. La France obtint en 1895 des concessions minières au Yunan et le droit de construire la voie ferrée qui aboutirait à Haïphong. L'Allemagne obtint la concession des chemins de fer du Chantoung, et le droit d'y exploiter les mines ; à partir de 1898, le gouvernement chinois n'accorda plus de concessions, mais fit appel à des sociétés étrangères qui construisaient pour le compte du gouvernement : ainsi, les contrats de 1898 avec une société franco-belge pour la ligne Pékin-Hankéou et avec une société britannique pour la ligne Changhaï-Nankin ; en 1911, sur les 11 500 km construits en Chine, 1/3 seulement appartient au gouvernement chinois, et la presque totalité est exploitée par des compagnies étrangères.

Dans l'*Empire Ottoman*, les grands projets de construction datent du voyage qu'y accomplit Guillaume II, accompagné par Siemens, en octobre 1898 ; on y projeta le Berlin-Bagdad-Bahn, dont l'accord fut conclu en 1903 : les Allemands recevaient pour 99 ans concession des 4 000 km à construire ; la Compagnie n'avait pas l'administration des territoires traversés, mais la prospection minière sur 30 km de part et d'autre de la voie ; le gouvernement ottoman verserait une subvention de 220 000 marks par km, le reste serait fourni par des obligations que la Compagnie se chargeait de placer ; les investissements représentant une masse de capitaux trop importante pour les Allemands, ceux-ci offrirent une participation de 40 % à des banques françaises ; mais Delcassé leur interdit d'entrer dans le consortium, en sorte que les travaux n'étaient pas achevés en 1914.

L'*Amérique latine* représente également un bon terrain de placements : les 9/10 des voies argentines sont britanniques, utilisent du matériel et du charbon anglais ; au Brésil, 21 000 km sur les 25 000 sont aux mains des Britanniques, avec une faible participation française et belge ; au Mexique, ce sont des compagnies américaines. La construction des voies s'accompagne de l'acquisition de terrains ; en Argentine, les compagnies anglaises sont les principales sociétés d'élevage, au Brésil, les plantations de café sont entre les mains d'entreprises britanniques et allemandes, au Chili, plus de la moitié de la production appartient à des sociétés étrangères, etc. Les Américains s'intéressent surtout à l'Amérique centrale et au Mexique, où ils sont déjà en rivalité avec les capitaux anglais, mais ils sont également en conflit avec le gouvernement mexicain, qui cherche à reprendre une certaine indépendance économique.

Royaume-Uni, France et Allemagne détenaient les 3/4 des investissements internationaux, 165 milliards de francs ; ce sont leurs capitaux qui ont permis l'essor des États-Unis, qui sont en 1914 débiteurs de 7 milliards de dollars (35 milliards de francs) envers l'Europe ; si l'on ajoute les trois autres pays riches en capitaux, Belgique, Pays-Bas, Suisse, et quelques investisseurs secondaires comme l'Autriche, l'ensemble des capitaux européens atteignait 200 milliards, 91 % du total mondial, alors que la part des États-Unis ne dépassait pas 8 %.

V - Les communications

A. **Les réseaux de chemins de fer** achèvent de se former et se groupent autour de quelques centres. L'écartement des voies est maintenant uniformisé : 1,44 m pour les voies normales, 1 m pour les voies étroites, sauf en Espagne (1,68 m) et en Russie (1,52 m). La diminution des tarifs fait de la voie ferrée le transport le plus habituel pour les voyageurs et les marchandises. On se lance en même temps dans la construction des grandes lignes transcontinentales ; les Alpes sont percées au Mont-Cenis (1871), au Saint-Gothard (1882), au Simplon (1906) ; l'Autriche est reliée à l'Italie par le Tarvis (1879), à la Suisse par l'Arlberg (1884). L'achèvement du transsibérien met en 1904 Vladivostock à 15 jours de Moscou au lieu de 60 par la route de terre. Aux États-Unis, le premier transcontinental, achevé en 1869, est suivi de quatre autres voies ferrées reliant l'Atlantique au Pacifique. Au Canada, l'entrée de la Colombie britannique dans le Dominion, qui avait été formé en 1867, entraîne la construction du Canadian Pacific Railway (C.P.R.), qui, achevé en 1886, réduit à 135 heures au lieu de 2 mois la traversée du continent. En Amérique du Sud, le premier transandin, qui relie Buenos Aires à Valparaiso, est inauguré en 1910 ; il met le Pacifique à 36 heures de l'Atlantique au lieu de 12 jours de mer par le détroit de Magellan. En 1870, le monde possédait 209 000 km de voies ferrées, en 1913, plus d'un million.

B. **La route**, devant la concurrence des chemins de fer, cesse d'être un moyen de transport à longue distance, mais retrouve un intérêt sur les trajets courts et moyens par la vulgarisation de la bicyclette et l'essor de l'automobile. L'invention du moteur à explosion, de la chambre à air (Dunlop, 1888), du pneu (Michelin, 1891), l'introduction du travail à la chaîne permettent aux États-Unis de produire 480 000 véhicules en 1913 au lieu de 4 000 en 1900 ; à la veille de la guerre, 2 millions de véhicules circulent dans le monde, dont 63 % aux États-Unis, 10 % au Royaume-Uni, 4,5 % en France.

C. **La navigation maritime** est transformée par la construction des navires en métal et l'utilisation de la vapeur ; dès 1890, le tonnage des navires à vapeur dépasse celui des voiliers ; on y gagne en vitesse, en capacité et en confort. Le *Titanic*, lancé en 1912, et disparu la même année, jaugeait 46 000 tonneaux et mettait New York à 4 jours et demi de Liverpool. La construction des canaux transocéaniques a réalisé le rêve saint-simonien en raccourcissant les distances ; en 1869, l'ouverture du canal de Suez a diminué de moitié le trajet de Liverpool à Calcutta ; la Convention de Constantinople, signée en 1888, en a défini le caractère international et assuré le libre accès à tout navire de commerce ou de guerre sans distinction de pavillon. La tonne de marchandises, qui payait 360 francs entre Marseille et Hong-Kong en 1870, ne paie plus que 70 francs en 1910. La percée de l'isthme de Corinthe en 1893 permet d'éviter le contour du Péloponnèse ; le canal de Kiel, ouvert en 1895, réunit la mer du Nord et la Baltique ; enfin, en 1914, les États-Unis ont achevé le canal de Panama sur une bande de territoire qui leur a été concédée par le nouvel État de Panama créé en 1903.

D. **La navigation aérienne** en est encore au temps des exploits. En 1890, Clément Ader parvient à s'élever sur un appareil à moteur qu'il baptise l'*Avion* ; à la fin du siècle, le comte Zeppelin donne à l'Allemagne la spécialité dans la construction des dirigeables. En 1901, le Brésilien Santos-Dumont vole de Saint-Cloud à la Tour Eiffel ; en 1909, Blériot traverse la Manche ; Roland Garros relie Saint-Raphaël à Bizerte en 1913 ; à cette date, la France possède 238 avions militaires, l'Allemagne 220.

E. Les relations humaines sont aussi intensifiées par l'amélioration des transmissions : La croissance du volume des communications postales a nécessité une harmonisation des conditions de transmission et des tarifs, qui a été réalisée par la création de l'Union Postale Universelle de Berne en 1878. Les câbles sous-marins continuent à être posés après la première liaison effectuée en 1886 entre l'Europe et l'Amérique du Nord. En 1913, les continents sont reliés par 450 000 km de câbles dont plus de la moitié est contrôlée par les Anglais grâce à la distribution de leurs escales maritimes. Le téléphone est mis au point par Graham Bell entre 1876 et 1879 ; les communications à longue distance sont facilitées par les travaux de Maxwell et Hertz sur les ondes électromagnétiques, dont les résultats sont utilisés par Branly et Marconi, qui relie en 1902 l'Irlande au Labrador.

Le raccourcissement des distances diffuse rapidement les marchandises et accroît le volume du commerce mondial. Il permet de lutter plus efficacement contre les famines, met à la disposition des pays industrialisés davantage de matières premières à des prix plus bas, et ouvre à leurs produits manufacturés de nouveaux débouchés ; mais la baisse des taux de fret fait des pays neufs des concurrents redoutables pour l'agriculture européenne ; le blé américain rendu au Havre vaut 25 % moins cher que le blé français. L'augmentation des échanges accroît les rivalités entre les entreprises, entre les puissances, stimule la concentration industrielle et le caractère capitaliste de la production.

VI - Les fluctuations

La production capitaliste, qui suscite le besoin plutôt qu'elle n'y répond, est particulièrement vulnérable aux incertitudes de la conjoncture. La période 1870-1914 comporte trois étapes :

- a) La première, qui va jusqu'en 1873, est *la fin de l'époque de croissance rapide*.
- b) La deuxième (phase « B ») est une *période de stagnation relative* entre 1873 et 1896, coïncidant avec une insuffisance de la production mondiale d'or ; celle-ci en effet, après avoir atteint un maximum dans la décennie 1850-1860, baisse ensuite et reste stationnaire à partir de 1873 ; la production mondiale annuelle est de 150 tonnes contre 200 en 1865. La chute des prix est à peu près régulière jusqu'en 1896, plus forte dans le secteur agricole que dans le secteur industriel ; le prix du quintal de coton baisse de 24 dollars en 1886 à 11 dollars en 1894. Devant la crise, chaque pays revient aux procédés habituels de lutte contre la concurrence, dumping et protectionnisme. En Allemagne, Bismarck fait voter un nouveau tarif en 1879 ; la France se lance dans une guerre douanière avec l'Italie et la Suisse après le vote du tarif Méline en 1892 ; aux États-Unis, les droits, naturellement élevés, sont encore renforcés par le tarif McKinley en 1890 ; seuls le Royaume-Uni, les Pays-Bas et la Belgique, plaques tournantes d'un commerce de réexportation, restent fidèles au libéralisme.
- c) A partir de 1892, la production d'or s'élève grâce aux découvertes d'Afrique du Sud, aux gisements du Klondike (1897) et à une reprise de l'extraction aux États-Unis et en Australie ; la production mondiale atteint 692 tonnes en 1913. Cette augmentation des liquidités mondiales, jointe au stimulant apporté par la deuxième révolution industrielle qui oblige à un renouvellement de l'outillage, permet d'entrer dans une nouvelle *période d'expansion rapide* (phase « A »), qui se poursuit jusqu'en 1914.

A l'intérieur de ces trois phases de longue durée prennent place plusieurs crises courtes, de type capitaliste. La première, celle de 1873, qui est au départ de la phase de stagnation, est provoquée par la spéculation déclenchée en Allemagne à la suite du versement de l'indemnité française et de l'optimisme engendré par la victoire ; elle est renforcée par la faillite de la première Kreditanstalt de Vienne ; elle se répercute sur les banques anglaises qui avaient des intérêts en Autriche, et se trouvent par ailleurs affaiblies par les transferts d'or effectués vers l'Allemagne pour le compte de la France ; enfin, les retraits de capitaux européens étendent la crise aux États-Unis.

Une nouvelle crise éclate en 1882 à la suite de spéculations boursières ; elle se traduit en France par la faillite de l'Union Générale, banque catholique, fondée quatre ans auparavant. En 1889-1890, nouvelle secousse née des imprudences de la banque Baring à Londres et du Comptoir d'Escompte à Paris, qui s'effondrent et sont renfloués par les Banques centrales ; c'est aussi le moment de la faillite de Panama. La crise de 1893 est plus spécifiquement américaine, provoquée par les excellentes récoltes de 1890-1892 coïncidant avec de très bonnes récoltes européennes. Les crises postérieures à 1896 tiennent à la croissance désordonnée d'une économie en expansion ; en 1900-1901, la guerre du Transvaal, qui réduit la production d'or, rend la crise particulièrement forte ; puis deux nouvelles crises ont lieu en 1907 et 1913.

Dans la course à la production et aux débouchés que livrent les pays industrialisés, il devient tentant de remplacer la recherche des marchés extérieurs par une *politique d'armement* dans laquelle se lance l'Europe à partir de 1906. La crise diplomatique de 1914 survient à un moment où le monde est menacé de saturation par un déséquilibre croissant entre le dynamisme de la production et l'insuffisante capacité d'absorption du marché intérieur de chaque État.

Bibliographie

Sur l'évolution économique générale au XIX^e siècle : LESOURD et GÉRARD, *Histoire économique. XIX-XX^e siècles*, 2 tomes, Colin, coll. U ; A. et L. PHILIP, *Histoire des faits économiques et sociaux de 1800 à nos jours*, tome III, *La Révolution industrielle et l'économie des grandes Unités*, Aubier-Montaigne, 1963 ; P. LÉON (sous la direction de), *Histoire économique et sociale du monde*, tomes IV et V, Colin, 1977 ; A. NEURISSE, *Histoire de l'impôt*, Que sais-je ?, P.U.F., 1978 ; P. BAIROCH, *Commerce extérieur et développement économique de l'Europe au XIX^e siècle*, Mouton, 1976 ; P. GUILLAUME et P. DELFAUD, *Nouvelle Histoire économique*, 2 vol., coll. U, Colin, 1976 ; J.-C. ASSELAIN, *Histoire économique : de la révolution industrielle à la Première Guerre mondiale*, Fondat. Nat. Sc. Pol., Dalloz, 1985.

Sur la question démographique, les ouvrages de base sont : L. CHEVALIER, *Démographie générale*, Paris, Dalloz, 1951 ; A. SAUVY, *Théorie générale de la population*, P.U.F., 1956, ou plus simplement son *Que sais-je ?*, 1961 ; M. REINHARD, A. ARMENGAUD, J. DUPAQUIER, *Histoire générale de la population mondiale*, 3^e éd., 1968, Domat-Montchrestien.

Sur les progrès techniques : P. ROUSSEAU, *Histoire des techniques*, Paris, Fayard, 1956 ; P. DUCASSÉ, *Histoire des techniques*, Que sais-je ?, P.U.F., 6^e éd., 1964 ; B. GILLE, *Histoire de la métallurgie*, Que sais-je ?, 1966 ; P. ROUSSEAU, *Histoire des transports*, Fayard, 1961.

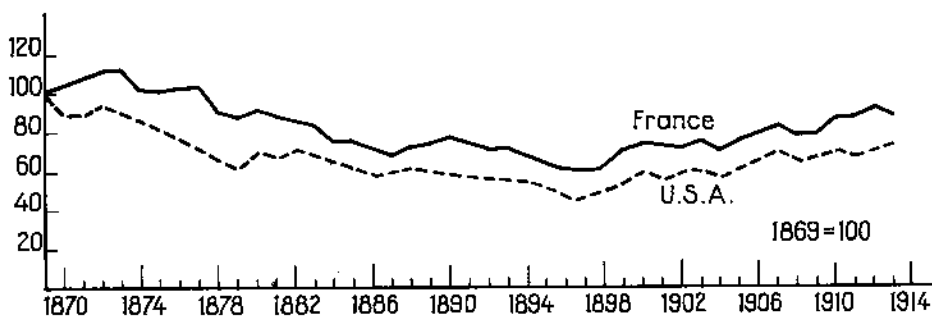
Sur le commerce extérieur : J. LACOUR-GAYET (sous la direction de), *Histoire du com-*

merce, Paris, S.P.I.D., 1951-1952 (voir le tome V, *Le commerce depuis le milieu du XIX^e siècle*).

Sur les investissements extérieurs : R. POIDEVIN, *Finances et relations internationales*, 1887-1914, coll. U2, Colin, 1970.

Documents

Évolution des prix de gros (1870-1914)



La baisse des prix est à peu près continue entre 1873 et 1896-1898. La reprise correspond à la « Belle Époque », dont le point de départ est marqué en France par la grande exposition de 1900, aux États-Unis par l'établissement de l'étalon-or à cette même date.

a) L'explication peut être fournie par l'action de la masse monétaire, qui dépend elle-même, en régime de Gold Specie Standard (convertibilité complète), de la production mondiale d'or : la diminution de la circulation entraîne la diminution de la demande au moment où les investissements faits dans la période précédente accroissent la production.

b) La deuxième révolution industrielle joue un rôle essentiel. Les inventions techniques (procédé Thomas, moteur à explosion, électricité) obligent au renouvellement du matériel, dont les investissements sont possibles grâce à la thésaurisation effectuée durant la phase B.

Quelques chiffres-repères

A. INVESTISSEMENTS EXTÉRIEURS EN 1914 (MILLIARDS DE F OR)

Royaume-Uni	France	Allemagne	Pays-Bas Belgique Suisse	États-Unis	Divers	Monde
90	45	29	27,5	17,5	11	220

B. LOCALISATION DES INVESTISSEMENTS (%)

	<i>Europe</i>	<i>Asie</i>	<i>Afrique</i>	<i>Amérique</i>	<i>Australasie</i>
Royaume-Uni.....	6	16	14	55	9
France.....	61	6	15	18	—
Allemagne.....	53	4	9	34	—

C. PART DANS LE COMMERCE MONDIAL (%)

	Royaume- Uni	Allemagne	États- Unis	France	Russie	Canada	Japon
1890-1891..	19	11,1	10,5	10	3,7	1,3	0,4
1912-1913..	14,7	12,6	10,5	7,6	3,9	2,7	1,6

4 Les mouvements socialistes

En 1871, le mouvement politique ouvrier se désagrège : vaincu à travers l'échec de la Commune, affaibli par les arrestations opérées en France et en Allemagne, dispersé dans une floraison de tendances diverses, il est incapable de sauver la Première Internationale qui avait été créée en 1864 ; celle-ci meurt surtout de la contradiction fondamentale qui opposait Bakounine à Karl Marx. A la Conférence de Londres de 1871, les syndicats anglais se sont retirés, puis la Fédération jurassienne, bakouniniste, a rompu avec l'Internationale en novembre. A la Conférence de La Haye, en septembre 1872, les blanquistes s'en vont à leur tour en jugeant l'Internationale trop timide ; les délégués ajoutent aux statuts un article 7 qui constate la nécessité pour le prolétariat, s'il veut agir comme classe dans sa lutte contre le pouvoir collectif des classes possédantes, de se constituer lui-même en parti politique distinct. Bakounine est exclu et la scission consommée. Marx et Engels font décider le transfert du siège de l'Association à New York, où elle va végéter jusqu'à sa dissolution au Congrès de Philadelphie en 1876. L'Internationale bakouniniste pour sa part tient encore congrès à Genève en septembre 1873 ; elle préconise l'autonomie des sections, et voit dans la grève révolutionnaire le moyen de libération ; elle recrute dans le Jura suisse, en Italie (Bologne), en Espagne, en France, mais la mort de Bakounine en 1876 entraîne sa disparition au dernier Congrès de Verviers l'année suivante. Pourtant, quelques-uns de ses membres, Élisée Reclus, Kropotkine, Malatesta ont formé une Internationale noire, anarchiste, qui s'évanouit à son tour entre 1881 et 1883.

Jusqu'à sa mort, en 1883, Karl Marx s'est attaché à donner au socialisme « scientifique » cette rigidité qui lui avait manqué. En 1871, dans *La Guerre civile en France*, il a tiré les leçons de l'échec de la Commune. En 1875, il précise la doctrine dans la *Critique du Programme de Gotha* établi par les sociaux-démocrates allemands ; en 1880, à la demande de Jules Guesde, il rédige lui-même les *Considérants* du programme du parti ouvrier français ; puis, par sa correspondance avec tous les mouvements socialistes, orthodoxes ou non, il s'efforce de redresser les erreurs. Après sa disparition, Engels fait paraître le tome II du *Capital (Le procès de la circulation du capital)* en 1885, puis le tome III en 1894 (*Le procès d'ensemble de la production capitaliste*) ; enfin, après la mort d'Engels, survenue en 1895, Kautsky publie entre 1905 et 1910 ce que l'on peut considérer comme le tome IV, *Les théories de la plus-value*.

I - La formation d'une nouvelle Internationale (1889)

L'initiative aurait dû partir d'Angleterre ; mais la plus grande puissance industrielle et capitaliste, dotée d'organisations syndicales efficaces, n'avait pas de parti socialiste important. En 1881 seulement, la Fédération Sociale Démocratique (F.S.D.) a été fondée par Hyndman, bon connaisseur du *Capital* et apôtre du marxisme ; mais il recrute surtout des intellectuels comme Ruskin et Morris, esthètes plus que révolutionnaires ; la Fédération se scinda du reste en 1885 et n'eut jamais plus de 10000 adhérents. En même

temps, des Sociétés d'Études sociales étaient créées par Sidney Webb, Bernard Shaw, H.G. Wells, dans un même mouvement de révolte agraire qui avait soulevé l'Américain Henry George dans *Progrès et Pauvreté* en 1879 ; ces sociétés prirent en 1884 l'adjectif de « fabiennes » pour souligner l'absence de volonté révolutionnaire. Pourtant, devant la profondeur de la crise économique et les manifestations sociales violentes qui eurent lieu en 1888-1889, certains pensaient à une action politique, en particulier les membres des nouvelles Unions constituées parmi les ouvriers non qualifiés.

Dans le reste de l'Europe, sauf en Russie, des partis socialistes s'étaient constitués.

A. En France, après la répression exercée par Thiers, le premier Congrès ouvrier s'est tenu à Paris en 1876, d'orientation incertaine, mais dès l'année suivante Jules Guesde fait paraître *l'Égalité*, et, en 1879, des délégués d'associations ouvrières diverses, anarchistes, mutuellistes, collectivistes, fondent au Congrès de Marseille la Fédération du Parti des travailleurs socialistes, premier parti constitué en France, avec des groupes d'études sociales à la base, des Fédérations au niveau du département, un Congrès annuel, instance suprême désignant le Comité exécutif. Le programme du parti, précédé des *Considérants* de Marx, réclame dans l'immédiat des réformes sociales, en attendant l'appropriation collective des moyens de production. Le parti comprend cependant trois tendances :

- *une gauche*, formée par les blanquistes (Blanqui meurt en 1881), qui rejettent la duperie du suffrage universel et préconisent l'agitation permanente opérée par une minorité agissante ; ils vont se détacher du parti en 1889 pour former le Comité Révolutionnaire Central ;
- *une droite réformiste*, favorable à un socialisme évolutif, mutuelliste et corporatif de tendance proudhonienne ;
- *un centre* dont la tête est Guesde, théoricien du marxisme orthodoxe, hostile à l'autonomie du mouvement syndical, à la grève et aux coopératives, qui ne peuvent qu'émousser la force révolutionnaire du travailleur et éloigner l'échéance de la seule solution, qui est la disparition du capitalisme.

Ce centre lui-même éclate en 1882 au VI^e Congrès de Saint-Étienne. Paul Brousse s'en sépare avec les « *possibilistes* », pour former la Fédération des Travailleurs Socialistes, tandis que J. Guesde forme le Parti Ouvrier français. Brousse s'opposait à Guesde sur l'approche du socialisme, qu'il concevait par l'intermédiaire des services publics formés d'abord au niveau municipal, et sur la centralisation qu'il jugeait excessive, à laquelle il préférait des groupes locaux autonomes fixant leur programme en fonction des réalités locales.

B. La social-démocratie allemande a une plus grande unité et un recrutement plus large dans une société prolétarisée en proportion de l'expansion industrielle. La fusion des tendances lassallienne (socialisme réformiste comptant sur l'intervention de l'État) et marxiste a été réalisée au Congrès de Gotha en 1875. Malgré les mesures d'exception prises par Bismarck à partir de 1878, la presse socialiste pénètre en Allemagne, en provenance de Zurich ou de Londres (*Sozial-Demokrat* de Bernstein, *Neue Zeit* de Kautsky).

Le parti belge est fondé en 1885 par Caesar de Paepe avec l'appui de mouvements syndicaux. En Espagne et en Italie, la pénétration socialiste est profonde, mais fortement teintée d'anarchisme, et elle touche surtout les milieux paysans ; Pablo Iglesias fonde à Barcelone, en 1883, l'Union générale des travailleurs. Victor Adler forme, le 1^{er} janvier 1889, en Autriche-Hongrie la « petite Internationale », regroupant les partis des multiples nationalités de la Monarchie et fait paraître *Gleichheit* (*L'Égalité*). Aux États-Unis, un parti socialiste du travail a été formé en 1877 parmi les immigrants.

Au cours d'une rencontre internationale tenue à Londres en 1888, Français et Anglais sont en désaccord : les premiers veulent une organisation politique, les seconds une Association sur le modèle des Trade-Unions ; les Français l'emportent et font décider que l'organisation ne sera pas seulement un outil pour obtenir des réformes sociales ou économiques, mais que, comme la Première Internationale, elle aura une vocation socialiste. Le Congrès charge la Fédération des Travailleurs Socialistes de France d'organiser une nouvelle réunion en 1889, année de l'Exposition universelle en France et anniversaire de la Révolution de 1789.

En réalité, deux Congrès se tiennent à Paris en 1889 pour mettre sur pied une organisation internationale : l'un, le plus nombreux, réunit rue de Lancry les possibilistes français, les Anglais avec Hyndman et les réformistes ; il n'aura pas de suite ; l'autre, marxiste, réunit salle Pétrelle les représentants de 19 pays, avec Engels, Bebel, Guesde, Plekhanov ; on y décide qu'« il sera organisé une grande manifestation internationale à date fixe, de manière que dans tous les pays et dans toutes les villes à la fois les travailleurs mettent le même jour les pouvoirs publics en demeure de réduire légalement la journée de travail à 8 heures et d'appliquer les autres résolutions du Congrès international de Paris ». Ce sera le 1^{er} mai, en suite de la décision précédemment adoptée par l'A.F.L. aux États-Unis en décembre 1888. Le Congrès de la salle Pétrelle demande en outre une législation du travail et s'engage à mener une lutte politique sans se compromettre avec les autres partis : la Deuxième Internationale est née ; mais elle reste affaiblie par les déchirements internes entre groupements ouvriers, partis, syndicats, marxistes, anarchistes, qui éclatent aux premier et deuxième Congrès constitutifs de Bruxelles en 1890 et 1891. Au troisième Congrès de Zurich, en 1893, on expulse les anarchistes, mais l'on n'est toujours pas d'accord sur la tactique à adopter pour la prise du pouvoir : l'alliance avec les syndicats, la participation d'une partie de la classe bourgeoise, le rôle de l'action terroriste. C'est seulement au quatrième Congrès international socialiste et des Chambres syndicales tenu à Londres en 1896 et organisé par les Trade-Unions, que les anarchistes sont définitivement exclus, et que, sous l'impulsion des Français Jaurès, Guesde et des Allemands comme Bebel, on adopte le principe de la priorité de l'action politique, distincte de l'action corporative, pour aboutir à la prise de possession des moyens de production. La *II^e Internationale* est réellement née.

II - Organisation et expansion

Ces luttes internes expliquent que les structures de l'organisation ne se précisent qu'à partir de 1900.

A. Organisation : Il est impossible d'établir un Bureau permanent et un programme commun au cours des quatre premiers Congrès. Le Bureau Socialiste International (B.S.I.) est seulement créé au Congrès de Paris en 1900 ; il aura son siège à Bruxelles pour des raisons de commodité et de liberté ; il sera formé d'un délégué par pays, disposera des fonds nécessaires, arrêtera l'ordre du jour du Congrès suivant et demandera des rapports à chaque nation adhérente. Le Bureau compte 69 membres appartenant à 23 pays ; les délégations versent des contributions en rapport avec leur représentation législative. Chaque nation disposait jusque-là de 2 voix ; le Bureau organise une représentation proportionnelle : Allemagne, France, Angleterre, 20 voix chacune, Italie 15 voix, États-Unis 14 voix, Belgique, Suède 12 voix ; etc. La représentation belge servait de Comité exécutif et Vandervelde en était président.

Néanmoins, l'action du Bureau fut faible jusqu'en 1904 ; en 1905, le Belge Camille Huysmans en fut secrétaire permanent et le resta jusqu'à la guerre. Il développa les publications, reçut les rapports des partis nationaux, publia à partir de 1909 un Bulletin périodique en trois langues.

Le Congrès d'Amsterdam avait créé en outre en 1904 une Commission interparlementaire pour harmoniser le vote des réformes sociales. En 1907, se tint la première Conférence des femmes socialistes, qui confia à Clara Zetkin le secrétariat d'un Bureau International destiné à promouvoir le vote des femmes et la réglementation du travail féminin.

B. Expansion : Ce renforcement de l'organisation internationale est lié au développement des partis nationaux. *La social-démocratie allemande* est de loin le parti le plus important, celui qui donne le ton au socialisme mondial ; reconstitué au Congrès de Halle en 1890 après la chute de Bismarck et la suppression des mesures d'exception, il dispose de 78 journaux, dont le *Vorwärts*, qui a 800 000 abonnés, de trois revues importantes, *Temps Nouveau*, *Les Cahiers mensuels du Socialisme*, et *L'Égalité*, que fait paraître le mouvement féminin de Clara Zetkin et Rosa Luxemburg. Le programme en a été élaboré par Kautsky l'année suivante au Congrès d'Erfurt, de tendance marxiste pour le fond, mais comportant un ensemble de réformes immédiates ; en 1912, il obtient aux élections au Reichstag plus de 4 millions de voix et devient le principal parti représenté avec 110 sièges, obtenus surtout en Saxe, à Berlin, au Wurtemberg.

Les progrès sont sensibles en France, bien que les divisions se soient accentuées ; les blanquistes ont formé en 1898 le Parti Socialiste révolutionnaire, et Allemane, plus proche du syndicalisme, plus antimilitariste, s'est séparé de Brousse en 1890 pour former au Congrès de Châtelleraut le Parti Socialiste Ouvrier Révolutionnaire ; en 1893, Millebrand, directeur de la Petite République, organise avec Viviani la Fédération Socialiste de la Seine qui regroupe les indépendants. Le socialisme français a surtout trouvé son porte-parole en Jaurès, converti au socialisme par Lucien Herr en 1892. Un regroupement général aboutit en 1905 à la création du Parti Socialiste Unifié, section française de l'Internationale Ouvrière, qui obtient aux élections de 1914 cent trois sièges, auxquels s'ajoutent ceux de vingt-sept républicains socialistes.

Le parti des travailleurs italiens, constitué à Gênes en 1892, a exclu les bakouninistes et obtient 59 sièges aux élections de 1913. Pablo Iglesias est élu aux Cortès espagnoles en 1910. L'introduction du suffrage universel en Autriche en 1906 permet l'élection de 24 députés tchèques et de 10 autres socialistes dans le reste de la Monarchie. Des partis sont formés dans les pays scandinaves, en Australie, en Afrique du Sud, au Canada, et adhèrent à la III^e Internationale. *Au Royaume-Uni*, le Parti Travailleur est constitué après les élections de 1906 et fait élire 40 de ses candidats en 1910. *En Russie*, les différents groupes formés dans le pays ou à l'étranger se sont unis en 1898 dans le Parti Ouvrier Social Démocrate Russe (P.O.S.D.R.), qui est représenté dans les doumas réunies à partir de 1906.

Progrès indéniables de l'idée socialiste, mais divergences accrues à mesure que s'élargit le recrutement, et développement du réformisme.

III - Les divergences et le réformisme

A. Le marxisme orthodoxe n'a pas pu pénétrer fortement les pays anglo-saxons ; le terme même de socialisme, d'inspiration continentale, leur paraît dangereux ; le travaillisme

britannique est une simple réaction contre le libéralisme du XIX^e siècle et se contente de souhaiter une législation sociale. Il n'est pas révolutionnaire, ne remet pas en cause le système politique et social existant et entend jouer le jeu parlementaire ; il en est de même dans les pays scandinaves et dans les dominions.

B. Le « réformisme » se développe particulièrement en Allemagne, où il trouve ses principaux théoriciens, qui cherchent à corriger ou à compléter la pensée de Marx en fonction de la nouvelle politique sociale de Guillaume II et de l'évolution économique marquée par le renversement de la conjoncture. Vollmar, qui avait réussi à mettre sur pied le parti en Bavière, pays rural et catholique, demande dans son *Discours de l'Eldorado*, prononcé à Munich en 1891, de répondre par de la bonne volonté à l'attitude sociale des pouvoirs publics, et se prononce pour des mesures de nationalisations et de protection en faveur de la petite paysannerie. Beaucoup plus important comme théoricien est Bernstein, fils d'ouvrier, autodidacte, ayant subi à Londres l'influence des sociétés fabiennes. La mort de son maître, Engels, en 1895, le libère de ses scrupules et il publie dans *Neue Zeit* à partir de 1896 une série d'articles développés en 1899 dans son étude sur *Socialisme théorique et Social-Démocratie pratique*.

a) *Sur le plan philosophique*, Bernstein critique la théorie marxiste de la « conscience-reflet » et la rigidité du déterminisme historique ; reprenant les thèses de l'école néokantienne de Marburg, il attribue une part importante aux phénomènes moraux, politiques.

b) *Sur le plan économique*, Bernstein critique la notion de la « valeur-travail » et utilise les travaux de l'école marginaliste en introduisant les notions de rareté, d'utilité, de la dernière unité disponible des biens produits, en rapport avec son coût et le profit espéré. Il montre que le capitalisme a trouvé le moyen, par les ententes et les études de marché, de diminuer ses contradictions. Face à la thèse marxiste de la concentration croissante du capital, il souligne au contraire sa dispersion dans les sociétés par actions ; au lieu d'une fréquence toujours plus rapprochée des crises devant conduire à l'effondrement du capitalisme, il voit un espacement plus grand, et, depuis 1896, une reprise spectaculaire de la production.

c) *Sur le plan social*, il ne constate ni destruction de la petite-bourgeoisie, ni paupérisation de la classe ouvrière ; les lois sociales, la baisse des prix de la période 1878-1896 ont atténué l'insécurité, et accru le pouvoir d'achat de 35 à 50 % dans les pays industrialisés ; il n'y a donc pas d'aggravation de la lutte des classes.

d) *Sur le plan agraire*, le petit propriétaire n'a pas été prolétarisé, il se comporte comme un petit capitaliste et il faut le défendre par l'amélioration du crédit agricole.

e) *Sur le plan révolutionnaire*, il reproche à Marx d'avoir été fasciné par la Révolution française ; un bouleversement du même genre n'est plus possible dans les pays développés ; les intérêts de classe reculent, le souci de l'intérêt général progresse, et, au lieu de songer à instituer une dictature du prolétariat, il faut donner la main aux bourgeois libéraux qui ont l'intelligence de l'évolution historique, introduire des germes de socialisme dans le capitalisme, pour l'aider à résoudre ses contradictions et passer progressivement du capitalisme au socialisme. Le prolétariat est porteur d'une éthique dans laquelle doivent pouvoir se reconnaître toutes les classes, et, comme tel, il n'est plus facteur d'explosion sociale mais fédérateur d'un corps organique aux impératifs moraux communs.

Les thèses de Bernstein sont condamnées au Congrès de Hanovre en 1899, mais leur auteur n'est pas exclu du parti, et la diffusion de ses idées gagne les masses.

Une attitude semblable est sensible en France chez Millerand, Briand, Viviani, et même Jaurès, venu au socialisme plus par la recherche de la justice sociale que par doctrine. Bien qu'il se dise marxiste et qu'il ait condamné Bernstein, il se refuse à tout ramener à l'évolution économique et à la lutte de classes ; il accorde une part importante à la force des idées et à l'action des individus ; il réintroduit dans le socialisme le sens de la fraternité humaine qui avait semblé devoir s'épanouir avant 1848, et, plutôt que de substituer une classe dominante à une autre pour aboutir ensuite à la disparition des classes, il souhaiterait fondre toutes les classes dans une communauté nationale puis internationale. Il n'est pas insensible à l'émotion religieuse ; dans *La question religieuse et le socialisme*, écrit en 1891, au moment de son adhésion au socialisme, il annonce la mort des religions révélées, mais la survivance d'un « sens du divin » qui s'épanouira en société collective. Enfin, Jaurès reste patriote ; chaque peuple a une histoire, chaque génération endosse l'héritage des générations qui l'ont précédée, et, dans son *Histoire Socialiste*, parue en 1901, il invoque non seulement K. Marx, mais aussi Plutarque et Michelet.

En Russie, les marxistes légaux, réformistes, évolutionnistes, internationalistes, envisagent la conquête légale et progressive du pouvoir ; ils se disent internationalistes, mais acceptent le cadre national. Plekhanov lui-même conseille une alliance provisoire avec la bourgeoisie pour obtenir des réformes en faveur des ouvriers. Le nationalisme n'est pas absent en Autriche-Hongrie, où les socialistes tchèques forment un parti distinct, en Pologne, où Pilsudski concilie patriotisme et socialisme.

C. Le socialisme d'État, d'inspiration lassallienne, se développe en Allemagne avec Bismarck. Après Rodbertus et Brentano, la base théorique en est donnée par Gustave Schmoller, professeur d'économie politique à Strasbourg, et Adolphe Wagner, professeur à Berlin :

— Il repose non seulement sur une base économique, mais aussi sur une base morale, la justice sociale.

— Il vise à transformer la société actuelle en orientant l'économie privée vers la satisfaction des besoins collectifs par l'intervention de l'État.

— L'État atténue les inégalités par l'impôt, qui lui permet de redistribuer le revenu national, en lui donnant les moyens d'intervention par une législation sociale.

— Le socialisme d'État s'oppose autant au marxisme qu'au libéralisme ; il est autoritaire, réformiste, national, cherche à atténuer la lutte des classes et à renforcer l'unité nationale. Il inspire le socialisme municipal appliqué par Chamberlain à Birmingham.

D. Les partisans de l'action directe, les anarchistes, sont toujours aussi répandus ; n'acceptant aucune autorité ni aucune discipline que celle qu'ils se sont librement imposée, ils cherchent à faire disparaître les trois contraintes fondamentales qui apparaissent sous la forme politique, l'État ; la forme économique, le capital et la propriété ; la forme morale, la religion. La révolution sera sociale, c'est-à-dire réalisée par la base, et non politique, c'est-à-dire réalisée par en haut. Le souvenir de Bakounine est particulièrement vivant en Espagne, en Italie, parmi les *fasci* de paysans formés dans le Mezzogiorno, dans le Jura suisse, qui fut toujours le foyer anarchiste. En France, des groupes importants et parfois rivaux se sont formés autour de Kropotkine, Élisée Reclus, Pouget, qui fait paraître le *Père Peinard* en 1894, Sébastien Faure, qui publie *Le Libertaire* depuis 1895. Certains se réfugient dans l'action syndicale, d'autres restent favorables à l'action directe et individuelle. Après l'assassinat d'Alexandre II en 1881, le président Carnot est tué à Lyon en 1894, Élisabeth d'Autriche à Genève en 1898, le roi Humbert d'Italie en

1900, le président des États-Unis, McKinley, en 1901. En Russie, les intellectuels populistes pénètrent la masse paysanne pour la porter à l'action brutale, lancent des slogans simples : la terre au paysan, l'usine à l'ouvrier, envisagent une solution fédéraliste qui sauvegarderait l'autonomie des nationalités ; ils forment en 1901 le Parti Socialiste Révolutionnaire, responsable de nombreux attentats.

E. Le marxisme orthodoxe est représenté en France par Jules Guesde, en Allemagne par Kautsky, Liebknecht, Rosa Luxemburg. Guesde s'efforce d'assurer l'organisation du parti et d'éviter les prises de position sur les problèmes d'actualité telles que le boulangisme, l'affaire Dreyfus, ou la question religieuse, qui ne pourraient que distraire du but véritable ; il rejette la grève générale, la formation de coopératives de production ou de consommation, qui ne font qu'émousser la combativité ouvrière.

Kautsky, le meilleur dépositaire du marxisme classique de la fin du siècle, trouve dans le déterminisme appliqué aux sciences humaines la certitude que l'évolution économique conduit nécessairement à la poussée irrépressible qui imposera le socialisme, sans même qu'il soit besoin de mettre en place un processus révolutionnaire. Il répond à Bernstein dans *La Question agraire* en 1899 et *La Doctrine socialiste* en 1900 ; il montre que la paupérisation ouvrière est relative (amélioration moins rapide que celle du capital) et subjective (création de besoins que le prolétaire ne peut pas satisfaire) ; il souligne la dépendance du petit agriculteur envers le minotier ou l'industriel qui transforme ses produits (exemple de Nestlé) ; le capital industriel n'est pas, comme le soutenait Bernstein, supplanté par le capital bancaire, mais il y a interpénétration des deux, pour aboutir au capital financier, dont la société holding est l'expression ; quant à tendre la main à la bourgeoisie, cela est particulièrement impossible en Allemagne, où la bourgeoisie a partie liée avec la monarchie militaire et bureaucratique.

Rosa Luxemburg est moins déterministe que Kautsky ; elle reconnaît comme Bernstein la mutation économique qui commence en 1895 dans une nouvelle phase d'expansion, mais elle aboutit aux conclusions inverses : dans un monde envahi par le capitalisme, les industriels européens n'auront plus la facilité de verser des sursalaires à leurs ouvriers ni d'effacer leurs propres contradictions internes ; l'opposition entre le capital et le travail augmentant, la conquête du pouvoir se fera hors des luttes parlementaires par l'action consciente et brutale des masses agissant, sans souci de la légalité, pour aboutir à la destruction de l'État, support de la violence bourgeoise.

En Allemagne, le parti est déjà structuré, en Russie, il ne l'est pas encore ; aussi Lénine doit-il mener deux combats sur les plans de la doctrine et de l'organisation. Comme Plekhanov et Martov, il croit d'abord à la nécessité du passage préliminaire par le renforcement du capitalisme et par la révolution bourgeoise, pour que le socialisme puisse ensuite s'implanter. Mais, après avoir écrit *Le Développement du capitalisme en Russie* (1899), il se sépare de Plekhanov qu'il juge trop modéré ; dans *Que faire ?* (1902), il rejette à la fois le populisme et la tendance de Plekhanov à croire que l'évolution vers le socialisme peut se faire par une alliance avec la bourgeoisie libérale ; il distingue les forces spontanées, ouvrières et paysannes, qui ne peuvent conduire qu'à l'action incohérente, c'est le gauchisme, et les forces idéologiques conscientes intellectuelles et ouvrières, appuyées sur la paysannerie, capables de constituer un parti discipliné de militants faisant de la révolution un métier. Seules ces forces peuvent guider la révolution, au lieu de se laisser emporter par elle. Alors que les Allemands, qui ont un prolétariat organisé, ne comptent que sur les ouvriers, Lénine croit en la force révolutionnaire de la paysannerie russe entraînée par les ouvriers et guidée par les intellectuels. Lénine favorise les mouvements d'indépendance nationale (Pologne) où il voit des étapes de la

révolution prolétarienne mondiale ; les Allemands et Rosa Luxemburg y voient seulement une déviation qui n'aboutit qu'à la formation d'États nationaux.

Lénine a fait approuver à Prague l'organisation monolithique du parti ; ainsi le II^e Congrès du P.O.S.D.R. tenu à Bruxelles puis à Londres en 1903 assure la victoire des majoritaires, c'est-à-dire des *bolcheviks* partisans de Lénine, sur les minoritaires, c'est-à-dire les *mencheviks*. Après l'échec de la révolution de 1905, de nouvelles scissions apparaissent ; en 1912, Léon Bronstein, dit Trotski, forme à Vienne le « Bloc d'août », groupant des bolcheviks, des mencheviks, des représentants des nationalités qui entendent, comme Lénine, lutter contre le tsarisme et la bourgeoisie, mais sont hostiles à l'autoritarisme du parti. En 1914, le socialisme russe est plus que jamais émietté entre des factions rivales.

Ces divergences dans les partis nationaux expliquent l'impuissance de la II^e Internationale à prendre nettement position sur les problèmes d'orientation et d'action.

IV - Les problèmes posés à l'Internationale

A. **Le problème de la participation d'un socialiste au gouvernement** est posé en 1899 par l'entrée de Millerand dans le ministère Waldeck-Rousseau ; Guesde y est hostile, Jaurès favorable ; ne pouvant trancher le débat sur le plan national, Guesde profite de la réunion internationale d'Amsterdam en 1904 pour y poser la question. Le Congrès, qui illustre la solidarité socialiste par l'accolade que se donnent Plekhanov et Katayama, représentants russe et japonais de deux pays alors en guerre, est marqué par le poids écrasant de la social-démocratie allemande. Vandervelde présente la lutte Guesde-Jaurès comme le pendant de la lutte Kautsky-Bernstein entre l'orthodoxie et le réformisme. Jaurès conteste l'attitude des Allemands, qui veulent faire de leur hostilité à la participation une règle universelle, car le problème ne s'est pas posé chez eux. Bebel, fort de son autorité de fondateur de l'Internationale, assimile les régimes politiques français et allemand, et fait approuver la motion de Kautsky : la participation à un gouvernement bourgeois est condamnée. Jaurès se soumet ; Millerand, Viviani, Briand reprendront leur liberté.

B. **La grève générale**, envisagée comme moyen d'action essentiel par les syndicats, est rejetée par les socialistes allemands qui en dénoncent le caractère anarchisant et redoutent la réaction gouvernementale qui menacerait de détruire la belle machine du parti. Certes, la croissance rapide des syndicats après 1900 va rendre plus solide la position des partisans de la grève générale. Pourtant, le Congrès d'Amsterdam en rejette le principe une nouvelle fois au nom de l'efficacité immédiate.

C. **L'Internationale est incapable de condamner formellement l'impérialisme et le nationalisme** à cause de l'évolution de la social-démocratie allemande. Tandis que Rosa Luxemburg envisage un monde où le capitalisme achevé aurait fait disparaître ses propres débouchés, Kautsky trouve dans l'impérialisme la forme la plus avancée du capitalisme mais conclut à une cartellisation générale, et Bernstein voit dans l'impérialisme un moyen pour le capitalisme d'aboutir à un équilibre qui ferait disparaître ses contradictions.

D. **L'impuissance de l'Internationale** est surtout démontrée par son incapacité à adopter une attitude commune en face de la guerre. Le problème est posé au Congrès de Stutt-

gart, en 1907, après l'affaire marocaine ; Jaurès demande une action concertée contre la guerre voulue par le capitalisme ; il préconise la grève générale, dont il reconnaît qu'elle attirerait la réaction du gouvernement contre les socialistes allemands, mais leur parti est assez fort pour y résister. Vollmar rejette la grève générale pour ne pas gêner la défense nationale. Rosa Luxemburg recommande que l'on profite de la circonstance et de la grève révolutionnaire non pour sauver la paix, mais pour renverser le capitalisme. On aboutit à une motion de synthèse qui, voulant satisfaire tout le monde, n'avait plus aucune efficacité.

Les hostilités ayant éclaté dans les Balkans en 1912, le Congrès extraordinaire convoqué en novembre à Bâle fut l'occasion pour Jaurès de prononcer l'un de ses plus beaux discours ; évoquant un poème de Schiller, il s'écriait : « J'appelle les vivants, pour qu'ils se défendent contre le monstre qui apparaît à l'horizon, je pleure sur les morts innombrables, couchés là-bas... je briserai les foudres de la guerre... » Le Manifeste dénonça les intrigues criminelles du tsarisme et fit de sa chute une tâche primordiale, mais on ne put aller plus loin. En 1914, Français et Allemands furent à nouveau en désaccord : Jaurès souhaitait une grève générale pacifiste, n'ayant d'autre but que d'empêcher la mobilisation ; la majorité des Allemands y était hostile ; quant à Rosa Luxemburg et à Liebknecht, ils souhaitaient toujours en profiter non pour empêcher la guerre, mais pour déclencher la révolution mondiale.

En 1914, la II^e Internationale groupe 33 nations, 3 300 000 adhérents ; en réalité, elle n'a d'international que le nom ; malgré les rencontres fréquentes, chaque parti national conserve son autonomie, sa façon de concevoir le socialisme et le choix de l'action à mener. Dans tous les partis coexistent deux tendances, l'une, largement majoritaire, réformiste ou révisionniste, l'autre, minoritaire, révolutionnaire et marxiste orthodoxe. Elles ne sont d'accord ni sur la forme à donner au parti, ni sur le rôle réservé à la paysannerie, ni sur l'aspect révolutionnaire des mouvements de libération nationale qui se développent en Europe centrale, ni surtout sur l'attitude à adopter devant la menace de guerre. *L'Union sacrée, réalisée en 1914, sera la faillite de l'Internationale.*

Bibliographie

Sur l'histoire générale du socialisme : E. HALÉVY, *Histoire du socialisme européen*, Gallimard, 1948 ; J. DROZ, *Le Socialisme démocratique, 1864-1960*, coll. U, Colin ; G. LEFRANC, *Histoire des doctrines sociales dans l'Europe contemporaine*, 2 vol., Aubier-Montaigne, 1966 ; du même, *Essai sur les problèmes socialistes et syndicaux*, Payot, 1970 ; on se reportera toujours utilement à J. TOUCHARD, *Histoires des idées politiques*, coll. Thémis, tome II, P.U.F. ; SOUYRI, *Le marxisme après Marx*, Flammarion, 1970 ; A. SAUVY, *Le Socialisme en liberté*, Denoël, 1970 ; A. KRIEGL, *Le Pain et les Roses, jalons pour une histoire des socialismes*, P.U.F., 1973 ; E. BERNSTEIN, *Les Présupposés du socialisme*, par F. BON et M. A. BURNIER, Éd. du Seuil, 1974 ; R. SEDILLOT, *Histoire des socialismes*, Fayard, 1977 ; M. A. BURNIER, *Histoire du socialisme, 1830-1981*, nouv. éd., Paris, 1981 ; M. BEAUD, *Le socialisme à l'épreuve de l'histoire, 1800-1981*, Éd. du Seuil, 1982 ; G. BOURGIN et RIMBERT, *Le socialisme*, 14^e éd., Que sais-je ?, P.U.F., 1986.

Nous disposons enfin de deux Histoires monumentales du socialisme : sous la direction de J. DROZ, *Histoire générale du socialisme*, tome II, 1875-1918, 4 vol., 2^e éd., P.U.F.,

1983 ; sous la direction de J. ELLEINSTEIN, *Histoire mondiale des socialismes*, tome II, 6 vol., Colin, 1984.

Plus précisément sur les Internationales, on se reportera au *Que sais-je ?* de A. KRIE-
GEL, *Les Internationales ouvrières* ; sur la Première Internationale, J. FREYMOND, *Recueil
de documents*, Genève, 1962 ; sur la Deuxième Internationale, P. VAN DER ESCH, *La
Seconde Internationale, 1889-1923*, Rivière, 1957 ; G. H. COLE, *The Second International,
1889-1914*, 2 vol., Londres, Macmillan, 1956 ; G. HAUPT, *L'Internationale socialiste,
1889-1914*, Paris, 1967.

Sur le mouvement anarchiste : J. MAITRON, *Histoire du mouvement anarchiste en
France, 1880-1914*, Paris, 1951, et *Le Mouvement anarchiste en France*, tome I, *Des Ori-
gines à 1914*, Maspéro, 1983.

Pour les personnalités et les partis nationaux, on se reportera aux chapitres correspon-
dants.

Biographie

LÉNINE (jusqu'en 1914). Vladimir Ilytch Oulianov, dit Lénine, né à Simbirsk (Oulia-
novsk, Moyenne Volga) en 1870 dans une famille de six enfants dont le père était inspec-
teur des écoles ; très troublé par la mort de son frère, pendu en 1887 pour avoir participé
à un complot ; étudiant en 1887 à la Faculté de Droit de Kazan, lit les œuvres d'Engels ;
expulsé de Kazan en 1891, il peut passer ses examens de droit à Saint-Pétersbourg. En
1894, il rencontre Nadia Kroupskaïa, qu'il épousera en 1897. Il adhère à l'Union pour la
libération de la classe ouvrière, fondée par Struve.

— 1894 : *Ce que sont les amis du peuple* — condamne les populistes — met en garde les
ouvriers contre la tentation de revendiquer des réformes.

— 1895 : Voyages en Suisse où il rencontre Plekhanov, arrêté en décembre 1895,
condamné à 3 ans de Sibérie.

— 1899 : *Le développement du capitalisme en Russie*, étude très documentée sur la situa-
tion économique et la maturation du capitalisme.

— 1900 : Lénine, libéré, se réfugie en Suisse, où il contribue à fonder l'*Iskra* (*L'Étin-
celle*).

— 1902 : *Que faire ?* Il signe pour la première fois Lénine.

— 1903 : Congrès de Bruxelles puis de Londres ; obtient la majorité au Comité Direc-
teur du parti mais battu au Comité de rédaction de l'*Iskra* ; il fait paraître *V'Period* (en
avant).

— 1904 : *Un pas en avant, deux pas en arrière* ; il faut une révolution rapide, sans atten-
dre la révolution bourgeoise, et pour cela un parti discipliné est nécessaire.

— Novembre 1905 : Rentré en Russie, il assiste aux derniers sursauts de la tentative de
révolution.

— Décembre 1907 : Il quitte la Russie, découragé, et va se consacrer aux études théori-
ques.

— 1908 : *Matérialisme et Empiriocriticisme*, contre les théories de Mach et Avenarius,

qui revenaient à une théorie empirique et idéaliste de la science. Lénine reprend la défense du matérialisme historique.

— 1912 : Congrès de Prague, rupture définitive avec les mencheviks, formation d'un parti bolchevik autonome, fondation de *la Pravda (la Vérité)*.

Lectures

Bernstein et le réformisme

... J'arrive à cette très banale conclusion que la conquête de la démocratie et la formation d'organes politiques et économiques de cette démocratie sont les conditions primordiales et indispensables à la réalisation du socialisme. Si on répond à cela que les chances pour en arriver là sans catastrophe politique sont, en Allemagne, extrêmement minimes, et que la bourgeoisie allemande devient de plus en plus réactionnaire, cela est peut-être exact pour le moment, bien que beaucoup d'indications contredisent ces affirmations. Ce qu'on appelle la bourgeoisie est une classe fort compliquée, composée de couches très différentes et qui représentent des intérêts très hétérogènes. Ces couches ne tiennent ensemble à la longue qu'autant qu'elles se voient ensemble opprimées ou également menacées. Dans le cas qui nous occupe, il ne peut s'agir, naturellement, que de la dernière de ces deux éventualités, c'est-à-dire que la bourgeoisie constitue une masse réactionnaire unique dont tous les éléments se sentent également menacés par la social-démocratie, les uns dans leurs intérêts matériels, les autres dans leurs intérêts idéologiques, dans leur religion, leur patriotisme, leur désir d'éviter à leur pays les horreurs d'une révolution violente.

Or, cela n'est pas nécessaire. Car la social-démocratie ne les menace pas tous également — elle ne menace personne en tant qu'individu — et elle n'est nullement enthousiasmée par l'idée d'une révolution violente dirigée contre la totalité du monde non prolétarien... Comme il ne s'agit en aucune façon d'une expropriation générale, simultanée et violente, mais d'un remplacement graduel au moyen de l'organisation et par la loi, cela ne ferait certainement pas de mal à l'évolution démocratique d'en finir, une fois pour toutes, avec la légende dévotrice, si réellement démodée...

Est-ce que la social-démocratie, comme parti ouvrier et parti de la paix, a un intérêt quel qu'il soit au maintien de la défense nationale ? Pour nombre de raisons, on serait tenté de répondre par la négative ; et notamment en se rappelant cette affirmation du Manifeste Communiste, « le prolétariat n'a pas de patrie ». Cependant, cette phrase, qui s'appliquait parfaitement aux ouvriers de l'époque, exclus de la vie politique, a, de nos jours, perdu beaucoup de sa valeur et en perdra de plus en plus à mesure que, grâce à l'influence croissante de la social-démocratie, l'ouvrier deviendra davantage citoyen... On parle beaucoup aujourd'hui de la conquête du pouvoir politique par la social-démocratie... C'est alors précisément que, en présence des autres nations moins avancées sous ce rapport, elle sera obligée d'être nationale, à l'instar des « indépendants » anglais et des « jacobins » de la Révolution française, si du moins elle tient à garder le pouvoir. En d'autres termes : elle aura à confirmer sa capacité de parti dirigeant — de classe dirigeante — en se montrant à même de prendre en mains, avec la même décision, les intérêts de classe et l'intérêt national... Il faut que la social-démocratie ait le courage de s'émanciper de la phraséologie du passé et de vouloir paraître ce qu'actuellement elle est en réalité, un parti de réformes démocratiques et socialistes (Éd. Bernstein, *Socialisme théorique et social-démocratie pratique*, trad. franç., Stock, 1900).

Lénine et la tactique

(La lecture de *Que faire ?*, qui paraît en 1902, est indispensable à qui veut comprendre le processus révolutionnaire envisagé par Lénine.)

... Le principal, évidemment, c'est la propagande et l'agitation dans toutes les couches du peuple... Nous devons savoir organiser des assemblées avec les représentants de toutes les classes de la population qui désireraient seulement entendre un démocrate... ; n'est pas social-démocrate quiconque oublie pratiquement que son devoir est d'être le premier à poser, aiguïser et résoudre toute question démocratique en général.

L'organisation d'un parti social-démocrate révolutionnaire doit nécessairement être d'un autre type que l'organisation des ouvriers pour la lutte économique. L'organisation des ouvriers doit être, d'abord, professionnelle, ensuite la plus large possible, enfin la moins conspirative possible. Au contraire, l'organisation des révolutionnaires doit englober avant tout et principalement des hommes dont la profession est l'action révolutionnaire. Devant cette caractéristique commune aux membres d'une telle organisation doit absolument s'effacer cette distinction entre ouvriers et intellectuels, et, à plus forte raison, entre les diverses professions des uns et des autres. Cette organisation doit, inévitablement, être peu étendue et la plus clandestine possible...

L'affirme :

1. qu'il ne saurait y avoir de mouvement révolutionnaire solide sans une organisation de dirigeants stable et assurant la continuité du travail ;

2. que plus nombreuses sont les masses entraînées spontanément dans la lutte, formant la base du mouvement et y participant, et plus impérieuse est la nécessité d'avoir une telle organisation, plus cette organisation doit être solide ;

3. qu'une telle organisation doit se composer principalement d'hommes ayant pour profession l'activité révolutionnaire ;

4. que, dans un pays autocratique, plus nous restreindrons l'effectif de cette organisation, au point de n'y accepter que des révolutionnaires de profession ayant fait l'apprentissage de la lutte contre la police politique, plus il sera difficile de « coffrer » une telle organisation ;

et 5. d'autant plus nombreux seront les ouvriers et les éléments des autres classes sociales qui pourront participer au mouvement et y militer d'une façon active (LÉNINE, *Que Faire ?*, introd. par J.-J. Marie, éd. du Seuil, 1966.)

Martov répond dans l'Histoire de la social-démocratie russe (Petrograd, 1918)

... Lénine ne faisait aucune concession au principe électoral dans l'organisation et au principe du contrôle démocratique de la masse des adhérents du parti sur les organismes dirigeants. Dans la mesure où s'exprimait dans cette hostilité au « démocratism organisationnel » la conscience, confirmée par l'expérience, qu'il était impossible de copier les structures des partis ouvriers européens dans les conditions de la clandestinité et d'une organisation conspiratrice — ce vers quoi penchaient les « économistes » — ces exagérations étaient à la fois naturelles et relativement inoffensives. Elles devenaient dangereuses dans la mesure où la forme absolue sous laquelle Lénine exposait ses conceptions permettait d'en tirer des conclusions similaires pour tout parti ouvrier véritablement dans toutes les conditions historiques...

C'est sur ce critère essentiel que se fit la séparation entre bolcheviks de Lénine et mencheviks de Martov au Congrès de Londres en 1903.

5 La condition ouvrière et le mouvement syndical

Le développement de l'industrie, qui a accru la population ouvrière, et surtout les formes nouvelles prises par cette activité, ont accentué l'antagonisme entre le travail et le capital, et conduit à une transformation des rapports de force existant entre les masses ouvrières, qui ont pris conscience de leur solidarité, et les organisations patronales, qui se sont groupées pour mieux résister aux pressions exercées par les travailleurs.

Pourtant, si les conditions nouvelles de travail imposées par le machinisme sont rendues plus pénibles par la rapidité des cadences d'exécution, si le travail est devenu plus « dense », la situation intellectuelle et matérielle du travailleur s'est améliorée grâce au recul de l'analphabétisme, qui a presque disparu dans les pays industrialisés (1,3 % en France), à la hausse du salaire réel et au vote d'une législation sociale.

I - La condition matérielle des travailleurs

A. Les salaires et les prix : La stagnation relative de l'économie mondiale jusqu'en 1896 a entraîné une *baisse des prix de détail* de 10 à 40 % suivant les produits ; le kilo de pain vaut à Paris 0,40 F en 1878, et 0,33 F en 1896, le kilo de viande de première qualité 1,67 F et 1,64 F. Les salaires nominaux au contraire se sont élevés lentement jusqu'en 1888, rapidement ensuite, et dépassent en 1896 de 20 à 40 % ceux de 1878. Il en résulte que le pouvoir d'achat s'est accru entre ces deux dates d'environ 35 % au Royaume-Uni, 45 % en France, 50 % en Allemagne.

A partir de la fin du siècle la montée des prix est plus rapide que la hausse des salaires nominaux ; le pain remonte à Paris à 0,35 F, la viande à 1,70 F ; les prix de détail s'élèvent en général de 15 à 20 %, alors que les salaires ne gagnent que 13 % ; il en résulte que le *salaire réel baisse légèrement*, tout en gardant une nette amélioration par rapport à 1878. Dans tous les cas, le salaire féminin, bien qu'ayant connu la même évolution, est de moitié inférieur au salaire masculin pour le même emploi.

B. La condition légale. — a) Les travailleurs allemands ont été les premiers à bénéficier d'une législation sociale importante. Dès 1875, ils ont été autorisés à fonder des Caisses de secours ayant la personnalité juridique, puis Bismarck, influencé par le socialisme d'État, et désireux d'atténuer la poussée social-démocrate, a fait voter entre 1883 et 1889 trois lois d'assurance : la loi de 1883 a rendu obligatoire la création de Caisses d'assurance-maladie, alimentées pour 2/3 par une cotisation ouvrière perçue directement par l'employeur sur le salaire, pour 1/3 par la cotisation patronale ; la loi de 1884 met l'assurance-accident à la charge de l'employeur ; la loi de 1889 rend obligatoire l'assurance-invalidité et vieillesse alimentée par une cotisation égale de l'employeur et de l'employé. Malgré les promesses d'une monarchie sociale faites par Guillaume II en 1890, les mesures adoptées après la chute de Bismarck sont moins importantes. Caprivi a fait voter en 1891, dans l'espoir d'affaiblir le parti social-démocrate, une loi fixant un maximum journalier de 11 heures pour les femmes, 10 heures pour les enfants à partir de

14 ans, interdisant le travail de nuit aux enfants et imposant un jour de repos hebdomadaire. Enfin, à la suite d'une grève des mineurs de la Ruhr en 1905, von Bülow fait voter par le Reichstag la loi fixant à huit heures la durée du travail dans les mines, et par le Landtag prussien la création de délégués mineurs.

b) *Le libéralisme anglais* répandu par les économistes de Manchester a été longtemps hostile à l'intervention de l'État en matière économique et sociale, et les trade-unions étaient assez puissants pour obtenir par eux-mêmes des améliorations. Puis le *nouvel unionisme*, qui prit naissance vers 1889 parmi les ouvriers non qualifiés et la contre-offensive patronale, qui se poursuivit jusqu'en 1905, portèrent les syndicats à rechercher des garanties parlementaires. La loi de 1890 a étendu à toutes les professions le bénéfice de la « semaine anglaise » accordé par quelques entreprises depuis 1854 ; en 1897 les patrons sont rendus responsables des accidents en cours de travail.

La formation d'un parti *travailliste* en 1906 pousse les radicaux à accentuer le vote de lois sociales sous peine d'être débordés sur leur gauche. La journée du mineur est réduite à 8 heures en 1908. La loi de 1909 crée des « trade-boards », formés de représentants de l'État, des patrons et des ouvriers pour fixer le salaire des travailleurs à domicile. L'*Old Age Pension Act* de 1908 accorde une retraite à toute personne âgée de plus de 70 ans ayant un revenu inférieur à 26 livres ; enfin le *National Insurance Act*, voté sous le ministère Asquith en 1911, assure les ouvriers contre la maladie, l'invalidité, le chômage, grâce à la création de Caisses alimentées par des cotisations ouvrières, patronales, et par des versements de l'État ; les chômeurs touchent pendant quinze semaines une allocation de 7 sh. par semaine.

c) *La législation française* a été très réduite jusqu'en 1890, c'est-à-dire jusqu'au moment où la pression syndicale et socialiste a été assez forte pour inquiéter les opportunistes et les radicaux ; à partir de là, trois séries de mesures ont été votées concernant la durée du travail, les conditions du travail, les assurances sociales. Le travail des enfants et des femmes est réglementé par les lois de 1874, 1892 et par la loi Millerand du 30 mars 1900 ; le travail est interdit aux enfants de moins de 13 ans (obligation scolaire) ; la journée de travail serait réduite progressivement à 10 heures, coupée par une heure de repos, pour les jeunes gens de moins de 18 ans et les femmes travaillant en manufacture ; la loi s'appliquant aux ateliers mixtes, il s'ensuit que la plupart des ouvriers travaillant en usine bénéficient de la même limitation ; pour les mineurs la loi de 1905 fixe le maximum à 8 heures.

Les conditions de travail sont améliorées par la loi du 2 juillet 1890, qui a supprimé le livret ouvrier rétabli par Napoléon III, et par la loi de 1891, qui a créé un Conseil Supérieur du Travail formé de délégués élus et de membres nommés. Millerand a réorganisé en 1900 l'Office du Travail (créé en 1891), chargé de faire des enquêtes et de publier des statistiques ; il a précisé les fonctions des Inspecteurs du Travail. L'obligation du repos hebdomadaire, établie par la Restauration en 1814 mais supprimée en 1880, a été rétablie en 1906 ; cette même année un *Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale* fut créé par Clemenceau pour Viviani.

Des allocations familiales sont accordées en 1900 aux postiers, en 1913 au personnel militaire jusqu'au grade de commandant ; pour les autres catégories sociales, la loi du 14 juillet 1913 n'accorde un secours annuel qu'aux familles nécessiteuses à partir du quatrième enfant jusqu'à 13 ans. Jusqu'en 1898, les travailleurs n'ont pu intenter une action contre leur employeur en cas d'accident que s'ils pouvaient faire la preuve de sa faute ; la loi rend désormais l'employeur responsable. Les fonctionnaires bénéficient

d'une retraite depuis 1853 et les Compagnies de chemin de fer accordent à leurs employés, dans le même domaine, des avantages qui ont été harmonisés par la loi de 1909 ; enfin la loi du 5 avril 1910 a organisé les retraites ouvrières et paysannes pour les salariés percevant moins de 3000 francs par an. Les cotisations égales des employeurs et des employés, complétées par une subvention de l'État, devaient être versées à une Caisse nationale des retraites ou à des sociétés de secours mutuel reconnues ; en fait, la loi était peu appliquée puisque, sur 8 millions de salariés qu'elle aurait dû toucher, 1,8 million seulement cotisaient en 1913.

En dehors de ces trois pays industrialisés la législation était presque nulle ailleurs. Aux États-Unis le principe de la non-intervention de l'État a prévalu longtemps, et n'a été entamé que pour les enfants ; en 1888 le travail a été interdit pour les enfants de moins de 13 ans ; à partir de 1902 la législation de nombreux États a abaissé le maximum journalier à 8 heures pour les mineurs ; les autres catégories ouvrières ont souvent obtenu le même avantage dans des contrats collectifs n'ayant pas de valeur légale. La loi fédérale de 1911 a mis les accidents du travail à la charge des employeurs ; la création d'un Département du Travail en 1913 témoigne de l'attention nouvelle portée par les pouvoirs publics aux conditions de travail.

II - Les organisations ouvrières

La solidarité ouvrière, face à l'individualisme qui caractérise la bourgeoisie, s'est traduite au XIX^e siècle par la formation de *coopératives de consommation* fournissant à leurs membres les produits aux prix du marché, et répartissant ensuite les bénéfices en proportion des achats effectués ; elles se sont multipliées d'abord au Royaume-Uni comme une conséquence du mouvement owenite, puis surtout en Allemagne sous l'impulsion de Schulze Delitzsch ; l'Union générale des sociétés de consommation allemandes groupe en 1913 14000 coopératives et un million de membres. En France, où n'existe pas de système d'assurances sociales analogue au système allemand, l'entraide est marquée par la création de sociétés de secours mutuel simplement autorisées ou, mieux, approuvées, afin de pouvoir recevoir des subventions officielles ; elles rassemblent environ un million de membres.

Sur le plan de l'organisation professionnelle, les tentatives faites sous l'inspiration du catholicisme social pour regrouper patrons et ouvriers dans des syndicats mixtes apparentés aux anciennes corporations se sont traduites par un échec ; en France, où l'effort a été le plus important, de telles formations ne réunissent en 1913 que 50000 personnes. Il en est de même pour les syndicats « jaunes » ou indépendants formés avec l'appui patronal. Il reste donc que *le XIX^e siècle a vu s'aggraver la lutte sociale* avec la formation de deux blocs antagonistes groupant d'une part les travailleurs en syndicats professionnels, d'autre part les employeurs en Chambres patronales. On peut distinguer trois formes prises par le syndicalisme, dans les pays anglo-saxons, en Allemagne et en France.

A. En Grande-Bretagne : *Les travailleurs britanniques* ont obtenu le droit de coalition dès 1824, et leurs associations ou trade-unions ont été d'abord tolérées, puis autorisées par les lois Gladstone (1871) et Disraeli (1875) qui leur donnaient la personnalité juridique. Les premiers groupements n'admettaient que des *ouvriers qualifiés*, capables de verser des cotisations élevées ; ils n'avaient pas d'intentions révolutionnaires, recouraient à

la grève à l'occasion pour obtenir des augmentations de salaires, mais se préoccupaient surtout de fonder des Caisses d'assurances ou des Universités ouvrières. Succédant à l'agitation chartiste qui s'était épuisée en 1848, le mouvement fut d'abord celui d'une aristocratie ouvrière consciente de sa puissance, fière de son organisation.

La crise qui s'amplifia après 1882 provoqua des grèves plus violentes, qui conduisirent à partir de 1889 à la création de nouvelles Unions constituées par les *ouvriers non qualifiés*, gaziers, cheminots, dockers ; elles renonçaient à la mutualité, utilisaient leurs ressources à alimenter un fonds de grèves, et, possédant des moyens financiers peu importants, étaient plus portées à réclamer l'intervention de l'État pour obtenir un salaire minimum garanti et la journée de huit heures. Sous leur impulsion, les anciennes Unions durent s'ouvrir à leur tour aux ouvriers non qualifiés, et, au moins pour certaines d'entre elles, envisager une nouvelle forme d'action plus politisée ; c'est ainsi que cent cinquante-quatre Unions formèrent le gros des forces du *Labour Party* qui fut créé après les élections de 1906 ; le Comité exécutif du Parti comprit neuf délégués des trade-unions parmi ses treize membres, en sorte que le socialisme britannique fut surtout à base syndicale.

La plus grande partie des membres des trade-unions restaient cependant encore en 1910 à l'écart du mouvement socialiste ; à cette date un courant révolutionnaire nouveau, venu d'Europe continentale, fut introduit par Ben Tillet et Tom Mann avec l'appui de l'association à faibles effectifs mais très agissante de l'*Industrial Workers of the World*. Trouvant une opinion ouvrière sensibilisée par la baisse du pouvoir d'achat, les partisans de l'action violente déclenchèrent à partir de 1911 des vagues de grèves successives ; en décembre 1913 une coalition nouée entre les employés des transports, les cheminots et les dockers préparait une nouvelle offensive pour l'année suivante. Le mouvement ouvrier britannique semblait avoir abandonné la belle sérénité qu'il avait témoignée durant plus d'un demi-siècle ; il représentait à l'approche de la guerre une force dangereuse dont les effectifs avaient augmenté à la suite des succès obtenus lors des affrontements précédents. L'ensemble des trade-unions groupait en 1914 environ 4 millions de membres, la plus forte masse syndicale au monde.

B. Aux États-Unis : Le droit d'association a été reconnu aux travailleurs américains en 1840 ; de nombreuses Unions se sont constituées de bonne heure sur le type britannique, et n'admettaient que les ouvriers blancs et qualifiés. L'*Ordre des Chevaliers du Travail*, qui fut créé en 1869, n'était pas à proprement parler un syndicat, mais plutôt un groupement de « fraternités » réunissant ouvriers qualifiés ou non, blancs et noirs, hommes et femmes, sous forme d'une société secrète marquée par un caractère religieux, cherchant à rétablir l'harmonie sociale par la création de coopératives ouvrières ; il s'effondra après les incidents sanglants de Haymarket en 1886 et avait à peu près disparu en 1890.

Par contre, en 1881, l'Union des typographes avait convoqué à Pittsburgh un congrès des syndicats de métiers, qui forma la Fédération des Unions de métiers et de travail des États-Unis et du Canada, présidée par Samuel Gompers ; en 1886, elle prit le nom de *Fédération Américaine du Travail* (A.F.L.) dont chaque section locale gardait son autonomie, mais qui regroupait sur le plan national les Fédérations d'industries. S. Gompers en fit une organisation de défense corporative possédant, grâce à des cotisations élevées, un trésor important et des fonctionnaires bien rémunérés, disposant de ses services de placement et d'entraide, créant des Universités ouvrières. Gompers s'efforça surtout d'obtenir des employeurs la signature de contrats collectifs et un droit de contrôle sur l'embauche qui lui donnerait le pouvoir de contraindre les ouvriers à s'inscrire au syndicat ; ainsi l'A.F.L., qui n'avait que 260 000 adhérents en 1898, en avait plus d'un million en 1903.

Mais Gompers fut de plus en plus débordé dans les années suivantes par les nouvelles vagues d'immigrants venus d'Europe centrale et méditerranéenne, non qualifiés, ignorants de la langue, confinés dans les emplois inférieurs et introduisant aux États-Unis l'élan révolutionnaire européen. En 1905 fut formée l'*International Workers of the World* (I.W.W.), à tendance anarchiste, qui devint un actif noyau d'agitation ; des heurts sanglants se produisirent surtout dans les mines de l'ouest où travaillait une main-d'œuvre de pauvres immigrants logés par les compagnies et payés en bons honorés par les magasins dépendant des compagnies elles-mêmes.

En 1913 l'A.F.L., qui reste un mouvement s'adressant surtout à l'aristocratie ouvrière, ne groupe que 1 770 000 adhérents ; à côté d'elle l'I.W.W. a 60 000 cotisants et une poussière de syndicats indépendants rassemble 1,2 million de travailleurs, c'est-à-dire que l'ensemble du mouvement syndical groupe à peine 13 % des travailleurs du commerce et de l'industrie.

C. En Allemagne : *Les syndicats allemands* se constituèrent entre 1861 et 1867, quand furent abolies peu à peu dans les États les lois contre les associations ouvrières ; les syndicats libéraux, formés en 1868 par Hirsch et Dunker, s'inspiraient des trade-unions, dont ils admiraient l'efficacité ; ils rejetaient la lutte de classes, recherchaient la collaboration entre travailleurs et patrons, aussi leur action fut-elle peu revendicative et ils ne groupaient guère plus de 100 000 membres en 1914. Les *syndicats libres* (sociaux-démocrates) créés en 1869, en même temps que le parti ouvrier, eurent au contraire un essor rapide.

Ces derniers étaient en effet directement dépendants du parti socialiste, dont ils devaient être le fer de lance ; tandis que les Unions britanniques avaient précédé la formation du parti travailliste et n'étaient venues à l'action politique qu'en dernier recours, les syndicats libres allemands ne semblaient exister que pour donner au parti socialiste son moyen d'action. La Conférence d'Halberstadt en 1892 créa une Union générale des syndicats qui regroupait les travailleurs sur un plan horizontal ou local, et, sur un plan vertical, en Fédérations de métiers ; l'Union générale réunissait tous les quatre ans des Conférences qui désignaient la Commission générale à la tête de laquelle Karl Legien demeura jusqu'en 1920.

A partir de la fin du siècle une nouvelle tendance apparut dans l'*Union générale*, qui s'efforça de donner au syndicalisme une physionomie propre à l'égard de la social-démocratie, conservant avec le parti ouvrier des liens étroits pour conduire une action commune dans l'effort d'éducation ouvrière et l'élaboration d'une législation sociale, mais s'efforçant de faire des deux formes de lutte ouvrière deux mouvements parallèles conscients chacun de représenter une forme originale d'action. Legien obtint satisfaction en 1905 malgré l'aile gauche du parti conduite par Rosa Luxemburg ; à la Conférence de Berlin de 1906, il reçut en outre la promesse que les syndicats ne seraient pas entraînés dans une campagne antimilitariste qui provoquerait une réaction des autorités, ni dans une insurrection générale en cas de guerre.

En 1913, les syndicats libres allemands représentent une machine remarquable qui a démontré sa puissance au cours des grandes grèves de la Ruhr en 1905 comme en 1912 ; de 680 000 adhérents en 1900, ils sont montés à 2,5 millions et disposent de 15 000 militants appointés. Ils possèdent leurs bureaux de placement, leurs coopératives, leurs Universités ouvrières, leurs journaux, leurs Caisses de chômage et de maladie ; ils sont une puissance financière, mais ils ont troqué l'idéal révolutionnaire contre une politique d'amélioration à court terme ; devenus pragmatistes, ils cherchent surtout à maintenir la

discipline chez leurs membres, à signer des conventions collectives avantageuses, ils sont nationalistes et appuient la politique coloniale.

Les *syndicats chrétiens* ont commencé à se former dans la Ruhr après *Rerum Novarum* ; ils se sont fédérés en 1899 au Congrès de Mayence dans une Union générale où se retrouvent des membres de confessions différentes ; ils réunissent en 1913 340 000 adhérents. Enfin les *syndicats indépendants* et locaux comptent environ 250 000 membres. Au total les diverses organisations syndicales regroupent près de 4 millions de membres, presque autant que les Unions anglaises, mais mieux organisées, plus riches et capables de servir de guide au mouvement ouvrier dans le reste du monde.

D. En France : *Le syndicalisme français* fut tout autre, moins organisé, plus révolutionnaire, plus distant envers tout mouvement politique. Jusqu'en 1884 la liberté d'association professionnelle n'existe pas ; elle a été supprimée par la loi Le Chapelier de 1791, confirmée par l'article 291 du Code Pénal de 1810, qui soumet à autorisation les associations de plus de 20 personnes, et par les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal ; la loi de 1834 a étendu l'interdiction aux associations de moins de 20 personnes. Mais, en 1864, les travailleurs ont obtenu le *droit de coalition* (grève). Enfin la loi Waldeck-Rousseau de 1884 a autorisé les *associations professionnelles* (syndicats), supprimé l'article 416 tout en maintenant les deux autres, qui punissent l'entrave à la liberté de travail (piquets de grève).

Deux mouvements se sont développés à partir de là : celui des Bourses du Travail et celui des Fédérations syndicales. La première *Bourse* fut créée à Paris en février 1887, financée en partie par une subvention municipale ; 38 autres se créèrent en province entre 1887 et 1891 ; leur animateur fut Fernand Pelloutier, qui avait été radical, puis guesdiste puis se consacra entièrement à l'animation des Bourses et à la définition de leur rôle ; elles devaient grouper, sur le plan régional, les organisations professionnelles des différentes branches du travail, afin de remplir une triple mission de mutualité, d'enseignement et de propagande. En 1892, elles se groupèrent en une Fédération dont le secrétaire général fut Pelloutier à partir de 1895 ; ces Bourses étaient blanquistes, proudhoniennes, bakounistes, non guesdistes, et elles préconisaient la grève générale comme forme d'action.

Les *syndicats* ou associations professionnelles formées en vertu de la loi de 1884 constituèrent une sorte de nébuleuse où le Congrès de Lyon de 1886, qui tenta de créer une Fédération nationale, ne parvint pas à mettre de l'ordre : la grande question était de savoir quel serait, suivant l'exemple allemand, la nature des liens entre le mouvement syndical et les mouvements socialistes, et en particulier si le parti guesdiste parviendrait à étendre sur lui son contrôle ; le Congrès de Bordeaux (1888) invita les syndicats à ne s'inféoder à aucun parti politique, mais la Fédération nationale participa au Congrès de la salle Pétrelle qui décida la création de la II^e Internationale et la célébration du 1^{er} mai. J. Guesde put espérer pendant quelques années parvenir à regrouper les syndicats dans la Fédération nationale que contrôlait son parti ; il bénéficiait des violents mouvements de grèves qui secouèrent le Centre (Decazeville) et le Nord entre 1889 et 1892 ; la célébration du 1^{er} mai, depuis 1890, donnait lieu à de grandes manifestations syndicales et socialistes ; le 1^{er} mai 1891 l'intervention de la troupe à Fourmies provoqua 10 morts parmi les grévistes, et à la suite d'une nouvelle grève qui dura du 16 novembre au 1^{er} décembre 1891 les Compagnies minières durent reconnaître le syndicat et accorder une prime (Convention d'Arras). C'était en quelque sorte la première Convention collective conclue entre représentants ouvriers et patronaux, sans que l'accord ait encore

force légale d'application, puisque la loi ne reconnaissait toujours que le contrat individuel.

Dès 1892 la majorité des syndicats commença à prendre ses distances vis-à-vis du parti ouvrier ; au Congrès de Nantes de 1894 les guesdistes avaient perdu la partie ; ils ne figurèrent pas au Congrès de Limoges de 1895, Congrès constitutif de la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) ; celle-ci ne groupait encore qu'une faible partie de la poussière de syndicats formés, et surtout Pelloutier avait refusé d'y intégrer les Bourses pour leur conserver leur originalité et leur éviter le risque de noyer leurs structures éprouvées dans un mouvement encore embryonnaire et diffus. En 1897, Pelloutier accepta seulement la formation d'un Comité Confédéral non permanent constitué par le Comité Fédéral des Bourses et un Conseil National des Fédérations qui restait à faire ; chaque mouvement conservait son indépendance.

On était, en 1900, en présence d'un mouvement puissant, celui des Bourses, et d'un éparpillement syndical auquel la C.G.T. ne parvenait pas à donner un véritable élan, mais qui réussit cependant, en décembre 1900, à faire paraître le premier numéro de *La Voix du Peuple*, dirigée par Émile Pouget, ancien anarchiste. En effet, le manque d'efficacité des attentats commis entre 1891 et 1894 a convaincu beaucoup d'anarchistes de pénétrer dans les syndicats, qui ont acquis par cette pénétration une attitude plus volontariste ; ils trouvent aussi leur animateur, Victor Griffuelhes, du syndicat des cuirs et peaux, qui va travailler à l'unité, et leur inspirateur, Georges Sorel, dont les *Réflexions sur la violence*, qui seront publiées en 1908, ont marqué en partie le syndicalisme français et étranger (italien). Polytechnicien, ancien ingénieur des Ponts et Chaussées, Sorel a abandonné sa carrière et s'est consacré aux questions sociales depuis 1892 ; il s'oppose au réformisme parlementaire de Jaurès comme à la conception étatique de Guesde en exaltant la spécificité du mouvement ouvrier marquée par la violence prolétarienne : la violence est surtout en esprit, dans le refus du prolétaire envers tout compromis bourgeois, dans une intransigeance qui le maintienne dans un état de tension constant ; cette tension, ce *mythe sorélien*, qui entretient la violence de pensée, c'est la grève générale, ou plutôt l'idée de la grève générale.

La mort de Pelloutier, survenue en mars 1901, permit le rapprochement des deux tendances ouvrières au septième Congrès de la C.G.T. à Montpellier (septembre 1902), qui groupait 56 Bourses et 29 Fédérations. La Confédération est formée de deux sections autonomes, celles des Fédérations d'industrie ou de métier et celle de la Fédération des Bourses, dirigées chacune par un Comité où chaque Fédération, chaque Bourse possède un représentant, quel que soit le nombre d'adhérents ; les sections réunies tiennent un Congrès commun tous les deux ans, et dans l'intervalle le Comité Confédéral et le Bureau Fédéral sont formés par le Bureau et le Comité de chaque section (la fusion ne sera complète qu'en décembre 1918) ; Griffuelhes en fut secrétaire général. Désormais, la C.G.T. était véritablement formée et la tendance anarchiste y domina ; de l'unité d'action sortirent une meilleure efficacité et un grand optimisme dans le succès proche de la lutte révolutionnaire par la grève générale ; le Congrès de Bourges décida en 1904 qu'à dater du 1^{er} mai 1906 les ouvriers cesseraient le travail à la huitième heure pour imposer par le fait cette réduction du temps de travail. Entre 1904 et 1906 la tension intérieure monte, dramatisée encore par la menace de guerre que fait apparaître la crise marocaine ; le 10 mars 1906 enfin l'accident de la mine de Courrières, qui fit 1100 victimes, provoqua la colère ouvrière. C'est dans ce contexte de guerre sociale imminente que Clemenceau, ministre de l'Intérieur, essayait de prévenir en faisant arrêter Griffuelhes le 30 avril et en massant 45 000 hommes de troupes à Paris, que se tint le Congrès d'Amiens d'octobre 1906.

La Charte d'Amiens, votée à la quasi-unanimité, consacra l'indépendance du syndicalisme à l'égard de tout parti politique et mit au point les formes d'action qui devaient aboutir à la prise du pouvoir par les syndicats eux-mêmes. En effet de 1906 à 1909, convaincue de l'imminence de la révolution, la C.G.T. lança une vaste offensive de grèves insurrectionnelles : en 1907 grèves des ouvriers électriciens de Paris, des mineurs, des postiers, des instituteurs, des ouvriers de Nantes et des Vosges, que Clemenceau fit échouer par l'intervention de l'armée et par des révocations de fonctionnaires ; dans le même temps les vigneron du Midi se soulevaient et des mutineries se produisaient dans les régiments de recrutement local envoyés contre les viticulteurs. En 1908, ce furent les affrontements de Draveil et de Villeneuve-St-Georges à la suite desquels Clemenceau fit à nouveau arrêter Griffuelhes et Pouget. Les deux années de grèves avaient coûté 20 morts et 600 blessés sans parvenir à ébranler le régime. Griffuelhes, affaibli par ces échecs, attaqué à l'intérieur de la C.G.T., dut démissionner en février 1909, remplacé par Niel, puis après un échec de la grève des Postes, par Léon Jouhaux, qui, conscient de l'échec du syndicalisme révolutionnaire, va porter davantage son attention vers l'organisation du mouvement et l'élaboration de réformes économiques qui conduiront aux nationalisations : position réformiste et constructive plutôt que simple action négative de destruction.

Cela n'exclut pas de puissants mouvements de grèves comme celle des cheminots en 1910, qui fut brisée par Briand par une mobilisation des grévistes ; mais l'attention syndicale est de plus en plus orientée vers la défense de la paix et, dans une certaine mesure, vers l'action antimilitariste provoquée par l'intervention constante de l'armée pour réprimer les troubles ou assurer la liberté du travail. Le Congrès de Marseille adopta en octobre 1908 une résolution prévoyant « qu'en cas de guerre entre puissances, les travailleurs répondent à la déclaration de guerre par une déclaration de grève révolutionnaire » ; il faut noter cependant que la résolution ne fut votée qu'à la majorité des 2/3 et au cours de la discussion plusieurs syndicalistes avaient mis en garde contre le danger de la non-résistance en cas d'invasion ; la C.G.T. participa en 1913, aux côtés des socialistes, aux manifestations organisées contre la loi de trois ans.

Hors de la C.G.T. les autres organisations syndicales ont peu d'importance. Les syndicats libres, dits « jaunes », syndicats d'entreprises liés au patronat, qui avaient commencé à se constituer à partir de 1899 et ouvert à Paris une Bourse du Travail indépendante, se sont effondrés en 1908 après plusieurs scissions. Les fonctionnaires n'ont pas reçu le droit syndical en 1884, mais des Fédérations se sont constituées dans les allumettes, les Postes, les tabacs, puis la loi de 1901 a autorisé la création d'amicales qui étaient en réalité des syndicats non reconnus comme tels. En 1904 se constitue une Fédération des Fonctionnaires, illégale, qui eut une existence brève. En 1906 enfin Jules Zirnheld, employé à la Banque de France, créa le syndicat des employés du commerce et de l'industrie, première amorce d'un syndicalisme chrétien.

Il n'en reste pas moins que si la C.G.T. est, en 1914, de loin la première force syndicale (700 000 adhérents environ), le syndicalisme français est extrêmement émietté en une poussière d'organisations, et que le taux de syndicalisation reste faible ; si 60 % des mineurs sont syndiqués, la proportion tombe à moins de 2 % dans la métallurgie ou le textile.

En Italie, les organisations ouvrières ont été surtout d'abord des sociétés de secours mutuel, qui se sont constituées à Turin pour fournir à leurs adhérents des pensions d'invalidité et de vieillesse ; en 1890 a été créée à Milan la première *Chambre du Travail*, analogue aux Bourses françaises, gérée par les ouvriers, servant d'intermédiaire entre les employeurs et les travailleurs. Les luttes se sont aggravées à la fin du siècle avec la constitution de *Socié-*

tés de résistance groupées dans la Confédération Générale du Travail (C.G.T.) en 1906 ; celle-ci réunit, en 1913, 213 000 membres, et l'ensemble des groupements, mutuelles, syndicats chrétiens, ligues (« fasci ») d'ouvriers agricoles, groupes révolutionnaires, rassemblent un peu moins d'un million de travailleurs, 7 % de la population active.

Le Japon n'a connu les premiers mouvements de protestation qu'en 1894 parmi les fileurs ; l'année suivante se formèrent plusieurs syndicats qui ne durèrent que quelques mois, puis, en même temps que se développa la classe ouvrière, les syndicats, non autorisés, devinrent plus nombreux, telle l'Union des métallurgistes de Tokyo en 1897, aussitôt dissoute. En 1912 seulement fut tolérée une société fraternelle dirigée par les ouvriers, constituée sous la forme d'une société de secours mutuel.

La création d'une organisation internationale fut longtemps freinée par l'opposition entre Français et Allemands, les premiers voulant attribuer aux syndicats un rôle autonome, sans confusion avec l'action politique, les seconds ne voyant dans le syndicalisme qu'un prolongement de l'action politique socialiste et se refusant à former un organisme international qui concurrencerait l'Internationale socialiste ; aussi les premiers Congrès furent-ils mixtes, à la fois socialistes et syndicaux. En 1903 cependant, à Dublin, fut créé un Office central international des Centrales syndicales, dont le secrétariat fut confié à Legien. Enfin en 1913 la C.G.T., appuyée par l'A.F.L., put faire créer la Fédération Syndicale Mondiale (F.S.M.), groupant 7 400 000 membres, dont le tiers était formé par les syndicats libres allemands.

Bibliographie

L'ouvrage fondamental sur le syndicalisme reste celui d'E. DOLLÉANS, *Histoire du mouvement ouvrier*, 3 vol. (le tome II intéresse notre période, Colin, 1953) ; G. LEFRANC, *Les expériences syndicales internationales des origines à nos jours*, Aubier-Montaigne, 1952 ; H. DUBIEF, *Le syndicalisme révolutionnaire*, coll. U, Colin, 1969 ; dans la collection *Que sais-je ?*, P.U.F., *Le syndicalisme dans le monde*, de G. LEFRANC, et *Le syndicalisme en France*, 12^e éd., 1984 ; *Les Internationales ouvrières*, d'A. KRIEGEL ; *L'Histoire du Travail*, de F. BARRET ; *Le Travail au XIX^e siècle*, de CL. FOHLEN.

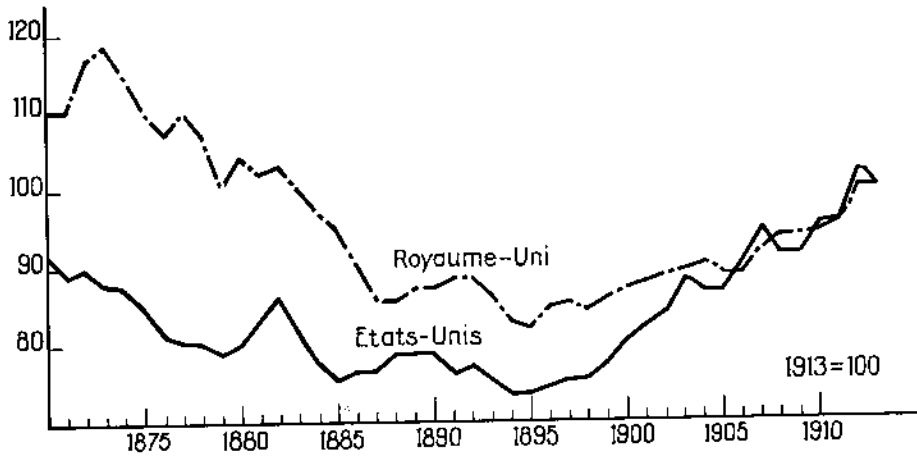
Pour la France plus particulièrement : P. LOUIS, *La Condition ouvrière en France depuis Cent ans* ; R. BRÉCY, *Le Mouvement syndical en France, 1871-1921*, Mouton ; M. LEROY, *Histoire des idées sociales en France*, 3 vol., Gallimard, 1954-1962.

Pour les autres États on se reportera aux chapitres respectifs.

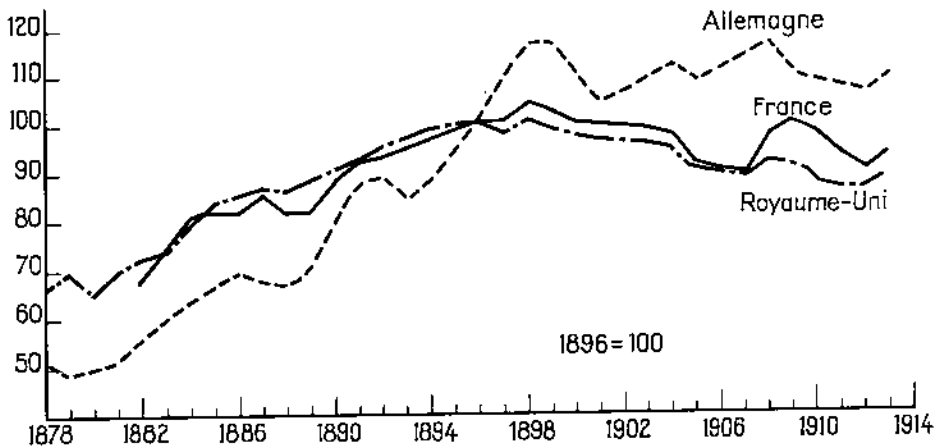
On notera que souvent les historiens traitent du syndicalisme en même temps que du socialisme.

Documents

Coût de la vie au Royaume-Uni et aux États-Unis (d'après Jeanneney, *Doc. écon.*, coll. Thémis)



Évolution du salaire réel (d'après *Ann. Stat. France* 1914)



Le salaire *nominal* est la somme reçue par le travailleur. Le salaire *réel* ou pouvoir d'achat exprime le rapport entre le salaire nominal et le coût de la vie ; l'indice du salaire réel est donc égal au rapport entre l'indice du salaire nominal et l'indice du coût de la vie, ou encore :

$$\text{salaire réel} : \frac{\text{salaire nominal}}{\text{coût de la vie}} \times 100.$$

Nombre d'ouvriers syndiqués en 1913 (milliers)

Royaume-Uni	Allemagne	États-Unis	France	Italie	Autriche Hongrie
3 994	3 566	3 050	1 027	972	428

Lectures*La Charte d'Amiens (1906)*

« Le Congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la C.G.T. :

La C.G.T. groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat. Le Congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte de classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression tant matérielle que morale, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le Congrès précise sur les points suivants cette affirmation théorique : Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc.

Mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme ; il prépare l'émancipation intégrale, qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera, dans l'avenir, le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le Congrès déclare que cette double besogne, quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière, et qui fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le Congrès affirme l'entière liberté, pour le syndiqué, de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au-dehors.

En ce qui concerne les organisations, le Congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale. »

Pierre Monatte précisa au Congrès anarchiste d'Amsterdam d'août 1907 l'orientation donnée au syndicalisme français l'année précédente :

« Le mouvement syndical ne peut et ne doit être ni anarchiste, ni guesdiste, ni allemaniste, ni blanquiste, mais simplement ouvrier... La classe ouvrière, devenue majeure... entend ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation... »

et *Griffuelhes*, dans une lettre imprimée par l'*Humanité* le 23 septembre 1920 :

« Sur le terrain politique la classe ouvrière était alors la proie des partis ou des sectes, qui se disputaient à l'envi l'honneur de la conduire à l'émancipation finale ; elle participait à leurs colères mesquines. Nous eûmes l'ambition, nous, de réaliser sur le terrain économique l'unité concrète de la classe ouvrière : plus de jaoussistes, de guesdistes, d'allemanistes, d'anarchistes, rien que des syndicalistes marchant, réconciliés, au même combat de classe... »

On se reportera à R. BRÉCY, *Le mouvement syndical en France, 1871-1921*, Paris-La Haye, 1963, et au compte rendu de DUBIEF dans la *Revue d'Hist. Mod. et Cont.*, oct.-déc. 1964.

Lénine, dans *Que Faire ?*, condamne l'« économisme », tendance développée en milieu ouvrier, pour laquelle les revendications culturelles et sociales sont une fin en soi sans passer par la lutte politique ; le mouvement ouvrier répugne à la politisation spontanée ; Lénine veut introduire celle-ci de l'extérieur, à travers le parti.

« ... Les ouvriers ne pouvaient pas avoir encore la conscience social-démocrate. Celle-ci ne pouvait leur venir que de l'extérieur. L'histoire de tous les pays atteste que, par ses seules forces, la classe ouvrière ne peut arriver qu'à la conscience trade-unioniste, c'est-à-dire à la conviction qu'il faut s'unir en syndicats, se battre contre les patrons, réclamer du gouvernement telles lois nécessaires aux ouvriers, etc. Quant à la doctrine sociale, elle est née des théories philosophiques, historiques, économiques, élaborées par les représentants cultivés des classes possédantes, par les intellectuels. Les fondateurs du socialisme scientifique contemporain, Marx et Engels, étaient eux-mêmes, par leur situation sociale, des intellectuels bourgeois... »

Puisque les masses ouvrières sont incapables d'élaborer elles-mêmes une idéologie indépendante dans le cours de leur mouvement, le problème se pose en ces seuls termes : il faut choisir entre idéologie bourgeoise ou idéologie socialiste... le développement spontané du mouvement ouvrier aboutit à le subordonner à l'idéologie bourgeoise... car le mouvement ouvrier spontané, c'est le trade-unionisme, c'est justement l'asservissement idéologique des ouvriers par la bourgeoisie... »

Le rôle des syndicats pour les révisionnistes et les marxistes

« ... Les syndicats... représentent l'élément démocratique dans l'industrie. Leur tendance est de briser l'absolutisme du capital et de procurer à l'ouvrier une influence directe sur la direction de l'industrie... » (BERNSTEIN, *op. cit.*, p. 207).

« ... Les syndicats auxquels Bernstein attribue la tâche de mener, dans la lutte émancipatrice de la classe ouvrière, le véritable assaut contre le taux de profit industriel, ne sont pas le moins du monde en état de mener une politique d'offensive économique contre le profit, parce qu'ils ne sont rien d'autre en réalité que la défense organisée de la force de travail contre les attaques du profit... Premièrement les syndicats ont pour tâche d'influencer, par leur organisation, la situation du marché de la marchandise-force de travail, mais l'organisation est constamment débordée par le processus de prolétarianisation des classes moyennes qui amène continuellement sur le marché du travail de nouveaux approvisionnements ; deuxièmement les syndicats se proposent l'amélioration des conditions d'existence, l'augmentation de la part ouvrière à la richesse sociale, mais cette part est constamment réduite... par l'accroissement de la productivité du travail. Dans ces deux fonctions économiques principales la lutte syndicale se transforme donc... en une sorte de travail de Sisyphe... » (ROSA LUXEMBURG, *Réforme ou Révolution*, Éd. Spartacus, p. 59.)

6 L'installation de la troisième République en France (1870-75)

Le 4 septembre 1870 la foule envahit le Palais Bourbon où les députés discutaient du problème posé par la capture de Napoléon III à Sedan. Gambetta fait approuver sans difficulté la déchéance de la famille Bonaparte. A l'Hôtel de Ville, les députés républicains de Paris décident de former un *gouvernement de Défense Nationale* placé sous la présidence de Trochu, gouverneur militaire de Paris ; Jules Favre est aux Affaires Étrangères, Gambetta à l'Intérieur ; J. Ferry est secrétaire du gouvernement, délégué près l'administration du département de la Seine.

Avant l'investissement complet par les Allemands une « Délégation » est envoyée à Tours pour organiser la résistance en province ; le 7 octobre elle est rejointe par Gambetta, qui, cumulant la Guerre et l'Intérieur, donne l'impulsion décisive à l'organisation de la Défense Nationale. Désormais se déroulent deux séries d'opérations, en province et à Paris.

I - La Défense Nationale

A. A Paris, défendu par 14 000 marins, 115 000 mobiles, et 300 000 gardes nationaux, et encerclé par 200 000 Allemands, Trochu a peu confiance dans ces troupes improvisées et pousse peu les opérations pour rompre le siège. Un échec sur Le Bourget le 30 octobre, survenant après l'annonce de la capitulation de Metz le 27, provoque le lendemain une émeute contre le gouvernement assiégé à l'Hôtel de Ville ; celui-ci doit consentir à l'élection d'un maire dans chaque arrondissement. A partir de novembre Trochu monte de grandes offensives, qui toutes échouent : Champigny, puis Buzenval et Garches. Pour affaiblir le moral des Parisiens, déjà atteint par le manque de nouvelles de l'extérieur, la famine et le froid, les Allemands bombardent Paris du 5 au 26 janvier, causant une centaine de morts.

B. En province, Gambetta est le maître ; il a épuré l'administration, nommé des commissions municipales, mobilisé les hommes sans enfant jusqu'à 40 ans ; aidé de Charles de Freycinet, il parvient à mobiliser jusqu'à 600 000 hommes, dont il forme trois armées :

a) *L'armée du Nord*, sous le commandement de Faidherbe, essaie de forcer le passage de la Somme vers Paris, mais elle échoue à Bapaume (3 janvier) et à Saint-Quentin (18-19 janvier).

b) *La première armée de la Loire* vaincue d'abord à Artenay et à Patay, se reforme au sud du fleuve et remporte au nord-ouest d'Orléans une victoire sur les Bavares à Coulmiers (9 novembre) ; puis ceux-ci, renforcés par l'armée qui vient d'être libérée par la capitulation de Metz, défont les Français le 30 novembre. *Une deuxième armée de la Loire*, commandée par Chanzy, se défend dans la forêt de Marchenoir, mais doit reculer jusqu'à la Sarthe, où elle est vaincue *au Mans* les 10-12 janvier 1871 ; à l'armistice elle se trouvait sur la Mayenne.

c) *L'armée de l'Est*, commandée par Bourbaki, a pour mission de dégager Belfort où résiste Denfert-Rochereau ; d'abord victorieuse à Villersexel le 9 janvier, elle est battue à Héricourt (15-17 janvier), et, après une retraite épuisante à travers le Jura, non comprise dans les conditions d'armistice, elle devra passer en Suisse le 1^{er} février 1871.

L'armistice fut difficilement négocié par Jules Favre, dans l'état d'ignorance où il se trouvait de la situation réelle des armées de province. La Convention, signée pour vingt et un jours, prévoyait la livraison des forts autour de Paris, le désarmement des défenseurs parisiens à l'exception de 12 000 hommes de troupes et des gardes nationaux, l'élection d'une Assemblée Nationale, seule autorité légale avec laquelle Bismarck consentait à poursuivre les négociations. Gambetta, s'opposant violemment à la fin des hostilités, et continuant à mener en province sa politique personnelle, dut être remplacé à l'Intérieur par J. Simon.

C. **L'Assemblée Nationale.** — a) *Les élections* eurent lieu le 8 février au scrutin de liste par département à un seul tour avec possibilité de candidatures multiples ; quarante-trois départements se trouvaient occupés et les élections ne purent pas avoir lieu partout. La campagne, très courte, se fit sur la guerre et la question du régime ; la position adoptée par Gambetta et une partie des républicains en faveur de la reprise des hostilités conduisait les électeurs, les ruraux en particulier, à voter en faveur des conservateurs. Les 650 sièges pourvus étaient répartis entre trois groupes d'égale importance : *la droite légitimiste*, dans laquelle une cinquantaine de « cheval-légers », partisans inconditionnels de la branche aînée ; un *centre orléaniste* avec « les trois ducs », de Broglie, Decazes, Audiffret-Pasquier, qui vont marquer cette première période de la République (La République des *ducs*), se partageant lui-même entre un centre-droit, partisan de la branche cadette, et un centre-gauche, avec Casimir Périer et Thiers, prêt à admettre la République, pourvu qu'elle soit conservatrice ; les *républicains*, enfin, qui suivent Jules Grévy ou Gambetta ; en outre les bonapartistes ont une trentaine de représentants. La *Montagne*, avec Louis Blanc et Raspail, compte peu. A Paris, sur quarante-trois élus, six seulement sont partisans de la paix, parmi lesquels Thiers, qui a été élu dans vingt-cinq autres départements, alors que Gambetta n'a été élu que neuf fois.

b) *L'Assemblée Nationale*, réunie le 13 février au théâtre de Bordeaux, était donc à forte majorité royaliste, ce qui traduisait plus la volonté de paix de la nation qu'un choix politique. Thiers, ayant été en quelque sorte plébiscité, fut désigné comme « chef du pouvoir exécutif de la République française » et promit par le *Pacte de Bordeaux* de se conduire en arbitre politique impartial ; il forma un ministère d'union, reçut mission de reprendre les pourparlers pour aboutir à des préliminaires de paix. Le 17 février les députés des départements alsaciens-lorrains menacés protestaient d'avance : « Nous proclamons le droit des Alsaciens-Lorrains de rester membres de la patrie française, et nous jurons, tant pour nous que pour nos commettants, nos enfants et leurs descendants, de le revendiquer éternellement et par toutes les voies envers et contre tous usurpateurs. » Ils renouvelleront leur protestation le 2 mars.

c) *Les préliminaires de paix* furent signés le 26 février par Thiers, J. Favre, ministre des Affaires Étrangères, et Pouyer-Quertier, ministre des Finances ; la cession de territoire fut à peu près conforme à « la carte au liseré vert » préparée par Bismarck : l'Alsace et le tiers de la Lorraine, réclamés par l'État-Major allemand comme étant « les clés de la maison » ; Belfort restait à la France contre l'entrée des Allemands dans Paris ; l'armée française reculait au sud de la Loire sauf 40 000 hommes qui demeuraient à Paris ; la France paierait une indemnité de 5 milliards, et Paris une amende de 200 millions, le

premier milliard étant versé avant décembre 1871, et les départements du nord et de l'est occupés aux frais du Trésor français seraient évacués en proportion du règlement de l'indemnité. L'Assemblée ratifia très rapidement les préliminaires par 546 voix contre 107 en dépit de la protestation des députés d'Alsace-Lorraine, de sorte que les Allemands ne purent occuper Paris que durant deux jours, les 1 et 2 mars. La conclusion de la paix définitive fut ensuite retardée par l'éclatement de la Commune.

II - La Commune : 3 mars-28 mai 1871

A. Les causes de cette guerre civile sont d'ordre psychologique, économique, politique. Les Parisiens ont en effet souffert plus que d'autres de la guerre et du siège qui les a affamés ; ils ont le sentiment d'avoir été trahis par des chefs militaires qui n'ont pas su ou pas osé forcer le blocus ennemi. La première et la plus puissante cause de l'insurrection parisienne, de cette ville qui a toujours témoigné d'un chauvinisme cocardier, est le sentiment national exaspéré par la défaite et par l'humiliation que va produire l'annonce de l'entrée des « Prussiens » dans Paris.

A ces causes affectives s'ajoutent les difficultés économiques et financières, le chômage, l'annonce, le 10 mars, de la suppression du moratoire qui avait été décidé en août 1870, le licenciement des gardes nationaux et par suite la disparition de la solde qui, pour beaucoup, représentait la seule ressource. Enfin les élections du 8 février ont dressé les Parisiens contre une assemblée de ruraux conservatrice et renforcé chez certains la volonté de défendre les libertés communales contre un régime que le jacobinisme de Napoléon 1^{er} avait fortement centralisé.

L'autorité est exercée à Paris par J. Ferry, délégué du gouvernement provisoire, les maires et adjoints des vingt arrondissements élus à la suite de l'émeute du 31 octobre 1870, et par le commandement de la Garde Nationale, qui a conservé ses armes.

B. La rupture : Le 15 février une assemblée de gardes nationaux décide de créer une Fédération de la Garde Nationale, et désigne une Commission pour en rédiger les statuts ; c'est déjà se soustraire à l'autorité de l'Assemblée réunie à Bordeaux ; la tension monte à l'annonce des Préliminaires signés le 26 février, et les gardes menacent même de s'opposer par les armes à l'entrée des Allemands, mais le Comité central formé par les gardes parvient à éviter l'affrontement durant les deux jours où l'ennemi campa dans Paris. C'est dans les premiers jours de mars que les membres de l'Internationale interviennent pour donner au mouvement, qui n'était jusque-là qu'une réaction nationale, une tournure politique. Le 10 mars le Comité central s'est donné ses statuts définitifs et le même jour l'Assemblée de Bordeaux, décidant de quitter son siège provisoire, choisit de s'installer non à Paris, qu'elle redoute, mais à Versailles, aiguissant plus encore la rancœur et la suspicion des Parisiens.

Le 15 mars les délégués de 215 bataillons sur 240 que compte la Garde Nationale ratifient l'organisation exécutive que s'est donnée la Fédération ; manquent les représentants de six arrondissements bourgeois, deux du centre de Paris, quatre des quartiers ouest ; le 18 mars enfin le gouvernement de Thiers ayant décidé de faire enlever les canons et les fusils que les gardes nationaux avaient soustraits aux Allemands et cachés à Belleville et à Montmartre, la foule fraternise avec les soldats, et les généraux Lecomte et Clément Thomas sont fusillés dans des conditions restées obscures, malgré l'intervention de Clemenceau, maire de Montmartre. La rupture est consommée entre les *Fédérés*

ou *Communards* et les *Versaillais* ; Thiers fait évacuer Paris à la hâte soit dans un mouvement de panique, soit pour enlever la troupe à la contamination révolutionnaire, suivant le plan qu'il avait déjà proposé à Louis-Philippe en 1848, soit dans l'intention machiavélique de laisser se développer l'insurrection pour mieux l'écraser ensuite et briser enfin cette ville qui avait été à la source de toutes les révolutions. Le Comité central de la Garde, maître de la ville sans l'avoir sans doute souhaité, s'installe à l'Hôtel de Ville, centre de toutes les révolutions et siège de tous les gouvernements provisoires.

En réalité le Comité central n'est pas cette autorité révolutionnaire qui aurait imposé la lutte immédiate contre les Versaillais ; à peine sorti de la légalité il ne songe qu'à y rentrer en négociant avec les maires des arrondissements, qui tentent eux-mêmes de servir de trait d'union avec le gouvernement de Thiers. C'est seulement le 24 mars que les représentants de l'Association Internationale des Travailleurs (A.I.T.) rejoignent le Comité central et lui donnent sa dimension révolutionnaire nationale.

C. L'œuvre de la Commune : Le 26 mars le Comité central fit procéder à des élections pour désigner un Conseil Général de la Commune à raison d'un représentant pour 20 000 habitants ; 92 membres devaient être élus ; en réalité 85 le furent à cause des élections multiples ; sur 485 000 électeurs inscrits, 229 000 participèrent au vote ; il est difficile de faire une répartition exacte des résultats tant les tendances étaient incertaines ; 19 élus modérés des quartiers bourgeois cessèrent très vite leur participation ; 14 appartenaient à la tendance du Comité central, 17 à l'Internationale, 11 pouvaient être considérés comme socialistes, 9 blanquistes ; une trentaine de jacobins comme Pyat, Delescluze, s'inspirent de 1793, de Saint-Just, de Hébert ou de Babeuf ; il y a surtout divergence entre une minorité ouvrière qui réclamait avant tout des mesures économiques et sociales immédiates, et une majorité intellectuelle qui se perdait en discussions théoriques. C'est le 29 mars, à la première réunion, que les blanquistes (Eudes) firent décider que l'Assemblée municipale de Paris prendrait le nom de *Commune* ; elle se partagea en Commissions exécutives et lança le 10 avril un programme, rédigé par Jules Vallès et Delescluze, qui insistait surtout sur l'autonomie des communes vis-à-vis du pouvoir central. Ce programme était en même temps un appel aux autres villes de France pour former une Fédération de communes libres ; l'appel fut peu entendu ; des troubles se produisirent à Lyon, Saint-Étienne, au Creusot, à Toulouse, Narbonne, Limoges, mais ils furent rapidement réprimés ; seule Marseille connut un sérieux soulèvement qui fut écrasé par l'armée le 4 avril ; la tentative de révolution de la Commune resta essentiellement parisienne.

Le Conseil Général n'eut guère le temps de réaliser des réformes sociales ni politiques importantes, mais il décida un ensemble considérable de mesures révolutionnaires, qui furent plutôt un témoignage pour l'avenir qu'elles n'eurent le temps d'entrer en application : adoption du drapeau rouge — remplacement et élection des fonctionnaires avec limitation du traitement maximum à 500 F — création d'un ministère du Travail et généralisation des syndicats — organisation révolutionnaire du travail par la formation d'associations de production autonomes à direction élue sous la tutelle des Chambres syndicales — instruction laïque, gratuite et obligatoire, et ouverture d'écoles professionnelles — abolition de la conscription remplacée par l'armée populaire de la Garde Nationale — séparation de l'Église et de l'État — deux arrêtés interdisent le travail de nuit aux ouvriers boulangers et les retenues pour amendes sur les traitements et salaires ; un décret prévoit l'inscription d'un salaire minimum dans les contrats de travaux publics ; le trésor de la Banque de France fut respecté ; le délégué aux Finances, Jourde, n'y puisa que 7 millions qui appartenaient du reste à la ville de Paris.

L'effort dut être porté aussitôt sur la guerre civile contre l'armée de Versailles que Thiers avait pu concentrer avec l'autorisation de Bismarck ; Paris était bloqué d'un côté par l'armée allemande, de l'autre par l'armée de Thiers ; celui-ci disposait de 130 000 hommes, les Fédérés en avaient en principe 200 000, sans jamais pouvoir en réunir plus de 50 000, combattants intermittents commandés par des chefs improvisés que l'élection changeait souvent. Le 3 avril une attaque des Fédérés sur le Mont Valérien et sur la redoute de Châtillon échoua, et la guerre prit aussitôt un aspect sans merci après l'exécution sommaire des insurgés capturés. Le 21 mai les Versaillais purent entrer dans Paris par la porte du Point du Jour qui leur fut ouverte. Du 21 au 28 mai, durant la *semaine sanglante*, les Fédérés répondirent aux fusillades des Versaillais par l'appel à la guerre révolutionnaire, la construction de foyers de résistance isolés, suivant la ténacité des chefs locaux, au Panthéon, rue du Bac, place Clichy, surtout dans les quartiers Est et Nord de Paris, et par l'exécution des otages, dont Mgr Darboy, archevêque de Paris ; divers monuments furent incendiés par l'artillerie versaillaise ou par la volonté des insurgés, les Tuileries, la Cour des Comptes, l'Hôtel de Ville, le Palais de Justice, etc. Le dernier combat eut lieu le 31 mai au Père Lachaise et les prisonniers exécutés au même endroit, au « Mur des Fédérés ».

D. Conséquences : le bilan officiel évalue à 880 le nombre des morts militaires, 6 500 celui des insurgés, mais il fut certainement supérieur, 20 000 à 35 000. Sur les 300 000 dénonciations que reçurent les autorités, 36 000 personnes furent arrêtées ; les tribunaux militaires prononcèrent 13 450 condamnations dont 3 300 par contumace, 270 condamnations à mort, dont 26 furent exécutées ; la plupart des condamnés furent déportés en France ou en Nouvelle-Calédonie jusqu'à l'amnistie de 1879.

Paris avait perdu 80 000 habitants, morts, arrêtés ou en fuite ; ce fut la dernière grande démonstration révolutionnaire de la capitale ; la province a vaincu Paris et la ville n'aura plus ce rôle d'hégémonie politique qui avait fait d'elle le principal moteur de l'histoire de France depuis au moins la Révolution. Les partis socialistes semblaient aux contemporains définitivement épuisés par la mort, la détention ou l'exil de leurs principaux représentants ; le mouvement ouvrier était désorganisé. Le monde rural, apeuré par la violence de l'insurrection parisienne, se tournait plus nettement encore vers l'établissement d'un régime conservateur ; le clergé faisait un parallèle entre 1793 et 1871, entre les massacres de prêtres sous la Révolution et l'exécution de 17 ecclésiastiques parmi les 78 otages exécutés. Mais la pensée révolutionnaire avait mûri au cours de l'épreuve ; K. Marx, qui a suivi de très près l'expérience, saura tirer la leçon de son échec en démontrant que la libération du prolétariat passait nécessairement par la conquête du pouvoir politique, et le mythe de la Commune parisienne est demeuré exemplaire pour nourrir durant un siècle les programmes de révolution.

III - La reconstruction (1871-1875)

A. La République est consolidée par les élections partielles de juillet 1871, qui, sur 118 sièges à pourvoir, donnent une centaine d'élus républicains. Outre le fait profond que la France est républicaine, à condition que la République soit conservatrice, on constate que la situation est retournée : l'abrogation des lois d'exil, qui a permis aux fils de Louis-Philippe de rentrer en France, a mis en évidence l'opposition entre les deux branches dynastiques. D'autre part l'occupation de Rome par les troupes italiennes pose

le problème de l'intervention française pour la défense du pouvoir temporel du pape, vers quoi risque de tendre le candidat légitimiste. La monarchie représente maintenant l'incertitude et le risque, la guerre peut-être, la République représente l'ordre restauré et l'assurance de la paix, surtout si Thiers est confirmé au pouvoir. Un début d'organisation est donné au régime par la « loi Rivet » du 31 août 1871, qui accorde à Thiers un mandat de durée égale à celle de l'Assemblée, tout en affirmant le principe de la responsabilité ministérielle ; Thiers est député, chef du gouvernement, chef de l'État.

B. D'importantes mesures de réorganisation sont votées en 1871 et 1872.

a) *Loi municipale* d'avril 1871, qui donne au gouvernement la nomination des maires dans les chefs-lieux et les villes de plus de 20000 habitants ; Paris a un Président du Conseil municipal, non un maire.

b) *Loi départementale* d'août 1871, qui conserve les préfets, tout en les entourant de Conseils généraux élus pour l'établissement du budget, et, dans l'intervalle de leurs sessions, de Commissions départementales surveillant l'exécution du budget.

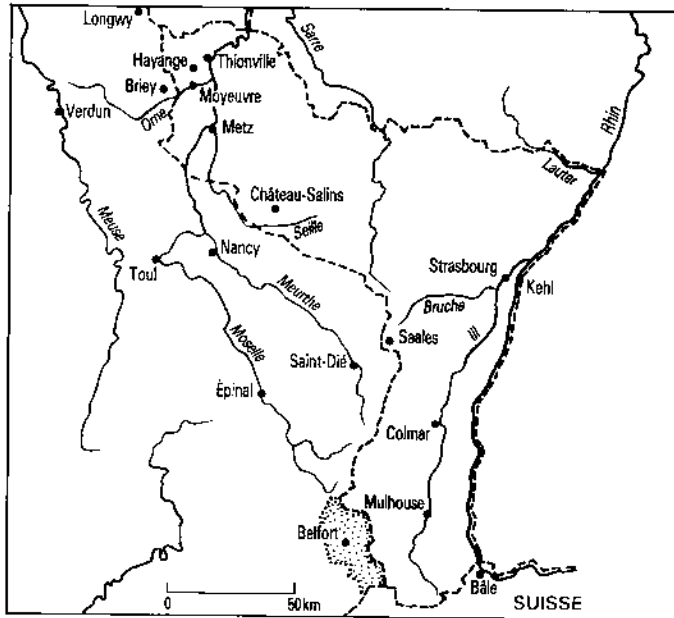
c) *Loi militaire* du 27 juillet 1872, qui dissout la garde nationale et établit le principe du service obligatoire pour tous de 20 à 40 ans, sauf pour les membres de l'enseignement et du clergé, les étudiants en théologie, les soutiens de famille. La moitié du contingent annuel, tirée au sort, sera astreinte à cinq ans d'active, l'autre moitié à six mois ; l'ensemble restera ensuite quatre ans dans la réserve, cinq ans dans la territoriale, six ans dans la réserve de la territoriale, de sorte que la France aura ce qui lui avait manqué sous l'Empire, la possibilité de mobiliser plus de 2,5 millions d'hommes.

C. La libération du territoire : Il s'agissait d'abord de conclure la paix définitive, négociée par les mêmes hommes, auxquels Alphonse de Rothschild, régent de la Banque de France, apportait sa caution financière pour le paiement de l'indemnité. *La paix de Francfort*, signée le 10 mai 1871, laisse à la France un territoire plus grand autour de Belfort, mais l'oblige à céder en Lorraine Moyeuve et Hayange, centres des forges de Wendel, précise les étapes et les modalités du paiement de l'indemnité en or ou en devises étrangères, autorise pour les Alsaciens-Lorrains l'option jusqu'au 1^{er} octobre 1872, accorde à l'Allemagne la clause de la nation la plus favorisée.

La portion de l'indemnité restant à devoir portait intérêt à 5 % ; l'entretien des troupes d'occupation coûtait 1,25 million de F par jour. Thiers s'efforça donc d'obtenir l'autorisation de verser la totalité de la dette par anticipation, ce qui devait entraîner l'évacuation du territoire. Il y parvint grâce à la confiance que Bismarck avait en lui. Un premier emprunt de 2 milliards fut émis en juillet 1871 ; garanti par un syndicat de banquiers conduits par Rothschild, et offert à des conditions avantageuses (82,50 F pour les particuliers), il fut couvert deux fois et demi en vingt-quatre heures. Pour un deuxième emprunt de 3 milliards émis en juillet 1872 et garanti dans les mêmes conditions (offert à 84,50), plus de 43 milliards furent souscrits (26 milliards de l'étranger ; 4,5 d'Allemagne) ; le Trésor conserva 3,5 milliards, qui furent versés par tranches jusqu'au 5 septembre 1873 ; à cette date le dernier soldat allemand quitta Verdun.

Ce double succès ne faisait qu'aggraver cependant le problème financier. L'Empire avait laissé une dette de 12 milliards ; la guerre, la Commune et la libération avaient coûté 9 milliards ; le service de la dette coûtait 1200 millions, 37 % des dépenses. Thiers avait hâte en même temps de rétablir la convertibilité complète de la monnaie suspendue en août 1870 ; il ne pouvait le faire qu'en accroissant l'encaisse de la Banque de France

**Territoire perdu par la France
au Traité de Francfort (10 mai 1871)**



avec des excédents commerciaux et en donnant au budget des excédents de recettes, qui lui permettraient de rembourser les avances faites par la Banque de France. Les mesures de *protectionnisme douanier* votées par l'Assemblée à la demande de Pouyer-Quertier eurent le triple avantage de tourner la clause commerciale du traité de Francfort, en permettant de dénoncer les traités de commerce quand ils arriveraient à renouvellement ; d'accroître les ressources fiscales fournies par les douanes ; de limiter les importations. Les recettes furent encore accrues par deux trains de mesures fiscales qui introduisirent entre autres le monopole de fabrication des allumettes et une cinquième contribution directe portant sur le revenu des valeurs mobilières autres que les rentes sur l'État. La convertibilité pourra être rétablie le 1^{er} janvier 1878.

D. La chute de Thiers (24 mai 1873) : Malgré ses succès, Thiers se trouve devant une double opposition, à droite et à gauche.

La droite lui reproche ses opinions voltairiennes, la mauvaise volonté mise à appuyer une restauration monarchique ; Thiers s'est en effet convaincu que la République était le régime souhaitable, et il n'a personnellement aucun intérêt à laisser monter sur le trône le fils de la duchesse de Berry qu'il a déconsidérée en 1832.

Gambetta lui reproche d'avoir fait abroger les lois d'exil en 1871 et de se refuser à laisser dissoudre une assemblée dont le rôle est terminé, puisque la paix est ratifiée ; cette assemblée, élue dans des circonstances exceptionnelles, n'est pas à l'image politique du pays, et Gambetta annonce dans son discours de Grenoble, le 26 septembre 1872, « la venue et la présence dans la politique d'une couche sociale nouvelle ».

L'élection de Barodet, instituteur lyonnais radical, le 28 avril 1873, persuade la majorité de l'Assemblée qu'il est temps de prendre des mesures contre la montée du péril radical,

et que Thiers n'est pas l'homme de la situation ; le 24 mai 1873 elle l'invite, par 368 voix contre 344, à « faire prévaloir une politique résolument conservatrice » et l'oblige à démissionner. Le même jour le maréchal de Mac-Mahon, duc de Magenta, est élu Président de la République ; il est de tendance monarchiste.

E. L'ordre moral : le 25 mai, Mac-Mahon remercie l'Assemblée : « Avec l'aide de Dieu et le dévouement de notre armée, ... avec l'appui de tous les honnêtes gens, nous continuerons l'œuvre de la libération du territoire et le rétablissement de l'ordre moral dans notre pays, nous maintiendrons la paix intérieure et les principes sur lesquels repose la société ». Le duc de Broglie, représentant du centre droit orléaniste, est chargé d'exécuter cette politique ; elle vise surtout à maintenir la structure sociale de la nation contre les menaces de subversion radicale, en s'appuyant sur l'Église. Après la Commune un mouvement religieux intense s'est développé sous l'impulsion des légitimistes et de la Congrégation des Assomptionnistes ; leur sentiment est que la France a été punie par la défaite de la Révolution pour avoir cessé d'être chrétienne malgré les avertissements qui lui ont été adressés par la Providence (apparitions de 1830-1846-1858) ; un désir d'expiation général pousse les foules en pèlerinage vers le lieu des apparitions ; en mai 1873 une centaine de députés conduisent un immense cortège à Paray-le-Monial, où la France est consacrée au Sacré-Cœur ; avec l'ordre moral les légitimistes poussent l'offensive mystique et ultramontaine, et font décider l'érection de la basilique de Montmartre (construite par souscription nationale, commencée en 1876, achevée en 1910, consacrée en 1919).

Ils échouent cependant dans leur *tentative de restauration monarchique*. L'unité des deux branches a pourtant été réalisée par l'effacement du comte de Paris, petit-fils de Louis-Philippe, devant le comte de Chambord, duc de Bordeaux, petit-fils de Charles X, qui n'a pas de descendant ; mais le candidat légitimiste ne peut pas être « appelé » au trône, puisqu'il l'occupe déjà virtuellement depuis la mort de Charles X en 1836 ; d'autre part il ne veut pas abandonner le drapeau blanc pour le drapeau tricolore, qui est le symbole de la Révolution de 1789 avec les conséquences philosophiques et sociales que cela comporte. A l'automne 1873 l'échec est consommé ; les orléanistes, soucieux d'assurer rapidement un régime politique et social stable, plus que de rétablir la monarchie, abandonnent l'idée d'une restauration, confirment le maintien de Mac-Mahon à la Présidence en faisant voter la loi de septennalité, et se résignent à élaborer une Constitution.

IV - La Constitution de la III^e République

Elle est contenue dans trois lois :

- loi du 24 février 1875 relative à l'organisation du Sénat : 11 articles ;
- loi du 25 février 1875 relative à l'organisation des pouvoirs publics : 9 articles ;
- loi du 16 juillet 1875 sur les rapports des pouvoirs publics : 14 articles.

Elle est complétée par la loi électorale de novembre 1875. C'est en janvier que fut voté, à une voix de majorité, l'« amendement Wallon », qui introduisait l'expression « le Président de la République » figurant à l'article 2, par lequel le régime républicain fut indirectement affirmé. Il n'y a en effet ni préambule ni affirmation de principes en tête de la Constitution.

A. Le suffrage universel est appliqué dans les conditions précisées par la loi électorale ; votent les Français mâles, majeurs (21 ans), domiciliés depuis six mois, sauf les militaires, les faillis, les criminels et les aliénés ; l'armée restera « la grande muette » ; le vote est secret, égalitaire, direct et facultatif (en 1912 seulement sont apparus l'enveloppe et l'isoloir). Le scrutin de liste est appliqué pour l'élection des sénateurs, le scrutin uninominal par circonscriptions à deux tours est utilisé pour les députés, les conseillers généraux et d'arrondissements.

B. Le pouvoir législatif est partagé entre le Sénat et la Chambre des députés dont l'appellation même rappelle l'Ancien Régime ou l'Empire, mais non la République. Les 615 députés, âgés de 25 ans au moins, sont élus directement pour quatre ans avec possibilité de candidatures multiples. Les sénateurs, âgés au minimum de 40 ans, se partagent en deux catégories : 75 d'entre eux sont inamovibles, élus à vie d'abord par l'Assemblée Nationale, puis par le Sénat lui-même ; 225 sont désignés au deuxième degré par un collège départemental comprenant les députés, les conseillers généraux, les conseillers d'arrondissements et les délégués municipaux à raison d'un par commune, ce qui donne un large avantage aux communes rurales ; les sénateurs sont élus pour neuf ans, renouvelés par tiers tous les trois ans.

Chaque assemblée élabore son règlement, élit son bureau, est juge de l'éligibilité de ses membres et de la validité de leur élection ; ils bénéficient de l'*immunité* et perçoivent une *indemnité* (9000 F). Les deux assemblées se réunissent en session ordinaire le deuxième mardi de janvier et des prières publiques sont adressées à Dieu dans les églises et les temples le dimanche suivant.

Les deux Chambres ont des pouvoirs communs : *l'initiative* (proposition de loi), avec la réserve que le budget est d'abord voté par les députés ; *l'élection du Président de la République* ; *la révision de la Constitution* ; *le vote des traités de paix et de commerce*.

Les ministres sont responsables devant *les Chambres*.

Le Sénat a des pouvoirs particuliers : — il donne son avis conforme pour la dissolution de la Chambre (lui-même ne peut pas être dissous) ; — il se constitue en Haute Cour pour juger le Président de la République, les ministres, les individus coupables d'atteinte à la sûreté de l'État.

C. Le pouvoir exécutif est exercé par un Président de la République élu pour sept ans à la majorité absolue par les deux assemblées réunies en Assemblée Nationale, et rééligible ; il a l'initiative par ses ministres (projet de loi) ; il promulgue dans le mois qui suit les lois votées et en assure l'exécution ; il peut demander une nouvelle délibération et communique avec les Chambres par des messages ; il nomme à tous les emplois ; dispose de la force armée ; a le droit de grâce ; il peut, avec l'approbation du Sénat, dissoudre la Chambre ; négocie et ratifie les traités ; il n'est responsable qu'en cas de haute trahison, ce qui entraîne que chacun de ses actes doit être contresigné par un ministre responsable.

La révision est décidée par chacune des deux Chambres à la majorité absolue sur des points précis, puis votée à la même majorité par les deux Chambres réunies en Assemblée Nationale.

Le régime est parlementaire, mais les pouvoirs de l'exécutif sont considérables ; la Constitution a été faite par des notables qui ont cherché, par les pouvoirs conférés au Sénat et au Président de la République, à assurer la permanence de l'ordre politique et social ; le Sénat apparaît en effet comme la plus importante des deux Chambres. Pour-

tant les députés, étant élus au suffrage direct et ayant l'initiative budgétaire, vont rapidement apparaître comme l'assemblée la plus représentative des électeurs.

La Constitution est courte ; il subsiste donc beaucoup de lacunes, qui devront être comblées par la rédaction des règlements des assemblées.

Bibliographie

Les ouvrages de base sur l'histoire de la III^e République restent les volumes VII et VIII rédigés par SEIGNOBOS de l'Histoire de France contemporaine, dans la collection Lavis (Hachette, 1921).

REINHARD et DUFOURCQ (sous la direction de), *Histoire de France*, 2 vol., Larousse, 1954-1955 ; L. H. PARIAS (sous la direction de), *Histoire du Peuple français*, Sant'Andrea, 4 vol., 1951-1953 ; P. M. BOUJU et H. DUBOIS, *La III^e République, 1870-1940* (Que sais-je ?) ; G. BOURGIN, *La III^e République, 1870-1914*, coll. U. Colin ; F. GOGUEL, *Géographie des élections françaises de 1870 à 1951* (Cahiers de la Fondat. Nat. des Sc. Pol., Paris, 1951) et *La Politique des Partis sous la III^e République*, t. I, 1871-1932 ; J. CHASTENET, *Histoire de la III^e République*, 7 vol., Hachette, 1952-1963, publiée également dans Hachette-littérature (1973-1974) ; G. et E. BONNEFOUS, *Histoire politique de la III^e République*, 7 vol., P.U.F., 1965-1967 ; R. ARON, *Les grandes heures de la III^e République*, 6 vol. Libr. Acad. Perrin, 1967-1968 ; *Nouvelle Histoire de la France contemporaine*, tome 10, *Les Débuts de la III^e République (1871-1898)* par J. M. MAYEUR, éd. du Seuil 1973 ; J. P. AZEMA et M. WINOCK, *La III^e République, 1870-1940*, Calmann-Lévy, 1973 ; P. BARAL, *Les Fondateurs de la III^e République*, coll. U. Colin.

Sur la presse : C. BELLANGER, J. GODECHOT, P. GUIRAL, F. TERROU, *Histoire générale de la presse française* (4 tomes, P.U.F., 1970-1975).

Sur la Commune la meilleure étude reste : *La Commune de 1871*, par J. BRUHAT, J. DAUTRY, E. TERSEN, éd. Sociales, 1960. Parmi les nombreux ouvrages qui ont commémoré le centenaire, J. ROUGERIE, *Paris libre, 1871*, éd. du Seuil, 1971, et, sous la direction du même auteur, *Jalons pour une histoire de la Commune de Paris* (P.U.F., 1973) ; on ne manquera pas de lire l'analyse de K. MARX, *La Guerre civile en France, 1871*, éd. Sociales, 1952.

Sur les institutions : J. J. CHEVALIER, *Histoire des institutions et des régimes politiques de la France moderne, 1789-1958* (Daloz) ; on se reportera au texte de la Constitution dans M. DUVERGER, *Constitutions et Documents politiques*, coll. Thémis, P.U.F. ; P. VILLARD, *Histoire des Institutions publiques de la France* (Mémentos Daloz).

Sur l'ordre moral plus particulièrement D. HALEVY, *La République des ducs* (Paris, 1937).

Lectures

La Commune : Programme ; Déclaration au peuple français, 19 avril 1871

Dans le conflit douloureux et terrible qui menace encore une fois Paris des horreurs du siège et du bombardement... la Commune a le devoir d'affirmer et de déterminer les aspira-

tions et les vœux de la population de Paris, de préciser le caractère du mouvement du 18 mars, incompris, inconnu et calomnié par les hommes politiques qui siègent à Versailles. Cette fois encore Paris travaille et souffre pour la France entière. Que demande-t-il ?

— La reconnaissance et la consolidation de la République, seule forme de gouvernement compatible avec les droits du peuple et le développement régulier et libre de la société.

— l'autonomie absolue de la Commune étendue à toutes les localités de la France et assurant à chacune l'intégralité de ses droits et à tout Français le plein exercice de ses facultés et de ses aptitudes, comme homme, citoyen et travailleur...

— Le choix par l'élection ou le concours, avec la responsabilité et le droit permanent de contrôle et de révocation des magistrats ou fonctionnaires communaux de tous ordres.

La garantie absolue de la liberté individuelle, de la liberté de conscience et la liberté de travail. L'intervention permanente des citoyens dans les affaires communales par la libre manifestation de leurs idées. L'organisation de la défense urbaine et de la garde-nationale, qui élit ses chefs et veille seule au maintien de l'ordre dans la cité...

— L'unité, telle qu'elle nous a été imposée à ce jour par l'Empire, la monarchie et le parlementarisme, n'est que la centralisation despotique, inintelligente, arbitraire ou onéreuse.

— L'unité politique, telle que la veut Paris, c'est l'association volontaire de toutes les institutions locales.

— La révolution communale, commencée par l'initiative populaire du 18 mars, inaugure une ère nouvelle de politique expérimentale, positive, scientifique.

— C'est la fin du vieux monde gouvernemental et clérical, du militarisme, du fonctionnarisme, de l'exploitation, de l'agiotage, des monopoles, des privilèges, auxquels le prolétariat doit son servage, la patrie ses malheurs et ses désastres. (Dans PRECLIN ET RENOUVIN, *Textes et Documents d'Histoire, IV, L'époque contemporaine*, Cléo, P.U.F.)

Lettre du comte de Chambord à Chesnelong, 27 octobre 1873

Le comte de Paris s'est effacé devant le comte de Chambord à Frohsdorf, en Autriche, le 3 août 1873 ; Chesnelong (qui a laissé un compte rendu de sa mission, *La campagne monarchique de 1873*, publié en 1895) envoyé le 14 octobre auprès du comte de Chambord par la majorité conservatrice, croit avoir obtenu son accord sur les questions du drapeau et du libéralisme ; le comte remet les choses au point.

...Je vous remercie d'avoir si bien compris les angoisses de mon âme et de n'avoir rien caché de l'inébranlable fermeté de mes résolutions. Aussi ne me suis-je point ému quand l'opinion publique, emportée par un courant que je déplore, a prétendu que je consentais enfin à devenir le roi légitime de la Révolution... On me demande aujourd'hui le sacrifice de mon honneur. Que puis-je répondre ? Sinon que je ne rétracte rien, que je ne retranche rien de mes précédentes déclarations ? Les prétentions de la veille me donnent la mesure des exigences du lendemain, et je ne puis consentir à inaugurer un règne réparateur et fort par un acte de faiblesse.

...Nous avons ensemble une grande œuvre à accomplir. Je suis prêt, tout prêt à l'entreprendre quand on le voudra, dès demain, dès ce soir, dès ce moment. C'est pourquoi je veux rester tout entier ce que je suis. Amoindri aujourd'hui, je serais impuissant demain. On parle de conditions. M'en a-t-il posé, ce jeune prince dont j'ai ressenti avec tant de bonheur la loyale étreinte et qui, n'écoulant que son patriotisme, venait spontanément à moi, m'apportant au nom de tous les siens des assurances de paix, de dévouement et de réconciliation ?

On veut des garanties. En a-t-on demandé à ce Bayard des temps modernes dans cette nuit mémorable du 24 mai, où l'on imposait à sa modestie la glorieuse mission de calmer son pays par une de ces paroles d'honnête homme et de soldat, qui rassurent les bons et font trembler les méchants ?

Je n'ai pas, c'est vrai, porté comme lui l'épée de la France sur vingt champs de bataille, mais j'ai conservé intact, durant quarante-trois ans, le drapeau sacré de nos traditions et de nos libertés. J'ai donc le droit de compter sur la même confiance et je dois inspirer la même sécurité. Ma personne n'est rien. Mon principe est tout. La France verra la fin de ses épreuves quand elle voudra le comprendre. Je suis le pilote nécessaire, le seul capable de conduire le navire au port, parce que j'ai mission et autorité pour cela. (VOILLIARD, *Documents d'histoire*, Colin, U2, 1964).

7 La République opportuniste 1875-1897

L'Assemblée désigna, avant de se séparer, le 31 décembre 1875, les soixante-quinze sénateurs inamovibles ; puis l'élection du reste du Sénat eut lieu en janvier 1876, celle des députés en février-mars ; le Sénat eut une faible majorité conservatrice (151 contre 135 républicains, 14 indécis), la Chambre une majorité nettement républicaine (340 républicains, 153 conservateurs, dont 75 bonapartistes, le reste indécis). On se trouvait donc devant une République ayant un Président monarchiste et deux assemblées de tendance contraire.

I - L'affermissement de la République : 1875-1885

A. **La crise du 16 mai 1877** : Mac-Mahon, élu de l'Assemblée Nationale, estimait avoir une dette à son égard et se voulait supérieur aux deux Chambres nouvellement élues ; mais, soldat loyal, incapable de tenter un coup d'État, peu habitué au jeu politique, il se plie à la volonté des Chambres aussi longtemps qu'il estime que son honneur n'est pas en jeu ; il consent même à ce que l'un des ministres porte le titre de Président du Conseil ; mais il se refuse à des concessions sur trois points : les ministres ne dépendent que de lui, puisqu'il nomme à toutes les fonctions — les deux Chambres sont égales — l'armée doit rester en dehors des luttes politiques.

En décembre 1876 *J. Simon, républicain, forme le ministère* ; en mai il laisse se développer à la Chambre une offensive contre le clergé, accusé de soutenir le pape dans sa résistance au gouvernement italien ; au cours des débats Gambetta dénonce l'immixtion des évêques dans la politique et reprend le mot de son ami Peyrat sous le Second Empire, « le cléricalisme, voilà l'ennemi ». Puis J. Simon accepte le vote d'une loi libérale sur la presse. Le 16 mai 1877 Mac-Mahon, mécontent de l'attitude passive du Président du Conseil, lui adresse une lettre de réprobation à la suite de laquelle J. Simon démissionne. Mac-Mahon peut-il ainsi exprimer un avis sans le contreseing d'un ministre ? Peut-il engager sa responsabilité envers la nation ? Peut-il contraindre le Président du Conseil à démissionner ?

Le *ministère de Broglie* formé le lendemain est un ministère de combat qui marque une recrudescence de l'ordre moral. Fourtou, ministre de l'Intérieur, procède à une sévère épuration des préfets, sous-préfets, procureurs ; mais, le 19 juin, l'ordre du jour de confiance est repoussé par 363 voix contre 156 ; Mac-Mahon obtient aussitôt du Sénat un avis conforme, et procède à la dissolution de la Chambre. Au cours de la campagne il intervient directement par un « Manifeste aux Français » ; on voit réapparaître les candidatures officielles ; Fourtou use de toutes les pressions administratives et lutte contre la presse d'opposition ; de son côté Gambetta parcourt le pays ; en août, à Lille, il prononce : « Quand la France aura fait entendre sa voix souveraine, il faudra se soumettre ou se démettre ». Les élections d'octobre ramènent à la Chambre 326 républicains ; bien que réduits, ils conservent la majorité. Mac-Mahon et de Broglie se refusent au coup d'État ; le 19 novembre le ministère démissionne ; Mac-Mahon se soumet et l'annonce le

14 décembre dans un message qui est la reconnaissance du régime parlementaire : « La Constitution de 1875 a fondé une république parlementaire en établissant mon irresponsabilité, tandis qu'elle a institué la responsabilité solidaire et individuelle des ministres... Ces principes sont ceux de mon gouvernement... ».

L'année 1878, celle de la première Exposition universelle, qui doit marquer le redressement français, est calme ; le ministère Dufaure annule les mesures d'épuration. En janvier le renouvellement partiel du Sénat y porte une majorité républicaine ; désormais Mac-Mahon ne pourra plus s'appuyer sur lui ; sommé par la Chambre de procéder à une épuration de l'armée, il préfère se retirer et démissionne le 30 janvier 1879. Aussitôt J. Grévy, Président de la Chambre, le remplace, tandis que Gambetta prend la présidence de la Chambre. Les deux Chambres, réunies en Assemblée Nationale, votent en février une loi organique qui transfère les Assemblées à Paris, adopte la Marseillaise comme hymne national et le 14 juillet comme fête nationale. Les Assemblées seront à Paris le 3 novembre.

La chute de Mac-Mahon entraîne plusieurs conséquences décisives :

- Le rôle du Président de la République est amoindri.
- Les conditions dans lesquelles se sont déroulées les élections de 1877 ont porté atteinte au prestige de l'exécutif.
- Le Président du Conseil, livré aux assauts des Chambres, n'a plus dans le Président de la République un contrepoids solide.
- Le souvenir de la crise du 16 mai empêchera désormais l'exécutif d'utiliser l'arme de la dissolution.
- La Chambre basse, qui, au début était conçue comme inférieure au Sénat, lui devient supérieure parce qu'elle est élue au suffrage universel direct. De plus, elle est formée d'hommes plus jeunes, donc plus actifs.

Ainsi passera-t-on peu à peu d'un régime parlementaire équilibré à un régime d'assemblée où l'exécutif est aux ordres du législatif.

B. Les groupes politiques : *Les conservateurs*, affaiblis par leur échec, sont divisés. La plupart des légitimistes refusent de se rallier à la branche cadette à la mort d'Henri V (comte de Chambord) en 1883 ; ils restent irréductibles au régime, du moins jusqu'en 1892, par conviction politique et surtout religieuse. Les orléanistes reconnaissent Philippe d'Orléans, mais beaucoup admettent maintenant la république pourvu qu'elle soit parlementaire et conservatrice ; ils représentent la bourgeoisie d'affaires, s'appuyant sur l'Église sans lui être dévoués, gallicans plus qu'ultramontains.

Les bonapartistes ont été frappés par la mort du Prince impérial en 1879, et ne réussissent pas à s'accorder sur son successeur, le prince Jérôme Napoléon ou son fils Victor, jusqu'à la mort de Jérôme en 1891 ; ils représentent une forme de démocratie autoritaire appuyée sur l'armée, anticléricale, volontiers jacobine.

Les conservateurs ont cependant encore des bases solides dans le pays par les notables et leur clientèle, les milieux d'affaires, le clergé et l'enseignement, l'armée, la presse.

La majorité appartient aux républicains modérés, « opportunistes », se partageant entre la Gauche Républicaine de J. Ferry, J. Grévy, et l'Union Républicaine de Gambetta (jusqu'à sa mort en 1882). Les deux tendances s'apparentent à une certaine philosophie proche de celle des radicaux ; ils sont souvent spiritualistes, proches du positivisme sans données métaphysiques, ou protestants libéraux éloignés du dogme, affiliés pour la plu-

part à la maçonnerie. La lutte anticléricale est à la fois politique, faite pour assurer la République, et philosophique, orientée vers la recherche du bonheur ; ils croient à la « rectitude naturelle de l'esprit humain, au triomphe définitif du bien sur le mal, à la raison et à la démocratie » (Ferry) ; ils sont conservateurs en matière économique et sociale, croient en l'enseignement pour dégager les élites et assurer la promotion sociale, représentent la bourgeoisie libérale, la moyenne bourgeoisie surtout, hostile à l'intervention de l'État ; ils sont opportunistes, convaincus que les grands principes de 1789 ne peuvent être réalisés que progressivement. Gambetta lui-même a oublié son programme de Belleville ; il s'efforce de « ne pas tout aborder de front, ne pas toucher à la fois à toutes les questions, ne pas se mettre, pour ainsi dire, tous les matériaux de la maison à construire sur les bras... »

Les radicaux au contraire, Floquet, Naquet, Eugène Pelletan, et surtout Clemenceau reprennent l'intégralité du programme de Belleville. Le terme même de *radical* est employé pour désigner une position nette dans l'application intégrale, systématique d'une doctrine : il a donc existé un radicalisme antérieur à 1870, qui a caractérisé les plus fermes des républicains, Ledru-Rollin sous la monarchie de Juillet, Gambetta sous l'Empire ; leur philosophie, souvent proche de celle des opportunistes, relève de Condorcet, de sa vision optimiste de l'homme, capable de progrès s'il est éclairé ; le radicalisme représente le culte de la raison, la force de l'esprit humain, la recherche d'une nouvelle espèce d'homme, le citoyen conscient et responsable, dont l'esprit est libéré de toutes les formes de contrainte qui pourraient atténuer sa liberté ; il se développe en milieu scientifique, chez les médecins confiants dans le progrès, Littré, Clemenceau, Combes ; ses moyens, pour aboutir à cette mutation humaine, sont l'enseignement et la lutte contre l'Église en tant que représentante d'un ordre transcendant et d'une vérité révélée, source d'obscurantisme ; le radicalisme sera donc très lié à la maçonnerie dans la recherche d'une fraternité humaine. La pensée politique des radicaux repose sur l'individualisme ; ils auront donc toujours une grande difficulté à constituer un parti ; la priorité donnée à l'émancipation intellectuelle explique la pauvreté du programme économique et social ; on attend de l'éducation morale et des progrès matériels de chacun l'amélioration progressive de la société : émancipation ouvrière par l'encouragement de l'artisanat, agraire par l'appui donné à la petite propriété rurale, garantie de l'indépendance du citoyen, défense du *petit*, de l'individu contre la collectivité aussi bien que contre le hobereau ou contre les féodalités économiques. En 1881, comme cela s'était passé en 1869 à Belleville, les électeurs de Montmartre présentèrent à Clemenceau les « cahiers des électeurs », dont le contenu fut accepté par le candidat radical : il prévoyait en particulier la révision de la Constitution de 1875 portant sur la suppression du Sénat et du Président de la République, l'impôt sur le revenu, la séparation des Églises et de l'État, une législation ouvrière, l'institution du divorce. La plupart de ces projets, sauf le premier, rapidement abandonné par les radicaux eux-mêmes, seront réalisés par les opportunistes ou par les radicaux avant 1914.

Les socialistes se reconstituent à partir de 1879 (voir le chapitre sur les mouvements socialistes).

C. La vie politique. a) *Le régime continue à s'organiser*, en donnant une place toujours plus grande au législatif par l'élaboration des règlements des assemblées, qui comblent les lacunes laissées par la Constitution. Les *Commissions parlementaires* jouent un rôle essentiel ; les Chambres ne peuvent prendre en considération que les textes amendés et présentés par les Commissions, ce qui donne un rôle éminent aux présidents de certaines d'entre elles, Affaires Étrangères ou Finances.

Le Garde des sceaux est vice-président du Conseil et représente le ministère au Sénat. Le ministère de l'Agriculture est créé en 1881 par Gambetta, celui des Colonies en 1894, traduisant l'importance accordée aux problèmes qui les concernent.

Le Président de la République ne peut plus avoir qu'un rôle occulte ; le moindre de ses actes, de ses discours publics est contrôlé par un ministre, lui-même sous le contrôle des Chambres.

La Chambre des députés joue un rôle beaucoup plus important que le Sénat ; entre 1875 et 1914 deux ministères seulement doivent démissionner devant l'opposition du Sénat : Léon Bourgeois en avril 1896, Briand en février 1911.

L'absence de partis politiques solidement constitués, le régime d'assemblée, le scrutin uninominal généralement appliqué entraînent une *instabilité ministérielle* compensée par une grande stabilité des hommes au gouvernement : de 1876 à 1914 se succèdent quarante-neuf gouvernements.

b) *La vie parlementaire* : Après un ministère Waddington (février-décembre 1879) marqué par l'épuration, le vote de l'amnistie et des premières mesures concernant l'enseignement, Freycinet (décembre 1879-septembre 1880) lance la première offensive contre les congrégations, puis J. Ferry (septembre 1880-novembre 1881) fait voter les lois scolaires et les lois libérales. Après les élections de 1881, Ferry tombe sur la question de Tunisie et Gambetta peut, pour la première fois, former le gouvernement ; son « Grand Ministère » ne se maintient que de novembre 1881 à janvier 1882 : Gambetta inquiète les parlementaires par son goût de l'autorité, son militarisme, son programme de nationalisations, un aventurisme extérieur et surtout son projet de réforme constitutionnelle qui entraîne sa chute. Il se retire à Ville-d'Avray et meurt le 31 décembre 1882 après un accident survenu en nettoyant une arme à feu.

L'hypothèse Gambetta une fois levée, Ferry, au cours de son deuxième Ministère (février 1883-mars 1885), peut faire procéder à la révision constitutionnelle votée en août 1884 : la forme républicaine du gouvernement ne peut faire l'objet d'une demande de révision — les membres des familles ayant régné sur la France sont inéligibles à la Présidence de la République — enfin et surtout les articles 1 à 7 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875 relatifs à l'organisation du Sénat (désignation des sénateurs) n'auront plus le caractère constitutionnel. En conséquence la loi sur le Sénat du 9 décembre 1884 supprime les 75 sénateurs inamovibles à mesure de leur extinction et attribue leurs sièges aux départements les plus peuplés ; le nombre de délégués sénatoriaux au collège chargé d'élire les sénateurs sera fonction du nombre des conseillers municipaux (de 1 à 30) ; ainsi disparaît l'avantage que la Constitution de 1875 avait attribué aux communes rurales, donc aux conservateurs.

Jules Ferry, attaqué par les radicaux (Clemenceau), tomba sur l'échec colonial de Langson. Le Ministère Brisson qui le remplaça fit adopter le scrutin de liste majoritaire départemental à deux tours et adopter une loi interdisant le séjour en France des chefs des deux familles royale et impériale.

D. Les lois scolaires : Pourquoi ?

— Raison philosophique, conforme à la pensée opportuniste et radicale dans la tradition de Condorcet sur les progrès de l'esprit humain.

— Raison religieuse, lutte contre l'« obscurantisme » que les républicains accusent l'Église d'entretenir dans l'esprit des jeunes.

- Raison politique, affermir la République par la lutte contre l'Église qui a appuyé jusque là les conservateurs partisans de la monarchie.
- Raison sociale, donner à chacun, suivant la philosophie libérale, une possibilité de promotion sociale, qui promette aux « capables » d'accéder aux plus hautes fonctions et contrecarrer par là même le danger révolutionnaire.

a) *La situation en 1879 :*

L'enseignement primaire avait été organisé par les lois Guizot de 1833, Falloux de 1850, et par les mesures prises par Victor Duruy entre 1863 et 1869 sur l'extension des bourses. L'enseignement, étant libre, se partageait entre écoles publiques et écoles privées : les premières comprenaient des établissements tenus par des laïcs (48 600 rassemblant près de 3 millions d'élèves) et des établissements tenus par les congrégations pour le compte des communes (13 700 et 1 100 000 élèves) ; les secondes se partageaient entre écoles privées laïques (5 167 et 250 000 élèves) et écoles confessionnelles (62 000 et 680 000 élèves) ; il est visible que plus du tiers des enfants fréquentaient des écoles tenues par des religieux, en général les Frères des Écoles chrétiennes ; le catéchisme était obligatoirement enseigné par l'instituteur, quel qu'il fût ; le curé contrôlait l'enseignement ; les instituteurs laïques provenaient des Écoles Normales créées par Guizot, mais également tout laïc âgé de 25 ans, muni du brevet élémentaire ou du baccalauréat, pouvait enseigner, de même que tout ecclésiastique ayant une lettre d'obédience de son supérieur.

L'enseignement secondaire officiel conservait l'organisation que lui avait donnée Napoléon ; il était distribué dans des lycées ou des collèges communaux réservés aux garçons ; mais la loi Falloux avait reconnu la liberté à quiconque d'ouvrir un collège, sous réserve qu'il fût muni du baccalauréat ; l'enseignement féminin restait encore réservé à une minorité bourgeoise qui fréquentait les pensionnats religieux malgré l'autorisation donnée par Duruy d'ouvrir quelques cours secondaires laïques peu fréquentés qui ne conduisaient pas au baccalauréat, mais qui donnaient en cinq ans un diplôme de fin d'études. L'enseignement des collèges et lycées était un enseignement strictement classique fondé sur les « humanités » et conduisant au baccalauréat, qui apparaissait comme un certificat de bourgeoisie.

L'enseignement supérieur, organisé également par Napoléon, était resté un monopole d'État jusqu'en 1875. L'Assemblée Nationale avait voté avant de se séparer la loi du 12 juillet 1875 créant un Enseignement supérieur libre avec possibilité de prendre le titre d'Universités libres pour les établissements qui posséderaient au moins trois Facultés et un nombre minimum de professeurs ayant le grade de docteurs ; ainsi s'étaient créées les Universités catholiques de Paris, Angers, Lille, Lyon et Toulouse, et les Facultés de Théologie protestante de Paris et de Montpellier. Les étudiants de ces Facultés pouvaient obtenir les grades universitaires devant un jury mixte composé de professeurs publics et de professeurs libres.

Le *Conseil Supérieur de l'Instruction publique* et les Conseils académiques comprenaient, depuis la loi Falloux, des ministres des trois cultes, des hauts fonctionnaires et des membres de l'Institut.

b) *Premier train de réformes* : Trois lois votées sous les ministères Waddington et Freycinet, dont J. Ferry était ministre de l'Instruction Publique, ont amorcé la laïcisation de l'enseignement :

La *loi du 9 août 1879* impose l'ouverture d'une École Normale d'institutrices dans chaque département dans le délai de cinq ans (l'École Normale de Fontenay, destinée à for-

mer les professeurs féminins d'Écoles Normales, fut créée en 1882, celle de Saint-Cloud pour les garçons en 1880).

La loi du 27 février 1880 réforme la composition du Conseil Supérieur, qui ne comprendra que des membres de l'enseignement, 13 nommés par décret, 43 élus par les membres de l'enseignement public.

La loi du 18 mars 1880 enfin attribue aux établissements publics le monopole de la collation des grades ; dans son article 7 la loi excluait des établissements publics et privés, dans la direction comme dans l'enseignement, les membres des congrégations non autorisées, c'est-à-dire la plupart des religieux, et en particulier les jésuites ; cet article, voté par la Chambre, fut disjoint par le Sénat. La Chambre demanda alors à Freycinet d'appliquer les lois existantes, qui lui permettaient d'agir par simple décret : le décret du 29 mars 1880 imposa en effet aux jésuites de se disperser et aux autres congrégations de demander une autorisation légale ; puis, devant les troubles provoqués par ces décisions, Freycinet préféra négocier avec Rome, ce qui entraîna sa mise en minorité à la Chambre. J. Ferry, qui le remplaça, appliqua les décrets avec modération : 261 couvents furent fermés, 5643 religieux expulsés, dont la plupart purent rentrer par la suite ; les jésuites furent à peu près les seules victimes de ce premier engagement sur le front religieux.

c) *Deuxième train de réformes* : Ferry préféra attaquer les congrégations à travers leur enseignement : la loi du 16 juin 1881 exigea de tous les maîtres un brevet de capacité et décida la gratuité de l'enseignement primaire public dans la pensée que les établissements privés, demeurant payants, ne pourraient pas supporter la concurrence. L'entretien de l'école et des maîtres était à la charge de la commune, aidée au besoin par des subventions de l'État.

La loi du 28 mars 1882, votée sous le ministère Freycinet, définit le contenu de l'enseignement primaire élémentaire, et en affirma la neutralité, c'est-à-dire qu'elle remplaçait l'enseignement religieux (pour lequel un jour de congé, le jeudi, était prévu) par l'instruction morale et civique, répandant « la bonne, la vieille morale de nos pères » ; la même loi enfin imposa l'obligation scolaire pour les enfants des deux sexes de 6 ans révolus à 13 ans révolus. Cet enseignement pouvait être donné soit dans les écoles primaires publiques (la « Communale »), soit dans les classes primaires des lycées et collèges, soit enfin dans les établissements privés ou même dans les familles, car la liberté de l'enseignement primaire était confirmée.

d) *Troisième train de réformes (1886-1889)* : La loi Goblet du 30 octobre 1886 reprit les lois antérieures, précisa les conditions de diplôme des instituteurs, leur nomination par le préfet sur proposition de l'Inspecteur d'académie, fixa un délai de cinq ans pour laïciser tous les établissements publics en chassant les membres des congrégations, et compléta surtout les mesures précédentes par un prolongement de l'enseignement primaire élémentaire : des Écoles primaires supérieures conduisaient à 15 ans, soit après trois années d'études supplémentaires, au brevet simple, puis les Cours complémentaires conduisaient après deux nouvelles années au brevet supérieur, exigé des futurs instituteurs ; la loi se préoccupait enfin des Écoles manuelles d'apprentissage. Ainsi, à côté du baccalauréat, qui restait un examen de classe, d'autres diplômes sanctionnaient un enseignement moderne, sans latin, qui offrait une possibilité de promotion sociale.

e) *L'enseignement secondaire féminin* fut organisé par la loi du 21 décembre 1880 due à Camille Sée ; des lycées de jeunes filles seraient ouverts sur le modèle des lycées de garçons et, pour la formation du personnel, l'École Normale de Sèvres fut créée en 1881 ;

en 1883 on avait pu ouvrir 23 établissements, mais avec moins de 3 000 élèves au total ; il demeurera très rare jusqu'en 1924 de voir des jeunes filles affronter le baccalauréat ; c'est à cette date seulement que les deux enseignements masculin et féminin furent réellement dans une position d'égalité.

Les opportunistes espéraient par ces réformes établir l'égalité des chances, principe fondamental du libéralisme ; et en effet le nombre des époux illettrés est tombé en 1912 à 1,3 % pour les hommes, 2,9 % pour les femmes ; il n'en restait pas moins que l'enseignement classique conservait tout son prestige et ses débouchés traditionnels ; d'autre part le maintien de classes primaires dans les lycées perpétuait la ségrégation sociale, et la survivance de l'enseignement confessionnel continuait à séparer les familles spirituelles. Il faut cependant apprécier à sa juste valeur cet enseignement qui, désormais, sera neutre ou laïque, gratuit et obligatoire, qui répandra en conséquence un esprit nouveau, entraînera en effet une plus grande mobilité sociale, et déterminera en partie l'évolution politique de la Troisième République en favorisant cette « venue dans la politique d'une couche sociale nouvelle » annoncée par Gambetta en 1872. La prise en charge par l'État, en 1889, du traitement des instituteurs, fit de ceux-ci des fonctionnaires et leur donna un surcroît de prestige ; leur rôle dans la vie locale devint vite essentiel comme défenseurs de la République, fervents patriotes et propagateurs du radicalisme d'abord, du socialisme ensuite. La lutte entre l'instituteur et le curé prenait une teinte et une intensité nouvelles.

E. **Les lois libérales.** a) *Liberté de réunion* (loi du 30 juin 1881). La loi supprime l'autorisation préalable, n'exige qu'une déclaration et la formation d'un bureau de trois personnes pour les réunions publiques.

b) *Liberté de la presse*. La loi du 29 juillet 1881 supprime l'autorisation préalable, le cautionnement, la censure ; les délits de presse (provocation au meurtre, outrage aux bonnes mœurs, provocation des militaires à la désobéissance, offense au Président de la République) sont jugés par les Cours d'Assises.

c) *Libertés municipales*. La loi du 5 avril 1884 étend à toutes les communes sauf Paris l'élection du maire par le Conseil Municipal.

d) *Liberté d'association professionnelle* (21 mars 1884). La « loi Waldeck-Rousseau » abroge la loi Le Chapelier de 1791 et l'article 416 du Code Pénal, autorise les syndicats, mais maintient les articles 414 et 415 qui punissent les atteintes à la liberté du travail.

e) *Mesures religieuses*. Abrogation, sous prétexte de liberté du travail, de la loi sur le repos dominical et les fêtes religieuses — loi imposant le service militaire aux séminaristes — suppression du délit d'outrage à la morale religieuse dans la presse — loi de 1884 autorisant le divorce.

II - Une période de crises (1885-1899)

Le péril conservateur semble écarté ; la République s'est donné les moyens de former une génération qui est élevée dans l'esprit républicain. Pourtant de nouveaux dangers surgissent : la crise économique se précise ; elle se traduit par une aggravation des conflits sociaux, un renforcement du socialisme, au point que Ferry va maintenant situer

le péril « à gauche », d'autant plus que Léon XIII conseille aux catholiques le « ralliement » ; pourtant, en 1899, la menace vient de droite et non de gauche.

A. La crise boulangiste : a) *La conjoncture.* La crise économique, l'application du programme de grands travaux établi par Freycinet en 1879 ont provoqué des scandales dans lesquels les parlementaires semblent compromis. L'attitude antiparlementaire, commune à beaucoup de Français, en est renforcée.

La situation extérieure s'est dégradée ; en 1882 la Triple Alliance nouée par l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie, semble tournée contre la France, qui est isolée ; en mai de cette année a été fondée la Ligue des Patriotes, d'inspiration gambettiste, pour « développer les forces morales et physiques de la nation » ; en 1885 Déroulède, connu depuis 1872 par ses *Chants du Soldat*, en devient président ; elle s'oppose aux campagnes coloniales qui affaiblissent les possibilités de la revanche, et devient antiparlementaire.

Les radicaux s'opposent aux opportunistes et cherchent un homme capable de les renverser pour mettre à leur place une équipe à tendance jacobine.

Le scrutin de liste, introduit pour les élections de 1885, a favorisé les conservateurs et la gauche socialiste et radicale ; les opportunistes ne peuvent pas gouverner seuls ; l'instabilité ministérielle augmente.

b) *L'homme :* Georges Boulanger, né en 1837 à Rennes, ancien condisciple de Clemenceau au lycée de Nantes. Sorti de Saint-Cyr, il a participé aux campagnes d'Italie, d'Algérie, d'Indochine et à la guerre de 1870 ; magnifique soldat dont l'allure martiale séduit l'esprit cocardier des Français, mais aussi politique bénéficiant d'appuis de tous les bords, il est général de brigade à 43 ans, de division à 47. Poussé par Clemenceau, de réputation républicaine, il est ministre de la Guerre dans les ministères Freycinet et Goblet en 1886-1887.

c) *Le ministre :* Il prépare la loi militaire qui sera votée en 1889, réduisant de 5 à 3 ans le temps de service et supprimant la plupart des exemptions. Il améliore la vie matérielle du soldat, fait peindre les guérites en tricolore, multiplie parades et revues, introduit le Lebel, fusil à répétition qui remplace le fusil Gras de 1874 ; général républicain, il expulse de l'armée le fils et le petit-fils de Louis-Philippe. En avril 1887 l'« incident Schnoebélé » (l'enlèvement d'un officier du service de renseignements par les Allemands) donne à Boulanger l'occasion de témoigner de son énergie face à la faiblesse des hommes politiques ; il est « le général Revanche ».

d) *Le chef de l'opposition :* En mai 1887 Boulanger n'est plus ministre dans le nouveau ministère Rouvier ; autour de lui se cristallise une opposition venue de droite comme de gauche (Rochefort et *l'Intransigeant*) ; en juillet 1887, promu au grade supérieur, il est envoyé à Clermont-Ferrand pour y commander le 13^e Corps ; son départ de Paris comme son arrivée en Auvergne donnent lieu à des manifestations populaires intenses en sa faveur. Le scandale fait autour du gendre de J. Grévy, Wilson, que l'on accuse d'un trafic de décorations, atteint encore les opportunistes, en obligeant le Président à démissionner (remplacé par Carnot). Le ministère Tirard croit affaiblir Boulanger en le versant dans la réserve ; dès lors il est libre d'agir en politique et apparaît de plus en plus comme l'homme de la droite soutenu par les bonapartistes et les légitimistes. Une campagne publicitaire, financée par la duchesse d'Uzès, porte au plus haut sa popularité ; d'avril à août 1888 Boulanger se présente à toutes les élections partielles et est élu chaque fois par le département : Dordogne, Nord (deux fois), Somme, Charente ; enfin, le 27 janvier 1889 il est élu à Paris ; et pourtant, au soir de cette journée, Boulanger refuse

de marcher sur l'Élysée, donne à Constans, ministre de l'Intérieur, les délais qui lui permettent de réagir : suppression des candidatures multiples, retour au scrutin uninominal, traduction devant le Sénat transformé en Haute Cour des dirigeants de la Ligue des Patriotes. Boulanger, effrayé, s'enfuit. Il se suicidera en septembre 1891 sur la tombe de sa maîtresse à Bruxelles.

e) *Les raisons de l'échec* sont incertaines : Boulanger n'a pas voulu risquer une prise du pouvoir que l'attitude hostile des chefs militaires rendait problématique. Il n'a pas l'étoffe d'un chef politique, moins encore celle d'un révolutionnaire ; soldat habitué à obéir, il refuse de s'insurger contre la légalité. Les élections de 1889 doivent lui être favorables. Pourquoi prendre le pouvoir par une révolution ?

En réalité le mouvement s'éteint avec le départ de Boulanger ; 38 boulangistes seulement sont élus en 1889. La République est sortie renforcée d'une crise qu'il faut ramener à sa juste mesure, mais les causes permanentes du boulangisme demeurent.

B. Le scandale de Panama : Il suit la faillite de la société de Panama, qui avait obtenu auparavant du Parlement le droit de lancer une émission à lots. En 1892 Drumont¹ dénonce dans *La libre parole* cent quatre parlementaires, dont Clemenceau et Rouvier, accusés d'avoir reçu des fonds de la compagnie pour faire voter la loi, et il donne le nom des intermédiaires, trois banquiers israélites. Les administrateurs, Lesseps, Eiffel, sont condamnés à la prison ; les poursuites contre les parlementaires sont abandonnées, faute de preuve de la corruption ; seul le ministre des Travaux Publics, qui avait avoué, est condamné.

Les conséquences sont multiples : la suspicion demeurant dans le public écarte pour un temps les hommes compromis et hâte la montée des jeunes comme Poincaré, Barthou, G. Leygues — les socialistes, non compromis, en profitent — l'antisémitisme a trouvé un aliment nouveau. Les épargnants, rendus méfiants à l'égard des placements industriels et commerciaux, vont rechercher plus encore les fonds d'État français et étrangers.

C. Le ralliement : Le ralliement partiel des catholiques renforce cependant la république ; d'une part Léon XIII serait heureux que les catholiques acceptent le régime pour faire transformer la législation, d'autre part les élections de 1889 ont été au départ d'une évolution parmi les modérés : menacés sur leur gauche, ils acceptent un rapprochement avec l'Église ; ne voulant pas paraître intervenir dans les affaires intérieures françaises, le pape charge le cardinal de Lavignerie, archevêque d'Alger, d'en prendre l'initiative ; celui-ci profite d'un banquet offert aux officiers de l'escadre pour porter un toast en faveur du ralliement. Quelques journaux (*L'Univers* de Pierre Veuillot), quelques hommes politiques (A. de Mun, Piou) y sont favorables ; la grande majorité est hostile. Léon XIII, se décidant enfin à se prononcer, publie en français l'encyclique *Au milieu des sollicitudes* en février 1892 ; les légitimistes, ultramontains et encouragés sur le plan social par *Rerum Novarum* (1891) seront plus portés à se soumettre que les orléanistes. En effet, le ralliement est un facteur plus déterminant que Panama dans les élections de juillet 1893, qui voient l'effondrement de la droite classique irréductible, réduite à 60 conservateurs, et l'émergence d'une nouvelle droite, qui se définit du terme un peu ambigu de progressiste : 300 députés modérés « de juste milieu », qui tendront à laisser

1. Drumont était déjà connu pour avoir lancé en 1886 le mouvement anti-israélite en publiant *La France Juive*.

dans l'ombre la question religieuse, l'impôt sur le revenu, les questions sociales, pour chercher à réaliser cette république conservatrice autrefois évoquée par Thiers.

D. Les attentats anarchistes : Ce sont des actes d'isolés qui atteignent peu le régime. En 1892 Claudius Kœnigstein, dit Ravachol, est guillotiné pour avoir lancé des bombes dans des restaurants. En décembre 1893 Auguste Vaillant jette une bombe à la Chambre et est exécuté en 1894 ; en juin de la même année le Président Carnot, qui s'était refusé à le gracier, est assassiné à Lyon par l'anarchiste italien Caserio. Le Parlement est conduit à voter des lois répressives condamnant la détention de matières explosives, assimilant les anarchistes à des malfaiteurs, et surtout en 1894 une loi sur la presse donnant aux tribunaux correctionnels les délits de presse concernant la provocation à des actes de violence ou l'apologie de ces actes.

Ces « lois scélérates », comme les qualifie la gauche, aident au reclassement des partis dans un rapprochement entre radicaux et socialistes. Ceux-ci sont assez forts pour conduire en 1895 Casimir Perier, successeur de Carnot à la Présidence de la République, à la démission, après les attaques menées contre lui par Jaurès, mais ils ne peuvent pas empêcher l'élection de Félix Faure, ni l'échec du premier Ministère présidé par un radical, Léon Bourgeois. Jules Méline, qui représente parfaitement le nouveau courant modéré de centre-droit fortifié en 1893, forme avec l'appui de la droite conservatrice un Ministère qui va durer plus de deux ans, mais qui ne résistera pas au choc de l'affaire Dreyfus.

Bibliographie

Sur les tentatives de restauration on verra en particulier : F. PISANI-FERRY, *Le coup d'État manqué du 16 mai 1877*, Laffont, 1965.

Sur la question scolaire : G. DUVEAU, *Les Instituteurs*, Éd. du Seuil, 1957 ; Mona OZOUF, *L'École, l'Église et la République, 1871-1914*, Kiosque, 1963 ; A. PROBST, *Histoire de l'enseignement en France, 1800-1967*, coll. U., Colin ; F. MAYEUR, *L'Enseignement secondaire des jeunes filles sous la III^e République*, Fond. Nat. des Sc. Pol., 1977 ; L. H. PARIAS (sous la direction de), *Histoire générale de l'Enseignement et de l'Éducation en France*, 4 vol., Nouv. Libr. de France, 1983 ; A. LEON, *Histoire de l'enseignement en France*, Que sais-je ?, 5^e éd. 1986.

Sur la question religieuse : LECANUET, *L'Église de France sous la III^e République*, 4 vol., Paris, 1930-1932 ; Dom Ch. POULET, *Histoire de l'Église de France*, tome III, Beauchesne, nouv. éd. 1959-1962 ; A. LATREILLE, J. R. PALANQUE, E. DELARUELLE, R. REMOND, *Histoire du catholicisme en France*, tome III, Spes, 1962 ; A. DANSETTE, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, Flammarion, 1965 ; R. RÉMOND, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, Fayard, 1976 ; F. LEBRUN (sous la direction de), *Histoire des catholiques en France*, coll. Pluriel, Privat, 1980 ; P. PIERRARD (sous la direction de), *L'Église et les ouvriers en France, 1840-1940*, Hachette littérature, 1984 ; J. M. CHOLVY et J. M. HILAIRE, *Histoire religieuse de la France contemporaine*, tome I, 1800-1880, tome II, 1880-1930, Bibl. Hist. Privat, 1985-1986.

Sur les protestants, outre les ouvrages déjà cités, E. LEONARD, *Le Protestant français*, P.U.F., 1955 ; R. STEPHAN, *Histoire du protestantisme français*, Fayard, 1961 ; R. MAN-

DROU et autres, *Histoire des protestants en France*, Privat, 1977 ; A. ENCREVE, *Les protestants en France de 1800 à nos jours, histoire d'une réintégration*, Stock, 1985.

Sur le rôle de la franc-maçonnerie, P. CHEVALLIER, *Histoire de la franc-maçonnerie*, 3 vol., Fayard, 1984 ; R. NAUDON, *Histoire générale de la franc-maçonnerie*, P.U.F., 1985.

L'analyse politique est faite par A. THIBAUDET, *Les idées politiques de la France*, Paris, 1932 ; D. HALÉVY, *La fin des notables*, Paris, 1930 ; J. KAYSER, *Les grandes batailles du radicalisme des origines aux portes du pouvoir, 1820-1901*, Paris, 1962 ; J. CHASTENET, *Gambetta*, Fayard, 1969 ; NICOLET, *Le Radicalisme*, Que sais-je ?, 5^e éd. 1983 ; La corruption des milieux politiques et financiers a été analysée par J. BOUVIER, *Les deux scandales de Panama*, coll. Archives, Julliard.

Sur le boulangisme : A. DANSETTE, *Le Boulangisme*, Fayard, 1946 ; J. NERE, *Le Boulangisme et la presse*, coll. Kiosque, Colin, 1964 ; on ne manquera pas de lire BARRÈS, *Le roman de l'énergie nationale, L'Appel au soldat, Les Déracinés, Leurs Figures*, paru de 1897 à 1902.

Biographie

GAMBETTA (1838-1882). Méridional, né à Cahors, fils d'un épicier d'origine italienne, il représente cette couche sociale nouvelle dont il annonça la venue au pouvoir. Avocat républicain de tendance jacobine, il sait accompagner la parole du geste quand il lance les formules devenues vite célèbres ; avide d'autorité, aspirant très tôt au pouvoir, sa faconde, son goût pour les attitudes théâtrales, ses emportements, ses invectives lui ont apporté de solides inimitiés.

1. Opposant sous l'Empire, avocat à Paris, il défend Delescluze qui avait ouvert une souscription pour l'érection du monument Baudin, ce qui lui est occasion pour lancer contre l'Empire une violente attaque qui le rend célèbre (1868). En 1869 il accepte le programme de réformes rédigé par ses électeurs de Belleville ; le 4 septembre il proclame la déchéance de l'Empire et participe au gouvernement de Défense Nationale comme ministre de l'Intérieur.

2. Défense Nationale. Devenu l'âme de la résistance en province après avoir quitté Paris en ballon, il choque par son allure dictatoriale, mais organise les armées qui permettent de durer jusqu'au 28 janvier 1871. Hostile à la paix, en désaccord sur les questions de politique intérieure avec le reste du gouvernement, il démissionne le 6 février.

3. « Commis-voyageur » de la République, élu neuf fois en 1871, il choisit le Bas-Rhin ; il forme à l'extrême-gauche l'Union Républicaine, fonde *La République Française* et fut l'homme de la résistance à Mac-Mahon. Devenu opportuniste après le succès de 1879, il adoucit son programme pour accéder au pouvoir, et, devenu Président de la Chambre en remplacement de Grévy, il fut accusé d'exercer une « action occulte » sur les gouvernements et écarté du pouvoir par la crainte qu'il exerçait, par l'hostilité aussi de Ferry et de Grévy.

4. Chef du gouvernement enfin après les élections de 1881 qui ont été un succès pour l'Union Républicaine, il forme le « Grand Ministère » dans lequel refusent d'entrer les principaux chefs politiques. Accusé par Clemenceau de vouloir distraire des troupes dans une campagne d'Égypte aux côtés de l'Angleterre, il est renversé sur la question de

la révision de la Constitution, dont on redoutait qu'elle ne fût à son profit. Ses projets de nationalisations, des chemins de fer en particulier, lui avaient valu également l'hostilité des milieux financiers. Sa disparition accidentelle permet de réaliser l'union des opportunistes.

Document

Enseignement primaire : Situation

	En 1879		En 1900		En 1913	
	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves	Nombre d'écoles	Nombre d'élèves
Écoles publiques laïques	48 600	2 900 000	63 800	3 860 000	69 606	4 600 000
Écoles publiques congréganistes ...	13 700	1 125 000	3 955	285 000	27	2 500
Écoles privées laïques	5 167	256 000	2 592	120 000	13 194	1 030 000
Écoles privées confessionnelles ..	6 228	680 000	14 623	1 260 000	268	35 000

8 La République radicale 1897-1914

L'évolution vers la gauche, qui est sensible depuis 1871, se fait plus nette avec la fin du siècle ; les raisons en sont multiples : développement de l'enseignement primaire, reprise industrielle entraînant de brusques crises de type capitaliste, malaise à peu près permanent dans l'agriculture, qui introduit dans les campagnes une attitude de contestation ; inadaptation d'une Constitution, qui a été faite sur des bases individualistes, à une économie de masse et une société de groupes, mais, aussi, l'affaire Dreyfus, qui contribue à cristalliser deux blocs antagonistes.

I - L'Affaire Dreyfus

A. **L'affaire d'espionnage** remonte à 1894 : une « lettre-bordereau » annonçant l'envoi de secrets militaires (matériel d'artillerie de campagne-frein hydraulique-troupes de couverture) est découverte par les services de contre-espionnage dans la corbeille de l'attaché militaire allemand. Le coupable ne peut être qu'un artilleur, officier d'État-Major ayant accès aux secrets de la Défense Nationale. Les soupçons se portent sur le capitaine Alfred Dreyfus appartenant à une riche famille israélite de manufacturiers mulhousiens émigrés après 1871. Pourtant les poursuites allaient être abandonnées, quand, sur la dénonciation formelle de Drumont, dans *La Libre Parole*, le général Mercier, ministre de la Guerre, le déféra au Tribunal Militaire. Une pièce secrète, qui n'est communiquée ni à l'accusé ni à la défense, entraîne le 22 décembre 1894 sa condamnation à la déportation précédée de la dégradation. L'opinion publique croit en général à la culpabilité.

B. **L'affaire Esterhazy** : Le frère du condamné, Mathieu, appuyé par le sénateur (inamovible) Scheurer-Kestner, l'un des chefs de l'Union Républicaine, vice-président du Sénat, charge le journaliste Bernard Lazare de lancer une campagne de presse pour faire rouvrir le dossier ; grâce à Joseph Reinach, ancien chef de Cabinet de Gambetta, qui écrit dans *le Siècle*, et à Clemenceau, qui écrit dans *l'Aurore*, journal républicain-socialiste créé en 1897, un comité de soutien se forme, qui demande la révision. Par ailleurs le lieutenant-colonel Picquart, du service de renseignements, a reçu communication d'un « petit-bleu », qui porte ses soupçons sur le commandant Esterhazy, couvert de dettes. Mais Picquart est éloigné, mis aux arrêts, et Esterhazy, ayant demandé à être jugé, est acquitté par le Conseil de Guerre le 10 janvier 1898. Le Président du Conseil Méline déclare : « Il n'y a pas d'affaire Dreyfus ».

C. **L'affaire devient politique** : Le 13 janvier 1898 Zola écrit dans *l'Aurore*, sous forme d'une lettre ouverte au Président de la République, sa diatribe « *J'accuse* » où il attaque les principaux officiers qui ont touché à l'affaire et se « sont rendus complices d'un même crime » soit par antisémitisme, soit pour préserver l'esprit de corps de l'armée, soit par solidarité aristocratique envers le noble Esterhazy contre le bourgeois Dreyfus. Zola,

condamné à un an de prison par la Cour d'Assises, se réfugie en Angleterre. L'affaire dépasse alors la personne de Dreyfus pour atteindre la querelle fondamentale entre les droits de la personne humaine et l'autorité de l'armée, fondement du nationalisme. D'un côté les dreyfusards, la Ligue des droits de l'homme fondée à ce moment, la plupart des radicaux, les antimilitaristes, parmi lesquels une partie de la bourgeoisie atteinte par la loi militaire de 1889 ; de l'autre les antidreyfusards, la Ligue de la patrie française, formée en décembre 1898 parmi les intellectuels, Barrès, Brunetière, Lemaitre, Coppée, la Ligue des patriotes, reformée en 1895 par Déroulède, la Ligue antisémite de Jules Guérin — soutenues par *la Libre Parole* et par *La Croix*. La coupure entre droite et gauche est faite. Les élections de 1898 sont un succès pour la gauche radicale, non pour les socialistes, qui n'ont pas assez pris clairement parti.

En août 1898 il est démontré que la pièce maîtresse sur laquelle repose la présomption de culpabilité de Dreyfus est un faux fabriqué par le lieutenant-colonel Henry (le « faux patriotique » dira la droite), qui se suicide au Mont Valérien ; les heurts dans les familles, illustrés par Caran d'Ache, et dans la rue, se multiplient. En février 1899, aux obsèques de Félix Faure (remplacé par Émile Loubet), Déroulède tente en vain d'entraîner un régiment sur l'Élysée ; le nouveau Président est insulté à Auteuil ; en juin la Cour de Cassation casse le procès de 1894 et renvoie Dreyfus devant la Cour de Rennes. Le danger couru par la République, la crainte des troubles que risque de provoquer la prochaine révision conduisent les partisans de Dreyfus à former un « Bloc républicain » avec les républicains de gauche venus des progressistes qui se sont scindés, les radicaux de diverses nuances et les socialistes. Le Bloc confie à Waldeck-Rousseau, qui a la réputation d'avoir de l'autorité, la mission de former un « Ministère décidé à défendre avec énergie les institutions républicaines et à assurer l'ordre public ».

L'« Affaire » a donc des conséquences importantes :

- *sur le plan militaire* par le développement de l'antimilitarisme ;
- *sur le plan extérieur* par l'affaiblissement de la position française dans le monde (problème des relations franco-britanniques et franco-allemandes) ;
- *sur le plan politique* par le reclassement des partis et leur redistribution géographique : Paris et l'Est, autrefois bastions de la gauche, sont passés à droite ;
- *sur le plan religieux* par l'accusation portée à l'égard de certaines fractions du clergé qui ont pris parti contre Dreyfus, et, au-delà de lui, ont cautionné les attaques contre les juifs. En allant plus loin encore, ces attaques antisémites, s'ajoutant aux pogromes d'Europe centrale et orientale, ont donné au problème juif une dimension internationale : c'est en 1895 que le journaliste hongrois Théodor Herzl expose dans *L'État juif, essai d'une solution moderne de la question juive* l'idée de la création d'un État juif qui conduit au sionisme.

II - Une politique radicale : 1899-1909

A. **La vie politique** devient plus active à cause de la tension provoquée par l'affaire Dreyfus, la diffusion de la presse et l'apparition de partis politiques.

La presse accroît sa diffusion grâce à des perfectionnements techniques et à la publicité, qui permettent d'abaisser le prix du quotidien à un sou (5 centimes), à sa pénétration dans les campagnes, à l'enseignement primaire ; il s'agit surtout de journaux d'information, d'une presse à grand tirage, dont l'influence politique ne peut s'exercer que de

façon indirecte par une sorte d'imprégnation, alors que la presse d'opinion végète. *Le Petit Parisien* tire en 1905 à plus d'un million d'exemplaires, *Le Petit Journal* à 900 000, *Le Matin* et *Le Journal* à 800 000 ; *L'Humanité*, fondée en 1904, atteint 72 000 exemplaires en 1910 ; à cette date paraissaient à Paris 70 quotidiens tirant à près de 5 millions d'exemplaires ; la presse de province a une importance équivalente : 250 quotidiens y paraissent, parmi lesquels *Le Petit Marseillais*, *Le Petit Méridional* à Montpellier, *La Petite Gironde à Bordeaux*, qui tire à 200 000, *La Dépêche* de Maurice Sarraut à Toulouse, *Ouest-Éclair* à Rennes ont une audience nationale.

La *nature du régime*, qui a évolué du régime parlementaire au régime d'assemblée, a incité les hommes politiques à se constituer en *partis*.

Une fraction de la droite, ralliée après 1892, a formé en 1902 l'*Action libérale populaire*, qui s'appuie sur le clergé local et crée des comités locaux ; la droite classique reste toujours cependant beaucoup moins structurée que la gauche. Les progressistes se sont scindés : les uns, comme Waldeck-Rousseau, ont été portés au centre-gauche par l'affaire Dreyfus et se regroupent dans l'*Alliance républicaine démocratique* ou *Républicains de gauche* ; ils participent au Bloc Républicain ; les autres, anciens opportunistes qui ont suivi Méline, ou orléanistes, ont formé en 1903 la *Fédération Républicaine*, sorte de centre-droit.

Le fait nouveau provoqué par l'affaire Dreyfus est l'apparition d'une nouvelle droite, urbaine et non plus rurale, cléricale sans être religieuse, nationaliste, remuante plus que révolutionnaire, et le plus souvent antiparlementaire ; elle a trouvé ses structures dans les *Ligues*, dont le nom sonne comme une croisade, *Ligue de la Patrie Française*, *Ligue des Patriotes*, *Ligue d'Action Française*, formée en 1905 à partir du journal du même nom que M. Pujo et H. Vaugois avaient fait paraître en 1898 pour défendre le faux Henry, le « faux patriotique » ; cette droite nouvelle a trouvé ses deux penseurs parmi les héritiers spirituels de Taine, Maurice Barrès et Charles Maurras ; l'un et l'autre sont les théoriciens du nationalisme intégral, qui repose sur la tradition, l'enracinement, le régionalisme, la Terre et les Morts, l'antisémitisme ; mais, tandis que Barrès est un poète qui se laisse emporter par le sentiment, la mystique de la famille et de la patrie, et qui, sur le plan politique, accepte d'entrer dans le système en se faisant élire député, Maurras est plus directement disciple de Taine par son nationalisme positiviste, qui a disséqué le génie français à la façon darwinienne. De même que Fichte, dont les *Discours* sont traduits en 1895, confinait son nationalisme dans un repli sur le germanisme, de même Maurras se replie sur la France : « La France aux Français ». Il fut converti à la monarchie en 1896 par une analyse scientifique du royalisme qu'il exprima en 1900 dans son *Enquête sur la monarchie* : il se rattache à l'ultracisme de la Restauration par son opposition à l'individualisme de la Révolution, qui fait de la société une collection d'êtres séparés, alors qu'elle est transcendante à l'individu — il est hostile comme lui au pouvoir de l'argent, à la bourgeoisie d'affaires et au centralisme jacobin ; il n'est plus ultra par le fondement qu'il donne à la monarchie ; celle-ci repose sur un droit positif et non divin, sur le réalisme et l'utilitarisme, non le mysticisme. Maurras enfin dépouille tout romantisme religieux et dresse une théorie de l'État dans laquelle la religion n'intervient que comme un cadre sociologique, dépouillé d'une transcendance théologique et morale.

A gauche le radicalisme repose toujours sur les mêmes fondements philosophiques ; il est rationaliste, anticlérical, souvent antireligieux, et se trouve de plus en plus lié à la maçonnerie depuis que celle-ci a supprimé sa référence au « grand architecte de l'univers », surtout au Grand-Orient, qui compte environ 35 000 membres en 1914. Le radicalisme a pris un caractère fédéraliste, provincial ; s'appuyant sur les notables locaux, il est fidèle au scrutin uninominal, au régime parlementaire et même d'assemblée. Mais il est

conduit par sa philosophie même à se ramifier en de multiples tendances : solidarisme de Léon Bourgeois, inspiré par la science de la morale de Renouvier, qui renouvelle la notion de contrat social — humanisme d'Émile Chartier, dit Alain, qui, dans ses *Propos*, défend le citoyen contre les pouvoirs — anticléricalisme absolu de Combes — technocratie financière de Caillaux, auteur du projet d'impôt sur le revenu et partisan de l'internationalisme des capitaux pour assurer la paix — jacobinisme de Clemenceau, rédacteur en chef de *l'Aurore* en 1902 — radical-socialisme de Herriot, maire de Lyon depuis 1905, favorable aux nationalisations, à l'association du salariat à la propriété industrielle.

Pourtant ces hommes, si divers mais liés par une philosophie commune et le même dévouement à la République, parvinrent à constituer en juin 1901, devant la menace qui avait semblé peser sur les institutions, le *Parti républicain radical et radical-socialiste*, qui allait désormais dominer toute la vie politique française ; conservateur par son attachement forcené au principe de la propriété individuelle « dont il ne veut ni commencer, ni même préparer la suppression », mais parti de mouvement par son programme de 1907 qui prévoyait l'intervention de l'État dans les rapports entre capital et travail, et la poursuite de l'œuvre de solidarité nationale par l'assistance sociale et les retraites, le radicalisme pénètre dans les campagnes et se modère au contact des ruraux ; son bastion est le Sénat, dont on ne demande plus la suppression. Il détient en général les Ministères de l'Intérieur (pour les élections) et de l'Instruction publique (pour la défense de la laïcité). Tendance d'extrême-gauche en 1881, le radicalisme est de plus en plus refoulé au centre gauche par le socialisme, dont les différentes familles s'unissent en 1905 pour former la S.F.I.O., qui laisse cependant hors d'elle des personnalités socialistes indépendantes (républicains socialistes) ; les socialistes s'appuient sur les zones industrielles, mais aussi sur le pourtour nord et ouest du Massif Central, et sur les régions agricoles touchées par la crise, le Midi viticole en particulier.

La *vie parlementaire* se transforme par l'arrivée d'un nouveau personnel politique qui change le climat de la Chambre ; c'est la petite bourgeoisie, contrainte par la modicité de ses ressources de porter l'indemnité parlementaire de 9000 à 15000 F. La solidarité témoignée entre eux par les députés, même de tendances diverses, et qui se traduit par l'habitude du tutoiement vers 1910, conduit en 1913 de Jouvenel à écrire une satire, *La République des camarades*. L'organisation du pouvoir en régime d'assemblée s'achève par la réforme de 1910 qui fait des Commissions parlementaires des miniparlements permanents et à compétence définie, désignés suivant une représentation proportionnelle aux groupes des assemblées, ce qui rend la constitution de ceux-ci nécessaire : il en résulte une nouvelle définition du député, qui, en 1871, représentait en soi l'ensemble de la nation, et qui se trouve maintenant être délégué d'une circonscription définie ou d'un parti constitué ; la politisation des assemblées en est renforcée.

B. Le ministère Waldeck-Rousseau (juin 1899-juin 1902) : La présence dans le même gouvernement du général de Galliffet, répressur de la Commune, et de Millerand, socialiste, a posé le « cas Millerand » sur lequel les socialistes se sont scindés.

a) *Conclusion de l'affaire Dreyfus :* Waldeck-Rousseau fait déférer en Haute Cour les principaux chefs des ligues, Buffet, Déroulède, J. Guérin, qui est arrêté après trente-huit jours de résistance au siège de la Ligue (« fort Chabrol ») ; ils sont condamnés au bannissement et reviendront grâce à l'amnistie de 1905. Galliffet épure l'armée, écarte les généraux hostiles à la révision, et transfère au ministre la décision de l'avancement, qui était jusque là aux mains d'une commission formée par les généraux les plus anciens.

Dreyfus est traduit à Rennes devant un Conseil de Guerre intimidé par les manifestations et prisonnier du jugement antérieur ; il est reconnu coupable avec circonstances atténuantes et condamné à 10 ans de réclusion. Le Président Loubet le gracie aussitôt et Galliffet déclare : « L'incident est clos ». En fait, la grâce est une reconnaissance de la faute : le problème ne sera résolu qu'en 1906. Dans l'immédiat un calme précaire revient grâce à l'exposition de 1900, qui parvient à détourner les esprits par son modern style, l'inauguration du métropolitain, les ballets russes, etc.

b) *Loi sur les associations* (1901) : Waldeck-Rousseau entend « empêcher la constitution dans l'État d'une puissance rivale, en chassant les moines ligueurs et les moines d'affaires ». Son projet, qui fixait le statut général des différentes formes d'associations, accordait la liberté aux associations de fait, imposait l'obligation d'une loi pour celles qui voulaient bénéficier d'une personnalité juridique, et soumettait les congrégations à une autorisation donnée par décret. Le projet fut aggravé au cours de la discussion : aucune congrégation ne pourra exister sans une autorisation donnée par une loi et à demander dans les trois mois ; elle peut être dissoute par décret ; la congrégation devra fournir au préfet l'inventaire de ses biens et la liste de ses membres ; les établissements des congrégations non autorisées seront fermés et leurs membres n'auront pas le droit d'enseigner.

C. Le ministère Combes (mai 1902-janvier 1905).

a) *Les congrégations* : Les élections de 1902 se firent sur cette question et donnèrent une large majorité de gauche. Après leur succès, les groupes de la majorité restèrent unis dans la « Délégation des gauches » qui devait faire le lien entre le gouvernement et les assemblées. La Délégation, dominée par Jaurès, eut en fait une action sur le gouvernement. Waldeck-Rousseau, malade (il meurt en 1904), démissionna et conseilla au Président Loubet d'appeler Émile Combes. Né près de Castres en 1835, Combes avait fait ses études au séminaire, puis, après avoir soutenu une thèse sur Saint-Thomas-d'Aquin, avait été professeur au petit séminaire d'Albi ; changeant ensuite de vocation, il s'était tourné vers la médecine et avait exercé en Charente-Inférieure avant d'être élu sénateur radical en 1885. Spiritualiste, anticlérical, lié à la maçonnerie, il va donner à la loi de 1901 un sens très restrictif. Le général André est à la Guerre, Pelletan à la Marine, Rouvier aux Finances, pour donner confiance aux milieux d'affaires. Combes fait aussitôt dissoudre les congrégations qui n'ont pas déposé de demande et fermer leurs établissements scolaires ; il fait rejeter ensuite en bloc les demandes d'autorisation, exception faite pour cinq congrégations cloîtrées ou missionnaires. Enfin la loi du 7 juillet 1904 exclut les congrégations du bénéfice de la loi Falloux (1850). Les maisons sont fermées par la troupe, leurs biens reviennent à l'État.

b) *Les réformes militaires* : André et Pelletan cherchent à démocratiser l'armée et la marine. André supprime l'obligation de la dot pour les femmes d'officiers, accorde aux sous-officiers la possibilité de s'élever, donne aux civils le pas sur les militaires dans les cérémonies. Il prépare la loi militaire de 1905 qui réduit le service à deux ans et supprime toutes les exemptions.

c) *La séparation* : La rupture du Concordat n'avait pas été envisagée par Combes. Les efforts de Delcassé aux Affaires Étrangères pour provoquer un rapprochement franco-italien ont abouti à la visite de Victor-Emmanuel III à Paris, à laquelle répond en mars 1904 la visite d'Émile Loubet à Rome. Les papes n'ont jamais reconnu que Rome fût la

capitale de l'Italie, aussi Pie X considère-t-il cette visite comme une injure et il adresse une lettre de protestation qui est divulguée par *l'Humanité* dans son premier numéro du 18 avril 1904.

La Chambre vote alors la rupture des relations diplomatiques et Combes dépose le projet de séparation.

Il n'aura cependant pas le temps de le faire voter, car il tombe en janvier 1905. La chute est due à quatre raisons : le style du ministère, qui soumet les fonctionnaires et les parlementaires à une surveillance policière ; le scandale des fiches dressées sur les officiers par ordre du ministre, pour connaître leur attitude religieuse ; les attaques des radicaux, qui reprochent l'absence de réformes sociales ; la rupture de la Délégation des gauches à la suite du Congrès d'Amsterdam qui conduit au retrait des socialistes.

C'est le ministère Rouvier (janvier 1905-mars 1906) qui eut à faire voter la loi de séparation, rapportée par Briand en décembre 1905. La République assure la liberté de conscience, garantit la liberté de culte ; mais le Concordat est abrogé et la République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. Les biens ecclésiastiques sont transférés à des associations culturelles après inventaire. Pie X condamna la loi de séparation par l'encyclique *Vehementer Nos* et interdit la formation des cultuelles par l'encyclique *Gravissimo Officii Munere* (1906). Rouvier tomba à la suite des incidents parfois sanglants provoqués par les inventaires.

D. Clemenceau (1906-1909) : Clemenceau eut à faire appliquer la loi d'abord comme ministre de l'Intérieur dans le Cabinet Sarrien (mars-octobre 1906), puis comme Président du Conseil.

Il agit avec modération, faisant voter des lois qui laissaient les édifices à la disposition du clergé, attribuaient les biens aux Communes et aux établissements laïques de bienfaisance. Les inventaires furent arrêtés. Le Conseil d'État régla les nombreux conflits qui s'élevèrent.

Clemenceau liquida l'affaire Dreyfus ; en juillet 1906 la Cour de Cassation cassa le jugement de Rennes et réhabilita Dreyfus qui fut réintégré dans l'armée.

Il eut à faire face aux violents mouvements de grèves qui suivirent le Congrès d'Amiens et qu'il brisa par la force ou la révocation pour les fonctionnaires ; il eut à calmer la révolte du midi viticole au cours de laquelle se produisirent des mutineries. L'énergie de Clemenceau lui faisait beaucoup d'ennemis, on lui reprochait aussi la faiblesse des réformes économiques et sociales, limitées au rachat du réseau déficitaire de l'Ouest, dans des conditions onéreuses pour l'État, au vote de l'impôt sur le revenu par la Chambre mais non par le Sénat, à la loi de 1909 sur les retraites des cheminots. Il fut renversé en juillet 1909 par une coalition des modérés et des socialistes. Avec lui disparaissait l'unité de la gauche.

III - L'instabilité ministérielle

Dix ministères se succèdent jusqu'en 1914. Après les élections de 1910, le succès socialiste aux dépens des radicaux affaiblit la majorité de gouvernement, tandis que les républicains de gauche, une fois disparu le ciment de l'anticléricalisme, se trouvent reportés à leur véritable place, vers la droite.

A. Le **ministère Briand** (juillet 1909-février 1911) continue à appliquer une politique d'apaisement religieux, mais se trouve devant deux problèmes, politique et social. En politique les débats passionnés concernent l'introduction de la représentation proportionnelle (la R.P.) pour l'élection des députés ; son adoption attribuerait l'avantage aux grands partis, donnerait aux élections un sens plus politique, et diminuerait le rôle des notabilités locales ; les frais de campagne seraient moins élevés ; il y aurait plus de justice dans la répartition des sièges. Les conservateurs, les progressistes, les socialistes, les républicains de gauche sont favorables à la réforme ; les radicaux, parti de notables, lui sont hostiles ; la réforme ne sera votée par la Chambre qu'en juillet 1912 et sera repoussée par le Sénat.

Briand se trouve également devant les dernières séquences des grèves : à l'automne 1910 des manifestations ont lieu à Paris « pour nos cent sous » (par jour) et une grève des cheminots est arrêtée par une mobilisation de 21 jours.

B. **Poincaré** : Après les courts ministères Monis et Caillaux, au cours desquels se déroule la crise d'Agadir, *Poincaré arrive au pouvoir*, républicain sincère, capable de donner confiance à tout le monde devant le péril extérieur, car il est lorrain, anticlérical, modéré et autoritaire.

Poincaré est né en 1860 à Bar-le-Duc ; fils d'un ingénieur des Ponts et Chaussées, avocat, député de la Meuse en 1887, sénateur en 1903, il se fait remarquer au Parlement par sa mémoire prodigieuse, sa capacité de travail, ses discours sans notes ; c'est un juriste qui a su acquérir très vite une grande réputation ; il fait partie de la gauche, quand le scandale de Panama, en écartant provisoirement les hommes politiques compromis, lui permet de détenir l'Instruction Publique en 1893, les Finances en 1895. Il évite ensuite d'être au gouvernement pour assurer sa situation professionnelle ; en 1899 il suit Waldeck-Rousseau dans la scission des progressistes ; il est revenu aux Finances en 1906 avec Sarrien.

Il appartient à la bourgeoisie modérée, peu préoccupée de réformes politiques et sociales, mais attentive aux questions extérieures. Patriote, il a l'appui de la droite ; laïque et dreyfusard, il s'oppose à elle. Il veut redresser le prestige français et resserrer les alliances ; prenant les Affaires Étrangères, il ranime la diplomatie, tandis que Millerand, à la Guerre, essaie de rapprocher l'armée de la nation par des démonstrations militaires. Élu Président de la République en 1913, Poincaré va aussitôt donner un style nouveau aux rapports entre le Président et le Parlement ; il adresse à celui-ci un message où il regrette l'amointrissement de l'exécutif.

C. **La loi de trois ans et l'impôt sur le revenu** : L'aggravation de la situation dans les Balkans, la loi militaire allemande augmentant de 200 000 hommes les effectifs inquiètent Joffre, chef d'État-Major, d'autant plus qu'une partie de l'armée est au Maroc (protectorat 1912) ; Poincaré l'appuie dans sa volonté de faire porter à trois ans le temps de service. La « loi de trois ans », déposée par Briand (janvier-mars 1913), est votée sous le ministère Barthou (mars-décembre 1913) malgré l'opposition des radicaux-socialistes et des socialistes ; elle ramène en même temps l'âge d'incorporation de 21 ans à 20 ans, ce qui permet d'appeler en même temps les classes 1912 et 1913 et d'atteindre des effectifs de 850 000 hommes dont 100 000 stationnés outre-mer.

Les élections, qui ont lieu en avril-mai 1914 sur la loi de trois ans, sont un succès pour la gauche, en particulier le P.S.U., qui emporte 103 sièges. Pourtant, après les ministères Doumergue et Ribot, Poincaré parvient à convaincre Viviani, devenu Président du Conseil en juin 1914, de maintenir la loi ; en contrepartie le Sénat adoptait le 2 juillet

l'impôt sur le revenu, auquel il s'opposait depuis 1909. Cette Chambre, à majorité radicale et socialiste, allait traverser la guerre jusqu'en novembre 1919.

CONCLUSION. — En 1914 la situation politique est très différente de celle de 1871.

Le système des partis s'est établi en même temps que le régime d'assemblée ; en 1871 il n'y avait pas de partis constitués, mais des tendances dont le regroupement variait au gré des circonstances politiques ; en 1914 les partis se sont multipliés, surtout à gauche : la droite, possédant les cadres naturels que lui offrent la société et l'Église, les notables et l'argent, n'éprouve pas, autant que la gauche, le besoin de se donner l'ossature d'un parti. De gauche à droite se présentent les socialistes du parti unifié, les républicains-socialistes, les radicaux-socialistes, les radicaux indépendants et les républicains de gauche, qui sont à droite sur les questions économiques et sociales, à gauche sur la question religieuse, l'Union Républicaine, qui regroupe plusieurs formations de droite, et les Conservateurs, dont certains restent monarchistes. Les nationalistes ne forment pas un parti distinct, mais se retrouvent dans la plupart des groupes de droite ; le nationalisme, qui a longtemps appartenu à la gauche (jacobins), est passé à droite ; il est aussi devenu un phénomène urbain.

Le système des partis coïncide avec la toute-puissance prise par le législatif. La Constitution, faite pour un exécutif fort, a évolué dans son application, sinon dans ses termes, vers un étouffement du Président de la République et du Président du Conseil. Des deux Chambres, celle qui avait été conçue comme devant être l'organe essentiel, le Sénat, a été ramenée à un rôle mineur par suite de son mode de recrutement, et malgré la réforme de 1884, qui a réduit mais non fait disparaître sa tonalité conservatrice. La Chambre des députés, et, à travers elle, les Commissions qu'elle forme, sont les véritables rouages directeurs de la politique française.

Le personnel dirigeant n'est plus le même ; la noblesse, qui donnait en 1871 un tiers des députés, n'en fournit plus que le dixième ; au contraire les classes moyennes en donnent la moitié au lieu du quart et la classe ouvrière commence à être représentée.

L'affaire Dreyfus a cristallisé les oppositions entre droite et gauche ; le critère religieux est moins vif, les questions militaire, politique (parlementarisme), sociale, et donc économique sont dominantes. En 1871 la droite conservatrice était favorable à la paix, la gauche gambettiste penchait pour la guerre ; en 1914 la droite nationaliste est belliqueuse, l'extrême-gauche est pacifiste.

Pourtant, à travers une apparence de divisions internes, la nation reste moralement unie, malgré les heurts entraînés par l'Affaire Dreyfus et les affrontements sociaux, devant un péril extérieur : l'Union Sacrée, formée dès le début de la guerre, en fournira la preuve.

Bibliographie

On se reportera aux ouvrages signalés antérieurement ; on ajoutera :

Sur le radicalisme : J. T. NORDMANN, *Histoire des radicaux, 1820-1973*, Table Ronde, 1974.

Sur le socialisme : D. LIGOU, *Histoire du socialisme en France, 1871-1962*, P.U.F., 1962 ;

G. LEFRANC, *Le mouvement socialiste sous la III^e République, 1875-1940*, Payot, 1977.

Sur la nouvelle droite : Z. STERNHELL, *La droite révolutionnaire, 1885-1914, Les origines du fascisme*, Éd. du Seuil, 1978 ; J. P. RIOUX, *Nationalisme et Conservatisme, La Ligue de la Patrie française, 1899-1904*, Beauchesne, 1977 ; J.-Ch. PETITFILS, *La Droite en France de 1789 à nos jours*, Que sais-je ?, 3^e éd. 1983 ; P. BOUTANG, *Maurras, La destinée et l'œuvre*, Plon, 1984.

Sur quelques personnalités : Jaurès : V. AURIOL, *Jean Jaurès*, présenté par V. AURIOL ; G. LEFRANC, *Jaurès et le socialisme des intellectuels*, Aubier-Montaigne, 1968 ; H. GOLDBERG, *Jean Jaurès* (The life of J.J.), Fayard, 1970 ; M. GALLO, *Le grand Jaurès*, Laffont, 1984 — sur Lucien Herr : Ch. ANDLER, *La vie de Lucien Herr, 1864-1926*, Maspéro, 1977 ; D. LINDENBERG et P. A. MEYER, *Lucien Herr, le socialisme et son destin*, Calmann-Lévy, 1977 — sur Caillaux : J. G. ALLAIN, *Joseph Caillaux*, tome I, *Le Défi victorieux, 1863-1914* (Imprimerie Nationale) — sur Waldeck-Rousseau : P. SORLIN, *Waldeck-Rousseau*, Colin, 1966 — sur E. Combes : *Mon Ministère, 1902-1905*, introduction et notes par M. SORRE, Plon, 1956 — sur Clemenceau : A. ZEVAES, *Clemenceau*, Julliard, 1949 ; J. JULLIARD, *Clemenceau, briseur de grèves*, coll. Archives, Julliard — sur Poincaré : J. CHASTENET, *Raymond Poincaré*, Julliard, 1948 ; P. MIQUEL, *Poincaré*, Fayard, 1961.

Sur la Belle Époque : J. CHASTENET, *La France de M. Fallières*, Fayard, 1957.

Sur la question militaire : R. GIRARDET, *La Société militaire dans la France contemporaine, 1815-1939*, Plon, 1953 ; J. RABAUT, *L'antimilitarisme en France, 1810-1975, Faits et Documents*, Hachette, 1975 ; J. DEFASNE, *Le Pacifisme*, Que sais-je ?, 1983.

Sur la question religieuse : L. V. MÉJAN, *La séparation des Églises et de l'État*, P.U.F., 1959 ; G. LEPOINTE, *Les rapports de l'Église et de l'État en France*, Que sais-je ?, 1960 ; P. LESOURD et Cl. PAILLAT, *Dossier secret de l'Église de France*, t. II, *De la Révolution à nos jours*, Presses de la Cité, 1967.

Sur l'affaire Dreyfus et la question juive : P. MIQUEL, *L'Affaire Dreyfus*, Que sais-je ?, 7^e éd. 1985 ; M. BEAUMONT, *Aux sources de l'Affaire*, Les Productions de Paris, 1959 ; H. DARDENNE, *Lumières sur l'affaire Dreyfus*, Nouv. Éd. lat., 1964 ; J. D. BREDIN, *L'Affaire*, Julliard, 1983 ; H. ANDICS, *Histoire de l'antisémitisme*, Albin Michel, 1967 ; B. BLUMENKRANZ, sous la direction de, *Histoire des juifs de France*, Privat, 1972 ; Ph. BOURDREL, *Histoire des juifs de France*, Albin Michel, 1974 ; F. de FONTETTE, *Histoire de l'antisémitisme*, Que sais-je ?, 1982.

Lectures

J'accuse...

... J'accuse le général Mercier de s'être rendu complice, tout au moins par faiblesse d'esprit, d'une des plus grandes iniquités du siècle.

J'accuse le général Billot [ministre de la guerre en 1896] d'avoir eu entre les mains les preuves certaines de l'innocence de Dreyfus et de les avoir étouffées, de s'être rendu coupable de ce crime de lèse-humanité et de lèse-justice, dans un but politique et pour sauver l'État-Major compromis.

J'accuse le général de Boisdeffre et le général Gonse de s'être rendus complices du même

crime, l'un sans doute par passion cléricale, l'autre peut-être par cet esprit de corps qui fait des bureaux de la Guerre l'arche sainte inattaquable.

J'accuse le général de Pellieux et le commandant Ravary d'avoir fait une enquête scélérate, j'entends par là une enquête de la plus monstrueuse partialité, dont nous avons, dans le rapport du second, un impérissable monument de naïve audace.

J'accuse les trois experts en écriture d'avoir fait des rapports mensongers et frauduleux, à moins qu'un examen médical ne les déclare atteints d'une maladie de la vue et du jugement.

J'accuse les bureaux de la Guerre d'avoir mené dans la presse, particulièrement dans *l'Éclair* et dans *l'Écho de Paris*, une campagne abominable pour égarer l'opinion et couvrir leur faute.

J'accuse enfin le premier Conseil de Guerre d'avoir violé le droit en condamnant un accusé sur une pièce restée secrète, et j'accuse le second Conseil de Guerre d'avoir couvert cette illégalité par ordre, en commettant à son tour le crime juridique d'acquitter sciemment un coupable.

... Qu'on ose donc me traduire en Cour d'Assises et que l'enquête ait lieu au grand jour ! J'attends... E. ZOLA, *L'Aurore*, 13 janvier 1898.

Loi sur la séparation des Églises et de l'État

1. La République assure la liberté de conscience. Elle garantit le libre exercice des cultes sous les seules restrictions ci-après dans l'intérêt de l'ordre public.

2. La République ne reconnaît, ne salarie ni ne subventionne aucun culte. En conséquence, à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, seront supprimées des budgets de l'État, des départements et des communes, toutes dépenses relatives à l'exercice des cultes.

3. Dès la promulgation de la présente loi, il sera procédé par les agents de l'administration des domaines à l'inventaire descriptif et estimatif : 1. des biens mobiliers et immobiliers desdits établissements ; 2. des biens de l'État, des départements et des communes dont les mêmes établissements ont la jouissance...

4. Dans le délai d'un an... les biens mobiliers et immobiliers des menses, fabriques, conseils presbytéraux, consistoires et autres établissements publics du culte, seront, avec toutes les charges et obligations qui les grèvent et avec leur affectation spéciale, transférés aux associations, qui, en se conformant aux règles d'organisation générale du culte dont elles se proposent d'assurer l'exercice, se seront légalement formées...

9. A défaut de toute association pour recueillir les biens d'un établissement public du culte, ces biens seront attribués par décret aux établissements communaux d'assistance, de bienfaisance, situés dans les limites territoriales de la circonscription ecclésiastique intéressée...

12. Les édifices qui ont été mis à la disposition de la nation et qui, en vertu de la loi du 18 germinal an X, servent à l'exercice public des cultes ou au logement de leurs ministres (cathédrales, églises, chapelles, temples, synagogues, archevêchés, évêchés, presbytères, séminaires), ainsi que leurs dépendances immobilières et les objets mobiliers qui les garnissaient au moment où lesdits édifices ont été remis aux cultes, sont et demeurent propriété de l'État, des départements et des communes...

L'Encyclique Vehementer Nos

... Événement des plus graves, sans doute..., mais événement qui n'a pu surprendre personne, pourvu que l'on ait prêté quelque attention à la politique religieuse suivie en France dans ces dernières années... Vous avez vu violer la sainteté et l'inviolabilité du mariage chrétien par des dispositions législatives en contradiction formelle avec elles ; laïciser les écoles et

les hôpitaux ; arracher les clercs à leurs études et à la discipline ecclésiastique pour les astreindre au service militaire ; disperser et dépouiller les Congrégations religieuses et réduire la plupart du temps leurs membres au dernier dénuement. D'autres mesures légales ont suivi que vous connaissez tous : on a abrogé la loi qui ordonnait des prières publiques au début de chaque session parlementaire et à la rentrée des tribunaux, supprimé les signes de deuil traditionnels à bord des navires, le Vendredi saint, effacé du serment judiciaire ce qui en faisait le caractère religieux, banni des tribunaux, des écoles, de l'armée, de la marine, de tous les établissements publics enfin, tout acte ou tout emblème qui pouvait d'une façon quelconque rappeler la religion. Ces mesures et d'autres encore, qui, peu à peu, séparaient de fait l'Église de l'État, n'étaient rien autre chose que des jalons placés dans le but d'arriver à la séparation complète et officielle...

Qu'il faille séparer l'État et l'Église, c'est une thèse absolument fautive, une très pernicieuse erreur. Basée en effet sur ce principe que l'État ne doit reconnaître aucun culte religieux, elle est tout d'abord très injurieuse pour Dieu ; car le créateur de l'homme est aussi le fondateur des sociétés humaines...

En outre cette thèse est la négation très claire de l'ordre surnaturel... Cette thèse bouleverse également l'ordre très sagement établi par Dieu dans le monde, ordre qui exige une harmonieuse concorde entre les deux sociétés...

Enfin cette thèse inflige de graves dommages à la société civile elle-même, car elle ne peut pas prospérer ni durer longtemps, lorsqu'on n'y fait point sa place à la religion...

Les dispositions de la nouvelle loi sont contraires à la constitution suivant laquelle l'Église a été fondée par Jésus-Christ. L'Écriture nous enseigne, et la tradition des Pères nous le confirme, que l'Église est le corps mystique du Christ, corps régi par des Pasteurs et des Docteurs, sociétés d'hommes, dès lors, au sein de laquelle des chefs se trouvent qui ont de pleins et parfaits pouvoirs pour gouverner, pour enseigner et pour juger. Il en résulte que cette Église est par essence une société inégale, c'est-à-dire une société comprenant deux catégories de personnes, les pasteurs et le troupeau, ceux qui occupent un rang dans les différents degrés de la hiérarchie et la multitude des fidèles. Et ces catégories sont tellement distinctes entre elles, que dans le corps pastoral seul résident le droit et l'autorité nécessaires pour promouvoir et diriger tous les membres vers la fin de la société ; quant à la multitude elle n'a pas d'autre devoir que celui de se laisser conduire, et, troupeau docile, de suivre ses pasteurs...

9 L'économie française entre 1871 et 1914

L'évolution économique de la France suit la courbe mondiale : période de stagnation relative à partir de 1882, ascension rapide à partir de 1900, mais toujours avec un léger retard par rapport aux autres pays et surtout une croissance d'ensemble qui est plus faible. Le principal facteur d'explication est l'évolution démographique qui fait de la France un pays vieillissant.

I - Démographie

La France avait en 1861, après l'annexion de la Savoie, 37,5 millions d'habitants ; la perte de l'Alsace-Lorraine lui a enlevé 1,5 million ; de 36,1 millions elle passe à 39,6 en 1911, soit une augmentation de 75 000 par an entre 1882 et 1901, de 50 000 entre 1901 et 1911. Le taux d'accroissement naturel, qui était de 6 ‰ vers 1820-1830, tombe à 1,7 ‰ en 1870-1880, et 1,2 ‰ en 1900-1913. En 1872 la population française correspondait à 88 % de la population allemande et 13 % de la population européenne ; en 1911 elle est de 63 % et 9 %. En 1890 le nombre de décès est supérieur à celui des naissances et six fois encore jusqu'en 1913. Le nombre de naissances tombe de 950 000 en 1875 à 742 000 en 1911 et le taux de natalité de 26 à 19 ‰. Le nombre de décès tombe également, de 860 000 à 776 000 et le taux de mortalité de 23,7 à 19,4 ‰.

Les causes de la baisse de la natalité sont multiples : résultat de la période antérieure ; influence des pertes de 1870-1871 ; embourgeoisement général qui pousse à la restriction des naissances ; rôle peut-être du rétablissement du divorce en 1884 ; déclin de l'emprise de l'Église sur la population. La chute est variable suivant les régions : dépeuplement maximum dans le Sud-Ouest et le Sud-Est, faiblesse démographique en Haute-Saône, Haute-Marne, Normandie ; résistance plus grande du Nord et de l'Est à cause des possibilités industrielles, de l'Ouest à cause de l'influence du clergé.

L'émigration est faible, environ 6 000 par an en moyenne, sauf au moment de la crise du phylloxéra (1887-1890). En 1892, 517 000 Français vivent à l'étranger, et 400 000 Français d'origine sont installés aux colonies. L'immigration est au contraire forte ; 1 130 000 étrangers sont installés en France en 1911, 2,8 % de la population avec une majorité de Belges et d'Italiens.

L'exode rural est dû à la chute des prix agricoles et à la crise viticole, à l'attrait des villes qui facilitent la promotion sociale et où l'industrie attire les journaliers, au développement des transports ; les départs s'amplifient surtout à partir de la reprise industrielle de la fin du siècle ; Paris renferme 1 860 000 habitants en 1870 et 2 900 000 en 1911. Néanmoins la population rurale (communes de moins de 2 000 habitants) reste dominante : 71 % en 1861 ; 56 % en 1911.

Les conséquences de cette faiblesse démographique et du surpeuplement rural sont graves :

— Importance du secteur primaire qui représente encore 43 % de la population active en 1906.

- Faiblesse de la main-d'œuvre industrielle : 30,6 %.
- Sclérose des structures agraires, émiettement des terres provoqué par le droit successoral et productivité insuffisante.
- Marché intérieur insuffisant.
- Individualisme accru, manque de dynamisme et de stimulant économique.

II - Monnaie et capitaux

A. La monnaie : La dépréciation de l'argent par rapport à l'or entraînant des sorties d'or, la frappe libre des pièces de cinq francs fut arrêtée en 1876 ; les pièces gardaient pouvoir libérateur illimité envers l'État, limité à 50 francs entre particuliers ; la décision française fut imitée par le reste de l'Union Latine (Belgique-Italie-Suisse) en 1878 ; les créances françaises sur l'étranger devront être réglées en or ; la loi de 1803 n'étant pas abrogée, ce fut le système du « bimétallisme boiteux » jusqu'en 1914. L'encaisse de la Banque de France traduit cette dépréciation de l'argent : celui-ci ne représente plus à la veille de la guerre qu'un sixième des 4 milliards de l'encaisse. La circulation fiduciaire demeure faible, 5,7 milliards en 1913, de sorte que la couverture du papier s'élève à 70 % ; la monnaie est saine, la convertibilité reste absolue. Le dogme de la stabilité monétaire explique la tendance à la thésaurisation.

B. Évolution générale : La tendance générale reste bonne jusqu'en 1882 ; à partir de 1878 la fièvre s'empare de la Bourse, stimulée par le Plan Ffeycinet, par l'augmentation des dépenses publiques dues aux lois scolaires et aux premières expéditions coloniales ; les grands propriétaires, dont le revenu foncier diminue, vendent une partie de leurs terres pour acheter des valeurs. La crise éclate en 1882 et provoque le krach de la banque de l'Union Générale, créée quatre ans plus tôt avec des capitaux provenant des milieux conservateurs, ecclésiastiques en particulier ; la faillite, imputée à un complot monté par la Haute Banque juive, contribue à lancer le mouvement anti-israélite (*La France Juive* de Drumont paraît en 1886).

Cet effondrement fait naître une crise de confiance qui va porter les épargnants vers les fonds d'État français et étrangers plutôt que vers les valeurs mobilières. Dans la phase de stagnation qui suit, une crise plus profonde éclate en 1889-1890, marquée par la faillite de Panama en 1889, et, la même année, la liquidation du Comptoir d'Escompte, reformé sous le nom de Comptoir National d'Escompte de Paris. Une nouvelle phase d'expansion commence en 1897, coupée une première fois par la crise mondiale de 1900-1901, puis la progression devient très forte à partir de 1904, ponctuée par les crises moins prononcées de 1907 et 1911.

C. Le budget : Sur les 5 milliards que représentent les dépenses ordinaires en 1913, les dépenses civiles prennent 38 %, les charges militaires 36 %, le service de la dette 26 %. La dette augmente faiblement, 20 milliards en 1873 ; 33,7 en 1913 ; ce sont surtout des rentes consolidées (75 %), la dette flottante est faible (6 %). Aux recettes les contributions directes ne forment en 1913 que 15 % des 5,1 milliards de francs perçus : ce sont les « quatre vieilles », la foncière, de loin la plus importante des quatre, la mobilière, la patente, les portes et fenêtres, auxquelles s'est ajoutée la taxe sur le revenu des valeurs mobilières créée par Thiers ; les contributions indirectes représentent 38 % (monopoles du sel, du tabac, des allumettes et impôts de consommation) ; les douanes 15 % ; le reste

est fourni par le Domaine, les droits de timbre et d'enregistrement. La faiblesse des impôts directs explique l'importance prise par le problème de l'impôt sur le revenu, réclamé par les radicaux, refusé par Thiers puis par les progressistes par suspicion d'« inquisition fiscale », voté enfin par la Chambre en 1909, par le Sénat en 1914.

D. Les placements extérieurs : Jusqu'en 1897 les fonds investis dans les emprunts publics ou privés étrangers atteignent une moyenne de 500 millions de francs par an, légèrement moins que les placements intérieurs ; une première augmentation a lieu en 1898-1899 suivie d'une baisse correspondant à la crise mondiale ; à partir de 1903 la hausse est très rapide et les placements en fonds étrangers deviennent plus importants : 1 350 millions en moyenne avec un maximum de 2,5 milliards en 1910 ; au total, en 1913, le portefeuille étranger s'élève à 45 milliards de francs, sur lesquels 12,3 milliards ont été placés en fonds russes. Cette masse de capitaux qui quitte la France contribue à expliquer la faiblesse des investissements intérieurs.

E. Le produit national : Le P.N. brut augmente en moyenne de 1,1 % par an entre 1860 et 1913, tandis qu'il croît de 2,4 % en Angleterre, de 3 % en Allemagne ; mais il augmente de 2,4 % par an entre 1900 et 1913. Le revenu national par habitant a augmenté plus vite par suite de la faiblesse démographique : il serait passé de 535 à 1 095 F.

<i>Répartition du P.N.B.</i>		
	1859	1913
Revenus fonciers et agricoles	48,5 %	42 %
Revenus industriels et mobiliers	30,7 %	37,3 %
Commerce	7,7 %	7 %
Professions libérales	1,8 %	3,2 %
Fonctionnaires	11,3 %	10,5 %

III - Agriculture

A. La structure agraire a peu évolué depuis le Second Empire ; de 50 % en 1866 la part de l'agriculture dans la population active a baissé à 43 % ; il y a eu une certaine diminution de la grande propriété, qui a augmenté le nombre des exploitations inférieures à 40 ha, mais la petite exploitation domine en nombre, bien que les exploitations supérieures à 40 ha couvrent 44 % de la superficie ; la France est un pays de petits exploitants : 3 672 000 exploitations sont dénombrées. L'émiettement en 125 millions de parcelles cultivables explique la difficulté éprouvée par la majorité des exploitants à réduire leur prix de revient ; la productivité est faible.

La grande majorité des exploitations est en faire-valoir direct : l'enquête agricole de 1892 révèle que 80 %, couvrant 60 % de la superficie cultivée, sont exploitées par le propriétaire ; 14 % du nombre et 27 % de la superficie sont en fermage ; 6 % et 13 % en métayage, surtout à l'Ouest.

B. La crise de l'agriculture est à peu près permanente jusqu'en 1913 ; les causes en sont accidentelles (maladie de la vigne), ou dues à l'évolution générale : déclin des plantes

tinctoriales devant les colorants chimiques, concurrence des pays neufs ; aux exportateurs traditionnels de blé, Europe centrale, Russie, États-Unis, se sont ajoutés les pays de l'hémisphère Sud, puis le Canada depuis 1900. Les anciens oléagineux, colza, olivier, reculent devant l'emploi de l'arachide et de la margarine ; le chanvre et le lin perdent les deux tiers de la superficie occupée sous le Second Empire ; l'élevage lui-même est menacé depuis que les navires réfrigérés permettent de faire venir la viande d'outre-mer. *La superficie cultivée en blé a cessé d'augmenter depuis 1868 où elle atteint sa plus grande extension avec 7 millions d'ha ; elle redescend à 6,5 en 1913 pour une production qui monte certaines années jusqu'à 135 millions d'hl (1 hl = 76 kg) ; le rendement se maintient entre 16 et 18 hl ; mais surtout les variations annuelles sont moins profondes grâce aux engrais, à l'emploi des machines et à l'utilisation du blé de printemps. La place perdue par le blé est légèrement gagnée par l'avoine et l'orge, tandis que le seigle diminue de moitié, et que le méteil disparaît complètement. Le prix du blé baisse de 25,5 f l'hl en 1871 à 14 F en 1895, puis la hausse générale des prix le fait remonter à 20,5 F en 1913.*

Autre problème critique, celui du vin. Le phylloxéra, apparu sous le Second Empire, s'est propagé surtout à partir de 1880 ; tous les vignobles furent progressivement touchés, ce qui fit tomber la production à son point le plus bas, 23 millions d'hl, en 1889. Tandis que les petits producteurs étaient obligés de s'endetter pour replanter les vignes, d'importantes sociétés d'origine industrielle ou bancaire plaçaient leurs capitaux dans de grands domaines produisant à meilleur compte. Le déplacement des vignobles vers les régions inondables des plaines, l'introduction d'hybrides américains à rendement supérieur firent remonter la production à des chiffres normaux, 60 millions d'hl, à partir de 1900. Mais entre-temps de nouveaux producteurs étrangers étaient apparus ou avaient développé leur production, Californie, Afrique du Sud, Australie, Algérie. La chute des prix, qui les porte de 40 F l'hecto en 1880 à 14/15 F en 1905-1908, provoqua les révoltes du Midi viticole émaillées de scènes de mutineries militaires en 1907 ; la répression opérée par Clemenceau et quelques mesures prises contre la fraude (mouillage et sucrage) furent moins décisives que les mauvaises récoltes des années suivantes pour faire remonter les cours.

Les remèdes que les gouvernements tentèrent d'apporter à la crise agricole furent superficiels ; en 1899 furent créées des Caisses régionales de Crédit agricole, dont les faibles ressources financières ne purent être une aide efficace. Les coopératives, reconnues en vertu de la loi de 1884, purent se former en sociétés anonymes financées au moyen de parts versées par les membres : elles achetaient matériel, semences, conservaient la production, se chargeaient parfois de la vente ; les coopératives viticoles se développèrent dans le Midi à partir de 1901 ; dans le Jura et en Savoie les « fruitières » de lait prirent un nouvel essor ; dans le Sud-Ouest les producteurs laitiers se groupèrent en 1893 dans l'Association centrale des Laiteries coopératives des Charentes et du Poitou ; mais en général les gouvernements, aussi bien modérés que radicaux, ne virent de meilleure remède que le protectionnisme pour conserver une clientèle électorale.

Le malaise paysan est illustré par la diminution de la part de l'agriculture dans le revenu national ; en 1872 l'agriculture représentait 43 %, l'industrie 30 % ; en 1901 les parts sont passées à 35 et 36 % ; entre 1872 et 1910 la valeur de la production industrielle a doublé, le revenu agricole a augmenté de 50 %. Cela explique un sentiment de frustration ressenti par la paysannerie malgré une amélioration certaine. La production agricole subit moins fortement les incertitudes climatiques grâce au machinisme, mais se trouve plus dépendante du marché.

C. La vie rurale s'est modifiée : Sur le plan économique, la raréfaction de l'industrie à

domicile et des ateliers locaux tend à faire des campagnes un monde uniformément agricole ; les petits métiers commencent à disparaître ; le petit commerce local, les colporteurs reculent devant la concurrence des foires, du commerce urbain et des ventes sur catalogue.

Le caractère spécifique de chaque région s'atténue par la pénétration des voies de communications, les changements intervenus dans la nourriture, l'habitat, le costume ; le folklore recule devant l'urbanisation des campagnes à des degrés très différents suivant les régions. Mistral et les félibres illustrent le combat en retraite livré par la tradition ; René Bazin (*La Terre qui meurt*, 1889) déplore l'exode rural.

Sur le plan spirituel, une libération progressive se poursuit par l'obligation scolaire, les transports, la pénétration des journaux à grand tirage ; l'esprit critique se développe, la pratique religieuse recule, l'influence du hobereau local diminue, l'instituteur tend à prendre sa place comme maître à penser ; mais le conservatisme social est aussi vif et le petit exploitant en faire-valoir direct recherche toujours une conciliation entre l'ordre et la liberté qu'il croit trouver dans le radicalisme ; l'individualisme caractérise un monde où jamais un parti paysan n'a pu se former ; tout cela naturellement à des degrés divers selon les régions.

IV - L'industrie

A. Une certaine concentration se dessine au niveau de l'industrie primaire à cause de l'utilisation croissante des machines à vapeur et de l'importance de l'outillage, mais la dispersion reste très grande au stade de la transformation. L'artisanat est en recul, tout en représentant encore le tiers de la main-d'œuvre travaillant dans l'industrie ; meuniers, chapeliers, cordonniers fabriquant des chaussures, tailleurs et couturières concurrencés par la confection, menuisiers, diminuent en nombre devant la fabrication industrielle et sont prolétariés ; néanmoins l'artisan travaillant avec quelques compagnons domine encore largement : sur 900 000 entreprises ayant une main-d'œuvre salariée, 1 % emploie plus de 50 ouvriers en 1911 et le tiers des 3,5 millions de salariés travaille dans des établissements de moins de 10 personnes.

Quelques grosses sociétés, Schneider, Kuhlmann, de Wendel, Saint-Gobain, s'appuyant sur des banques qu'elles contrôlent, peuvent se dispenser de faire appel aux capitaux extérieurs ; une certaine intégration existe dans la sidérurgie ; la cartellisation apparaît dans l'industrie chimique (verres et glaces, superphosphates), mais elle reste très faible. Le Comptoir Métallurgique de Longwy (1877) formé en société anonyme par les maîtres de forges, achète la production de ses membres pour l'écouler, tout en ne s'occupant ni de production, ni de commerce extérieur. Le Comité Central des Houillères (1892), les ententes nouées entre constructeurs de matériel ferroviaire ou de navires ont les mêmes caractères. Le Comité des Forges (1864) apparaît surtout comme un moyen de lutte sociale et politique face au syndicalisme ouvrier, ainsi que les Unions, Comptoirs ou Chambres syndicales créés après 1901, comme l'Union des industries métallurgiques et minières.

B. L'évolution : La guerre de 1870-1871 n'a pas atteint les forces vives de l'appareil de production, mais la perte des départements de l'Est a enlevé la moitié du bassin de fer, le bassin houiller de Moselle, les usines sidérurgiques de Moyeuve et Hayange, l'industrie textile de la région mulhousienne. Les années 1872-1873 ont été une période de crois-

sance rapide, freinée par la crise de 1873 qui touche la France moins fortement que les autres pays parce que la spéculation y avait été moins forte. Après le ralentissement qui atteint l'économie de 1882 à la fin du siècle, la reprise se fait très rapide ensuite ; entre 1898 et 1913 l'indice de la production industrielle progresse de 64 %, soit en moyenne de 3,4 % par an ; le chômage, qui affectait 10 % de la main-d'œuvre en 1898, en touche 5 % en 1913.

a) *Charbon et fer.* L'une des faiblesses de la France est l'insuffisance de la production de charbon, malgré une hausse qui a porté l'extraction de 17 millions de t en 1873 à 29,5 en 1897, 40 millions en 1913 ; il faut importer 20 millions de t ; d'autre part le charbon produit est cher (17 F la t en 1913), et le rendement faible (735 kg par homme et par jour). Par contre la production de minerai de fer place la France au troisième rang dans le monde (États-Unis, Allemagne). En 1873 les gisements fournissaient 2 millions de t de minerai, venu pour plus du tiers de Meurthe-et-Moselle. En 1878 les Anglais Thomas et Gilchrist mirent au point un procédé de déphosphoration de la « minette », qui faisait du bassin lorrain l'un des plus riches du monde ; la société de Wendel acheta aussitôt le procédé, qui permit d'aboutir à une exploitation industrielle de la minette à partir de 1890. En 1913 la France produisait 22 millions de t, dont 45 % étaient exportés, surtout en Allemagne.

b) *La production d'acier* croît très faiblement jusqu'en 1890 (1,7 million de t), puis rapidement avec le renversement de la conjoncture et l'application du procédé Thomas (4,7 en 1913). La perte de la Lorraine a d'abord fait du Centre le principal foyer sidérurgique avec le quart des hauts-fourneaux, puis l'emploi de la minette détourne l'industrie primaire vers la Lorraine : en 1913, sur 131 hauts-fourneaux, 90 sont en Lorraine, avec 70 % de la production, 26 sont dans le Nord, 5 dans le Centre ; c'est dire qu'en cas de guerre la plus grande partie de la sidérurgie serait directement menacée. Les autres hauts-fourneaux sont dispersés en fonction de la présence de minerai (Normandie), de la construction des voies ferrées (Le Boucau, Beaucaire), ou de l'importation de minerai (Balaruc, Trignac, Isbergues). L'électro-métallurgie s'est installée à La Praz et à Ugine, dans les Alpes ; l'aluminium est maintenant produit sur un plan industriel (13 000 t en 1913).

c) *L'industrie textile* reste la branche la plus importante ; la mécanisation s'est répandue dans le travail de la laine, qui se concentre dans le Nord, la Normandie, la Marne, et dans celui du coton, dont les centres se sont déplacés vers le Nord et la Normandie depuis la perte de l'Alsace (300 000 t importées en 1911). La soie grège vient d'Extrême-Orient ; les magnaneries ne produisent plus que le dixième de ce qui est consommé ; les machines se sont également introduites dans le travail de la soie, de sorte que le dévidage et le moulinage se sont déplacés dans les vallées qui entourent Lyon et Saint-Étienne, tandis que les anciens centres ne conservent que le tissage et l'apprêt.

d) *L'industrie chimique* est faible, comparée aux puissantes sociétés allemandes et suisses ; la plus ancienne société, Saint-Gobain, diversifie ses activités, les usines du Rhône produisent des colorants, Kuhlmann des engrais ; le caoutchouc est traité par Michelin et par Bergougnan à Clermont-Ferrand, par une filiale de Dunlop à Argenteuil ; mais les deux tiers des entreprises de colorants sont des filiales de sociétés étrangères.

L'industrie française est, en 1913, et malgré sa croissance remarquable depuis 1900, très en retard sur sa rivale allemande ; en 1869 elle représentait 9 % de la production mondiale et 6 % en 1913.

V - Transports et commerce

A. Les transports : *La construction des voies ferrées* avait fait de grands progrès sous le Second Empire grâce à la Convention de garantie de 1859, qui obligeait le Trésor à verser aux Compagnies de 15 à 50 millions chaque année ; seuls le P.L.M. et le Nord avaient des bénéfices suffisants. Les 840 km du réseau d'Alsace-Lorraine avaient été cédés à l'Allemagne et les 27 000 km restants donnaient à la France une densité de 1 km pour 22 km², contre 1 pour 11 en Angleterre, 1 pour 18 en Allemagne. En 1878 la construction marquait un temps d'arrêt ; aussi Gambetta, président de la Commission du budget, en profita-t-il pour relancer l'idée de nationalisation, qu'il avait déjà émise en 1871, en même temps qu'il élaborait avec Freycinet et Léon Say, ministre des Travaux Publics et des Finances, le « Plan Freycinet », qui fut voté en juillet 1879. Sur les 5,4 milliards de dépenses prévues, 500 millions servaient au rachat de lignes d'intérêt local déficitaires dans l'Ouest et la Normandie (Réseau d'État auquel fut joint en 1908 le réseau de l'Ouest) ; 1 125 millions furent utilisés à la modernisation des voies navigables, 430 aux ports, 150 millions aux routes, 3,2 milliards aux chemins de fer en France et en Algérie ; l'argent fut fourni par l'émission d'obligations à 3 % amortissables en 75 ans.

La réalisation du Plan Freycinet a donné lieu, par suite d'intrigues politiques, à certains abus, mais fit passer le réseau à 49 000 km en 1913. Les ports étaient inclus dans le programme de rénovation : Le Havre, Dunkerque, Marseille, Bordeaux ; l'estuaire de la Seine est doublé par le canal de Tancarville en 1887, celui de la Loire par le canal de Nantes à Paimboeuf en 1892. La transformation des canaux est faite en fonction de la perte de l'axe rhénan ; on aménage la branche nord du canal de l'Est, le canal de la Meuse à la Saône et le canal de l'Oise à l'Aisne, qui doit porter en Lorraine le charbon du Nord.

La flotte marchande, en comparaison, se développe peu ; en 1870 elle était au deuxième rang avec 1 million de tonneaux et 8 % du tonnage mondial ; en 1913, avec 1,4 million de tonneaux, elle n'est plus qu'au sixième rang avec 4 % du monde ; le pavillon français n'assure que 26 % du trafic national ; on préfère utiliser le fret étranger plutôt que de construire des navires dont le coût est trop élevé.

La deuxième révolution des transports est marquée par la vulgarisation de la *bicyclette* (« la petite reine »), dont une exposition annuelle a lieu au Palais de l'Industrie à partir de 1890, et surtout par l'usage du *moteur à explosion*. Peugeot produit sa première voiture en 1890 et Panhard-Levassor en 1891 ; en 1894 le *Petit-Journal* organise la première course Paris-Rouen ; en 1897 le Salon de l'automobile est présenté au Palais de l'Industrie, puis il se tiendra annuellement au Grand-Palais (1901) ; la société des frères Renault est fondée en 1899. En 1895, 300 véhicules automobiles étaient en circulation ; ils sont 3 000 en 1900 et 53 600 en 1913 ; les « taxis de la Marne » illustreront en 1914 cette ascension rapide.

B. Le régime commercial : La hausse des droits, annoncée sous le gouvernement de Thiers par nécessité fiscale et par principe, a été confirmée durant la période de crise, mais n'a pas été adoucie une fois la prospérité revenue. L'agriculture française, sclérosée, est incapable de soutenir la concurrence des pays neufs et les industriels préférèrent avoir des bénéfices faibles mais assurés sur un marché protégé. La crise de 1881 a d'abord entraîné une baisse des prix agricoles, provoquant les plaintes des agriculteurs et une diminution des rentrées douanières fournies par des droits « ad valorem ». Néanmoins les traités de commerce conclus en 1882 pour 10 ans contiennent encore la clause de la nation la plus favorisée ; le protectionnisme reste faible ; en 1892 la conjonction

des industriels et des agriculteurs conduit à la dénonciation des traités, remplacés par un « tarif autonome » établi de façon unilatérale, avec un minimum pour les pays accordant la réciprocité, un maximum pour les autres. Les relations avec les colonies sont resserrées par une remise en vigueur du pacte colonial. *Le protectionnisme est encore renforcé en 1897 par la « loi du cadenas »* qui autorise le gouvernement à élever les droits par simple décret ; ceux-ci sont augmentés à plusieurs reprises jusqu'en 1913 ; cependant le « tarif Méline » de 1892 n'a pas établi de contingentement.

C. Le commerce extérieur : *Aux exportations*, le fait remarquable est la diminution de la part représentée par les vins, alcools, et par les produits textiles ; la part des vins a diminué de moitié entre 1869 et 1910, de 8 à 4 % ; la part des textiles est tombée de 27 à 16 %. La France exporte davantage de matières premières, un peu plus de produits fabriqués, beaucoup moins de denrées alimentaires. *Aux importations* les matières premières ont légèrement augmenté, les produits fabriqués plus fortement. Le commerce colonial ne représente en 1913 que 12 % des échanges, les colonies ne font avec la France que 60 % de leur commerce. La moitié des échanges français se font avec l'Europe ; l'Allemagne et le Royaume-Uni sont les principaux fournisseurs (13 % chacun) et les principaux clients (Allemagne 12,6 % des ventes, Royaume-Uni 21 %).

Le volume global du commerce extérieur fait plus que doubler entre 1869 et 1913, mais la part de la France dans le commerce mondial tombe de 12 à 8 % contre 14 % pour le Royaume-Uni, 12 % pour l'Allemagne. Depuis 1876 la balance commerciale est régulièrement déficitaire, sauf en 1905 ; à partir de cette date le déficit s'accroît jusqu'à ne plus laisser qu'une couverture de 82 %. Entre 1900 et 1913 les déficits cumulés de la France et de l'Outre-Mer s'élèvent à 30 milliards de francs ; mais les comptes sont excédentaires grâce aux rentrées invisibles, en particulier le revenu des capitaux et le tourisme ; c'est dire que la consommation intérieure augmente plus vite que la production ; malgré la croissance rapide de la production industrielle depuis 1904, les Français vivent de plus en plus du travail des autres ; mais cela n'est possible que par le revenu des placements effectués à l'étranger qui permettent d'importer matières premières et surtout produits fabriqués : la France n'est pas encore un pays hautement industrialisé comme le sont le Royaume-Uni et l'Allemagne.

D. Les expositions universelles : Elles marquent néanmoins les étapes de l'enrichissement de la France ; la première, qui eut lieu en 1878, devait marquer le relèvement français après la défaite ; elle s'étendait sur le Champ de Mars, l'Esplanade des Invalides, la colline de Chaillot, d'où le Trocadéro dominait la Seine dans son style oriental et roman ; on y pouvait voir une rétrospective d'art ancien à côté des premières réalisations de l'électricité, du téléphone et du phonographe. Le gouvernement républicain voulut en 1889 commémorer le souvenir de la grande Révolution ; sur le même emplacement que la précédente l'Exposition exprimait le triomphe du métal dans la Galerie des machines et surtout dans la Tour Eiffel. L'Exposition de 1900 enfin fut celle du luxe qui devait caractériser la « Belle Époque » ; la réalisation en fut commencée en 1896 par la construction du pont Alexandre III, du Grand et du Petit Palais et de la perspective des Invalides ; elle était l'illustration de la révolution accomplie dans les transports et dans les réalisations de l'électricité.

A la veille de la guerre la France apparaît comme un pays démographiquement vieux, en plein essor industriel mais très en retard sur ses concurrents, supportant une agriculture incapable de se transformer derrière des barrières douanières de protection, riche surtout de ses capitaux, dont la plus grande partie sera perdue avec la guerre.

Bibliographie

Généralités : H. SÉE, *Histoire économique de la France*, tome II, Colin, 1951 ; A. ROWLEY, *Évolution économique de la France du milieu du XIX^e siècle à 1914*, S.E.D.E.S., 1982 ; F. BRAUDEL et E. LABROUSSE (sous la direction de), *Histoire économique et sociale de la France*, 8 vol. tome IV, *L'Ère industrielle et la Société d'aujourd'hui, 1880-1980*, P.U.F., 1979-1983.

Sur la monnaie : A. NEURISSE, *Histoire du franc*, Que sais-je ? ; R. SÉDILLOT, *Le franc, histoire d'une monnaie*, Sirey, 1953.

Sur les banques : G. POTUT, *La Banque de France, du franc germinal au franc contrôlé*, Plon, 1961 ; R. BIGO, *Les banques françaises au cours du XIX^e siècle*, Sirey, 1947 ; J. BOUVIER, *Un siècle de banque française*, Hachette, 1973.

Sur l'agriculture : M. AUGÉ-LARIBÉ, *La Politique agricole de la France, 1880-1932*, P.U.F., 1950 ; J.-C. TOUTAIN, *Le Produit de l'agriculture française de 1789 à 1964*, Cahiers de l'I.S.E.A., juillet 1961 ; G. DUBY et A. WALLON (sous la direction de), *Histoire de la France rurale*, Éd. du Seuil, 1977.

Sur l'industrie : LEVASSEUR, *Questions ouvrières et industrielles en France sous la III^e République*, Paris, Rousseau, 1907 ; T.J. MARKOVITCH, *L'Industrie française de 1789 à 1964*, Cahiers de l'I.S.E.A., juillet 1961 ; B. GILLE, *La Sidérurgie française au XIX^e siècle*, Genève, Droz, 1968.

Sur les capitaux : Ch. A. MICHALET, *Les placements des épargnants français de 1815 à nos jours*, P.U.F., 1968 ; R. POIDEVIN, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Colin, 1969 et *Finances et Relations internationales 1887-1914*, Coll. U2, Colin, 1970.

Sur la société française : on trouvera une large bibliographie dans G. DUPEUX, *La Société française, 1789-1970*, Coll. U, Colin ; L. H. PARIAS (sous la direction de), *Histoire du peuple français*, tomes IV et V, Nouv. Libr. de France ; P. SORLIN, *La Société française*, tome I, 1840-1914, Arthaud, 1969.

Documents

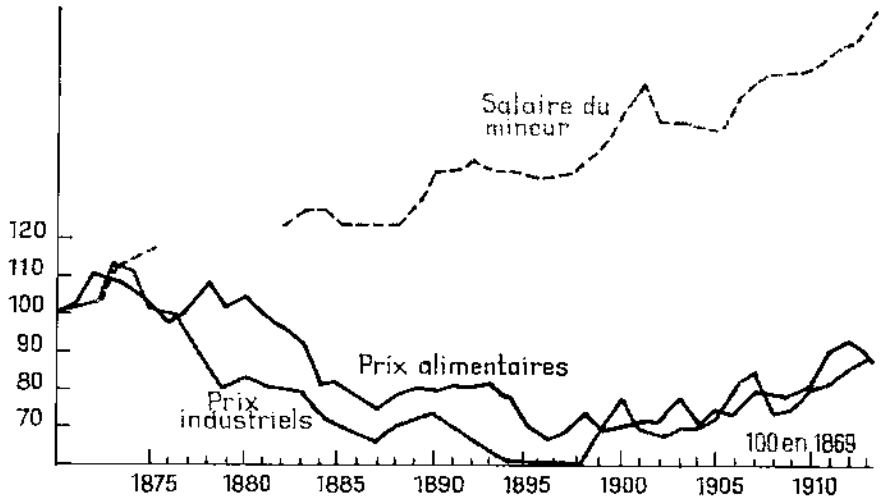
Salaires

Salaire journalier moyen d'un ouvrier	1872	1901
Nourri, à Paris	Entre 1,02 et 2,54 F Entre 1,09 et 1,82 F Entre 3,92 et 5,94 F	6,93 F 3,92 F
Nourri, en province		
Non nourri, à Paris		
Non nourri, en province		

	1896	1901	1906	1911
Salaire horaire d'un charpentier à Paris	0,85	0,90	0,90	1
— en province	0,44	0,46	0,48	0,51

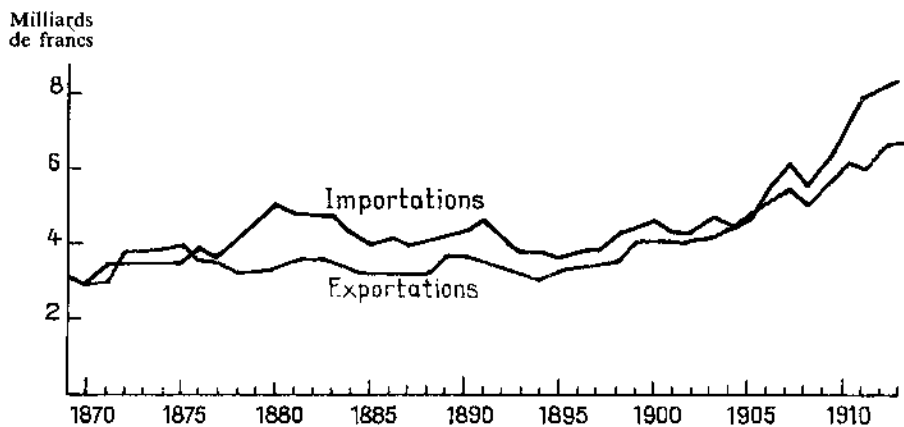
	1862	1880	1900	1910
Salaires horaires d'un maçon à Paris	0,52	0,75	0,80	0,95

Indice des prix et des salaires (Source : *Ann. Stat. France*, 1914)



On notera : 1. La baisse des prix jusqu'en 1896-1898 ; 2. La baisse plus forte des prix industriels dans cette même période ; 3. Les prix n'ont pas retrouvé en 1913 leur niveau de 1869 ; 4. La hausse du salaire nominal et du salaire réel ; sa diminution entre 1901 et 1905.

Commerce extérieur (Source : *Ann. Stat. France*, 1966)



On notera l'excédent de 1872 à 1875, le maximum du déficit en 1880, sa diminution ensuite jusqu'en 1894-1895, puis son augmentation jusqu'à la guerre.

10 Le Royaume-Uni 1866-1914

La reine Victoria, qui règne de 1837 à 1901, a donné son qualificatif d'ère victorienne à la période qui dépasse le cadre de la durée du règne. C'est l'apogée du Royaume-Uni et en même temps l'apparition des premiers signes de son déclin ; c'est aussi l'époque d'une société figée dans un étroit conservatisme éthique.

I - Période d'équilibre (1866-1886)

Sur le plan politique la période est dominée par l'alternance des deux partis libéral et conservateur, qui favorise les réformes, et par deux hommes, Disraeli et Gladstone.

A. Les hommes

a) *Le parti conservateur* (tory) a trouvé son chef en Benjamin Disraeli (1804-1881), devenu lord Beaconsfield en 1876. Issu d'une famille juive espagnole installée en Angleterre au XVIII^e siècle, il devint anglican en 1817 ; jeune homme excentrique, orateur brillant, très souple d'attitude et d'esprit, Disraeli tenta d'abord d'entrer dans la politique comme radical et échoua en 1832 ; il se tourna dès lors vers les tories et fut élu en 1837 ; mais il conserva toujours de ses origines radicales une volonté de réformes politiques et de progrès social ; dans son roman *Sybil*, paru en 1845, et qui fit scandale parmi les conservateurs, il prenait la défense du fermier et du peuple en général contre la bourgeoisie libérale, commerçante et industrielle ; mais par ailleurs il entendait s'appuyer sur le trône et sur l'Église, en laissant à la souveraine un pouvoir réel ; enfin il soutenait une politique extérieure et coloniale active qui lui fit proclamer Victoria impératrice des Indes en 1877.

Ministre dans le Cabinet Derby en 1858, il tombe l'année suivante sur la réforme électorale qu'il avait présentée, mais réussit à faire passer celle de 1867 ; fort de l'appui de la reine, à laquelle il reconnut toujours un rôle important, surtout en politique extérieure, il devint leader des tories après le retrait de lord Derby, et dirigea le ministère entre 1874 et 1880, donnant une forte impulsion à la politique coloniale, qui fut la cause directe de sa chute en 1880.

b) *Les libéraux* ont perdu leur chef, Palmerston, en 1865 ; sous sa direction ils avaient manifesté un refus des réformes et s'étaient attachés à l'intervention extérieure. Le successeur de Palmeston, Gladstone (1809-1898) fut tout autre ; ses origines et son caractère l'opposaient à Disraeli ; sorti d'Eton et d'Oxford, appartenant à une vieille famille commerçante, anglican adhérent à la High Church, il fut d'abord tory conformément à ses origines ; il fut député très tôt, en 1832, ministre à 34 ans (1843), et partisan de Peel sur la question du libre-échange. L'échec du réformisme peelite, un voyage en Italie au moment de la répression des troubles de 1848-1850, d'où il rapporta *Les persécutions du royaume de Naples* (1851), achevèrent de le faire basculer dans le camp libéral ; il y

apporta toute sa sensibilité religieuse, sa conviction profonde en la valeur de la liberté et de la personne humaine.

Il oppose un dogmatisme idéaliste, humaniste, au jeu politique et à la souplesse de Disraeli. En bon libéral, les réformes politiques l'intéressent plus que les réformes sociales ; pacifiste convaincu, il s'oppose à la tendance impérialiste qui se développe dans son propre parti autour de Chamberlain ; il entend enfin accorder des réformes aux Irlandais, tant sur le plan économique que sur le plan politique. Il fut au pouvoir entre 1868 et 1874, puis entre 1880 et 1885.

B. Les réformes politiques : La réforme de 1832 avait porté le corps électoral à 1 300 000 personnes et avantagé la bourgeoisie urbaine. En 1866 le Cabinet libéral Russell-Gladstone avait soumis un projet qui aurait ajouté 400 000 électeurs, mais il fut abandonné par une partie des libéraux. Disraeli, qui lui succéda, fit passer en 1867 un projet plus audacieux, qui donnait le droit de vote, dans les comtés, aux propriétaires et aux fermiers à long terme d'un bien rapportant cinq livres (125 F), et, dans les bourgs, aux propriétaires, et aux locataires payant un loyer de 10 livres (250 F) ; en outre les « capacités », pasteurs, médecins, gradués de l'Université, pouvaient voter. Le corps électoral passait à 2,5 millions d'électeurs, ce que Disraeli appelait « le saut dans l'inconnu ». La loi redistribuait 58 sièges, enlevés aux comtés en faveur des bourgs industriels. Gladstone, revenu au pouvoir en 1868, compléta la réforme par le Ballot Act voté en 1872, qui assurait le secret du vote par l'institution de l'isoloir.

Le déclin économique qui frappa l'Angleterre à partir de 1880 créa un malaise que Gladstone tenta de calmer par une nouvelle réforme électorale en 1884-1885 : la loi sur la franchise (1884) donnait le droit de vote à tous les locataires et propriétaires ; mais, d'une part, les propriétaires et locataires d'immeubles situés dans des circonscriptions différentes votaient plusieurs fois (en 1913, 500 000 votent au moins deux fois), d'autre part les domestiques, les fils majeurs, les ouvriers logés par l'employeur ne votaient pas : le droit de vote n'est pas, comme en France, donné à l'individu, mais à la raison sociale représentée par celui-ci : ainsi en 1913, sur 12 millions d'Anglais majeurs, 4 millions ne votaient pas. La loi de 1885 redistribuait les sièges en fonction de la population et en créait 12 nouveaux pour porter le nombre de députés aux Communes à 670 à raison de un siège pour 50 000 habitants. C'était la fin des derniers bourgs pourris.

C. Mesures sociales : La recherche des voix ouvrières ou la générosité sincère fit des deux leaders les promoteurs de réformes. Il faut ajouter le « mouvement du remords social » propagé par Stuart Mill parmi les intellectuels.

La réforme scolaire fut réalisée en 1870 par Gladstone ; l'enseignement primaire était jusque-là laissé à l'Église ou à l'initiative privée ; l'État versait des subventions, mais n'exerçait aucun contrôle. Une enquête effectuée en 1869 avait révélé que 1,5 million d'enfants restaient sans instruction. Le bill de 1870 partageait le pays en districts scolaires dirigés par des bureaux élus ; ceux-ci ouvraient des établissements aux endroits où ne se trouvaient pas encore d'écoles et lèveraient pour cela des taxes spéciales ; l'enseignement religieux n'était pas obligatoire, mais l'instituteur ferait une lecture de la Bible. La loi de 1880 introduisait l'obligation de 5 à 13 ans ; enfin la loi de 1891 décida la gratuité et accorda dans ce but une subvention annuelle versée par l'État de 10 shilling par enfant.

Les trade-unions, groupés en un Congrès depuis 1878, représentaient une force avec laquelle chacun des deux partis devait compter. En 1871 Gladstone leur reconnut une existence légale, leur donnant ainsi une personnalité civile, tout en affirmant le droit à la liberté du travail et la condamnation des manifestations accompagnant les grèves. Dis-

raeli fit disparaître en 1875 ces dernières restrictions. La loi de 1874 sur les manufactures fixa un maximum de 56 heures hebdomadaires pour les femmes travaillant en manufacture. En 1875 la loi « maître et serviteur » qui punissait l'ouvrier de prison en cas de rupture de contrat fut abrogée ; les conventions collectives furent légalement reconnues en 1876 ; enfin la loi de 1880 rendit les patrons responsables des accidents du travail et confia aux municipalités la surveillance de l'hygiène dans les ateliers et de la salubrité des logements.

D. La question d'Irlande : La crise de 1846 et l'émigration, qui ont fait tomber la population irlandaise de 8 à 4 millions, ont diminué l'acuité du problème sans le faire disparaître. Celui-ci est religieux, social et politique.

a) *Religieux* ; les Irlandais, catholiques sauf dans la partie Nord-Est (Ulster), payaient la dîme à l'Église anglicane. Gladstone fit voter en 1869 le « désétablissement » de l'Église anglicane, qui ne demeurait en Irlande qu'au titre de société privée ; ses biens étaient donnés aux œuvres d'assistance, ou à l'Église catholique, ou enfin conservés par elle.

b) *Social* ; les Irlandais, fermiers en général des landlords britanniques, se trouvaient à leur merci ; expulsé de sa terre le tenancier ne pouvait pas retrouver une nouvelle tenure dans un pays encore surpeuplé. Gladstone leur fit étendre en 1870 la pratique de l'Ulster par laquelle le tenancier devait recevoir une indemnité en cas d'expulsion, d'amélioration de sa terre, de refus de vente de la part du landlord. La mesure ne parut pas suffisante ; une « Ligue agraire », formée en 1879, réclamait les trois « F », *fixity of tenure* (assurance de ne pas être expulsé), *fair rent* (juste redevance), *free sale* (droit pour le tenancier de céder son droit sur sa terre à un autre fermier). La loi agraire de 1881 accorda les trois « F » et créa des commissions pour arbitrer les litiges sur les fermages. Le problème économique posé par la pauvreté n'était pourtant pas résolu.

c) *Politique* ; c'était le problème le plus difficile à résoudre : les Irlandais réclamaient le *Home Rule*, au moins l'autonomie envers l'Angleterre ; leur action fut double : en 1858 s'était formée aux États-Unis la société des « Fenians », du nom de guerriers légendaires, pour soutenir financièrement la résistance en Irlande et y préparer un soulèvement ; la société parut dans l'île même en 1865 et, bien que ses principaux membres aient été aussitôt arrêtés, le mouvement clandestin se développa autour de la « Fraternité Républicaine », qui provoqua des attentats.

Une action légale était en même temps conduite aux Communes par les 82 députés irlandais, qui, en présence des deux partis rivaux, pouvaient jouer un rôle déterminant. Parnell en fit une masse homogène ; Irlandais lui-même, mais grand propriétaire protestant, il avait été frappé par la misère des tenanciers, avait adopté le programme de Home Rule et fut élu en 1875 ; froid, distant, autoritaire, sans qualités oratoires, il fit de l'obstruction aux Communes une arme politique. Gladstone était favorable aux Irlandais, mais non à leurs formes d'action ; il obtint en 1880 de la Chambre la suspension de l'*Habeas Corpus*¹ pour l'Irlande et le droit pour le speaker de décider la clôture (fin des débats). Parnell, qui prêchait le calme, fut débordé par les « invincibles », les « gars du clair de lune », qui multiplièrent les attentats contre les fermiers trop prompts à payer leur fermage ou contre les autorités : en mai 1882 le Secrétaire d'État à l'Irlande et son assistant furent assassinés à Phoenix Park à Dublin.

1. Habeas Corpus : loi garantissant la liberté individuelle.

Les élections qui suivirent la réforme électorale de 1884-1885 donnèrent la victoire aux libéraux, qui se retrouvèrent 333 contre 251 tories ; mais les 86 députés irlandais parnellistes étaient maîtres de la majorité : Gladstone dut les satisfaire. En 1886 il déposa le premier projet de Home Rule qui abolissait l'act d'Union de 1800, supprimait la représentation irlandaise à Londres et créait à Dublin un Parlement autonome de deux Chambres ; le parti libéral se scinda lors du vote ; une minorité conduite par Joseph Chamberlain, ministre de l'Intérieur, favorable à la constitution d'une fédération d'États mais avec un Parlement commun, joignit ses votes à ceux des conservateurs : le Home Rule fut repoussé par 341 voix dont une centaine de libéraux, contre 311. La Chambre dissoute, les électeurs envoyèrent aux Communes 317 conservateurs, 76 unionistes (dissidents libéraux conduits par Chamberlain) et 191 libéraux.

Le parti libéral perdait le pouvoir pour longtemps ; le projet de Home Rule était en effet présenté à contre-courant : le réveil impérialiste, joint au déclenchement de la crise économique, qui portait à un resserrement des liens avec l'Empire, était contraire à une séparation avec l'Irlande.

E. La situation économique

L'agriculture, que l'on aurait pu croire menacée par le libre-échange, a su s'adapter et a pu résister, du moins jusqu'aux environs de 1880. Les emblavures ont diminué, et la récolte de blé est tombée de 3 à 2 millions de tonnes, tandis que les pâturages occupaient 52 % de la surface cultivée, et que le cheptel bovin progressait ; le pays ne produit que la moitié du blé qu'il consomme, mais les neuf dixièmes de ses besoins en viande. La révolution agraire est faite, et l'agriculture britannique est l'une des plus scientifiques.

Favorisée par le libéralisme douanier, l'*industrie* s'est développée et concentrée ; l'extraction de charbon a progressé de 46 % entre 1870 et 1885 ; la production d'acier est passée de 240 000 à 2 millions de tonnes en utilisant les procédés Bessemer puis Martin. L'industrie cotonnière demeure la plus importante du monde. L'introduction du métal dans la construction navale assure la supériorité britannique. L'Angleterre vend ses cotonnades, ravitaille en matériel les chemins de fer étrangers, alimente en charbon ses escales et l'industrie européenne. Ayant réalisé la première sa révolution industrielle, elle en fournit les instruments à ceux qui l'ont suivie.

L'Angleterre fait 20 % du commerce mondial en 1880 et exporte un cinquième de sa production intérieure. La flotte de commerce (6,5 millions de tonneaux, 60 % du monde), un système bancaire unique, la possession d'un Empire producteur de matières premières, permettent à Londres d'être la plaque tournante du commerce mondial, et aux rentrées invisibles de compenser le déficit de la balance commerciale : ainsi le Royaume-Uni peut être le stimulant de l'économie mondiale, dispensateur de capitaux à court et long terme, centre de redistribution de marchandises ; ce qui explique le rôle prépondérant joué par la livre dans le règlement des échanges internationaux.

Cependant, depuis la crise mondiale de 1873, la prospérité fondée sur une avance technique et sur une inflation constante se trouve combattue par des facteurs nouveaux qui ralentissent l'expansion de la production et des échanges. Les raisons sont internes et externes.

— *Raisons internes* ; des matières premières qui avaient fait sa richesse, l'Angleterre ne conserve que le charbon ; elle doit accroître ses importations ; une certaine sclérose emprisonne son industrie ; férue du dogme de sa puissance industrielle, l'Angleterre n'a pas su transformer ses modes de production, concentrer ses usines et ses sociétés, s'adapter aux nouvelles branches industrielles telles que la chimie ou l'électricité.

— *Raisons externes* ; imputables à l'évolution générale de la conjoncture, mais aussi à la concurrence ; de nouveaux pays se sont industrialisés, disposant de matières premières et d'une main-d'œuvre souvent peu rémunérée ; ils fabriquent eux-mêmes ce qu'ils achetaient au Royaume-Uni et commencent à exporter. D'autre part, tandis que le Royaume-Uni reste en système de libre-échange, le monde se hérissé de barrières douanières. Ce frein mis à l'expansion ne peut pas manquer d'avoir un effet sur les plans politique et social. La confiance mise dans le capitalisme libéral est ébranlée..

II - L'Angleterre en crise (1886-1914)

Cette seconde période peut s'articuler autour de l'année 1906 : c'est la fin de la période conservatrice, le tournant décisif pris par la conjoncture économique, l'aggravation du problème social et de la question irlandaise.

A. Évolution politique : La reine Victoria est restée d'autant plus populaire qu'elle symbolisait cette ère où le Royaume-Uni dominait le monde ; les fêtes de son jubilé, en 1897, célébrant ses soixante années de règne, furent, en même temps qu'une dernière manifestation de son prestige, une démonstration de la puissance impériale. Elle meurt en 1901, laissant le trône à son fils Edouard VII, qui s'était rendu célèbre par sa vie parisienne ; il se révéla, devenu Roi, plus habile qu'il n'était attendu, poursuivant une active politique extérieure qui rapprocha le Royaume-Uni de la France et de la Russie. George V, qui lui succéda en 1910, fut moins brillant, plus respectueux des règles parlementaires, aussi populaire par l'image qu'il donnait d'une vie typiquement britannique.

Les conservateurs sont au pouvoir jusqu'en 1906 ; ils sont renforcés en 1886 par les éléments libéraux de Chamberlain, qui forment avec eux la « coalition unioniste » ; les leaders en sont Salisbury, puis Balfour son neveu, qui avait réprimé durement l'agitation en Irlande comme Secrétaire d'État (1887-1891) ; hostiles au Home Rule, appuyés sur la tradition, la religion anglicane, ils s'opposent à l'intervention de l'État en matière économique et sociale ; leur attention se porte surtout sur la politique impériale, en Égypte, en Afrique du Sud. Ils ne négligent cependant pas les réformes : en 1888 l'Angleterre et le Pays de Galles sont partagés en 122 comtés administrés par un Conseil élu pour trois ans par tous les contribuables et remplaçant le shérif ; la réforme est étendue à l'Écosse en 1893, à l'Irlande en 1898.

Les libéraux sont longs à se remettre de la scission de 1886 ; ils se reconstituent avec une équipe de *radicaux*, jeunes, qui cherchent à se concilier les masses ouvrières, restant libéraux en matière économique, favorables à l'intervention de l'État en matière sociale ; ces radicaux se recrutent souvent, fait nouveau, dans les couches moyennes : Asquith, avocat, sorti d'une simple école secondaire, et surtout David Lloyd George, d'origine galloise, fils d'un maître d'école, faisant partie du réveil piétiste dissident ; éloquent, impulsif, têtue, jouissant d'une large audience parmi les mineurs gallois, il est adversaire du capitalisme. Ce sont aussi les débuts de W. Churchill, fils de Randolph, qui avait été l'un des théoriciens de l'impérialisme, mais aussi l'un des promoteurs du torysme progressiste ; rendu célèbre en 1899 par son évasion au cours de la guerre des Boers qu'il suivait comme correspondant de guerre, il est élu député conservateur en 1900, mais quitte le parti en 1906 parce qu'il reste favorable au libre-échange.

En effet, devant la crise économique, un mouvement favorable au protectionnisme s'était développé sous l'inspiration de Chamberlain, qui cherchait surtout à resserrer les

liens avec l'Empire. Balfour proposa en 1903 l'institution de taxes sur certains produits alimentaires et manufacturés, compensées par un régime préférentiel envers les pays de l'Empire, mais il se heurta à la résistance des libéraux et des trade-unions, inquiets de l'incidence que la création de droits aurait sur le coût de la vie. Les élections qui eurent lieu en 1906 à la suite de la dissolution des Communes portèrent sur cette question du libre-échange ; elles furent une victoire pour les libéraux, qui emportèrent 430 sièges contre 157 aux conservateurs et 29 à ce qui va être le Labour Party. Le Royaume-Uni resta jusqu'à la guerre fidèle au libéralisme.

Les libéraux arrivèrent au pouvoir dans ces conditions ; d'abord Campbell-Bannermann, puis en 1908 Asquith, qui fut éclipsé par la personnalité de Lloyd George, chancelier de l'Échiquier. Pressé par les travaillistes, Asquith poursuit la démocratisation du régime par l'institution d'une indemnité parlementaire de 40 livres par an (10000 F), mais il ne va pas jusqu'au bout des réformes en n'introduisant pas le suffrage universel et en refusant le droit de vote aux femmes. Ce droit, accordé déjà en Nouvelle-Zélande en 1893, en Australie en 1902, est revendiqué par les « suffragettes » qui manifestent à partir de 1906. Mrs Pankhurst trouve des fonds aux États-Unis pour entamer en 1909 une campagne souvent violente ; en même temps le parti travailliste incluait le vote des femmes dans son programme, mais les outrances du mouvement féministe indisposaient l'opinion et en novembre 1912 les Communes rejetèrent le projet.

B. Évolution économique

a) *La période des conservateurs* : Le ralentissement économique se prolonge jusqu'en 1896 ; il est marqué par une dégradation de la balance extérieure due à la progression des importations, la production intérieure étant insuffisante. La crise est ponctuée par la liquidation de la Banque Baring en 1890. Le prix du blé baisse de moitié entre 1880 et 1894, celui de la viande de 20 % ; les profits des fermiers se réduisent, la production nationale ne fournit plus que le tiers des besoins nationaux en 1905, l'exode rural est intense. Dans l'industrie, l'amalgamation (concentration) est rare dans les branches anciennes qui ont de la peine à se moderniser ; l'extraction du charbon n'augmente que de 48 % entre 1885 et 1905, la production d'acier de 24 % ; les industries textiles ne progressent plus.

L'incertitude de la conjoncture détériore le climat social, un nouvel unionisme se développe qui provoque de longues et violentes grèves auxquelles les conservateurs répondent par quelques réformes, mais surtout par des procès intentés contre les syndicats, pour les rendre responsables des pertes subies par les compagnies. C'est aussi le moment où les nouveaux syndicats se tournent vers l'action politique pour aboutir à la formation d'un parti du travail.

b) *La période radicale* : L'arrivée des radicaux au pouvoir coïncide avec le renversement décisif de la conjoncture amorcé depuis 1896. L'agriculture s'oriente vers la production de denrées périssables, domaine où la concurrence est moins forte, lait, beurre, légumes, fruits. Les surfaces en culture, 11 millions d'ha, ne diminuent plus, la proportion des herbages monte à 55 % ; il y a donc stabilisation et arrêt de l'exode rural, mais l'Angleterre ne fournit plus en 1913 que 20 % de sa nourriture et se trouve plus encore contrainte d'exporter des produits manufacturés.

Le redressement industriel a commencé en 1904 ; jusqu'en 1907 les investissements intérieurs dépassent les placements extérieurs, puis les capitaux sont assez abondants pour que les deux mouvements soient parallèles. Les prix remontent rapidement, la produc-

tion de charbon augmente de 28 % depuis 1900 (292 millions de t en 1913), la production d'acier de 50 % (9 millions de t) ; mais la sidérurgie doit importer 24 millions de t de minerai et se déplace vers les côtes ; l'effort particulier est porté sur la construction de machines, les constructions navales, qui lancent 1,3 million de tonneaux en 1913. L'industrie cotonnière utilise à cette date 55 millions de broches, soit 52 % du monde ; on exporte moins de filés, plus de tissus.

Il y a reprise, mais décadence relative : l'industrie textile ne travaille plus que 20 % du coton mondial au lieu de 42 % vers 1880 ; pour la métallurgie le Royaume-Uni vient non seulement derrière les États-Unis, mais aussi derrière l'Allemagne (17 millions de t d'acier). L'industrie chimique a été négligée : Courtauld's a encore peu d'importance ; seules les sociétés Lever, qui fournit les deux tiers du savon anglais, et Dunlop, créée en 1896, ont une importance mondiale ; l'industrie textile doit compter sur les colorants allemands. Les capitaux britanniques se sont placés dans des sociétés pétrolières puissantes, la Shell (1907), en association avec la Royal-Dutch hollandaise, l'Anglo-Persian (1909), dont l'Amirauté a acquis la majorité des actions en 1914, la Mexican Eagle (1910) — mais il n'y a pas de raffinage du pétrole en Angleterre.

La force économique britannique, battue sur le plan industriel, ne se défend plus que sur le plan commercial ; la marine de commerce est toujours la première du monde (12 millions de tonneaux contre 3,3 à l'Allemagne) ; Londres reste le principal port de redistribution des matières premières ; les rentrées invisibles procurées par le fret, les banques et les assurances comblent largement le déficit de la balance commerciale, dont la couverture est remontée à 85 %. Le Royaume-Uni est encore le grand distributeur de capitaux, et sa monnaie est l'instrument indispensable des échanges internationaux, mais il vit désormais de la fortune accumulée dans les décennies précédentes et de son rôle de courtier du monde.

La tendance personnelle de Lloyd George, son opportunisme, la pression exercée par le parti travailliste qui venait de naître, le poussèrent à faire voter une importante législation sociale, qui imposait une augmentation des ressources de l'État, d'autant plus que la guerre des Boers et la nécessité de répondre au renforcement de la flotte allemande obligeaient à des dépenses militaires accrues. Le Finance bill de 1909 (« budget Lloyd George ») comportait l'introduction de l'*income tax* (impôt sur le revenu) et d'un impôt sur l'accroissement des fortunes, auxquels s'opposa la Chambre des Lords ; pour vaincre sa résistance Asquith lui fit enlever son rôle budgétaire par le Parliament Act (1911), qu'elle vota sous la menace d'une « fournée de lords » : un projet financier (money bill) voté par les Communes qui n'aurait pas été approuvé par les lords dans le délai d'un mois serait automatiquement considéré comme loi (act) ; en outre un bill ordinaire voté par les Communes au cours de trois sessions successives et repoussé par les lords deviendrait une loi malgré eux (veto suspensif de deux ans). Lloyd George put alors faire passer la loi sur les assurances sociales.

C. La société britannique à la veille de la guerre : La population britannique reste, peut-être plus que d'autres, marquée par son histoire, ses traditions, et elle apparaît jusqu'en 1900 comme figée dans le conservatisme étroit de l'ère victorienne, chacun, jusqu'au plus bas de l'échelle, cherchant son modèle ou son idéal dans le mode de vie de la haute société, l'*Establishment*. Une transformation rapide s'est opérée ensuite à la faveur de la reprise économique, sans que les Britanniques abandonnent pour autant leurs vieilles traditions, mais, du haut en bas de l'échelle sociale, les différences se sont accusées. L'enrichissement a été en effet général entre 1850 et la fin du siècle en dépit de la stagnation relative de la période 1882-1896 ; le ralentissement économique a été en partie com-

pensé par les possibilités qu'offrait la conquête ou l'exploitation de l'Empire. Avec la reprise la détérioration des bas salaires a été plus grande, et l'inégalité des conditions sociales plus accusée qu'ailleurs, à cause de la hausse moyenne des prix de 20 %, entre 1900 et 1913 ; d'autre part cette phase de croissance a été hachée par plusieurs crises brutales auxquelles les classes populaires étaient plus sensibles. On estime à 25 % la proportion des habitants de Londres pauvres, situés au-dessous du minimum vital, et à 12 % la proportion pour l'ensemble de la population, ce qui rend plus compréhensibles les mouvements sociaux si violents qui marquent la veille de la guerre.

a) *Caractères généraux.* C'est une démographie jeune encore, en voie de vieillissement ; la population des îles Britanniques passe de 42 millions en 1900 à 45 en 1914, dont 14 millions ont moins de 15 ans ; cet accroissement s'est produit en dépit d'une émigration qui a porté sur 3 millions de personnes entre 1900 et 1910 ; mais le taux de natalité a baissé de 35 ‰ vers 1870 à 27 ‰ vers 1900-1910 ; les théories malthusiennes sont largement répandues, et le contrôle des naissances, surtout dans les confessions « dissidentes », est admis d'abord dans les professions libérales, auxquelles l'établissement d'un enfant coûte cher, puis chez les artisans aisés et dans la moyenne bourgeoisie. Le taux de mortalité a baissé également, mais moins vite, de 22 à 15,7 ‰, et l'espérance de vie est passée de 45 ans en 1900 à 51 ans en 1910. Le taux d'accroissement naturel, tout en restant élevé, a baissé ; le phénomène n'a pas encore de répercussion sur la vie économique : la main-d'œuvre reste abondante et le marché de consommation est en progression.

Cette population est surtout urbaine ; le Royaume-Uni compte 37 villes de plus de 100 000 habitants ; le secteur primaire est donc devenu largement minoritaire et a fourni ses travailleurs à l'industrie et au commerce ; l'exode rural, important encore à la fin du XIX^e siècle, se ralentit ensuite en approchant d'un niveau minimum de population agricole : celle-ci représentait 53 % de la population totale en 1869, 23 % en 1901, 22 % en 1911 ; la population active agricole est tombée à 8 %.

La religion joue toujours dans cette population un rôle très important. L'Église anglicane ou établie (en Grande-Bretagne), partagée en deux provinces avec deux archevêques à York et à Canterbury, est soumise au souverain et au Parlement ; l'Assemblée qui représente l'Église ne peut rien décider sur le dogme et sur les rites sans le consentement de la Couronne ; le rituel est encore celui qui a été fixé par les actes de 1559 et 1562 (acte d'uniformité) ; la moitié des bénéfices appartient à la Couronne, le reste à des patrons laïques, universités et collèges. L'Église presbytérienne est également « établie » en Écosse. Mais 5 millions de Britanniques environ appartiennent au *Dissent* : les dissidents ou non-conformistes se répartissent en 800 Églises, les plus touchées par le Réveil, méthodistes, congrégationalistes, baptistes, quakers, calvinistes, unitariens, moraves, etc. ; celles-ci ont formé au Congrès de Leeds en 1894 un Conseil national des Églises libres évangéliques, favorables au parti libéral, auquel elles doivent la liberté complète d'enseignement après avoir contribué à sa victoire électorale en 1906. Les catholiques enfin sont en progrès grâce à l'immigration irlandaise, qui avait permis à Pie IX de rétablir la hiérarchie avec un archevêque à Westminster. Toutes ces Églises se caractérisent par une action sociale intense.

b) *Les catégories sociales* : *Les couches dirigeantes* comprennent environ 150 000 familles ou 600 000 personnes, 1,3 % de la population ; c'est la *Société*, formée en premier par 80 000 membres de la noblesse, essentiellement terrienne, mais qui a vendu une partie de ses terres pour investir dans l'industrie et la banque ; en sorte que l'aristocratie est péné-

trée depuis 1900 par la haute bourgeoisie d'armateurs, banquiers, industriels, qui nourrit la suprême ambition d'être admise dans les clubs très fermés ; on aboutit à une unité de genre de vie concrétisée par les études à Eton, Harrow, Rugby, puis à Oxford et Cambridge ; le formalisme de la vie, l'habillement, le personnel domestique abondant, les habitations hautes et étroites, le goût pour les voyages, le week-end au château forment un rituel immuable qui unifie cette frange de la société victorienne disposant de 70 % de la Fortune nationale.

La moyenne et la petite bourgeoisies s'efforcent d'imiter ce style de vie ; elles représentent environ 500 000 familles, 2 à 3 millions de personnes, appartenant au commerce ou aux professions libérales, employés pouvant descendre jusqu'au niveau d'un « prolétariat en col blanc », fonctionnaires recrutés au concours depuis Gladstone, unis par la formation d'esprit plus que par la similitude des revenus. Ils ont en général fait des études secondaires, non dans les écoles de haut prestige, mais dans les *Country schools* (lycées d'État) ou les *Grammar schools* (établissements privés subventionnés). C'est dans cette bourgeoisie que le modernisme a le mieux pénétré, que le mouvement des suffragettes a le plus d'audience, que se répandent le sport féminin et l'usage de la bicyclette ; on habite en général un pavillon de banlieue, on profite de la semaine anglaise généralisée depuis 1890, on passe des vacances au bord de la mer et l'on voyage beaucoup grâce à l'organisation Cook, qui a plus d'un demi-siècle d'existence.

Les agriculteurs sont rarement des propriétaires exploitants ; le quart des terres britanniques appartient à 1 500 personnes, la moitié à 8 000 ; le Royaume-Uni est un pays de grandes propriétés et de petits fermiers. Ceux-ci ont fortement souffert de la chute des cours agricoles entre 1882 et 1896, alors que les fermages variaient peu ; fortement endettés, surtout dans les comtés d'Angleterre où l'amélioration des terres avait coûté très cher, ils n'ont pas attiré sur eux, comme en France ou en Allemagne, la sollicitude des gouvernements, plus attentifs aux intérêts des industriels qui souhaitaient voir baisser les prix alimentaires ; le libre-échange a donc été maintenu. Depuis 1896 la situation s'est améliorée avec la remontée des cours et l'initiative des gouvernements libéraux pour reconstituer la petite propriété par des prêts publics ; l'impôt sur les successions introduit par Lloyd George dans le budget de 1909 (taux de 20 %) a souvent obligé les *landlords* à vendre une partie des terres au moment des successions ; en 1914 quelques milliers de petites propriétés de 5 à 6 hectares ont été créées et la population agricole a pu gagner 500 000 personnes entre 1901 et 1911. Néanmoins les revenus provenant de la terre diminuent en valeur relative par rapport aux revenus industriels et commerciaux, et bien souvent les frais supportés par les grandes propriétés ne sont pas couverts par les redevances des fermiers, mais par le profit des capitaux investis dans les affaires ; ce n'est plus la campagne qui fournit les investissements à l'industrie, mais l'industrie et le commerce qui permettent aux grands domaines de survivre.

La classe ouvrière est la plus nombreuse ; la condition matérielle s'est améliorée de 25 à 35 % entre 1878 et 1913, mais il faut y distinguer deux étapes : entre 1878 et 1900 les ouvriers qualifiés en particulier ont bénéficié d'une nette amélioration, parce que la baisse des prix a été rapide, alors que les salaires ont lentement et régulièrement augmenté ; entre 1900 et 1914 il y a au contraire détérioration absolue et relative : les prix de détail ont augmenté de 20 %, les salaires de 13 % ; la part des salaires dans le revenu national est tombée de 42 % en 1880 à 36 % en 1913, c'est dire que le profit capitaliste a augmenté plus vite que la masse salariale. La classe ouvrière souffre également des conditions de logement, qui ne sont pas adaptées à la concentration urbaine, et de l'incertitude de l'emploi, qui sévit surtout chez les ouvriers non qualifiés. Mais une légis-

lation importante du travail a été votée depuis 1906, et un nouveau syndicalisme est né, lié au développement du parti travailliste (cf. le chapitre sur le syndicalisme).

A la veille de la guerre la société britannique paraît encore marquée par la tradition victorienne ; nulle société continentale ne reste aussi cloisonnée et aussi fidèle à son passé ; mais la concentration des fortunes, la croissance de la classe ouvrière, la naissance d'un parti socialiste posent le problème social en termes nouveaux et créent une situation explosive qui peut peser sur les décisions à prendre devant l'ouverture des hostilités sur le Continent.

D. La question d'Irlande : L'agitation s'apaise après l'échec du Home Rule : des poursuites sont engagées contre les leaders irlandais, qui sont jugés en Angleterre ; le pape, Léon XIII, condamne les violences et prêche la modération ; Parnell est discrédité par une accusation d'adultère et meurt en 1891 ; enfin les conservateurs tentent de faire oublier le problème politique par des réformes économiques : Balfour, secrétaire d'État, en même temps qu'il exerce une ferme répression, encourage les achats de terres par des avances de fonds ; la loi de 1903 autorise même l'État à intervenir directement pour acheter la terre aux landlords avec 12 % de prime et la revendre aux tenanciers avec un délai de paiement de soixante-neuf ans.

La revendication politique n'est pourtant pas effacée ; elle se partage entre trois tendances :

— *L'Irish socialist republican party*, avec Conolly, réclame l'indépendance immédiate et la création d'une république socialiste ; il a peu d'adhérents, mais est actif.

— *L'Irish republican Brotherhood*, ou Fraternité républicaine irlandaise, prolonge le mouvement fenian et s'appuie sur la ligue agraire ; elle demande la formation d'une république irlandaise par l'insurrection.

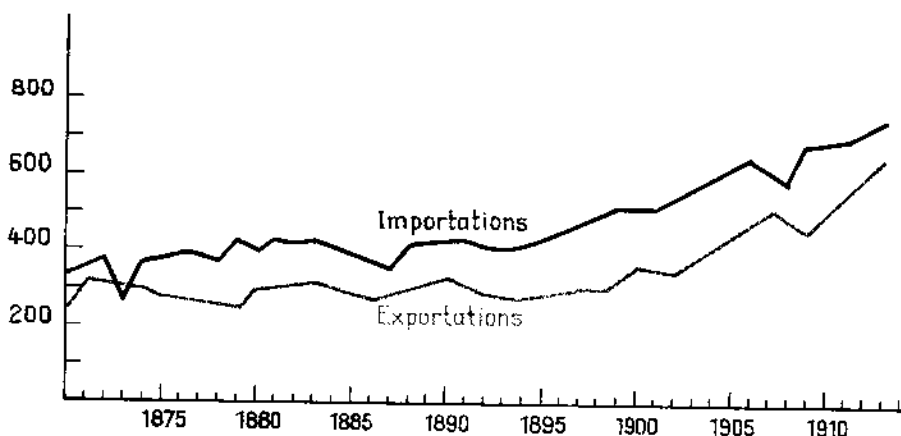
— *Le Sinn Fein*, formé par Griffith en 1902, s'efforce de remettre en honneur la langue et la culture gaéliques ; il estime l'indépendance possible à condition de reconnaître la couronne britannique.

En 1911, les 84 députés irlandais aident à faire passer le Parliament Act ; en échange Asquith fait voter en 1912 un Home Rule qui instituait un Parlement autonome de deux Chambres à Dublin, un ministère responsable, tout en maintenant l'envoi de députés irlandais aux Communes. Le projet suscite l'effervescence en Ulster, où les « orangistes », sous la direction du député unioniste Carson, se préparèrent à la guerre civile ; on en était là quand la guerre éclata.

En 1914, le Royaume-Uni a perdu sa prospérité de la première moitié du siècle ; sa richesse commerciale et financière ne compense pas l'insuffisance de l'industrie ; les troubles sociaux ont pris un tour révolutionnaire ; une guerre civile menace en Irlande ; peut-il, dans ces conditions, s'engager dans le conflit qui menace l'Europe ?

Document

L'évolution du commerce extérieur britannique (1870-1913)



On notera : 1. La persistance du déficit commercial (sauf en 1873); 2. La dégradation de la couverture jusqu'en 1898; 3. La stagnation relative jusqu'en 1892-1895.

Bibliographie

On ne négligera pas l'ouvrage qui reste l'outil de base, bien qu'il soit ancien, E. HALÉVY, *Histoire du peuple anglais au XIX^e siècle*, 3 vol., 1913-1923, repris par Hachette littérature, tome III, *Les Impérialistes au pouvoir*, et tome IV, *Vers la démocratie sociale et vers la guerre*.

Quelques ouvrages généraux : H. PRENTOUT, *Histoire de l'Angleterre depuis les origines jusqu'en 1919*, Hachette, 1920; G. POWEL et T.F. TOUT, *Histoire de l'Angleterre des origines à nos jours*, Payot, 1932; R. MARX, *Histoire du Royaume-Uni*, U., Colin; A. MAUROIS, *Histoire d'Angleterre*, 2 vol., nouv. éd. Albin Michel, 1963; *The Pelican History of England*, Harmondsworth, Penguin Books, 9 vol., 1966; P. NORDON, *Histoire des doctrines politiques en Grande-Bretagne*, Que sais-je?; P. TEED, *La Grande-Bretagne de 1848 à nos jours*, Nathan, 1971; M. CHARLOT, *Le système politique britannique*, coll. U., Colin; A. BOURDE, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Que sais-je?; F. BÉDARIDA, *Histoire de la Grande-Bretagne*, Hatier-Université, 3 vol., 1978-1979.

Plus précisément sur la période 1866-1914 : A. MAUROIS, *La vie de Disraeli*, Gallimard, 1927; J. CHASTENET, *Le siècle de Victoria*, Fayard, 1947; Cl. E. ENGEL, *La reine Victoria*, Éd. du Seuil, 1962; G. BROOK-SHEPHERD, *Edouard VII et l'Europe*, Hachette, 1977; F. BÉDARIDA, *L'Angleterre victorienne*, Hatier, 1978.

Sur l'histoire économique et sociale : J.H. CLAPHAM, *An economic history of modern Britain, 1815-1914*, 3 vol., University Press, Cambridge, 1926-1938 ; G.M. TREVELYAN, *Histoire sociale de l'Angleterre*, Payot, 1949 ; Lord ERNLE, *Histoire rurale de l'Angleterre*, Gallimard, 1952 ; W. ASWORTH, *An economic history of England, 1870-1939*, Methuen, Londres, 1960 ; F. BÉDARIDA, *La société anglaise, 1851-1975*, Arthaud, 1976 ; E.S. HOBBS-BAWM, *Histoire économique et sociale de la Grande-Bretagne*, tome II, *De la révolution industrielle à nos jours*, Éd. du Seuil, 1977 ; M. CHARLOT et R. MARX, *La société victorienne*, coll. U. Colin, 1978 ; J.P. NAVAILLES, *La famille ouvrière dans l'Angleterre victorienne*, Éd. du Champ Vallon, 1983.

Sur les Églises : B. GAVALDA, *Les Églises en Grande-Bretagne*. Que sais-je ? ; L.J. RATABOUL, *L'Anglicanisme*. Que sais-je ?

Sur l'Irlande : P. JOANNON, *Histoire de l'Irlande*, Plon, 1973 ; BRIAN BREFFNY (sous la direction de), *Le Monde irlandais*, Albin Michel, 1978.

11 L'Empire allemand 1871-1914

La victoire de 1871 apporte à l'Allemagne à la fois l'unité et la puissance. La guerre a coûté l'équivalent de 3,3 milliards de F ; le bénéfice net de l'indemnité française dépasse 2 milliards. Le traité de Francfort lui a donné la moitié du bassin de fer et le sel de Lorraine, le bassin houiller de Moselle, un nombre de broches à coton égal à plus de la moitié de ce qu'elle possédait et presque autant de métiers ; elle dispose de l'axe du Rhin.

La victoire lui donne aussi le prestige d'une puissance mondiale, renforce la confiance des Allemands, réalise enfin l'unité. Les négociations avec les princes allemands ont été entamées par Bismarck dès le 25 octobre 1870, quand il apparut que la victoire était assurée ; il fallut briser les hésitations de la Bavière, du Wurtemberg ; enfin le 10 décembre le Reichstag de la Confédération du Nord reconnut la création d'un Empire dont la présidence serait assurée par le roi de Prusse avec le titre d'Empereur allemand et les États du Sud acceptèrent. La cérémonie eut lieu à Versailles, le 18 janvier 1871, le jour du cent soixante-dixième anniversaire de la naissance du royaume de Prusse ; dix jours plus tard, Paris capitulait.

I - La situation politique en 1871

L'Empire a 541 000 km² et 41 millions d'habitants, soit un peu plus que la France, à quoi s'ajoute l'Alsace-Lorraine, 15 000 km² et 1,6 million d'habitants. Il n'y a pas unité au sens français du terme, mais fédération de 25 États souverains, qui gardent leurs institutions et auxquels se superpose une constitution fédérale ; il existe une très grande inégalité entre les États : la Prusse occupe 65 % de l'Empire et renferme 58 % de la population ; le Waldeck n'a que 61 700 habitants.

A. La Constitution : Les textes appliqués en 1866 à la Confédération de l'Allemagne du Nord ont été en grande partie étendus à l'Empire.

a) *L'Empereur allemand* est héréditaire en fait, puisqu'il est roi de Prusse, non en droit ; le titre est une fonction, non une propriété ; il n'a en principe ni initiative, ni veto, sinon comme roi de Prusse ; il convoque les assemblées, promulgue les lois d'Empire, dirige la diplomatie, nomme les fonctionnaires fédéraux et le chancelier ; il peut dissoudre le Reichstag avec l'accord de la Chambre haute ; il est chef de l'armée et de la marine.

b) *Le chancelier* est le seul ministre dont parle la Constitution ; il n'y a donc pas de cabinet ; nommé par l'Empereur, il en contresigne les décrets et ordonnances, et en porte la responsabilité, sans que la Constitution précise devant quel pouvoir. Il préside la Chambre haute comme premier représentant de la Prusse, mais ne peut pas faire partie du Reichstag. Jusqu'en 1878, les ministres de Prusse font fonction de ministres d'Empire. A cette date seulement des « Offices impériaux » équivalant à des ministères sont créés. Le chancelier étant en même temps président du Conseil des ministres prussien, un poids écrasant pèse sur lui.

c) *Le Reichstag* comprend en principe un député pour 100 000 habitants (383 en 1871, 397 en 1914) ; il est le représentant des peuples, élu au suffrage universel direct par les citoyens âgés de 25 ans, sauf les militaires et les faillis ; le scrutin est uninominal par circonscriptions ; les députés bénéficient de l'immunité, mais n'auront pas d'indemnité avant 1906 ; la durée de la législature est de trois ans jusqu'en 1888, cinq ans ensuite. Le Reichstag peut être dissous par l'Empereur avec l'accord de la Chambre haute. Les décisions sont prises à la majorité absolue. Le droit d'initiative ne s'exerce que de façon indirecte, puisque les propositions sont d'abord soumises à la Chambre haute ; il n'y a pas de droit d'interpellation, pas d'attributions en matière de politique étrangère ; le principal rôle du Reichstag est le vote annuel du budget.

d) *Le Bundesrat* ou Chambre haute est l'assemblée des États, formée de mandataires nommés suivant une représentation pondérée, au total 58 voix, sur lesquelles 17 reviennent à la Prusse ; ses membres ont l'initiative ; toutes les lois doivent être votées au Bundesrat avant de passer au Reichstag ; il élabore le budget fédéral et contrôle les finances ; il sert d'arbitre entre les États, autorise l'Empereur à déclarer la guerre, à dissoudre le Reichstag, approuve la nomination des hauts fonctionnaires d'Empire.

Trois problèmes vont se poser :

1. Le Bundesrat a été conçu comme devant être supérieur au Reichstag ; mais celui-ci, élu au suffrage universel direct, va devenir en fait la principale assemblée, celle dont les débats sont connus du public et qui est plus représentative de l'opinion.

2. Le régime est-il parlementaire ? Le chancelier ne semble être responsable que devant l'Empereur, et les ministres devant le chancelier.

3. Quels sont les rapports d'attributions entre le pouvoir fédéral et les autorités de chaque État ? Du ressort fédéral sont la défense, les relations extérieures, les douanes, les postes (sauf en Bavière). Les États conservent leur gouvernement, leur administration, leurs finances, ils décident de la justice, des travaux publics, de l'enseignement, des cultes. La principale faiblesse fédérale vient de la modicité des ressources : l'Empire dispose du revenu des douanes, des taxes de consommation sur le tabac, le sucre, le sel, la bière, le timbre, etc., du revenu de certaines exploitations comme celle des chemins de fer d'Empire, et surtout des contributions matriculaires versées par chaque État en fonction de sa population et votées par le Parlement. L'Empire ne perçoit pas d'impôt direct.

Dans l'état de supériorité écrasante où se trouve la Prusse, il est bien évident que le jeu politique sera faussé par la contradiction existant entre le mode d'élection du Reichstag et celui du Landtag prussien ; le premier est élu au suffrage universel, le second est élu depuis 1850 suivant le système des trois classes, chacune équivalant à la même somme d'impôts et désignant le même nombre d'électeurs au deuxième degré, de sorte que la première classe, représentant environ 3 % des électeurs, élise autant de représentants que la troisième, qui en compte 80 %.

B. Les partis : La vie politique est marquée par l'existence d'une multiplicité de partis qui donne à Bismarck une grande possibilité de manœuvre et freine, du moins au début, le jeu parlementaire.

a) *Les principaux partis de gouvernement :* Les conservateurs forment le parti agrarien, protestant, qui recrute surtout à l'Est, parmi les Junkers grands propriétaires, dominant par ailleurs le Landtag prussien ; dévoués au roi, protectionnistes, Prussiens avant tout, ils ont craint l'unité allemande, qui risquait de noyer la Prusse dans le reste de l'Alle-

magne ; mais, appuyés sur la *Gazette de la Croix*, ils ont une grande influence malgré leur petit nombre car ils fournissent les cadres de l'administration et de l'armée.

Les nationaux-libéraux forment en 1871 de loin le groupe le plus important ; c'est l'aile de l'ancien parti libéral qui s'est ralliée à Bismarck ; parti bourgeois, laïque, impérialiste, formé de commerçants, industriels, professeurs et membres des professions libérales, partisans de la centralisation, attachés à l'Empire pour tirer profit de l'unité, ils sont surtout favorables au régime parlementaire et au libéralisme douanier.

b) *Les principaux adversaires du gouvernement* : Les libéraux, hostiles à la politique militaire, les progressistes, disciples de Mommsen, intellectuels se recrutant dans les villes de l'Ouest et du Sud, les démocrates républicains du Wurtemberg, les partis nationaux, danois, polonais, hanovrien, et surtout le centre, Zentrum, parti catholique inavoué dirigé par Windthorst, hostile au parlementarisme, défenseur de l'ordre établi, réclamant la liberté des États et l'indépendance religieuse. Les sociaux-démocrates n'ont encore que deux sièges en 1871.

II - La période bismarckienne (1871-1890)

Bismarck, vainqueur, inspire une intense ferveur et une immense crainte ; grand propriétaire résidant souvent sur ses terres, où il tente des expériences malheureuses d'agronomie, gros mangeur et souvent malade, il prétend parfois être las du pouvoir ; fermement soutenu par Guillaume I^{er} il subit l'hostilité de l'impératrice Augusta et de l'épouse du prince héritier Frédéric, fille de Victoria. Bismarck est prisonnier de deux impératifs : « prussianiser » l'Allemagne tout en respectant l'autonomie des États, appliquer un régime conservateur tout en satisfaisant la bourgeoisie libérale, moteur du développement économique, donc s'appuyer sur le Reichstag en refusant le régime parlementaire, ce qui le conduit à des changements de majorité fréquents.

A. La question religieuse ; le Kulturkampf : En 1871, l'Allemagne compte 15 millions de catholiques (35 %) dans les États du Sud et en Prusse rhénane, et 25,6 millions de protestants (63 %) ; chaque État est souverain en matière religieuse ; les Églises évangéliques et catholique sont libres envers l'État, qui se borne à verser des subventions pour l'entretien des écoles ; mais, à beaucoup de protestants, le catholicisme apparaît comme un élément hétérogène dans l'unité allemande ; c'est peut-être ce qui pousse Bismarck à entamer, après 1871, une lutte systématique contre le catholicisme ; en réalité, ses raisons n'apparaissent pas clairement :

— *Raison politique* ? Le Zentrum, parti le mieux organisé, menace l'État fédéral en défendant les droits des États.

— *Raison nationale* ? Protestant lui-même, Bismarck aspire à réaliser l'unité spirituelle ; les catholiques ont longtemps fait obstacle à l'unité, ils ont soutenu l'Autriche avant Sadowa ; les minorités d'Alsace-Lorraine et de Pologne trouvent un appui dans le Zentrum.

— *Raison internationale* ? Le Zentrum appuie le pape dans sa lutte contre le gouvernement italien, dont Bismarck souhaite se rapprocher.

— *Raison culturelle* ? Le catholicisme représente l'esprit latin, dont la guerre de 1870 a démontré l'échec.

La cause immédiate, ou le prétexte, est l'affirmation du dogme de l'infaillibilité pontificale, qui semble faire dépendre les catholiques d'un souverain étranger, et qui crée en Allemagne le schisme des « vieux catholiques ».

Les lois de réaction contre l'Église sont surtout votées en Prusse, où Falk est devenu ministre des cultes en janvier 1872. En mai, l'inspection des écoles est confiée à des laïcs, et Bismarck déclare : « Nous n'irons pas à Canossa¹. » En avril 1873, un amendement est apporté à la Constitution prussienne : les Églises seront soumises à un contrôle de l'État suivant une loi qui fixera la formation, la nomination et la déposition des ecclésiastiques, les limites de leur pouvoir disciplinaire ; au cours du débat le progressiste Virchow emploie l'expression de *Kulturkampf*, lutte pour la civilisation.

En application de cet amendement sont votées les « lois de mai » : tout candidat à une fonction ecclésiastique doit avoir étudié durant trois ans dans une faculté de Théologie de l'État et passer un *Kulturexamen* devant un jury laïque ; les membres du clergé peuvent en appeler de la juridiction de l'évêque à la Cour royale de justice ; les séminaires passent sous contrôle public ; les évêques doivent faire approuver les nominations qui concernent le clergé. En mai 1874, le mariage civil devient obligatoire en Prusse, puis une loi fédérale l'étend à l'Empire en 1875 ; enfin les Congrégations sont interdites et les Jésuites expulsés.

Ces mesures se heurtent bien entendu à l'opposition des catholiques : en 1875 huit évêchés sur douze sont vacants, sept prélats sont destitués ou emprisonnés, le quart des paroisses n'a plus de titulaire ; mais Bismarck rencontre aussi des difficultés chez les protestants, qui étaient touchés par plusieurs des mesures ; or il a besoin de l'appui du *Zentrum*, qui vient de gagner vingt-huit sièges aux élections fédérales de 1874 ; la crise économique de 1873 le pousse à prendre des décisions de protection douanière qui écartent les nationaux-libéraux ; les progrès socialistes lui font envisager des lois d'exception auxquelles sont hostiles les libéraux. Bismarck profite de l'arrivée de Léon XIII au pontificat pour entamer des négociations qui aboutissent en 1880 à la suspension des mesures précédentes sauf de celles qui concernent le mariage civil et les Jésuites. En 1887 enfin un nouveau concordat est conclu par la Prusse : le *Kulturkampf* est terminé.

B. La question sociale et socialiste : Les sociaux-démocrates, organisés au Congrès de Gotha en 1875, ont eu douze sièges aux élections de 1877. Bismarck utilise l'émotion provoquée par deux attentats commis contre Guillaume I^{er}, sans rapport réel du reste avec le socialisme, pour faire voter la loi du 19 octobre 1878, qui interdit les groupements ou rassemblements ayant pour but de renverser la société et l'État, et prévoit l'établissement d'un « petit état de siège » ; la propagande socialiste est interdite, mais non la représentation au Reichstag ; de nombreux militants sont emprisonnés ou s'exilent. Les mesures d'exception seront renouvelées jusqu'en 1890, mais on s'apercevra bien vite que la pénétration du socialisme reste néanmoins considérable. C'est pour tenter d'en empêcher la diffusion ou de la canaliser que Bismarck fait voter les lois d'assurances sociales de 1883-1889 : ce que ses adversaires appellent la « politique du bout de sucre ».

C. Réorganisation intérieure : Bismarck poursuit son œuvre d'unification allemande ou prussienne et renforce le pouvoir fédéral.

1. Allusion à l'humiliation de l'empereur Henri IV devant le pape Grégoire VII à Canossa en 1077.

a) *Réformes économiques et financières* : L'indemnité versée par la France permet à l'Allemagne d'adhérer au mouvement général qui porte vers l'étalon-or. La loi monétaire prussienne du 4 décembre 1871, étendue ensuite au reste de l'Empire par la loi fédérale du 9 juillet 1873, introduit une monnaie commune à tous les États, le *mark*, défini par un poids d'or de 0,398 g ; les pièces d'argent qui continuent à circuler n'ont plus de pouvoir libératoire que jusqu'à 20 marks. L'unification est complétée par la loi bancaire du 14 mars 1875, qui crée la Reichsbank, établissement privé, par actions, dirigé par un Kuratorium de quatre membres nommés par l'État et présidé par le chancelier, ayant le monopole d'émission des billets d'Empire. Les trente-deux autres Instituts d'émission ne furent pas supprimés, mais disparurent peu à peu, sauf quatre d'entre eux qui survécurent jusqu'à l'époque hitlérienne.

Le même désir d'unification apparaît dans la création, en 1873, de l'Office des chemins de fer, organisme impérial autorisé à construire des lignes dans tous les États, contrôlant par ailleurs les constructions privées et les tarifs ; profitant de la crise de 1873-1874, Bismarck fait autoriser l'État à racheter le réseau par la loi prussienne de 1876.

Le retour au protectionnisme a deux raisons : lutter contre la dépression économique et donner à l'État fédéral une plus grande indépendance financière. La loi du 12 juillet 1879, votée grâce au Zentrum, avec lequel Bismarck est en train de se réconcilier, impose des droits sur les bois, grains, métaux, alcool, tabac.

L'optimisme engendré par la victoire, l'abondance des capitaux, l'unité économique favorisent l'expansion industrielle ; la production de charbon triple entre 1870 et 1890 (70 millions de t), la production d'acier atteint 2 millions de t, la double concentration s'organise dans la Ruhr sous la direction des capitaines d'industrie, Haniel, Krupp de Wendel, Thyssen ; en 1890 l'Allemagne domine déjà l'Europe pour la construction électrique (Siemens, Schuckert, Rathenau) et pour l'industrie chimique (Bayer, Hoechst, Engelhorn) : les ventes de produits finis, qui représentaient 38 % des exportations en 1873, en forment 62 % en 1890 ; à cette date le volume du commerce allemand est au deuxième rang mondial derrière le Royaume-Uni.

b) *Réforme judiciaire* : Bismarck fait adopter un Code civil commun à tout l'Empire, des Codes de procédure civile et criminelle, et l'uniformité dans l'organisation des tribunaux.

c) *Réforme administrative en Prusse* : La loi de 1872 enlève aux Junkers les pouvoirs de justice et de police sur leur domaine et les confie à des fonctionnaires et des notables élus suivant le système des trois classes. La Prusse est divisée en douze provinces, celles-ci en districts, puis en cercles et en cantons, avec à leur tête un conseiller nommé et une assemblée élue.

d) *Lois militaires* : La loi d'avril 1871 a partagé l'armée en quatre contingents : la Saxe, le Wurtemberg sont autonomes, conservent un ministère de la Guerre, tout en plaçant leurs contingents sous les ordres de l'Empereur ; la Bavière est plus autonome encore, l'Empereur ne nomme pas les officiers et ne prend le commandement qu'en temps de guerre ; la Prusse enfin regroupe autour de son armée les contingents des vingt et un autres États. En fait les règles prussiennes sont appliquées à l'ensemble de l'armée. En 1874, pour avoir plus de liberté d'action, Bismarck fait voter le premier « septennat », accordant les crédits pour sept ans à la fois, ce qui écarte les difficultés habituelles venant du Reichstag. Le système durera jusqu'en 1893, la durée étant abaissée à cette date à cinq ans, et chaque renouvellement donne lieu à de violents débats politiques.

e) *Le poids de la Prusse*. Guillaume I^{er} avait craint, en 1871, que la Prusse ne fût noyée dans le reste de l'Allemagne et n'y perdît sa nature profonde ; c'est au contraire la Prusse, qui, grâce à l'unité, a pu développer toutes les capacités qu'elle contenait, et « prussianiser » le reste de l'Allemagne, au point que l'on dira longtemps en France les *Prussiens* pour désigner l'ensemble des Allemands. Pourtant la Prusse était formée de trois parties fort différentes : à l'est la Prusse proprement dite et le Brandebourg, pays protestant de grande propriété à structure féodale ; au sud-est la Saxe prussienne et la Silésie, à vocation industrielle ; à l'ouest la Prusse rhénane à population catholique, plus libérale, pays de petite propriété au destin industriel ; mais l'unité a été faite par l'esprit est-allemand, qui a été propagé par les administrateurs et les militaires.

L'ensemble de la Prusse couvrait, en 1871, 350 000 km² sur les 541 000 que formait l'Empire, et renfermait 24 millions d'habitants sur 41 ; en 1913 elle compte 42 millions d'habitants sur 66. Le poids politique est en raison de cette taille : elle domine le Reichstag de ses 236 sièges sur 397 et le Bundesrat de ses 17 voix sur 58, quand la Bavière n'en a que 6 ; le roi de Prusse, héréditaire, est empereur. Les ministres prussiens le sont souvent d'Empire, et le chancelier, sauf Hohenlohe, est prussien. La Prusse domine plus encore l'Allemagne par son poids économique : le système bancaire est en grande partie prussien, et Berlin a détrôné Francfort dans ce domaine ; les grandes régions industrielles sont prussiennes : la Ruhr, la Silésie, la Sarre et la Saxe prussienne fournissent 87 % de la houille allemande, les 2/3 du lignite, les 3/4 de l'acier ; les industries chimiques sont sur le Rhin, les grands axes de chemins de fer passent par son territoire ; la seule faiblesse réside dans les débouchés maritimes, le Rhin aboutit en territoire étranger, les ports de Brême et de Hambourg sont villes libres, tout en faisant partie du système douanier prussien.

Enfin l'armée est en majorité prussienne par le nombre, l'armement et surtout par l'esprit : sur une possibilité de mobilisation de 12 millions d'hommes en 1914, 8 millions sont prussiens ; l'encadrement est fourni en majorité par les Junkers sur lesquels les autres officiers ont pris modèle ; c'est l'officier prussien qui donne partout à l'étranger, et particulièrement en France, l'image classique de l'officier allemand ; l'armement est prussien (le Mauser, 1898) et la marine de guerre est basée à Kiel.

D. La chute de Bismarck (1890) : Pourquoi la chute ?

a) *Le nouvel Empereur* : Guillaume I^{er} est mort en mars 1888 ; Frédéric VII lui succède, mais ne règne que trois mois, et meurt à son tour d'un cancer à la gorge en juin. Son fils Guillaume II a 29 ans ; petit-fils de Victoria par sa mère, neveu du futur Édouard VII, il a reçu une éducation militaire, est un excellent cavalier malgré une atrophie du bras gauche, mais il n'a fait qu'effleurer les connaissances, bien qu'il se croie compétent en toute chose ; tantôt aimable, tantôt emporté et brutal, bavard dont l'entourage redoute les incartades, il prononce des paroles à effet ; romantique wagnérien il menace de déchaîner la tempête, mais se dit préoccupé de la paix, de la vie économique et affirme des intentions sociales ; le trait dominant est l'instabilité ; il a une haute idée de ses fonctions de souverain et entend gouverner ; il supporte mal la tutelle de Bismarck, à qui Guillaume I^{er} laissait la réalité du pouvoir ; les oppositions de caractère rendent la rupture inévitable.

b) *Question de politique extérieure* : Bismarck domine l'Europe et redoute d'engager l'Allemagne dans une politique maritime et coloniale qui lui aliénerait sans doute l'Angleterre ; certes, il ne pouvait pas empêcher les banques et sociétés allemandes d'être de plus en plus agressives sur les marchés extra-européens, alors que, pour lui, l'Europe

restait l'enjeu principal ; mais les compagnies coloniales propriétaires ont été incapables de maintenir l'ordre dans les territoires où elles se sont installées, et la puissance publique a dû intervenir ; en 1890, l'Allemagne dispose déjà d'un Empire colonial de 2,5 millions de km² peuplé de 7 millions d'habitants ; mais Bismarck a dû suivre le mouvement plutôt qu'il ne l'a encouragé.

En Europe même il avait réussi à rester allié à la fois à l'Autriche et à la Russie, dont les intérêts balkaniques étaient opposés. Au contraire, Guillaume II, qui n'a pas connu la rivalité austro-prussienne, entend appuyer l'Autriche, « brillant second de l'Allemagne », en acceptant le risque de difficultés avec la Russie ; de plus, semblable en cela aux hommes de la génération nouvelle, il trouve étriqué le cadre européen et veut engager l'Allemagne dans une politique mondiale, la *Weltpolitik*.

c) *Question de politique intérieure* : Le régime n'est plus adapté ; depuis 1871 il évolue vers le système parlementaire, que Bismarck ne peut pas accepter.

d) *Question sociale* : Bismarck, ayant achevé de faire voter sa législation sociale en 1889, s'apprête en échange à durcir la répression contre le socialisme, et à entamer une lutte contre le Reichstag, qui répugne à cette politique. Guillaume II annonce de son côté, par un rescrit de 1890, une poursuite du socialisme d'État, et annonce la convocation d'une Conférence internationale pour la protection des travailleurs ; les lois contre les socialistes lui semblent inopérantes.

En février 1890, Bismarck, ayant dissous le Reichstag, se trouve face à une plus forte opposition où les socialistes ont gagné 24 sièges ; songeant à changer de majorité, il entre en conflit avec Guillaume II, qui lui demande sa démission ; Bismarck se soumet le 18 mars 1890 et se retire sur ses terres dans une attitude boudeuse ; il mourra en 1898.

III - L'instabilité politique (1890-1914)

A. **La nouvelle politique** : La *Weltpolitik*, politique mondiale, correspond à l'optimisme engendré par la puissance allemande.

Le *pangermanisme* a des bases lointaines, qui font remonter à la naissance du nationalisme allemand engendré par la réaction contre le jacobinisme conquérant de la Révolution française et de l'Empire. Depuis les *Discours à la Nation allemande* de Fichte, lancés de Berlin en 1807-1808, en passant par l'action de Jahn vers 1810, puis par les théories de List dans son *Système d'économie politique* (1840) et par l'École historiciste allemande de Gervinus et Dahlmann, le nationalisme avait d'abord trouvé son expression romantique dans la tentative avortée du Parlement de Francfort (1848). Il s'était appuyé ensuite sur les doctrinaires des universités, Treitschke, qui écrit une *Histoire d'Allemagne au XIX^e siècle*, Lagarde, professeur à Göttingen, dont les *Écrits allemands* (1878-1881) ont exprimé la notion d'espace vital. Le pangermanisme en tant que système a été aussi fondé sur les idées exprimées par des écrivains étrangers, Darwin et le transformisme (1857), Gobineau, dont l'*Essai sur l'inégalité des races humaines* (1853-1855) est traduit en 1898, l'Anglais Chamberlain, devenu le gendre de Wagner et naturalisé (*Les Fondements du XIX^e siècle*, 1899), grand admirateur de la Kultur, la civilisation germanique.

La Ligue allemande, fondée en 1886 par Peters, devenue en 1893 la Ligue pangermaniste (Alldeutscher Verband) présidée par le Docteur Hasse, professeur à Leipzig, et complétée par le mouvement du pasteur Stöcker, eut une orientation agressive sur le plan exté-

rieur, raciste sur le plan intérieur, mais elle n'eut au maximum que 22 000 adhérents ; son rôle dans la politique allemande est moins important que l'élan « vitaliste » traduit par la littérature contemporaine, qui exprime le sentiment de puissance découlant de l'essor démographique (66 millions d'habitants en 1913) et économique.

L'Allemagne est en effet la deuxième puissance économique ; entre 1890 et 1913 le réseau ferré s'allonge de 50 %, la production de houille s'élève à 190 millions de t, celle de lignite à 87 millions ; l'utilisation du procédé Thomas porte la production de minerai de fer à 28 millions de t, celle de l'acier à 17 millions. L'appui donné par les banques fait de la Ruhr une énorme usine sidérurgique, métallurgique, chimique et textile ; la région rhénane, la Saxe, la Silésie et Berlin concentrent aussi de vastes ensembles ; par l'habileté des représentants allemands les exportations rattrapent presque en 1913 celles des États-Unis ; la balance des paiements est excédentaire grâce aux services et aux invisibles, ce qui permet d'investir des capitaux à l'extérieur ; les banques allemandes détiennent 32 % des investissements étrangers dans l'Empire ottoman, où la Deutsche Bank et la Dresdner Bank ont entrepris la construction du Bagdad-Bahn favorisant le rapprochement diplomatique germano-turc.

Cette expansion économique contraste avec les incertitudes de la politique intérieure.

B. Caprivi (1890-1894), le successeur de Bismarck, n'est pas un personnage de premier plan ; officier pauvre, mal vu des hobereaux, il est surtout fidèle à l'Empereur, et laisse l'influence à Philippe d'Eulenburg, familier de Guillaume II, et, pour la politique extérieure, au baron de Holstein, bureaucrate qui mène une « Real Politik », rendant l'Allemagne présente partout où elle peut faire valoir son appui. L'action intérieure est marquée par le vote de l'impôt sur le revenu en Prusse en 1891, par quelques réformes sociales, et surtout par l'abrogation des lois contre les socialistes, qui permet la reconstitution du parti. Caprivi, trop effacé pour mener la politique active que l'on attend du chancelier, est renvoyé par Guillaume II.

C. Hohenlohe (1894-1900) est catholique sans être clérical ; il a soutenu autrefois, comme président du Conseil de Bavière, le Kulturkampf ; il a l'expérience de la politique et de la diplomatie, mais c'est un vieillard discret laissant les Affaires étrangères à von Bülow, et gouvernant avec un cartel, ou coalition « bleu-noir » des Conservateurs, du Zentrum et des nationaux-libéraux ; deux faits dominent ces années de stabilité parlementaire, le réformisme socialiste à l'intérieur, et, à l'extérieur, la politique d'expansion. Von Tripitz, ministre de la Marine, fait voter en 1898 un « septennat maritime », première étape de la création d'une flotte de guerre dans le délai de seize ans. Les dernières années du siècle, qui sont celles du changement de la conjoncture, sont aussi celles du dynamisme allemand dans tous les domaines, industriel, colonial, extérieur ; c'est le moment de l'intervention en Chine contre les Boxers. Hohenlohe, trop âgé, ne semble pas être plus que Caprivi l'homme de cette politique de puissance.

D. Von Bülow (1900-1909) : Appartenant à la vieille noblesse du Mecklembourg, il est resté bismarckien dans sa conception de la politique intérieure et extérieure. Son ministère se divise en deux périodes :

— 1900-1906 : le cartel continue ; aux élections de 1903, il conserve la majorité, malgré les progrès des socialistes, qui effraient moins depuis qu'ils sont devenus réformistes ; ils ont obtenu 3 millions de voix, et sont passés de 56 à 81 au Reichstag. Pour satisfaire les nationaux-libéraux, von Bülow introduit l'isoloir, l'enveloppe électorale et l'indemnité parlementaire ; pour contenter les conservateurs il renforce le protectionnisme. Les élec-

tions de 1906 se font sur la question coloniale ; elles sont une victoire pour ceux qui veulent une intervention active et vont se traduire par la création d'un ministère des Colonies ; le Zentrum, qui y était hostile, passe dans l'opposition.

— 1906-1909 : von Bülow s'appuie sur le « Bloc », formé des conservateurs et des nationaux-libéraux, favorables à la Weltpolitik. En 1908, Guillaume II donne au *Daily Telegraph* une interview sur le rôle qu'il aurait joué au cours de la guerre des Boers ; le chancelier étant responsable des actes du souverain est attaqué au Reichstag sur « le danger présenté par le pouvoir personnel » ; von Bülow ne couvre pas l'Empereur et condamne son intervention. Guillaume, ne voulant pas le renvoyer aussitôt, attend pour le faire qu'il ait subi un échec devant le Reichstag, semblant ainsi amorcer une ébauche de régime parlementaire.

E. Bethmann-Hollweg (1909-1917) : D'une famille de banquiers de Francfort alliée aux Junkers prussiens, il a été choisi pour sa fidélité envers l'Empereur ; le rôle personnel de Guillaume II s'exerce à travers son chancelier ; contre lui est posé avec plus d'intensité qu'auparavant le problème du régime parlementaire ; en même temps, l'agitation sociale déferle à partir de 1910 avec les grandes grèves de la Ruhr et le parti social-démocrate, toujours lié aux syndicats, bénéficie de ces troubles ; aux élections de 1912 une coalition des sociaux-démocrates et des progressistes permet à l'opposition d'être victorieuse ; le parti social-démocrate gagne 67 sièges et devient le groupe le plus important du Reichstag ; il est conduit en 1913 à voter une réforme fiscale conforme à son programme, mais dont on sait qu'elle est destinée à renforcer l'armée : impôt exceptionnel sur le capital et impôt sur les successions, qui sont les premiers impôts directs perçus par l'État fédéral, et impôts de consommation nouveaux ; les ressources ainsi dégagées permettent de porter l'armée à 820 000 hommes en 1914 et surtout d'entretenir plus sérieusement les réserves.

IV - Les minorités

L'Empire allemand comprend trois groupes de minorités, qui, outre le problème ethnique de l'assimilation qu'ils posent, constituent une menace sur le plan stratégique par la position qu'ils occupent à la périphérie, et, pour deux d'entre eux, vis-à-vis d'adversaires potentiels : Danois, Polonais, Alsaciens-Lorrains. La minorité danoise des Duchés acquis par la Prusse en 1865-1866 présente peu de dangers et la germanisation y est assez forte par la colonisation allemande dans les villes, et par la pression morale et économique ; par contre les Polonais et les Alsaciens-Lorrains sont difficiles à assimiler.

A. La minorité polonaise : La Prusse avait reçu au XVIII^e siècle, aux trois partages de la Pologne, la Posnanie et la Prusse occidentale (Thorn et Dantzig), régions agricoles de grands propriétaires allemands ou polonais, et la haute Silésie, déjà très industrialisée, où les Polonais formaient les 3/4 de la population. Le rôle du clergé catholique, sur lequel s'appuyait la résistance polonaise, fut l'une des causes du Kulturkampf engagé par Bismarck contre l'Église en Allemagne : l'ordonnance de 1873 prescrivit l'usage de la langue allemande dans les écoles et l'administration, pour atteindre surtout les nobles et le clergé, mais Bismarck dressa l'ensemble des Polonais contre lui sous la direction de l'évêque de Posen, Mgr Ledochowski. En 1886, Bismarck entama une politique systématique de colonisation en favorisant l'émigration polonaise et en mettant des fonds

publics à la disposition d'une Société, l'Union des Marches de l'Est, créée pour acheter des terres et y installer des Allemands ; la noblesse polonaise, la paysannerie et le clergé firent bloc pour faire avorter ce plan, de sorte que la colonisation ne put porter que sur 48 000 hectares et 650 familles.

Le successeur de Bismarck, Caprivi, eut au contraire une attitude conciliante au moment où la Russie se rapprochait de la France ; la langue polonaise fut tolérée, et une aide financière fut même accordée aux propriétaires endettés par la crise ; mais les 18 députés polonais du Landtag qui avaient semblé se rallier furent battus aux élections de 1894, et von Bülow reprit la politique de réaction linguistique et agraire ; des incidents violents se produisirent dans les écoles, des parents condamnés à la prison, les enfants fouettés pour leur refus d'utiliser l'allemand ; le scandale fut dénoncé au monde par l'écrivain Sienkiewicz. Dans le domaine agraire une loi de 1904 réserva aux Allemands le droit d'acheter des terres, et la loi de 1908 autorisa le gouvernement à exproprier pour utilité publique ; les résultats furent minces ; beaucoup d'Allemands au contraire qui s'étaient installés en Posnanie abandonnèrent une région hostile, et comme la population polonaise s'accroissait deux fois plus vite que la population allemande le danger ne fit que croître, d'autant plus qu'une importante émigration polonaise se dirigeait vers la Ruhr, où elle transportait son unité ethnique. En 1914, la Pologne allemande posait un problème beaucoup plus grave que les Polonais russes n'en posaient au tsar ou les Polonais autrichiens à François-Joseph.

B. L'Alsace-Lorraine : Les trois départements français annexés ont représenté un butin moral en cimentant l'unité des Allemands qui avaient combattu ensemble pour les conquérir, et un butin économique par les richesses agricoles, minières (fer, charbon), industrielles (acier, textile de Mulhouse) et commerciales (Strasbourg et l'axe du Rhin) qu'ils renfermaient ; ils formaient aussi, et ce fut la principale raison de l'annexion, un glacis pour la défense de l'Empire ; c'est pourquoi, au lieu de les rattacher à la Prusse, Bismarck en a fait un *Reichsland*, une Terre d'Empire, propriété commune des États allemands. On peut distinguer cinq étapes dans l'histoire des deux provinces.

De 1871 à 1874, c'est une dictature exercée par le Haut Président, qui ne dépend que du Bundesrat ; les fonctionnaires sont allemands, la langue allemande est obligatoire dans les écoles et dans toutes les autres activités ; l'université de Strasbourg est un centre actif de germanisation ; le Concordat de 1801 continue à être appliqué ; le service militaire est également un moyen de fusion, mais aussi l'origine directe des départs : 50 000 Alsaciens-Lorrains ont utilisé le droit d'option que leur donnait le traité de Francfort, et 60 000 conscrits ont préféré l'émigration entre 1875 et 1895.

De 1874 à 1879, Bismarck tente de développer le sentiment autonomiste comme étape préalable à l'assimilation. Les lois de 1874 accordent aux annexés l'élection de 15 députés au Reichstag, qui exerce un contrôle sur les mesures applicables au Reichsland, et créent à Strasbourg une Délégation (Landesausschuss) formée de 30 conseillers élus par les trois conseils généraux avec voix consultative sur les questions financières et les affaires locales. Les 15 députés élus (dont 8 ecclésiastiques) déposèrent une protestation au Reichstag et 8 d'entre eux refusèrent de siéger. Néanmoins dès ce moment commença à se former un parti autonomiste sous la direction du journaliste Schneegans, qui espérait faire de l'Alsace-Lorraine un trait d'union entre l'Allemagne et la France ; en 1877, 5 autonomistes furent élus aux côtés de 10 protestataires, qui acceptèrent de siéger.

De 1879 à 1893, le Reichsland est organisé comme unité administrative. La loi d'Empire du 4 juillet 1879 y nomme un Statthalter délégué de l'Empereur, qui y garde tous les

pouvoirs ; il est entouré d'un Conseil d'État formé de hauts fonctionnaires et de quatre départements ministériels ; la Délégation subsiste, mais ses décisions sont toujours soumises à l'approbation de l'Empereur et du Bundesrat. Malgré la tentative de séduction du Statthalter, Manteuffel, l'autonomisme s'effondre ; en 1881, il n'a qu'un élu ; au contraire les opposants conduits par le député de Metz, Antoine, se renforcent, et en 1887 les 15 députés sont protestataires ; les Allemands reviennent à des mesures de rigueur, d'autant plus que le boulangisme en France et l'incident Schnoebelé tendent les relations franco-allemandes.

De 1893 à 1911, l'arrivée d'une génération qui n'a pas connu la France, la déception née d'une revanche qui n'a pas eu lieu et à laquelle les Français semblent de moins en moins penser, l'installation en Alsace de colons allemands affaiblissent la tendance protestataire ; les Alsaciens sont aussi choqués par la politique religieuse de la France, alors que les Allemands ont créé à Strasbourg une Université catholique, et par le procès de Dreyfus, Alsacien de Mulhouse, qui paraît victime de persécutions. Enfin l'Alsace-Lorraine participe au remarquable essor économique de l'Allemagne ; l'exploitation du minerai de fer, qui fournit 21 millions de tonnes en 1913, la modernisation de l'industrie textile, les exportations de produits agricoles, qui trouvent en Allemagne un débouché assuré, en particulier pour le vignoble alsacien, alors que le vignoble français est en crise, l'aménagement du Rhin et le rôle de Strasbourg comme port fluvial rendent moins amère la résignation ; les Allemands encouragent la vie autonome et accordent la liberté de la presse, de réunion, d'association ; ce qui ne veut pas dire évidemment que le souvenir français, entretenu par l'abbé Wetterlé, vicaire à Mulhouse, député en 1898, ait disparu.

En 1911, Bethmann-Hollweg estime l'évolution des esprits suffisante pour transformer le régime ; la loi votée par le Reichstag en mai donne au Reichsland une représentation de 3 voix au Bundesrat, et remplace la Délégation par un Parlement de deux Chambres ; est-ce une assimilation aux autres États allemands ? Il faut remarquer que les deux provinces restent Terre d'Empire, que le Statthalter nommé par l'Empereur conserve les fonctions de Premier ministre, enfin que les députés ne sont pas députés d'Alsace-Lorraine, nationalité que les Allemands refusent de reconnaître, mais députés des Allemands d'Alsace-Lorraine ; il ne s'agit donc pas d'un État comme les autres. Du reste l'aggravation de la situation internationale et les réactions qu'elle provoque démontrent que la germanisation a échoué. En 1912, J.J. Waltz, dit Hansi, publie *Le Professeur Knatschke*, satire des maîtres d'école allemands, puis *L'Alsace racontée aux petits enfants par l'oncle Hansi*, et, en 1913, *Mon Village* ; cette même année le Landtag émet un vote hostile à l'égard de la nouvelle loi militaire ; dans le même temps enfin l'attitude injurieuse du lieutenant Forstner envers les Alsaciens à Saverne provoque des manifestations ; Guillaume II menace de faire de l'Alsace-Lorraine une province prussienne. La guerre arrive, suscitant l'espoir, mais aussi la crainte, en cas de victoire allemande, que l'Alsace-Lorraine ne soit démembrée et distribuée à la Prusse, à la Bavière et au Wurtemberg.

V - La société allemande à la veille de la guerre

L'Empire allemand conserve une population jeune, où le taux de natalité s'élève encore à 35 ‰, alors que le taux de mortalité se maintient autour de 20 ‰ ; l'excédent naturel de 900 000 par an lui donne une disponibilité en main-d'œuvre que l'on ne retrouve ni en Angleterre ni en France, d'autant plus que l'émigration a presque entièrement disparu :

d'une moyenne de 135 000 par an jusqu'en 1890 le nombre d'émigrants est tombé à 20 000 en 1910-1913. La croissance démographique est l'un des éléments d'explication de l'essor économique ainsi que du pangermanisme, et le développement économique explique la faiblesse de l'émigration.

La société est marquée par trois caractères :

- La coexistence d'une structure féodale (surtout à l'est et au sud) et d'une structure plus moderne où les distinctions sociales sont moins dues à la naissance qu'aux capacités ou à la fortune ;
- Une classe moyenne importante qui arbitre les différends idéologiques et politiques ;
- L'importance du secteur secondaire issu de l'exode rural, et l'organisation d'une classe ouvrière la plus puissante du monde, qui est capable de négocier avec le capital ou d'exercer sur lui une menace suffisante.

Les classes dirigeantes. La plupart des souverains vivent dans des cours discrètes, vouées à l'austérité par la modicité de leurs ressources propres ; même à Berlin la cour de Guillaume II a un style militaire, sans luxe ni cérémonial. Les souverains sont à l'image d'une noblesse terrienne et militaire. Celle-ci est représentée par 1 500 familles de Junkers prussiens, qui, privés de leurs privilèges administratifs et judiciaires sur leurs 370 domaines de plus de 1 000 hectares, conservent une autorité patriarcale dans un conservatisme figé ; le régime de succession empêche le démembrement des propriétés et impose aux membres détachés des domaines de s'orienter vers l'administration, la diplomatie ou l'armée ; sur le plan économique la noblesse terrienne conserve une force de pression par son regroupement dans le Bund der Landwirte, qui a obtenu le maintien du protectionnisme ; elle est aussi présente à tous les postes élevés de la hiérarchie dirigeante et conserve une place éminente au Landtag prussien grâce au système d'élection qui l'avantage. Mais la dépréciation de la terre et de ses revenus a obligé à vendre une partie des domaines, achetés par le bourgeoisie ; la noblesse est enfin atteinte par la réforme fiscale de 1913 qui a imposé un prélèvement exceptionnel sur le capital ; aussi assiste-t-on, comme en Angleterre, à une lente fusion entre noblesse et haute bourgeoisie, qui unifie la classe dirigeante.

L'armée forme une société distincte ; la noblesse y tient encore une place éminente dans le cas de la Prusse, non dans l'armée bavaroise, mais, même dans l'armée prussienne, les Junkers ne suffisent pas à fournir tous les cadres, de sorte qu'ils ne représentent pas la moitié des officiers ; ils tiennent cependant d'une façon presque exclusive les grades élevés, et communiquent à l'ensemble du corps des officiers le vieil esprit prussien ; cette armée tend avec Guillaume II à intervenir dans la politique extérieure en donnant à l'attitude allemande une agressivité qu'elle dissimulait mieux au temps de Bismarck.

La haute bourgeoisie a évolué ; la vieille bourgeoisie des ports hanséatiques si bien décrite par Thomas Mann dans les *Buddenbrocks* (1901) décline ; celle de l'Allemagne du sud, appuyée sur des intérêts à la fois fonciers et mobiliers, fière de sa culture, résiste mieux ; une nouvelle catégorie de la haute bourgeoisie s'est développée à la faveur de l'essor industriel et commercial, mieux adaptée à la bureaucratie centralisée de type prussien ; au total environ 75 000 chefs de famille et 300 000 personnes ; les mariages contractés avec la noblesse, tels que Krupp et von Bohlen, Bleichröder et von Donnersmark, ont contribué à maintenir chez ces chefs d'entreprises le paternalisme commun aux sociétés rurales ; l'entreprise forme une communauté dont le chef se préoccupe autant de la santé morale et physique de ses travailleurs que de la conduite des affaires, et leur assure, en échange de la soumission, une protection matérielle efficace.

La *moyenne et la petite bourgeoisies*, soit environ 3 millions de familles et 16 millions de personnes, forment la classe ouverte, très diverse en elle-même par le niveau du revenu, mais unie par un esprit commun ; petits chefs d'entreprise, commerçants, fonctionnaires, membres des professions libérales, employés de l'industrie et du commerce, dont l'importance s'est accrue par l'essor du secteur tertiaire, distincts du prolétaire par la nature de l'activité et le genre de vie plus que par l'importance des ressources, leur unité vient en général de leur formation intellectuelle : l'école unique a été créée en 1888 avec ses deux filiales classique et moderne, la première suivie par la moyenne bourgeoisie, la seconde par la petite ; puis les uns et les autres se retrouvent à l'Université à la conquête du titre de Doktor qui est le certificat de bourgeoisie ; là se conservent les vieilles traditions du corporatisme étudiant. Cette classe à la fois diverse et unie donne à l'Allemagne son orientation politique, nationale, artistique, absorbe aisément les meilleurs éléments venus du prolétariat, aime le grandiose et souvent le grandiloquent et le baroque, recherche l'ordre et la stabilité pour ne pas retomber dans le prolétariat dont elle est souvent sortie.

La *classe ouvrière* enfin a augmenté son importance par son nombre et surtout par son organisation ; la révolution industrielle, qui a commencé vers 1850, s'est accélérée après 1870, puis après 1896, n'a pas provoqué la misère et les troubles que l'Angleterre avait connus dans une phase correspondante, dans la première moitié du XIX^e siècle ; il y a certes du chômage en 1914, près de 5 % de la population ouvrière, par suite de la crise conjoncturelle et de la recherche de la productivité, mais la situation matérielle s'est nettement améliorée depuis 1871, si l'on en juge par les salaires (une moyenne de 30 marks par semaine, légèrement supérieure à celle de la France) et la consommation de viande, de sucre et de bière. Elle a bénéficié aussi d'une législation sociale avancée, mais l'évolution est variable suivant les catégories et l'amélioration s'est dégradée depuis 1908 ; cette amélioration a été, dans l'ensemble de la période, plus sensible pour l'ouvrier qualifié que pour le manœuvre, pour le mineur ou le métallurgiste que pour l'ouvrier du textile, et donc pour l'homme que pour la femme. Plus qu'ailleurs l'existence d'organisations patronales parallèles aux puissants syndicats ouvriers a permis l'apparition de conventions collectives, dont beaucoup contiennent déjà des congés payés. L'Allemagne sert de modèle aux classes ouvrières du reste de l'Europe par la puissance de ses organisations, et elle offre un exemple de relations entre le capital et le travail que l'on ne retrouverait ni en France ni même au Royaume-Uni.

En 1914 l'Allemagne est en crise : crise économique, provoquée par une « surchauffe » qui exige de trouver toujours de nouveaux débouchés ; crise extérieure, provoquée par la rivalité commerciale avec l'Angleterre, notamment en Amérique du Sud et au Proche-Orient ; crise politique provenant du problème posé par la tendance au régime parlementaire, auquel s'oppose Guillaume II, et par la contradiction existant encore entre le régime électoral du Reichstag et celui du Landtag prussien. Il peut y avoir une tentation de « fuite en avant » dans l'aventure de la guerre, considérée comme une solution possible à toutes ces difficultés.

Bibliographie

Histoires générales de l'Allemagne : P. BENAERTS, *L'unité allemande, 1806-1938*, Colin, 1939 ; M. MOURIN, *Histoire de l'Allemagne des origines à nos jours*, Payot, 1951 ; J. DROZ, *Histoire de l'Allemagne*, Que sais-je ?, 9^e éd. 1981, et *Histoire de l'Allemagne*, 4 vol., tome II, *L'Empire allemand, 1871-1918*, Hatier Université, 1970 ; P. GUILLEN, *L'Empire allemand, 1871-1918*, Hatier, 1970 ; S. BERSTEIN et P. MILZA, *L'Allemagne, 1870-1970*, Masson, 1971 ; R. POIDEVIN, *L'Allemagne de Guillaume II à Hindenburg, 1900-1933*, Éd. Richelieu, Bordas, 1974.

Sur Bismarck on ne négligera pas les ouvrages anciens de P. MATTER, *Bismarck et son temps*, Alcan, 1895-1908, et de E. LUDWIG, *Bismarck*, Payot, nouv. éd. 1984 ; C. de GRUNWALD, *Bismarck*, Albin Michel, 1949 ; H. VALLOTTON, *Bismarck*, Fayard, 1961 ; W. RICHTER, *Bismarck*, Plon, 1965 ; L. GALL, *Bismarck, le révolutionnaire blanc*, trad. de l'all., Fayard, 1984 ; *Otto von Bismarck, Pensées et Souvenirs*, présentation par J. ROVAN, Calmann-Lévy, 1984.

Sur l'expansion économique : P. BENAERTS, *Les origines de la grande industrie allemande*, Turot, Paris, 1932 ; J.H. CLAPHAM, *The economic development of France and Germany, 1815-1914*, University Press, Cambridge, 4^e éd. 1955 ; G. STOLPER, K. HAUSER, K. BORCHARDT, *Deutsche Wirtschaft seit 1870*, Tubingen, 1964.

Sur la question religieuse et le Zentrum : J. ROVAN, *Histoire de la démocratie chrétienne, le catholicisme politique en Allemagne*, Éd. du Seuil, 1956.

Sur les questions de société et le mouvement des idées : E. VERMEIL, *L'Allemagne contemporaine, sociale, politique et culturelle, 1890-1950*, tome I, *Le règne de Guillaume II*, Aubier, 1952-1953 ; P. BERTAUX, *La vie quotidienne en Allemagne au temps de Guillaume II en 1900*, Hachette, 1962 ; H. BURGELIN, *La Société allemande, 1871-1968*, Arthaud, 1969 ; P. MILZA, *Les fascismes*, Imprimerie Nationale, 1985.

Sur l'impérialisme allemand : R. POIDEVIN, *L'Allemagne et le monde au XX^e siècle*, pour la période post-bismarckienne, bibliographie importante, Masson, 1983.

Sur la social-démocratie : J.P. NETTL, *La vie et l'œuvre de Rosa Luxemburg*, 2 vol., Bibl. socialiste, Maspéro, 1972 ; J. ROVAN, *Histoire de la social-démocratie allemande*, Éd. du Seuil, 1978.

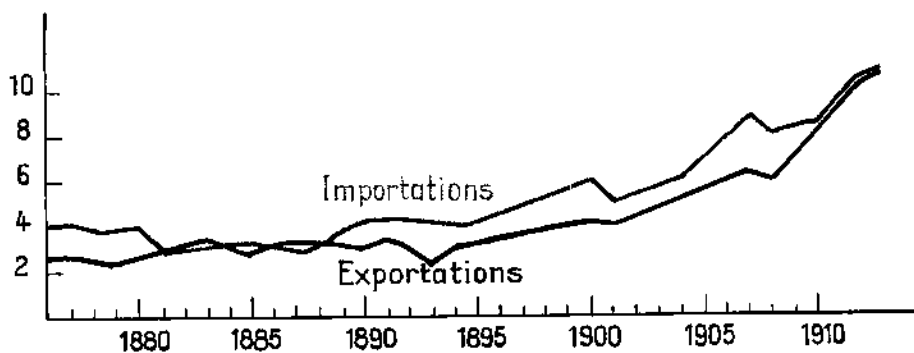
Documents

Productions allemandes (millions de tonnes)

	1870	1880	1890	1900	1910	1913
Houille	26	47	70	100	150	190
Acier	0,14	0,6	2	7	13,5	17

TABLEAU

Commerce extérieur allemand (milliards de marks)



On notera : 1. La hausse sensible du volume global à partir de 1894; 2. L'importance du déficit extérieur jusqu'en 1907; 3. Les chutes de 1901 et 1908; 4. La croissance très rapide à partir de 1909.

I - La situation en 1867

L'accord signé en 1867 est un compromis (*Ausgleich*) entre la tendance autrichienne à la centralisation et la volonté hongroise de se borner à une union personnelle.

A. Le compromis : Les deux États, réglant eux-mêmes leur problème des minorités, sont séparés par la Leitha, affluent de droite du Danube : à l'ouest la *Cisleithanie*, comprenant, outre l'Autriche, la Bohême-Moravie, la Styrie, la Carniole, la Galicie, la Bukovine, l'Istrie et la Dalmatie, séparée du reste de l'État autrichien par la Croatie ; à l'est la *Transleithanie*, comprenant, outre la Hongrie, la Transylvanie, la Croatie, la Slovaquie. Les deux États ont le même souverain, empereur d'Autriche, roi de Hongrie ; pour bien marquer que le règne commence à cette date seulement François-Joseph ira, le 8 juin 1867, coiffer la couronne de Saint-Étienne à Budapest.

Les questions politiques communes concernent les Affaires étrangères (mais les traités sont ratifiés par les deux pays), les affaires militaires, commandement, organisation, instruction de l'armée (mais le recrutement relève de chaque État), les Finances concernant les dépenses diplomatiques et militaires, couvertes par le produit des douanes et par une contribution versée à raison de 30 % pour la Hongrie, 70 % pour l'Autriche. Les trois ministres communs (Affaires étrangères, Guerre, Finances) sont nommés par l'empereur-roi. Chacun des deux États possède en outre son ministre de la Défense et son ministre des Finances. Le contrôle parlementaire commun est assuré par deux délégations de 60 membres élus à raison de 20 par chaque Chambre haute, 40 par chaque Chambre basse ; ces Délégations ne se réunissent en commun qu'une fois par an, tantôt à Vienne, tantôt à Budapest pour voter les dépenses communes (non les recettes, qui ne varient pas) et poser aux ministres des questions orales.

Les relations économiques entre les deux États sont réglées par des accords conclus au maximum pour dix ans ; la Hongrie, peu industrialisée, eût souhaité une séparation douanière ; l'Autriche industrielle a besoin au contraire de la Hongrie comme marché et source de ravitaillement. L'Autriche étant avantagée sur le plan douanier prend une part plus importante des dépenses communes.

La lourdeur du système handicape son efficacité ; l'accord économique est temporaire ; les contingents militaires dépendent de trois ministres et de trois assemblées. Il n'y a pas équilibre entre les deux États : l'examen de la carte souligne assez que l'Autriche, alourdie par des nationalités plus importantes et formée de territoires dispersés, ne peut pas avoir le même poids que la Hongrie, plus homogène, plus ramassée sur elle-même.

B. L'Autriche, ou Cisleithanie, compte environ 19 millions d'habitants, dont 35 % d'Allemands, 23 % de Tchèques, 38 % de Slaves du Nord (Polonais) ou du Sud (Ruthènes, Slovénes), 4 % de Latins (Italiens). Au nord la Bohême comprend deux tiers de Tchèques, un tiers d'Allemands : la diète créée par la patente de 1861 est élue par un système de curies où dominent les grands propriétaires ; les « jeunes Tchèques », partisans de l'indépendance totale, s'y opposent aux « vieux Tchèques », fidèles à l'autonomie ; mais les deux tendances s'affrontent aux Allemands du pourtour bohémien, qui refusent d'être absorbés par les Slaves. Au nord-est, où le peuplement est slave pour 95 %, les Polonais, grands propriétaires, dominent les Ruthènes ; la lutte est nationale et sociale ; les Polonais demandent une Université, des fonctionnaires polonais, mais ne veulent rien accorder aux Ruthènes. Dans les pays du sud, Slaves et Italiens s'opposent à l'Autriche, mais ne s'entendent pas entre eux ; à la diète de Dalmatie, créée en 1860, les Italiens sont autonomistes, les Slaves favorables au rattachement à la Croatie.

L'ensemble de la Cisleithanie est partagé en 17 provinces, dotées chacune d'un Landtag élu suivant le système des quatre curies, grands propriétaires, chambres de commerce, habitants des villes, paysans. Le pouvoir central est exercé par l'Empereur, qui peut à l'occasion utiliser les pleins pouvoirs par l'article 14 du diplôme de 1860, et par un Parlement composé du Reichsrat, désigné par les diètes locales, et de la Herrenhaus, formée de membres héréditaires ou à vie ; neuf partis sont représentés au Reichsrat, deux partis allemands, conservateur (catholique) et libéral (anticléric), et sept partis nationaux.

C. La Hongrie ou Transleithanie comprend environ 14,5 millions d'habitants partagés entre le royaume de Hongrie et Transylvanie (13 millions) et le royaume de Croatie (1,5 million). Les Magyars forment 40 % du total, les Roumains 15 %, les Serbo-Croates 15 %, les Allemands 12 %, les Slovaques 11 %. Les nationalités slaves sont formées surtout de petits paysans, tandis que les grands propriétaires sont Allemands, Italiens ou Magyars ; il ne peut donc pas y avoir la même unité de contestation qu'en Autriche ; d'autre part Serbes et Croates ne s'accordent pas malgré les efforts déployés par Mgr Strossmayer pour les grouper autour de l'Université de Zagreb (Agram).

Le régime politique date de 1848 : le Roi règne avec des ministres responsables et un Parlement de deux Chambres, la Chambre des magnats, formée de membres héréditaires ou à vie, et la Chambre des représentants, élue au régime censitaire étroit. Les nationalités n'ont pas de diète propre comme en Autriche.

II - Évolution politique (1867-1906)

Le long règne de François-Joseph (1848-1916) se déroule au milieu des crises provoquées par les nationalités, l'altération progressive des rapports avec la Hongrie et les malheurs domestiques : son frère, Maximilien, a été fusillé au Mexique en 1867 après le départ des troupes françaises ; son fils et unique héritier Rodolphe s'est suicidé à Mayerling en 1889 ; sa femme, Elisabeth, est poignardée par un anarchiste italien à Genève en 1898. A partir de 1896 le prétendant à la succession est François-Ferdinand, neveu de l'Empereur, qui épouse en 1900 la comtesse tchèque Sophie Chotek, de naissance trop basse pour qu'elle pût avoir les honneurs d'une impératrice ; le futur héritier va prendre une importance de plus en plus grande, à mesure que François-Joseph vieillit ; hardi en politique extérieure, il est autoritaire, antilibéral, catholique intransigeant, imbu de tradition monarchique ; il aura sa propre politique à côté de la politique officielle.

A. Période de tâtonnements pour l'Autriche : a) 1867-1878. tantôt tendance centraliste avec Karl Auersperg (1867-1870), et Adolf Auersperg (1871-1878), tantôt tendance fédéraliste avec le comte Potocky. Le gouvernement autrichien utilise les divisions internes entre nationalités, Polonais contre Tchèques et Ruthènes, Slaves contre Italiens ; il se heurte à l'opposition tchèque, dont les 81 députés refusent de siéger au Reichsrat. Quand il joue la carte du fédéralisme, il se heurte aux Allemands de Bohême, inquiets de la domination tchèque, à Bismarck, favorable à une Autriche centralisée, au tsar, qui craint la contagion pour la Pologne russe, aux Hongrois, décidés à maintenir chez eux la centralisation.

b) Taaffe, de 1878 à 1893, tente franchement de jouer la carte libérale : la réforme électorale de 1882 ouvre le droit de vote à la petite bourgeoisie ; sous la pression des chrétiens sociaux, des lois sont votées en 1883 sur la création d'inspecteurs du travail, en 1886 sur

les accidents du travail, en 1887 sur l'assurance-maladie (voir la politique de Bismarck au même moment). Taaffe accorde aux Tchèques et aux Slováques l'égalité des langues dans les tribunaux et dans la fonction publique, l'ouverture d'une Université tchèque et d'un Théâtre National à Prague ; en Galicie le gouverneur et les administrateurs sont polonais, les Universités de Cracovie et de Lemberg attirent les Polonais de Prusse et de Russie.

L'échec de Taaffe est complet ; il se heurte aux nationalistes allemands conduits par von Schönerer, qui commence à songer à une union (Anschluss) avec l'Allemagne ; aux sociaux-démocrates, qui se forment en parti le 1^{er} janvier 1889 sous la conduite de Victor Adler ; aux jeunes Tchèques surtout de Gregr et Kramar, qui demandent le suffrage universel, l'autonomie complète sinon la séparation avec l'Autriche, et qui regardent vers la Russie ; des heurts se produisent à Prague entre étudiants tchèques et allemands ; aux élections de 1891 les jeunes Tchèques sont deux fois plus nombreux que les vieux Tchèques et décident de la majorité au Reichsrat ; leur politique d'obstruction crée l'instabilité parlementaire : cinq ministères en six ans. Entre 1893 et 1900, François-Joseph doit gouverner le plus souvent en utilisant l'article 14.

c) *Von Körber* (1900-1904) tente une expérience intéressante : détourner les esprits de la question des langues et du droit historique, pour mettre au premier plan les questions économiques, dans l'espoir que les liens commerciaux feront disparaître les barrières linguistiques ; un milliard de couronnes (1 couronne = 1,05 F) sont affectées aux canaux, aux voies ferrées, au port de Trieste ; c'est un nouvel échec ; les Tchèques relancent la question linguistique, les nobles polonais rejettent la politique libérale. L'opposition est aussi vive dans certains milieux allemands : von Schönerer lance le slogan « los von Rom », afin qu'une moindre dépendance envers Rome permette aux catholiques autrichiens d'envisager un rapprochement avec l'Allemagne protestante ; ce courant pro-allemand, qui permet de rêver d'un « Anschluss », est appuyé par le bourgmestre de Vienne Karl Lueger. Il s'apparente à la formation en 1904 en Bohême et en Haute Autriche (Linz) d'un parti allemand des travailleurs, nationaliste, orienté vers l'Allemagne et contre les Slaves. Dans un autre registre la révolution russe de 1905 a eu un gros retentissement et renforce la social-démocratie. Ainsi un problème politique doublait maintenant la traditionnelle question linguistique, sans l'effacer.

François-Joseph crut au moins l'atténuer en faisant voter en 1906 la réforme électorale qui accordait le suffrage universel, appelant ainsi les masses à la politique, dans l'espoir de renforcer le dévouement à la monarchie et de susciter d'autres préoccupations que les questions nationales ; mais la répartition des sièges en attribuait la majorité aux Allemands et diminuait la portée de la réforme.

B. En Hongrie le parti libéral de Deak et Tisza est au pouvoir ; en dépit de son nom il est peu libéral et l'attitude envers les nationalités est beaucoup moins favorable que celle de l'Autriche. Il n'y a ni liberté d'association ni liberté de la presse ; la langue hongroise est obligatoire tant dans l'enseignement que dans l'administration ; seuls les Croates, qui paraissent les plus dangereux, bénéficient d'un régime de faveur. Le compromis hongro-croate de 1868, préparé par Andrassy, distingue les affaires communes (armée, fiscalité, commerce, transports), pour lesquelles un ministre croate figure dans le cabinet hongrois, et les affaires particulières (administration, justice, cultes, enseignement) réglées par la diète et un ministère croates, ce dernier présidé par un « ban » qui est nommé par l'Empereur sur proposition du ministère hongrois. Mais par ailleurs la loi électorale de 1874 découpe les circonscriptions de façon à donner un large avantage aux Hongrois à la diète hongroise.

Cette attitude conciliante envers les Croates n'empêche pas la contestation. Le mouvement national croate se développe autour de l'Université de Zagreb, créée en 1874, qui est un point de rencontre pour tous les Slaves du sud ; il revendique une Délégation siégeant auprès des Délégations autrichienne et hongroise, pour aboutir à une fédération des trois États ou trialisme ; mais les Hongrois jouent sur la rivalité entre Serbes et Croates ; les uns et les autres, qui sont par ailleurs de religion différente, se méprisent ; pourtant à partir de 1895 s'esquisse un rapprochement ; l'idée yougoslave réapparaît, fondée sur une union des Serbes et des Croates dépendant de l'Autriche et de la Hongrie. Les Croates refusent de siéger à la diète hongroise, réclament l'usage de leur langue et des fonctionnaires nationaux. Par contre il y a peu de résistance chez les Allemands, les Ruthènes et les Slovaques. Le problème des minorités semble, en 1906, moins grave que celui qui est posé en Autriche.

III - L'exaspération des mouvements nationaux

L'espoir de François-Joseph s'est révélé faux ; il a fait décider le suffrage universel en escomptant que, les mouvements nationaux étant surtout le fait de la bourgeoisie, l'appel aux masses noierait l'opposition ; or les difficultés sont aggravées par la situation extérieure : la rivalité austro-russe dans les Balkans apporte un aliment au slavisme ; d'autre part en 1903 l'Assemblée nationale serbe porte au trône Pierre I^{er} Karageorgevitch, qui gouverne avec les radicaux russophiles : la Serbie échappe à l'Autriche ; en 1905 Pierre commande des armes au Creusot et emprunte en France ; un mouvement panserbe se développe ; les sociétés secrètes serbes s'infiltrent dans les milieux slaves d'Autriche et de Hongrie pour tenter d'aboutir à la formation d'une « Grande Serbie », qui serait le « Piémont des Balkans ». François-Joseph croit parer au danger en refusant de renouveler le traité de commerce austro-serbe en 1905, espérant ruiner l'agriculture serbe (90 % des exportations serbes passent par l'Autriche) ; mais Pierre signe des traités avec la Russie et l'Italie et obtient d'utiliser le port de Salonique. L'opposition austro-serbe s'accroît encore en 1909 quand la Bosnie-Herzégovine est annexée par l'Autriche ; enfin elle devient insupportable en 1913, quand, à l'issue de la deuxième guerre balkanique, l'Autriche empêche la Serbie d'accéder à la mer par la création de l'Albanie.

A. Les difficultés autrichiennes : Aux élections de 1907 les partis allemands ont 180 sièges au Reichsrat, les sociaux-démocrates 86, les nationalités 230 ; François-Joseph ne peut toujours gouverner qu'en utilisant l'article 14. Les troubles sociaux deviennent très vifs à mesure que progresse l'industrialisation, malgré la scission des sociaux-démocrates tchèques, qui font élire 27 députés en 1911 en face des 57 députés du parti de Victor Adler. Mais les principales difficultés viennent encore des nationalités. Les vieux Tchèques sont à peu près effacés ; les jeunes Tchèques cherchent à nouer une alliance avec les Slaves du sud et regardent de plus en plus vers la Russie ; pourtant, un mouvement inverse se dessine : un parti réaliste ou populaire, inspiré par Masaryk, un Morave, professeur de sociologie à Prague, rejette le chauvinisme, critique le droit historique qui négligerait les minorités de Bohême, et se méfie du tsarisme, indifférent aux besoins du peuple ; il serait favorable à un fédéralisme où les Allemands du pourtour bohémien comme les Slovaques auraient leur place ; son disciple, E. Benès, soutient en 1908 une thèse de droit : *Le problème autrichien et la question tchèque*.

Les Polonais de Galicie rêvent d'indépendance ; les Slaves de Dalmatie et les Ruthènes sont favorables aux Russes. L'opposition italienne elle-même s'est réveillée au Tyrol et en Istrie à mesure que s'amplifie l'irrédentisme, bien que Slaves et Italiens soient toujours opposés. Partout est demandée l'autonomie plutôt que l'indépendance, qui est le fait surtout des milieux intellectuels.

B. Les difficultés hongroises : Les luttes parlementaires paralysent la vie politique jusqu'en 1910, où Étienne Tisza forme le parti du travail national qui lui permet d'établir une sorte de dictature. Il maintient ferme la domination magyare sur les nationalités ; en retour les Slovaques avec Milan Hodza se rapprochent des Tchèques, et songent à une fédération autonome au sein de l'Empire. Les Roumains revendiquent aussi l'autonomie pour la Transylvanie et regardent vers la Roumanie ; l'opposition apparaît chez les Ruthènes sous l'effet de la propagande russe. En Croatie le rapprochement avec les Serbes se précise ; en 1905 des représentants serbes et croates réunis à Fiume décident de mener une action commune qui leur donne la majorité à la diète ; le ban doit gouverner sans assemblée. En 1908, 58 Serbes de Croatie accusés d'être en relations avec une société secrète, sur la foi de documents qui se révélèrent par la suite être faux, sont condamnés à Zagreb. Le mouvement yougoslave en est renforcé.

Les militaires ne voient de recours que dans la guerre et l'écrasement de la Serbie, pour empêcher la propagande panserbe dans les provinces austro-hongroises du sud ; mais deux autres solutions sont possibles : soit un trialisme réalisé avec la Bohême, reconstituée sur une base fédérale, soit un trialisme formé par la création d'un État slave du sud (yougoslave), dont le noyau serait la Croatie ; c'est la solution envisagée par l'héritier François-Ferdinand, mais elle n'est acceptable ni par la Hongrie, dont la position à l'intérieur de la Monarchie serait affaiblie, ni par la Serbie, pour qui ce serait la disparition du rêve de la Grande Serbie.

On peut se demander cependant si cette « Mitteleuropa » que forme l'Autriche-Hongrie n'est pas un moindre mal dans l'état de rivalité où se trouvent les nationalités, et si d'autre part l'existence de cette grande zone de libre échange ne constitue pas un moyen d'entente sur le plan économique. Il faut signaler que la mobilisation, en 1914, n'a pas provoqué de troubles importants.

IV - L'ouverture économique de la Monarchie

La Monarchie est apparue jusqu'en 1867 comme un pays économiquement arriéré, surtout en comparaison des pays allemands et de la Prusse ; ce retard économique contribue à expliquer les défaites de 1859 et 1866 ; il semble au contraire que le compromis de 1867, paraissant régler les conflits politiques entre l'Autriche et la Hongrie, soit au départ de l'expansion économique en attirant les capitaux étrangers.

A. La situation en 1867 : Les conditions naturelles sont médiocres, et les préoccupations de politique intérieure et extérieure ont été des obstacles au progrès économique. L'Autriche-Hongrie reste un pays agricole voué aux céréales, à la vigne (vin de Dalmatie, Tokay de Hongrie), aux plantes industrielles (houblon de Bohême, lin, chanvre de Hongrie), à l'élevage. Le rachat des droits féodaux, qui a été endossé en grande partie par l'État en 1849, a donné à la grande noblesse propriétaire, pratiquant l'usage du fidei-commis, les moyens de moderniser les cultures ; la petite noblesse au contraire, obligée d'employer une main-d'œuvre salariée, a souvent été contrainte de vendre ses terres.

L'Autriche-Hongrie n'est pas industrialisée ; elle produit un peu de charbon en Bohême-Carinthie, du fer en Styrie et Bohême, un peu de plomb, d'étain, du mercure en Carinole, du sel en Galicie. La Hongrie ne produit que du bois. La métallurgie est faiblement installée en Bohême et en Silésie à Ostrawa ; la seule branche importante est celle des textiles, localisée sur le pourtour bohémien ; quelques brasseries à Pilsen, le cuir, le verre et le cristal en Bohême ; cette région si agitée par le mouvement national est déjà le foyer industriel le plus actif, ce qui montre l'importance du problème qu'elle pose. La construction des voies ferrées a été faible par manque de capitaux ; Vienne est reliée à l'Allemagne, à Trieste, à Fiume ; au total 4 000 kilomètres de chemins de fer en Autriche en 1867, 2 000 en Hongrie. Le système bancaire est peu développé ; le plus grand établissement, la Kreditanstalt, a été créé en 1856 sur le modèle du Crédit Mobilier des Péreire par la banque Rothschild de Londres et des capitaux provenant de quelques grandes familles autrichiennes.

B. L'ouverture économique se produit entre 1867 et 1884, coupée par la crise violente de 1873 ; alors que les années 1866-1867 sont un temps de crise pour le reste du monde, elles sont années de démarrage pour l'Autriche-Hongrie à cause du Compromis et de la conjoncture agricole qui assure de très bonnes récoltes au moment où elles sont mauvaises en Europe occidentale ; les capitaux affluent d'Angleterre et d'Allemagne : Rothschild, la Darmstaedter, la Diskonto, Bleichröder s'intéressent brusquement à l'Autriche-Hongrie ; entre 1867 et 1869 sont fondées 47 nouvelles banques ; le mouvement se poursuit ensuite avec 60 banques et 376 sociétés fondées dans l'année 1872 : années de spéculation comme dans le reste du monde, qui sont l'indice de l'insertion de l'Autriche-Hongrie dans l'économie mondiale ; les capitaux autrichiens s'intéressent même aux investissements extérieurs en association avec des capitaux français, allemands et britanniques (Égypte) ; les chemins de fer s'allongent, on commence une deuxième liaison Vienne-Prague-Saxe et une concession est accordée pour une ligne reliant Vienne à Berlin et aux ports du nord (lignes François-Joseph et Nordwestbahn terminées en 1871) ; la Hongrie participe à cette ouverture, quoique moins puissamment, par la création du premier Hongrois-Galicien et du Westbahn ; le réseau ferré passe de 6 000 kilomètres en 1867 à 15 600 en 1873. La sidérurgie profite de ces constructions : la Kreditanstalt achète à l'État les mines du Tyrol et de Silésie, accentue l'exploitation du charbon et fonde des aciéries, achète même des participations en Allemagne, en Silésie prussienne et en Lorraine (Ars-sur-Moselle).

Cet essor est encore artificiel, fondé sur un flux de capitaux étrangers qui manquent brusquement quand se produit la crise de 1873 provoquée par les excès de la spéculation aux États-Unis et en Allemagne, par les sorties d'or d'Angleterre vers l'Allemagne pour régler l'indemnité de guerre française ; le reflux a commencé à Berlin en avril 1873 ; le 9 mai, le *vendredi noir*, au moment où les fêtes de l'exposition universelle de Vienne battaient leur plein, la crise éclate, emporte la Kreditanstalt (qui se reformera ensuite) et avec elle d'autres banques et sociétés industrielles.

L'activité économique reste faible jusqu'en 1879, puis les commandes affluent, de l'étranger d'abord, de l'intérieur ensuite ; les banques se reconstituent, l'abondance de l'argent permet à la Hongrie de convertir sa dette de 6 en 4 % en 1881, la construction des chemins de fer reprend ; en mai 1880 est décidée la voie de l'Arberg, dont le tunnel est terminé en novembre 1883 ; la production d'acier retrouve en 1884 son niveau de 1873 (540 000 tonnes) ; en 1881 la Länderbank fait fusionner la plupart des sociétés métallurgiques des Alpes dans l'Oesterreichisch Alpinien Montangesellschaft ; le commerce extérieur est excédentaire.

C. **Le palier de longue durée** est ressenti, à partir de 1884, par l'Autriche-Hongrie comme ailleurs jusqu'en 1896, hâché par deux courtes crises boursières en 1890 (krach Baring en Angleterre) et 1895 ; la stagnation est inégale suivant les branches : très nette dans la métallurgie et le textile, elle n'empêche pas l'apparition de la construction électrique (Siemens) et de l'industrie du pétrole ; elle est plus ressentie par l'Autriche, qui avait connu le coup de fouet antérieur, que par la Hongrie, qui en avait moins bénéficié ; celle-ci poursuit son équipement ferroviaire (500 km par an), aménage le réseau fluvial, commence à produire du charbon à Pecs et installe des industries alimentaires pour compenser la mévente des produits agricoles.

Dans toute cette période, le ministre des Finances Dunajewski s'efforça de remédier au déséquilibre douanier par des hausses successives du tarif, qui aboutirent à une véritable guerre douanière avec la Roumanie entre 1886 et 1892, et qui mécontentèrent la Hongrie à vocation exportatrice. En même temps il s'attachait, en dépit également du mécontentement des Hongrois, qui avaient intérêt à une monnaie faible, à redresser la devise autrichienne pour redonner confiance aux capitaux étrangers, d'abord en rétablissant l'équilibre budgétaire, qui fut atteint à partir de 1886, puis en procédant à la *réforme monétaire de 1892* : l'étalon or remplace l'étalon argent, la couronne remplace le florin ; pour satisfaire les Hongrois elle est dévaluée de 50 % par rapport au florin et définie par un poids de 304 milligrammes d'or (1,05 F) ; la libre convertibilité serait rétablie dès que les réserves de change seraient suffisantes ; à cet effet des titres de rente furent mis en vente sur les marchés allemand, belge et suisse, et leur produit permit d'acheter de l'or à Londres et aux États-Unis ; la stabilisation devint effective en 1899.

D. L'Autriche-Hongrie participe à l'**expansion générale** à partir de 1896 ; de nouvelles banques apparaissent et placent même leurs capitaux à l'étranger (Russie, Chine en association avec Rothschild) ; dans les deux pays on construit encore des voies ferrées jusqu'en 1914 : 3 600 km construits en Autriche en 1901 et 1913, 4 300 km en Hongrie ; Trieste est aménagé et voit passer 11 millions de tonneaux en 1913, dont 7 sous pavillon étranger, Fiume, le port hongrois, 7 millions de tonneaux, dont 5 étrangers ; l'Autriche s'est constitué une marine de commerce de 600 000 tonneaux. Le relâchement des liens politiques entre les deux pays a entraîné un changement de terme dans le renouvellement du Compromis en 1907 : l'expression « Union douanière » a été remplacée par celle de « Traité », mais le changement est purement formel ; il n'empêche pas la zone de libre échange austro-hongroise d'être formée de deux ensembles complémentaires : les 3/4 des exportations hongroises vont vers l'Autriche, le 1/3 des exportations autrichiennes va vers la Hongrie.

La supériorité industrielle de l'Autriche est en effet de plus en plus marquée ; la production de houille est portée à 16 millions de tonnes, celle du lignite à 27 millions ; la Galicie polonaise fournit 1 million de tonnes de pétrole, les mines de Styrie et de Bohême 5 millions de tonnes de minerai de fer ; on exploite le mercure en Carniole (3^e rang au monde), l'étain en Bohême, le plomb en Carinthie, le zinc en Galicie. Les 4/5 de la production métallurgique de la monarchie sont autrichiens ; c'est une industrie puissante, bien outillée, qui emploie 300 000 ouvriers. La sidérurgie s'est concentrée en six grandes entreprises donnant 92 % des 2,7 millions de tonnes d'acier, en Bohême (Kladno), Silésie (Ostrawa), Carinthie (Graz), Haute Autriche (Linz). L'industrie différenciée est à Prague, Brünn (Brno), surtout à Pilsen, où les usines Skoda sont contrôlées par la Kreditanstalt. Les 4/5 de l'industrie cotonnière, devenue exportatrice, sont dans les montagnes du pourtour bohémien, l'industrie lainière est également en Bohême-Moravie, à Brünn, Olmütz, Reichenberg. Les autres branches industrielles anciennes se dévelop-

pent, le papier, la faïence et porcelaine de Bohême, les brasseries de Pilsen, le cuir de Basse-Autriche. L'Autriche est devenue un pays industriel, mais ses industries sont localisées pour la plus grande partie en Bohême-Moravie ; que deviendrait-elle en cas de sécession tchèque ?

Le commerce extérieur traduit cette évolution : aux importations les produits fabriqués dépassent les matières premières jusqu'en 1897, puis celles-ci prennent la première place : 49 % en 1913 contre 34 % pour les produits fabriqués, 17 % pour les produits alimentaires, alors qu'aux exportations les ventes de produits finis augmentent plus vite que celles des matières premières depuis 1902 ; en 1913 la moitié des exportations est faite de produits fabriqués, 27 % de produits alimentaires, 23 % de matières premières.

La Hongrie reste un pays agricole exportant vers l'Autriche, mais aussi vers le reste de l'Europe : le froment, l'orge, le vin (4,4 millions d'hectolitres en 1913), le chanvre, le lin et le sucre ; grand pays d'élevage dans la plaine hongroise, en Croatie et en Transylvanie, elle exporte 150 000 chevaux et 200 000 bovins en moyenne par an. Par contre les ressources minières y sont faibles, un peu de houille (1 million de tonnes) et de lignite (8 millions), quelques traces de cuivre ; les seules bases d'une industrie qu'elle essaie de créer ne peuvent être que les ressources forestières et les productions du sol, qui alimentent meuneries, sucreries, brasseries, manufactures de tabac.

A la veille de la guerre l'Autriche-Hongrie apparaît en pleine évolution ; l'union douanière est toujours aussi nécessaire aux deux pays et aux minorités qui en dépendent ; le caractère complémentaire des deux économies s'est à peine atténué. Elle est cependant sous une double menace d'éclatement : d'une part le dualisme est remis en cause à la fois par les Hongrois, qui aspirent à l'indépendance totale, en conservant leurs minorités, et par l'héritier François-Ferdinand, qui appuierait un resserrement de l'Autriche et de ses propres nationalités dans la formation d'une sorte de trialisme avec le monde slave ; d'autre part les deux États sont menacés dans leurs dépendances périphériques, l'Autriche en Bohême-Moravie par le mouvement d'indépendance jeune tchèque, et en Istrie, Dalmatie, Bosnie, par le mouvement panserbe, la Hongrie en Croatie par le rapprochement serbo-croate, et en Transylvanie par les aspirations roumaines. La passion politique peut-elle prévaloir sur l'intérêt économique ? Une guerre victorieuse peut résoudre, au moins momentanément, les problèmes ; un échec ne peut que hâter le processus de décomposition.

BIBLIOGRAPHIE

Le problème des nationalités en Europe a été présenté dans une étude de synthèse par G. WEILL, *L'Europe au XIX^e siècle et l'idée de nationalité*, A. Michel, 1938.

Pour l'Autriche et la Hongrie, quatre petits manuels commodes, J. DROZ, *Histoire de l'Autriche*, Que Sais-je ? ; E. TERSEN, *Histoire de la Hongrie*, Que Sais-je ? ; H. BOGDAN, *Histoire de la Hongrie*, Que Sais-je ? ; J. VIDALENC, *L'Europe danubienne et balkanique, 1867-1970*, Masson, 1973.

Il sera indispensable de lire l'ouvrage de J. DROZ sur *L'Europe centrale, Évolution historique de l'idée de Mitteleuropa*, Payot, 1960. On consultera la mise au point de V. L. TAPIÉ dans *l'Information historique*, n° 4, 1948 et n° 3, 1949, sur le *Mouvement tchèque et slovaque au XIX^e siècle*.

Le destin tragique d'Élisabeth a éveillé bien des sympathies : H. VALLOITON, *Élisabeth d'Autriche, l'Impératrice assassinée*, Fayard, 1957 ; M. PALÉOLOGUE, *Élisabeth, Impératrice d'Autriche, La Palatine*, Paris-Genève, 1958. Sur le personnage de François-Joseph, Comte de SAINT-AULAIRE, *François-Joseph*, Fayard, 1945.

Il faudra se reporter aux ouvrages étrangers pour avoir une étude plus complète de l'Autriche-Hongrie : G. FELLNER, *Die volkswirtschaftliche Entwicklung unter Franz Joseph (1876-1916)*, Vienne, 1927 ; A. J. MAY, *The Habsburg Monarchy (1867-1914)*, Cambridge, U.S.A., 1951.

Lectures

Un bilan du règne de François-Joseph

... En dehors de l'Autriche, François-Joseph était universellement respecté comme un souverain vénérable, cruellement frappé par le sort et se dévouant entièrement au bien-être de ses États en continuuel désaccord ; aussi fus-je étonné de l'entendre, à Vienne, critiquer de toutes parts... La vérité m'apparut enfin... La révolution de 1848, au milieu de laquelle il monta sur le trône, avait neutralisé l'influence d'une éducation assez libérale et l'avait amené à placer sa foi dans l'armée, l'Église et la police... Le tsar Nicolas I^{er} avait, en 1849, sauvé le trône de François-Joseph en envoyant une armée pour écraser l'insurrection de Kossuth en Hongrie. En 1854-55, lorsque la Russie se trouva engagée dans la guerre de Crimée contre la Turquie, la France et l'Angleterre, François-Joseph eut une occasion de rendre service au tsar. Au lieu de cela, il menaça la Russie, tenta de se joindre à l'alliance anti-russe, et agit comme si le malheur des Russes devait être pour les Habsbourg une heureuse chance... François-Joseph devait, pendant toute sa vie, éprouver les conséquences de son ingratitude de 1854... elles le rendirent impuissant à secouer le joug prussien et dissipèrent à jamais son rêve de prendre sa revanche de la défaite de Sadowa. Souverain vaincu et discrédité, il resta face à face avec ses peuples, s'efforçant de les dominer de son mieux, en jouant de l'un contre l'autre, et en faisant de son règne un perpétuel exercice d'opportunisme dynastique... (D'après Henry WICKHAM STEED, *Mes Souvenirs*, tiré du *Recueil de textes d'histoire* de Laran et Willequet, Dessain, 1960).

La question tchèque

(Édouard Benès, 1884-1948, disciple de Masaryk, fit ses études en France puis devint professeur de sociologie à Prague ; il fut en 1915 secrétaire général du Conseil national tchécoslovaque ; il sera en 1935 Président de la République).

... En 1871 François-Joseph engagea des négociations avec les Tchèques ; il leur promit solennellement de satisfaire à leurs désirs. Mais les adversaires séculaires des Slaves, les Allemands et les Magyars, s'opposèrent énergiquement à cette politique. Berlin intervint et les Magyars déclarèrent ouvertement qu'ils ne pourraient jamais tolérer une autonomie tchèque, dangereuse pour leur domination sur les Slovaques. Les Habsbourg nous trahirent une fois de plus. Et, à titre de compensation, comme nous osions nous montrer peu satisfaits, on envoya à deux reprises en Bohême le général Koller, chargé de nous dompter en massacrant, en emprisonnant sans mesure, en usant de toutes les persécutions et de toutes les corruptions.

Dans les trente dernières années, les Tchèques adoptèrent une nouvelle tactique politique : au lieu de se livrer à des révoltes ouvertes, ils se préparaient en silence pour des temps plus

propices. Ils travaillèrent à leur développement économique, à l'agrandissement de leur influence politique ; ils occupèrent progressivement les postes importants de l'administration, réussirent à acquérir de nouveaux droits pour l'usage de leur langue, et pour leurs écoles ; ils fortifièrent leur autonomie locale, améliorèrent l'enseignement public. Il remportèrent de brillants succès dans cette habile campagne d'émancipation. En même temps ils combattaient avec acharnement les prétentions des Allemands et des Magyars à régir toute l'organisation intérieure de la Monarchie. On connaît les détails de ces luttes, et il est inutile de rappeler que les Parlements de Vienne et de Budapest ne purent jamais fonctionner régulièrement par suite de l'obstruction slave.

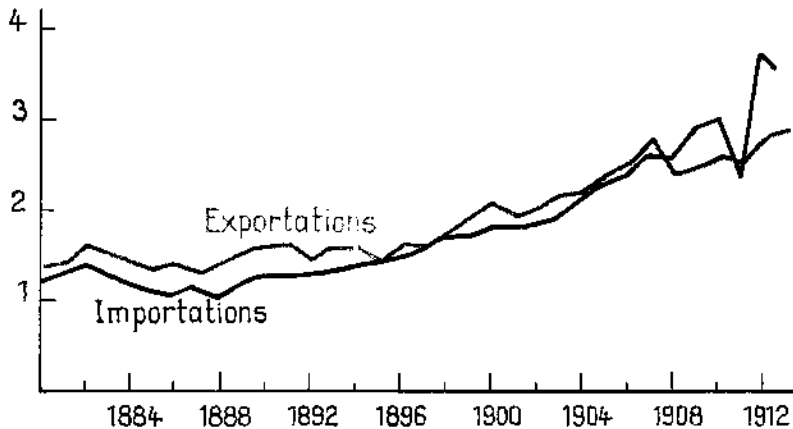
Si Palacky vivait encore, il serait avec nous dans les rangs des révolutionnaires tchèques. En 1848 on pouvait encore se bercer d'espérances. Il croyait fermement que l'Autriche constitutionnelle ne pouvait être que démocratique ; et celui qui dit démocratie dit aussi liberté. Il en fut bien déçu ; et pourtant... il ne soupçonnait ni l'évolution de la politique yougoslave, ni la transformation des Allemands-Autrichiens en pangermanistes forcés, ni l'évolution des Magyars, les alliés traditionnels de la Prusse, ni le plan de l'Europe centrale pangermanique.

... Pendant longtemps on s'est représenté, en France et en Angleterre, les Magyars comme les adversaires décidés de la Cour de Vienne, comme des champions de la liberté et de l'indépendance, du droit et de la justice. On manifestait de la sympathie à un peuple qui, jadis opprimé, a su se dresser en 1848 contre ses oppresseurs en hissant le drapeau de la révolution. On ressentait du respect devant son énergie inlassable à poursuivre ses plans politiques en 1861, 1867, et même jusqu'à l'époque actuelle. On ne s'était pas aperçu que ce peuple n'était plus depuis longtemps opprimé, mais que, bien au contraire, il avait échangé son rôle d'opprimé pour celui de l'opresseur le plus brutal et le plus malhonnête. Il s'était émancipé de Vienne pour devenir bourreau des Slovaques, des Serbo-Croates et des Roumains, sans parler des Ruthènes...

(E. BENES, *Détruisez l'Autriche-Hongrie*, Delagrave, 1916.)

Document

Commerce extérieur de l'Autriche-Hongrie (milliards de Francs)
(d'après *Ann. Stat. France*, 1914)



13 L'Italie et l'Espagne après 1870

L'ITALIE APRÈS L'UNITÉ

La phase dynamique et révolutionnaire de la formation de l'Italie a été achevée le 20 septembre 1870 par l'entrée des troupes italiennes dans Rome ; le 20 octobre, un plébiscite enthousiaste a entériné l'annexion, et, en juillet 1871, le gouvernement s'est installé au Quirinal. Les problèmes posés à Victor-Emmanuel II, roi de 1849 à 1878, sont cependant encore nombreux ; l'unité est territoriale et politique, mais les oppositions régionales subsistent.

I Les problèmes de l'unité

A. Problème politique : *Le Statut fondamental* accordé par Charles Albert en 1848 a été étendu à l'ensemble de l'Italie. Victor Emmanuel, « roi par la grâce de Dieu et la volonté de la nation » (voir la Constitution française de 1791), gouverne avec deux Chambres, le Sénat nommé à vie et une Chambre élue pour cinq ans suivant un cens très étroit qui ne concerne que 2 % de la nation ; aussi les partis sont-ils inconsistants : les partis de gouvernement forment la droite constitutionnelle, ancien parti de Cavour, dirigé par Ricasoli, modéré envers le pape, et le centre gauche de Rattazzi, plus démocratique et violemment anticlérical, puissant dans le Sud et en Lombardie ; les partis d'opposition sont très réduits ; la droite cléricale est absente, la gauche mazzinienne, révolutionnaire et républicaine s'est en grande partie ralliée ; elle ne conserve de fortes assises qu'en Sicile et en Romagne. Dans ces conditions, la vie politique ne présente aucun intérêt : peu d'idéologie, mais des clans, la corruption électorale et parlementaire ; les ministères se forment au gré des amitiés, des intérêts ou des événements.

B. Les relations avec le pape, Pie IX, sont rompues : la *loi des garanties*, votée le 13 mai 1871 par le Parlement italien, était pourtant conciliante : elle garantissait l'indépendance spirituelle du pape, sa libre administration de l'Église universelle, son droit d'entretenir des relations diplomatiques ; le pape conservait son autorité sur le clergé italien, le gouvernement n'intervenant pas dans les nominations, il avait à sa disposition les palais du Latran et du Vatican, le domaine de Castel-Gandolfo, et recevait une rente annuelle de 2,35 millions de lires. Pie IX répondit par « non possumus », se refusant à reconnaître la cession de biens qui ne lui appartenaient pas ; désormais, les papes se considéreront comme prisonniers dans Rome jusqu'aux accords de Latran de 1929 ; ils maintiennent la consigne lancée par l'abbé Maigotti et approuvée par Pie IX, « ne elettori, ne eletti », interdiction faite aux catholiques de participer aux élections ; tout au plus des exceptions seront admises pour la participation aux élections locales. Cette position du pape a des répercussions internationales dans les relations de l'Italie avec la France, l'Autriche, l'Allemagne.

C. **Le particularisme régional** : L'unité a été faite par le Piémont, à son profit. Cavour et ses successeurs ont voulu favoriser la fusion par une centralisation de modèle français, chaque province est dotée d'un gouverneur nommé, et, par la force des choses, les administrateurs sont originaires du Piémont. Cavour a également généralisé la conscription avec remplacement, interdit le recrutement régional et mêlé les recrues dans les régiments. Contre cette « piémontisation » de l'Italie, le Sud en particulier résiste, souvent par la formation de sociétés secrètes qu'il est difficile de distinguer de simples bandes de malfaiteurs.

D. **L'opposition entre le Nord et le Sud**, le Mezzogiorno, demeure entière ; à la plaine du Pô riche, à vocation à la fois agricole et industrielle, traversée par les voies commerciales européennes, s'oppose un Midi pauvre par nature et appauvri par l'unité : les latifundia ont été étendus à la suite des ventes de terres effectuées par des nobles propriétaires qui préféreraient investir des capitaux dans l'industrie du Nord. L'unification de la dette fait supporter au Sud des dépenses occasionnées au Piémont par la lutte pour l'unité. L'artisanat se trouve aux prises avec la concurrence des industriels du Nord et est en voie de disparition.

II - Crise politique, économique et sociale (1871-1900)

A. **Évolution politique** : Victor-Emmanuel joue sincèrement le jeu constitutionnel mais conserve une grande influence par son prestige et par la faiblesse du législatif. Humbert I^{er}, qui lui succède en 1878, est plus autoritaire et intervient plus directement, notamment dans les affaires extérieures, où il cherche à donner à l'Italie une place internationale.

a) *La droite* représentant la bourgeoisie libérale et l'aristocratie du Nord est au pouvoir avec Lanza puis Minghetti jusqu'en 1876 ; celui-ci poursuit l'œuvre d'unification par le centralisme, la construction des voies ferrées ; il assainit la situation budgétaire. Son hostilité envers la France, où se développe la tentative de restauration monarchiste, le porte à se rapprocher de l'Allemagne et de l'Autriche ; en 1873, Victor-Emmanuel se rend à Vienne et à Berlin, en 1875, François-Joseph lui rend sa visite à Venise, pour ne pas blesser le pape en le rencontrant à Rome, et Guillaume I^{er} à Milan. A l'intérieur, la politique d'austérité, coïncidant avec les soubresauts du bakouninisme contre l'Internationale, provoque les émeutes de la faim et des troubles anarchistes à Barletta et Bologne, qui entraînent la chute du ministère.

b) *La gauche*, qui arrive au pouvoir en 1876, représente la petite-bourgeoisie, les professions libérales ; elle est surtout issue du Midi, anticléricale, plus hostile encore à la France, où se déroule l'expérience de l'ordre moral, portée vers l'Allemagne, où le Kulturkampf dresse Bismarck contre le pape. Depretis (1876-1887) fait procéder à de nouvelles élections, qui apportent une majorité de gauche renforcée mais tout aussi divisée ; Crispi, qui est à l'aile extrême de cette gauche, est Président de la Chambre, puis ministre de l'Intérieur en 1877. Depretis réalise quelques réformes, l'obligation de l'instruction primaire, qui n'est appliquée que dans les villes, la suppression des droits sur la mouture, et la réforme électorale de 1882, qui abaisse l'âge électoral de 25 à 21 ans, le cens de 40 à 19 liras, et donne le droit de vote aux citoyens ayant le brevet supérieur ; le nombre des électeurs passe de 530 000 à 1,5 million. Après quoi, la gauche ni la droite

n'ayant plus de programme, Depretis gouverne avec des majorités changeantes s'appliquant surtout à la satisfaction des intérêts locaux par la réalisation de travaux publics qui concernent particulièrement les chemins de fer.

L'attention se reporte à l'extérieur ; en 1882 est signée la Triple Alliance avec l'Allemagne et l'Autriche, ce qui implique la renonciation aux terres irrédentes détenues par l'Autriche. Crispi, qui succède à Depretis, mort en 1887, est un homme de gauche autoritaire et nationaliste, s'apparentant aux jacobins français ; il s'oppose à la propagande socialiste, réprime durement les attentats, gouverne avec l'appui du roi, et dissout la Chambre quand il rencontre des difficultés. Son hostilité envers la France le porte à resserrer encore la Triple Alliance, dont il attend un appui en Méditerranée et lors d'un partage éventuel des Balkans ; il engage contre la France en 1887 une guerre des tarifs qui va durer jusqu'en 1898, et dont le Mezzogiorno aura surtout à souffrir. En 1887, prétextant le massacre de 400 italiens en Érythrée, il entame une guerre difficile et coûteuse contre l'Éthiopie et fait de l'Érythrée une colonie italienne en 1890.

Cette activité bouillonne, la chute du commerce extérieur, les dépenses occasionnées par la guerre provoquent en 1888-1889 une crise financière et économique ; Crispi veut y voir une conjuration française qui fait baisser la rente italienne à Paris ; il fait appel à Bismarck, qui obtient des banques allemandes, Deutsche Bank et Diskonto, une intervention sur le marché parisien ; cela ne suffit pas ; en 1891, Crispi est renversé par la droite, remplacé par le marquis di Rudini, plus modéré, puis par Giolitti.

c) *Giolitti*, Piémontais d'humble origine qui a réussi à s'élever jusqu'aux plus hauts postes administratifs, était ministre des Finances de Crispi ; il porte en partie la responsabilité de la grave crise économique et financière qui éclate en 1893, accompagnée de violents troubles sociaux ; ceux-ci commencent en Sicile, où la situation économique et sociale est toujours explosive à cause de la pauvreté de l'île et de son surpeuplement ; les paysans, groupés en « fasci », se soulèvent contre les municipalités pour obtenir la suppression des octrois, le partage des latifundia et des biens communaux ; la révolte gagne les Pouilles, l'Italie du centre, les mines de Carrare ; l'état de siège doit être proclamé, les tribunaux militaires sévissent sans parvenir à calmer entièrement les populations misérables du Midi. Giolitti, accusé d'avoir reçu pour les élections des fonds de la Banque Romaine, doit démissionner en décembre 1893, laissant à nouveau la place à Crispi.

d) *Au cours de ce deuxième ministère*, Crispi s'acharne à briser toutes les oppositions intérieures pour réaliser son projet de faire de l'Italie une grande puissance méditerranéenne et coloniale ; en 1894, la révision des listes électorales supprime un million d'électeurs ; il réprime par la force les insurrections paysannes et ouvrières, suspend les municipalités, gouverne sans Parlement avec l'appui du roi ; les dépenses militaires, la mévente des produits agricoles achèvent de détériorer la situation économique et financière ; en Éthiopie, les défaites s'accumulent jusqu'au désastre final d'Adoua le 1^{er} mars 1896, qui entraîne le retrait définitif de Crispi.

e) *Le marquis di Rudini* suit une politique inverse : il signe la paix en Éthiopie en octobre 1896 et entame avec le Parlement un rapprochement, dont le premier effet est la fin de la guerre douanière avec la France en 1898, suivie d'un rapprochement entre les deux pays ; mais les effets de la politique de Crispi ont un prolongement sur la situation intérieure en développant la crise économique, le chômage, alimentant ainsi les progrès du socialisme ou de l'anarchie ; l'« insurrection de la faim » qui éclate à Milan du 6 au 9 mai 1898 fait une centaine de morts. Le ministère essaie de faire voter des lois restrei-

gnant les libertés de la presse, de réunion, d'association, il doit y renoncer devant l'obstruction des socialistes ; la Chambre est dissoute et les nouvelles élections voient doubler le nombre des socialistes : le parti socialiste, entré pour la première fois à la Chambre en 1882 avec un siège, en a 16 en 1897 et 33 en 1900. Le nouveau Président du Conseil, Saracco, fait étudier par la Chambre un programme de réformes économiques, mais les troubles politiques et sociaux vont se poursuivre, ponctués par des attentats anarchistes, dont est victime le roi Humbert le 29 juillet 1900.

B. Question de l'Église : Les relations restent aussi mauvaises, même lorsque Pie IX est remplacé par Léon XIII en 1878 ; en 1876 est votée une loi punissant de prison les attaques contre le gouvernement venant d'autorités ecclésiastiques (ce qui est à l'origine de la crise du 16 mai 1877 en France) ; en 1879, le gouvernement italien saisit les biens de 3 037 couvents d'hommes et de 1 907 couvents de femmes. L'arrivée de Crispi au pouvoir en 1887 accuse encore les oppositions ; le Code pénal adopté en 1888 contient des dispositions condamnant aux travaux forcés les manœuvres destinées à altérer l'unité ; cette même année est célébrée l'apothéose de Giordano Bruno (écrivain brûlé pour hérésie en 1600) en présence de Crispi et de délégations européennes ; les œuvres de bienfaisance sont confisquées en 1889 au profit des autorités municipales ; les associations catholiques sont supprimées en 1898 ; ce sont tous les moyens d'action de l'Église sur les masses qui lui sont enlevés.

C. Question économique :

a) *La population*, qui n'avait augmenté que d'un million d'habitants entre 1861 et 1871, augmente de 6 millions entre 1871 et 1901 (de 26,7 à 32,5) par suite d'un taux de natalité qui reste élevé (35 ‰) et d'un taux de mortalité qui s'abaisse de 31 ‰ en 1861 à 21 ‰ à la fin du siècle ; population qui reste en grande partie illettrée malgré l'obligation de l'instruction primaire : le taux d'alphabétisation est monté de 38 % pour les hommes, 24 % pour les femmes en 1872 à 58 % et 46 % en 1901, mais il est de 25 % en Italie du Sud. Le surpeuplement rural reste aussi fort et l'émigration est encore faible. En 1901, 64 % de la population active masculine est employée dans le secteur primaire.

b) *Quelques progrès sont accomplis au Nord par l'agriculture* : la betterave à sucre se répand ; les bonifications sont entreprises par la loi de 1882 mettant l'assainissement à la charge de la collectivité et des propriétaires. Le crédit agricole est apparu à Lodi en 1863 avec la création de la première banque populaire sur le modèle allemand de Schulze-Delitzsch, et en 1883 les premières Caisses rurales sur le modèle Raiffeisen ; en 1900, on compte un millier de Caisses qui sont en même temps banques de dépôt. Dans le Midi, le crédit ne peut fonctionner que par des subventions, et elles sont très faibles ; aussi le Sud et la Sicile sont-ils en état de crise permanente, d'autant plus que les prix agricoles baissent de 30 % entre 1877 et 1898, secoués d'autre part par de fortes variations ; les produits agricoles traditionnels, dont les exportations devraient permettre de compenser l'insuffisance des cultures vivrières, sont de plus en plus concurrencés, le vin, les agrumes, l'huile d'olive, par les produits d'Espagne, d'Afrique du Nord, de Californie, la soie par les exportations japonaises. La guerre douanière avec la France a provoqué de sa part des mesures de rétorsion qui aggravent encore la crise.

c) *Le désordre monétaire et bancaire* est à peu près permanent. Il est resté de la réalisation de l'unité six Instituts d'émission auxquels s'ajoutent les communes, banques populaires et Chambres de commerce qui mettent en circulation des Bons de Caisse. Les ban-

ques restent sous la dépendance du capital étranger, ce qui les rend plus vulnérables aux crises et oriente leurs investissements vers des placements immédiatement rentables : ainsi l'Italie subit fortement la crise de 1873, puis celle de 1889, provoquée par la spéculation immobilière qui restreint le crédit accordé aux autres secteurs, enfin la crise de 1893, où tout le système bancaire, miné par une émission fiduciaire excessive, un crédit trop abondant, et la politique financière de Crispi, semble s'écrouler ; la Banque Romaine, la Société Générale de Crédit Mobilier disparaissent ; du moins, c'est le départ d'un redressement : la loi de 1893 crée la Banque d'Italie avec un maximum de circulation fixé à 800 millions, et ne maintient que les banques d'émission de Naples et de Sicile ; la monnaie sera solide jusqu'en 1914 et le crédit plus sérieusement distribué par le réescompte de la Banque Centrale.

d) *Dans ces conditions, il n'y a pas encore d'essor industriel* : de 1861 à 1893 sont établies les conditions d'une économie précapitaliste ; il y a peu d'investissements de l'État, peu d'épargne, les capitaux viennent pour un tiers de l'étranger. Le réseau ferré passe de 6 200 km en 1871 à 15 000 km en 1900, mais il est déficitaire ; l'État doit racheter la Compagnie romaine et la Compagnie méridionale en 1873-1875 et faire jouer la garantie d'intérêt pour les autres lignes. Le charbon manque ; de un million de tonnes en 1870 les importations montent à 4,5 millions en 1900 ; il vient presque exclusivement d'Angleterre et coûte cher : le charbon extrait en Angleterre à 7 livres la tonne coûte 40 à 50 livres rendu sur place ; aussi la sidérurgie reste fondée surtout sur le charbon de bois, sauf à Terni où les hauts-fourneaux ont une capacité de 5 200 tonnes par an contre 18 000 en Angleterre.

Seule est importante l'*industrie textile* ; à côté des vieilles industries de la laine et de la soie, une puissante industrie du coton, développée en partie par les étrangers, s'est installée dans la plaine du Pô. Mais en 1900, l'Italie, bouleversée jusque-là par ses luttes politiques et sociales, n'a pas encore effectué sa révolution industrielle.

e) *Le commerce extérieur* traduit la faiblesse économique : aux importations dominent le blé, le charbon, peu de produits finis, qui ne trouveraient pas de marché suffisant ; aux exportations dominent les produits alimentaires (35 %), les matières premières (49 %), soufre en particulier, tandis que les produits finis ne forment que 16 % des ventes ; les échanges se font pour 90 % avec l'Europe. La guerre douanière franco-italienne a eu pour effet de faire tomber les exportations de vins vers la France de 3,6 millions d'hl à 900 000 en 1890.

III - L'ouverture vers une vie nouvelle (1900-1914)

A. **La vie politique** : Victor-Emmanuel III respecte les règles parlementaires plus scrupuleusement que son prédécesseur, mais la vie politique présente toujours peu d'intérêt ; c'est l'époque de la « dictature » de Giolitti, d'abord ministre de l'Intérieur dans le cabinet Zanardelli (1901-1903), puis Président du Conseil jusqu'à la guerre sauf en 1905-1906 et 1909-1911 ; le « giolittisme » représente l'absence d'idéologie mais la défense des intérêts de la bourgeoisie libérale sous le couvert d'un jeu parlementaire habile où Giolitti sait donner satisfaction aux députés en accordant des avantages aux régions qu'ils représentent ou simplement en les achetant.

Cette indigence de la pensée politique officielle fait d'autant mieux ressortir le bouillonnement intellectuel extrêmement divers qui fait songer au *Risorgimento* du début du siècle.

cle, et qui s'exprime chez des écrivains dont beaucoup ont vécu ou ont été formés en France. Benedetto Croce, à la fois philosophe et historien, fonde avec Gentile la revue littéraire *La Critica* en 1902 avant de faire ses débuts politiques en 1910 ; Pareto, économiste, partisan du libre échange, philosophe politique libéral hostile à l'intervention de l'État, est à la recherche d'un régime assurant l'ordre et la liberté, où les élites se renouvelleraient par un apport constant à partir des masses. Labriola, formé par la pensée de Hegel et de Marx, est surtout un philosophe de l'histoire, qui, au cours de son séjour en France, a emprunté à Sorel sa vision du rôle du prolétariat dans la violence de l'insurrection, qui le porte à défendre un nationalisme révolutionnaire. Papini et Prezzolini inspirent à Florence le groupe de la revue *La Voce* fondée en 1908 pour réveiller l'Italie et lui redonner le sens de sa mission universelle. Marinetti publie en 1912 en France le *Manifeste technique de la littérature futuriste* dans lequel il exalte le mouvement et exprime un activisme guerrier où l'on a cru discerner les prémices du fascisme. Dans ce déferlement de thèses souvent contradictoires, le personnel politique en place paraît par contraste terne et inefficace.

Giolitti doit faire face à une situation sociale toujours aussi trouble ; réprimant les grèves en 1901-1903, puis la grève générale en 1904, il fait voter une législation sociale qui lui vaut l'appui des socialistes en 1906 : amélioration du logement des travailleurs agricoles, extension de l'enseignement primaire, octroi du droit de grève et du droit syndical sous réserve du respect de la liberté du travail, limitation du temps de travail des femmes et des enfants, lois sur le repos hebdomadaire et les accidents du travail.

En juin 1912, Giolitti fait voter la loi donnant le droit de vote à tous les hommes âgés de 21 ans qui savent lire et écrire ou qui ont accompli le service militaire ; pour les autres, l'âge est reporté à 31 ans ; malgré la proportion encore importante d'illettrés (38 % en 1912) le nombre d'électeurs passe de 3 à 8 millions ; l'indemnité parlementaire complète la démocratisation du régime. En réalité, il s'agit d'une population paysanne n'ayant aucune formation politique et le système des clans restera en vigueur ; les élections de 1913 marquent cependant deux faits : un nouveau bond des socialistes, qui passent à 59, et l'amorce d'un parti catholique qui revendique 50 sièges. En mai 1914, une nouvelle crise politique et sociale s'engage avec la grève des chemins de fer et une menace de grève générale ; les désordres sont particulièrement vifs en Romagne ; à la veille de la guerre en Italie, comme en France, en Angleterre ou en Allemagne, la situation reste très trouble.

B. La politique extérieure : Tout en précisant le rapprochement avec la France et l'Angleterre, l'Italie reste attachée à la Triple Alliance et entame une nouvelle politique d'aventure en Méditerranée, soit pour détourner l'attention des problèmes intérieurs, soit pour satisfaire les vœux d'une opinion nationaliste enflammée par le journaliste Corradini dans sa revue *Il Regno*, fondée en 1903, et par la force vitale et sensuelle de D'Annunzio, qui commence à se tourner vers le lyrisme patriotique. La guerre livrée contre la Turquie (1911-1912) permet à l'Italie d'obtenir la Cyrénaïque et la Tripolitaine au traité de Lausanne ; les Italiens occupent aussi Rhodes et le Dodécannèse. En même temps, le mouvement irrédentiste a repris depuis 1903 ; comment concilier l'alliance autrichienne avec ces revendications sur des terres qui dépendent de Vienne ?

C. Les progrès économiques :

a) *L'essor démographique* est toujours aussi vif en dépit d'une baisse plus rapide de la natalité (30 ‰ en 1914 au lieu de 35 en 1890) ; la population passe de 32,5 millions en

1901 à 34,7 en 1911, malgré une poussée considérable de l'émigration : entre 1901 et 1913, la moyenne des départs est de 626 000 par an et monte à 872 000 en 1913, en direction surtout de l'Amérique.

b) *Les progrès économiques sont rapides depuis 1896* ; la part de la population active masculine occupée dans l'agriculture baisse de 64 à 55 % entre 1901 et 1911, tandis que le produit agricole augmente de 3,2 milliards de liras en 1881 à 7 milliards en 1910, 9 milliards en 1914 ; la production de froment est passée de 3,6 à 6 millions de tonnes, celle du riz de 450 000 à 540 000, celle du sucre de 1 000 à 185 000 tonnes ; mais les progrès n'intéressent toujours que la plaine du Pô. Le problème du Mezzogiorno reste entier et son industrialisation n'est pas commencée, ce qui explique les troubles agraires et l'émigration.

c) *L'industrialisation du Nord* au contraire se confirme, favorisée par la construction des voies ferrées dont la longueur dépasse 17 000 km en 1913. Les ressources naturelles progressent peu, sauf pour le minerai de fer, dont la production atteint 600 000 tonnes, et pour le mercure (900 t) ; la production de soufre, de soie grège diminue devant la concurrence. Pour compenser le manque de charbon, on a poussé l'utilisation de la houille blanche à partir du moment (1892) où la force électrique a pu être transportée ; entre 1898 et 1908, la puissance installée est multipliée par 10 (production 2,2 milliards de kWh). L'industrie du coton en bénéficie, ainsi que la fabrication de l'aluminium (900 t en 1913). Les aciéries se sont développées à Terni, ou ont été créées dans les ports où arrivent le charbon et le minerai. Quelques grandes industries d'importance européenne sont apparues : la Fabrique Italienne des Automobiles de Turin (Fiat), fondée en 1899 avec 50 ouvriers, construit à partir de 1904 des véhicules industriels et militaires ; elle se lance l'année suivante dans la construction navale et absorbe ensuite différentes sociétés de carrosserie pour aborder en 1912 la construction en grande série suivant les méthodes inspirées par Ford. Une société d'industrie chimique s'est installée à Montecatini, en Toscane, où elle exploite les pyrites pour la production d'acide sulfurique. Le produit global de l'industrie est monté de 2 milliards de liras en 1898 à 4,7 en 1913. Dans le Produit National, qui atteint 19 milliards de liras en 1913, l'agriculture représente encore 47 %, mais la part de l'industrie est montée à 25 %.

d) *Le commerce extérieur* reflète cette tendance à l'industrialisation ; le volume global a triplé entre 1880 et 1913 (de 2,2 à 6 milliards). Le déficit s'est aggravé par une augmentation plus rapide des importations ; le fret est également négatif, la marine nationale n'assurant que 52 % du trafic ; mais le déficit est comblé par les autres invisibles, le passage des chemins de fer internationaux, les envois des émigrants, qui rapportent, surtout au Mezzogiorno, 350 millions de liras en 1907, 500 millions en 1910, les dépenses des touristes, environ 450 millions de liras par an. L'Allemagne est le premier fournisseur (16 %) et le premier client (14 %) peu avant l'Angleterre et les États-Unis.

En 1913, l'Italie reste un pays agricole, mais commence à entrer dans l'ère industrielle ; l'expansion extérieure, réclamée par les intellectuels nationalistes, est aussi bien appuyée par les milieux industriels du Nord, qui réclament les terres irrédentes et une partie de l'Empire ottoman, que par les paysans pauvres du Sud, qui espèrent trouver dans la colonisation un exutoire aux excédents de population.

L'ESPAGNE

L'Espagne est plus troublée encore que l'Italie, mais, à la différence de l'autre péninsule, on n'y voit pas les indices de l'ouverture vers le monde moderne.

A. Jusqu'en 1874, c'est le régime des pronunciamientos : Isabelle II a été détrônée en 1868 par les généraux Prim et Serrano, et obligée de se réfugier en France ; les Cortès élues en février 1869 au suffrage universel votent une Constitution démocratique et libérale affirmant les libertés de la presse, de réunion, d'association, et même la liberté des cultes, en dépit de la pression exercée pour maintenir le catholicisme comme religion d'État. Le général Prim, cherchant un souverain pour tenter de mettre un peu d'ordre, offre d'abord la couronne à Léopold de Hohenzollern (« la candidature espagnole », cause immédiate de la guerre franco-allemande) puis à Amédée de Savoie, fils de Victor-Emmanuel II. Celui-ci se trouve devant une triple opposition : le clergé, qui s'insurge devant le vote du mariage civil par les Cortès — les carlistes, partisans de don Carlos VII, intransigeants en matière religieuse, partisans du catholicisme social, de l'autonomie provinciale, et qui se soulèvent dans le Nord — les républicains, qui s'insurgent aussi à Barcelone et à Madrid. Amédée ne peut gouverner qu'avec l'armée et abdique quand elle l'abandonne.

La République, proclamée en février 1873, ne peut empêcher une aggravation du chaos ; les républicains sont divisés entre fédéralistes, anarchistes, unitaires ; des soulèvements autonomistes se produisent, qui conduisent à un nouveau pronunciamiento ; l'armée dispersa les Cortès et le fils d'Isabelle II, Alphonse XII, âgé de 17 ans, fut proclamé à Sagonte le 28 décembre 1874 : l'ère des pronunciamientos était provisoirement close. Le nouveau roi lança depuis son exil d'Angleterre un Manifeste, où il annonçait une monarchie constitutionnelle et libérale ; il débarque en Espagne en janvier 1875.

B. Le régime constitutionnel : La Constitution de 1876 établit deux Chambres, un Sénat formé de membres nommés ou élus par les députations provinciales, des Cortès élues suivant un cens étroit ; le catholicisme redevient religion d'État ; la tolérance est promise aux autres cultes, mais peu respectée par les évêques. Canovas, au nom des conservateurs, s'appuie sur l'Église, supprime le mariage civil et gouverne par la corruption. A la mort d'Alphonse XII, en 1885, la régence est exercée par Marie-Christine au nom du fils posthume, Alphonse XIII. La politique se renverse, le pouvoir passe aux libéraux, qui font accorder les principales libertés, instituer le jury et le mariage civil, et qui introduisent en 1890 le suffrage universel ; celui-ci ne change rien aux mœurs politiques dans l'état d'ignorance où sont les électeurs ; l'influence reste aux notables et à l'Église, qui font les élections.

C. L'Espagne reste à l'écart de la révolution industrielle : Sans cesse troublée par l'autonomisme de la Catalogne et des Provinces Basques, secouée par un puissant mouvement anarchiste, elle s'enferme en 1906 dans un régime prohibitif qui isole le marché ; les progrès sont freinés aussi par l'importance des biens du clergé qui représentent le tiers du pays, et par les dépenses de l'armée, qui compte un officier pour deux hommes. La grande propriété reste de règle, l'irrigation des cultures est insuffisante, les ressources minières, cuivre, fer, sont exploitées par des capitaux étrangers ; les foyers industriels comme Bilbao et Barcelone sont rares.

Les libéraux ont tenté des réformes à partir de la création de l'Institut d'études sociales en 1904 ; une législation abondante a été votée, qui reste inopérante devant la résistance

patronale, sauf en ce qui concerne les accidents du travail (1909) ; l'expansion démographique ne laisse de recours que l'émigration et se trouve à l'origine des grèves révolutionnaires de Barcelone en 1909, de Bilbao en 1910.

Cet affaiblissement de l'Espagne est également marqué sur le plan extérieur : la guerre avec les États-Unis lui a fait perdre, en 1898, Porto-Rico, cédé pour 5 millions de dollars, les Philippines, et l'a obligé à reconnaître l'indépendance de Cuba.

— Si l'on compare entre elles les deux péninsules méditerranéennes, l'opposition est nette : l'une et l'autre ont les mêmes problèmes sociaux, les mêmes troubles, nés en partie d'une démographie dynamique. Mais l'Italie est parvenue à une stabilité politique, a entamé une politique coloniale, et est entrée dans le concert économique européen. L'Espagne achève de perdre ses colonies, n'a plus de rôle mondial et n'est pas encore entrée dans l'ère économique moderne.

Bibliographie

Pour l'Italie comme pour l'Espagne, on se reportera d'abord aux volumes correspondants de la collection *Peuples et Civilisations*, P.U.F., vol. XVII-XVIII et XIX. On dispose de plusieurs *Que sais-je ?* pour les deux pays : G. BOURGIN, *Histoire de l'Italie*, et, plus récent, P. GUICHONNET, *Histoire de l'Italie*, 4^e éd. ; P. VILAR, *Histoire de l'Espagne*, 5^e éd., 1986.

Pour l'Italie : S. B. CLOUGH, *The economic history of modern Italy*, Columbia University Press, 1964 ; P. GUICHONNET, *Histoire de l'Italie*, Hatier Université, 2 vol., 1969 ; P. MILZA et S. BERSTEIN, *L'Italie, La Papauté, 1870-1970*, Masson, 1970 ; M. VAUSSARD, *Histoire de l'Italie moderne. De l'unité au libéralisme, 1870-1970*, Hachette, 1972 ; S. ROMANO, *Histoire de l'Italie du Risorgimento à nos jours*, éd. du Seuil, 1977 ; F. ALBERTONI, *Histoire des doctrines politiques en Italie*, P.U.F., 1981 ; P. MILZA, *Les Fascismes*, Imprimerie nationale, 1985. Il ne sera pas sans intérêt, pour le mouvement intellectuel notamment, de lire B. CROCE, *Histoire de l'Italie contemporaine, 1871-1915*, trad. française, Paris, 1929.

Pour l'Espagne : F. G. BRUGUERA, *Histoire contemporaine de l'Espagne, 1789-1950*, Gap, 1953 ; R. ALTAMIRA, *Histoire d'Espagne* ; W. ATKINSON, *Histoire d'Espagne et du Portugal*, trad. de l'anglais, Payot, 1965 ; J. DESCOLA, *Histoire d'Espagne*, Fayard, nouv. éd., 1979 ; E. TEMIME, A. BRODER, G. CHASTAGNARET, *Histoire de l'Espagne contemporaine de 1808 à nos jours*, Aubier-Montaigne, 1979 ; B. BENNASSAR (sous la direction de), *Histoire des Espagnols*, tome II, Colin, 1985 ; G. HERMET, *L'Espagne au XX^e siècle*, P.U.F., 1986.

Lecture

Le soulèvement de mai 1898 à Milan

Le sénateur Villari expose, dans un article de décembre 1899, les causes des troubles

... Milan est devenue une grande ville, puissante, laborieuse et prospère, dont la population s'est énormément accrue par suite de l'immigration continue des gens venant de toutes les

parties de l'Italie y chercher du travail. Et c'est ainsi qu'en elle viennent s'accumuler tout le mécontentement, toutes les rancunes, toute la haine de classe répandue dans la péninsule...

... La conviction s'était établie peu à peu que l'on était comme sur un volcan, que, par l'ignorance du gouvernement et l'indolence des classes dirigeantes, on avait laissé grandir un péril énorme, et, qu'au premier choc, il n'y aurait pas de force suffisante pour résister. Alors, lorsque de tous les points de l'Italie, par suite du haut prix du pain, survinrent des excitations au tumulte, tous crurent que le jour du jugement dernier était arrivé, et que la catastrophe était désormais inévitable.

Cette croyance générale fit que l'on agit comme si la catastrophe était arrivée ; les manifestants eux-mêmes étaient inquiets, parce qu'ils ne s'étaient pas préparés, qu'ils n'avaient pas d'armes, qu'ils ne savaient pas exactement ce qu'ils voulaient, qu'ils n'avaient pas de chefs pour les diriger. L'heure était venue où ils devaient agir en maîtres, mais comment, où, de quelle façon commencer, ils ne le savaient pas. La bourgeoisie crut un moment que la fin du monde était proche, l'autorité crut ne pas être assez forte pour résister, et la révolution, qui n'existait pas, finit par devenir un fait réel parce que tout le monde pensait qu'elle devait exister. L'hésitation du gouvernement dans les premiers moments fit croître le tumulte, et la réaction, commencée trop tard, éclata avec une violence qui occasionna la mort de beaucoup d'innocents.

En vérité, s'il n'y a pas eu à Milan une vraie et propre révolution, on peut dire qu'en un certain sens il y a eu quelque chose de pis. Ce qui arriva démontra en effet l'existence d'un malaise social énorme, profond, indéterminé, plus dangereux qu'une révolution, laquelle au moins a un but précis, commence pour l'atteindre et se termine quand elle l'a atteint. On ne sait pas où ce mécontentement général pourra nous conduire. Et, pendant ce temps, nous faisons tout pour l'augmenter... (Dans Pietro ORSI, *Histoire de l'Italie moderne*, trad. franç. Colin, 1911, pp. 330-331.)

14 La Russie après Alexandre II (1881-1914)

L'assassinat d'Alexandre II, en mars 1881, a provoqué un durcissement du régime tsariste, qui semble désormais incapable de se transformer ; mais la montée des oppositions conduit à la révolution de 1905 qui suit les défaites russes en Extrême-Orient. A partir de là, la transformation économique devient rapide ; la Russie entame sa révolution industrielle, qui fait progresser en même temps le mouvement ouvrier et aggrave les luttes politiques.

I - La réaction sous les deux derniers tsars (1881-1904)

A. **Alexandre III** a 36 ans ; il possède des qualités morales, familiales, aime la simplicité et fuit la cour de Saint-Petersbourg ; mais il est peu intelligent, brutal, despotique pour les siens, convaincu de son pouvoir divin ; il a été formé par le juriste Constantin Podiédonostsev, procureur du Saint-Synode, dont le *Réveil de Moscou* (1896) est une profession de foi de l'autocratie ; l'auteur rejette la civilisation occidentale, le libéralisme, le rationalisme, exalte les traditions russes et l'orthodoxie ; l'autocratie repose sur des fondements religieux ; le tsar est donc source de toute loi, de tout droit ; une constitution ne peut être fondée que sur un mensonge ; mais le tsar autocrate doit user de son pouvoir absolu pour le bien de son peuple.

La réaction triomphe avec l'appel de Dimitri Tolstoï à l'Intérieur ; la presse est soumise à la censure ; l'enseignement est particulièrement surveillé ; de nombreuses écoles primaires sont ouvertes par le clergé avec des subventions de l'État pour concurrencer les écoles ouvertes par les assemblées locales (zemstvos) ; dans l'enseignement secondaire on n'admet que les enfants des couches supérieures ; les cours sont censurés, l'enseignement religieux est développé ; les Universités perdent leur autonomie, les frais d'études sont augmentés, les curateurs imposent une surveillance aux maîtres et aux étudiants.

Réaction aussi dans l'administration : la proportion des nobles figurant dans les zemstvos est portée de 42 à 57 %, celle des paysans et des villes est diminuée ; les zemstvos perdent le droit de nommer les fonctionnaires (juges de paix) ; dans les villes le cens est augmenté et les décisions sont soumises à approbation ; réaction dans la justice : l'immovibilité des juges, la publicité des débats sont supprimées, les tribunaux ordinaires sont dessaisis au profit de commissions mixtes ; réaction religieuse enfin : défense de l'orthodoxie, représsailles contre les dissidents, et surtout contre les juifs : le statut de 1882 leur interdit de résider dans les zones rurales, de louer ou d'acheter des terres, limite leur nombre dans les Universités, les exclut de certaines professions (avocats) ; de nombreux pogroms ont lieu, sur lesquels le gouvernement ferme les yeux ; 900 000 juifs partent pour l'Amérique, les autres s'entassent dans les faubourgs, où ils forment un prolétariat misérable à vocation révolutionnaire.

Dans les pays allogènes la « russification » est intense : en Pologne les fonctionnaires nationaux sont exclus, la langue russe est obligatoire, la Banque de Pologne disparaît, les églises sont fermées ; la Finlande, privilégiée jusqu'en 1891, perd ensuite son autono-

mie et se trouve rattachée directement au ministère de l'Intérieur ; même attitude dans les États baltes où l'Université de Dorpat, foyer de la langue allemande, est « russifiée » (Touriev) ; les églises et les temples sont fermés.

Quelques complots se forment encore, déjoués par la nouvelle police politique, l'*Okhrana* ; en 1887 cinq étudiants, qui projetaient l'assassinat du tsar, sont pendus : parmi eux le frère de Lénine, Alexandre Oulianov. L'inefficacité du terrorisme conduit les opposants à une action plus organisée ; le socialisme, réfugié à l'étranger, est marxiste ; en Russie même, des groupes intellectuels sociaux-démocrates inspirés par Plekhanov se forment à partir de 1890, organisent la lutte économique des ouvriers, et se renforcent à la faveur de la famine de 1891.

B. Nicolas II : Alexandre III meurt en 1894. Son fils, âgé de 26 ans, a reçu une éducation médiocre ; terrifié par son père, il est resté faible, soumis à toutes les influences : celle de Pobiédonostsev toujours, mais surtout celle de l'Impératrice, Alix de Hesse, petite fille de Victoria, froide, hautaine, qui s'adonne de bonne heure au spiritisme. La famille impériale vit à Tsarkoïé-Sélo, résidence d'été près de Saint-Petersbourg. Le nouveau tsar semble dépassé par sa tâche, tout en gardant une grande confiance dans son pouvoir absolu.

Son arrivée sur le trône a pourtant suscité beaucoup d'espoirs après la dictature imposée par son père ; mais dès 1895, recevant les délégués des zemstvos, il annonce le maintien de l'autocratie. La russification est poursuivie chez les allogènes, étendue à l'Arménie, où les églises sont fermées ; le comte de Plève entend « noyer la révolution dans le sang juif » et provoque les pogroms, à Kichinev (Moldavie) à Pâques (21 avril 1903), à Gomel (Russie blanche) en septembre ; seule la Pologne est légèrement épargnée grâce à l'attitude conciliante de Léon XIII, qui conseille aux Polonais la soumission.

L'opposition se renforce dans trois directions : action des zemstvos, qui canalisent l'agitation paysanne ; ils forment en 1903, avec l'appui d'intellectuels, une société secrète, l'*Union pour la libération*, qui rejette la lutte révolutionnaire, pour unir l'opinion sur un programme de réformes conduisant à une constitution démocratique — organisation du socialisme autour de Plekhanov, puis de Lénine ; en 1898 a été fondé à Minsk le Parti Ouvrier Social-Démocrate Russe, qui fait paraître l'*Iskra*, l'Étincelle, en décembre 1900. Au II^e Congrès tenu à Londres en 1903, la tendance bolchevique de Lénine l'emporte — organisation d'un parti socialiste révolutionnaire en 1901, issu du populisme, qui forme une ligue agraire pour obtenir le « partage noir » ; il recrute aussi parmi les étudiants, qui reprennent l'action terroriste avec l'assassinat de plusieurs ministres et fonctionnaires.

En 1904 le tsar est partagé ; d'une part il annonce par oukase un changement qui introduirait « dans la législation une innovation considérable » — d'autre part, il est séduit par les conseils du comte de Plève, qui recommande « une petite guerre victorieuse » pour détourner les esprits et renforcer la monarchie. Lénine perçoit alors que le moment est peut-être venu ; il publie en 1904 *Un pas en avant, deux pas en arrière*, où il démontre qu'une révolution prolétarienne est possible, sans attendre une révolution bourgeoise préliminaire.

II - Le développement économique (1881-1904)

La Russie entre après 1881 dans une phase d'industrialisation capitaliste favorisée par l'État, nécessitée par l'expansion démographique, qui aboutit à la révolution de 1905.

La population s'accroît en effet rapidement : le taux de natalité demeure élevé, 47 à 49‰, par suite de l'importance de la population rurale (87 % en 1900) ; le nombre annuel des naissances monte de 3,5 millions dans la période 1871-1880 à 4,9 millions en 1901-1905, et l'augmentation annuelle de la population passe de 1 à 1,8 million. Il en découle un surpeuplement des terres et l'obligation de se tourner vers l'industrie.

Bunge d'abord, Serge Witte ensuite, se sont attaqués au problème, le second surtout, parti d'un simple emploi dans les chemins de fer, pour accéder au Ministère des Finances entre 1892 et 1903 ; s'inspirant de l'économiste allemand List, il croit dans l'industrie pour résoudre la crise paysanne ; il faut pour cela un tarif protectionniste, des chemins de fer et l'appel au capital étranger.

A. La monnaie et les capitaux : Pour attirer le capital étranger, Bunge prépara la stabilisation de la monnaie par l'établissement de l'équilibre budgétaire. Witte limite ensuite la circulation fiduciaire et accroît l'encaisse par des emprunts extérieurs et par les excédents commerciaux ; en 1897 la réforme peut être réalisée ; des règles strictes sont imposées à l'émission, le rouble est défini par un poids d'or de 774 mg (2,66 F) ; l'argent ne conserve de pouvoir libérateur illimité qu'envers l'État.

Les capitaux étrangers sont venus d'abord du Royaume-Uni ; en 1885 l'expansion tsariste en Asie tend les relations avec l'Angleterre et ferme la Bourse de Londres aux emprunts russes ; la France, qui cherche un rapprochement diplomatique, devient alors le principal fournisseur de fonds ; en 1900 les capitaux français s'élèvent à 10 milliards de F, placés surtout dans les fonds d'État ; dans les sociétés par actions l'intervention étrangère est de 39 %.

B. La conjoncture : La dépendance à l'égard du capital étranger et l'étroitesse du marché intérieur rendent la Russie particulièrement sensible aux fluctuations ; depuis 1870 elle était entrée dans la phase de développement capitaliste avec la construction des chemins de fer et la mobilisation de la terre quand survient la crise de 1880-1882, répercutée par le reste du monde, mais due aussi au surinvestissement provoqué par la guerre russo-turque de 1876-1878 et aux mauvaises récoltes de 1880. La stagnation dure ensuite jusqu'en 1895 avec chute des prix agricoles, disparition de beaucoup de petites exploitations acquises par la bourgeoisie, augmentation de l'exode rural et répercussion sur l'industrie, où les salaires baissent de 40 %. Dans cette phase longue, une crise brutale en 1890-1892, due à nouveau aux mauvaises récoltes de 1889-1891 et à la crise mondiale ; les paysans affamés affluent dans les villes, où ils forment une masse prête à accepter les idées populistes.

Enfin, la Russie participe à la reprise générale à partir de 1896 et retombe dans une crise de type capitaliste en 1900-1903 ; la crise n'est pas frumentaire, mais due à la conjoncture mondiale, qui freine l'entrée des fonds étrangers ; la métallurgie du Donetz, qui dépend des commandes de l'État et du marché extérieur, est la plus atteinte. La Russie est bien entrée dans la phase d'accélération du capitalisme avec les crises qu'il comporte, comme Lénine l'a analysé dans *Le développement du capitalisme en Russie* (1899).

C. La structure agraire s'est modifiée depuis 1861 ; il y a eu diminution de la grande propriété nobiliaire, dont la part est tombée à 52 % au lieu de 86 % en 1861 ; la surface des mirs paysans a gagné 14 %, mais la population paysanne s'est accrue de 66 % entre 1861 et 1904, ce qui a ramené la moyenne du lot individuel de 7,5 à 4,5 ha dans le Nord, de 3,5 à 1,5 dans le Sud. L'agriculture est entrée dans une économie d'échanges non seulement chez le grand propriétaire noble, mais aussi chez une bourgeoisie agraire qui s'est

constituée et emploie une main-d'œuvre salariée : négociants en produits agricoles ou usuriers qui prennent à bail le lot de leur débiteur insolvable ou qui achètent de la terre noble ; on compte en 1900 quelque 23 millions de « koulaks ». La Banque des paysans créée par Bunge en 1882 prête à 7 ou 8 % et le paysan ne peut pas rembourser. De même, Tolstoï a créé en 1885 la Banque de la noblesse qui prête à 4 %, mais le propriétaire, qui ne réside pas sur ses terres, utilise l'argent avancé à toutes autres fins que l'amélioration des cultures.

On constate quand même une amélioration globale ; la production de blé, de sucre, de pommes de terre a à peu près doublé entre 1880 et 1904 ; mais une grande partie n'est pas consommée en Russie ; le blé forme 46 % des exportations vers 1891-1895, l'ensemble des produits agricoles 65 % ; la commercialisation est entre les mains de banques russes ou étrangères qui détournent une grande partie du bénéfice.

D. La production industrielle est stimulée par l'expansion des banques et la construction des chemins de fer ; la création du transsibérien a été décidée en 1891 pour des raisons stratégiques et de prestige, mais il a permis en conséquence la mise en valeur de la Sibérie ; en 1904 il est encore à voie unique et interrompu en plusieurs points, au niveau du Baïkal et au passage de l'Amour. La longueur totale du réseau ferré est passée de 22 000 km en 1881 à 52 000 en 1901.

a) *L'industrie est concentrée* en huit foyers : 1) l'Oural, activé par les voies ferrées, centre d'extraction de fer, de cuivre, ravitaillé en charbon par le Donetz, travaille avec des fonds d'État ; 2) le Donetz est au contraire le point d'arrivée des capitaux français, belges, allemands ; une double concentration s'y est développée ; en 1902 les métallurgistes se sont groupés dans le trust Prodameta, qui travaille avec un outillage aussi moderne qu'en Allemagne. En 1900, le Donetz fournit 69 % du charbon russe, 57 % du fer, 44 % de l'acier, il livre des rails, des locomotives, de l'armement ; 3) le bassin de Dombrowa (Silésie russe) a été le premier à attirer les capitaux étrangers ; 4) la région de Moscou est spécialisée dans le textile et l'industrie chimique ; 5) la région de Saint-Petersbourg a de la filature de coton et des constructions mécaniques avec les usines Putilov, où les capitaux sont français pour les trois-quarts et qui emploient 12 000 ouvriers ; 6) en Pologne Lodz et Varsovie sont des foyers intenses du textile ; 7) l'industrie pénètre en Sibérie, qui fournit en outre 40 à 50 tonnes d'or ; 8) à Bakou Nobel et Rothschild tirent 11 millions de tonnes de pétrole ; le pipe-line Bakou-Batoum est achevé en 1906.

b) *Il s'est formé ainsi un prolétariat industriel* livré à la merci de l'employeur qui seul peut rompre le contrat, impose des amendes et un livret ouvrier. La législation existante : l'oukase de 1882 interdit l'embauche des enfants de moins de douze ans, limite à huit heures le temps de travail jusqu'à 15 ans, interdit le travail de nuit jusqu'à cet âge, oblige les employeurs à payer leurs ouvriers au moins une fois par mois et en espèces ; l'oukase de 1886 crée les inspecteurs des fabriques et réglemente l'usage du livret ; en 1897 le temps de travail est limité à 10 h dans la métallurgie, 11 h 30 ailleurs avec repos le dimanche. Il s'agit plus de bonnes intentions que d'application réelle ; il faut compter avec la corruption de l'administration, l'absence de droit syndical et de droit de grève ; il faut ajouter l'absence d'assurances sociales, la diminution du salaire avec l'âge, le chômage en liaison avec l'afflux de main-d'œuvre ; aussi les mouvements sociaux sont-ils fréquents, en 1882, 1888, 1896 et surtout au cours de la crise de 1901-1903.

E. Mouvement commercial : La défense de l'industrie et les raisons fiscales ont conduit depuis 1876 à un régime protectionniste ; une exception est faite pour l'Allemagne, avec

laquelle un accord est signé en 1894 en dépit de l'alliance franco-russe ratifiée au même moment ; l'accord est renouvelé en 1904. Entre 1881 et 1904 le volume des échanges augmente de 50 % ; la balance est régulièrement excédentaire et permet à la Russie d'acquitter le service de sa dette envers l'étranger ; la part allemande est prépondérante : 35 % des importations en 1901, 23 % des exportations.

A la veille de la révolution de 1905, on constate en Russie un déséquilibre entre une industrie en expansion, une agriculture arriérée et un marché intérieur trop étroit par l'insuffisance du pouvoir d'achat des paysans et des ouvriers.

III - La révolution de 1905

La crise de 1901-1903 entraîne une recrudescence des troubles sociaux ; en juillet-août 1903 la grève générale éclate dans le Caucase, puis elle se propage en Ukraine ; à Tiflis, Kiev, Ekaterinoslav des dizaines de grévistes sont tués ; un Congrès secret des zemstvos demande en novembre 1904 des réformes libérales et une représentation populaire. Les mouvements socialistes, qui se sont durcis au Congrès de Londres de 1903, exploitent la situation. L'aventure extérieure enfin va être le détonateur d'une situation révolutionnaire. La guerre russo-japonaise de 1904-1905, conçue comme un dérivatif aux difficultés intérieures et qui devait conduire à un renforcement du régime par les succès faciles qu'elle aurait dû entraîner, aboutit au résultat inverse à partir du moment où les défaites s'accumulent. Dès novembre 1904 des manifestations se produisent contre la guerre.

A. Première phase (janvier-octobre 1905) : Le 22 janvier 1905, au cours de la grève générale déclenchée à Saint-Petersbourg, une manifestation pacifique conduite par le pope Gapone, agent trouble, porte une supplique au Palais d'Hiver ; la foule d'hommes, de femmes et d'enfants est mitraillée par la garde ; on compte un millier de morts, 5 000 blessés ; ce « dimanche rouge » consacre le divorce entre le tsar et son peuple. En février la grève s'étend à un million de travailleurs, de la Pologne à la Sibérie. Dans le désordre qui se généralise des congrès se tiennent un peu partout, les délégués des zemstvos présentent leur programme de réformes ; les pays allogènes bougent, la Finlande et surtout la Pologne, où Pilsudski, militant du parti socialiste polonais, dirige la révolte depuis Cracovie.

Le tsar, débordé par les événements, nomme Witte Président du Conseil des ministres et le charge de préparer un plan de réformes qui n'est publié qu'en mai, après l'explosion de colère provoqué par le désastre de Tsoushima, où la flotte russe est écrasée par les Japonais ; l'élément essentiel du plan de Witte est l'élection d'une assemblée (douma) à rôle consultatif. Mais déjà les concessions sont dépassées ; les socialistes révolutionnaires soulèvent les paysans, les zemstvos, réunis en congrès, réclament le suffrage universel et une Constituante ; les bolcheviks tiennent à Londres leur III^e Congrès en avril-mai et organisent en juin la grève politique ; les mencheviks donnent la main aux libéraux. Le 27 juin les marins du cuirassé Potemkine jettent leurs officiers à la mer et la flotte de Sébastopol refuse de le combattre. En octobre, Trotski forme à Moscou puis dans les autres villes des soviets d'usines, qui délèguent à un soviet de la ville ; le soviet de Saint-Petersbourg est formé le 13 octobre ; la grève des cheminots gagne l'ensemble du réseau. Witte, qui revient d'Amérique après avoir négocié la paix de Portsmouth (5 septembre), persuade le tsar de faire des concessions en attendant le retour des troupes d'Extrême-Orient.

Nicolas II lance en effet le *Manifeste du 30 octobre*, qui doit diviser les opposants en donnant satisfaction aux libéraux. Il accorde toutes les formes de liberté, des remises de dettes, promet des réformes sociales, et surtout la réunion d'une douma élue à un suffrage très large.

B. Deuxième phase (octobre-décembre 1905) : Witte, qui vient d'être anobli, voudrait appliquer les réformes, mais il est mal suivi par le tsar, qui prépare la réaction. Les révolutionnaires de leur côté sont encouragés par la concession ; en novembre un soulèvement des marins et soldats de Kronstadt est écrasé par la garde impériale de Saint-Pétersbourg ; pour les aider le soviet de la ville déclenche le 15 novembre une grève, qui est très mal suivie : les équipages de Sébastopol forment un soviet de députés des marins, mais les navires soulevés sont détruits par l'artillerie côtière ; en décembre les 230 membres du soviet de Saint-Pétersbourg sont arrêtés ; le soviet de Moscou suscite un soulèvement général, qui est écrasé par les troupes de Dubasov et le régiment de la garde entre le 22 décembre et le 2 janvier. Lénine, revenu en Russie en novembre, tirera les leçons de l'échec en montrant le manque d'entente qui a affaibli les divers soulèvements.

IV - La transformation de la Russie

A. La première Douma : La loi électorale du 24 décembre 1905 partage les électeurs en trois curies (propriétaires fonciers, villes, paysans) qui élisent leurs députés à deux ou quatre degrés, pour aboutir à 412 députés russes et 112 allogènes. Comme dans le système prussien des trois classes, la première curie est avantagée par le nombre de députés auquel elle a droit.

En avril 1906 de Witte soumet au tsar les « lois fondamentales », qui forment comme une petite constitution. Le tsar reste le maître de l'armée, dirige la diplomatie, commande l'Église ; il convoque et ajourne la Douma, peut la dissoudre et prendre seul les décisions dans l'intervalle de deux sessions, sauf à faire approuver ensuite par la Douma ; il a l'initiative. La Douma vote le budget, mais ne connaît pas des dépenses militaires, des traités de commerce, ni des emprunts extérieurs ; les ministres ne sont pas responsables ; il n'y a ni droit d'interpellation, ni ordre du jour motivé : régime constitutionnel, non parlementaire.

Les élections de 1906 furent un échec pour de Witte ; les deux tiers des députés appartenaient au parti constitutionnel-démocrate (K.D. ou cadet) dont le Congrès s'était prononcé en janvier pour une monarchie parlementaire et le rachat d'une partie des grands domaines ; ils arrivaient avec l'intention de faire œuvre utile et profonde ; une centaine de « travaillistes » voulaient faire de la Douma une assemblée toute puissante et encourageaient des expropriations massives ; les éléments de droite n'étaient qu'une cinquantaine, partagés entre octobristes et conservateurs. De Witte ayant démissionné fut remplacé par Goremykine avec Stolypine à l'Intérieur, Isvolsky aux Affaires Étrangères. Après le discours du tsar, le 27 avril, la Douma vota une adresse où elle réclamait les libertés, l'égalité civile, l'autonomie pour les allogènes, le règlement de la question des terres, la responsabilité des ministres. Le tsar refusa de recevoir l'adresse et eut recours à la dissolution en juillet ; un tiers des députés se transporta à Viborg, en Finlande, et rédigea un Manifeste demandant au peuple de faire la grève de l'impôt et du service militaire jusqu'à la convocation d'une nouvelle Douma.

B. Stolypine (1906-1911) : Propriétaire de Lituanie qui s'était signalé par la vigueur de sa répression, il devient Président du Conseil en juillet 1906 ; homme décidé, courageux, favorable à une réforme constitutionnelle, mais faite dans l'ordre, il veut revenir à l'autocratie tant que le calme n'est pas rétabli et résoudre en même temps le problème social. Il utilise l'article 87 des lois fondamentales qui autorise le tsar à prendre des mesures d'urgence dans l'intervalle des sessions, institue des Cours martiales, réussit à isoler les foyers d'insurrection, et à les étouffer. Il prend des mesures d'exception contre la presse, les réunions, épure l'Université.

Il convoque une deuxième Douma ; les députés du Manifeste de Viborg sont déclarés inéligibles, les réunions politiques sont interdites aux candidats de l'opposition ; les résultats sont à nouveau une déception ; dans la poussée vers les deux extrêmes la droite a une centaine de députés, les travaillistes en ont autant, et les socialistes, qui avaient boudé les précédentes élections, y ont participé cette fois, remportant 83 sièges. La Douma essaie néanmoins de travailler sérieusement, elle examine le budget, organise son règlement intérieur ; mais elle est menacée par les socialistes-révolutionnaires qui poursuivent les attentats et donnent un argument à la dissolution dès juin 1907.

La réaction s'intensifie ; pour les élections à la troisième Douma une nouvelle loi électorale confirme les avantages donnés aux possédants ; les propriétaires ont droit à 1 électeur pour 230, les paysans 1 pour 60 000, les ouvriers 1 pour 125 000 ; aussi, sur 442 députés, 300 forment une majorité gouvernementale ; encore Stolypine paralyse-t-il leur action ; la Douma végète jusqu'en 1912. Trotski, qui avait été arrêté et déporté, s'est enfui à l'étranger ; Lénine, découragé, quitte la Russie en décembre 1907. Les mencheviks n'espèrent plus qu'en une évolution constitutionnelle du tsarisme.

En même temps Stolypine se préoccupe de résoudre le problème paysan, non par l'aliénation d'une partie des terres nobles, comme l'auraient souhaité les K.D., mais par des solutions juridiques plus régulières : faire des paysans de petits propriétaires et décongester les campagnes ; — les dettes des paysans envers l'État sont annulées (1,5 milliard de roubles) — la banque des paysans peut acheter de la terre à l'État ou aux nobles pour la revendre aux paysans ; ceux-ci paieront 5 à 10 % comptant, le reste en 55 ans ; 8 millions d'hectares sont vendus dans ces conditions au cours des années suivantes ; le paysan peut sortir du mir en conservant son lot, et le mir pourra être dissous sur la demande de deux tiers des membres ; sur 10 millions de familles vivant en 1904 en communauté, 40 % vont accéder à la propriété privée, des coopératives de production sont constituées, qui facilitent le crédit, enfin, l'émigration en Sibérie est organisée.

C. Le maintien de l'opposition : En 1912 une quatrième Douma est réunie, qui est orientée plus à droite encore ; l'opposition y groupe cependant 150 membres qui maintiennent une vie parlementaire. C'est surtout dans le pays que l'agitation persiste, entretenue par les socialistes-révolutionnaires, tandis que Lénine, avec l'aide de Staline, réorganise le parti bolchevik. Stolypine est assassiné en 1911, remplacé par Kokovtsev, plus modéré. En avril 1912, la grève sanglante des mineurs de la Léna rend espoir à Lénine, d'autant mieux que la social-démocratie allemande vient d'être victorieuse aux élections au Reichstag. Au Congrès de Prague de 1912 il rompt définitivement avec les mencheviks, puis fait paraître la *Pravda*. Les troubles révolutionnaires continuent dans les régions périphériques, au Caucase, en Finlande, en Pologne. Le fossé s'élargit entre le peuple et le tsar, depuis que Raspoutine s'est imposé au couple impérial vers 1905-1907, sous le couvert de ses talents de thaumaturge et de guérisseur du tsarévitch Alexis, atteint d'hémophilie.

D. La transformation économique : C'est la période d'épanouissement de l'économie capitaliste correspondant à la haute conjoncture mondiale après 1906.

a) *Finances et monnaie :* Les dépenses de la guerre russo-japonaise et de la révolution de 1905, environ 3 milliards de roubles, ont été facilement couvertes par les emprunts extérieurs, lancés notamment en France : la dette publique extérieure atteint 6,3 milliards de roubles et coûte chaque année en transferts 350 millions. Les fonds étrangers investis dans les entreprises dépassent 2,2 milliards et coûtent 270 millions ; les capitalistes étrangers sont rassurés par la réaction et inquiets des troubles sociaux qui se produisent en même temps en Europe occidentale ; la part du capital étranger s'est accrue plus vite que celle du capital russe, mais une tendance au mouvement inverse est sensible depuis 1912. La situation budgétaire est bonne, la stabilité monétaire complète : l'encaisse est la plus forte du monde, à peine inférieure à la circulation.

b) *L'agriculture a fait des progrès sensibles,* tant pour les rendements que pour les productions, en particulier pour le blé, le coton (500 000 ha et 160 000 t au Turkestan), le sucre (2,3 millions de t), le cheptel bovin, qui a fait de la Sibérie une grosse productrice de beurre. Avec 70 à 90 millions de tonnes de céréales par an la Russie pourrait se nourrir, si elle n'exportait pas toujours une grande partie de cette production dans les conditions qui frustrant l'agriculteur de ses bénéfices.

c) *Le progrès industriel est plus spectaculaire :* La cartellisation s'est accrue après les crises du début du siècle ; 53 % des ouvriers travaillent dans des entreprises de plus de 500 employés ; 4 % des compagnies charbonnières produisent 50 % du charbon ; au groupe Prodameta, qui domine le Donetz, s'est ajouté le groupe Krovlia dans l'Oural ; de même se sont formés sur le modèle allemand les syndicats du sel, du ciment, du tabac ; dans le pétrole s'est constitué à Londres en 1912 le Consortium général russe à capitaux anglais et français. En 1913 la Russie produit 34 millions de tonnes de charbon, en progrès de 73 % sur 1904, 9,2 millions de tonnes de minerai de fer (+ 76 %), 4 millions de tonnes d'acier (+ 60 %) ; seul le pétrole n'a pas progressé (9 millions de t), peut-être par malthusianisme des compagnies étrangères.

Il n'en reste pas moins que cette production ramenée à chaque habitant reste faible, qu'elle est vulnérable par l'étroitesse du marché intérieur et étranger, et par la dépendance envers le capital étranger, qui doit chercher à s'investir dans les secteurs le plus immédiatement rentables.

d) *Le commerce extérieur reste excédentaire* jusqu'à la guerre ; son volume a augmenté de 67 % entre 1905 et 1913 ; c'est encore celui d'un pays neuf exportant surtout des produits alimentaires (57 %) et des matières premières (35 %). C'est donc toujours avec les deux pays les plus industrialisés d'Europe, Allemagne et Angleterre, que se font les échanges (32 % des exportations et 42 % des importations avec l'Allemagne) ; l'argent prêté par les Français sert en partie à acheter des marchandises allemandes.

A la veille de la guerre, la Russie est en voie de transformation sur le plan économique et social, beaucoup moins sur le plan politique. La production agricole est partagée entre quatre types sociaux : les quelques milliers de propriétaires nobles qui font cultiver leurs domaines par une main-d'œuvre salariée — une bourgeoisie agraire de koulaks qui a été la grande bénéficiaire de la vente de terres nobles — le système collectif du mir dirigé par le staroste — enfin une petite propriété individuelle en Ukraine et en Russie mais formée de lots trop exigus. Le problème est celui de la commercialisation, livrée à des

sociétés étrangères qui, par l'intermédiaire des banques, enlèvent aux producteurs une grande part de leur bénéfice.

A côté de la permanence d'une industrie semi-rurale une grande industrie est née, dont le produit représente 28 % du Produit national (agriculture 51 %) ; sa croissance entraîne le renforcement d'une classe ouvrière dont les conditions d'existence sont caractérisées par l'insécurité : incertitude réelle sur le temps de travail, faiblesse des salaires, qui sont en moyenne trois fois plus faibles qu'en Europe occidentale, logements insalubres, absence d'assurances. La condition de l'ouvrier russe peut se comparer à celle que subissait l'ouvrier anglais ou français au début du XIX^e siècle, ce qui explique la grève générale qui éclate à Bakou en mai 1914 et aux usines Putilov lors de la visite de Poincaré en juillet.

Pourtant, si en 1914 la situation est trouble, l'émiettement de l'opposition, en particulier l'éclatement du socialisme entre des tendances opposées rendent douteux le succès d'une nouvelle explosion sans, bien entendu, le contexte d'événements extérieurs défavorables au régime, dont les troubles de 1905 ont été le modèle inachevé.

Bibliographie

On dispose dans la collection Que sais-je ? d'une *Histoire de la Russie des origines à 1917* par P. PASCAL, et dans la collection Masson, de l'ouvrage de M. LARAN, *Russie-URSS, 1870-1970*, revu en 1986 par J. L. REGEMORTER, qui a écrit par ailleurs une *Histoire de la Russie* dans Hatier Université, 1971.

L'ouvrage fondamental reste P. MILIOUKOV, G. EISENMANN, C. SEIGNOBOS, *Histoire de la Russie*, 3 vol., P.U.F., 1932-1933, où la partie qui nous intéresse a été écrite par l'historien Milioukov, l'un des principaux acteurs des événements postérieurs à 1905.

Pour les questions générales : N. BRIAN-CHANINOV, *Histoire de Russie*, Fayard, 1958 ; H. TROYAT, *La vie quotidienne en Russie au temps du dernier tsar*, Hachette, 1959 ; B. MOURAVIEFF, *La monarchie russe*, Payot, 1962 ; M. RAEFF, *Comprendre l'ancien régime russe*, éd. du Seuil, 1982 ; R. GIRAULT et M. FERRO, *De la Russie à l'U.R.S.S., 1850 à nos jours*, Nathan, 1983 ; N. DAVIES, *Histoire de la Pologne*, Fayard, 1986.

Sur les mouvements révolutionnaires : N. BERDIAEFF, *Les sources et le sens du communisme russe* ; L. Trotsky, *1905*, trad. de l'anglais, éd. de Minuit, 1905 ; F. VENTURI, *Les intellectuels, le peuple et la révolution, histoire du populisme russe au XIX^e siècle*, trad. de l'italien, Gallimard, 1972 ; J. BAYNAC, *Les socialistes révolutionnaires de mars 1881 à mars 1917*, Laffont, 1979.

Sur l'histoire économique : l'ouvrage fondamental reste P. I. LYASHCHENKO, *History of the national Economy of Russia to the 1917 Revolution* (Mac Millan, New York, 1949) ; on pourra consulter B. GILLE, *Histoire économique et sociale de la Russie du Moyen Age au XIX^e siècle*, Payot, 1949 ; R. PORTAL, *La Russie industrielle de 1881 à 1927*, Cours C.D.U., 1957.

Lectures

Les partis à la Douma (vus par un journaliste français)

... Les cadets tirent leur nom d'un calembour : on a, par abréviation, soudé la première lettre du mot constitutionnel (le mot en russe commence par un k) avec la première du mot démocrate, d'où K.D., cadet. Leur programme est celui que la douma va probablement adopter dans sa réponse au discours de la couronne : établissement des libertés constitutionnelles, ministère reponsable et pris dans la majorité du Parlement, suppression de l'arbitraire administratif, abolition des catégories sociales et égalité de tous devant la loi ; au point de vue économique, réforme agraire par l'expropriation au profit des paysans des biens nationaux et partiellement des propriétés privées. Les membres de ce parti appartiennent à la noblesse, aux professions libérales, quelques-uns aux classes rurales.

Le groupe du travail comprend quelques ouvriers et beaucoup (plus de 80 %) de paysans. Son programme n'est connu qu'au point de vue économique, le seul qui intéresse sérieusement les paysans : ils demandent l'expropriation des terres privées, sans indemnité dans certains cas, avec une faible indemnité dans d'autres, et la socialisation complète du sol.

Les octobristes se placent, comme leur nom l'indique, sur le terrain du manifeste impérial d'octobre dernier. Ils pensent que les libertés concédées par ce manifeste sont, en principe, suffisantes pour assurer l'évolution de la Russie... (Extrait de R. RECOULY, *Le Tsar et la Douma*, Paris, Juven, 1906.)

La question paysanne (ibid.)

... Le village de Dimitrovo comptait en 1861 lors de la suppression du servage, 108 âmes¹, qui reçurent chacune 4 déciatines (1 déciatine = environ 1 ha). Le nombre des âmes est aujourd'hui de 180. Dans beaucoup de villages russes l'accroissement de la population a été plus considérable encore. Le nadiel (lot de terre) accordé à chaque âme se trouve donc réduit d'un tiers ou de la moitié.

« Tous les quinze ans, me dit le staroste¹, nous distribuons les terres de nouveau (le partage se fait à des époques variant généralement entre 5 et 15 ans). Nous cherchons à égaliser le plus possible les lots, en tenant compte de l'éloignement des champs, de leur qualité. Les lots sont placés dans une casquette et c'est le sort qui décide. »

Chaque âme de Dimitrovo reçoit maintenant 2 déciatines 8/10. Ce lot petit déjà ne saurait être d'un seul tenant²; il y a, en effet, bien des catégories de terres, celles qui sont éloignées du village, et par conséquent plus difficiles à travailler, et celles qui en sont rapprochées, les terres bonnes pour le blé ou le lin, les terres à laisser en prairies ; ainsi chaque partageant recevra de toutes petites parcelles qui composent son lot... J'ai remarqué que les champs de seigle ou d'avoine étaient découpés en des bandes longues et étroites ; certaines avaient à peine 3 mètres de largeur.

J'ai remarqué aussi que chaque bande est fort nettement séparée de sa voisine par un intervalle où il ne pousse rien. Le paysan, encore qu'il soit emprisonné dans l'organisation collectiviste du mir, reste individualiste à l'excès. Il n'ensemence ni ne fume les bords de son lopin, dans la crainte de faire profiter de son fumier ou de son grain le champ du voisin. On pourrait croire que le paysan russe, membre du mir, ignore la haie ; il n'en est rien ; le paysan enclôt son avoine ou son seigle d'une haie artificielle ; ... 25 cm restent de chaque côté improductifs, un huitième de sa terre.

1. Seul l'être masculin est une âme (doucha) et compte pour la distribution des terres. Un proverbe russe dit : la femme n'a pas une âme, mais de la vapeur (note de l'auteur).

2. Staroste : président du conseil du mir, lui-même formé des chefs de famille.

Je demande au staroste : « Est-ce que chacun de vous est libre de cultiver à sa guise ? Point du tout, répond-il. La culture est décidée par l'assemblée du village, qui fixe aussi les époques pour les travaux, labourages, semailles ou moisson. Quand l'époque prescrite est arrivée, alors chacun peut travailler comme il l'entend... »

La petite bourgeoisie intellectuelle et la révolution

(Trotski écrit en février 1918, mais ses observations sont valables avant 1914.)

... Je ne parle pas ici des théoriciens qui, déjà longtemps avant cette révolution, et même avant la révolution de 1905, partant de l'analyse du système des classes existant en Russie, étaient parvenus à cette conclusion que le cours victorieux de la révolution donnerait nécessairement le pouvoir au prolétariat, dont la force consistait dans les masses innombrables de la classe paysanne dénuée de tout. Cette prévision se fondait principalement sur la nullité des démocrates bourgeois en Russie, ainsi que sur la concentration de l'industrie russe et par conséquent sur la grande importance sociale du prolétariat russe.

La nullité des démocrates bourgeois fait pendant avec la force et l'importance du prolétariat... L'imprécision de leur idéologie politique répondait admirablement au vague et au manque d'esprit conscient des masses révolutionnaires. Ces éléments bourgeois nous traitaient, nous, les sectaires, qui formulions les revendications sociales des ouvriers et des paysans, dans toute leur âpreté et toute leur intransigeance, avec la plus grande arrogance. En même temps la petite bourgeoisie démocratique, dans son orgueil de « parvenu révolutionnaire », éprouvait la plus grande méfiance à l'égard de ses propres forces, ainsi qu'à l'égard de cette masse qui avait atteint une élévation inconcevable.

Bien que les intellectuels se qualifiassent de socialistes et se fissent passer pour tels, ils considéraient la toute-puissance politique de la grande bourgeoisie libérale, ses connaissances et ses méthodes, avec un respect mal dissimulé. De là, la tendance des meneurs de la petite bourgeoisie à vouloir réaliser à tout prix la collaboration, l'alliance et la coalition avec la grande bourgeoisie libérale... »

Le programme du parti socialiste-révolutionnaire (programme reposant complètement sur de vagues formules humanitaires, qui substituent aux méthodes de classe des lieux communs sentimentaux et des élucubrations morales) sembla à cette catégorie de meneurs l'ornement intellectuel le plus convenable. Leur effort pour déguiser leur impuissance intellectuelle et politique sous les espèces de la science et de la politique bourgeoises, qui leur imposaient si fort, trouva sa justification théorique dans la doctrine des « menschewiki »... (L. TROTSKI, *L'Avènement du bolchevisme*, Paris, Chiron, 1919.)

P l a n

La Pologne russe

L'ancienne Pologne est partagée entre l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ; la partie russe couvre 127 000 km² et est peuplée de 12 millions d'habitants en 1913. L'échec de la révolution de 1863 a entraîné une réaction sur les plans politique (disparition de l'autonomie), religieux (rupture avec Rome entre 1870 et 1895), culturel (russification de l'Université de Varsovie et de l'enseignement), financier (suppression de la Banque de Pologne) ; les réformes faites en faveur des paysans ont été plus larges qu'ailleurs, afin

de séparer les deux classes paysanne et noble. Mais la Pologne russe connaît cependant un essor économique et intellectuel qui alimente une opposition sociale et nationale au tsarisme.

1. Développement économique

Première région russe touchée par l'industrialisation par suite de ses contacts avec le monde occidental, le bassin de Dombrowa, en Silésie russe, a été le premier à attirer les capitaux étrangers, français à Huta, belges à Ostrowetz, allemands à Sosnovitz ; sidérurgie et textile. Lodz possède 14 % des broches à coton de Russie ; à Varsovie manufactures de laine et de lin. Cette industrialisation fait naître un prolétariat ouvrier et une bourgeoisie nationale.

2. Développement intellectuel

Après 1863 s'ouvre la période du positivisme, hostile au romantisme rendu responsable de l'échec. Un mouvement littéraire intense, alimenté par une inspiration sociale et nationale entretient la résistance polonaise. H. Sienkiewicz n'est pas seulement l'auteur de *Quo Vadis*, mais aussi l'écrivain des luttes passées et présentes, et un peintre de la société (*Par le fer et par le feu*, 1884 — *La famille Polanieski*, 1894) ; il est prix Nobel en 1894. Eliza Orzeszkowa († 1910) étudie les classes sociales (*Par un soir d'hiver*, 1887). A. Prus est peintre des mœurs dans les *Chroniques* qu'il donne au *Courrier de Varsovie*. W. Reymont présente dans une fresque *Les Paysans* (1903-1909) ; il sera prix Nobel en 1924 ; S. Wyspianski exalte le sentiment national dans ses drames (*La Varsoviennne*, 1898). Paderewski a déjà acquis une notoriété mondiale.

3. Les résistances

A. Roman Dmowski a organisé en 1891 des manifestations commémorant à Varsovie la Constitution de 1791 ; arrêté, déporté, il s'enfuit en Galicie autrichienne ; il forme avec Poplawski, en 1897, le Parti National-Démocrate contre le pangermanisme et le panslavisme : former un État indépendant avec l'Ukraine et la Lituanie.

B. Limanowski préside en 1892 à Paris un Congrès où est fondé le Parti Socialiste Polonais, de tendance patriotique. En 1897 est formé le *Bund*, Union générale sociale-démocrate juive, qui joue un rôle important dans la création du P.O.S.D.R. à Minsk en 1898, mais s'en sépare rapidement. Pilsudski, étudiant en médecine, s'établit à Lodz où il publie un journal clandestin, *Robotnik* (L'Ouvrier) ; arrêté en 1899, il s'enfuit à Cracovie, où il concilie socialisme et patriotisme et compte sur les sociaux-démocrates russes pour obtenir l'indépendance.

C. Un groupe se détache du Parti socialiste en 1893 et forme en 1896, sous la conduite de Rosa Luxemburg, un parti révolutionnaire qui rejette le nationalisme en faveur de la lutte des classes et de l'union entre les prolétariats russe et polonais.

D. Après la révolution de 1905, où Pilsudski a mené l'insurrection de Varsovie, la coupure est faite entre les tendances. Dmowski participe aux Doumas et attend le salut de l'évolution constitutionnelle de la Russie. Pilsudski, qui s'est réfugié en Galicie, organise des volontaires en vue d'une guerre contre la Russie. L'un et l'autre seront dans les

camps opposés dans la guerre qui vient, mais la réconciliation se fera en 1918 autour de la patrie polonaise.

Document

Évolution du commerce extérieur de la Russie (millions de roubles or)



On remarquera : 1. Le relèvement rapide des courbes après 1893; 2. Les excédents commerciaux constants, sauf en 1899, et leur ampleur après cette date; 3. Les crises de 1892, 1899, 1908-09, et la faiblesse des importations entre 1894 et 1905.

15 Les États-Unis après la guerre de Sécession

La guerre de Sécession s'est terminée en avril 1865 par la victoire du Nord sur le Sud ; l'unité des États est sauvée, mais les problèmes demeurent nombreux. La guerre a accéléré le développement économique du Nord et a ruiné le Sud. Elle a favorisé le peuplement du Nord par l'appel d'immigrants pour remplacer les nordistes mobilisés ; le homestead voté en 1862 a accordé à tout occupant de bonne foi 160 acres (65 ha) ; la loi de 1862, votée pour empêcher la sécession de l'Ouest, a décidé la construction du premier transcontinental (terminé en 1869) ; il va faire de New York le principal point d'arrivée des immigrants et le principal débouché de l'Ouest. La production agricole a été mécanisée pour pallier le manque de main-d'œuvre, la guerre a profité surtout à l'industrie, aciéries et armement, constructions navales (cuirassés), pétrole (400 000 t en 1865). Enfin la guerre a favorisé l'inflation par l'émission de papier-monnaie, les greenbacks.

Le Sud n'a pas bénéficié de l'immigration, ni du développement industriel ; les exportations vers l'Europe ont été arrêtées ; dès 1862 la production de coton a diminué des trois quarts. Sa dette de un milliard de dollars n'a pas été reconnue par le Nord.

I - La reconstruction (1865-1877)

Trois problèmes essentiels : quelle conduite avoir envers le Sud ? Jusqu'où donner l'égalité aux Noirs ? La libération s'accompagnera-t-elle de dons de terre ?

Sauf quelques milliers de sudistes qui ont émigré, la grosse majorité a accepté la défaite, est prête à rentrer dans l'Union, à supprimer l'esclavage, mais non à donner aux Noirs l'égalité politique ; les Blancs du Sud entendent diriger eux-mêmes leurs affaires. Les Nordistes sont divisés ; les modérés avec Lincoln ont lutté pour l'Union, veulent redonner au Sud l'autonomie antérieure. Les radicaux, avec Wendell Philipps, Sumner, Stevens, veulent le maintenir en situation d'exception pour des raisons politiques et économiques : les Noirs vont désormais compter en totalité pour déterminer le nombre de députés, qui seront démocrates ; les banquiers et industriels du Nord sont prêts à l'exploitation du Sud.

A. Mesures de conciliation : Johnson : Le Sénat avait voté en juin 1864 le bill de reconstruction, prévoyant la distribution de 20 ha de terre à chaque Noir, et la création, pour un an après la fin de la guerre, d'un « Bureau des Affranchis » pour régler la question noire. Mais Lincoln est assassiné le 14 avril 1865 par J. W. Booth et remplacé par le vice-président Johnson, un homme du Sud renégat demeuré unioniste, mal vu des républicains nordistes, mal servi par une administration nommée par Lincoln, trahi par son Secrétaire d'État Stanton et du reste peu recommandable lui-même.

Johnson accorde une amnistie en mai 1865, nomme des gouverneurs pour convoquer des Conventions élues ; celles-ci remettent en vigueur les anciennes constitutions. En même temps le XIII^e amendement (décembre 1865) supprime l'esclavage ; les Conven-

tions sudistes entérinent cette décision, mais ne donnent rien sur les plans politique et social ; elles votent au contraire des « Codes noirs », qui restreignent pour les gens de couleur les libertés civiles et les obligent au travail.

B. Réaction du Congrès : Le bill de janvier 1866, voté malgré le veto de Johnson (la première fois depuis 1789), prolonge les pouvoirs du Bureau des Affranchis, punit d'amende et de prison les Sudistes qui priveraient les Noirs de leurs droits, décide d'envoyer dans le Sud des commissaires qui pourront demander l'appui de l'armée : ces commissaires, surnommés par dérision les « carpetbaggers » (porteurs de petites valises), vont encadrer les Noirs et organiser les élections locales ; les jugements des historiens à leur égard sont divers, les présentant tantôt comme des aventuriers, venus mettre le Sud en coupe réglée, tantôt comme des idéalistes ayant cherché honnêtement à régler le problème noir.

Le Congrès vote en juin 1866 le XIV^e amendement (entré en application en 1868), qui accorde l'égalité civile à toute personne née aux États-Unis ou naturalisée.

Après les élections de 1866 qui leur donnent les deux tiers des sièges aux deux Chambres, les radicaux lancent une double offensive, contre le Sud et contre Johnson :

— *Contre le Sud* : le Reconstruction Act de mars 1867 ne reconnaît pas les gouvernements sudistes ; les États vaincus sont répartis en cinq districts militaires dépendant du général Grant, et chaque État ne sera « reconstruit » (ne pourra envoyer de représentants au Congrès) que lorsqu'il aura ratifié le XIV^e amendement ; sept États se soumettent en 1868 ; les quatre autres ne seront réintégrés qu'en 1870 ; les anciens Sudistes qui ont pris part à la guerre ne votant pas, le pouvoir appartient aux renégats (les « scalawags »).

— *Contre Johnson* : le tenure office Act du 2 mars 1867 est une tentative d'installation du régime parlementaire : l'Act oblige le Président à demander l'autorisation du Congrès pour renvoyer un ministre ; en février 1868 Johnson ayant renvoyé Stanton sans se soumettre à la procédure parlementaire est mis en accusation (impeachment) : la condamnation n'obtient que 35 voix contre 19, et se trouve donc repoussée (il manque une voix pour la majorité des deux tiers).

C. Le Grantisme et l'apaisement : Ulysse Grant, le vainqueur du Sud, remplace Johnson en mars 1869 ; élu par les radicaux il fut néanmoins conduit par les nécessités de la reconstruction à une politique plus souple.

a) *La question du Sud* : Le XV^e amendement, voté en mars 1870, garantit le droit de vote même aux Noirs ; les Conventions sudistes ratifient, une amnistie est accordée en 1872, et les troupes nordistes évacuent peu à peu : les derniers États libérés, Floride, Louisiane, Caroline du Sud, le sont en 1877. Dès lors la réaction se développe, les pauvres Blancs qui ont acquis le droit de vote font front avec les planteurs (les « Bourbons ») contre les Noirs ; l'« invisible Empire du Sud », le Ku-Klux-Klan, né au Tennessee en 1865, fait régner la terreur, même après son interdiction par le pouvoir fédéral en 1877.

Pourquoi cette indulgence du Nord envers le Sud ?

- par lassitude, à cause de la crise économique qui s'est développée depuis 1873 ?
- parce que les banquiers et industriels du Nord ont besoin des exportations de coton sudiste pour financer leurs importations ?
- parce qu'il y a alliance entre les conservateurs sociaux du Nord et du Sud ?

— parce que la réunification s'est faite aux dépens des Noirs, dont la condition sociale et politique n'intéresse pas les pauvres Blancs du Nord ?

En 1877 huit Noirs sont au Congrès ; à la fin du siècle il n'y en a plus. Le problème noir n'est pas résolu.

b) *Les scandales* : Le « grantisme » exprime un régime de corruption favorisé par le « système des dépouilles », qui fait attribuer aux membres du parti vainqueur les places dans l'administration, et par les liens existant entre le personnel politique et les milieux bancaires : spéculation sur l'or au cours de la crise de 1873 de la part des banquiers Gould et Fisk ; scandale des chemins de fer (le gouvernement fédéral a cédé près de 5 millions d'ha et 27 millions de dollars à la compagnie qui construit le transcontinental) ; scandale de Tammany Hall à New York en 1874 (une bande de trafiquants détient la machine du parti et en profite pour détourner les fonds de la ville et de l'État) ; scandale du Secrétaire d'État à la Guerre, qui s'est laissé acheter par des fraudeurs. Aux élections de 1876 les républicains choisissent un homme honnête, Hay, qui l'emporte de peu sur le candidat démocrate.

D. Prospérité et crises (1865-1877) : Période de développement rapide, avec scandales et crises brutales.

L'arrivée constante d'immigrants est un facteur essentiel. La population passe de 35,7 millions en 1865 à 47 en 1877 ; le mouvement est favorisé par la création d'un service d'immigration en 1864, puis par l'initiative des compagnies de chemins de fer, qui recrutent en Europe, fournissent le contrat de travail et paient le voyage ; les 4 millions d'immigrants qui sont entrés entre 1865 et 1877 ne représentent pourtant que 35 % de l'accroissement ; ils favorisent la poussée vers l'Ouest et font reculer la « frontière », le front pionnier, en des luttes constantes contre les Indiens.

Les capitaux continuent à venir de l'extérieur ; le problème de la monnaie est donc primordial : avoir une monnaie saine pour attirer les capitalistes étrangers, ou une monnaie fondante pour favoriser l'expansion et soulager les fermiers endettés ? Bien que la distinction ne soit pas absolue, on peut classer les républicains, qui se recrutent parmi les banquiers et les industriels du Nord-Est, comme des partisans de la déflation ; les démocrates, représentants des sudistes, des fermiers et des producteurs d'argent de l'Ouest, comme favorables à l'inflation ; celle-ci peut provenir de deux sources : le maintien des greenbacks émis pendant la guerre, et l'utilisation de l'argent dans son rapport légal avec l'or, bien que sa valeur commerciale ait fortement diminué. En 1873 les républicains tentent une opération de déflation qui contribue au déclenchement de la crise et l'entretient jusqu'en 1878.

La construction des chemins de fer est un puissant stimulant par l'activité industrielle qu'elle entraîne, mais aussi par la pénétration de la Prairie et la mise en culture des terres du Centre-Ouest, la liaison avec la Californie qui peut exporter sa production fruitière ; depuis 1865, 4000 km sont construits en moyenne chaque année. Ainsi, la zone cultivée augmente de 800000 km² entre 1870 et 1880 ; la superficie occupée par le blé passe de 8 à 11 millions d'ha. C'est une monoculture à faible rendement et forte productivité, exigeant un outillage qui est cher à cause du protectionnisme, et créant pour le fermier une dépendance à l'égard des banques et des voies ferrées.

L'industrie américaine n'a pas encore atteint, en 1877, le niveau des industries allemande ou anglaise ; sa principale faiblesse reste sa dépendance envers les capitaux étrangers, dont le retrait en période de crise provoque des remous plus profonds encore qu'en

Europe. C'est le cas en 1866-1867 et surtout en 1873. La sidérurgie continue à se déplacer vers l'ouest, autour de Pittsburgh, et donne, en 1877, 2,3 millions de tonnes de fer et acier ; le Nord-Est garde la transformation et le textile ; l'industrialisation n'a pas encore atteint le Sud.

II - La fin de la « frontière » (1877-1896)

La crise de longue durée touche à sa fin en 1896 ; c'est aussi le moment où les États-Unis deviennent la première puissance économique mondiale.

A. **Évolution politique** : La vie politique est dominée par *trois facteurs* :

- la pénétration du monde des affaires dans la politique, qui met souvent aux plus hauts postes de l'État les banquiers et les industriels ;
- le peu de personnalité des Présidents, élus d'autre part avec de faibles majorités ;
- l'importance des questions d'ordre financier et monétaire sur les choix politiques.

a) *Les républicains* (1877-1885) : La persistance de la crise les oblige, contrairement à leurs principes, à faire une politique d'inflation : maintien des greenbacks ; loi Bland-Allison (1878), qui impose au Trésor fédéral d'acheter chaque année une quantité minimum d'argent et d'en faire frapper des pièces convertibles en or.

Garfield, élu en 1881, essaie d'introduire plus d'honnêteté dans la nomination des fonctionnaires, mais il est assassiné la même année par un solliciteur éconduit. Cela n'empêche pas le vice-président Chester-Arthur de faire voter en 1883 le Pendleton Act, qui tend à supprimer le système des dépouilles et à le remplacer par un Civil Service fondé sur le recrutement par concours. Il se fait ainsi beaucoup d'ennemis, ce qui permet aux démocrates de l'emporter en 1885.

b) *Cleveland* (1885-1889), *démocrate*, homme honnête et autoritaire, tente, contrairement au programme de son parti, de lutter contre l'inflation. Il échoue dans son projet de libéralisation douanière et dans ses efforts pour défendre les fermiers contre les tarifs discriminatoires imposés par les compagnies de chemins de fer. L'Interstate Commission n'a qu'un rôle d'enquête.

c) *Les républicains reviennent* au pouvoir avec Harrison (1889-1893) ; ils restent toujours en contradiction avec eux-mêmes en faisant une politique d'inflation. En 1890 une pension est accordée à tout soldat nordiste ayant une incapacité de travail ; plus grave encore est le Silver Purchase Act de juillet 1890, voté sous la pression des six « États argentistes » de l'Ouest nouvellement formés, qui acceptent de voter le tarif protectionniste Mac Kinley sous réserve que le Trésor achète toute la production d'argent suivant le rapport légal avec l'or, en mettant en circulation des Treasury Notes correspondantes. La circulation monétaire totale passe ainsi de 1289 millions de dollars dont 822 en argent ou papier en 1885, à 1598 millions dont 1071 en argent ou papier en 1895 ; il faut noter cependant que l'inflation est à peu près nulle si l'on se reporte à l'augmentation de la population : la circulation est de 22 dollars par habitant en 1885, 23 en 1895.

De ces incertitudes politiques et financières est né dans les années 90 un puissant mouvement de contestation sociale, apparu d'abord parmi les fermiers, ensuite parmi les pauvres Blancs du Sud et parmi les syndicats ouvriers : le Parti du Peuple, qui élabore

en 1892 le « Programme d'Omaha », comportant non seulement l'inflation, mais aussi des réformes de structure économiques et politiques : nationalisation des chemins de fer, impôt progressif sur le revenu, réduction à huit heures de la journée de travail, réglementation de l'immigration, diminution des droits de douanes, élection des sénateurs au suffrage direct. En 1892 le People's Party obtient un million de voix à l'élection présidentielle.

d) *La deuxième présidence de Cleveland* (1893-1897) est traversée par une série de grands troubles économiques et sociaux ; en 1893 la crise est financière, monétaire, économique, et conduit à de graves affrontements sociaux en 1894. En 1896 la crise est passée, mais elle pèse sur les élections qui portent à la Présidence le républicain Mac Kinley : c'est la défaite des argentistes, la victoire des industriels, des partisans d'une monnaie solide ; en effet la reprise économique rend moins utile une pratique inflationniste en faveur des fermiers.

B. La puissance économique : L'occupation du territoire s'achève avec la disparition de la « frontière » ; la concentration industrielle s'accroît ; le Sud cesse d'être uniquement agricole.

a) *La population* passe de 47 à 70 millions d'habitants ; il est entré en vingt ans 8 millions d'immigrants, dont 7 millions d'Européens, Allemands, Anglais, Irlandais, qui se fondent aisément dans une nationalité américaine, mais aussi immigrants originaires d'Europe méridionale et orientale, plus difficiles à assimiler, pauvres, sans qualification, aiguillant les conflits sociaux dans une population urbaine qui représente 30 % du total en 1896. Les premières mesures tendant à limiter l'immigration sont prises en 1882 et 1891 à l'instigation des fermiers et des syndicats ouvriers : l'entrée des Chinois est à peu près arrêtée en 1882, mais les Japonais font encore des Hawaï un relais vers la Californie.

L'Ouest perd son caractère traditionnel ; quand l'Utah entre dans l'Union, en 1896, l'ère des pionniers est passée ; depuis 1867 neuf États nouveaux ont été créés, les Indiens ont été parqués dans leurs réserves.

La condition des Noirs n'a pas été améliorée ; 90 % continuent à vivre dans le Sud, où de nouvelles Constitutions élaborées à partir de 1890 introduisent des conditions au droit de vote : clause du grand-père (droit de vote à ceux dont le grand-père votait) ou examen sur la Constitution ; 29 États interdisent les mariages mixtes, la ségrégation et le lynch subsistent. Au Nord comme au Sud les Noirs sont cantonnés dans les emplois inférieurs, les syndicats blancs les rejettent. Pourtant des sociétés missionnaires ont créé des écoles et une Université noire à Washington, où une élite de couleur commence à être formée.

b) *Les chemins de fer* sont devenus la plus grosse affaire de spéculation et sont à la source de nombreuses crises : voies sans utilité, construction trop rapide, tarifs discriminatoires imposés aux fermiers. L'État fédéral a cédé aux compagnies 53 millions d'ha, et les États en ont fourni 20 millions ; ces terres, vendues ou louées, sont la principale source de profit. Quatre transcontinentaux nouveaux ont été ajoutés ; entre 1880 et 1890 la construction moyenne est de 12 500 km par an. Morgan, Hill, Vanderbilt, Harriman sont les « rois » des chemins de fer.

c) *L'occupation du sol* se poursuit ; la superficie cultivée est passée de 65 à 164 millions d'ha. L'insuffisance du peuplement, et, dans l'Ouest, la nécessité de procéder rapide-

ment aux travaux de la terre, ont imposé la mécanisation, la spécialisation en « belts » (ceintures) ; au Sud, les trois cinquièmes des exploitants sont propriétaires de 20 à 30 ha en faire-valoir familial, les autres subissent le système du « cropping » : le propriétaire fournit la terre, la maison, les instruments, les animaux, paie la moitié de l'engrais et de l'égrenage ; le cropper fournit l'autre moitié, son travail et la moitié de la récolte. Les États-Unis viennent en tête pour le blé, le maïs, le coton, la viande et le lait ; ils sont les plus gros exportateurs de coton (1,5 million de t pour une production de 2 millions). Cette agriculture est en crise permanente à cause des variations de récolte, de prix ; elle dépend avant tout du marché mondial.

d) *L'industrie est en croissance rapide*, avec deux crises en 1884-1885 et 1893-1897, toutes deux ayant au départ une crise bancaire illustrant la dépendance à l'égard du capitalisme financier. Les États-Unis sont devenus de grands producteurs de matières premières : cuivre (200 000 t en 1896), charbon (174 millions), fer (16 millions), pétrole (7 millions). Jusqu'en 1873 l'expansion a été le fait d'individus, des « rois », que la chance ou le savoir-faire avait favorisés (Gould, Du Pont de Nemours, Carnegie, Rockefeller). Puis la crise de 1873 a conduit à la transformation des entreprises familiales en sociétés par actions qui fortifient leur concentration jusqu'à aboutir au trust : trust Du Pont de Nemours pour les explosifs, Havemeyer pour le sucre, Mellon pour l'aluminium, Carnegie pour l'acier, Rockefeller qui fonde le trust de la Standard Oil en 1882.

Les dangers présentés par cette concentration et dénoncés par une série d'études publiées entre 1881 et 1890 ont conduit les démocrates à faire voter le Sherman Act en 1890, accepté par les républicains contre le vote du tarif Mac Kinley ; la loi ordonne la dissolution des « ententes nuisibles », mais sans les définir, ce qui la rend sans effet : « Tout contrat, arrangement sous forme de trust ou autre, ou coalition quelconque, entravant le trafic ou les échanges entre les divers États ou avec les pays étrangers est illégal. » La Standard, dissoute en 1892, se reconstitue en 1894 sous forme de holding, la S.O. de New Jersey.

L'industrie se déplace vers l'Ouest et le Sud ; avec une main-d'œuvre pauvre et ignorante venue de l'agriculture, formée presque exclusivement de Blancs, les industries du coton et du tabac s'installent au Sud. La sidérurgie atteint la région des Grands Lacs, tandis que le Nord-Est garde la métallurgie différenciée, l'industrie chimique, lainière, alimentaire. En 1896, les États-Unis ont dépassé les puissances européennes ; depuis 1890 la valeur de la production industrielle dépasse celle de la production agricole.

e) *Le régime commercial* reste strictement protectionniste, aggravé par Mac Kinley en 1890. La balance est excédentaire, sauf en 1888-1889 et 1893 ; mais la balance des comptes est toujours déficitaire par suite du solde négatif des services et des intérêts du capital ; l'équilibre ne peut être atteint que par la vente d'or et l'entrée de capitaux européens : les États-Unis sont encore un pays jeune.

III - La suprématie mondiale (1896-1914)

A. *Épuration des mœurs politiques* : Période de prépondérance républicaine, c'est aussi celle d'une purification de la vie politique animée par des écrivains réformistes qui veulent rompre les liens entre le personnel des partis et la finance : mouvement des « muc-

krackers¹ » issu de la bourgeoisie, qui dénonce les scandales ; il se traduit par une lutte anti-trust, une réforme contre les fraudes électorales, une campagne pour le vote des femmes, qui est accordé par trois États.

a) *Sous la présidence de Mac Kinley (1896-1901)* le protectionnisme est renforcé par le tarif Mac Dingley. L'or étant devenu plus abondant depuis 1895 et l'augmentation des prix agricoles rendant l'inflation moins nécessaire pour les fermiers, on put procéder à la réforme monétaire : le Gold Standard Act du 14 mars 1900 fait de l'or l'étalon monétaire, même si l'argent a encore pouvoir libérateur : le dollar n'est défini que par rapport à l'or : 1,5 gramme d'or fin. Le système monétaire est monométalliste dans son expression officielle, bimétalliste dans la circulation. Mac Kinley, réélu en 1900 à cause de la prospérité, est assassiné par un anarchiste en 1901 (crise anarchiste mondiale) ; sa mort provoque une panique en Bourse, parce qu'il représentait les milieux d'affaires, alors que le vice-président a la réputation d'un homme autoritaire et adversaire des trusts.

b) *Théodore Roosevelt lui succède (1901-1908)* ; issu d'une famille hollandaise immigrée au XVII^e siècle il est en effet connu pour avoir, comme chef de la police de New York, démantelé Tammany Hall, puis pour avoir participé, à la tête de ses volontaires, à la guerre contre l'Espagne en 1898. En 1903 il fait voter plusieurs lois incitant les États à engager des poursuites contre les ententes, il fait dissoudre le trust des chemins de fer et condamner la Standard à une amende ; en 1906 la loi Hepburn donne à l'État le droit de fixer un tarif maximum sur les chemins de fer.

Roosevelt impose aussi son arbitrage dans les luttes ouvrières (1902) ; il intervient activement dans la politique internationale ; sa forte personnalité redonne au Président un rôle qu'il n'avait plus depuis la guerre de Sécession.

c) *Taft (1908-1912)* n'a pas la même force de caractère ; sa carrière a été celle d'un fonctionnaire fédéral respectueux de la loi et de la Constitution. Il ne peut pas empêcher la dislocation du parti républicain, qui éclate sur la question douanière ; certains républicains de l'Ouest demandent un régime plus libéral ; ceux du Middle West ont pris à leur compte une partie du programme populiste pour former une tendance « progressiste » : contrôle plus sévère des élus par les électeurs, élection des sénateurs, droit d'initiative donné aux électeurs. Roosevelt prend la tête des dissidents, et aux élections de 1912, bien que les deux candidats républicains réunis aient obtenu 7,5 millions de voix, le démocrate Wilson est élu avec 6,2 millions.

d) *Woodrow Wilson (1912-1920)*, de Virginie, est un professeur de science politique qui s'est fait connaître en 1885 par son livre *Le Gouvernement du Congrès*, où il regrettait l'effacement de l'exécutif ; idéaliste voulant donner au peuple plus de liberté et de bonheur, pacifiste résolu, sûr de sa mission, convaincu d'avoir raison, il est froid dans les contacts humains, autoritaire dans ses rapports avec le Congrès, gouvernant avec un groupe d'amis.

Il fait appliquer le XVI^e amendement, voté en 1909, et donnant au Congrès le pouvoir d'établir un impôt sur le revenu.

Il fait voter en 1913 le tarif Underwood, abaissant les droits sur les produits agricoles et les produits nécessaires aux fermiers.

1. Muckrackers : surnom donné par Roosevelt aux réformistes, allusion au roman de BUNYAN, *Pilgrim's Progress* (1678), « ceux qui manipulent la boue ».

Le Clayton Act voté en 1914 rend plus efficace la lutte anti-trust, mais l'application en est empêchée par la guerre¹.

Le XVII^e amendement donne la désignation des sénateurs aux électeurs de chaque État. La loi monétaire de 1913 (Federal Reserve Act) répond à un triple but : assurer une circulation en rapport avec les besoins économiques ; garantir plus solidement la monnaie en profitant d'un stock d'or qui augmente rapidement ; unifier le système monétaire par la création d'un Bureau Fédéral de Réserve émettant des « notes » par l'intermédiaire de douze Banques fédérales dont l'encaisse est constituée par de l'or et des effets réescomptés.

Les réformes de Wilson, comme le style nouveau qu'il a imprimé au gouvernement, ont encore renforcé, après Roosevelt, l'autorité morale du Président sur un Congrès qui reste discrédité par ses compromissions.

B. La puissance économique : Elle est due à l'accroissement de la population, à la conjoncture mondiale et à la hausse des prix (41 % entre 1896 et 1913), aux richesses naturelles, à la maturité économique et politique. Cette phase ascendante commence par une croissance rapide en 1896-1899, suivie de la crise mondiale de 1901-1902 ; puis une nouvelle période de croissance en 1902-1906 jusqu'à la crise provoquée par le tremblement de terre de San Francisco en 1906 et par des troubles monétaires qui sont suivis d'un palier en 1907-1910 ; enfin la progression la plus forte a lieu en 1910-1913 avec les achats stratégiques effectués par l'Europe.

a) *La population* atteint 95 millions d'habitants en 1913 ; l'augmentation est due à la vigueur de la natalité, 25‰, pour une mortalité de 12 ‰, et, plus que dans la période précédente, à l'immigration ; de 1896 à 1914 le solde net de l'immigration est de 9 millions de personnes, avec un maximum en 1908 (1 million). En 1914, 13,5 millions d'habitants sont nés à l'étranger. L'Allemagne et les Iles britanniques sont faiblement représentées ; par contre les pays d'Europe centrale, orientale et méditerranéenne sont à l'origine d'une immigration de la misère ; les nouveaux venus, catholiques en majorité, s'entassent dans les villes, ignorent la langue, acceptent n'importe quel travail, posent de graves problèmes sur le plan social et sur celui de la fusion : le « melting pot » (marmite de fusion) ne joue plus comme autrefois.

Les Indiens, noyés dans l'État d'Oklahoma, ne forment plus que 3 % de la population. L'immigration japonaise est pratiquement arrêtée depuis 1908. Le problème noir a évolué : par leur nombre, 10 millions, qui augmente jusqu'à en faire la moitié ou plus de la population de la Géorgie, du Mississippi, de la Caroline du Sud ; par leur dispersion, qui les a répandus dans les États du Nord-Est et du Centre-Ouest ; par la ségrégation, qui a été aggravée depuis l'arrêt de la Cour Suprême de 1896 et la liberté laissée aux États, dans le cadre de la Constitution, de décider de leurs conditions électorales ; par la rivalité avec la main-d'œuvre blanche ; par l'évolution intellectuelle qui a fait tomber à 30 % la proportion d'illettrés, et qui a entraîné l'apparition, dans les Universités noires, d'une élite intellectuelle qui se partage en deux tendances, celle du professeur Booker Washington, directeur de la plus importante Université noire (Tuskegee) en Alabama, qui aspire simplement à l'assimilation, celle du docteur du Bois, de Harvard, qui cherche à faire l'unité des Noirs dans le monde, et qui, dans son livre *Sails of blackfolks*, exalte la négritude, dont le jazz, qui naît entre 1900 et 1914, sera la meilleure expression.

1. Le Sherman Act concernait surtout les concentrations horizontales ; le Clayton Act concerne les organisations verticales, les ententes entre producteurs et distributeurs.

b) *La totalité du territoire est occupée* grâce à un réseau ferré qui s'accroît de 8 000 km par an en moyenne entre 1900 et 1910. Les méthodes agricoles s'améliorent avec l'irrigation et le développement des fourrages ; le Sud n'est plus le pays de la monoculture du coton : prairies, cultures maraichères et fruitières l'ont transformé. Dans le ravitaillement américain seules les productions de sucre et de corps gras sont encore insuffisantes.

c) *L'industrie achève de se concentrer* en sociétés holdings contrôlées par les groupes bancaires ; l'offensive de Roosevelt et de Taft a réussi néanmoins à démanteler en 1911 l'American Tobacco et la Standard. Les États-Unis produisent en 1913 56 % du cuivre mondial, 36 % du plomb, du fer, 30 % du zinc ; ils ont le premier rang pour le charbon depuis 1899, le deuxième pour la bauxite, le premier pour le pétrole. La principale branche industrielle est la métallurgie : 32 millions de tonnes d'acier, soit deux fois la production allemande ; l'industrie automobile prend son essor à Detroit avec les usines Ford fondées en 1902 ; la production américaine est la première du monde en 1913 avec 480 000 véhicules. Les États-Unis ont le deuxième rang au monde pour l'industrie textile, le troisième rang pour l'industrie alimentaire, le quatrième pour l'industrie chimique.

d) *Le commerce extérieur* traduit l'évolution vers la maturité ; les importations de matières premières sont multipliées par 3,3, les exportations de produits fabriqués par 5. La balance commerciale présente maintenant des excédents suffisants pour compenser le déficit des invisibles. C'est en 1913 que les États-Unis placent plus de capitaux à l'étranger que l'on n'en place chez eux ; ils possèdent à cette date 2 milliards de dollars de valeurs européennes, quand ils sont endettés de 7 milliards envers l'Europe ; la faiblesse en capitaux est en voie de s'atténuer ; elle va disparaître avec la guerre.

IV - L'impérialisme américain

Les principes de la politique extérieure des États-Unis sont contenus dans le message d'adieu de Washington en 1796 (« L'Europe a un ensemble d'intérêts primordiaux qui nous concernent peu ou point du tout ») et dans la « Doctrine de Monroe » énoncée le 2 décembre 1823 par le Président des États-Unis : les États-Unis n'interviennent pas dans les affaires européennes ; réciproquement l'Europe n'a rien à voir dans les affaires du continent américain ; ce que l'on a traduit par la formule : l'Amérique aux Américains. L'application de la formule a été successivement défensive, puis offensive, quand il est apparu que la défense des États-Unis passait hors du continent américain.

A. L'isolement extérieur (1865-1898)

a) « *Gendarmes du continent américain* », les États-Unis avaient refusé de reconnaître le client français Maximilien comme empereur du Mexique et avaient favorisé la résistance victorieuse de son rival Juárez, qui aboutit à l'évacuation des troupes françaises du Mexique, et à l'exécution de Maximilien en 1867. Ils obtinrent en 1872 des Anglais une indemnité de 14 millions de dollars pour les dommages causés pendant la guerre de Sécession par le navire sudiste *Alabama*, qui avait été armé grâce aux Anglais. C'est au nom du même principe de non intervention européenne qu'ils ont acheté à la Russie, en 1867, l'Alaska et les Aléoutiennes. En 1872 ils conclurent avec le Royaume-Uni un accord de délimitation de la frontière avec le Canada.

S'ils laissent Lesseps entamer les travaux du canal de Panama, ils n'eurent pas longtemps à s'en inquiéter, puisque l'affaire s'effondra en 1889. Mais quand les Européens, Français, Anglais et Allemands, voulurent intervenir au Venezuela pour obtenir le remboursement de leurs créances, les États-Unis imposèrent leur arbitrage. Par contre ils tentaient de s'imposer eux-mêmes au reste du continent : en 1889 le Secrétaire d'État Blaine provoqua la réunion à Washington d'une Conférence où toutes les républiques latines étaient présentes, à l'exception de la République dominicaine ; il y proposa la conclusion d'un accord monétaire et douanier, la construction d'une voie ferrée allant de la Nouvelle-Orléans, à Buenos-Ayres ; mais il se heurta à la méfiance des Latino-Américains, soutenus par l'Angleterre et l'Espagne, et ne put obtenir que la création d'un Bureau commercial commun, organe de liaison et d'information. Le tarif douanier protectionniste de Mc Kinley en 1890 relevait du même esprit d'isolement.

b) *Hors d'Amérique* les États-Unis se refusent à intervenir sur un plan autre que commercial ; en Asie en particulier, ils réclament « la porte ouverte », c'est-à-dire la possibilité pour chacun de commercer librement sans se trouver opposé à des privilèges territoriaux ou douaniers acquis par des concurrents. Ils ont refusé de participer à l'expédition franco-britannique en Chine en 1860, et, s'ils acceptent en 1863 de participer avec la France, l'Angleterre et les Pays-Bas au bombardement de Shimonoseki, c'est pour maintenir la liberté de pénétration. En 1883 le Congrès vote la restitution au Japon de l'indemnité obtenue en 1857 ; en 1887 ils renoncent aux privilèges qu'ils y avaient obtenus. De même ils refusent aux Hawaï l'annexion que celles-ci demandaient, mais installent en 1884 une escale charbonnière à Pearl Harbor pour assurer leur relais vers l'Extrême-Orient.

Vers 1895, les États-Unis sont conduits à sortir de leur isolement volontaire par trois éléments nouveaux : leur développement industriel les porte à chercher des débouchés ailleurs qu'en Amérique ; or la colonisation directe ou indirecte des Européens leur ferme les marchés : en Chine la part de leur commerce est tombée de 6 à 2 % ; ils n'ont pas, comme les Européens, des capitaux à exporter, ce qui limite la pénétration commerciale que ceux-ci attirent à leur suite. D'autre part la « frontière », c'est-à-dire la limite de l'occupation du terrain a été reculée aux États-Unis aussi loin que possible ; il faut trouver une « nouvelle frontière » hors des États-Unis, et lui donner une nouvelle définition, qui doit être économique, dans le sens d'un but sans cesse dépassé dans la croissance. Enfin, un courant d'opinion, éveillé par les publications de l'amiral Mahan, s'est développé aux États-Unis, qui exalte les vertus de la réussite américaine, qui pousse à répandre au-dehors l'idéal démocratique et libéral auquel on rattache l'essor américain, et qui tend à préserver cette prospérité économique et humaine par le contrôle des bases proches du continent américain.

L'impérialisme américain sera fait de l'orgueil de la réussite, de la certitude de détenir le secret d'un genre de vie supérieur, et d'avoir une mission à remplir vis-à-vis du reste du monde. Mais, comme les États-Unis sont eux-mêmes d'anciennes colonies, ils optent pour une domination indirecte, pour l'établissement de liens de clientèle et non pour des relations de métropole à colonie. Les milieux d'affaires, les Églises et les Présidents Mc Kinley et Théodore Roosevelt aboutissent aux mêmes conclusions en partant d'analyses différentes. Les raisons strictement économiques sont plus nettes après Roosevelt : Taft ne dissimule pas qu'il s'agit d'assurer aux marchandises et aux capitalistes américains « des facilités pour des investissements profitables, sources de bénéfices pour les deux parties en présence ».

B. Les interventions

a) *La guerre contre l'Espagne* en 1898 marque cette volonté d'ouverture au monde. Les colonies espagnoles sont importantes dans la mer des Antilles (Cuba, Porto-Rico) et dans le Pacifique (Philippines) ; elles peuvent intéresser les milieux d'affaires américains par leurs productions tropicales, et les stratèges par leur proximité du continent. Il semble cependant que les milieux d'affaires aient redouté, au moins au début, le trouble que la guerre allait entraîner dans l'économie, et que les intérêts américains à Cuba ou la recherche de débouchés ne soient pas plus à l'origine de l'intervention que le simple impérialisme, la volonté de jouer le rôle d'arbitre, ou la crainte de voir se créer aux portes des États-Unis, à Cuba révoltée contre les Espagnols, une république noire indépendante. L'explosion d'un navire à La Havane, en février 1898, est imputée aux Espagnols, et entraîne l'entrée en guerre le 21 avril « pour la cause de l'humanité ». Après une guerre rapide, l'Espagne signe le *traité de Paris*, en décembre 1898, qui cède aux États-Unis Porto-Rico, les Philippines, l'île de Guam dans les Mariannes, et reconnaît l'indépendance de Cuba, où les forces américaines pourront intervenir pour assurer l'ordre. Les États-Unis sont désormais plus directement en contact avec le monde extérieur.

b) *Dans le Pacifique*. Ils annexent en 1898 les Hawaï, grosses productrices du sucre qui manque aux États-Unis et base importante sur la route d'Asie ; ils leur donnent une Constitution qui confère aux habitants la citoyenneté américaine. Ils conquièrent les Philippines soulevées contre eux et leur accordent en 1907 une Constitution qui leur laisse le droit d'intervention économique et militaire. Ils se trouvent alors en rivalité avec les Japonais, qui par ailleurs ont émigré aux Hawaï et en Californie, sans se fondre comme les autres ethnies dans le creuset américain ; il faut une démonstration de force pour convaincre les Japonais d'arrêter leur émigration et de reconnaître en 1911 le principe du statu quo en Extrême-Orient et de la porte ouverte en Chine.

c) *En Amérique*. Les États-Unis assurent leur main-mise par la politique du « big stick », du gros bâton, selon le mot de Roosevelt : d'abord s'assurer du canal de Panama ; le liquidateur de la compagnie française, Bunau-Varilla, leur cède ses droits ; puis en 1901, profitant de ce que les Anglais sont occupés en Afrique du Sud, ils obtiennent du gouvernement britannique la liberté d'action ; ils utilisent, ou suscitent, le soulèvement de la province colombienne de Panama, pour en reconnaître l'indépendance et obtenir du nouvel État en 1903 la cession d'une bande de territoire de 10 miles de large avec droit d'y entretenir des garnisons et d'y construire des fortifications moyennant le versement d'une rente annuelle ; le canal de Panama, ouvert le 15 août 1914, a coûté 350 millions de dollars fournis par le Trésor fédéral.

Les Conférences panaméricaines de Mexico (1901), Rio de Janeiro (1906), Buenos-Ayres (1910), n'ont pas eu le succès attendu ; le Bureau commercial est bien remplacé par une Commission permanente qui a pour but d'unifier la législation douanière, mais les intentions américaines se heurtent au panibérisme dont l'Argentine s'est faite le champion. Les investissements américains sont alors précédés par des interventions plus directes sous couvert de remédier au chaos qui règne dans les républiques latines. La République dominicaine doit accepter le contrôle de ses finances et de ses douanes ; au Nicaragua, le gouvernement est remplacé par un autre plus docile qui accorde des bases navales ; à Porto-Rico, un gouverneur américain est nommé ; à Cuba, indépendante, le Congrès américain impose en 1901 la cession de la base de Guantanamo, le droit d'intervention militaire et un tarif douanier particulier ; l'économie cubaine est intégrée dans le système

américain ; au Mexique, où un soulèvement se produit contre les sociétés américaines, les forces américaines interviennent en 1914.

d) Ils interviennent enfin, le plus souvent comme *arbitres, dans le reste du monde*. La puissance américaine est déjà un fait redoutable qui conduit à chercher leur appui ou leur arbitrage. Ils participent à la première Conférence de La Haye, convoquée par le tsar en 1899 pour étudier les moyens de limiter les armements ; la Conférence adopte trois Conventions sur la guerre terrestre, sur l'extension à la guerre maritime de la Convention de Genève de 1864 et sur la création d'une Cour permanente d'arbitrage ; Mc Kinley les approuve mais avertit que seuls les États-Unis peuvent arbitrer un conflit américain.

En 1905, leur intervention comme médiateurs permet de mettre fin à la guerre russo-japonaise, et le traité de Portsmouth est signé aux États-Unis. En 1906, ils participent à la Conférence d'Algésiras, où ils appuient les thèses franco-britanniques. A plusieurs reprises ils émettent des protestations contre les pogroms qui se déroulent en Russie et en Roumanie, et soutiennent activement le mouvement sioniste. En 1907 enfin, Roosevelt prend l'initiative de la deuxième Conférence de La Haye, où 44 États proposent une procédure conduisant à l'arbitrage obligatoire. Le « périple d'Evans », qui conduisit en 1908 seize cuirassés américains autour du monde, fut la consécration de cette force naissante.

En 1914, devenus la première puissance mondiale, au moins sur le plan économique, les États-Unis, conscients de leur force et de leurs responsabilités, entendent jouer le rôle d'arbitre ; mais ils ne sont liés à aucun autre pays et restent isolationnistes ; une intervention directe dans un conflit européen reste donc difficile à envisager.

Bibliographie

Il sera toujours utile, pour la compréhension de la vie américaine, de se reporter à TOCQUEVILLE, *De la démocratie en Amérique*, 1835-1940. Histoires générales : D. PASQUET, *Histoire du peuple américain*, Picard ; R. RÉMOND, *Histoire des États-Unis*, Que sais-je ? ; J. CANU, *Histoire de la nation américaine*, Éd. du Chêne ; Cl. et M. BÉARD, *Histoire des États-Unis*, Hachette ; R. B. NYE et J. E. MORPURGO, *Histoire des États-Unis*, trad. de l'anglais, Gallimard ; il sera indispensable de voir l'état des questions dans D. ARTAUD et A. KASPI, *Histoire des États-Unis*, coll. U., Colin et Cl. FOHLEN, *L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours*, Nouv. Clio, P.U.F., qui contient une abondante bibliographie.

Sur l'histoire économique : S. B. CLOUGH, *Histoire économique des États-Unis depuis la guerre de Sécession*, P.U.F. ; H. U. FAULKNER, *Histoire économique des États-Unis d'Amérique*, 2 vol., P.U.F. ; V. W. LEONTIEF, *La structure de l'économie américaine, 1819-1939*, Génin, 1973.

Sur l'histoire sociale et religieuse : C. J. BERTRAND, *Les Églises aux États-Unis*, Que sais-je ? ; Cl. FOHLEN, *La société américaine*, Arthaud, 1973 ; L. REISSMAN, *Les classes sociales aux États-Unis*, trad. de l'anglais, P.U.F., 1963 ; l'ouvrage ancien de D. PASQUET, *Histoire politique et sociale du peuple américain*, 3 vol., Picard, 1924-1931 est encore précieux.

Sur la question noire : G. MODGSON, *Carpetbaggers et Ku-Klux-Klan*, coll. Archives, Julliard ; M. J. BUTCHER, *Les Noirs dans la civilisation américaine*, Paris, 1958 ; R. ALLEN, *Histoire du mouvement noir aux États-Unis*, trad. de l'anglais, Maspéro, 1971.

Documents

Amendement XIII (18 décembre 1865)

Ni esclavage ni servitude involontaire, si ce n'est en punition de crime dont le coupable aura été dûment convaincu, n'existeront aux États-Unis ni dans aucun des lieux soumis à leur juridiction.

Amendement XIV (28 juillet 1868)

Section 1. Toutes personnes nées ou naturalisées aux États-Unis, et soumises à leur juridiction, sont citoyens des États-Unis et de l'État dans lequel elles résident. Aucun État ne fera ou n'appliquera de lois qui restreindraient les privilèges ou les immunités des citoyens des États-Unis...

Section 2. Les représentants seront répartis entre les divers États proportionnellement à leurs populations respectives, calculées en comptant tous les habitants de chaque État à l'exclusion des Indiens, non imposés..., etc.

Amendement XV (30 mars 1870)

Le droit de vote des citoyens des États-Unis ne sera dénié ou restreint ni par les États-Unis, ni par aucun État pour cause de race, couleur, ou condition antérieure de servitude.

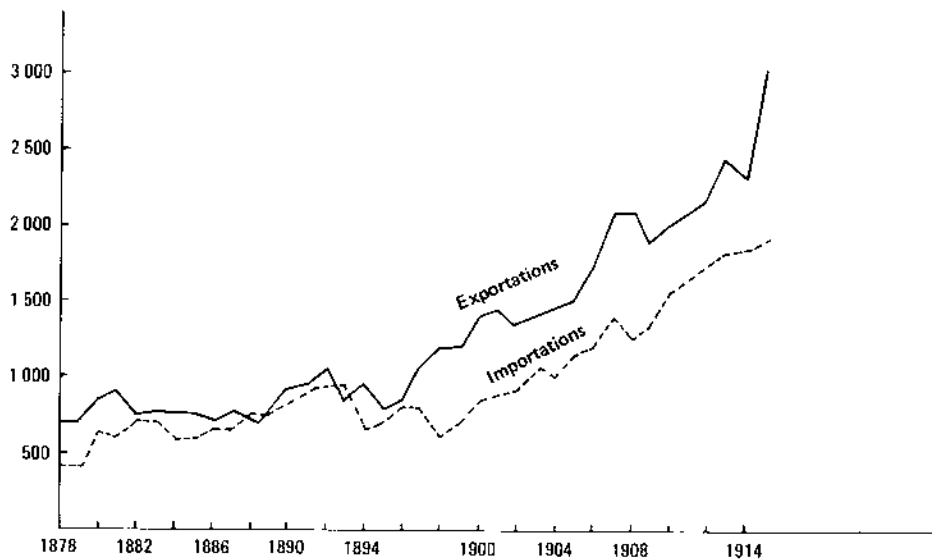
Amendement XVI (25 février 1913)

Le Congrès aura le pouvoir d'établir et de percevoir des impôts sur les revenus, de quelque source qu'ils dérivent...

Amendement XVII (31 mai 1913)

Le Sénat des États-Unis sera composé de deux sénateurs pour chaque État, élus pour six ans par le peuple de cet État ; et chaque sénateur aura droit à une voix. Les électeurs de chaque État auront les qualités requises pour être électeurs de la branche la plus nombreuse des législatures d'État.

Commerce extérieur des États-Unis (millions de dollars)
(*Statistical Abstract*, 1919)



(*Statistical Abstract* 1919)

16 L'impérialisme colonial

Le XIX^e siècle a vu la constitution ou la reconstitution d'empires coloniaux, qui ont achevé le partage du monde entamé au lendemain de la découverte de l'Amérique. En 1914, la Russie mise à part, les neuf États européens qui possèdent des dépendances couvrent environ deux millions de km², soit 1,5 % des continents, mais leurs empires représentent le tiers des terres émergées.

I - Pourquoi le fait colonial ?

On peut invoquer quatre groupes de raisons.

A. Causes économiques : C'est l'explication la plus simple et qui semble la plus évidente. Les découvertes d'or et les bénéfices commerciaux ont accumulé en Europe des capitaux que l'on cherche à investir dans des territoires capables d'assurer un intérêt plus élevé qu'en métropole et plus sûr qu'en pays étranger : c'est le fait des banques coloniales anglaises, des banques d'affaires françaises, des grandes compagnies de colonisation qui veulent exploiter dans les colonies ce qu'il y a d'immédiatement rentable, en instituant le travail forcé des indigènes.

La raison financière recoupe une raison économique : l'Europe est un foyer de consommation où le niveau de vie s'élève, et qui doit absorber une quantité toujours plus grande de produits coloniaux et de matières premières. Les colonies peuvent assurer un ravitaillement régulier et, inversement, absorber le trop-plein d'une production industrielle de masse et de faible qualité, notamment durant les périodes de récession, comme celle qui commence en 1873.

B. Causes nationales et humaines : Une certaine interprétation du darwinisme conduit à la supériorité du Blanc sur les hommes de couleur. A cette opinion s'ajoute la rivalité entre puissances européennes. En Angleterre le « jingoïsme », ou nationalisme le plus offensif, s'exprime à travers la politique de Chamberlain et la plume de Kipling. En Allemagne la poussée impérialiste est née de la victoire sur la France et de l'expansion industrielle qui a suivi : en 1882 est formé le Kolonialverein, devenu en 1887 la Deutsche Kolonial Gesellschaft ; en 1884 Lüderitz réussit à faire pénétrer le commerce allemand dans le Sud-Ouest de l'Afrique, le docteur Peters fonde la première Société de colonisation qui s'installe en Afrique orientale ; en 1884-1885 Nachtigall achète des territoires au Cameroun et au Togo et les Allemands se font reconnaître leurs bases des îles Bismarck et de la Nouvelle-Guinée. Puis la colonisation change de nature, quand, après la chute de Bismarck, le docteur Hasse lance la Ligue pangermaniste en 1893. La détention de positions stratégiques devient aussi importante que la possession des marchés ; en mars 1899 l'Espagne cède aux Allemands les Carolines et les Mariannes dans le Pacifique ; ils acquièrent la moitié des Samoa ; ils interviennent militairement en Chine. Dans l'Empire ottoman ils obtiennent du sultan les concessions de 1899 et 1903 qui leur

permettent de construire le Berlin-Bagdad-Bahn (B.B.B.) avec possibilité de prospection minière à 20 km de part et d'autre de la ligne.

En France le chauvinisme était également puissant : J. Ferry justifiait en 1885 ses interventions par la supériorité de certaines races : « Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures... ». La défaite de 1870 poussait à chercher au-dehors une sorte de compensation ; un « groupe colonial » s'était formé à la Chambre, animé par Étienne, J. Siegfried, tandis que dans toutes les écoles de France les enfants contemplaient sur le planisphère les taches roses symboles de l'Empire et sources d'inspiration d'un exotisme à la mode.

C. Causes morales et religieuses : Elles peuvent n'être que le moyen pour les Européens d'avoir bonne conscience, mais les initiatives sont souvent pures d'intentions politiques ; Kipling lui-même a cru au « fardeau de l'homme blanc », qui lui donne mission d'éduquer les peuples mineurs. Les sociétés protestantes, les missions catholiques ont voulu endosser la charge d'améliorer la condition indigène sans chercher à lier nécessairement l'évangélisation à la propagande d'une civilisation européenne ; mais, par la force des choses, elles ont favorisé la pénétration de l'Europe, et souvent, par leurs martyrs, entraîné une intervention de la métropole.

D. Causes individuelles : Souvent les métropoles durent intervenir parce que leurs nationaux s'étaient aventurés dans des régions non contrôlées ; le goût de l'aventure, tout le côté affectif qui a été entretenu par la littérature de la fin du XIX^e siècle, furent à l'origine d'actions individuelles conduisant à des accidents. Il faut ajouter aussi l'attrait que représentaient les colonies pour la petite bourgeoisie occidentale, heureuse de trouver outre-mer des emplois avantageux pour ses fils.

E. L'opposition anticoloniale : Avant 1900, Gladstone et Disraeli se sont affrontés sur cette question ; les radicaux et Clemenceau en France firent souvent tomber les ministères à ce sujet. L'opposition invoquait l'évasion des capitaux, la dépense humaine et financière exigée par les conquêtes, le danger des rivalités coloniales capables de provoquer une guerre européenne, parfois les exactions des grandes compagnies, et, en France, l'affaiblissement des possibilités de revanche provoqué par l'envoi de troupes outre-mer.

Après 1900, les critiques deviennent plus rares ; les paysans et les radicaux français sont rassurés depuis que les colonies doivent vivre de leurs propres ressources ; il n'y a d'opposition résolue que de la part des socialistes ; les Congrès de l'Internationale tenus à Paris en 1900, à Stuttgart en 1907, ont condamné le fait colonial, d'abord par crainte de la concurrence que la main-d'œuvre d'outre-mer pouvait représenter pour les ouvriers européens, ensuite à cause de l'exploitation capitaliste des colonies. Il faut attendre la critique léniniste, en particulier la publication de *L'Impérialisme, stade suprême du capitalisme* (1916), pour que le socialisme se donne une doctrine : il faut encourager la naissance de mouvements d'indépendance aux colonies, et pour cela s'allier même aux couches non prolétariennes, afin de diminuer les superbénéfices capitalistes qui ont permis jusque-là aux entrepreneurs européens de séduire une fraction de la classe ouvrière par des salaires plus élevés.

II - La conquête

On peut distinguer deux phases : jusqu'en 1904 la rivalité franco-anglaise fait courir un danger à la paix mondiale ; puis la rivalité franco-allemande lui est substituée.

A. Jusqu'en 1904

a) *En Afrique* : Les interventions françaises sous les deux ministères J. Ferry (1880-1881 et 1883-1885) sont les plus importantes.

— Le protectorat est imposé à la Tunisie par le traité du Bardo (1881) et la Convention de la Marsa (1883) ; l'intervention française accroît la tension avec l'Italie, dont les ressortissants étaient les plus nombreux.

— L'Afrique équatoriale est explorée par Brazza (1875-1884), qui prend possession pour le compte de la France des territoires situés sur la rive droite du Congo, et par Stanley, journaliste américain opérant pour le compte de l'Association Internationale Africaine, dont le président était Léopold II, roi des Belges. Un traité entre l'Angleterre et le Portugal (1884) fixa les limites de leurs possessions respectives. Cette même année l'explorateur Nachtigall établit l'autorité allemande sur la région du Cameroun ; le fleuve et le bassin du Congo apparaissaient ainsi comme au centre des rivalités entre quatre pays. Le conflit fut réglé à la Conférence de Berlin (1884-1885), qui créa l'État indépendant du Congo, confié à Léopold, et précisa les règles d'acquisition des colonies : une occupation réelle du territoire annexé serait nécessaire ; la possession de la côte autorisait la pénétration vers l'arrière-pays ; un « bassin conventionnel du Congo » était défini, où chacun jouirait de la liberté commerciale.

— En Afrique occidentale l'expansion française se fait au prix de luttes incessantes en partant du Sénégal acquis sous le Second Empire : conquête du Soudan, de la Côte-d'Ivoire, de la Guinée, du Dahomey, en même temps que les Anglais étendaient vers l'intérieur leurs possessions de la Côte de l'Or et du Nigeria. Les territoires anglais étaient dispersés, isolés, mais détenaient les meilleurs ports, les populations les plus nombreuses, les terres les plus riches ; la France préférait porter ses efforts sur l'unification des trois ensembles d'Afrique Occidentale (Fédération créée en 1890), d'Afrique Équatoriale (1910) et d'Afrique du Nord, ce qui fut réalisé en 1900 par la convergence de trois expéditions vers le lac Tchad (Missions Foureau-Lamy, Joalland-Meynier, Gentil).

— La question d'Égypte est aussi un point de friction entre l'Angleterre et la France ; le Trésor britannique ayant acquis en 1875 près de la moitié des actions du Canal de Suez, le gouvernement anglais s'efforce dès lors de contrôler l'Égypte, et profite des troubles pour intervenir militairement (1882), promettant de retirer ses troupes dès le calme revenu ; devant les protestations françaises les Anglais consentirent à reconnaître en 1888 le caractère international du canal de Suez, mais la révolte du « Madhi » (le prophète) au Soudan, vint à propos justifier le maintien des forces britanniques ; lors Kitchener finit par écraser les mahdistes à Ondourman (1898) et à maintenir l'occupation anglaise dans le Sud-Égyptien.

— La tension franco-anglaise était constante sur de nombreux points ; l'incident de Fachoda faillit entraîner la guerre : en 1898 le capitaine Marchand, parti d'Afrique Équatoriale avec une centaine d'hommes, vint prendre position sur le Nil à Fachoda ; c'était couper l'Afrique en deux, et empêcher la réalisation de l'unité des possessions

anglaises d'Alexandrie au Cap ; sommé par Kitchener de se retirer, Marchand dut évacuer Fachoda, et la France capitula.

— En Afrique du Sud les Allemands se sont installés au Sud-Ouest Africain, les Anglais sont au Natal et au Cap, séparés de l'intérieur par les républiques Boers du Transvaal et de l'Orange. Une première initiative locale pour mettre la main sur ces deux républiques fut désavouée par Gladstone en 1881 ; mais la découverte de l'or au Transvaal en 1886 attira une masse d'immigrants exclus de la vie politique par les Boers, et en qui Cecil Rhodes vit pour l'Angleterre une raison d'intervention. La guerre livrée aux deux républiques Boers par les Anglais fut longue et cruelle (1899-1902) ; le Président du Transvaal, Kruger, échoua dans sa tournée des capitales européennes pour trouver des alliés, tandis que les Anglais mobilisaient les ressources de l'Empire. La paix de Vereeniging (mai 1902) fit des Boers des sujets britanniques, tout en leur laissant une large autonomie ; en 1910 les quatre colonies furent groupées en une Fédération.

— A Madagascar la France imposa d'abord un traité de protectorat en 1885 ; puis, devant l'hostilité des milieux dirigeants Hovas, une guerre de deux ans conduisit à l'annexion en 1896 ; Gallieni, assisté du colonel Lyautey, procéda à la pacification en mêlant les mesures de répression et les réalisations sociales et économiques ; une nouvelle politique coloniale, qui cherche à concilier les intérêts français et l'amélioration de la condition indigène, est élaborée par Gallieni et sera mise en œuvre par Lyautey au Maroc.

— L'Afrique Orientale est l'enjeu des Allemands, Anglais et Italiens ; les premiers prennent possession de l'Est Africain avec le Dr Peters en 1884 ; les seconds s'installent au Kenya et en Ouganda, et signent avec les Allemands en 1890 un traité qui leur reconnaît la possession de Zanzibar en échange de la cession de l'île de Hélioland au large de Hambourg. Les Italiens sont moins heureux ; établis en Érythrée et en Somalie, ils tentent de s'emparer de l'Éthiopie, mais subissent à Adoua en 1896 une grave défaite qui provoque la chute de Crispi.

b) *En Asie* : La pénétration française continue en Indochine ; les explorations du Mékong ayant démontré qu'il ne pouvait pas être une voie de pénétration vers la Chine du Sud, l'attention s'est déplacée vers le Fleuve Rouge au Tonkin ; une première intervention à Hanoï s'est terminée par le massacre de la mission Francis Garnier en 1873, sans que la France réagisse dans la période de recueillement qui suit la défaite ; dix ans plus tard le commandant Rivière réédite la même aventure, est tué par les « pavillons noirs » venus de Chine (1883) ; le ministère Ferry en profite alors pour pousser la lutte contre l'Annam d'abord, puis contre la Chine, pour aboutir en 1885, malgré l'échec de Langson, au traité de Tien-Tsin, qui reconnaît l'acquisition par la France de l'Annam et du Tonkin ; en 1887 est formée l'Union Indochinoise, complétée en 1895 par le protectorat sur le Laos.

Les Anglais, qui se sentaient menacés par l'avance française vers l'Inde, répondirent en faisant de la Birmanie une colonie de la couronne (1886), et en utilisant le Siam comme une menace contre le Cambodge. Mais ils étaient également inquiets de la poussée russe en Asie ; les Russes avaient entrepris la construction du trans-mandchourien, et, en Asie centrale, remontaient les fleuves à travers le Turkestan en direction de la Perse, de l'Afghanistan, et en fin de compte de l'Inde. Ainsi les questions coloniales avaient une retombée directe sur toutes les relations internationales ; elles furent à la base du rapprochement franco-anglais de 1904, qui effaçait les rivalités entre les deux pays : fixation des limites entre les possessions respectives en Afrique Occidentale, reconnaissance des

droits anglais en Égypte, des droits français au Maroc et à Madagascar, partage de zones d'influence au Siam, abandon par la France des droits exclusifs de pêche à Terre-Neuve.

B. Entre 1904 et 1914

a) *La question marocaine* contribue à tendre les relations franco-allemandes. La France cherchait à réaliser l'unité de ses territoires d'Afrique du Nord et avait signé avec l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne des accords reconnaissant ses droits au Maroc ; mais les industriels allemands, déçus par le peu d'intérêt économique présenté par les colonies acquises, et les partisans d'une politique à l'échelle mondiale (Weltpolitik) avaient porté leur attention sur le Maroc, riche en perspectives minières. Le voyage de Guillaume II à Tanger le 31 mars 1905 permet aux Allemands de rouvrir la question marocaine, et conduit à la réunion de la Conférence internationale d'Algésiras (janvier-avril 1906), qui reconnaît la libre ouverture commerciale du Maroc et limite à quelques ports l'intervention militaire française et espagnole.

Les incidents sont ensuite nombreux, jusqu'à la crise d'Agadir de 1911 ; à la suite de troubles qui ont bloqué le sultan à Fez, les troupes françaises ont pénétré à l'intérieur, et, pour affirmer ses droits, l'Allemagne a envoyé une canonnière s'emboîser symboliquement devant le petit port d'Agadir. On aboutit néanmoins à un accord par lequel la France cède à l'Allemagne en A.E.F. deux bandes de territoire joignant le Cameroun au Congo belge contre la cession par l'Allemagne d'une portion de territoire au Cameroun (le « bec de canard ») et surtout la liberté d'action laissée à la France au Maroc. Cela permet à la France de signer avec le sultan le traité de Fez, qui établit le protectorat en 1912. Lyautey en est le Premier Résident général et en commence la pacification.

b) *L'Angleterre et la Russie* règlent leurs différends en 1907 ; les deux pays reconnaissent l'intégrité de la Perse, où chacun jouit d'une zone d'influence ; le Tibet est évacué par les Anglais et rendu à la Chine ; l'Afghanistan est zone d'influence britannique.

c) *L'Italie*, exclue de l'Afrique mineure et encouragée par la faiblesse de l'Empire Ottoman, entre en guerre contre celui-ci, appuyée par la Russie, qui s'intéresse aux Détroits ; elle obtient au traité de Lausanne d'octobre 1912 la cession de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine.

III - L'administration des territoires dépendants

Les territoires étaient partagés en principe en deux catégories, les protectorats, où devait subsister le gouvernement local, et dont la puissance occupante assurait seulement la protection et la représentation à l'étranger, et les colonies, qui, n'ayant pas de gouvernement propre, relevaient directement de la métropole.

A. Les métropoles latines, en général, imprégnées de l'esprit de la colonisation romaine, ont cherché l'assimilation, ou tout au moins l'administration directe : c'est le cas du Portugal, de l'Espagne, de l'Italie. Les Français ont eu tendance à créer un droit colonial qui aurait fait rentrer tous les territoires dans des catégories forgées a priori, mais la conception française a évolué :

a) *Uniformité de l'administration, centralisation*. Les colonies font partie de la France, elles sont le domaine de l'État ; les habitants sont français mais non citoyens, la législa-

tion n'est pas la même, chaque territoire applique un statut de l'indigénat décidé par la métropole. Le système écartait les indigènes de la vie locale, ne laissait aux gouverneurs et résidents que la mission de faire exécuter les décisions venues de France, et faisait retomber en contrepartie sur la métropole le poids financier de l'administration et de la mise en valeur. Un avantage fut cependant apporté aux territoires par leur regroupement en Fédérations, les grandes unités permettant une redistribution des ressources par une sorte de compensation entre riches et pauvres.

b) *Des critiques* furent adressées à cette centralisation par les grands coloniaux, Brazza, Gallieni, Lyautey, qui se prononçaient pour un gouvernement local autonome. A la fin du siècle les attaques se firent plus pressantes sous la triple influence de l'exemple anglais, du goût pour la géographie humaine répandu par Vidal de La Blache et E. Reclus, et de la sociologie, contre un système de colonisation qui prétendait faire légiférer le Parlement français de façon uniforme pour l'ensemble de l'Empire. On s'écarta peu à peu du principe d'assimilation pour s'orienter vers un régime de *décentralisation* et d'*autonomie*, d'abord sur le plan financier, puis dans l'administration, en laissant au Gouverneur ou au Résident une initiative plus grande, et en recherchant l'appui des cadres locaux. Ainsi en Algérie, où les gouverneurs J. Cambon puis Jonnard sont assistés en 1896 d'un Conseil de gouvernement formé de hauts fonctionnaires européens, en 1898 de Délégations financières formées par des élus européens et indigènes, en 1900 d'une Assemblée algérienne élue au suffrage restreint, qui vote le budget. L'A.O.F. obtint l'autonomie financière en 1902 ; en Indochine Paul Doumer, Gouverneur général entre 1896 et 1902, obtient également l'autonomie financière, qui lui permet de lancer des emprunts en France, et la création d'un Conseil Supérieur.

En 1914 l'Empire (mis à part le condominium des Nouvelles-Hébrides et quelques territoires à bail) comprend quatre sortes de territoires : l'*Algérie*, relevant du ministère de l'Intérieur ; les *vieilles colonies* (Antilles, Guyane, Réunion, Comptoirs du Sénégal, Établissements de l'Inde) dont les habitants sont par naissance citoyens français et sont représentés au Parlement ; les *colonies nouvelles*, dont les habitants ne bénéficient pas de l'assimilation en droit public et privé ; les *protectorats*, relevant des Affaires Étrangères, dont le régime est en principe défini par le traité de protectorat, mais où les représentants français ont fini par accaparer la plus grande partie des pouvoirs.

B. Les Britanniques ont en général préféré l'association ; ils ont tiré la leçon de l'indépendance américaine et su écarter les solutions théoriques, pour adapter une solution empirique à chaque cas. L'Empire comprend des protectorats, relevant des Affaires Étrangères, des bases, relevant de l'Amirauté, et des colonies, qui ont d'abord appartenu à des compagnies privées par une charte, puis qui sont devenues colonies de la Couronne, propriété virtuelle du souverain, relevant du Secrétariat aux colonies, le Colonial Office, créé en 1854. Les colonies à peuplement européen sont devenues des *dominions*, autonomes et en fait indépendants, bien que, en droit, le Parlement impérial, celui de Londres, où les colonies ne sont pas représentées, soit habilité à légiférer pour l'Empire, et que nul acte de politique extérieure ne puisse être accompli sans la caution du gouvernement britannique ; ainsi sont nés en 1867 le Canada, en 1900 l'Australie, en 1907 la Nouvelle-Zélande, en 1910 l'Union Sud-Africaine. En cas de guerre les dominions gardent leur liberté de décision ; les tentatives faites à Londres pour créer une Fédération Impériale ont échoué.

Les autres colonies sont dotées le plus souvent d'un statut constitutionnel accordé par Lettres Patentes ou par une loi du Parlement impérial, garantissant les droits de l'indi-

vidu et entourant le Gouverneur d'un Conseil élu où figurent quelques représentants locaux. L'Inde pose un problème particulier, d'abord par sa dualité : l'Inde des Princes, comprenant 700 États indépendants et protégés, et l'Inde anglaise, où les différences ethniques, linguistiques, religieuses, rendent plus délicate, mais plus aisée, la domination anglaise ; ensuite par la naissance d'une opposition nationale : depuis 1885 se réunit tous les ans un Congrès, non reconnu officiellement, où s'affrontent les deux tendances, celle de Gokhale, modéré, et celle de Tilak, qui revendique le *swaraj*, l'autonomie, et, pour y parvenir, préconise le boycott, *swadeshi*, ou résistance passive. L'India Council Act de 1909 a amorcé timidement la réforme : il maintient à Londres un Conseil nommé, présidé par le Secrétaire d'État, en Inde un Vice-Roi entouré d'un conseil exécutif où entre un Indien, et d'un Conseil législatif composé pour moitié d'Indiens élus.

Malgré sa diversité l'Empire conserve une unité remarquable par la communauté du souverain, la langue, le peuplement, les intérêts culturels et surtout économiques.

IV - Le rôle économique des colonies

Les colonies peuvent être classées en deux catégories, celles où l'émigration européenne était possible, *colonies de peuplement* que sont surtout les dominions britanniques, et celles où l'implantation européenne ne pouvait se faire que sous la forme de cadres économiques ou administratifs, *colonies d'exploitation* ou d'encadrement. Celles-ci furent souvent abandonnées à de grandes compagnies de colonisation à caractère capitaliste, qui développèrent les cultures ou exploitèrent les mines immédiatement rentables ; c'est la méthode employée par les Anglais au Nigeria et en Côte de l'Or, par les Allemands en Afrique Orientale, dans le Sud-Ouest Africain, au Cameroun, par les Belges au Congo, où le scandale provoqué par l'exploitation des indigènes détermina le Parlement à annexer la colonie en 1908, par les Français en A.E.F., où une quarantaine de sociétés se partageaient 37 millions d'ha en imposant aux indigènes le travail forcé, par les Hollandais aux Indes néerlandaises.

L'importance relative des colonies dans l'économie métropolitaine est très variable suivant les cas.

A. **L'Empire français** peut faire illusion par son étendue, mais son importance est faible. La pauvreté en hommes des territoires autres que l'Indochine fait contraste avec le peuplement dense des colonies anglaises : 48 millions d'habitants, dont 17 pour la seule Indochine ; les voies de communications y avaient été construites avec parcimonie, 12 000 km pour 11 millions de km². Les capitaux y étaient rares, aussi bien pour le crédit à court terme nécessaire aux agriculteurs européens et indigènes, que pour les investissements à long terme effectués par les banques d'affaires : seul est favorisé l'Extrême-Orient, auquel s'intéresse la Banque de l'Indochine. Sur les 45 milliards de placements extérieurs, 3 milliards, soit 6,6 % ont été placés dans l'Empire. Les territoires n'ont donc pas joué ce rôle de « colonies de capitaux » auquel J. Ferry avait pensé pour eux. Il en résulte que la mise en valeur en est encore à ses débuts. Quelques cultures nouvelles ont été introduites en Afrique du Nord, tabac, lin, blé tendre, primeurs, et surtout en Algérie la vigne, dont la production de 8 millions d'hl. est en presque totalité exportée vers la France ; les arachides du Sénégal, le cacao de Côte-d'Ivoire, les bananes de Guinée commencent à prendre une certaine importance ; en Indochine les premières tonnes de caoutchouc sont exportées en 1914.

La pauvreté de la France en minerais autres que le fer a conduit à porter une attention plus grande aux ressources minières. L'exploitation en est faite en fonction des besoins de la métropole, de la rentabilité rapide des capitaux investis, mais il n'y a pas d'industrialisation des colonies. La poussée démographique a accru le surpeuplement des terres indigènes, sans que l'industrie puisse venir absorber ces excédents de population, auxquels il ne reste d'autre ressource que l'émigration temporaire ou l'afflux vers les « bidonvilles » des grands centres urbains ; il s'en est suivi une prolétarisation qui n'existait pas dans la société communautaire antérieure.

B. L'Empire britannique est infiniment plus riche

a) *Les relations commerciales* : Le Royaume-Uni a libéré le commerce de ses colonies depuis l'abrogation de l'Acte de navigation en 1849. La métropole fixe encore les tarifs appliqués par les colonies de couleur, mais les dominions ont acquis une autonomie douanière complète. Les efforts déployés par Chamberlain pour transformer le Commonwealth en une Fédération politique et économique, qui aurait été une vaste zone de libre-échange, ont échoué en 1906 devant la crainte éprouvée par les dominions à mettre leur industrie naissante sous la menace de la concurrence anglaise.

PART DE L'EMPIRE BRITANNIQUE DANS LA PRODUCTION MONDIALE (1913)			
<i>Produits agricoles</i>		<i>Produits miniers</i>	
%		%	
Jute	98	Nickel	78
Canne à sucre	50	Étain	66
Laine	34	Or	57
Cacao	30	Manganèse	36
Coton	28	Zinc	14
Thé	27	Plomb	11
Blé	18		
Tabac	11		

Les colonies restent néanmoins sur plusieurs points sous la dépendance de l'Angleterre : leur commerce se fait sur navires anglais ; le trafic doit utiliser les escales qui font l'unité de l'Empire ; le système bancaire, dont dépend tout le commerce mondial, se trouve à Londres ; les monnaies sont rattachées à la livre, sauf le dollar canadien, qui s'en est détaché en 1867.

La part de l'Empire dans les importations britanniques est restée stable du milieu du XIX^e siècle à 1914 : 24 à 25 %. Pourtant la part de l'Angleterre dans les exportations de l'Inde est tombée de 50 à 26 %. La tendance des dominions est de vendre de plus en plus directement aux clients étrangers, sans passer par les plaques tournantes de Londres ou de Liverpool. En 1913 l'Empire absorbe 38 % des exportations britanniques ; les dominions et l'Inde, c'est-à-dire le premier Empire colonial, absorbent 83 % des ventes de l'Angleterre à ses colonies ; le nouvel Empire construit au XIX^e siècle ne joue donc pas un rôle très différent de celui de l'Empire français. Dans ces exportations la part des textiles est tombée à 51 %, celle des produits métallurgiques (machines) est montée à 32 %.

b) *La concurrence coloniale* : Cette évolution est en rapport avec l'industrialisation naissante de certaines colonies. L'Inde, l'Australie, l'Afrique du Sud exploitent leur charbon, qui est le moins cher du monde, pour leur consommation et le ravitaillement des bases navales. L'Inde travaille la moitié de son coton, et exporte ses cotonnades dans les colonies d'Indiens installées en Afrique ; elle vend des filés de jute, se lance depuis 1907 dans la sidérurgie (société Tata Iron and Steel) ; l'Australie fabrique son matériel ferroviaire et ses machines agricoles ; le Canada construit des automobiles et possède déjà une importante industrie textile.

c) *Les capitaux* : Londres reste, pour son Empire comme pour le monde, le centre vital par les placements directs ou les investissements de portefeuille : sur 3,7 milliards de livres placées à l'extérieur, près de la moitié l'a été dans l'Empire, proportion huit fois plus forte que celle de la France à l'égard de ses colonies.

C. Empires secondaires

a) *Aux Indes néerlandaises* on a abandonné à partir de 1863 le système des cultures forcées, remplacé par un système de concessions à bail pour 75 ans, accordées à de grandes sociétés ; les anciennes cultures, épices, café, indigo, ont été ruinées, remplacées par l'hévéa, la canne, le tabac, le quinquina. Les Indes fournissent de l'étain (20 % du monde), de l'or, du pétrole ; la balance commerciale, fortement excédentaire avec l'étranger, permet aux Pays-Bas de combler le déficit de leur propre balance des comptes.

b) *Le domaine allemand*, faiblement peuplé (25 000 blancs), présente peu d'intérêt ; 400 millions de marks y sont placés, soit 1,6 % des placements extérieurs allemands ; l'ensemble de son commerce extérieur ne représente que 260 millions de marks en 1913, dont moins de la moitié avec l'Allemagne, 1 % des échanges allemands.

c) *Au Congo*, quelques milliers de Belges à peine se sont installés, mais la colonie commence à révéler ses richesses ; les cimetières d'éléphants sont épuisés, la concurrence des hévéas de plantation a ramené la récolte de caoutchouc à 9 % de la production mondiale, mais la Compagnie du Katanga commence l'exploitation du cuivre en 1911 ; on connaît les gisements d'or, de diamants, d'étain ; pourtant le commerce avec la métropole ne représente que 1 % des échanges belges.

V - Les résultats sociaux de la colonisation

A. **Contacts entre deux sociétés** : Les Européens ont introduit un type nouveau de société, dont ils avaient la certitude qu'il était supérieur ; ils étaient les conquérants et faisaient sentir à l'indigène son état d'infériorité ; les Anglais comme les Belges et les Hollandais ont rarement cherché à se mêler à la population locale ; vivant dans leurs clubs, parfois dans les villes ou les quartiers construits pour eux, ils ont pratiqué une sorte de *paternalisme officiel*, cherchant à améliorer lentement les conditions de vie de l'indigène ; les Français ont davantage recherché le contact, mais, introduisant avec eux le droit individualiste, ils ont brisé les communautés indigènes par le système de la propriété personnelle et ont conduit à l'exode rural. Les élites traditionnelles se sont en général repliées hors de l'influence de la civilisation européenne, ou ont été brisées par les administrateurs européens.

B. Le bilan sanitaire est positif : La médecine européenne, les dispensaires, ont fait reculer les maladies endémiques et épidémiques. Une alimentation meilleure, des communications plus rapides, des récoltes plus régulières réduisent les famines ; ces progrès, joints à la disparition des guerres tribales, entraînent une expansion démographique qui pose d'autant plus vivement le problème social.

C. La scolarisation a été plus forte dans les territoires britanniques que dans les colonies françaises. En Inde 5 millions d'enfants sont scolarisés en 1913, 600 000 dans les Indes néerlandaises ; en Afrique Noire française le taux de scolarisation est faible et variable, de 1 à 12 % ; on s'en remet souvent à l'action des missionnaires, qui créent toujours une église, un dispensaire, une école.

Grâce au commerce ou aux professions libérales une élite nouvelle a pourtant commencé à se former, dont les fils sont envoyés dans les Universités d'Europe ; à l'ancienne hiérarchie, fondée sur l'hérédité ou sur la religion, tend à se substituer une stratification nouvelle reposant sur l'instruction ou la réussite personnelle. C'est dans cette bourgeoisie naissante, qui ne peut pas accéder aux postes élevés de l'administration, que l'opposition nationale va se développer.

Bibliographie

Un ouvrage ancien mais toujours utile, G. HARDY, *La Politique coloniale et le Partage de la terre aux XIX^e et XX^e siècles*, coll. L'Évolution de l'Humanité, Albin Michel ; on ne négligera pas le tome XVIII de la collection Peuples et Civilisations, M. BAUMONT, *L'Essor industriel et l'Impérialisme colonial, 1878-1904* ; J. L. MIEGE, *Expansion européenne et Décolonisation de 1870 à nos jours*, Nouv. Clio, P.U.F. ; R. SEDILLOT, *Histoire des colonisations*, Fayard, 1958 ; Ph. BRAILLARD et P. de SENARCLENS, *L'Impérialisme*, Que sais-je ?, 1980 ; P. GUILLAUME, *Le Monde colonial, XIX^e-XX^e siècles*, Coll. U, Colin.

Pour l'Empire britannique : H. GRIMAL, *Histoire du Commonwealth britannique*. Que sais-je ? ; l'étude de A. DEMANGEON, *L'Empire britannique, étude de géographie coloniale*, Paris, 1923, demeure essentielle ; G. MONDAINI, *La Colonisation anglaise* (2 vol.).

Pour la colonisation française, quelques ouvrages anciens mais utiles : on verra la mise au point faite par H. BRUNSCHWIG dans la *Revue Historique*, juillet-septembre 1959 ; H. BLET, *Histoire de la colonisation française*, 3 vol., Arthaud, 1946-1950 ; H. BRUNSCHWIG, *La Colonisation française, du Pacte colonial à l'Union Française*, Calmann-Lévy, 1949 et *Mythes et Réalités de l'impérialisme colonial français*, Colin, 1960 ; G. HARDY, *Histoire de la colonisation française*, Paris, 1945 et *Histoire sociale de la colonisation française*, Paris, 1953 ; J. GANIAGE, *L'Expansion coloniale de la France sous la III^e République, 1871-1914*, Payot, 1970 ; C. R. AGERON, *France coloniale ou Parti colonial ?*, P.U.F., 1978 ; H. BRUNSCHWIG, *Noirs et Blancs dans l'Afrique noire française*, Flammarion, 1983 ; J. THOBIE, *Intérêts et Impérialisme français dans l'Empire ottoman, 1895-1914*, Impr. Nation., 1983 ; J. MARSEILLE, *Empire colonial et Capitalisme français, Histoire d'un divorce*, Albin Michel, 1984, surtout après 1914.

Pour ceux qui recherchent couleur et anecdotes, G. HANOTAUX et divers, *Histoire des colonies et de l'expansion française dans le monde*, 6 vol., Paris, 1930-1933.

Sur la colonisation allemande, H. BRUNSCHWIG, *L'Expansion allemande Outre-Mer du XV^e siècle à nos jours*, et, pour les Pays-Bas, G. ANGOUVANT, *Les Indes néerlandaises*, 2 vol., Paris, 1926.

Sur l'anticolonialisme, C. R. AGERON, *L'anticolonialisme en France de 1871 à 1914*, Dossiers Clio, P.U.F., 1973.

Document

État des Empires coloniaux en 1914

	Superficie (km ²)	Population (millions)
Royaume-Uni.....	29 850 000	400
France.....	11 000 000	48
Allemagne.....	2 913 000	16
Belgique.....	2 382 000	15
Portugal.....	2 096 000	9,3
Pays-Bas.....	2 045 000	38
Italie.....	484 000	1,3
Espagne.....	213 000	0,22
Danemark.....	194 000	0,143

Plan

Le rôle de l'Empire dans l'histoire de la France et la vie des Français sous la III^e République

INTRODUCTION : Présentation de l'Empire en 1914 — comparaison avec la situation en 1871 — la construction de l'Empire est en rapport avec la défaite de 1871, mais s'insère aussi dans le grand mouvement impérialiste du XIX^e siècle. La question peut être posée sur différents plans, politique, économique, humain.

Il est l'un des moteurs de la politique intérieure et extérieure.

1. Le rôle de l'Empire dans la vie politique

A. LA VIE POLITIQUE INTÉRIEURE : Lutte entre partisans et adversaires de la colonisation.

a) La colonisation *détourne de l'Alsace-Lorraine* et fait courir le *risque d'un conflit mondial*. Voir les chutes de Ferry en 1881 et 1885, de Gambetta en 1882, la démission de Delcassé en 1905 ; la position de Clemenceau, celle des nationalistes.

- b) Elle *coûte cher* en hommes et en argent — opinion des radicaux et des agriculteurs jusqu'en 1900.
- c) Elle est une expression du *capitalisme* ; l'exploitation des peuples colonisés.
- d) Mais il faut tenir compte du *parti colonial* et des représentants des colonies au Parlement.

B. LA POLITIQUE EXTÉRIEURE : La politique coloniale rapproche ou sépare la France des autres puissances.

- a) *Le traité de Berlin* de 1878 où Bismarck soutient la politique de J. Ferry.
- b) *La rivalité franco-anglaise* jusqu'en 1904.
- c) *La rivalité franco-italienne* jusqu'en 1896.
- d) *La rivalité franco-allemande* au Congo et au Maroc.

2. Le rôle de l'Empire dans la vie économique

A. PLACEMENTS de capitaux, emprunts, banques. Le rôle dans la balance des comptes — les investissements coloniaux handicapent-ils l'économie française ? les dépenses provoquées par les conquêtes, l'administration.

B. RAVITAILLEMENT DE LA MÉTROPOLÉ : produits coloniaux (préciser l'origine) : le tout à meilleur compte à cause du tarif Méline.

C. Il peut y avoir CONCURRENCE : le vin algérien, les huiles végétales, les fruits et légumes, agrumes, sucre et rhum des Antilles, Réunion.

D. Mais la France EXPORTE aux colonies, soit vers les colons européens, soit vers les indigènes : produits textiles, matériel d'équipement ; régime commercial, cas particulier du métal argent exporté vers l'Extrême-Orient.

E. COMMERCE DE RÉEXPORTATION ET COMMERCE DIRECT des colonies avec l'étranger ; les excédents contribuent à équilibrer la balance française.

3. Le rôle de l'Empire dans la vie humaine

A. ÉMIGRATION FRANÇAISE : implantation de colons, cadres administratifs, petits commerçants ; exutoire pour les départements pauvres, pour les aventuriers ; cas particulier des Alsaciens-Lorrains, des agriculteurs atteints par le phylloxéra.

B. RÔLE MILITAIRE. Affaiblissement de la métropole ? Pertes en vies humaines ; formation de troupes coloniales, recrutement de la « force noire » de Mangin (1900) ; formation des officiers dans une tactique d'opérations coloniales différentes d'éventuelles opérations européennes ; bases stratégiques autour du monde.

C. RÔLE SCIENTIFIQUE. Études de Durkheim et Lévy-Brühl sur les mentalités primitives ; la géographie humaine de Le Bon, Dubois, Vidal de La Blache, Brunhes ; la médecine et la botanique ; les Instituts Pasteur.

D. RÔLE SPIRITUEL. Les vocations missionnaires, l'évolution de la mentalité religieuse au contact des Noirs, la formation d'un clergé indigène ; l'appel du désert et le goût de l'aventure.

E. ART ET LITTÉRATURE. Exotisme de Loti, Claude Farrère (officiers de marine) ; Barrès et le Moyen-Orient ; sculpture et architecture ; le Modern Style ; la musique nègre. Peinture, Gauguin, le cubisme.

Les colonies peuvent apparaître comme une source de placements avantageux, mais elles contribuent surtout à exalter le nationalisme, à enrichir des individus plus que la collectivité ; elles servent d'exutoire à l'imagination et à l'esprit d'aventure, pris au bon ou au mauvais sens du terme.

17 Les relations internationales 1871-1914

La défaite de la France en 1871 a donné à son vainqueur un prestige qui va permettre à l'Allemagne, appuyée bientôt sur sa puissance industrielle, de jouer le rôle d'arbitre du continent européen, tandis que l'Angleterre, confinée dans son « splendide isolement », répond à sa vocation mondiale. Pourtant, Bismarck n'a jamais cessé de redouter une revanche française, et tous ses efforts ont porté vers la réalisation de l'isolement de la France, qu'il a en effet obtenu. Le *système bismarckien* consiste à grouper autour de l'Allemagne tous les pays européens, même si certains ont des intérêts antagonistes. La chute de Bismarck marque un tournant : la nouvelle génération allemande et Guillaume II reprochaient au chancelier une vision strictement européenne et une politique de compromis ; la *Weltpolitik* qui est pratiquée après lui oblige l'Allemagne à choisir entre ses alliés ; elle effraie l'Angleterre ; de sorte que l'isolement français est rompu, et les Allemands à leur tour parlent d'encerclement.

I - L'ébauche du système bismarckien (1871-1878)

A. L'entente des trois Empereurs (1872-1873) : Appuyé désormais sur le glacis alsacien-lorrain, convaincu d'avoir affaibli la France par le paiement de l'indemnité, rassuré par la présence à l'Assemblée Nationale française d'une majorité conservatrice et à la tête du gouvernement français de Thiers, qui était garant de la volonté pacifique de la France, Bismarck a accepté le 29 juin 1872, contre l'avis de ses conseillers militaires, le paiement anticipé du reste de l'indemnité, dont il avait besoin pour réaliser la réforme monétaire, ce qui entraînait l'évacuation anticipée du territoire français.

Mais, en juillet 1872, le vote de la loi militaire française inquiéta Bismarck ; il chercha aussitôt à grouper autour de l'Allemagne l'Autriche et la Russie ; la première, vaincue à Sadowa en 1866, n'avait pas été maltraitée par Bismarck, qui préparait déjà l'avenir ; elle avait dû abandonner ses anciens rêves d'hégémonie allemande et européenne pour se tourner vers les Balkans : rien d'irréparable ne la séparait de l'Allemagne ; quant au tsar Alexandre II, il avait toujours témoigné de l'amitié pour la Prusse et cherchait avant tout à assurer la paix en Europe ; par ailleurs, les liens économiques entre l'Allemagne et la Russie étaient étroits. Bismarck put faire une première démonstration de la place occupée désormais par l'Allemagne en recevant à Berlin les deux souverains, François-Joseph et son ministre Andrassy, Alexandre et son chancelier Gortchakov (septembre 1872) : démonstration pacifique dont il ne sortit rien de précis.

La chute de Thiers, le 24 mai 1873, la menace de voir arriver au pouvoir les républicains et Gambetta, champion de la revanche, parurent à Bismarck assez inquiétantes pour que Guillaume rendit visite au tsar à Saint-Petersbourg, afin de signer une Convention militaire défensive ; puis le 6 juin, Alexandre II visitant l'exposition universelle de Vienne en profita pour signer avec François-Joseph une promesse de statu quo en Europe.

B. Menaces de guerre (1873-1875) : La France se reconstituait trop vite et l'esprit de revanche semblait animer les Français ; d'autre part, les évêques français protestaient

publiquement contre la politique de Bismarck envers les catholiques allemands (Kulturkampf) ; une première alerte eut lieu en 1873 et fut apaisée quand de Broglie eut imposé aux évêques, à la demande de Bismarck, de cesser leurs interventions. En mars 1875, une nouvelle loi militaire française renforça les cadres de l'armée, et en avril parurent dans les journaux qui passaient pour être les interprètes de la pensée des militaires allemands des articles qui envisageaient une guerre préventive contre la France : si la revanche est la pensée intime des Français, pourquoi attendre, pour l'attaquer, qu'elle ait refait ses forces et contracté des alliances ? Le ministre français Decazes en fut assez inquiet pour demander une intervention britannique et russe : Lord Derby intervint en effet auprès de Bismarck pour lui demander de dissiper les appréhensions de l'Europe sur les bruits d'une nouvelle guerre ; quant à Alexandre II, il se rendit même à Berlin avec Gortchakov, d'où celui-ci put adresser une note rassurante à Paris ; Bismarck fut du reste amer envers cette intervention russe ; la France n'était donc pas isolée, mais Britanniques et Russes intervenaient comme protecteurs, non comme amis, car leur intérêt n'était pas de voir l'équilibre européen plus compromis encore par un écrasement de la France.

C. La crise orientale (1875-1878) : L'attention mondiale se détourna pour un temps vers l'Orient, où se développait la crise balkanique. L'Empire ottoman, incapable de se transformer, apparaissait toujours comme « l'homme malade » de l'Europe, bien que son armée eût été améliorée ; il se trouvait sous la dépendance des financiers européens ; Banque ottomane française, groupe Hirsch, banquiers britanniques et allemands se disputaient les emprunts d'État et les investissements en ports et voies ferrées, qui auraient pu servir de caution à la dette flottante dont le sultan ne pouvait plus assurer le service depuis 1875 ; les rivalités entre ces groupes financiers jouent un rôle non négligeable dans les soubresauts qui secouent l'Empire ottoman pendant toute la fin du siècle. Les intérêts financiers ne sont pas seuls en cause : les Anglais cherchent à disposer au Moyen-Orient d'une influence suffisante pour protéger la route terrestre de l'Inde autant que pour y investir des capitaux ; le tsar rêve de former dans les provinces chrétiennes d'Europe relevant du sultan (Macédoine, Bosnie, Bulgarie, Roumélie, Thrace) des principautés qui lui seraient inféodées, pour arriver aux Détroits et peut-être à Constantinople ; l'Autriche, lancée par Bismarck et par les banquiers allemands dans le *Drang nach Osten*, pousse vers le sud-est, vers Salonique, et contrecarre la pénétration russe dans cette région des Balkans.

La Bosnie-Herzégovine, aux frontières austro-hongroises, est une province ottomane peuplée de un million d'habitants, dont 50 % sont orthodoxes, 17 % catholiques, le reste musulman ; la population, serbe en majorité, subit une sévère pression fiscale de la part des Turcs ; une mauvaise récolte, survenue en juillet 1875, qui étend la crise à la capitale, Sarajevo, et l'encouragement apporté par un voyage de François-Joseph en Dalmatie, provoquent la révolte.

La situation s'aggrave dans les mois qui suivent ; en 1876, la Bulgarie se soulève à son tour, mais est écrasée par 25 000 irréguliers turcs (bachi-bouzouks), dont les atrocités seront divulguées en Europe par Gladstone ; une émeute, provoquée à Constantinople par le parti jeune turc entraîne la déposition du sultan, remplacé par Abd-ul-Hamid, qui choisit comme Premier ministre le chef des jeunes turcs, Midhat Pacha. En juin 1876, la Serbie et le Monténégro entrent en guerre, mais sont rapidement battus par les Turcs. Gortchakov se décide à agir ; il obtient l'accord autrichien contre le droit reconnu à François-Joseph d'occuper la Bosnie, rassure l'Angleterre en promettant de ne toucher ni aux Détroits ni à Constantinople, et déclare la guerre à la Turquie en avril 1877.

La campagne fut plus dure qu'il n'était prévu ; les Russes durent s'y prendre à deux fois

pour arriver à Andrinople, à proximité de Constantinople, et sur le versant sud du Caucase ; ils ne purent aller plus loin devant les menaces de l'Autriche et de l'Angleterre. Le traité signé à *San Stefano*, sur la mer de Marmara, en mars 1878, cédait à la Russie des places importantes au sud du Caucase, le delta du Danube, la Dobroudja, qui serait échangée avec la Roumanie contre la Bessarabie (perdue en 1856) ; la Bosnie-Herzégovine était autonome ; le sultan reconnaissait l'indépendance de la Serbie, du Monténégro, qui recevaient en outre des points stratégiques dans les Balkans. La clause la plus importante était la création d'une grande Bulgarie, comprenant la Bulgarie, la Roumélie et la Macédoine, vassale du sultan, mais dorée d'un prince nommé par le tsar.

L'Angleterre refusa de reconnaître un traité qui lésait la Grèce, sa cliente, et qui donnait aux Russes les clés de la Perse ; l'Autriche s'opposa également à la trop grande influence prise par les Russes dans les Balkans à travers la Bulgarie. Le Tsar ne put qu'accepter les bons offices de Bismarck, « honnête courtier », soucieux d'empêcher une lutte entre ses deux alliés. Un *Congrès européen* réuni à Berlin en juin-juillet 1878 amoindrit les gains de la Russie dans le Caucase, restitua la Macédoine au Sultan, et créa deux principautés séparées et autonomes, la Bulgarie réduite à elle-même et la Roumélie. Les conséquences étaient graves :

- François-Joseph fait occuper la Bosnie, qui était convoitée par les Serbes.
- Le morcellement des Balkans y favorise les rivalités et les luttes d'influence entre grandes puissances.
- La Russie a subi un échec ; elle conserve, certes un atout en Bulgarie, où le prince désigné, Alexandre de Battenberg, se plie à l'influence russe ; mais elle a perdu les places importantes du Caucase et son client bulgare a été démembré ; le Tsar impute l'échec non seulement à l'Autriche, mais aussi à Bismarck, qu'il accuse de ne pas l'avoir soutenu. L'entente des trois empereurs a vécu ; Bismarck va la remplacer par un autre système.

II - Le système bismarckien et l'isolement français (1878-1890)

Bismarck parvient, entre 1878 et 1882, à nouer autour de l'Allemagne un ensemble d'alliés ou d'amis qui semblent lui donner toutes les garanties contre une revanche française et devoir assurer la paix.

A. Formation de la Triple Alliance (Allemagne-Autriche-Italie, 1879-1882) : Bismarck, inquiet de l'attitude russe, cherche des assurances, bien qu'une entente franco-russe reste improbable.

a) *La Duplice* (1879) : Bismarck eut beaucoup de peine à faire accepter par Guillaume I^{er}, qui restait fidèle à l'amitié russe, la nouvelle orientation diplomatique ; il n'y parvint que sous la menace de sa démission. L'alliance avec l'Autriche, signée en octobre 1879, formait un traité secret conclu pour cinq ans, qui prévoyait une intervention en cas d'attaque non provoquée de la Russie, et une neutralité bienveillante en cas d'attaque par une tierce puissance. Cette « Duplice » formera désormais la base de la politique allemande ; elle sera renouvelée jusqu'à la guerre.

b) *La Triplice* (1882) : Bismarck n'a rien contre la France, et, en cas de guerre avec celle-ci, il s'inquiétait de la position que prendrait l'Italie en raison de l'irréductibilité italienne

sur des provinces détenues par l'Autriche. Crispi, de son côté, au pouvoir en 1876, entend hausser l'Italie au niveau des grandes puissances ; il est soutenu à partir de 1878 par le nouveau roi Humbert I^{er} ; quand J. Ferry impose le protectorat français sur la Tunisie en 1881, la demande italienne se fait plus pressante auprès de Bismarck, qui conseille de s'entendre d'abord avec Vienne. Le traité liant l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie (Triple Alliance ou « Triplice ») est signé le 20 mai 1882 ; conclu pour cinq ans comme la Duplice, il prévoit l'intervention italienne si l'Allemagne est attaquée par la France ou si l'un de ses alliés est attaqué par deux adversaires à la fois. C'était, pour l'Italie, abandonner l'irréductibilité sur l'Autriche, et, pour Bismarck, être assuré qu'en cas de guerre contre la Russie l'Autriche n'aurait pas à garder sa frontière du Sud-Ouest.

B. La question russe : Bismarck se rapproche d'abord de l'Angleterre ; il peut compter sur les attaches familiales entre souverains et sur les rivalités coloniales ; sans consentir à un traité, Disraeli assure en effet Bismarck en 1879 de l'amitié anglaise. Le tsar, inquiet de ce rapprochement, mécontent par ailleurs de l'asile accordé par la France aux terroristes russes, demande son appui à Bismarck, qui le fait dépendre d'un accord avec l'Autriche. Les négociations sont longues, interrompues par l'assassinat d'Alexandre II en 1881 ; elles aboutissent au traité de « contre-assurance » de juin 1881, qui lie à nouveau les trois empereurs sur la base d'une politique concertée dans les Balkans, et d'une neutralité bienveillante en cas de guerre avec une quatrième puissance ; le traité, conclu pour trois ans, sera renouvelé en 1884.

C. Les questions balkaniques : *La Serbie*, où les Russes jouissent d'une forte popularité, surtout dans l'armée, dépend cependant de l'Autriche pour son commerce. En 1881, le prince Milan accepte la signature d'un traité d'alliance, véritable traité de protectorat, qui lui reconnaît le titre de roi, mais détermine sa politique extérieure en fonction de l'amitié autrichienne.

En Roumanie, le prince Carol est un Hohenzollern ; un traité conclu avec l'Autriche en 1883 lie les deux pays dans une alliance défensive et donne au prince le titre de roi.

La Bulgarie enfin échappe à l'influence russe ; le prince Alexandre, après avoir chassé les officiers russes de l'armée, s'empare de la Roumélie, puis, après qu'il eut été renversé, il est remplacé en 1887 par le candidat autrichien, Ferdinand de Saxe-Cobourg ; les Russes ont perdu le dernier avantage qu'ils conservaient de la guerre de 1877-1878.

D. Les échéances de 1887 : Bismarck tentait en même temps de se rapprocher de la France en l'appuyant dans ses difficultés coloniales ; en 1883, quand le commandant Rivière est tué au Tonkin, il marque de la sympathie pour la répression menée par l'amiral Courbet ; quand les relations se tendent entre l'Angleterre et la France au sujet de l'Égypte en 1882, il parle à l'ambassadeur de France « d'intérêts communs » et souhaite voir « Sedan oublié, comme Waterloo » ; dans la rivalité franco-belge sur le bassin du Congo, il défend les intérêts français à la Conférence de Berlin de 1884-1885. Il s'agit dans tous les cas de questions coloniales vers lesquelles Bismarck souhaiterait voir la France se tourner plus délibérément afin d'oublier la revanche, et de tendre plus encore les relations franco-britanniques ; ces tentatives cessent avec la chute du deuxième ministère Ferry en 1885, et son remplacement par Freycinet, qui met un frein aux opérations coloniales.

Au contraire, en 1887, la position de la France est plus menacée encore ; cette année arrive à échéance le renouvellement de la Triple Alliance et de la contre-assurance. L'Italie, qui a des ambitions sur la Tripolitaine, et qui craint l'expansion française en Afrique

du Nord, souhaitait une modification du traité qui aurait garanti ses droits en Méditerranée ; l'Autriche refuse de s'engager sur ce terrain qui ne la concerne pas : le traité de 1882 est donc renouvelé, augmenté d'une note austro-italienne sur un partage éventuel des Balkans, et d'une note germano-italienne faisant d'une nouvelle progression française en Afrique du Nord un *casus belli* au gré de l'Italie. Le renouvellement est complété par un accord anglo-italien garantissant le statu quo en Méditerranée, les droits anglais en Égypte, italiens en Tripolitaine. Par contre, il fut impossible à Bismarck d'obtenir le renouvellement de la contre-assurance (Allemagne-Autriche-Russie) par suite de la rivalité surgie dans les Balkans entre la Russie et l'Autriche ; mais Bismarck put obtenir d'Alexandre III, à l'insu de l'Autriche, un traité secret de « réassurance », garantissant une neutralité bienveillante en cas de guerre non provoquée.

C'est au moment où cet isolement français paraissait complet que surgit l'*incident Schnoebélé* ; celui-ci, agent du contre-espionnage français à Pagny-sur-Moselle, fut enlevé le 20 avril 1887 par son homologue allemand Gautsch d'Ars-sur-Moselle ; Boulanger, ministre de la Guerre, eût souhaité une riposte énergique, allant jusqu'à une mobilisation partielle ; il se heurta au reste du ministère Goblet, qui préféra agir par la diplomatie, et obtint en effet la libération de Schnoebélé le 29 avril ; puis la chute de Goblet entraînant la disparition de Boulanger comme ministre de la Guerre fit tomber la tension ; l'alerte avait été chaude, et il est impossible de dire si Bismarck a créé l'incident sans véritable arrière-pensée belliqueuse, simplement pour obtenir au Reichstag, à la faveur de cette tension, le vote du septennat militaire, qu'il avait de la peine à obtenir, ou bien si l'État-Major allemand, malgré Bismarck, avait organisé l'épreuve de force d'où pouvait sortir la guerre, étant donné la présence de Boulanger au ministère.

III - La fin de l'isolement français (1890-1904)

La chute de Bismarck et les fautes de ses successeurs vont rapprocher la France de la Russie, puis de l'Italie et de l'Angleterre.

A. L'alliance franco-russe (1881-1893) : Longues négociations et hésitations du gouvernement russe, qui a peu de sympathie pour la France.

a) *Causes*. Les raisons fondamentales sont fournies par l'attitude de la Triplice en Méditerranée (contre la France) et dans les Balkans (contre la Russie) ; mais un rapprochement franco-russe est difficile en raison du régime républicain français. Pourtant à partir de 1887 des motifs de rapprochement se dessinent :

- L'échec russe en Bulgarie en 1887.
- Les emprunts lancés en France depuis 1888, pour lesquels le gouvernement français demande une contrepartie diplomatique.
- L'arrestation d'anarchistes en France et le vote contre eux des lois de répression donnent confiance aux Russes.
- Le danger allemand : la chute de Bismarck en 1890 a pour conséquence la dénonciation de la réassurance ; Guillaume II a choisi l'Autriche contre la Russie ; en outre, le renouvellement de la Triplice en mai 1891, avec un an d'avance, inquiète le chancelier russe de Giers, qui demande à Paris un geste d'appui : c'est la visite de l'escadre française à Kronstadt au milieu de la ferveur populaire.

b) *Les étapes.* Il faut deux ans et demi pour parvenir à une alliance, car les Russes n'ont pas perdu l'espoir de renouer avec l'Allemagne, vers laquelle continuent à les porter leurs sympathies. Un premier accord est contenu dans les lettres échangées en août 1891 entre le chancelier de Giers et son ambassadeur à Paris, et entre Ribot, ministre des Affaires étrangères du cabinet Freycinet et ce même ambassadeur ; il ne s'agit encore que d'une promesse de consultations en cas de danger ; mais c'est le premier accord conclu par la France depuis 1871 avec une puissance importante, et Ribot pouvait évoquer au cours des grandes manœuvres de 1891 « une situation nouvelle ».

La seconde étape fut cependant longue à amorcer par suite des difficultés intérieures de la Russie, en particulier la famine de 1891-1892, et le gouvernement français dut à nouveau employer la pression financière en faisant échouer l'emprunt d'octobre 1891 ; en 1892 enfin, après une visite de de Giers à Paris, purent s'ouvrir des conversations d'État-Major, difficiles, car pour la Russie le principal adversaire était l'Autriche, pour la France c'était l'Allemagne ; la Convention militaire signée en août 1892 prévoyait la mobilisation immédiate des deux partenaires en cas de mobilisation de l'un ou de l'autre des membres de la Triplice, et, en cas d'agression, l'intervention immédiate des forces, dont l'importance était précisée, 1 300 000 hommes pour la France, 800 000 hommes pour la Russie ; à la demande du tsar, le traité devait rester secret.

Le passage de la Convention militaire à l'alliance fut aussi difficile ; en Russie, l'écho du scandale de Panama réduisait la confiance envers la France, qui était déjà mince ; en France, le Parlement partageait certes l'enthousiasme de l'opinion publique devant l'appui apporté par le « rouleau compresseur » russe, mais il critiquait le caractère secret de l'accord. Il fallut la guerre des tarifs engagée par l'Allemagne sur le plan douanier, l'élaboration par les Allemands du premier plan Schlieffen, qui prévoyait la guerre sur deux fronts, et de nouveaux besoins d'argent de la part des Russes pour que le tsar consentît à faire un geste : en octobre 1893, la visite de l'escadre russe à Toulon souleva en France l'enthousiasme populaire et le tsar consentit enfin à ratifier la Convention militaire le 27 décembre 1893 pour en faire une véritable alliance.

L'isolement français était terminé ; l'Allemagne se trouvait contrainte de combattre sur deux fronts ; la confiance française envers l'allié russe était totale, marquée par le succès des emprunts auprès du public ; les banques françaises investissaient directement en Russie, ou s'associaient à des capitaux russes, comme Paribas ou la Banque Internationale de Paris, pour créer des affaires mixtes, telle la Banque russo-chinoise en 1895, en dépit de quelques effondrements comme celui de la Compagnie Oural-Volga en 1900 ; il faudra la guerre russo-japonaise pour entamer un peu cette confiance. Pourtant, les contreparties étaient sérieuses : munie d'un allié, la France n'était plus maîtresse de sa politique extérieure et s'interdisait une guerre de revanche pour reprendre l'Alsace-Lorraine ; d'autre part, le gouvernement russe n'avait consenti à l'alliance que par nécessité et restait germanophile ; enfin, la France risquait d'être entraînée dans des intrigues balkaniques où elle était peu intéressée. Néanmoins, l'alliance fut confirmée en 1900 par Delcassé ; celui-ci fit modifier la finalité du traité, dont le but n'était plus seulement la garantie de la paix générale, mais « le maintien de l'équilibre entre les forces européennes » ; il obtint que la mobilisation ne serait automatique que dans le cas de mobilisation allemande ; il y faudrait un accord préalable en cas de mobilisation autrichienne.

B. L'accord franco-italien : Les relations franco-italiennes furent mauvaises aussi longtemps que la gauche nationaliste fut au pouvoir en Italie ; mais la situation était désastreuse sur les plans économique, financier, extérieur ; la guerre douanière avec la France entravait l'économie, les finances détériorées avaient besoin de la Bourse de Paris. La

défaite d'Adoua en Abyssinie en 1896 entraîna la chute de Crispi et ouvrit la voie à de possibles négociations ; celles-ci étaient souhaitées par le marquis Visconti-Venosta, qui arrive aux Affaires étrangères en juillet 1896, et le ministre des Finances Luzzati ; du côté français, les soyeux lyonnais y étaient hostiles, les industriels favorables ; quant à Delcassé, il souhaitait le rapprochement qui affaiblirait la Triple Alliance.

En septembre 1896, le contentieux franco-tunisien fut levé ; l'Italie reconnaissait le protectorat français moyennant des avantages accordés à ses nationaux dans les attributions de terres en Tunisie et dans leur situation juridique et scolaire. En novembre 1898, un accord commercial comportant le tarif minimum mit fin à la guerre douanière. Le retour de Delcassé aux Affaires étrangères et la nomination de son ami Camille Barrère, très lié à la haute société romaine, comme ambassadeur, permirent d'obtenir l'accord de 1900 portant rectification de frontière en Afrique orientale et la reconnaissance des droits italiens en Tripolitaine, français au Maroc. Enfin, dans un échange de lettres tenu secret entre Barrère et Visconti-Venosta en juin 1902, le ministre italien promettait (contrairement aux clauses de la Triple Alliance) la neutralité italienne en cas de guerre défensive franco-allemande. Le rapprochement fut traduit par un voyage de Victor-Emmanuel à Paris en octobre 1903, auquel répondit la visite d'Émile Loubet à Rome en avril 1904. Ce « tour de valse » de l'Italie ne l'empêcha pas cependant de renouveler la Triple Alliance jusqu'à la guerre.

C. L'accord franco-britannique ou Entente cordiale (1904) : Bismarck avait longtemps misé sur la rivalité coloniale franco-britannique ; en effet, les deux expansions se trouvaient en conflit en Asie et en Afrique : en Indochine, où la formation de la fédération en 1887 et le protectorat français établi sur le Laos en 1893 semblaient menacer la Birmanie, dont les Anglais achevaient la conquête ; en Afrique orientale, où la France avait commencé en 1888 la construction du port et du chemin de fer de Djibouti ; en Afrique occidentale, où la construction de l'A.O.F. s'était heurtée aux ambitions anglaises sur le Soudan, le Niger et le Tchad ; à Madagascar, devenue colonie en 1896 ; en Égypte surtout, où l'incident de Fachoda sur le Nil en juillet 1898 avait failli provoquer la guerre. Outre tous ces incidents, et bien que l'on ait pu les terminer par des compromis, les Anglais se trouvaient naturellement portés vers l'Allemagne, dont le souverain était un petit-fils de Victoria, et cela d'autant plus que leur vieille rivalité avec les Russes en Extrême-Orient leur donnait un motif supplémentaire de se tourner contre la France depuis l'alliance franco-russe.

En contrepartie, beaucoup d'Anglais commençaient à être inquiets du dynamisme économique de l'Allemagne et de la puissance maritime que voulait lui donner von Tirpitz par le vote du septennat maritime en 1898. C'est pourtant vers l'Allemagne que se tourna d'abord Joë Chamberlain quand il reconnut officiellement que le temps du splendide isolement était passé : par trois fois, entre 1899 et 1901, il proposa un accord à l'Allemagne à condition pour elle de limiter son effort maritime ; von Bulow refusa de mutiler le programme naval et les Britanniques se reportèrent vers la France, pour régler avec elle les derniers différends pendants.

Ce retournement fut facilité par la mort de Victoria en 1901 et la montée sur le trône d'Édouard VII ; dès 1902, faisant son premier voyage officiel à Paris, le souverain sut retourner l'opinion parisienne en sa faveur en exaltant l'amitié franco-britannique ; en 1903, Émile Loubet et Delcassé, qui tenait à compléter le cercle des amitiés françaises, se rendirent à Londres et entamèrent les négociations d'où sortit l'accord du 8 avril 1904.

Il ne s'agit ni d'alliance ni même d'accord militaire, mais seulement du règlement du contentieux colonial entre les deux pays. L'accord contenait trois éléments : 1. une

Convention par laquelle la France abandonnait le French Shore, le droit de pêche exclusif qu'elle conservait à Terre-Neuve depuis le traité d'Utrecht (1713) — et qui fixait des modifications en Afrique : accès du fleuve Gambie aux Français, cession à la France des îles de Los en face de Konakry, rectification de frontières au Soudan et au Tchad ; 2. une Déclaration par laquelle la France s'engageait à ne pas entraver l'action britannique en Égypte, si elle ne touchait pas à son statut ; la France conservait la direction des antiquités égyptiennes et les écoles qu'elle avait ouvertes ; l'Angleterre reconnaissait à la France le droit d'aider le Maroc à se réformer, à condition de ne pas modifier son régime et d'accorder aux Anglais des avantages commerciaux ; 3. des articles secrets enfin partageaient le Siam en zones d'influence, reconnaissaient la position de la France à Madagascar, prévoyaient le sort des Nouvelles-Hébrides (devenues condominium en 1906), et surtout envisageaient une modification des statuts de l'Égypte et du Maroc au profit de l'Angleterre et de la France.

L'accord fut reçu avec froideur en France et en Angleterre ; il réglait pourtant, de façon décisive, semblait-il, les questions d'Égypte et du Maroc et ramenait l'Angleterre dans le camp français. Il fut complété par un accord avec l'Espagne, en septembre 1904, qui fixait les zones d'influence espagnole (Ifni, Tétouan) et française au Maroc.

En 1904, la position de la France s'est renversée ; elle possède une alliée et des amis ; l'Allemagne à son tour commence à parler d'encerclement ; pourtant, à cette date, les événements d'Extrême-Orient affaiblissent la Russie, pivot de la politique de Delcassé.

IV - La question d'Extrême-Orient

La question est double : depuis que la Chine en 1840 (guerre de l'opium) et le Japon en 1853 (intervention américaine) ont été contraints de s'ouvrir à l'influence occidentale, les deux pays ont suivi des voies contraires : la Chine a subi une vassalité croissante et n'a pas été capable de se transformer ; le Japon a entamé avec l'arrivée du mikado Mutsu-Hito sur le trône en 1867 son réveil, son *Meiji*.

A. **Le Meiji japonais (1867-1894)** : Dans une première étape allant de 1867 à 1877, l'Empereur gouverne seul avec ses ministres ; il a abandonné Kyoto, la capitale religieuse, pour s'installer à Tokyo, la capitale politique. Son but est de détruire la société féodale qui empêche la transformation du pays, et en même temps se procurer les ressources pour cette transformation ; il s'appuie pour cela sur la classe des marchands, qui ont intérêt à l'ouverture du Japon sur le monde extérieur, et sur quelques daïmios (grands seigneurs) éclairés du sud. En 1868, sur les conseils de Saïgo Takamori et d'Okubo, il supprime le shogounat (système de maire du Palais dans la France mérovingienne) et confisque les terres du dernier titulaire. Le décret du 29 août 1871 enlève ses pouvoirs et ses terres à la noblesse : les daïmios doivent résider à Tokyo, entrer dans l'administration avec un traitement égal au 1/10 de leurs anciens revenus ; les samouraïs (petite noblesse) reçoivent un capital en rentes rapidement dévaluées ; le soulèvement de 1876, dirigé par Saïgo, qui représentait les conservateurs sociaux contre Okubo, qui représentait le clan progressiste, se termine par la victoire des forces nouvelles ; Saïgo est tué avec 15 000 samouraïs, mais Okubo est assassiné en 1878 par deux samouraïs. En 1890, l'État (le mikado) et les collectivités possédaient les 2/3 du Japon ; les paysans, libérés des droits seigneuriaux, ont reçu la propriété du reste contre le paiement de l'impôt.

Pendant qu'il assurait son pouvoir politique et économique, Mutsu-Hito s'efforçait de faire du Japon un État moderne.

La réforme judiciaire unifie la législation et rend la loi égale pour tous ; les tribunaux remplacent la justice seigneuriale ; avec les conseils de Boissonade, jurisconsulte français, des codes furent rédigés à partir de 1880, adaptés des codes français.

L'enseignement devait faire assimiler par les jeunes Japonais les connaissances étrangères. Le ministère de l'Instruction publique, créé en 1871, ouvrit des écoles et lycées, forma l'Université impériale de Tokyo. L'Université avait le monopole des examens passés par les fonctionnaires ; cette ouverture vers l'esprit occidental fut concrétisée dans l'essor de la presse, dans l'adoption du calendrier grégorien et du système métrique en 1873. On fit appel d'abord à des professeurs étrangers pour former les cadres universitaires.

Une armée moderne remplaça l'armée féodale en 1873 ; le service obligatoire fut imposé à tous les Japonais de 17 à 40 ans avec un système d'exemptions analogue à celui qu'avait adopté la France en 1872 et possibilité de remplacement ; le Japon eut une armée permanente de 63 000 hommes, 240 000 en temps de guerre, formée par des instructeurs prussiens ; la marine de guerre fut créée par des ingénieurs anglais et français (Émile Bertin), qui dirigèrent la construction de l'arsenal d'Osaka.

La réforme administrative de 1878 créa des assemblées locales élues au régime censitaire. Enfin, une *Constitution* fut élaborée par Ito, qui était allé chercher ses modèles en Europe ; le texte publié en 1889 s'inspirait de la Constitution prussienne : une diète de deux Chambres, Chambre des représentants et Chambre des pairs, la première élue suivant un régime censitaire étroit qui ne laissait le droit de vote qu'à 450 000 électeurs sur un nombre potentiel de 16 millions ; la seconde désignée par l'Empereur parmi les membres de la nouvelle noblesse créée sur l'exemple européen en 1884, et sur ses 368 membres 45 élus par les plus imposés. Le régime n'était pas parlementaire ; le mikado gouvernait avec des ministres responsables devant lui seul et avec un Conseil formé des chefs de clans, le *Genro*. Le Japon sortait néanmoins du Moyen Âge dans le domaine politique.

Le Japon se donna surtout une économie moderne ouverte sur le reste du monde ; la Yokohama Specie Bank, créée par l'État en 1880, finançait le commerce extérieur ; en 1882 fut installée une Banque centrale, Institut d'émission à capitaux privés et participation de l'État, qui mettait en circulation une monnaie, le yen, librement convertible en argent, d'une valeur égale à celle du dollar américain. La faiblesse du capital privé et des investissements étrangers imposait à l'État de prendre en main le démarrage économique ; les moyens financiers lui furent fournis par la réforme agraire qui confisqua une partie des terres et, libérant les paysans du système féodal, les soumit au système fiscal, ainsi que par une inflation qui fut systématiquement conduite jusqu'en 1884 et avait l'avantage de réduire à peu de chose les indemnités versées aux daïmios expropriés. Sur le plan extérieur, le Japon ne disposait guère que d'une matière d'échange, la soie grège, dont l'Europe, atteinte par la maladie du ver à soie, avait un urgent besoin ; l'éveil japonais eut la chance de coïncider avec cette pénurie de matière première. Les importations de machines permirent d'installer une industrie textile moderne, de créer des aciéries et des chantiers de constructions navales, d'amorcer un réseau ferré et d'établir le premier service maritime régulier dès 1872. A mesure que les branches économiques se développaient, l'État les confiait en récompense aux grandes familles de daïmios qui l'avaient aidé à se libérer de la tutelle féodale : ce seront les *zaibatsu*.

En 1894, le Japon possédait déjà 3 000 km de voies ferrées, une flotte de commerce de

200 000 tonnes ; il exportait, outre la soie, du thé et du riz, et quelques produits industriels comme le soufre et le cuivre ; il était encore néanmoins largement dépendant des banques britanniques, au moins pour les fonds à court terme, et de la flotte britannique, qui assurait 45 % de son trafic ; ces liens privilégiés anglo-japonais expliquent la conclusion du traité de 1894, qui mettait fin aux traités inégaux, jadis imposés par l'Angleterre, dans un délai de cinq ans, et qui témoignait de cette naissance du Japon, non encore comme grande puissance, mais comme État indépendant.

B. La Chine semblait au contraire de plus en plus offerte aux convoitises européennes ; son incapacité à se transformer tenait à des raisons sociales, politiques, religieuses, et à la résistance de la concubine de l'Empereur mandchou, Tseu-Hi, qui parvint à force d'intrigues à demeurer régente jusqu'à sa mort en 1908. Le Premier ministre, Li-Hong-Tchang, représente lui-même jusqu'en 1901 les lettrés conservateurs, hostiles à l'introduction des réformes ; les Européens n'étaient justiciables que de leur consul, disposaient dans les grandes villes de *concessions*, quartiers étendus sur lesquels ils exerçaient l'administration et la justice, détenaient les quelques industries, s'étaient fait concéder la construction des voies ferrées et le contrôle des douanes ; parfois, les Européens avaient réussi à créer une communauté d'intérêts avec une sorte de haute bourgeoisie chinoise, qui utilisait les lourds fermages imposés aux paysans. Les missionnaires pouvaient en principe circuler librement, tout en subissant par moments des massacres ; la France avait obtenu le droit de protection des catholiques de toute nationalité : en 1890, plus de 700 missionnaires avaient converti 600 000 Chinois.

Depuis 1870 cependant, quelques timides réformes avaient été acceptées par la régente : traductions d'ouvrages techniques étrangers, construction d'un arsenal, quelques chantiers navals ; depuis 1872, un petit nombre d'étudiants se rendaient à l'étranger ; mais, la nature profonde du conservatisme chinois n'avait pas changé, et, tout en méprisant l'étranger, les autorités ne cherchaient pas à briser les « traités inégaux ». La Chine et ses dépendances (la Corée en particulier, sans cesse agitée par des soulèvements) formaient un terrain idéal pour l'expansion japonaise, qui avait besoin de ressources alimentaires, minières et monétaires.

C. La guerre sino-japonaise (1894-1895) et l'intervention européenne : Le Japon manque de ressources alimentaires, minières et monétaires ; il peut les trouver en Chine, et d'abord en Corée, riche en riz et en minerais. La Corée formait un royaume vassal de la Chine, en constante révolution. En 1894, les Japonais y interviennent pour rétablir l'ordre et se heurtent aux Chinois ; en quelques mois, ceux-ci sont écrasés sur terre et sur mer ; ils doivent signer le *traité de Shimonoseki* en avril 1895 : la Corée était indépendante, la Chine cédait au Japon Formose, les Pescadores, la presqu'île du Liao avec Port-Arthur, qui commandait l'accès vers Pékin ; elle s'engageait à verser une indemnité de 200 millions de taëls (750 millions de francs) et à accorder des avantages commerciaux.

Cette pénétration du Japon en Chine se heurta au veto du tsar, puis de Guillaume II, invoquant le « péril jaune », et désireux de pousser les Russes en Extrême-Orient ; une démarche commune, à laquelle se joignit la France, obligea le Japon à restituer à la Chine le Liao avec Port-Arthur, puis il dut accepter en 1896 un condominium russo-japonais sur la Corée.

La facile victoire japonaise démontrait la faiblesse de la Chine, et incita les Européens à la curée. Les Russes créèrent en décembre 1895 la banque russo-chinoise pour aider les Chinois à payer l'indemnité, en réalité pour établir leur contrôle sur la Mandchourie et y

construire une branche du transsibérien qui conduirait directement à Vladivostok ; en outre, ils se firent céder, en 1897, pour un bail de 25 ans le Liao avec Port-Arthur. Guillaume II profita de l'assassinat de deux missionnaires au Chantoung pour obtenir Kiao-Tchéou et la base navale de Tsing-Tao. La France reçut en 1898 le droit de prolonger les chemins de fer du Tonkin et occupa l'enclave de Kouang-Tchéou. L'Angleterre enfin se fit céder Wei-Hai-Wei en face de Port-Arthur. Les puissances européennes se partageaient la Chine en zones d'influence.

La réaction chinoise fut de deux sortes : d'une part, un mouvement réformateur parti de Canton sous l'impulsion de Kouang-Yéou-Wei, et qui eut d'abord l'appui de l'empereur Kouang-Sou ; mais cette période dite des « Cent jours » se termina avec l'éviction de l'Empereur et de son conseiller par Tseu-Hi, qui annula toutes les réformes ; d'autre part, l'action populaire des sociétés secrètes à caractère religieux, antichrétien, appuyée par la Cour de Pékin : cette « révolte des Boxers » fut écrasée en août 1900 par une expédition internationale sous commandement allemand.

D. La guerre russo-japonaise (1904-1905) : La rivalité entre les deux pays portait sur la Corée et la Mandchourie. Le Japon, qui avait redressé ses finances grâce à l'indemnité chinoise et adopté l'étalon-or, pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre, inquiète de l'expansion russe en Extrême-Orient ; en 1902, rompant son isolement pour la première fois, elle avait signé avec le Japon une alliance défensive. Du côté russe, les représentants du tsar poussent à la pénétration en Chine et méprisent le Japon ; par ailleurs, on souhaitait à Saint-Petersbourg une guerre victorieuse qui affermirait le pouvoir impérial miné par les oppositions révolutionnaires.

Le 8 février 1904, sans déclaration de guerre, les Japonais attaquent Port-Arthur, puis détruisent successivement les flottes russes, envahissent la Mandchourie, sont vainqueurs à Moukden en mars 1905. Les armées russes sont à 7000 km de leurs bases, reliées par la voie unique du transsibérien, d'ailleurs inachevé, les Japonais sont à pied d'œuvre, et sûrs de leurs liaisons, quand ils eurent détruit dans le détroit de Tsoushima la dernière flotte russe venue d'Europe en mai 1905. En janvier 1905, les premiers troubles révolutionnaires ont éclaté à Saint-Petersbourg. Le tsar accepte la médiation du président Roosevelt et la paix est signée à Portsmouth, aux États-Unis, en septembre 1905. La Russie cédait au Japon le sud de Sakhaline, le Liao, le chemin de fer sud-mandchourien et renonçait à la Corée.

La défaite russe affaiblissait la France, son alliée : elle reportait aussi le pôle d'intérêt de la diplomatie russe dans les Balkans, où le tsar comptait bien trouver une compensation aux déboires d'Extrême-Orient.

V - Les coups de force et l'opposition des deux blocs

La situation générale s'aggrave à partir de 1905 ; l'économie mondiale est entrée dans une phase d'expansion rapide qui accentue les rivalités ; la Grande-Bretagne, sortie de son isolement, craint l'Allemagne tant aux colonies que dans sa politique maritime et dans son dynamisme commercial. L'Allemagne est non seulement la première puissance militaire, mais la deuxième puissance économique derrière les États-Unis, et le problème des débouchés va en s'aggravant. La Russie, vaincue en Extrême-Orient, secouée par la révolution de 1905, revient vers les Balkans, où elle espère trouver une compensation ; l'Autriche-Hongrie se trouve aux prises avec les difficultés internes et se sent menacée

par la Serbie où Pierre I^{er} a pris le pouvoir en 1903 et développe une politique panserbe. La France, qui avait semblé oublier, depuis l'échec de Boulanger, la revanche, est animée par un renouveau de sentiment national qui prend plusieurs formes : patriotisme dépouillé de son agressivité cocardière et reposant sur le vieux fonds de jacobinisme entretenu par les instituteurs, qui donnent à la France vocation à défendre le droit, la justice et la liberté — nationalisme affectif de Péguy, qui n'est pas sans rappeler celui de Michelet — nationalisme de Maurras et de Barrès, qui sur ce point se rejoignent, rejetant les notions abstraites de justice ou de droit pour redonner à l'idée de nation une coloration historique dans laquelle la revanche et les provinces perdues retrouvent leur place. Barrès a achevé son *Roman de l'énergie nationale* (1897-1902) et se tourne vers les *Bastions de l'Est* (Colette Baudouche, 1909, *La Colline inspirée*, 1913). A chaque crise qui éclate, soit à propos du Maroc, soit à propos des Balkans, la guerre peut éclater, où les Français verront, pour les uns, la réalisation de la mission de la France, instrument de libération des peuples et de civilisation, pour les autres, la défense d'un territoire menacé ou la reconquête d'une terre arrachée en 1871.

A. La première crise marocaine (1905-1906) : Le Maroc, pays indépendant sous l'autorité du sultan Abd-ul-Aziz, chef politique et religieux depuis 1894, se trouvait dans un état d'insécurité permanente par suite de sa structure féodale qui laissait aux tribus remuantes une grande indépendance. Il intéressait l'Allemagne et la France à des titres différents : Bismarck avait, en 1878, encouragé les Français à y intervenir comme il l'avait fait pour la Tunisie ; puis ses successeurs avaient poussé les maisons allemandes à s'y implanter, ce qu'elles avaient fait avec succès ; depuis 1901, la Kolonialgesellschaft y envoyait des chercheurs, ethnologues, naturalistes ou géologues, mais le gouvernement allemand ne semble pas avoir envisagé une acquisition territoriale : il s'agissait seulement de pouvoir accéder librement à une région qui paraissait économiquement intéressante ; en 1904, la colonie allemande ne comptait pas 200 personnes pour un millier d'Anglais, environ 6 000 Espagnols et près de 800 Français.

L'intérêt français était aussi économique ; des groupes financiers comme Paribas cherchaient à s'y réserver une place privilégiée, et, en juin 1904, avaient obtenu en échange d'un prêt le contrôle des douanes ; mais, pour la France, le Maroc présentait aussi un intérêt politique et stratégique par les confins algériens et le projet de réalisation d'un chemin de fer transsaharien, qui, partant d'Oran, devait toucher au territoire marocain dans sa partie sud-est. La France croyait avoir résolu la question internationale par une série de traités bilatéraux dont l'Allemagne était exclue ; quand, en 1904, le chargé d'affaires français à Tanger proposa au sultan un programme de réformes financières et militaires qui était une amorce de protectorat, von Bulow décida d'agir, non tellement pour défendre les intérêts allemands mais pour mettre fin aux « desseins agressifs » de la France, et conduire peut-être à un rapprochement franco-germano-russe, dont le Maroc serait le gage donné à la France, en isolant le Royaume-Uni.

Le 31 mars 1905 Guillaume II, au cours d'une croisière en Méditerranée, fit escale à Tanger, où, sur les indications du chancelier allemand, il fit une série de déclarations, dont le contenu, modifié dans leur esprit au cours de leur publication, devint le *Discours de Tanger* ; l'Empereur se présentait en défenseur des intérêts allemands mais aussi de la liberté marocaine ; c'est sur les conseils allemands que le sultan demanda la réunion d'une Conférence internationale qui traiterait de la question marocaine ; le gouvernement Rouvier était prêt à accepter la Conférence ; Delcassé s'y opposait, en avançant les traités conclus, l'appui britannique et le « bluff » allemand ; il dut démissionner en juin 1905 et la Conférence put se tenir de janvier à avril 1906 à Algésiras, en Espagne.

La *Conférence d'Algésiras* fut cependant un succès français ; toutes les puissances européennes y participaient, et les États-Unis eux-mêmes y étaient représentés ; la France fut appuyée par la Russie, qui attendait la conclusion d'un nouvel accord financier, l'Angleterre, l'Italie et l'Espagne en vertu des accords précédents ; pour la première fois éclatait l'isolement allemand, tempéré seulement par le fidèle « second », l'Autriche. L'acte final fit du Maroc un pays économiquement libre, donc ouvert aux intérêts allemands, mais l'ordre y serait assuré par des cadres français dans les régions de Rabat, Safi, Mogador, Mazagan — espagnols à Tétouan et Larache — mixtes franco-espagnols à Casablanca et Tanger ; une Banque centrale marocaine serait créée, dans laquelle Paribas sera prépondérant.

B. L'entrevue de Björkö : La diplomatie allemande voulut profiter des bonnes dispositions de la France pour tenter un rapprochement avec elle et avec la Russie ; Guillaume II était inquiet de l'entente cordiale et de l'isolement allemand. Nicolas II était déçu du faible appui apporté par la France dans la guerre russo-japonaise ; entre les deux souverains les liens de parenté favorisaient les rapports : Guillaume II était petit-fils de Victoria par sa mère ; l'Impératrice russe était elle-même descendante de Victoria. En 1905 Guillaume II, au cours d'une croisière en Baltique, offrit au tsar de venir le rejoindre ; les deux souverains se rencontrèrent à Björkö, en Finlande, et conclurent en juillet un accord qui devait conduire à une alliance défensive à laquelle la France serait invitée ; mais les deux chanceliers, von Bulow et Lamsdorff, tenus à l'écart de cette rencontre, comprirent vite que le gouvernement Rouvier, tout en étant favorable à des rapprochements ponctuels, ne pouvait pas aller plus loin dans un mouvement vers l'Allemagne que l'opinion française n'aurait pas accepté ; l'accord de Björkö n'eut pas de suite.

C. La Triple Entente (France-Angleterre-Russie) : La tentative de rapprochement germano-russe n'avait de sens que parce que l'Angleterre apparaissait comme un adversaire commun ; en effet la rivalité anglo-russe en Extrême-Orient rendait boiteux le système français d'alliance avec la Russie et d'amitié avec l'Angleterre ; la défaite russe en Extrême-Orient permit d'effacer cette ambiguïté : le traité anglo-russe de 1907 régla les différends sur la Perse, partagée en zones d'influence, sur le Tibet auquel renoncèrent les deux parties, sur l'Afghanistan, demeuré zone d'influence britannique ; le traité fut complété la même année par deux accords franco-japonais et russo-japonais sur la base de la reconnaissance des droits de chacun. Désormais on put parler de *Triple Entente* contre *Triple Alliance*, mais la première était faite de trois traités, dont l'un seulement était une alliance, la seconde était nouée autour d'un traité d'alliance unique.

D. La crise bosniaque (1908-1909) : Plusieurs raisons expliquent la brusque reprise de tension dans les Balkans : l'arrivée sur le trône de Belgrade de Pierre I^{er} Karageorgevitch, qui rêve d'une grande Serbie qui unirait les Slaves du sud, et menace donc l'Autriche et la Hongrie dans leurs minorités ; depuis 1905 l'Autriche a entamé contre la Serbie une guerre douanière qui devrait l'asphyxier ; le remplacement, comme chancelier autrichien, de Goluchowski par Aehrenthal, Allemand de Bohême plus opposé aux Slaves ; la défaite des Russes devant le Japon, qui les reporte vers les Détroits ; la révolution jeune turque enfin, qui impose en 1908 au sultan Abd-ul-Hamid une Constitution et un programme de réformes ; en septembre les Autrichiens décident d'annexer la Bosnie-Herzégovine, province ottomane dont ils avaient seulement l'administration provisoire depuis 1878.

On assiste alors à une sorte de répétition dans l'enchaînement des faits tels qu'ils se produiront en 1914 : la protestation serbe entraîne l'appui apporté par le tsar à Pierre I^{er} ; François-Joseph obtient l'appui de Guillaume II : un double ultimatum est adressé : à la Serbie, lui imposant la reconnaissance de l'annexion et la promesse de vivre en bons termes avec son voisin ; à la Russie, lui demandant une réponse nette sur son attitude envers la Serbie ; tout dépend de la France, dont le soutien apporté à la coalition serbo-russe pourrait conduire à la guerre ; mais le gouvernement français refuse de faire jouer l'alliance de 1893 et conseille la modération à son client militaire et financier, la Serbie. En mars, le tsar, dont l'armée du reste n'est pas encore reconstituée depuis 1905, abandonne la Serbie, qui capitule et démobilise. L'alliance franco-russe sort affaiblie de la crise ; l'Autriche s'est agrandie, mais a accru le poids déjà intolérable de ses minorités slaves ; l'Italie enfin a été inquiète ; bien que membre de la Triplice elle a signé avec la Russie les accords de *Racconigi* (24 octobre 1909), qui lui assurent une part en cas de démembrement des Balkans.

E. La deuxième crise marocaine : Agadir (1911) : Après Algésiras, Français et Allemands ont d'abord semblé prêts à s'entendre au Maroc, où une crise intérieure avait détrôné le sultan et l'avait remplacé par Moulay-Hafid ; en dépit de l'incident des *déserteurs de Casablanca* (17 septembre 1908) où six légionnaires avaient été surpris porteurs de saufs-conduits allemands, Clemenceau avait pu conclure en février 1909 un accord qui reconnaissait la position particulière de la France au Maroc et prévoyait l'association des intérêts franco-allemands dans un Maroc ouvert à tous.

Mais en mars 1911, à la suite de troubles qui se produisirent à Fez et qui menacèrent le sultan, celui-ci demanda l'intervention des forces françaises stationnées sur la côte ; celles-ci pénétrèrent en effet dans l'intérieur, libérèrent le sultan et les Européens bloqués à Fez, puis évacuèrent la ville. L'acte d'Algésiras était dépassé, et la protestation allemande exigea des compensations, l'appuyant par l'envoi d'une canonnière, le *Panther*, devant Agadir : volonté réelle des Allemands de défendre leurs intérêts au Maroc ? ou désir de tester la valeur des appuis dont s'était entourée la France ? La Russie, abandonnée dans la crise bosnienne, hésitait à apporter sa caution dans une affaire qui ne la concernait pas. En Angleterre au contraire Lloyd George, tout en conseillant la négociation, appuyait la France et faisait manœuvrer la flotte britannique en Méditerranée.

Les négociations furent longues et difficiles ; par l'accord du 4 novembre 1911 l'Allemagne reconnut l'influence politique de la France au Maroc et s'engagea à ne pas y entraver son action, sous réserve que la liberté commerciale y serait maintenue ; elle cédait une portion du Cameroun entre le Chari et la Logone (le *bec de canard*), mais recevait en échange trois bandes de territoire en A.E.F., lui permettant de joindre le Cameroun au fleuve Congo. Le traité fut mal accueilli des deux côtés, en Allemagne, où l'on aurait préféré une partie du Maroc, en France, où l'on ne comprenait pas les concessions de Caillaux, qui dut se retirer, remplacé en janvier 1912 par son rival Poincaré ; mais le traité permit la conclusion de la Convention franco-marocaine de 1912, qui établissait le protectorat français ; Lyautey, premier Résident, entama la pacification.

F. Les guerres balkaniques (1912-1913) : La faiblesse de l'Empire ottoman attisait les convoitises ; en septembre 1911 l'Italie, à la recherche de colonies encore disponibles, s'attaqua à ses possessions méditerranéennes et se fit reconnaître par le traité de Lausanne d'octobre 1912 la Cyrénaïque et la Tripolitaine ; elle endossait en échange une partie de la dette ottomane, et s'engageait à évacuer les îles de Rhodes et du Dodécannèse qu'elle avait occupées durant la guerre, ce qu'elle ne fit du reste pas. Une pareille

impuissance incita les États balkaniques à tenter la conquête des parties européennes de l'Empire ; ils y furent encouragés par les massacres de chrétiens opérés par les musulmans en Macédoine : en mars 1912 une alliance unit la Serbie et la Bulgarie ; en mai un traité semblable fut conclu entre la Bulgarie, la Grèce et le Monténégro ; la Russie voyait sans déplaisir se former une ligue balkanique qu'elle pourrait peut-être dominer, mais qui inquiétait Poincaré par les initiatives qu'il redoutait de la voir prendre ; dans l'état de tension où était entrée l'Europe la moindre crise pouvait conduire à des conséquences imprévisibles ; le Président français se rendit à Saint-Petersbourg pour prévenir le chancelier Sazonov que la France n'appuierait pas une initiative dans les Balkans. Les conseils de prudence venaient également de la Triple Alliance ; néanmoins en octobre 1912 l'Entente balkanique déclarait la guerre à la Turquie. Au Congrès de l'Internationale tenu à Bâle le mois suivant Jaurès ne put que constater amèrement l'impuissance socialiste à assurer la paix en Europe.

A la surprise générale les Turcs furent rapidement vaincus, notamment par l'armée bulgare, qui ne s'arrêta qu'à proximité de Constantinople ; les puissances s'empressèrent de dessaisir les intéressés de leur victoire pour imposer elles-mêmes un armistice en décembre et faire accepter leur règlement ; les pourparlers, interrompus par la révolution qui porta les nationalistes au pouvoir à Constantinople, aboutirent aux Préliminaires de Londres le 31 mai 1913. Le principal désir de l'Autriche était d'interdire aux Serbes l'accès de l'Adriatique que leur aurait donné l'annexion de l'Albanie ; la Triple Entente se soumit et accepta la formation d'une principauté d'Albanie indépendante mais inféodée à l'Autriche ; par ailleurs la Turquie cédait à l'Entente balkanique les territoires situés à l'ouest d'une ligne allant de Enos sur la mer Égée à Midia sur la mer Noire, c'est-à-dire la Macédoine et la Thrace.

Restait à régler le partage des dépouilles ; Bulgares et Serbes se disputaient les régions stratégiques de la Macédoine ; le ministre bulgare Danev rompit les pourparlers et fit attaquer la Serbie le 27 juin 1913 ; la Bulgarie y était poussée par l'Autriche, fort satisfaite de la perspective d'un affaiblissement serbe ; mais une coalition se monta contre la Bulgarie, dont le pivot était la Serbie, appuyée par la Grèce, qui craignait de voir lui échapper la Macédoine ; la Roumanie, qui n'était pas intervenue dans la guerre précédente s'y ajouta le 10 juillet, la Turquie se prépara à prendre sa revanche en se joignant à la coalition ; la guerre apparut comme un duel entre le matériel français, qui armait les Serbes, et le matériel allemand, qui armait les Bulgares ; dès juillet Sofia était menacée et les Bulgares devaient appeler au secours les Autrichiens ; François-Joseph consulta ses partenaires de la Triple Alliance : Guillaume II conseilla la prudence, Giolitti, pour les Italiens, fut plus net encore ; les Bulgares, abandonnés, capitulèrent ; le *traité de Bucarest* du 10 août 1913 ne leur laissa qu'une étroite façade sur la mer Égée avec le port de Dédéagatch ; la Grèce eut la plus grande partie de la Macédoine avec Salonique ; la Serbie reçut la Macédoine occidentale entre la Strouma et le Vardar ; la Roumanie agrandit au sud sa province de Dobroudja ; la Turquie regagna Andrinople. C'était un échec pour la Triple Alliance, dont le client, la Bulgarie, était vaincu, un succès pour l'Entente à travers la Serbie, dont les ambitions étaient renforcées à jouer le rôle de « Piémont des Balkans », en menaçant d'éclatement l'Autriche-Hongrie.



Les Balkans en 1914

Les rivalités dans les Balkans s'étaient exaspérées, et l'on pouvait envisager que la Russie, à la faveur d'un démembrement de la Turquie, parvint à Constantinople; aussi les Allemands, déjà fortement implantés dans l'Empire ottoman par leurs intérêts financiers, se mirent en mesure de redresser la Turquie en lui envoyant un général-inspecteur capable de donner à l'armée turque la structure et la force matérielle qui lui manquaient. Chacun des deux blocs européens cherchait à consolider ses positions en prévision d'une guerre que tous attendaient et redoutaient à la fois.

Bibliographie

On aura recours d'abord aux trois volumes de la collection *Peuples et Civilisations* déjà cités. Puis on utilisera les ouvrages qui traitent plus directement des relations internationales : P. MILZA, *Les relations internationales, de 1871 à 1914*, coll. U2, Colin ; P. RENOUVIN, *Le XIX^e siècle, l'apogée de l'Europe*, tome VI de l'*Histoire des relations internationales* chez Hachette ; J. DROZ, *Histoire diplomatique de 1648 à 1919* ; J. B. DUROSSELLE, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Nouv. Cléo, P.U.F., sérieuse bibliographie ; P. GUILLEN, *Politique étrangère de la France contemporaine, L'expansion (1881-1918)*, Imprimerie Nationale, 1984.

Sur la question d'Extrême-Orient l'ouvrage essentiel reste celui de P. RENOUVIN, *La Question d'Extrême-Orient, 1840-1940*, Paris, 1953 ; on trouvera une bibliographie suffisante dans le volume de la Nouvelle Cléo écrit par CHESNEAUX.

Sur les relations franco-allemandes : R. POIDEVIN, *Les relations économiques et financières entre la France et l'Allemagne de 1898 à 1914*, Colin, 1969 ; F. FISCHER, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale, 1914-1918*, trad. de l'allemand, Paris, Trévisé, 1970 ; R. POIDEVIN et J. BARIETY, *Les relations franco-allemandes 1815-1975*, Colin, 1977 ; P. GUILLEN, *L'Allemagne et le Maroc de 1870 à 1905*, P.U.F., 1967.

Lecture

Note de Bismarck sur la crise russo-turque en 1876

Bismarck dicte la note à son fils Herbert, secrétaire de légation, 14 octobre 1876.

« La question de savoir si, à propos des complications orientales, nous nous brouillerons pour longtemps avec l'Angleterre, ou, ce qui serait encore plus grave, avec l'Autriche, ou, ce qui serait le plus grave de tout, avec la Russie, est infiniment plus importante pour l'avenir de l'Allemagne que tous les rapports entre la Turquie et ses sujets ou entre elle et les puissances européennes. Cela exige de nous une grande prudence et nous oblige à faire abstraction totale des émotions que peuvent exciter en nous les événements d'Orient ou la politique plus ou moins adroite de telle ou telle puissance, si nous voulons conserver, autant qu'il sera possible, le capital de bonnes relations que nous avons avec l'Angleterre, l'Autriche et la Russie.

L'opinion publique en Russie, pays qui en tout cas compte à son actif l'attitude amicale de l'Empereur Alexandre à l'égard de l'Allemagne de 1864 à 1875, ne doit, si possible, même par les fautes du prince Gortchakov, être amenée à laisser établir en elle, de façon durable, le sentiment que, dans une situation grave, nous aurions abandonné la Russie et achevé ainsi son isolement, en nous joignant volontairement au nombre de ses adversaires ; ce que, du point de vue de l'amour de la paix en général, nous pourrions dire, toutes les considérations, si justes qu'elles fussent d'après une opinion non russe, que nous pourrions faire valoir, ne suffiraient pas à infirmer le raisonnement russe que nous n'étions obligés par aucun intérêt propre à donner contre la Russie notre vote européen. J'estime utile de montrer clairement, et cela en dehors même de nos relations avec la Russie, que le souvenir de plus de cent années de relations amicales avec la Russie a été d'un plus grand poids que la considération de ce qui pour l'instant pourrait être en fait le plus opportun en Turquie. Je ne veux pas dire

par là que cet axiome doit dominer tout notre avenir, mais j'estime que nos intérêts nous commandent, pour l'instant du moins, de l'exprimer pour ne pas aggraver les embarras de la Russie... »

(dans PRECLIN et RENOUVIN, *Textes et documents d'histoire*, P.U.F., 1939).

Plan

La révolution de 1911-1912 en Chine

La Chine n'a pas eu son *Meiji*; les souverains mandchous (donc étrangers) ont empêché sa transformation, et elle est devenue une proie facile pour les puissances étrangères, qui, depuis 1840, se sont imposées par leurs armes et leurs capitaux. La résistance a été surtout populaire, spontanée et sans succès. Pourtant en 1911 un mouvement révolutionnaire tend à lever l'hypothèque dynastique, et paraît capable de faire entrer la Chine dans une période de renouveau.

1. Causes de la révolution

A. CAUSES LOINTAINES :

a) *Causes économiques* : La pénétration étrangère ; la mainmise sur les chemins de fer, l'industrie, les douanes ; en 1914 les placements européens en Chine s'élèvent à 8 milliards de F ; mais une bourgeoisie chinoise est née, mandarins qui se sont lancés dans l'industrie, marchands intermédiaires entre les étrangers et les indigènes ; cette bourgeoisie est jalouse des privilèges accordés aux étrangers.

b) *Causes sociales* : Misère de la paysannerie dépendant des grands propriétaires, aggravée par le déclin de l'industrie rurale devant la grande industrie installée dans les ports ; les révoltes agraires sont chroniques depuis 1900. Augmentation de la population ouvrière fournie par l'exode rural, exploitée par les recruteurs ; baisse du salaire réel de 33 % entre 1900 et 1913.

c) *Causes intellectuelles* : Tendance à l'occidentalisation, favorisée par la pénétration des missions chrétiennes et par la presse, qui se répand depuis 1895. Création de l'Université de Pékin en 1906 ; nombreux étudiants à l'étranger, au Japon, aux États-Unis, en Angleterre.

d) *Causes politiques* : La dynastie est étrangère, affaiblie par les révoltes et par ses capitulations devant l'étranger. Tseu-Hi a dû confier à des généraux des armées dont ils sont maîtres, tel Yuan-Tché-Kaï, qui l'a déjà sauvée en 1898. A partir de 1901 Tseu-Hi entreprend des réformes, universitaire, économique, judiciaire, militaire ; elle semble suivre la voie du Japon ; en 1906 elle annonce même une Constitution, mais elle meurt en 1908 au milieu de la fermentation provoquée par ses réformes ; son successeur, Pou-Yi, a trois ans.

B. SUN-YAT-SEN EXPLOITE TOUTES CES CAUSES PROFONDES : Homme du Sud (Canton), qui a fait des études de médecine à Honolulu et Hong Kong. En 1894 il forme l'Association pour la régénération de la Chine ; compromis dans un soulèvement à Canton, il doit s'exiler en Angleterre, aux États-Unis, puis au Japon ; il publie en 1904 « La véritable solution de la question chinoise » : chasser la dynastie étrangère, établir la souveraineté

du peuple et la république, appliquer le socialisme (non le marxisme) en redistribuant les terres. En 1911 il fonde le Kuo-Min-Tang (Parti National du Peuple).

C. CAUSES IMMÉDIATES : Soulèvements paysans du Hou-Pei ; nouvelles concessions accordées aux étrangers, dans lesquelles la bourgeoisie chinoise se voit lésée. Sun-Yat-Sen profite de la conjonction des deux oppositions et provoque un soulèvement militaire à Wou-Tchang en octobre 1911.

2. La révolution

A. CHUTE DE LA DYNASTIE : Le mouvement s'étend à toute la Chine du Sud ; Yuan-Tché-Kaï, appelé par le régent, prépare le passage à une monarchie parlementaire ; mais en décembre Sun-Yat-Sen débarque à Changhaï et forme un gouvernement républicain. Yuan-Tché-Kaï impose alors l'abdication de Pou-Yi et proclame la république (février 1912).

B. L'EFFACEMENT DE SUN-YAT-SEN, bien qu'il tienne les provinces les plus riches. Pourquoi ?

— Conflit entre les militaires, qui veulent seulement un changement de régime, la bourgeoisie, qui veut lutter contre la pénétration étrangère sans accorder de réformes sociales, les paysans qui demandent une réforme agraire. La bourgeoisie ne peut pas s'appuyer sur le peuple.

— La bourgeoisie cherche à établir un régime constitutionnel ; Sun-Yat-Sen veut maintenir la dictature, qui permettrait la réalisation de réformes sociales.

— Les puissances étrangères, inquiètes de la révolution, appuient les militaires et bloquent les provinces du Sud.

Sun-Yat-Sen, se trouvant devant les contradictions internes du mouvement, et ne se sentant pas en position de force, laisse provisoirement la place à Yuan-Tché-Kaï.

3. Conséquences

A. POLITIQUES : En mars 1912, vote d'une Constitution (Parlement élu au suffrage censitaire) ; mais Yuan dissout le Kuo-Min-Tang qui venait d'être vainqueur aux élections et fait rédiger une nouvelle constitution qui lui donne la dictature.

B. FINANCIÈRES : Dépendance plus grande de la Chine envers le capital étranger. En juin 1912 formation d'un consortium (où entrent les Japonais), qui prête collectivement à la Chine, impose des conseillers financiers pour surveiller l'emploi des fonds et se fait livrer le produit du sel.

La révolution a réussi sur le plan politique, a échoué sur tous les autres plans. L'expérience sera utilisée par Sun-Yat-Sen après la mort de Yuan-Tché-Kaï en 1916, et surtout à la lumière de la révolution bolchevique de 1917. Il tentera alors d'appliquer le *tridémisme* (Nationalisme-Démocratique-Socialisme).

18 La première guerre mondiale 1914-1918

La première guerre mondiale, qui affecte surtout l'Europe, mais où les Empires coloniaux sont tous venus sans défaillance au secours de la métropole, marque le déclin du vieux continent par les destructions et les faillites monétaires qu'elle entraîne, les aspirations nouvelles qu'elle a fait naître dans la plupart des pays coloniaux, le stimulant économique qu'elle a apporté aux puissances qui y furent impliquées mais en demeurant loin des théâtres d'opérations, et qui en ont tiré surtout des bénéfices ; on a pu parler de suicide de l'Europe ou de guerre civile européenne. Enfin elle est à l'origine directe de la révolution de 1917 en Russie et de la naissance d'un nouveau courant socialiste, devant l'impuissance de la II^e Internationale à empêcher le déclenchement de la guerre.

I - Préambule

A. **Les causes profondes** de la guerre sont à rechercher dans les vieilles oppositions nationales et dans les récentes rivalités politiques et économiques qui ont abouti à la formation de deux blocs appuyés chacun sur une clientèle. La question marocaine a conduit deux fois au bord de la rupture ; le problème des Balkans a opposé l'Autriche à la Serbie et à la Russie ; les nationalités d'Autriche-Hongrie menacent la monarchie d'éclatement, si elles reçoivent un appui de l'extérieur ; l'opposition anglo-allemande est également forte depuis que l'Allemagne a décidé de se doter d'une puissante marine de guerre pour appuyer un commerce extérieur toujours plus agressif. Les raisons de l'explosion peuvent être économiques, politiques, diplomatiques.

La situation économique de l'Allemagne la porte à chercher à tout prix des débouchés, ou à voir dans la guerre le moyen d'absorber une production excédentaire ; elle a besoin de colonies et du bassin de minerai de fer français ; elle rêve de conquêtes aux dépens de la Russie pour se ravitailler et trouver un exutoire à son excédent de population.

Les intérêts français nouent également les liens diplomatiques ; les relations extérieures françaises sont en partie au moins commandées par les implantations de capitaux ; le nationalisme de Poincaré est aussi un nationalisme financier prêt à utiliser le poids de la force française pour sauver les 12 milliards placés en Russie, mais aussi décidé à n'accorder de crédits qu'aux États qui seraient diplomatiquement amis. Il s'oppose, dans ce domaine, à des hommes comme Caillaux, Doumer, Rouvier, qui ne voient que l'aspect international des affaires et seraient prêts à s'entendre avec les concurrents pour se distribuer les États-clients, sans se soucier de leur attitude extérieure.

L'Allemagne présente la guerre comme une réaction de défense devant l'encerclement dont elle est l'objet ; on a appris en juin 1914 que l'Angleterre négociait avec la Russie une Convention maritime ; mais aussi Guillaume II se doit d'exalter le prestige allemand ; l'Allemagne a besoin de s'affirmer comme arbitre du monde ; elle en est arrivée au point où la « fuite en avant » lui fait obligation de ne pas reculer devant les dangers d'une guerre pour éviter la décadence. La tendance allemande à l'impérialisme n'est pas seulement économique, mais idéologique et passionnelle.

L'Allemagne doit défendre l'Autriche-Hongrie, qui demeure sa seule véritable alliée devant les incertitudes italiennes. Veut-elle délibérément la guerre ? ou bien se contente-t-elle de risquer un conflit européen, tout en espérant limiter les hostilités dans cette opération de sauvegarde de son alliée, qui implique l'élimination du danger serbe ?

Il faut compter aussi avec le panslavisme, permanent dans la politique russe, avec le vieux rêve des tsars de parvenir à Constantinople, et avec le nationalisme français renaissant, qui, devant la menace d'une guerre, retrouve la nostalgie de la revanche et la perspective de retour des provinces perdues.

B. La situation diplomatique : La division de l'Europe en *deux blocs* peut faire redouter le pire ; pourtant les deux ensembles ne sont pas sans fissures ; la Triplice a été renouvelée par anticipation en décembre 1912 pour six ans, et complétée par une Convention navale italo-autrichienne ; on sait cependant qu'en cas de guerre contre la France et l'Angleterre, l'Italie n'interviendrait pas. L'Entente est formée de trois traités ; l'alliance franco-russe renouvelée en 1912, mais Poincaré s'inquiète d'un relâchement entre les deux pays ; au cours de deux voyages à Saint-Petersbourg il s'efforce de resserrer l'alliance, qui garde un caractère défensif. L'Angleterre n'est liée qu'au Japon ; elle a même engagé en 1912 des négociations avec l'Allemagne sur la base de la limitation des armements ; Hohlweg demandait en échange un engagement de neutralité en cas de guerre ; lord Grey a refusé ; on ignore quelle sera l'attitude de l'Angleterre devant l'ouverture d'hostilités.

Les deux blocs disposent de clients en Europe centrale et orientale. En Serbie Pierre 1^{er} est protégé par la Russie et par la France. En Bulgarie, où le prince Ferdinand est devenu tsar en 1908, on hésite, mais le danger serbe et l'issue de la deuxième guerre balkanique font pencher vers l'Autriche. Les Roumains inclinent vers la France, mais le roi Carol est un Hohenzollern ; il meurt en 1914 et son neveu héritier, Ferdinand 1^{er}, garderait volontiers la neutralité. En Grèce, où George 1^{er} a été assassiné en 1913, la couronne est revenue à Constantin, beau-frère de Guillaume II ; le Roi penche vers l'Allemagne, mais l'opinion publique, animée par Venizélos, est favorable à l'Angleterre. La Turquie, qui a commencé à se transformer depuis que le sultan Mehmed V a établi une dictature militaire sous l'impulsion du Comité Union et Progrès, s'est nettement tournée vers l'Allemagne en 1913. Les États-Unis, où Wilson vient d'être élu, restent fidèles à l'isolationnisme, et, en cas de guerre, il faudrait compter avec l'importante colonie allemande.

C. La cause immédiate : Le 28 juin 1914 l'archiduc héritier d'Autriche, François-Ferdinand et son épouse, en visite à *Sarajevo*, au cours de manœuvres militaires qui se déroulent en Bosnie, sont assassinés ; on arrête le meurtrier, Prinzip, et ses complices, tous bosniaques sauf un Serbe ; le complot a été monté par la société *Jeune Bosnie*, organisation révolutionnaire panserbe ; la responsabilité du gouvernement serbe est indirecte : il n'a pas organisé l'attentat, mais l'a laissé préparer. En Autriche-Hongrie la disparition de l'héritier suscite peu de regrets ; mais on voit dans l'incident le prétexte qui va permettre de se débarrasser de la Serbie, non pour l'absorber, mais pour la démembrer. L'assassinat de Sarajevo peut exaspérer les troubles parmi les nationalités d'Autriche-Hongrie ; celle-ci est devant l'alternative : la révolution ou la guerre.

D. Le déclenchement : Le 5 juillet Guillaume II assure l'Autriche de son appui ; le 7, le Conseil des ministres autrichien rédige l'ultimatum qui sera remis à la Serbie le 23 juillet seulement, quand Poincaré et Viviani, qui sont en visite officielle en Russie, auront quitté Saint-Petersbourg. La Serbie accepte de mettre fin chez elle à la propagande anti-

autrichienne, mais refuse d'accepter des contrôleurs autrichiens qui veilleraient à l'épuration. Le 28 juillet, après avoir refusé une médiation anglaise, puis russe, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie.

Le gouvernement russe a reçu de Poincaré des assurances ; pourtant il avance lentement dans la voie de la guerre et tente de négocier jusqu'au 2 août ; il propose l'arbitrage de la Cour de La Haye, demande l'intervention anglaise, mais en même temps, connaissant la lenteur de ses préparatifs, il commence à mobiliser le 29. En France le parti socialiste et la C.G.T. organisent en commun des manifestations contre la guerre mais ils ne se mettent pas d'accord sur le principe d'une grève générale. En Allemagne le parti social-démocrate provoque également des mouvements en faveur de la paix, mais son action est gênée par la haine contre la Russie tsariste ; il ne sort rien de la rencontre de Bruxelles entre socialistes et syndicalistes français et allemands, les 26-27 juillet ; le 29 juillet, la social-démocratie allemande assure le chancelier qu'aucune action n'est à craindre de sa part. Le 31, Jaurès est assassiné par Raoul Villain ; dès ce moment le mouvement pacifiste recule, l'*Union sacrée* (expression de Poincaré) est réalisée ; Malvy, ministre de l'Intérieur, n'a pas à faire exécuter les arrestations prévues par le « carnet B ».

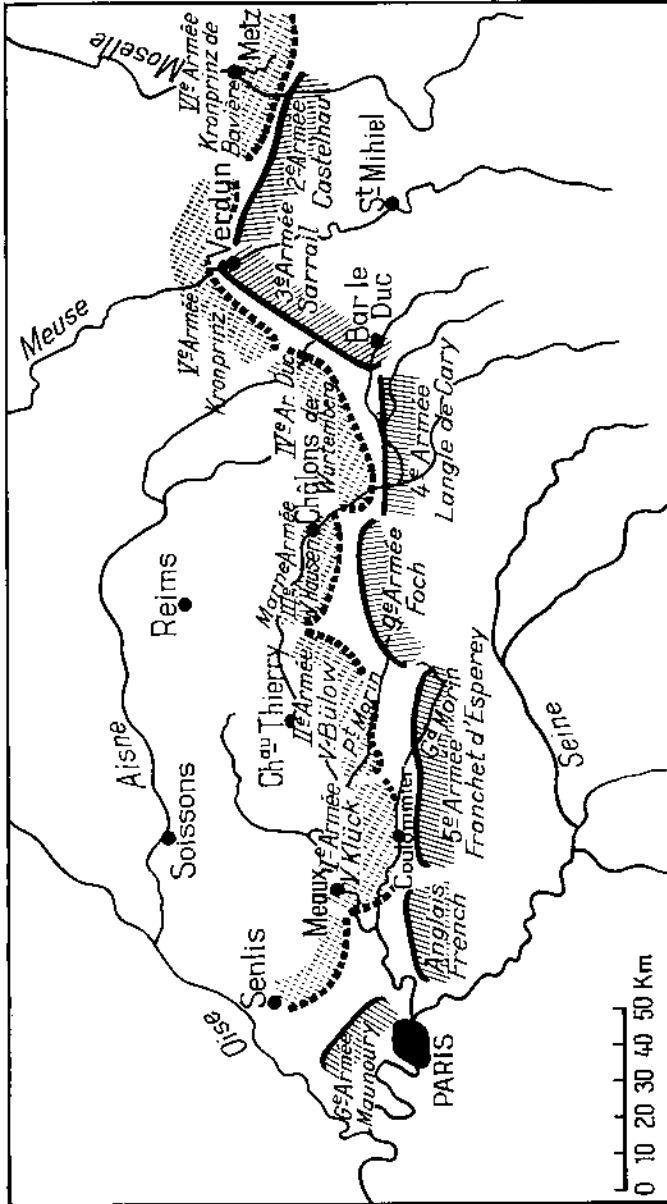
Le 31 juillet, l'Allemagne adresse à la Russie un ultimatum lui enjoignant d'arrêter ses préparatifs ; en même temps un ultimatum est remis à la France, demandant l'attitude de la France en cas d'hostilités, et la prise de gages en France en cas de neutralité. Le 1^{er} août, la mobilisation générale est décrétée en France et en Allemagne ; l'Allemagne déclare la guerre à la Russie ; le 3 août, imputant à la France 17 violations du territoire allemand, elle lui déclare la guerre. L'Italie annonce qu'elle restera neutre. La guerre qui commence deviendra peu à peu mondiale ; en Europe resteront à l'écart les pays scandinaves, l'Espagne, la Suisse, les Pays-Bas.

II - La guerre de mouvement (1914)

A. La bataille des frontières : L'intention allemande est d'écraser la France en deux mois, puis de se reporter contre la Russie ; le plan stratégique avait été dressé par Schlieffen, quand il avait pris la direction du grand État-Major en 1891, en fonction de l'alliance franco-russe en formation ; il impliquait la nécessité de se battre sur deux fronts. Corrigé en 1898-1899, il a été transmis par Schlieffen à son successeur, Moltke le jeune, en décembre 1905, avec un Mémoire, *La guerre contre la France* ; Moltke a conservé l'idée générale : 72 divisions à l'Ouest, 9 à l'Est ; se tenir sur la défensive en Alsace, constituer une aile marchante de 54 divisions, qui passerait par la Belgique, et, redescendant vers le Jura, enfermerait dans une nasse l'armée française.

Le plan XVII français, rédigé par Joffre, comporte lui aussi l'offensive (« l'attaque prévient l'attaque »), mais une attaque frontale par Toul en direction de Metz et de l'Alsace ; l'armée Lanrezac, avec 23 divisions seulement, se défendra au nord en comptant sur la résistance des forts et de l'armée belges.

Le 2 août, Albert 1^{er}, Roi des Belges, est invité à laisser passer les forces allemandes ; lord Grey somme Bethmann-Hollweg de respecter le traité garantissant la neutralité belge ; le chancelier allemand, doutant que l'Angleterre puisse faire la guerre pour un « chiffon de papier », laisse l'armée allemande envahir la Belgique ; aussitôt, le 4 août, l'Angleterre déclare la guerre, bientôt suivie par l'Empire ; mais elle ne pourra d'abord



Position des armées à la première bataille de la Marne (6 septembre 1914)

engager que cinq divisions sur le front français. Les forces belges sont rapidement écrasées par l'artillerie, qui est la supériorité de l'armée allemande ; le 15 août les Allemands sont à la frontière française. Plus au sud les armées françaises ont été refoulées à Longwy et n'ont pas pu se maintenir à Mulhouse, qui avait été prise le 7 août.

Joffre, considérant que la bataille était mal engagée, décida la retraite, tout en menant à Guise, à Saint-Quentin, à Donchery, des combats de retardement. En même temps il décidait la formation, au nord de Paris, d'une nouvelle armée commandée par Maunoury. La *retraite de la Marne* va durer du 24 août au 4 septembre ; le 3, l'armée von Klück, qui forme la pointe extrême de l'aile marchante allemande, présente son flanc droit à l'armée Maunoury ; le 6, la contre-offensive franco-anglaise est lancée ; Maunoury, renforcé par les quatre divisions parisiennes que lui envoie Gallieni (les taxis de la Marne), enfonce l'armée von Klück et arrive à Château-Thierry ; le 10, Moltke, qui n'a pas quitté son poste de commandement de Luxembourg, ordonne la retraite ; les Allemands s'installent sur, une ligne Soissons, Reims, Châlons, Verdun.

La première bataille de la Marne est décisive : le plan allemand n'a pas été réalisé, la « guerre-éclair » n'aura pas lieu. Joffre essaie ensuite de déborder les Allemands par le nord ; la « course à la mer » menée par Foch le porte en Belgique, mais, menacé par la chute d'Anvers et attaqué dans les Flandres en octobre-novembre, il est sauvé par la flotte anglaise qui suit sa retraite, et par le sacrifice des fusiliers-marins à Dixmude ; à la fin de l'année le front Ouest est continu et stabilisé.

B. Le front oriental : Malgré ses faibles effectifs l'armée allemande de Hindenburg bat deux armées russes mal équipées à *Tannenberg* (26-27 août) et oblige les Russes à évacuer la Prusse orientale ; les Autrichiens, qui ont envahi la Serbie, sont battus à Lemberg en Galicie par les forces russo-serbes (septembre) et doivent évacuer la Serbie.

La guerre s'étend en 1914 à deux nouveaux pays : le *Japon*, qui intervient dès août contre l'Allemagne en vertu de l'alliance anglaise, mais surtout pour s'emparer des positions allemandes en Extrême-Orient ; il n'interviendra pas en Europe. La *Turquie* a d'abord appliqué une neutralité bienveillante envers les puissances centrales, puis, pressée d'intervenir après la bataille de la Marne, elle ferme les Détroits en octobre et attaque les Russes.

C. L'effort de guerre : Il devint vite évident que la guerre ne serait pas courte comme chacun l'avait cru ; aussi chaque belligérant dut-il peu à peu mobiliser tous ses hommes et toutes ses ressources ; l'économie libérale, qui était celle de l'Europe, était mal préparée aux nécessités d'une mobilisation générale, qui impliquait une intervention croissante de l'État.

En France l'union sacrée a fait entrer dans le ministère Viviani deux socialistes : J. Guesde et Marcel Sembat ; avant la Marne le Parlement s'est réfugié à Bordeaux. Au bout d'un mois de guerre les stocks civils et militaires sont épuisés ; l'invasion a fait perdre à la France la moitié de son charbon, 64 % de sa production d'acier, 90 % de l'industrie lainière, 20 % de la production de céréales ; il faut importer des vivres, improviser une industrie métallurgique ; l'État passe des contrats avec les industriels ou crée lui-même de nouvelles usines ; les importations sont payées grâce à des crédits extérieurs et à l'or apporté au Trésor par les Français ; les dépenses internes sont couvertes par l'inflation et l'emprunt.

En Angleterre des pouvoirs spéciaux ont été accordés au Roi ; on se contente encore de faire appel aux volontaires ; le libéralisme manchestérien répute à l'intervention de

l'État, qui s'entend simplement avec les entrepreneurs privés ; le rôle dévolu à l'Angleterre par l'alliance est surtout financier et maritime : elle doit assurer le ravitaillement à partir de l'outre-mer et exercer un blocus de l'Allemagne, peu efficace, du reste, tant que le commerce des neutres reste libre.

La Russie souffre d'un manque d'équipement ; ses voies ferrées sont insuffisantes, la production ne peut pas augmenter ; elle doit compter sur les fournitures alliées, qui ne peuvent plus lui parvenir depuis que les Détroits sont fermés.

L'Allemagne doit assurer son propre ravitaillement, mais aussi équiper ses alliés ; aussi est-elle passée plus rapidement de l'économie libérale à l'autarcie où tout est dirigé par l'État, réquisition des matières premières, répartition, rationnement alimentaire.

Dans tous les pays en guerre l'augmentation des dépenses publiques et la détérioration des termes de l'échange ont fait suspendre, dès août 1914, la convertibilité de la monnaie.

III - La guerre de position (décembre 1914 - février 1916)

A. Les opérations militaires : A l'ouest on s'installe dans une forme de guerre à laquelle on n'était pas préparé, mais qui était apparue pourtant lors de la guerre russo-japonaise de 1904-1905 : la guerre de tranchées, avec ses communiqués laconiques, mais aussi avec toutes les souffrances intimes du combattant. Le commandement français lance cependant trois offensives localisées, soit pour rectifier le front, soit pour tenter la percée : sur le saillant de Saint-Mihiel au sud de Verdun, avril 1915 ; en Artois, en mai ; sur l'Aisne, en septembre ; les trois tentatives sont des échecs coûteux. L'intérêt se porte sur le front d'Orient, où le besoin absolu d'entrer en contact avec les Russes fait tenter le forçage des Dardanelles entre février 1915 et janvier 1916. Les forces franco-anglaises subissent un échec qui provoque un vif remous dans les Balkans : l'attitude de Constantin de Grèce oblige à envoyer à Salonique Sarrail et un corps expéditionnaire français qui tente de soutenir les Serbes ; mais, attaquée de flanc par les Bulgares, l'armée franco-serbe doit refluer sur le camp retranché de Salonique, où elle demeurera jusqu'en 1918.

Sur le front maritime la grande flotte allemande, basée à Kiel, n'intervient pas ; les Allemands lancent d'abord des navires corsaires légers, qui sont détruits aux Falkland (décembre 1914), puis entament la guerre sous-marine (torpillage du *Lusitania*, mai 1915, 1800 morts, dont 118 Américains).

Un nouveau pays entre en guerre : l'*Italie* a hésité, négocié avec l'Autriche sur les terres irrédentes, puis elle s'est tournée vers l'Entente, qui lui a promis en avril 1915 les terres réclamées à l'Autriche et des compensations dans l'Empire ottoman ; elle dénonce la Triple et s'engage en mai aux côtés des alliés.

B. Lassitude et oppositions : L'union sacrée, qui a d'abord été la règle dans tous les pays, s'affaiblit en 1915. En 1914 quelques éléments seulement de la C.G.T. française, comme Merrheim et Monatte, quelques socialistes comme P. Faure et Laval ont protesté contre l'attitude des syndicats et du parti. L'appel de Romain Rolland dans le *Journal de Genève (Au-dessus de la mêlée)* a eu à peine plus d'écho. En Allemagne seul Liebknecht a refusé de voter les crédits militaires. Puis, partout les cadences de travail imposées aux ouvriers, la mobilisation totale, la hausse des prix avec l'inflation, et le scandale des fortunes rapides ont créé un malaise et renforcé les partisans d'une paix blanche.

Une scission commence à apparaître dans le socialisme international : en septembre 1915 se tient à *Zimmerwald*, près de Berne, une réunion où 38 socialistes, venus de 11 pays, s'interrogent sur la paix, mais aussi sur l'avenir de la II^e Internationale ; Lénine et Trotski sont présents, ainsi que deux Allemands, Ledebour et Hoffmann, et deux syndicalistes français, Merrheim et Bourderon. Lénine fait adopter son manifeste adressé aux prolétaires, pour qu'ils transforment la guerre impérialiste en guerre révolutionnaire. La réunion a encore peu de portée, mais elle se répercute en France, où apparaît au Congrès socialiste de décembre 1915, qui maintient néanmoins l'union sacrée, une petite minorité *zimmerwaldienne* ; en Allemagne, où, à la même date, vingt députés votent contre les crédits militaires.

IV - L'année de Verdun, 1916

A. Les opérations : a) *A l'ouest* Falkenhayn, qui a remplacé Moltke, a décidé l'attaque sur Verdun, qui forme un saillant menaçant Metz, et dont la chute affaiblirait le moral de l'adversaire ; il compte en faire une bataille de destruction de l'armée française. L'offensive est lancée le 21 février, et dure 131 jours ; le 6 mars le Mort-Homme, au N-O, est pris ; le 25 mars tombe le fort de Douaumont ; en un mois les Allemands ont avancé de un kilomètre ; le 7 juin ils prennent le fort de Vaux, mais échouent sur Souville ; le général Pétain a pu maintenir ouverte la route (la « voie sacrée ») et la voie ferrée de Bar-le-Duc, par où arrivent les renforts. Le 1^{er} juillet l'offensive allemande prend fin ; la plus grande bataille de la guerre a coûté 240 000 hommes aux Allemands, 275 000 aux Français pour un résultat à peu près nul, car Vaux et Douaumont seront repris en octobre-novembre ; mais Verdun est resté comme le symbole de la résistance française, et a marqué l'échec des calculs allemands.

En effet, tout en résistant à Verdun, les Français, appuyés par les Anglais, se montraient capables, le 1^{er} juillet, de déclencher une offensive sur la Somme, en utilisant des chars ; Falkenhayn devait reculer de 25 km sur Péronne et retirer des troupes de Verdun ; il fut alors remplacé par Hindenburg, le « vainqueur de Tannenberg », et son adjoint Ludendorff, le véritable stratège.

b) *Sur le front oriental* les Russes, sollicités par les Français, ont lancé, pour soulager Verdun, une offensive qui les mène aux Karpathes ; ils peuvent maintenant recevoir des renforts en matériel par le port de Mourmansk qui vient d'être ouvert, et par la voie ferrée qui le relie à Petrograd.

c) *Sur mer* les Anglais essaient d'attirer la grande flotte allemande, qui constitue une menace permanente pour les convois en direction de Mourmansk, hors de sa base de Kiel. Ils y parviennent le 31 mai 1916, et l'amiral Jellicoe livre bataille au large du Jutland, mais la flotte allemande parvient à rompre le combat et à rentrer à Kiel, d'où elle ne sortira plus.

La guerre s'étend enfin à deux nouveaux pays : le *Portugal*, que des liens anciens unissent à l'Angleterre, et la *Roumanie*, dont les alliés obtiennent l'intervention en lui promettant la Transylvanie et la Bukovine ; mais les Roumains sont rapidement battus et les Allemands peuvent disposer du blé et du pétrole qui leur faisaient défaut.

B. Les difficultés internes : En France le ministère Briand formé en octobre 1915 se trouve aux prises avec des difficultés parlementaires ; les syndicats se reconstituent, les

premières grèves éclatent. En Allemagne l'opposition à la guerre est plus vive encore ; le 27 janvier 1916 est diffusée la première des « Lettres Politiques » signée « Spartacus » ; Liebknecht et Rosa Luxemburg réclament la disparition de la II^e Internationale et la création d'une nouvelle organisation. Cette fermentation se traduit par une seconde réunion socialiste à *Kienthal* (« deuxième Zimmerwald »), en avril 1916, où figurent trois députés français ; le manifeste reprend les idées de Lénine et de Trotski, en rendant le capitalisme responsable de la guerre. Le réveil du socialisme, ou sa nouvelle orientation, a de violentes répercussions chez les belligérants, en Allemagne, où, malgré la réaction du gouvernement, de sévères manifestations ont lieu le 1^{er} mai ; en Russie, où l'opposition se manifeste à la Douma et des troubles dus au ravitaillement se produisent dans la rue ; en Autriche, où le Président du Conseil est assassiné par le fils de Victor Adler. En France, au XIII^e Congrès du parti socialiste, qui se tient en décembre, la participation au gouvernement n'est approuvée qu'à une faible majorité.

La mort de François-Joseph, qui survient en novembre 1916, pourrait faire naître un espoir de compromis. Charles I^{er}, qui le remplace, redoute la décomposition de l'Autriche-Hongrie, où les désertions parmi les nationalités sont nombreuses. Pourtant les politiques se heurtent aux militaires, qui l'emportent ; en France Briand remanie son ministère en décembre et forme un « Comité restreint » pour conduire la guerre avec plus d'efficacité ; Joffre est remplacé par Nivelle, dont on connaît l'esprit d'offensive. En Angleterre, Asquith finit par accepter la conscription puis laisse la place en décembre à Lloyd George, qui forme un « Cabinet restreint ». En Allemagne, Hindenburg fait adopter la levée de tous les hommes de 17 à 60 ans. La Conférence interalliée de décembre 1916 a décidé de lancer au printemps de l'année qui vient une grande offensive.

V - L'année trouble, 1917

A. **L'offensive franco-anglaise** est lancée en mars ; les Français attaquent sur le Chemin des Dames (l'Aisne), les Anglais sur Cambrai et Saint-Quentin ; Hindenburg n'a pas été surpris ; il a retiré ses troupes jusqu'à une ligne fortifiée passant par Lens, Saint-Quentin, Reims, sur laquelle viennent se briser les attaques alliées ; les pertes sont lourdes et entraînent dans l'armée française une crise morale qui se traduit par des mutineries ; Nivelle est remplacé par Pétain, qui a la réputation d'être plus économe du sang de ses hommes ; il rétablit la discipline, et attend « les Américains et les tanks ».

B. **L'intervention américaine** : La neutralité des États-Unis a été maintenue jusqu'ici par la volonté d'isolationnisme et par l'action efficace des immigrés allemands ; mais, par la force des choses, notamment grâce au rôle joué par les banques anglaises et à l'efficacité du blocus britannique, ce sont les alliés qui ont bénéficié des fournitures américaines ; or le gouvernement allemand a décidé, en janvier 1917, d'intensifier la guerre sous-marine, sans donner aux neutres de garanties ; les effets en sont sensibles, puisque les pertes alliées en navires marchands approchent de 600 000 tx en février-mars ; c'est tout le commerce américain vers l'Europe qui risque d'être paralysé ; cet argument, s'ajoutant à la solidarité anglo-saxonne et au rôle personnel de Wilson expliquent que le Congrès ait décidé le 2 avril 1917 la rupture avec l'Allemagne, en décembre avec l'Autriche.

L'appui militaire ne peut pas être tout de suite sensible ; les États-Unis ont 200 000 hommes réservés à la défense du territoire et une faible industrie d'armement ; il faudra créer et instruire un corps expéditionnaire, qui finira par compter en novembre

1918 un million d'hommes. Dans l'immédiat, les résultats essentiels de l'appui américain, qui entraîne celui des républiques d'Amérique latine, sont l'effet moral qu'il produit, l'efficacité plus grande du blocus contre l'Allemagne, la certitude qu'ont les alliés d'être ravitaillés sans limitation et d'obtenir pour cela tous les crédits nécessaires.

Le renforcement de la position des alliés comporte cependant une contrepartie sur les plans financier et politique : l'endettement extérieur, et une dépendance à l'égard des États-Unis pour la conduite de la guerre et l'élaboration de la paix : dès le 8 janvier 1918 Wilson précise ses buts de guerre dans ses 14 Points par lesquels il essaie encore de retenir la Russie, prête à signer la paix.

C. La révolution russe¹ : L'établissement du bolchevisme se fait en deux étapes ; dans un premier temps, en février-mars 1917, la conjonction des oppositions fait tomber le régime tsariste : Nicolas II abdique le 15 mars et un gouvernement provisoire est formé, où les bolcheviks s'effacent devant les libéraux ; l'homme principal en est Kerenski, désireux d'une paix rapide, mais non à tout prix ; il lance même la « grande offensive Broussilov », arrêtée presque aussitôt par les Allemands. Dans un deuxième temps Lénine, rentré de Finlande le 23 octobre, persuade le Comité central du parti de déclencher l'insurrection bolchevique, qui est victorieuse le 7 novembre (25 octobre pour le calendrier russe). Kerenski s'enfuit et laisse le pouvoir au Conseil des Commissaires du Peuple, qui signent l'armistice à *Brest-Litovsk* le 15 décembre, la paix au même endroit le 3 mars 1918. La Russie abandonne la Finlande, la Pologne et les pays baltes, reconnaît l'indépendance de l'Ukraine, qui ravitaillera les Allemands et les Autrichiens. La capitulation russe entraîne celle de la Roumanie, et permet aux Allemands de reporter 57 divisions sur le front Ouest.

D. Difficultés intérieures : La révolution bolchevique et la paix qui la suit fortifient le mouvement pacifiste ; en France se déroulent des manifestations contre la guerre, et en mai-juin, sous l'impulsion de Merrheim, des grèves à Paris et à Saint-Étienne ; Malvy, ministre de l'Intérieur, n'ose pas sévir ; quand, en septembre 1917, le ministre Ribot est remplacé par le ministre Painlevé, les socialistes refusent de participer : *l'Union sacrée est brisée*. Les trade-unions déclenchent aussi des grèves en Grande-Bretagne ; en Italie ont lieu des émeutes ouvrières ; les troubles sont plus graves encore en Allemagne, où les difficultés alimentaires sont plus sérieuses ; les « spartakistes » provoquent des révoltes dans les grandes villes, et même sur certains des navires immobilisés à Kiel, en avril 1917 d'abord, puis en janvier-février 1918 au moment des pourparlers avec les Russes. Le Reichstag vote en juillet une résolution réclamant une paix d'entente et de réconciliation durable.

E. Tentatives de paix : Elles ont deux origines.

a) *Charles Ier* ne voit de sauvetage de l'Autriche-Hongrie que dans l'arrêt de la guerre ; il offre de négocier ; une Conférence se tient à Saint-Jean-de-Maurienne du 19 au 25 avril ; mais on bute sur la question des terres irrédentes promises à l'Italie ; le représentant italien, Sonnino, refuse les compensations qui lui étaient offertes en Asie Mineure. L'attitude italienne deviendra cependant moins intransigeante après le désastre éprouvé à Caporetto en octobre.

1. La révolution russe et ses résultats sont étudiés dans le volume suivant : Pierre MILZA, *De Versailles à Berlin*.

b) *Le pape Benoît XV* intervient, peut-être pour sauver l'Autriche-Hongrie, pays catholique. La note pontificale publiée le 14 août demande la garantie de la liberté des mers, l'absence d'indemnité de guerre, le retour au statu quo de 1914, quitte à négocier plus tard sur l'Alsace-Lorraine et sur les terres irrédentes, enfin l'indépendance de la Belgique. Le pape n'aura aucune réponse.

VI - La fin de la guerre, 1918

A. Le renforcement des alliés : Dans tous les pays de l'Entente les gouvernements accentuent l'effort militaire. En France Clemenceau (le Tigre) arrive au pouvoir en novembre 1917 et prend aussitôt des mesures contre les partisans d'une paix blanche, contre les socialistes et les syndicalistes, fait ouvrir des poursuites contre Caillaux et Malvy. Lloyd George obtient du Parlement le droit de résilier les sursis ; en Italie un sursaut national se produit après la défaite de Caporetto et Orlando forme en octobre 1917 un gouvernement d'union nationale. L'effort industriel donne aux alliés une supériorité de plus en plus écrasante sur les Allemands. Enfin, le 26 mars 1918 l'*unité de commandement* est réalisée au profit de Foch à la réunion alliée de Doullens.

B. Les dernières offensives allemandes : Les Allemands savent que le temps travaille contre eux ; ils essaient donc d'emporter la décision avant que l'intervention américaine soit trop massive, et en profitant des divisions qu'ils ont ramenées de Russie. Ils préparent leurs offensives du printemps 1918 par le bombardement de Paris (« la grosse Bertha »), dont ils attendent surtout un effet moral (février-mars).

La première attaque est lancée le 21 mars au S.O. de Saint-Quentin à la charnière franco-anglaise ; les Allemands avancent de 60 km, arrivent à Compiègne, mais le manque de réserves empêche d'exploiter le succès.

La deuxième attaque a lieu dans les Flandres, de Lille sur Armentières ; les Allemands avancent de 35 km, puis s'essoufflent.

La troisième attaque se produit sur le Chemin des Dames, entre Soissons et Craonne ; le 31 mai les Allemands sont sur la Marne à Château-Thierry, mais ils sont arrêtés par Mangin. Ces trois succès des Allemands ont en même temps démontré leur faiblesse, car ils ont manqué de réserves en hommes et en matériel. Foch au contraire commence à pouvoir utiliser les Américains.

C. Les offensives alliées : Une quatrième offensive allemande lancée sur Reims le 15 juillet est déjouée par Mangin et Gouraud, qui contre-attaquent aussitôt dans une *deuxième bataille de la Marne* qui résorbe la poche formée autour de Reims. A partir du 8 août l'offensive alliée est générale sur tous les fronts : à l'Ouest les troupes allemandes sont reportées le 5 novembre sur une ligne passant par Bruxelles, Namur, Mézières. En Grèce, l'attaque franco-serbe partie de Salonique menace Sofia et contraint les Bulgares à l'armistice le 28 octobre ; les Anglais prennent Damas et obligent les Turcs à l'armistice le 30 octobre ; les Italiens remportent le 27 octobre la victoire décisive de Vittorio-Veneto sur une armée austro-hongroise en décomposition.

Il reste l'Allemagne, dont l'armée est intacte. Guillaume II s'est enfin rallié au régime parlementaire en formant le 3 octobre le ministère Max de Bade, où sont entrés Erzberger, un homme de la gauche du Zentrum, et deux sociaux-démocrates, Bauer et Scheidemann ; il espère ainsi pouvoir discuter avec les alliés ; mais le 3 novembre se produit la

révolte des marins de Kiel, qui se propage à toute l'Allemagne ; le 8 novembre une délégation allemande conduite par Erzberger est reçue à Rethondes pour recevoir les conditions d'armistice ; elle ne pourra pas les discuter ; en effet, le 9 novembre la révolution éclate à Berlin, à la suite de quoi la République est proclamée à la fois par Max de Bade et par Scheidemann, qui désignent Ebert comme chancelier, tandis que Guillaume II abdiquait l'Empire à son quartier général de Spa et gagnait la Hollande le 10.

L'Allemagne achève de se désintégrer ; contre la république social-démocrate se dressent les Conseils ouvriers formés à l'instigation de Liebknecht. Dans cet effondrement interne (le « coup de poignard dans le dos »), Erzberger ne peut qu'accepter les conditions imposées ; un armistice de 36 jours est conclu, et entre en vigueur le 11 novembre à 11 heures du matin.

Bibliographie

On se reportera d'abord au tome XIX de la Collection Peuples et Civilisations, P.U.F. ; P. RENOUVIN, *La Crise européenne et la Première Guerre mondiale* ; du même auteur, *Les Documents diplomatiques français, 1871-1914*, dans la *Revue Historique* de juillet-septembre 1961.

Sur les responsabilités de la guerre : R. POINCARÉ, *Les responsabilités de la guerre 1914-1918*, Payot, 1932 ; J. ISAAC, *Un débat historique, le problème des origines de la guerre*, Paris, 1933 ; J. DROZ, *Les Causes de la Première Guerre mondiale, essai d'historiographie*, Éd. du Seuil, 1973.

Généralités sur la guerre : G. LESTIEN, *La Première Guerre mondiale. Que sais-je ?* ; G. OLPHE-GAILLARD, *Histoire économique et financière de la guerre 1914-1918*, Rivière, 1925 ; J. ISORNI et L. CADARS, *Histoire véridique de la Grande Guerre*, 4 vol. Flammarion, 1968-1971 ; G. PEDRONCINI, *Les Mutineries de 1917*, P.U.F., 1968 ; P. MIQUEL, *La Grande Guerre*, Fayard, 1983. Sur les opérations militaires du front occidental, on verra L. KOELTZ, *La Guerre de 1914-1918*, Sirey, 1966. Dans les autres domaines, A. ÉTÈVE, *La victoire des cocardes, L'aviation française avant et pendant la Première Guerre mondiale*, Laffont, 1970 ; P. CHACK et J.-J. ANTIÉ, *Histoire maritime de la Première Guerre mondiale*, 3 vol., France Empire, 1969-1971. Sur la diplomatie, J.-B. DUROSSELLE, *De Wilson à Roosevelt, Politique extérieure des États-Unis, 1913-1945*, Colin, 1960 ; G. PEDRONCINI, *Les Négociations secrètes pendant la Grande Guerre*, Flammarion, 1969 ; R. POINCARÉ, *A la Recherche de la paix, 1919*, Plon, 1974.

Il sera bon de lire les *Mémoires* de JOFFRE, Plon, 1932, et de LUDENDORFF, *Souvenirs de guerre*, 2 vol., Payot, 1931-1932. On vivra l'ambiance de la déclaration de guerre dans le septième tome des *Thibault* de R. MARTIN DU GARD ; la vie du combattant sera connue par *Le Feu* de BARBUSSE, 1916, *Les Épargés* de M. GENEVOIX, 1923, *Les Croix de bois* de R. DORGÈLES, 1919, *A l'Ouest rien de nouveau* d'Erich Maria REMARQUE, 1929, *Vie et Mort des Français, 1914-1918*, de A. DUCASSE, M. GENEVOIX, E. MEYER, G. PERREUX, Hachette, 1959 ; J. MEYER, *La Vie quotidienne du soldat pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1967 ; du côté russe, *Avant 14* d'A. SOLJENITSYNE, 1971.

Pour la vie de l'arrière : G. PERREUX, *La vie quotidienne des civils en France pendant la Grande Guerre*, Hachette, 1966 ; J.-J. BECKER, *L'Opinion publique française et les débuts de*

la Première Guerre mondiale, thèse, Nanterre, 1976 ; P. FRIDENSON, *1914-1918, L'autre front*, Cahiers du mouvement social, Éd. ouvrières, Paris, 1977.

Document

Extrait de l'armistice du 11 novembre 1918

I. — Cessation des hostilités sur terre et dans les airs six heures après la signature de l'armistice.

II. — Évacuation immédiate des pays envahis, France, Belgique, Luxembourg, ainsi que de l'Alsace-Lorraine...

III. — Abandon par les armées allemandes du matériel de guerre suivant en bon état : 5000 canons (dont 2500 lourds et 2500 de campagne), 25000 mitrailleuses ; 3000 Minenwerfer ; 1700 avions de chasse et de bombardement.

V. — Évacuation des pays de la rive gauche du Rhin par les armées allemandes. Les pays de la rive gauche du Rhin seront administrés par les autorités locales sous le contrôle des troupes d'occupation des alliés et des États-Unis. Les troupes des alliés et des États-Unis assureront l'occupation des pays par des garnisons tenant les principaux points de passage du Rhin (Mayence, Coblenze, Cologne), avec, en ces points, des têtes de pont de 30 km de rayon sur la rive droite. Une zone neutre sera réservée, sur la rive droite du Rhin, entre le fleuve et une ligne tracée parallèlement aux têtes de pont et au fleuve, et à dix kilomètres de distance depuis la frontière de Hollande jusqu'à la frontière suisse.

... X. — Rapatriement immédiat, sans réciprocité, ... de tous les prisonniers de guerre, y compris prévenus et condamnés des alliés et des États-Unis.

... XII. — Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui faisaient partie avant la guerre de l'Autriche-Hongrie, de la Roumanie, de la Turquie, doivent rentrer immédiatement dans les frontières de l'Allemagne telles qu'elles étaient au 1^{er} août 1914. Toutes les troupes allemandes qui se trouvent actuellement dans les territoires qui en faisaient partie avant la guerre de la Russie, devront également rentrer dans les frontières de l'Allemagne définies comme ci-dessus, dès que les alliés jugeront le moment venu...

... XV. — Renonciation aux traités de Bucarest, de Brest-Litovsk et traités complémentaires.

... XIX. — Sous réserve de toute revendication et réclamation ultérieure de la part des alliés et des États-Unis, réparation des dommages.

... XXII. — Livraison aux alliés et aux États-Unis de tous les sous-marins...

XXIII. — Les navires de guerre de surface allemands qui seront désignés par les alliés et les États-Unis seront immédiatement désarmés, puis internés dans des ports neutres, ou à leur défaut dans les ports alliés désignés par les Alliés et les États-Unis. La désignation des alliés portera sur : 6 croiseurs de bataille, 10 cuirassés d'escadre, 8 croiseurs légers, 50 destroyers des types les plus récents.

... XXVI. — Maintien du blocus des puissances alliées et associées, dans les conditions actuelles, les navires de commerce allemands trouvés en mer restant sujets à capture. Les alliés et les États-Unis envisagent le ravitaillement de l'Allemagne, pendant l'armistice, dans la mesure reconnue nécessaire.

La durée de l'armistice est fixée à trente-six jours avec faculté de prolongation. Au cours de cette durée l'armistice peut, si les clauses ne sont pas exécutées, être dénoncé par l'une des parties contractantes qui devra en donner le préavis quarante-huit heures à l'avance...

Le présent armistice a été signé le 11 novembre 1918 à 5 heures, heure française (dans L. KOELTZ, *op. cit.*)

Sujet d'étude

Les buts de guerre français et allemands

On se reportera au compte rendu d'un colloque sur ce sujet publié par la *Revue Historique* en janvier-mars 1966, à l'ouvrage de Scherer et Grunewald, *L'Allemagne et les problèmes de la paix pendant la première guerre mondiale*, P.U.F., 1966, et à l'étude de F. Fischer, *Les buts de guerre de l'Allemagne impériale*, Éd. de Trévise, 1970.

Le 20 décembre 1916 Wilson adresse aux belligérants une note demandant leurs buts de guerre ; les alliés y répondent le 10 janvier 1917 de façon évasive ; donc buts incertains.

1. Les buts allemands sont constants et beaucoup plus précis que les buts français.
2. Il s'agit pour les deux pays de se débarrasser d'un danger. Le renforcement de l'armée allemande menace la France, mais l'encerclement de l'Allemagne est un danger pour celle-ci.

En France Delcassé veut surtout briser la puissance militaire prussienne. M. Barrès pose dans ses articles de février-avril 1915 la question de la rive gauche du Rhin, dont les populations auront le choix entre l'annexion à la France ou l'indépendance dans la neutralité. En juillet-août 1916 Joffre va même jusqu'à souhaiter la formation de plusieurs États sur la rive gauche, et l'éclatement du reste de l'Allemagne. Mais à partir de 1917 il n'est plus question de la rive gauche du Rhin, ni dans le plan de règlement proposé par Briand, ni dans celui de Painlevé, ni dans les idées de Ribot. Pour les Allemands il s'agit d'affaiblir définitivement la France, et de se prémunir contre le danger russe par la formation d'États indépendants avec les minorités détachées de Russie, Polonais, Lituanais, Baltes.

A l'ouest le but allemand est de faire de la Belgique un État vassal, partagé en deux, dont la partie flamande serait plus avantagée et plus dépendante envers l'Allemagne ; de même le Luxembourg, qui a fait partie autrefois du Saint-Empire, sera un État fédéral allemand.

3. L'Allemagne aspire à former en Europe centrale une zone qui gravite autour d'elle, une « Mitteleuropa », analogue à ce que l'Autriche-Hongrie a été jadis, mais plus étendue. Pour la France il ne peut y avoir la même préoccupation, tout au plus une certaine influence en Allemagne rhénane.
4. La question des annexions est plus précise. Pour les Français la question de la Sarre est posée, et la récupération de l'Alsace-Lorraine sans référendum est évidemment la condition de la paix. Pour les Allemands, il faut gagner sur la France le reste du bassin de minerai de fer, acquérir des terres aux dépens de la Russie, et des colonies en Afrique centrale.

Les deux problèmes clés de la paix sont, jusqu'au bout, celui de la Belgique et celui de l'Alsace-Lorraine. C'est pourquoi une paix de compromis n'est guère concevable.

INDEX ALPHABÉTIQUE DES NOMS PROPRES

A

Abadie, 14.
Abd-ul-Aziz, 220.
Abd-ul-Hamid, 210, 221.
Adler (V.), 53, 151, 152, 234.
Aehrenthal, 221.
Alain, 103.
Alain-Fournier, 12.
Albert 1^{er}, 230.
Alexandre II, 24, 169, 209, 210, 212.
Alexandre III, 169, 213.
Alexandre de Battenberg, 211, 212.
Alexis, 175.
Alix de Hesse, 170.
Alphonse XII, 166.
Alphonse XIII, 166.
Amédée de Savoie, 166.
Andrassy, 151, 209.
André (général), 104.
Antoine, 11.
Apollinaire, 11, 16, 17.
Asquith, 65, 125, 126, 127, 234.
Audiffret-Pasquier, 77.
Auersperg (A. et K.), 150.
Augier (E.), 11.

B

Bakounine, 52, 57.
Balakirev, 18.
Balfour, 125, 126.
Barère, 215.
Baring, 126, 155.
Barodet, 82.
Barrès, 11, 101, 102, 220.
Barthou, 96, 106.
Bartok, 18.
Bateson, 7.
Baudelaire, 10.
Bauer, 237.
Bayer, 5, 7, 39, 137.
Bebel, 54.
Becque, 11.
Becquerel, 6.
Bell, 5, 6, 48.
Benès, 152.
Benoît XV, 236.
Bergès, 38.
Bergougnan, 116.
Bergson, 7, 9, 11.
Bernard (Cl.), 7.
Bernard (E.), 16.

Bernard (J.), 15.
Bernstein, 53, 56, 58.
Berthelot, 6, 39.
Bertin (E.), 217.
Bessemer, 39.
Bethmann-Hollweg, 141, 143, 229, 230.
Bismarck, 24, 43, 77, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 150, 151, 160, 196, 209, 210, 211, 212, 213, 220.
Bizet, 17.
Blanc (L.), 77.
Bland-Allison, 185.
Blanqui, 53.
Bleichröder, 144.
Blériot, 47.
Bloy, 12.
Bohler (V.), 144.
Bois (du), 189.
Boissonade, 217.
Bonnetain, 11.
Booth (J.W.), 31, 182.
Bordeaux, 11.
Borodine, 18.
Borowski, 24.
Bosch, 7.
Boulangier, 95, 96, 220.
Bourbaki, 77.
Bourderon, 233.
Bourgeois (L.), 91, 97, 103.
Bourget (P.), 11.
Boutroux, 8.
Branly, 6, 48.
Braque, 16.
Brazza, 198, 201.
Breton, 17.
Briand, 57, 59, 71, 91, 105, 106, 234.
Brisson, 91.
Broglie (de), 77, 88.
Brousse, 53, 55.
Broussilov, 235.
Brunetière, 101.
Bruno (Giordano), 162.
Buchner, 8.
Buffet, 103.
Bülow (V.), 65, 140, 141, 142, 215, 220, 222.
Bunau-Varilla, 192.
Bunge, 171, 172.
Butler (S.), 12.

C

Caillaux, 103, 106, 222, 228, 236.
Caillavet, 11.

Cambon (J.), 201.
 Campbell-Bannermann, 126.
 Canovas, 166.
 Cantor (G.), 6.
 Caprivi, 64, 140, 142.
 Carnegie, 5, 187.
 Carnot, 57, 95, 97.
 Carol de Hohenzollern, 212, 229.
 Carpeaux, 15.
 Carson, 130.
 Caserio, 97.
 Casimir Perier, 77, 97.
 Cather (Villa), 13.
 Cavour, 15.
 Chabrier, 17.
 Chamberlain (J.), 57, 122, 125, 196, 203, 215.
 Chambord (duc de), 83, 89.
 Chanzy, 70.
 Chardonnat, 39.
 Charles Ier, 234, 236.
 Charles-Albert, 159.
 Charpentier, 17.
 Chester-Arthur, 185.
 Churchill (W.), 125.
 Claudel, 11.
 Clemenceau, 65, 70, 71, 78, 90, 91, 95, 100,
 103, 105, 114, 236.
 Cleveland, 185, 186.
 Colonne (concerts), 17.
 Combes, 90, 103, 104, 105.
 Comte (Auguste), 7.
 Condorcet, 90.
 Conolly, 130.
 Constantin, 234, 236.
 Corradini, 164.
 Courbet (amiral), 212.
 Courtauld's, 127.
 Courteline, 11.
 Crispi, 23, 160, 161, 162, 163, 212, 215.
 Croce (B.), 9, 13, 164.
 Crookes, 6.
 Cui, 18.
 Curel, 11.
 Curie, 6.

D

Dahlmann, 139.
 Dalou, 15.
 Danev, 223.
 D'Annunzio, 13, 164.
 Darboy, 80.
 Darwin, 7, 8, 139.
 Daudet (A.), 11.
 Davioud, 14.
 Deak, 151.
 Debussy, 17, 18.
 Decazes, 77, 210.
 Degas, 15, 16.
 Deglane, 14.
 Delaunay, 17.

Delcassé, 46, 104, 214, 215, 220.
 Delescluze, 79.
 Denfert-Rochereau, 77.
 Depréris, 160, 161.
 Deprez, 38.
 Derby (lord), 121, 210.
 Déroulède, 95, 101, 103.
 Descaves, 11.
 Diaghilev, 18.
 Disraeli, 66, 121, 122, 197, 212.
 Dos Passos, 13.
 Dostoievski, 13.
 Doumer, 201, 228.
 Doumergue, 106.
 Dreyfus, 58, 97, 100, 101, 102, 104, 105, 107,
 143.
 Drumont, 96, 100.
 Dufaure, 88.
 Dufy, 16.
 Dumas, 11.
 Dunajevski, 155.
 Dunker, 68.
 Dunlop, 47, 116, 127.
 Dupont-de-Nemours, 5, 42, 187.
 Durand-Ruel, 15.
 Durkheim, 7, 8.
 Duruy (V.), 92.
 Dvorak, 18.

E

Eastman, 39.
 Ebert, 237.
 Eberth, 7.
 Édouard VII, 125, 138, 215.
 Eiffel, 96.
 Einstein, 6.
 Eliot (T.S.), 13.
 Elisabeth, 57, 150.
 Engelhorn, 42, 137.
 Engels, 52, 54.
 Erzberger, 237.
 Esterhazy, 100.
 Etienne, 197.
 Eudes, 79.
 Fuleuburg, 140.

F

Faidherbe, 76.
 Falkenhayn, 233, 234.
 Falla (M. de), 18.
 Faulkner, 13.
 Fauré, 17.
 Faure (F.), 97, 101.
 Faure (P.), 233.
 Faure (S.), 57.
 Favre (J.), 76, 77.
 Fayol, 41.

Felinski, 24.
 Ferdinand de Saxe-Cobourg, 212.
 Ferry (J.), 76, 78, 89, 90, 91, 93, 94, 197, 198,
 199, 202, 212.
 Fichte, 102, 139.
 Fischer, 7.
 Fisk, 184.
 Flaubert, 11.
 Fleming (J. A.), 6.
 Fliers (de), 11.
 Floquet, 90.
 Foch, 231, 236, 237.
 Fokine, 18.
 Ford, 41.
 Foucaud (C. de), 26.
 Foureau-Lamy (mission), 198.
 France (A.), 5, 11.
 Francfort (traité de), 81.
 François-Ferdinand, 150, 152, 156, 229.
 François-Joseph, 148, 149, 150, 151, 152, 160,
 209, 210, 211, 222, 223, 234.
 Frédéric VII, 135, 138.
 Fresnaye (de la), 17.
 Freud, 9.
 Freycinet, 76, 91, 92, 93, 95, 117, 212.
 Friez, 16.
 Fustel de Coulanges, 10.

G

Gachet, 16.
 Gallièni, 199, 201, 231.
 Galliffet, 103, 104.
 Galois (Ev.), 6.
 Galsworthy, 12.
 Gambetta, 76, 77, 82, 88, 91, 100, 117, 209.
 Gapone, 173.
 Garfield, 185.
 Garland, 13.
 Garnier (F.), 199.
 Garros, 47.
 Gauguin, 15.
 Geiger, 6.
 Gentil (mission), 198.
 Gentile, 164.
 George I^{er}, 229.
 George V, 125.
 George (H.), 53.
 George (St.), 12.
 Gervinus, 139.
 Giers (de), 213, 214.
 Gide, 12.
 Gilchrist, 39.
 Giolitti, 161, 163, 164, 223.
 Giraud, 14.
 Gladstone, 66, 121, 122, 123, 124, 197, 210.
 Gobineau, 139.
 Goblet, 93, 95, 213.
 Gokhale, 202.
 Goluchowski, 221.
 Gompers (S.), 67, 68.

Goremykine, 174.
 Gorki, 14.
 Gortchakov, 209, 210.
 Gould, 184, 187.
 Gouraud, 237.
 Grant, 183.
 Gray, 6.
 Greg, 151.
 Grévy (J.), 77, 89, 95.
 Grey, 229, 230.
 Griffith, 130.
 Griffuelhes, 70, 71.
 Gris (Juan), 17.
 Guérin (J.), 101, 103.
 Guesde (J.), 52, 53, 54, 58, 59, 70, 232.
 Guiches, 11.
 Guillaume I^{er}, 135, 138, 160, 211.
 Guillaume II, 138, 139, 141, 144, 145, 200,
 218, 220, 221.
 Guizot, 92.
 Gulbenkian, 38.

H

Haber, 7.
 Hall, 40.
 Haniel, 42, 137.
 Hansi, 143.
 Harmel, 26, 27.
 Harnack, 25, 31.
 Harriman, 186.
 Harrison, 185.
 Hasse, 139, 196.
 Hauptmann, 12.
 Havemeyer, 187.
 Hay, 184.
 Heaviside, 5, 6.
 Hébert (abbé), 28.
 Hegel, 7, 164.
 Hemingway, 13.
 Henry, 101, 102.
 Heredia, 10.
 Hérault, 40.
 Herr (Lucien), 55.
 Herriot (E.), 103.
 Hertz, 6, 148.
 Herzl (Th.), 101.
 Hill, 186.
 Hindenburg, 232, 234, 235.
 Hirsch, 68.
 Hodza, 152.
 Hoechst, 5, 42, 137.
 Hoffmann, 233.
 Hofmannstahl, 12.
 Hohenlohe, 138, 140.
 Hopkins, 7.
 Humbert, 57, 160.
 Huxley, 8.
 Huysmans (C.), 55.
 Hyatt, 39.
 Hyndman, 52, 53.

- I
- Ibsen, 13.
Iglésias (P.), 53, 55.
Isabelle II, 166.
Isvolsky, 174.
- J
- John, 139.
Jaurès, 10, 55, 57, 59, 60, 230.
Jeans, 6.
Joabland-Meynier (mission), 198.
Joffe, 6.
Joffre, 106, 230, 231, 234.
Johnson, 182, 183.
Jonnard, 20.
Jordan, 5.
Jouhaux, 71.
Jourde, 79.
Jouvenel (de), 103.
Joyce, 12.
Jullian (C.), 10.
- K
- Kafka, 13.
Kautsky, 52, 53, 55, 58, 59.
Kerenski, 235, 236.
Ketteler (von), 26.
Kingsley, 32.
Klück (von), 231.
Koch, 7.
Kodak, 5.
Kokovstsev, 175.
Körber (von), 151.
Kouang-Sou, 219.
Kouang-Jéou-Wei, 219.
Kramer, 151.
Kropotkine, 52, 57.
Kruger, 199.
Krupp, 42, 137, 144.
- L
- Laberthonnière, 28.
Labriola, 164.
Lagarde, 139.
Lagerlöf (S.), 13.
Lagrange, 25.
Lalo, 17.
Lamoureux (concerts), 17.
Lamsdorff, 221.
Laval (P.), 233.
Lavigerie, 96.
Lavisse, 10.
Lawrence, 12.
Lazare (B.), 100.
Le Chapelier (loi), 94.
Ledebour, 233.
Ledru-Rollin, 90.
Ledochowski (Mgr), 141.
Léger (F.), 17.
Legien, 68.
Lemaitre, 101.
Lénine, 58, 59, 170, 174, 175, 233, 234, 235.
Léon XIII, 23, 24, 25, 95, 96.
Léoncavallo, 18.
Léopold II, 198.
Le Roy, 28.
Lesseps, 96, 191.
Lever, 127.
Lévy-Bruhl, 9.
Leygues, 96.
Liebieg, 6.
Liebknecht, 58, 60, 233, 234.
Li-Hung-Tchang, 218.
Lincoln, 182.
List, 139, 171.
Littré, 8, 90.
Lloyd (George), 125, 126, 127, 129, 222, 234, 236.
Loisy, 25, 28.
London (J.), 13.
Loti, 11.
Loubet (F.), 101, 104, 215.
Lowell, 6.
Lüderitz, 196.
Lueger, 26, 151.
Lumière, 39.
Luxembourg (Rosa), 55, 58, 59, 60, 68, 234.
Luzzati, 215.
Lyautyey, 199, 200, 201, 202.
- M
- McDingley, 188.
McKinley, 48, 58, 185, 187, 188, 191, 193.
Mac-Mahon, 83, 88, 89.
Mahan, 191.
Maigotti (abbé), 159.
Maillol, 15.
Malatesta, 52.
Mallarmé, 11.
Malvy, 230, 236.
Manet, 15.
Mangin, 237.
Mann (Th.), 12, 144.
Manning, 26.
Manteuffel, 143.
Marchand, 198, 199.
Marconi, 6, 48.
Marguerite (P.), 11.
Marie-Christine, 166.
Marinetti, 17, 164.
Maritain, 28.
Martov, 58.
Marx (K.), 42, 52, 53, 56, 57, 80, 164.
Masaryk, 152.
Mascagni, 18.

Massenet, 17.
 Matisse, 16.
 Maunoury, 231.
 Max de Bade, 237.
 Maximilien, 150.
 Maxwell, 6, 48.
 Médan, 11.
 Mehmed V, 229.
 Méjan, 31.
 Méline, 48, 97, 100, 102, 118.
 Mellon, 42, 187.
 Mendel, 7.
 Mermillod, 24.
 Merrheim, 233, 236.
 Michelet, 10.
 Michelin, 6, 47, 116.
 Midhat-Pacha, 210.
 Milan de Serbie, 212.
 Millerand, 55, 57, 59, 65, 103, 106.
 Minghetti, 160.
 Moltke, 230, 231, 233.
 Mommsen, 10.
 Monatte, 233.
 Moréas, 11.
 Morgan, 7, 42, 186.
 Morrisot (B.), 15.
 Morris, 52.
 Moulay Hafid, 222.
 Moussorgski, 18.
 Mun (A. de), 26, 96.
 Murri (abbé), 29.
 Mutsu-Hito, 216.

N

Nachtigall, 196.
 Nadar, 15.
 Naudet (abbé), 27.
 Newcomb, 6.
 Nicolas II, 170, 174, 235.
 Niel, 71.
 Nietzsche, 8, 9.
 Nijinski, 18.
 Nivelle, 234, 235.
 Nobel, 5, 39.
 Norris, 13.

O

Okubo, 216.
 Orlando, 236.
 Oulianov, 170.

P

Paepe (C. de), 53.
 Painlevé, 236.
 Palmerston, 121.
 Panhard, 117.

Papini, 13, 164.
 Parco, 13.
 Parnell, 123.
 Pasdeloup (concerts), 17.
 Pasteur, 7.
 Pavlov, 7.
 Péguy, 9, 11, 12, 220.
 Pelletan, 90, 104.
 Pelloutier, 69, 70.
 Perrin (J.), 6.
 Pétain, 235.
 Peters, 139, 196.
 Petipa, 18.
 Philipps, 182.
 Picabia, 17.
 Picasso, 16.
 Pickering, 6.
 Picquart, 100.
 Pie IX, 23, 159.
 Pie X, 27, 105.
 Pierre I^{er}, 152, 220, 221, 222, 229.
 Pilsudski, 57.
 Piou, 96.
 Pissarro, 15, 16.
 Plekhanov, 54, 57, 58, 170.
 Plève, 170.
 Pobiedonostsev, 169, 170.
 Poincaré (H.), 6, 9.
 Poincaré (R.), 96, 106, 222, 223, 229, 230.
 Popov, 6.
 Potocky, 150.
 Pouget (E.), 57, 70, 71.
 Poyer-Quertier, 77, 82.
 Prezzolini, 13, 164.
 Prim, 166.
 Prinzip, 229.
 Proust, 12.
 Psichari, 12.
 Puccini, 17.
 Pujo (M.), 102.
 Pyat, 79.

R

Ranke, 10.
 Raspail, 77.
 Raspoutine, 175.
 Rathenau, 42, 137.
 Rattazzi, 159.
 Ravachol, 97.
 Ravel, 17, 18.
 Reclus (E.), 52, 57, 201.
 Reinach, 100.
 Renan, 8, 9.
 Renoir, 15.
 Renouvier, 103.
 Rerum Novarum, 26, 69, 96.
 Rhodes (Cecil), 199.
 Ribot, 106, 214, 236.
 Ricasoli, 159.
 Rilke (Rainer Maria), 12.
 Rimbaud, 11.

Rimski Korsakov, 18.
 Rivet (loi), 81.
 Rivière, 199, 212.
 Roberts (E.), 30.
 Rockefeller, 5, 42, 187.
 Rodin, 15.
 Rodolphe, 150.
 Rolland (Romain), 233.
 Röntgen, 6.
 Roosevelt (Th.), 38, 188, 189, 190, 191, 192, 193.
 Rosny (J. H.), 11.
 Rostand, 11.
 Rothschild (A.), 81.
 Rouvier, 96, 105, 220, 221, 228.
 Roux, 7.
 Ruskin, 52.
 Russell, 122.
 Rutherford, 6.

S

Sabatier, 30.
 Saint-Saëns, 17.
 Saint-Simon, 7.
 Salisbury, 125.
 Sangnier, 27, 29.
 Santos-Dumont, 47.
 Saracco, 162.
 Sardou, 18.
 Sarraïl, 233.
 Sarraut (M.), 102.
 Sarrien, 105.
 Savigny, 10.
 Say (L.), 117.
 Sazonov, 223.
 Scheidemann, 237.
 Schlieffen, 214, 230.
 Schmoller, 57.
 Schneegans, 142.
 Schnoebélé, 143, 213.
 Schönerer, 151.
 Schopenhauer, 9.
 Schuckert, 137.
 Sée (C.), 93.
 Sembat (M.), 232.
 Serrano, 166.
 Shaw (B.), 12, 53.
 Siegfried, 197.
 Siemens, 137.
 Sienkiewicz, 142.
 Simon (J.), 77, 88.
 Sinclair (U.), 13.
 Sisley, 15.
 Soddy, 6.
 Sorel (G.), 9, 70, 164.
 Spaventa, 9.
 Spencer, 8.
 Stanley, 198.
 Stanton, 183.
 Stevens, 182.

Stinnes, 42.
 Stöcker, 31.
 Stolypine, 174, 175.
 Strauss (R.), 17.
 Stuart Mill, 122.
 Sully Prudhomme, 10.
 Summer, 182.
 Swift, 12.

T

Taaffe, 150, 151.
 Taft, 188, 190.
 Taine, 8, 10, 11, 102.
 Takamori, 216.
 Taylor (W.), 41.
 Tchaïkowski, 18.
 Tchékov, 14.
 Thiers, 77, 78, 79, 80, 81, 83, 97, 209.
 Thomas, 39.
 Thomson, 6.
 Thyssen, 42, 137.
 Tilak, 202.
 Tirard, 95.
 Tirpitz (von), 140, 215.
 Tisza, 151, 152.
 Tolstoï (D.) 169, 172.
 Tolstoï (L.), 14.
 Toulouse-Lautrec, 16.
 Tourguéniev, 13.
 Treitschke, 139.
 Trochu, 76.
 Troeltsch, 31.
 Trotski, 59, 173, 175, 233, 234.
 Tsen-Hi, 218.
 Twain (M.), 13.
 Tyrrell, 28.
 Tzara, 17.

U

Unamuno, 13.
 Undset (S.), 13.

V

Vaillant (A.), 97.
 Valéry, 11.
 Vallès (J.), 79.
 Vanderbilt, 186.
 Vandervelde, 54, 69.
 Van Gogh, 16.
 Vaugeois, 102.
 Vauxcelles, 16.
 Vénizélos, 229.
 Verdi, 17.
 Verlaine, 11.
 Verne (J.), 8.
 Vuillot (L.), 96.

Victor-Emmanuel II, 159, 163, 166.
 Victoria, 121, 125, 135, 138, 170, 215.
 Vidal de la Blache, 10, 201.
 Villain (R.), 230.
 Villiers de l'Isle-Adam, 12.
 Vinet, 30.
 Violet-le-Duc, 14.
 Visconti-Venosta, 215.
 Viviani, 55, 57, 59, 65, 106, 229, 232.
 Vlaminck, 16.
 Vogelsang, 26.
 Vollmar, 56, 60.

W

Waddington, 91, 92.
 Wagner (A.), 31, 57.
 Wagner (R.), 17, 139.
 Waldeck-Rousseau, 59, 69, 94, 101, 102, 103,
 104, 106.

Washington (Booker), 189.
 Webb, 53.
 Wells, 53.
 Wendel (de), 137.
 Williams, 42.
 Wilson (W.), 188, 189, 225, 235.
 Windthorst, 135.
 Witte, 171, 173, 174.

Y

Yersin, 7.

Z

Zetkin (Cl.), 55.
 Zola, 11, 16, 100.

